

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 116-117

**Novembre-Décembre 1994**

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

## Sommaire

- **Ankara : Condamnation des députés kurdes**
- **Le président Özal voulait négocier avec le PKK**
- **Le rapporteur de l'ONU dénonce la cruauté du régime irakien**
- **Le Prix Nouredine Zana 1994 décerné à Alain Campiotti**
- **Publications nouvelles**
- **Chronique de la guerre au Kurdistan de Turquie**
- **En bref, la revue de presse**

---

**L**E 8 décembre, au terme d'un procès politique sommaire, la Cour de sûreté de l'État d'Ankara a rendu son verdict dans l'affaire de 8 députés kurdes accusés de «trahison» et de «séparatisme» et passibles de ce fait de la peine de mort en vertu de l'article 125 du Code pénal turc.

Elle a condamné 5 des 8 députés à 15 ans de prison: Mme. Leyla Zana, MM. Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak et Ahmet Türk. Un député, M. Sedat Yurttas, a été condamné à 7 ans et 6 mois de prison tandis que M. Mahmut Alinak et M. Sirri Sakik écopaient de 3 ans et 6 mois de prison.

### ANKARA CONDAMNATION DES DÉPUTÉS KURDES

Une centaine d'observateurs internationaux ont pu constater que la justice turque a décidé au dernier moment, juste avant de rendre son verdict, de requalifier les chefs d'accusation et de juger désormais les députés pour «*appartenance à une bande armée visant à créer un État kurde*». En absence de leurs avocats boycottant l'audience devant le rejet par la Cour de toutes leurs demandes de comparution de témoins, de confron-

tation, d'expertise et de suppléments d'information, les députés ont refusé de présenter leur défense afin de ne pas donner une quelconque légitimité à cette «parodie de justice».

La requalification des chefs d'accusation a apparu comme un habillage juridique de dernière minute destiné à éviter les peines capitales afin d'atténuer les vives réactions internationales suscitées par le procès des

députés kurdes. A la demande du président Mitterrand, plusieurs chefs d'État et de gouvernement occidentaux étaient intervenus auprès des autorités turques pour les mettre en garde contre toute condamnation à la peine capitale. Pris entre le désir de l'armée de faire tomber quelques têtes, pour l'exemple, afin d'intimider et de terroriser les Kurdes et les contraintes extérieures, l'État turc a finalement adopté cette solution de compromis.

Homme lige des faucons de l'armée, le procureur général Nusret Demiral, qui avait requis la peine de mort, s'est dit « indigné par la clémence de ce verdict » contre lequel il a immédiatement introduit un pourvoi en cassation (cf. P. 168 du *Bulletin*).

Cet avis n'est pas partagé par l'opinion publique de Turquie, qui pour une large part, trouve le verdict inique. Traduisant ce sentiment populaire un éditeur du quotidien turc *Milliyet* a écrit : « nous venons de pendre la démocratie ».

Les réactions occidentales ont été très vives. Dans pratiquement tous les pays européens l'affaire a occupé la Une de la presse (cf. *Bulletin spécial* sur les députés kurdes pour une revue complète de ces articles de presse).

Les réactions des gouvernements et des représentants politiques ont été, dans l'ensemble, assez fermes.

Si M. Lamassoure, ministre français délégué aux Affaires européennes a crû devoir féliciter la Turquie pour ses « bons choix » et rendre hommage à son régime qui « certes n'est pas une démocratie idéale, ... mais un vrai régime parlementaire » (p.183), les autres réactions n'allaient cependant pas dans ce sens. L'ancienne ministre française Mme. Ségolène Royal, qui a assisté au procès, a déclaré que « la Turquie n'avait pas sa place en Europe ».

Interrogé par le *TF 1*, le président de la Commission européenne Jacques Delors a indiqué que pour « réaliser avec la Turquie l'Union douanière qui a été promise il faut que les Turcs nous donnent des gages en ce qui concerne le respect des droits de l'homme ». Prenant enfin conscience de la gravité de la situation, l'Allemagne a suspendu les expulsions des Kurdes. De même, dans une résolution votée le 15 décembre à la quasi-unanimité, le Parlement européen a demandé la suspension immédiate des pourparlers avec Ankara et a invité les États membres « à ne pas refouler les réfugiés kurdes venant de Turquie » (voir en annexe le texte de cette résolution).

De leurs côtés, les États-Unis ont vivement réagi contre ce procès et le verdict. Le département d'État s'est déclaré « profondément préoccupé ». L'ambassadeur américain a expliqué que tout en « condamnant le terrorisme » son pays exigeait de la Turquie l'adoption des standards occidentaux dans le domaine des droits de l'homme. Enfin, les officiels américains ont précisé que pour le moment, ils n'allaient pas appliquer un embargo militaire contre la Turquie. Mais ils n'ont pas écarté cette éventualité pour l'avenir (cf. p. 172 de notre *Bulletin*).

Pour contrer ces réactions, les autorités turques se sont réfugiées derrière la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice. Oubliant que dans le cadre d'un État de droit, l'organe législatif établit la Constitution et les lois, elles prétendent que « les cours en Turquie sont indépendantes (p. 106 de notre *Bulletin*). Mme Çiller a tenté de faire oublier l'« exception turque ». Selon elle, la Turquie « n'est pas le seul pays européen ou des parlementaires sont jugés et condamnés ». Le président turc, enfin, a essayé de se déculpabiliser : « personne ne doit crier ni en Turquie ni à l'étranger. La Turquie est un pays de droit... même si vous pouvez digérer ou pas ce verdict. Lorsque

quelqu'un me demande de les libérer, il doit savoir que ce n'est pas moi qui les ai mis en prison » (p. 122).

Cette soudaine prise de conscience de la gravité de l'affaire s'explique bien entendu par les négociations en cours sur l'Union douanière entre la Turquie et l'Europe. Bien que demandeuse, la Turquie n'a pas hésité à utiliser la carotte et le bâton contre l'Europe. Mme Çiller a expliqué que les relations de son pays avec l'Europe étaient désormais « dans une voie irréversible ». « L'Union douanière reliera d'une façon irréversible la Turquie à l'Europe » a-t-elle précisé, avant d'ajouter le 18 décembre : « L'Union douanière est envisagée dans des accords. Mais nous n'avons aucune concession à faire pour y arriver, ni dans le domaine des droits de l'homme ni à Chypre » (p. 161). Tunç Bilget, co-président de la Commission parlementaire mixte Turquie/Parlement européen n'a pas hésité à menacer l'Europe de « rupture » : « Un report éventuel de la réunion ou une décision négative sur l'Union douanière réduirait à zéro l'influence de l'Union européenne sur la Turquie et déclencherait un processus de rupture avec l'Europe » (p.155). Enfin, le chef de la diplomatie turque Murat Karayalçın, a violemment réagi aux propos de Jacques Delors : « nous n'avons pas à prendre en compte les estimations personnelles pour notre entrée dans l'Union douanière ni dans l'Union européenne ».

Dans ce climat, lourd, la réunion du Conseil d'association Turquie-Europe qui devait consacrer la signature de l'accord d'union douanière a abouti à un échec. Ulcérés par la désinvolture d'Ankara, mais soucieux de ne pas rompre avec ce pays, nombre de gouvernements européens ont, semble-t-il, été soulagés que la signature de cet accord soit ajournée grâce au veto grec.

Nous reproduisons ci-dessous de larges

extraits du verdict de la Cour de sûreté de l'État d'Ankara.

«Le dossier a été examiné. Constatant qu'il ne reste plus rien nécessitant examen et investigation le procès est clos.

**LE NÉCESSAIRE A ÉTÉ PENSÉ:**  
Comme il sera montré dans le verdict détaillé: il a été établi de manière claire et définitive que :

«1 - Les accusés **Ahmet TURK, Leyla ZANA, Orhan DOGAN, Hatip DICLE et Selim SADAK** ont mené à l'intérieur du pays et à l'extérieur d'intenses activités séparatistes conformément aux ordres et instructions qu'ils ont reçus du leader de l'organisation appelée le PKK qui a le caractère d'une bande armée visant à créer un Etat kurde dans l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est en détachant une partie des territoires de l'Etat de la République de Turquie, et qu'en ce sens(...):

En novembre 1991, ils se sont présentés à la cérémonie d'investiture de la Grande Assemblée Nationale de Turquie en portant des accessoires aux couleurs jaune, rouge et verte symbolisant le drapeau kurde et ils ont déclaré ne pas vouloir prêter serment au prétexte que celui-ci nie l'existence du peuple kurde et des slogans en kurde ont été lancés (...).

Ils ont publié dans des plates-formes internationales des déclarations et communiqués au nom du PKK qui est reconnu comme une organisation de terreur, ils ont, par des déclarations mensongères et pro-PKK, dénoncé au monde extérieur l'Etat de la République de Turquie.

Ils sont allés jusqu'au quartier général à l'étranger du leader du PKK pour connaître ses vues, ils ont reçu par téléphone des instructions et mené des actions intensives parallèles à celles de cette organisation qui a le caractère d'une bande armée.

Les actes des accusés tombent sous le coup à l'article 168/2 du Code pénal. En vertu de quoi et vu la manière dont ces crimes ont été perpétrés, sa nature et sa gravité à l'échelle du pays, il a été décidé de les condamner chacun à 10 ANS DE RÉCLUSION CRIMINELLE,

En vertu de l'article 5 de la loi n°3713 ces peines sont augmentées de moitié et finalement chacun de ces accusés est condamné à QUINZE ANS DE RÉCLUSION CRIMINELLE,

Il n'y a pas lieu ni en appréciation ni en loi pour des circonstances aggravantes et atténuantes,

En vertu de l'article 31 du Code pénal turc ces accusés sont privés à vie des services publics.

En vertu de l'article 33 du Code pénal ils sont privés de leurs droits légaux pour une période égale à celle de leur peine (...).

2 - L'accusé **Sedat YURTTAS** a déployé des efforts intenses afin de donner dans les plates-formes internationales une image légitime à l'organisation illégale appelée le PKK qui a le caractère d'une bande armée, il a fait des déclarations en ce sens et le 26 juillet 1992 devant la préfecture de Hakkari il s'est adressé à la foule en ces termes: «Aidez nos frères qui mènent des activités en milieu rural, leur idéal est de servir notre peuple. C'est pour cela qu'ils mènent leur combat dans des conditions difficiles». Parvenant à la conviction définitive que l'accusé par ces suggestions et recommandations à la population a aidé la bande armée dans ses efforts de recrutement et que ce fait est constitutif du crime défini par l'article 169 du Code pénal, et en raison de la forme et de la nature de ce crime, des efforts intenses de l'accusé dans ce domaine et considérant la gravité créée à l'échelle du pays, il a été décidé de condamner l'accusé

à une peine de réclusion criminelle de cinq ans,

En vertu de l'article 5 de la loi numéro 3713, la peine infligée à l'accusé est augmentée de moitié et il est finalement CONDAMNÉ À UNE PEINE DE SEPT ANS ET SIX MOIS, il n'y a pas lieu ni en appréciation ni en loi pour d'autres circonstances aggravantes et atténuantes,

En vertu de l'article 31 du Code pénal il est privé des droits légaux pour une période égale à la durée de sa peine (...).

6- Etant établi de manière claire et définitive que les accusés **Mahmut ALINAK et Sirri SAKIK** se sont livrés à une propagande écrite et orale contre l'unité indivisible de l'Etat de la République de Turquie avec son pays et sa nation les deux accusés, compte-tenu de la forme et de la nature du crime commis et de la gravité qu'il a créé, sont condamnés chacun à une peine de réclusion criminelle de trois ans et à une amende de 60.000.000 livres turques, en vertu de l'article 8/1 de la loi n° 3713,

Vu que les accusés ont enfreint à plusieurs reprises la même loi, conformément à l'article 80 du Code pénal leur peine est augmentée de 1/6 et **FINALEMENT ILS SONT CONDAMNÉS CHACUN À TROIS ANS ET SIX MOIS DE RÉCLUSION CRIMINELLE ET À 70.000.000 LT.** (...).

Prenant en considération le temps passé par les accusés en détention et la durée de la peine qui leur est infligée il a été décidé de notifier au parquet de la République la remise en liberté immédiate des accusés **Mahmut ALINAK et Sirri SAKIK** s'ils ne sont pas condamnés et incarcérés pour d'autres crimes. (...).

Lecture a été donnée de la présente sentence adoptée à la majorité des voix,

avec l'opposition du juge, le colonel Çetin GÜVENER, en présence des accusés Ahmet TURK, Leyla ZANA, Orhan DOGAN, Sirri SAKIK, Selim SADAK et Sedat YURTTAS, en

absence de leurs avocats, en présence des procureurs de la République Dilever KAHVECI et Talat SALK et étant entendu que la voie du pourvoi en cassation reste ouverte.

sa publication, l'information de M. Özkök avait été démentie. Aujourd'hui, il explique ce démenti par la volonté d'Özal de ne pas interrompre le dialogue en suscitant des réactions hâtives (cf. la page 182 de notre Bulletin).

## LE PRÉSIDENT ÖZAL VOULAIT NÉGOCIER AVEC LE PKK

**A**HMET Türk, président du HEP (parti pro-kurde dissout par la Cour Constitutionnelle) s'était entretenu, en avril 1993, avec le chef du PKK A. Öcalan. Cette visite, qui s'est déroulée au vu et au su de tout le monde (la télévision turque l'avait filmée), est présentée par le procureur de la République turc comme une preuve des liens organiques entre le PKK et les députés kurdes. M. Türk vient d'être condamné à 15 ans de prison, entre autres, pour cette raison.

Cependant, dans un entretien qu'il a accordé au célèbre journaliste turc Mehmet Ali Birand, Ahmet Türk revient sur cette rencontre. Il explique qu'il s'était rendu au Liban pour transmettre un message de Turgut Özal, président de la République de l'époque. A la question de M. Birand : «vous dites toujours que le sang doit cesser de couler. Mais qu'avez-vous fait pour y parvenir ?» Ahmet Türk répond ainsi : «j'ai rencontré le regretté président Özal, il a dit : «des tâches importantes incombent aux personnalités d'origine kurde, elles doivent faire des efforts pour arrêter l'effusion de sang». Nous lui avons dit que nous envisagions de nous rendre dans la Bekaa afin d'obtenir la prolongation du cessez-le-feu (unilatéral que le PKK venait de décréter). Il nous répondit : «Très bien, allez-y !».

Cette information n'est pas tout à fait

nouvelle. A l'époque, le rédacteur en chef du journal *Hürriyet*, Ertugrul Özkök annonçait à la Une de son journal qu'Özal envisageait d'ouvrir des négociations avec le chef du PKK. Ayant eu vent que quelque chose bougeait au sommet de l'État, M. Özkök avait téléphoné au président. Le journaliste précise que sans confirmer ni infirmer ses doutes, M. Özal, lui avait simplement répondu par un souhait : «le sang doit cesser de couler». A

L'affaire est à suivre. Elle soulève en tout cas un double problème, juridique et politique. Juridique, parce qu'un député vient d'être condamné à 15 ans de prison pour une mission de paix accomplie à la demande de la plus haute instance de l'État turc. Politique, parce qu'elle montre, une fois de plus, la place exceptionnelle qu'Özal occupait dans la Turquie des généraux. En effet, même avorté par sa mort précoce, son projet montre que seule la volonté politique peut débloquent des situations complexes. Depuis la disparition du président Özal la Turquie ne cesse de s'enfoncer dans une guerre sans issue.

## LE RAPPORTEUR DE L'ONU DÉNONCE LA CRUAUTÉ DU RÉGIME IRAKIEN

**L**E Kurdistan irakien continue de faire l'objet de pilonnages et d'incursions militaires. Suivant l'exemple turc, l'aviation iranienne a effectué des raids extrêmement violents contre les «contre-révolutionnaires» iraniens réfugiés au Kurdistan d'Irak. Ces raids du 9 novembre, effectués à 60 km. de la frontière iranienne, ont fait des morts et des blessés. Ainsi, la «zone d'exclusion», pour le moment efficace pour préserver les Kurdes contre Bagdad, s'est montrée, une fois de plus, insuffisante pour les protéger des États voisins.

Du côté irakien, après les manoeuvres

militaires d'octobre, Bagdad a enfin reconnu la frontière koweïtienne. De mauvaise grâce et dans le seul but d'obtenir une levée rapide de l'embargo. Ainsi, Saddam Hussein permet à ses défenseurs occidentaux de faire pression sur le Conseil de Sécurité de l'ONU pour lever les sanctions qui l'isolent. Sa campagne auprès de l'opinion publique s'est d'ailleurs poursuivie tout au long des mois de novembre et de décembre. Toutefois, une information publiée par *International Herald Tribune* (p. 40 de notre Bulletin) a de quoi surprendre quant aux vraies raisons de la souffrance du peuple irakien : selon les experts américains, en pleine période d'embargo et de pénurie, le budget irakien réservé à

la construction des palais et d'autres résidences secondaires à la gloire de Saddam Hussein s'élevait à plus d'un milliard de dollars...

Toujours en novembre, **Max van der Stoel**, rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'homme a soumis son nouveau rapport au secrétaire général de l'ONU. Ce rapport intermédiaire complète les précédents. Il soulève de nouveau la question des Koweïtiens disparus (supérieur à 609). De même, l'assèchement des Marais où habite une population chi'ite importante, a pris une tournure inquiétante. Les habitants y sont privés de carte d'identité et sont soumis à des punitions collectives (confiscation de la carte d'alimentation de toute famille ou de toute tribu considérée comme insoumise ou peu fiable). Des zones peuplées de civils sont soumises aux bombardements à l'artillerie.

M. Van der Stoel dénonce *«la cruauté du régime irakien»* et notamment les décrets, datant de l'été 1994, légalisant les *«peines cruelles et inhabituelles»*. Ces punitions, rétroactives, sont réglementées par sept décrets. Ceux-ci banalisent les amputations et les tatouages, les médecins refusant de les appliquer étant eux mêmes passibles de ces mêmes punitions. Le rapporteur spécial donne une traduction de ces décrets. Ainsi, le vol peut aboutir à l'amputation de la main droite, et du pied gauche en cas de récidive (décret n° 59, du 4 juin 1994). La *«falsification d'un document officiel»* est possible de l'emprisonnement à vie ou de l'*«amputation de la main droite à partir du poignet»* (décret n° 92, du 21 juillet 1994).

Selon le décret n° 109, du 18 août 1994 : *«1° une marque constituée de deux traits croisés de un centimètre de long sur un millimètre de large est tatouée entre les sourcils de toute personne dont la main aurait été amputée pour un crime puni de cette peine 2° Ce tatouage est effectué dans*

*l'hôpital public où l'amputation de la main a eu lieu».*

Selon le décret 115, du 25 août : *«1° est passible de l'amputation de l'oreille tout auteur d'un des crimes ci-après :*

*a) refus d'accomplissement du service militaire*

*b) désertion au cours du service militaire*

*c) hébergement et recel de déserteur ou de réfractaire*

*2° Est possible de l'amputation de l'autre oreille tout récidiviste des crimes visés au paragraphe premier du présent décret.*

*3° Une marque constituée d'un trait horizontal d'une longueur qui ne peut être inférieure à trois centimètres ou supérieure à cinq centimètres et d'une largeur d'un millimètre est tatouée sur le front de toute personne ayant subi la peine d'amputation de l'oreille».*

...

*«8° Les dispositions du présent décret s'appliquent aux réfractaires et déserteurs qui ont commis ce crime antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret et qui ne se rendent pas dans les*

*délais visés au paragraphe du présent décret».*

Selon le décret n° 117, du même jour

*1° «a) il est interdit d'effacer le tatouage effectué par suite de la commission d'un crime passible de l'amputation de la main ou de l'oreille.*

*b° quiconque aura effacé, ou aidé à effacer, le tatouage ou aura effectué une opération de chirurgie esthétique sur la main ou l'oreille amputée sera lui-même passible de l'amputation de la main ou de l'oreille, et, le cas échéant, de tatouage.*

*2° la peine d'amputation de la main ou de l'oreille et de tatouage est inscrite sur la carte d'identité, le certificat de nationalité, le livret militaire et autres documents officiels établissant l'identité de la personne condamnée à cette peine».*

De même, selon le rapporteur, les assassinats politiques continuent. Parmi lesquels, ceux du Cheikh al-Tamimi, abattu à Beyrouth le 12 avril 1994, de Mme Lissy Schmidt, tuée au Kurdistan d'Irak et de M. Taqi al-Khoei tué à Najaf.

## PRIX NOURREDDINE ZAZA 1994 DÉCERNÉ À ALAIN CAMPIOTTI

**A**PRES Bernard Langlois (*Politis*), Antoine Bosshard (*Le Journal de Genève*), Marc Kravetz (*Libération*), Jean Gueyras (*Le Monde*), Jean-Claude Bühler (*Coopération et Le Monde*) et Chris Kutschera c'est le journaliste suisse Alain Campiotti (*Le Nouveau Quotidien*) qui a reçu le Prix Noureddine Zaza 1994, au cours d'une soirée organisée, le 17 novembre à l'Institut kurde de Paris en présence de Mme. Gilberte Favre-Zaza, de nombreux Kurdes, Français et Suisses.

L'écrivain kurde Noureddine Zaza, cofondateur de l'Institut kurde, croyait à l'importance de la presse et au rôle d'*«éveilleurs de conscience»* des journalistes. *C'est dans le but de perpétuer sa mémoire, et aussi pour encourager les journalistes de la presse écrite à ne pas oublier un peuple trop souvent victime de l'indifférence et du silence de la communauté internationale que Le Prix Noureddine Zaza a été créé en 1989 à l'instigation de sa famille et de l'Institut kurde de Paris».*

Le lauréat de cette année, Alain Campiotti

est né au Sentier, dans le canton de Vaud. Il a entamé sa carrière journalistique à *24 Heures*, quotidien suisse pour lequel il travailla aux rubriques suisse et locale avant de réaliser des reportages au Liban, en Inde, au Cambodge et au Québec. Après un séjour de trois ans à Pékin, de 1982 à 1985, comme correspondant de plusieurs médias, il assume la responsabilité de la rubrique de politique étrangère à *L'Hebdo* et effectue des reportages en Chine, au Proche-Orient, en Afrique du Sud, dans les pays de l'Est et au Kurdistan (Turquie et Irak). Actuel-

lement chef de la rubrique de politique étrangère au *Nouveau Quotidien*, à Lausanne, Alain Campiotti s'intéresse au problème kurde depuis plus de vingt ans. Marié à Myriam Meuwly, journaliste à *Temps présent*, il est père d'une fille.

Noureddine Zaza, docteur en pédagogie de l'Université de Lausanne et fondateur du Parti démocratique kurde de Syrie, a été confronté, dès l'âge de six ans, à la tragédie kurde. Du Kurdistan de Turquie à l'Irak, en passant par la Syrie et le Liban, il n'aura cessé de lutter afin que les

Kurdes puissent jouir des droits humains et culturels les plus élémentaires. Après avoir été torturé dans les prisons du Moyen-Orient, il échappe de justesse à la mort grâce à des pétitions internationales et en particulier helvétiques. Devenu citoyen suisse en 1978, il est décédé à Lausanne, le 7 octobre 1987, des suites d'un cancer.

Noureddine Zaza a retracé son combat, dans *Ma vie de Kurde* (édité la première fois en 1982 et réédité en 1993 par Labor et Fidès), une autobiographie qui est aussi la saga du peuple kurde au XXème siècle.

## PUBLICATIONS NOUVELLES

**LES KURDES ET LES ÉTATS**, numéro spécial, juillet-décembre de la revue *Peuples méditerranéens*, élaboré sous la direction de Hamit Bozarslan, avec les contributions de Martin van Bruinessen, Hosham Dawod, Hans Lukas Kieser, Joyce Blau, Karin Kren, Anne Vega, Abbas Vali, Maria T. O'Shea, Hamit Bozarslan, Robert Olson, David Mc.Dowall, Akil Marcau et Fawaz N. Traboulsi. 320 p., 145 FF.

A. M. HAMILTON, *Ma Route à travers le Kurdistan irakien*, récit d'un ingénieur néo-zélandais en Irak, traduit de l'anglais par Thomas Bois, éditions l'Harmattan, avec le concours de l'Institut kurde de Paris, 276 p., 140 FF.

Yves JOUAN, *Azadi*, poèmes, Éditions Dumerchez, 107, p. 90 FF.

PERESH, *Contes du Kurdistan*, Volume III, éditions Orient-Réalités, Genève, 78 p., 40 FF.

Cristina CARIMINI, *Tappeti popolari Curdi*, Vita di donne in Turchia, Milano, 71 p., 90 FF.

Jean-Marie CRIEL & Pervine JAMIL, *Costumes et tapis kurdes*, Institut kurde de Bruxelles, 89 p., 150 FF.

**MUSIQUE** : Au cours des derniers mois plusieurs CD de musique kurde ont paru :

• **Musiques des Qaderi, Zikr**, double CD, éditions OCCORA de Radio-France, avec le soutien de l'Institut kurde de Paris, 170 FF.

• **Chants du Kurdistan, De Soran à Hawraman**, CD, Groupe Musical du Kurdistan, éditions *Al-Sur*, 120 FF

• **Ciwan Haco, Dûrî**, CD, K7, éditions Çarçira, 50 FF.

## CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

L'«*offensive d'hiver*» de l'armée se poursuit en aboutissant à la destruction de nouvelles entités rurales. Cette fois-ci c'est la région de Dersim qui est entièrement encerclée par l'armée. De nombreux villages de cette province, déjà rasée dans les années 30, sont incendiés par les militaires. Le «*terrorisme d'État*» y prend une telle ampleur que même un ministre turc se sent obligé de le dénoncer (cf. notre *Bulletin* d'octobre 1994). Enfin, la guerre fait de nouvelles victimes civiles, notamment parmi les enseignants. Selon les informations de *Turkish Daily News*, le PKK a tué en 10 ans 128 enseignants (p.

76 de notre *Bulletin*). Près de 4000 écoles restent fermées dans les provinces kurdes.

En novembre, selon l'Association des Droits de l'Homme, on déplore 383 morts dans la guerre du Kurdistan. 41 villages ont été évacués, 36 cas de tortures ont été signalés et le nombre de personnes disparues s'élève à 15 (p. 208 notre *Bulletin*). L'Amnesty International, dans une nouvelle note datant du 19 novembre, cite le rapport du Comité des Nations-Unies contre la torture confirmant «*le caractère systématique de la torture en Turquie*».



Presque en écho à ce rapport, le procureur de la Cour de sûreté de l'État, l'infatigable Nusret Demiral, a intenté un procès contre M. Önen et M. Argun, respectivement président et membre du comité directeur de la Fondation des droits de l'Homme. Leurs propos sur l'«interdiction du mouvement démocratique et politique kurde» et le «fossé entre les peuples kurde et turc» risquent de leur prévaloir 5 ans de prison. M. Önen est également accusé d'avoir publié un rapport sur la torture en Turquie.

La presse est lourdement affectée par la répression : le quotidien turc *Turkish Daily News* publie, dans son édition du 20 décembre, la liste des journalistes et des écrivains condamnés aux peines de prison et d'amende. A la lecture de cette longue liste, le journal se demande, si, en fin de compte, la Turquie n'utilise pas ces peines comme un moyen de réduire son déficit budgétaire. Elles s'élèvent en effet à plus d'un trillion de livres (près de 30 millions de dollars).

Toujours est-il que ces peines ne sont pas les seuls moyens de dissuasion. Le 3 décembre, deux bombes ont explosé simultanément dans les locaux du quotidien pro-kurde *Özgür Ülke*, faisant un mort et 22 blessés. Deux semaines après, ce quotidien a publié une directive «top secrète» de Mme. Çiller destinée aux ministres de la Justice, de l'Intérieur, des Affaires Étrangères, au secrétariat du Conseil de la Sécurité nationale, au conseiller militaire du Premier ministre, au Bureau de Presse du Premier ministre et au Conseil de l'Information. Cette directive, écrite le 30 novembre, ne laisse guère de doute sur les auteurs de cet attentat.

En voici la traduction, telle qu'elle est faite par le bulletin turc *Info-Turc* (Belgique) du 30 novembre 1994 :

1° *Les activités des publications qui soutiennent les organisations séparatistes*

*et destructrices, en particulier Özgür Ülke, ont pris ces derniers jours la forme d'une attaque ouverte contre l'existence même de l'État.*

2° *On estime que la profonde tolérance envers la liberté de la presse en Turquie, État séculaire et démocratique qui respecte les règles de la loi, a récemment fait l'objet d'abus à grande échelle de la part de certaines publications qui, violant la loi, ont tenté de présenter les organisations terroristes comme des institutions légales. Ceci a atteint de telles proportions que nos citoyens les plus sensibles et patriotiques et l'opinion publique turque se sont sentis gravement offensés.*

3° *Afin de mettre fin à cette grande menace qui pèse sur l'indivisible intégrité de la patrie et du peuple, je demande au Ministre de la justice de :*

a) *établir et contrôler ce type de publications;*

b) *déterminer pourquoi, malgré toutes les affaires portées devant les cours, rien d'effectif n'a été légalement fait, et de prendre des mesures pour rectifier cette situation;*

c) *veiller à ce que les mesures nécessaires soient prises afin que soient immédiatement étudiées des méthodes de combattre ce type de publications, qui véhiculent un séparatisme flagrant contre l'État et soutiennent les organisations terroristes, et que ces méthodes puissent entrer en vigueur de façon urgente»*  
(Signé) Prof. Tansu Çiller, Premier ministre.

#### **Les autres événements majeurs de novembre et décembre sont:**

##### **1er novembre**

Abdülkerim Deniz et Behçet Deniz ont été assassinés par des tueurs non-identifiés à Batman. Baki Hanan a été tué, toujours par des inconnus, à Diyarbakir.

##### **4 novembre**

Selim Demir, Ali Er et Emin Er ont

trouvé la mort à Semdinli, à la suite de l'explosion d'une mine posée par des forces de l'ordre. Mehmet Akin et Bedri Kamin ont été assassinés par des tueurs non-identifiés, respectivement à Silvan et à Diyarbakir.

##### **9 novembre**

Ekrem Canpolat, candidat du DYP à la mairie d'Atabag (province de Siirt) a été tué par des protecteurs de village.

##### **10 novembre**

15 soldats ont été tués, 10 autres blessés, lors d'une embuscade du PKK dans la région d'Eruh.

##### **12 novembre**

Resul Ürcil (9) et Harun Sahin (10) ont trouvé la mort à la suite de l'explosion d'une bombe posée par les forces de l'ordre. Quatre autres enfants ont été blessés.

##### **14 novembre**

Haci Mustafa Suman a été assassiné par des tueurs non-identifiés à Viransehir.

##### **18 novembre**

Trois personnes, dont les identités n'ont pas été révélées, ont trouvé la mort lors d'une descente de la police dans une maison à Diyarbakir. Le même jour, au village de Yelkenli (Bitlis), Cüneyt Tarhan, 11 ans, est tué lors de l'explosion d'une bombe.

##### **22 novembre**

Serif Gök, frère du maire de la ville de Batman, a été assassiné par des tueurs non-identifiés.

##### **27 novembre**

Selon un communiqué officiel turc, repris par l'Agence France-Presse, 16 combattants du PKK ont été tués par l'armée dans la région de Tunceli. Said Badem a été assassiné à Batman par des tueurs non-identifiés. A l'occasion du 16ème anniversaire de la fondation du PKK, les

forces de l'ordre procèdent à de nombreuses arrestations dans les grandes villes.

**28 novembre**

A Kiziltepe, Bekir Önder, arrêté le 4 novembre, a été retrouvé mort à la maison de détention de Mardin.

**30 novembre**

A Silvan, Hazim Çelik a été assassiné par des tueurs non-identifiés.

**2 décembre**

Des agents des douanes abattent le jeune de 15 ans Yusuf Turgut au point de contrôle d'Habur. Deux inconnus sont retrouvés assassinés à Viransehir.

**3 décembre**

Namik Kaya a été tué par des assassins non-identifiés. Les attentants contre le journal *Özgür Ülke* à Ankara et Istanbul ont fait 1 mort et 22 blessés. Le ministre de l'intérieur Nahit Mentese a avancé l'hypothèse de «provocation». Le même jour le *Turkish Daily News* annonçait, en se référant aux sources militaires que 47 membres du PKK auraient été tués à Tunceli.

**7 décembre**

Tevfik Alma et Mehmed Çiçek ont été assassinés respectivement à Midyat et à Diyarbakir par des assassins non-identifiés.

**8 décembre**

A Batman, deux militants du PKK, Ferhat Demir et Nefiye Çelik auraient été abattus par la police après leur arrestation.

**14 décembre**

L'avocat kurde Faik Candan, enlevé le 2 décembre, a été retrouvé mort dans une banlieue d'Ankara.

**18 décembre**

Edvard Tanriverdi, médecin assyrien a été tué par des assassins non-identifiés.

**19 décembre**

A Siirt, cinq passagers d'un minibus sont tués par l'explosion d'une mine.

**20 décembre**

Vedat Tellan a été tué à Diyarbakir par des assassins non-identifiés.

**21 décembre**

Bayram Bal et Hamit Bal, enlevés par la

police le 16, ont été retrouvés morts à Mardin. Le même jour, Abdulkadir Çelik Bilek, kidnappé par la police le 14 décembre, a été retrouvé mort à Diyarbakir.

**22 décembre**

Aziz Ulas et Faik Tunç ont été tués par des assassins inconnus à Diyarbakir.

**LE BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU COURS DES DEUX DERNIERS MOIS DE L'ANNÉE 1994 SELON L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME**

	Novembre	Décembre
Arrestations.....	164	111
Morts dans les conflits.....	326	302
Villages brûlés ou évacués.....	41	21
Lieux bombardés.....	21	24
Personnes tuées par des inconnus.....	17	10
Morts en détention ou sous la torture.....	21	19
Cas de torture.....	36	26
Associations perquisitionnées.....	14	7
Sentences.....	36 ans	138 ans
Amendes.....	2.833 milliards	2.653 milliards
	de livres turques	de livres turques
Prisonniers d'opinions.....	107	119

**EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

LE PROJET DE LA LOI CONTRE LE TERRORISME EST SOUMIS A L'EXAMEN DU PARLEMENT. La convention du PKK à Moscou décide de créer une «Union kurde». (*Turkish Daily News*, 2 novembre 1994), p. 1.

LA PREFECTURE DE POLICE NE VEUT PAS ENTENDRE PARLER D'UN RASSEMBLEMENT EUROPÉEN DES KURDES DU PKK A PARIS. Une lettre de l'Institut kurde de Paris, (*Le Nouvel Observateur*, 2 novembre 1994), p.3.

CINDORUK : L'ASSEMBLÉE N'EST PAS UNE DISCOTHÈQUE. Une femme qui veut porter la minijupe ne peut y travailler. LE MINISTRE KÖYLÜOĞLU POURSUIT LE QUOTIDIEN *MILLIYET* DEVANT LA JUSTICE. (*Turkish Daily News*, 3 novembre 1994), p. 3.

LA DÉFENSE DE LEYLA ZANA, (*Bergens Tidende*, 1er novembre 1994), p. 4-5.

ÉDITORIALISTE. SEMIH D. IDIZ :

UNE DÉCHIRURE, MAIS UN PAYS COMPLEXE, (*Turkish Daily News*, 4 novembre 1994), p. 5.

LA CONFÉRENCE DES KURDES DE MOSCOU PROVOQUE DES DÉBATS. Irritation d'Ankara, aspirations russes. (*Neue Zürcher Zeitung*, 3 novembre 1994), p. 6.

LE PKK ÉLARGIT SES ACTIVITÉS DANS LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS. (*Turkish Probe*, 4 novembre 1994), p. 7.

LE DÉPUTÉ FIRAT ACCUSE DIRECTEMENT LE PRÉSIDENT. DEMIREL D'ÊTRE UN OBSTACLE SUR LE CHEMIN DE LA DÉMOCRATIE. (*Turkish Daily News*, 4 novembre 1994), p. 8-11.

LA MAIN DE TÉHÉРАН EN ALLEMAGNE. En 1992, des agents iraniens avaient tué quatre opposants dans un restaurant de Berlin. (*Le Nouveau Quotidien*, 3 novembre 1994), p. 10.

RAPPORT BRÛLANT EN TURQUIE. Ses auteurs sont accusés de séparatisme. (*Le Nouveau quotidien*, 4 novembre 1994), p. 10.

LES KURDES EN SUISSE SONT RACKETTES PAR LE PKK. (*24 Heures*, 5 novembre 1994), p. 11.

TURQUIE : RAPPORTEURS SUR LES TORTURES POURSUIVIS. (*Le Soir de Bruxelles*, 4 novembre 1994), p. 11.

TURQUIE : 151 KURDES TUES PAR L'ARMÉE. (*L'Humanité*, 5 novembre 1994), p. 11.

LE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME AKIN BIRDAL PROTESTE CONTRE L'INTERDICTION DE SÉJOUR D'AMNESTY EN TURQUIE. (*Turkish*

*Daily News*, 8 novembre 1994), p. 12.

LES KURDES DE TURQUIE TRAVAILLES PAR LES ISLAMISTES. (*Basler Zeitung*, 7 novembre 1994), p. 12.

LE TOURISME EN TURQUIE A ÉTÉ FREINÉ MAIS PAS ANÉANTI PAR LE TERRORISME. (*AFP*, 8 novembre 1994), p. 13.

TURQUIE : L'OFFENSIVE DE L'ARMÉE CONTRE LES SÉPARATISTES KURDES SUSCITE UNE POLÉMIQUE. (*Le Monde*, 8 novembre 1994), p. 14.

LA TURQUIE METTRA DES RÉSERVES A LA «CONVENTION DES DROITS DES MINORITÉS». (*Turkish Daily News*, 9 novembre 1994), p. 14-15.

LA COUR D'APPEL CONFIRME LA DÉCISION DE LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT CONCERNANT LES PEINES DE PRISON CONTRE MEHDI ZANA, DOGU PERINÇEK ET MEHMET BAYRAK, LES INTELLECTUELS EMPRISONNES ÉVALUENT LES ÉVÉNEMENTS DEPUIS LEUR PRISON. Geger et Baskaya ne sont pas «optimistes» concernant l'avenir. (*Turkish Daily News*, 8 novembre 1994), p. 15-19.

L'IRAN ATTAQUE DES BASES DE «CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES» AU KURDISTAN IRAKIEN, LES RAIDS DE TÉHÉРАН ONT FAIT «DES MORTS ET DES BLESSÉS» KURDES, SELON LE PDKI. (*AFP*, 9 novembre 1994), p. 20-21.

L'AVIATION IRANIENNE BOMBARDE LES BASES REBELLES EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 10 novembre 1994), p. 21.

LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES MINORITÉS EST

LOIN DE FAIRE L'UNANIMITÉ AU CONSEIL DE L'EUROPE. (*AFP*, 10 novembre 1994), p. 22.

LA COUR D'APPEL DÉCIDE DU MAINTIEN DES DÉPUTÉS KURDES EN PRISON, Les avions de guerre iraniens bombardent les bases rebelles en Irak, DEMIREL INAUGURE LE PREMIER CANAL DES EAUX D'EUPHRATE VERS LA PLEINE DE HARRAN, Ankara n'autorisera pas l'Amnesty International d'enquêter, SOYSAL VA DISCUTER DE L'UNION DOUANIÈRE AVEC KINKEL. (*Turkish Daily News*, 10 novembre 1994), p. 23-24.

LA CAMPAGNE POUR LES LÉGISLATIVES PARTIELLES COMMENCE DANS LE SANG EN PAYS KURDE. (*AFP*, 10 novembre 1994), p. 25.

LE PRIX NOUREDDINE ZAZA A ÉTÉ DÉCERNÉ A ALAIN CAMPIOTTI. (*Le Nouveau Quotidien*, 9 novembre 1994), p. 25.

REPRISE DU PROCÈS DE HUIT DÉPUTÉS KURDES POUR «SÉPARATISME», 15 Soldats tués, 10 autres blessés par des rebelles kurdes. (*AFP*, 10 novembre 1994), p. 26.

TÉHÉРАН BOMBARDE LES KURDES. L'aviation iranienne a mené un raid dans la «zone d'exclusion» sous protection occidentale. (*Le Figaro et la Tribune Desfossés*, 10 novembre 1994), p. 27.

RACKET. DÉTENTION PROLONGÉE POUR LES DEUX KURDES ARRÊTÉS. (*Le Courrier*, 10 novembre 1994), p. 27.

PROCÈS DE SIX DÉPUTÉS KURDES. (*L'Humanité*, 10 novembre 1994), p. 27.

L'IRAN FRAPPE SON OPPOSITION

EN IRAK AU RISQUE DE MÉCONTENTER SADDAM, L'Irak a bombardé des bases de «contre-révolutionnaires», KURDISTAN TURC : UNE BOMBE SAUTE A DIYARBAKIR SUR FOND DE TRIBUNAL A DIYARBAKIR. (*24 Heures*, 10 novembre 1994), pp. 28-29.

L'IRAK RECONNAÎT KOWEÏT. — SELON LES AMÉRICAINS : SEULEMENT UN PAS. (*International Herald Tribune*, 11 novembre 1994), p. 30.

L'IRAN BOMBARDE DES BASES KURDES EN IRAK. (*Libération*, 10 novembre 1994), p. 30.

INAUGURATION DE L'ELDORADO DE L'ANATOLIE DU SUD-EST. (*Neue Zürcher Zeitung*, 10 novembre 1994), p. 31-32.

DIPLOMATIE. INCIDENTS A L'AMBASSADE DE TURQUIE. — FIN DU CONFLIT ENTRE BERNE ET ANKARA. (*Le Journal de Genève*, 11 novembre 1994), p. 32.

LE CONSEIL DE L'EUROPE SIGNE LA CONVENTION DE LA PROTECTION DES MINORITÉS. (*Turkish Daily News*, 11 novembre 1994), p. 33.

KURDES INTERPELLES : ÉCHANGE DE LETTRES. (*L'Alsace*, 11 novembre 1994), p. 33.

LE CONFLIT DIPLOMATIQUE AVEC ANKARA SUR LE POINT D'ÊTRE RÉSOLU. (*Neue Zürcher Zeitung*, 11 novembre 1994), p. 34.

ANKARA ADOPTERAIT UNE MÉTHODE TRÈS RADICALE CONTRE LES KURDES. Le gouvernement inaugure une nouvelle stratégie : Brûler des villages entiers pour mieux en contrôler les régions. Pas si

nouveau. REPRISE ENTRE BERNE ET ANKARA. Normalisation des relations avant peu. (*La Liberté*, 12 novembre 1994), p. 35.

LE RENFORCEMENT DE LA DROITE AU PARLEMENT SEMBLE INÉLUCTABLE APRÈS LES ÉLECTIONS PARTIELLES DU 4 DÉCEMBRE, Mentese informe ses homologues bavarois sur les meurtres commis par le PKK. (*Turkish Daily News*, 14 novembre 1994), p.36-37.

ARRÊTONS L'ARMEMENT DANS LA MER ÉGÉE. (*International Herald Tribune*, 14 novembre 1994), p. 37.

TURQUIE-ISLAM-KURDES. LE CORAN EN KURDE BIENTÔT DANS LES LIBRAIRIES EN TURQUIE. (*AFP*, 14 novembre 1994), p. 38.

CONTROVERSE SUR LA CANDIDATURE D'ISIKLAR, PREMIER PRÉSIDENT DU HEP, AUX ÉLECTIONS PARTIELLES. (*Turkish Daily News*, 15 novembre 1994), p. 38.

SADDAM LE GASPILLEUR : UN PALAIS POUR UN MILLION DE DOLLAR. (*International Herald Tribune*, 15 novembre 1994), p.39.

LA CHUTE DU NOMADISME DANS L'ANATOLIE DE L'EST. (*Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1994), p. 39-41.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AUTORISE UN «RASSEMBLEMENT PUREMENT NATIONAL» A PARIS LE 19 NOVEMBRE. (*AFP*, 15 novembre 1994), p. 42.

AU MOYEN-ORIENT CELUI QUI POSSÈDE L'EAU POSSÈDE AUSSI LA PUISSANCE, L'eau : facteur de pouvoir. (*Basler Zeitung*, 15 novembre 1994), pp. 43-45.

IRAN : Plusieurs villages kurdes rasés. (*Le Courrier*, 15 novembre 1994), p. 46.

IRAK : LES SANCTIONS INTERNATIONALES CONTRE BAGDAD ONT ÉTÉ RECONDUITES A L'INSTIGATION DES ETATS-UNIS. (*Le Monde*, 16 novembre 1994), p. 47.

SAGE-FEMME AU KURDISTAN. Dominique Grunenwald a choisi de partir en mission auprès des femmes kurdes du nord de l'Irak. (*L'Alsace*, 16 novembre 1994), p. 47.

COINCES ENTRE LA VIOLENCE DE L'ÉTAT ET CELLE DU PKK, LES KURDES TOUJOURS VISES EN TURQUIE. (*Le Soir de Bruxelles*, 17 novembre 1994), p. 48.

EDWARINA EN VOYAGE. — «LA PLUIE D'OISEAUX»: LE RETOUR. (*Nord Eclair*, 17 novembre 1994), pp. 49-50.

CHANGEMENT DE LA POLITIQUE TURQUE DE PROCHE-ORIENT. — Élargissement des relations avec l'Israël. — La Turquie demande de l'aide des Renseignements secrets israéliens contre le PKK. (*New Zürcher Zeitung*, 6-7 novembre 1994), p. 51.

LE PRIX NOUREDDINE ZAZA DÉCERNE À ALAIN CAMPIOTTI. (*Le Journal de Genève*, 16 novembre 1994), p. 51.

LA GUERRE CONTRE LES KURDES AFFAIBLIT LES LIENS ENTRE LES TURCS ET LES ALLIÉS. (*International Herald Tribune*, 18 novembre 1994), p.52.

A PARIS, LA MANIFESTATION DES KURDES EST ANNUELLE. «NOUS, KURDES, SOMMES COLONISÉS». (*Info-Matin*, 18 novembre 1994), p. 53.

LA MANIFESTATION DE SOUTIEN

AUX KURDES, PRÉVUE SAMEDI A PARIS, EST ANNULÉE. (*Libération*, 18 novembre 1994), p. 53.

KURDES : UNE MANIFESTATION QUI DÉRANGE. (*L'Humanité*, 18 novembre 1994), p. 53.

TURQUIE : ENVOI DE RENFORTS AU KURDISTAN. (*Le Monde*, 18 novembre 1994), p. 53.

AMNESTY INTERNATIONAL. TURQUIE. Le Comité des Nations-Unies Contre la Torture confirme le caractère systématique de la torture en Turquie, 19 novembre 1994), p. 54-55.

APRÈS L'ANNULATION DES ÉLECTIONS PARTIELLES PAR LA COUR CONSTITUTIONNELLE, LES ÉLITES CREUSENT LEUR PROPRE TOMBEAU, Les forces de sécurité tuent sept militants du PKK et en capturent 9, LA VISITE DU MINISTRE TURC DE JUSTICE EN ITALIE. Le «mystère Apo» en Syrie, ÇILLER ET YILMAZ. (*Turkish Daily News*, 21 novembre 1994), p. 56.

IRAN : CRISE DE CONFIANCE. Le malaise économique provoque des manifestations estudiantines. (*International Herald Tribune*, 21 novembre 1994), p. 58.

LE RAPPORT DE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME. Octobre : un mauvais mois pour les droits de l'HOMME. (*Turkish Daily News*, 22 novembre 1994), p. 58.

LA TURQUIE PERD UN AUTRE AMI KURDE. Abdülmelik Firat, député indépendant démissionnaire du DYP, démissionne aussi de l'Assemblée. — CEM BOYNER : L'ARMÉE SAIT QUE LA SOLUTION MILITAIRE N'EST PAS SUFFISANTE DANS LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 23 novembre 1994), p. 59.

REPRISE DU PROCÈS DES DÉPUTÉS KURDES : LE TRIBUNAL REFUSE UN COMPLÉMENT D'ENQUÊTE. (*AFP*, 24 novembre 1994), p. 60.

UNE VEDETTE DE LA TÉLÉ CONDAMNE A CINQ ANS DE PRISON. (*Turkish Daily News*, 24 novembre 1994), p. 60.

TURQUIE : LA GUERRE OUBLIÉE, UNE SPIRALE INQUIÉTANTE, L'offensive d'automne est déclenchée. Les généraux décident, le gouvernement turc suit. — LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE EN TURQUIE, «*Nous allons gagner !*». Mme Çiller prend ses désirs pour des réalités. — DEMAIN. LA GUERRE DANS TOUTE LA TURQUIE ? — Le système tribal survit à tout à tous. Identité kurde, féodalisme et terreur tous azimuts. — A QUAND LA REFORME AGRAIRE. — Les directives du Chef Apo, VILLAGE ET PÂTURAGES DÉSERTS. — Un décret interdit l'élevage des moutons. Nagnère sanctuaire pour les combattants du PKK, les hauts plateaux d'Anatolie orientale se vident aujourd'hui de leurs troupeaux et de leurs habitants. Par la force des armes et des lois. (*Le Courrier international*, 24-30 novembre 1994), p. 61-72.

LETTE DU CHEF DU PKK A DES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX, SELON UN JOURNAL PRO-KURDE. (*AFP*, 26 novembre 1994), p. 71.

LES KURDES IRAKIENS ET LES PLANS DE LA COALITION DEVIENNENT DES FACTEURS ÉLECTORAUX. (*Turkish Probe*, 25 novembre 1994), p. 74.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES SOYSAL DEMANDE PLUS D'AIDE OCCIDENTALE POUR COMBATTRE LE TERRORISME.

L'agence de presse KURD-A critique sévèrement la politique allemande, LES AVOCATS DU DEP QUITTENT LA SALLE EN SIGNE DE PROTESTATION. (*Turkish Daily News*, 25 novembre 1994), p. 75.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 25 novembre 1994), p. 76.

TURQUIE-USA : NOUVELLE AIDE AMÉRICAINE A ANKARA. (*Gamk*, 25 novembre 1994), p. 77.

DÉCHUS DE LEUR IMMUNITÉ, LES HUIT PARLEMENTAIRES KURDES SONT ACCUSÉS DE «SÉPARATISME». Députés kurdes de Turquie : verdict en décembre. (*Le Soir du Bruxelles*, 25 novembre 1994), p. 77.

LES KURDES IRAKIENS SIGNENT UN ACCORD DE PAIX. Éditorial : le PKK demeure une organisation terroriste. LA LETTRE DU CHEF DU PKK AUX CAPITALLES OCCIDENTALES INDIQUE L'ABANDON DE L'OBJECTIF D'UN «KURDISTAN INDÉPENDANT». (*Turkish Daily News*, 26 novembre 1994), p. 78-79.

REPRISE A EREVAN DU PROCÈS DU TRAFIC D'ARMES DESTINÉES AUX KURDES. (*Gamk*, 25 novembre 1994), p. 79.

IRAK : ACCORD ENTRE LES DEUX PRINCIPAUX PARTIS KURDES. (*Le Monde*, 26 novembre 1994), p. 79.

LES KURDES DE LA CEI METTENT EN GARDE ANKARA CONTRE LA CONSTRUCTION DE L'OLEDUC AZERBAIDJANAIS, LE PS condamne la Turquie. (*Gamk*, 26-27 novembre 1994), p. 80.

BERNE ET ANKARA ONT NOMME

LEUR AMBASSADEUR RESPECTIF. (*La Liberté*, 26 novembre 1994), p. 81.

SEIZE REBELLES KURDES TUES DANS L'EST DE LA TURQUIE. (*AFP*, 27 novembre 1994), p. 81.

LE CORAN. VERSION KURDE. Vers la reconnaissance du droit des Kurdes à publier dans leur langue. (*La Croix*, 27-28 novembre 1994), p. 82.

NOUVEAUX RENFORTS TURCS A TUNCELI. (*Gamk*, 27-28 novembre 1994), p. 83.

QUAND BAGDAD SE PLAINT.... (*International Herald Tribune*, 29 novembre 1994), p. 83.

ÇILLER DÉVOILE LE PLAN GOUVERNEMENTAL POUR DES VILLAGES COLLECTIFS, La réduction des crédits provoque la diminution des gardes onusiennes en Irak, LA TURQUIE RÉPOND A L'INVITATION DE PAIX DES REBELLES, PAR L'OFFENSIVE D'HIVER. — La police arrête quatre Kurdes soupçonnés de sabotage à Bremen. LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION DÉMENT LES INFORMATIONS CONCERNANT LE RETRAIT DES ENSEIGNANTS DU SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 29 novembre 1994), p. 84-86.

LA CSCE A RECOMMANDE UN CESSEZ-LE-FEU BILATÉRAL BIEN AVANT LA LETTRE D'APO : «si le PKK propose un cessez-le-feu unilatéral, le gouvernement turc doit sérieusement envisager de suspendre sa campagne militaire coûteuse», LE CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE DISCUTERA DE L'AVENIR DE L'OPÉRATION PROVIDE COMFORT, Les forces de l'ordre capturent 45 terroristes dans le sud-est. (*Turkish Daily News*, 30 novembre 1994), p. 87-88.

TURQUIE : LE MINISTRE DES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES MÜMTAZ SOYSAL A DÉMISSIONNE, Le chef de la diplomatie turque démissionne. (*Le Monde, Libération*, 29 novembre 1994), p. 89.

LE JOURNALISTE TURC ISMET G. IMSET CONTRAINT A L'EXIL. (*Dagens Nyheter*, 30 novembre 1994), p. 90.

LA DÉMISSION DE SOYSAL. UNE GIFLE POUR ÇILLER. (*Basler Zeitung*, 30 novembre 1994).

LA GUERRE AU KURDISTAN TURC. (*L'Événement*, 01 décembre 1994), p. 92.

APPEL : LIBERTÉ POUR LES DÉPUTÉS KURDES, TURQUIE : DES PARLEMENTAIRES MENACÉS DE MORT. (*L'Humanité*, 1er décembre 1994), p. 94-95.

TURQUIE : CONDAMNATION A MORT ? (*Humanité-Dimanche*, 1er-7 décembre 1994), p. 94.

HADEP S'OPPOSE AU PROJET DES VILLAGES COLLECTIFS DE ÇILLER, Le sénateur d'Amato accuse la Turquie de «violations sans arrêt des droits de l'homme». (*Turkish Daily News*, 02 décembre 1994), p. 96.

ÉDITORIAL : LA TURQUIE ET LE PKK DIX ANS APRÈS, Nouvelles diplomatiques en bref... L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 2 décembre 1994), p. 97-99.

LES DÉPUTÉS KURDES RISQUENT LA PEINE DE MORT. (*Témoignage Chrétien*, 2 décembre 1994), p.100.

TURQUIE : VERDICT LE 8 DÉCEMBRE POUR LES HUIT DÉPUTÉS KURDES PASSIBLES DE LA PEINE DE MORT, IRAN : LE DÉCÈS DU GRAND AYATOLLAH ARAKI POSE A NOUVEAU LE

PROBLÈME DE LA SÉPARATION DU POLITIQUE ET DU RELIGIEUX. (*Le Monde*, 2 décembre 1994), p.100-101.

LE PREMIER MINISTRE TURC EXCLUE TOUTE RENCONTRE AVEC LE PKK. (*The European*, 2 décembre 1994), p.100.

UN MEMBRE DU PKK CONDAMNE A MORT EN TURQUIE. (A.F.P., 2 décembre 1994), p. 101.

TÜRKES (chef de l'extrême droite) : nous pourrions être amenés à verser du sang. Torumtay (ancien chef d'état-major) : ÖZAL M'A DEMANDE D'OCCUPER KIRKOUK. KEMAL BURKAY, DIRIGEANT DU PSK FAIT UN APPEL POUR LA PAIX. (*Turkish Daily News*, 6 décembre 1994), p. 102.

HUIT DÉPUTÉS KURDES MENACÉS DE LA PEINE DE MORT EN TURQUIE. Rassemblement devant l'ambassade de Turquie. (*Le Monde*, 6 décembre 1994), p. 103.

SELON NOS INFORMATIONS, LA COUR CONDAMNERA LES DÉPUTÉS DU DEP AUX PEINES DE PRISON ET NON PAS A LA MORT, Le département d'État se dit «profondément préoccupé» par le procès du DEP. Le député américain Thomas H. Andrews demande à Çiller de mettre un terme au procès du DEP. ANKARA EXPLIQUE QUE LES TRIBUNAUX TURCS SONT INDÉPENDANTS. UN COMITÉ DE PROTECTION DES JOURNALISTES AMÉRICAINS PROTESTE LES ATTAQUES CONTRE ÖZGÜR GÜNDEM. (*Turkish Daily News*, 6 décembre 1994), p. 105-106.

HASAN CEMAL : LA TURQUIE N'EST PAS GOUVERNÉE COMME ELLE LE DOIT. (*Turkish Daily News*, 7 décembre 1994), p. 107.

L'ARMÉE AFFIRME AVOIR TUE 47 REBELLES A TUNCELI. Ecevit (dirigeant social-démocrate) opposé à l'union douanière avec l'Union Européenne et à la fédération avec les Kurdes. LA TURQUIE DÉPORTE SIX MEMBRES DU PARTI OUVRIER DU KURDISTAN D'IRAK. Selon un journal allemand, le PKK est entraîné en Grèce. LE SÉNATEUR DeCONCINI DÉFEND LA PROPOSITION DE CESSEZ-LE-FEU DU PKK AU CONGRES. La Turquie se dit optimiste pour trouver une «solution amicale» à la violation des droits de l'homme. ÇILLER SALUE LA RÉOLUTION DE L'ONU CONTRE LE TERRORISME. (*Turkish Daily News*, 4 décembre 1994), p. 108-110.

MEMBRE DU PKK CONDAMNE A MORT EN TURQUIE. (*Le Soir de Bruxelles*, 3 décembre 1994), p. 110.

EXPLOSION DANS LE QUOTIDIEN PRO-PKK A ISTANBUL ET A ANKARA. 2 morts, 22 blessés, ATTENTAT A LA MORT CONTRE UN JOURNAL KURDE. Attentat contre le seul quotidien kurde de Turquie, UN JOURNAL PRO-KURDE VISE. (*Turkish Daily News*, *Svenska Dagbladet*, *Libération*, *Le Soir de Bruxelles*, 4-5 décembre 1994), p. 110-112.

TURQUIE. POUR LA LIBÉRATION DES DÉPUTÉS KURDES MENACÉS DE MORT. Procès des députés kurdes : verdict jeudi. (*L'Humanité*, 7 décembre 1994), p. 112-113.

PROCÈS DES DÉPUTÉS KURDES : UN VERDICT LOURD DE CONSÉQUENCES. (*Le Figaro*, 7 décembre 1994), p. 112..

TURQUIE : INTERVENTION DE MITTERRAND. (*France-Soir*, 7 décembre 1994), p. 113.

COMPRENDRE LA «TRAHISON». LES DIFFÉRENCES TRANSATLANTIQUES, ANKARA : Nous ne pouvons tolérer l'ingérence dans notre système juridique. LES OBSERVATEURS FRANÇAIS DEMANDENT LA LIBÉRATION DES DÉPUTÉS KURDES. (*Turkish Daily News*, 8 décembre 1994), p. 113-114.

LA TURQUIE AU SOMMET DE LA CSCE, L'agenda des droits de l'homme. (*Turkish probe*, 9 décembre 1994), p. 115-118.

LA POLICE ACCUSE LE PKK POUR LA RÉCENTE VAGUE DE VIOLENCE CONTRE LES TURCS EN ALLEMAGNE, La Tribunal punit les politiciens kurdes. Un a été libéré, cinq ont été condamnés à 15 ans de prison. LES OBSERVATEURS PROTESTENT CONTRE LES CONDAMNATIONS. Les commandants du PKK ont accordé un délais ne dépassant pas les premiers mois de 1995 pour obtenir des résultats par la diplomatie. (*Turkish Daily News*, 9 décembre 1994, pp. 118-121.

HERVE COUTURIER : L'INTÉGRATION DE LA TURQUIE A L'EUROPE COMPROMISE PAR LA SÉVÉRITÉ CONTRE LES KURDES, Demirel rejette les critiques européennes. AUCUNE NOUVELLE D'UN AVOCAT «PRO-KURDE» DEPUIS UNE SEMAINE, La Basse-Saxe décide d'arrêter les expulsions des Kurdes. (*A.F.P.*, 9 décembre 1994), p. 121-123.

TURQUIE : LA GUERRE MENÉE CONTRE LES KURDES A FAIT AU MOINS 13.000 MORTS EN DIX ANS. (*Le Monde*, 09.1.1994), p. 124.

HUIT EX-DÉPUTÉS CONDAMNÉS A ANKARA. Justice à la turque. (*InfoMatin*, 9-10 décembre 1994), p. 125.

TURQUIE : Huit députés kurdes

condamnés. (*La Libre Belgique*, 9 décembre 1994), p. 125.

PARIS ET BONN CRITIQUENT LE VERDICT D'ANKARA. QUINZE ANS DE PRISON POUR CINQ DÉPUTÉS KURDES. (*Le Figaro*, 9 décembre 1994), p. 125.

LES JUGES TURCS SONT SÉVÈREMENT CRITIQUÉS. (*Svenska Dagsbladet*, 09 décembre 1994), p. 126.

CONDAMNATIONS SÉVÈRES POUR LES DÉPUTÉS KURDES, Maintenant il faudrait montrer la porte à la Turquie. (*Basler Zeitung*, 09 décembre 1994), p. 127.

LES LÉGISLATEURS KURDES CONDAMNÉS PAR LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 9 décembre 1994), p. 128.

A L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME, ENTRETIENS AVEC YAVUZ ÖNEN (Fondation des Droits de l'Homme) et AKIN BIRDAL (Association des Droits de l'Homme), L'Allemagne interdit 76 associations du PKK, LES LIENS DE L'UNION EUROPÉENNE ET LES ETATS-UNIS AVEC LA TURQUIE SONT AFFECTÉS PAR LA CONDAMNATION DES DÉPUTÉS. L'Union européenne exprime sa préoccupation alors que le député américain David Phillips demande la suspension de l'aide militaire à la Turquie. (*Turkish Daily News*, 10 décembre 1994), p. 129-133.

TURQUIE : 16 BLESSÉS DANS UN ATTENTAT A L'EXPLOSIF A ADANA. Allemagne : un deuxième État fédéré décide de suspendre les expulsions des Kurdes. (*A.F.P.*, 10 décembre 1994), p. 134.

TURQUIE : CINQ DÉPUTÉS KURDES

ONT ÉTÉ CONDAMNÉS A QUINZE ANS DE PRISON, La Turquie dans l'impasse. (*Le Monde*, 10 décembre 1994), p. 135-136.

LE CHEMIN DIFFICILE POUR LA TURQUIE. L'instabilité politique empêche la réalisation des réformes nécessaires. (*Dagens Nyheter*, 10 décembre 1994), p. 137-138.

LA POLICE EMPÊCHE LES ÉCRIVAINS ET LES ARTISTES DE SOUTENIR ÖZGÜR GÜNDEM, Ankara sur la défensive à l'occasion de la «Journée des Droits de l'Homme». (*Turkish Daily News*, 11 décembre 1994), p. 139-140.

TURQUIE : L'UNION EUROPÉENNE DÉPLORE LA CONDAMNATION DE DÉPUTÉS KURDES PAR ANKARA. (*Le Monde*, 11-12 décembre 1994), p. 140.

CONDAMNATION DE DÉPUTÉS KURDES : JACQUES DELORS CONTRE L'ENTRÉE DE LA TURQUIE DANS L'UE. (A.F.P., 11 décembre 1994), p. 140.

LA MAISON D'UN DÉPUTÉ KURDE MITRAILLÉE PAR BALLE. (*Turkish Daily News*, 13 décembre 1994), p. 141.

DÉPUTÉS KURDES CONDAMNÉS. L'Allemagne suspend les expulsions des Kurdes. (A.F.P., 12 décembre 1994), p. 141.

LES VILLAGES KURDES DÉSSERTIFIÉS. Dans sa lutte contre le PKK l'armée turque porte des coups à la population civile. (*Dagens Nyheter*, 12 décembre 1994), p. 143-144.

ANKARA QUALIFIÉE DE «PERSONNELS» LES PROPOS DE M. DELORS. (A.F.P., 13 décembre 1994), p. 143.

L'ASSOCIATION MAZLUM-DER PUBLIE UN RAPPORT SUR

L'ÉVACUATION DES VILLAGES ET L'ÉMIGRATION, Washington lève sa voix sur les allégations de violation des droits de l'Homme. (*Turkish Daily News*, 14 décembre 1994), p. 144-145.

LE «PARTI KURDE» DE SERAFETTIN ELÇI PREND FORME, Selon Elçi le PKK se sent dérangé par quiconque ne se soumettant pas à sa discipline. L'AVOCAT KURDE DISPARU A ÉTÉ RETROUVÉ MORT PRÈS DE BALA. Alınak retourne à l'Assemblée après 10 mois de prison. LA RÉUNION DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE SUR LA QUESTION KURDE COMMENCE A ANKARA. La Turquie explique que le procès du DEP et la déportation des demandeurs d'asile en Allemagne sont deux affaires distinctes. (*Turkish Daily News*, 15 décembre 1994), p. 146-147.

UN AVOCAT PRO-KURDE DISPARU DEPUIS 12 JOURS, RETROUVÉ MORT. RETOUR AU PARLEMENT D'UN DES DÉPUTÉS KURDES RÉCEMMENT CONDAMNÉS. CEE/Turquie : relations «dans une voie irréversible» (Mme Çiller), UNION DOUANIÈRE : Mme ÇILLER S'ENTRETIENT AVEC LES AMBASSADEURS DES PAYS DE L'UE. (A.F.P. 14 décembre 1994), p. 148-150.

LA TURQUIE A LA CHASSE CONTRE LES KURDES INSURGES. (*Dagens Nyheter*, 15. 12.1994), p. 151-152.

CONDAMNATION DE DÉPUTÉS KURDES : LE PARLEMENT EUROPÉEN CONTRE L'UNION DOUANIÈRE TURQUIE/EU, A.F.P., 15 décembre 1994), p. 152.

LA MALADIE DE «GUERRE DU GOLFE» TOURMENTE LES MÉDECINS, Des Arméniens aux Kurdes. (*International Herald Tribune*, 15 décembre 1994), p. 153.

LES GENS. SÉGOLÈNE ROYAL. (*Libération*, 15 décembre 1994), p. 154.

TURQUIE : LE PROCUREUR VEUT REDEMANDER LA PEINE DE MORT CONTRE LES DÉPUTÉS KURDES. (*Le Monde*, 15 décembre 1994), p. 154.

TURQUIE. UN AVOCAT DES KURDES ASSASSINÉ A ANKARA, Un avocat pro-kurde retrouvé mort. (*L'Humanité, Le Soir de Bruxelles*, 15 décembre 1994), p. 154.

15 ANS DE PRISON POUR LEYLA ZANA. DÉPUTÉE KURDE. (*Humanité/Dimanche*, 15 décembre 1994), p. 155.

UNION DOUANIÈRE : MISE EN GARDE TURQUE CONTRE UN REPORT OU UN RÉSULTAT NÉGATIF. (A.F.P., 16 décembre 1994), p. 155.

KURDES. ÉPÉE DE DAMOCLES. (*Témoignage Chrétien*, 16 décembre 1994), p. 156-157.

UNION DOUANIÈRE : MISE EN GARDE TURQUE CONTRE UN REPORT OU UN RÉSULTAT NÉGATIF. (A.F.P., 16 décembre 1994), p. 157.

LA TURQUIE SIGNE LA CONVENTION DES DROITS DES ENFANTS AVEC CERTAINES RÉSERVES, L'agenda des droits de l'Homme. (*Turkish Probe*, 16 décembre 1994), p. 158-159.

FUNÉRAILLES DE L'AVOCAT KURDE. (*Turkish Daily News*, 16 décembre 1994), p. 160.

RÉBELLION DU PKK. 5130 morts en neuf mois et demie en Turquie, selon des sources officielles. TURQUIE-UE/DOUANES : LA TURQUIE N'A PAS



DE CONCESSION A FAIRE (Mme Çiller). (A.F.P., 16 décembre 1994), p. 161.

HUMAN RIGHTS WATCH/HELSINKI WATCH CONDAMNE LE PROCÈS INTENTE CONTRE LE PRÉSIDENT DE LA FONDATION DES DROITS DE L'HOMME. Ministre de l'intérieur : les activités terroristes diminuent. (*Turkish Daily News*, 19 décembre 1994), p. 162.

PEINES DE PRISON REQUISES CONTRE CINQ MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME. (A.F.P., 19 décembre 1994), p. 163.

LA FÂCHEUSE SITUATION TURQUE. (*International Herald Tribune*, 19 décembre 1994), p. 163.

LA TURQUIE «FORCE» LES PORTES DE L'EUROPE. (*Le Figaro*, 19 décembre 1994), p. 164.

L'UE TIENT A L'UNION DOUANIÈRE AVEC LA TURQUIE, MAIS EST ATTENTIVE AUX DROITS DE L'HOMME. (A.F.P., 19 décembre 1994), p. 165.

CONGRES DE BERNE. LIBÉRATION DE KURDES DEMANDÉE. (*Le Journal de Genève*, 19 décembre 1994), p. 165.

TURQUIE CRAINT POUR L'ADHÉSION A L'UNION EUROPÉENNE. (*Basler Zeitung*, 19 décembre 1994), p. 166.

LE PROCÈS DES DROITS DE L'HOMME. (*Le Figaro*, 20 décembre 1994), p. 166.

LES AVIONS TURCS BOMBARDENT LA RÉGION DE METINA DANS LE NORD DE L'IRAK, Demiral : le transfert des députés condamnés en une prison de sécurité maximum est normal. LA COUR DE SÛRETÉ DE DIYARBAKIR LANCE UN MANDAT D'ARRÊT

CONTRE DEUX FONCTIONNAIRES DE L'ONU. (*Turkish Daily News*, 16 décembre 1994), p. 167.

LA PRESSION AMÉRICAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 16 décembre 1994), p. 168.

SELON UN PROCUREUR TURC, LA PEINE DES DÉPUTÉS KURDES EST CLÉMENTE. (*The European*, 16 décembre 1994), p. 168.

LA FIDH DÉNONCE LA DICTATURE TURQUE. (*L'Humanité*, 16 décembre 1994), p. 168.

LOURDE MENACE SUR LA RÉUNION D'ASSOCIATION ENTRE L'UE ET LA TURQUIE, Les Etats-Unis se défendent d'appliquer un embargo sur les ventes d'armes à la Turquie. (A.F.P., 16 décembre 1994), p. 169-170.

LES KURDES ENCORE MENACÉS. (*La vie ouvrière*, 16-22 décembre 1994), p. 170.

LE GROUPE DE TRAVAIL DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE SUR LES KURDES SE REUNIT A ANKARA, L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN : NOUS CONDAMNONS LE TERRORISME, MAIS EXIGEONS L'ADOPTION DES STANDARDS EUROPÉENS. L'administration américaine : aucun embargo contre la Turquie pour le moment. Mais on ne peut écarter une telle éventualité dans l'avenir, LA TURQUIE CONDAMNE LA SUSPENSION D'UNE RÉUNION-CLEF AVEC LE PARLEMENT EUROPÉEN. Éditorial : intolérance en Turquie risque d'être notre condamnation à mort. (*Turkish Daily News*, 17 décembre 1994), p. 171-174.

MARC KRAVETZ : PETITS ARRANGEMENTS AVEC LA MORT

ET LA VIE. (*Le magazine de Libération*, 17-23 décembre 1994), p. 174.

LES DIRIGEANTS TURCS TENTENT DE SAUVER LES NÉGOCIATIONS SUR L'UNION DOUANIÈRE AVEC L'EUROPE. (*Le Monde*, 17 décembre 1994), p. 175.

PROCÈS CONTRE LES DEUX DIRIGEANTS DE LA FONDATION DES DROITS DE L'HOMME. (A.F.P., 18 décembre 1994), p. 176.

ALINE PALLIER : LE COURAGE DES DÉPUTÉS KURDES. (*L'Humanité*, 17 décembre 1994), p. 176.

LA CONDAMNATION DES JOURNALISTES. UNE MANIÈRE DE COMBLER LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE ? Depuis la promulgation de la loi «Anti-Terreur», les journalistes ont été condamnés à plus d'un trillion de livres turques d'amende, DERRIÈRE LES SCÈNES. LA RÉUNION DE L'INTERNATIONAL SOCIALISTE SOULÈVE UNE QUESTION. LA PAIX MAIS AVEC QUI ? Le ministre de l'intérieur Nahit MENTESE est contre une solution démocratique dans le Sud-Est. Ertugrul ÖZKÖK : Les députés kurdes ont rencontré Abdullah ÖCALAN à la demande de Turgut ÖZAL. (*Turkish Daily News*, 20 décembre 1994), p. 177-182.

ANKARA : LA PRISON POUR LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME. M. Lamassoure félicite la Turquie de ses «bons choix». (*L'Humanité*, 20 décembre 1994), p. 183.

KURDES EN COLÈRE A BRUXELLES. (*Le Journal de Genève*, 20 décembre 1994), p. 184-185.

LES DOUZE ONT APPROUVÉ LA CONCLUSION DES ACCORDS DE L'URUGUAY ROUND. Union douanière

avec la Turquie. (*Les Échos*, 20 décembre 1994), p. 185.

**TURQUIE : LA POLITIQUE DE LA CAROTTE.** Outre l'opposition des Grecs, la situation des droits de l'Homme en Turquie représente le principal obstacle au renforcement de ses liens avec l'Europe. **LE POIDS DES LIBERTÉS.** (*Libération*, 20 décembre 1994), p. 186-187.

**L'UNION DOUANIÈRE AVEC ANKARA REPOUSSÉE. TURQUIE : ATHÈNES BLOQUE LE RAPPROCHEMENT.** (*Le Figaro*, 20 décembre 1994), p. 188.

**LA PRESSE OCCIDENTALE CRITIQUE LA TURQUIE SUR LE PROBLÈME KURDE.** La Cour de Sécurité de Diyarbakir décide d'arrêter 7 membres de l'Association des droits de l'Homme pour un livre publié par l'organisation. (*Turkish Daily News*, 21 décembre 1994), p. 189.

**LA GRÈCE OPPOSE SON VETO A L'UNION DOUANIÈRE AVEC LA TURQUIE,** La Grèce bloque l'Union douanière avec la Turquie. (*Le Monde, La Croix*, 21 décembre 1994), p. 190.

**KIOSQUE : TERRORISME GOUVERNEMENTAL EN TURQUIE. ATTENTAT CONTRE LE JOURNAL ÖZGÜR GÜNDEM.** (*Libération*, 21 décembre 1994), p. 191.

**AMBIVALENCES ENTRE LA TURQUIE ET L'EUROPE.** Fiançailles éternelles sans perspectives de mariage, L'UE S'INTERROGE SUR L'UNION DOUANIÈRE AVEC ANKARA. (*Neue Zürcher Zeitung*, 21 décembre 1994), p. 191-193.

**L'OFFENSIVE CONTRE LE PKK CONTINUE DANS DES CONDITIONS CLIMATIQUES GLACIALES.** (*Turkish*

*Daily News*, 22 décembre 1992, p. 194.

**A L'HEURE DE LA CONDAMNATION DES DÉPUTÉS KURDES.** (*Rouge*, 22 décembre 1994), p. 195-196.

**INQUIÉTANTES PERSPECTIVES.** Promesses d'avenir : entre Russie et Turquie, elles n'ont rien qui puisse réjouir. (*Témoignage Chrétien*, 23 décembre 1994), p. 197.

**L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME.** Les dirigeants des organisations des droits de l'Homme en procès. (*Turkish Probe*, 23 décembre 1994), p. 198-199.

**UN EX-DÉPUTÉ DIT ÊTRE CONDAMNÉ POUR UN DISCOURS QU'IL N'A JAMAIS PRONONCÉ.** La délégation turque en France défend le procès du DEP. **LE PROCÈS DU DEP OU COMMENT LES EUROPÉENS NOUS VOIENT-ILS ?** (*Turkish Daily News*, 23 décembre 1994), p. 200.

**DAVID GOETGEHEBUER :** Sur la situation au Kurdistan irakien, hors du contrôle de Bagdad. (*Le Soir de Bruxelles*, 23 décembre 1994), p. 201.

**L'AMBASSADEUR ALLEMAND SOUTIEN LES ACTIVISTES DES DROITS DE L'HOMME,** Le voyage planifié de Demirel à Washington risque d'être annulé, **LA «MED TV» (PKK) VA COMMENCER SES ÉMISSIONS BIENTÔT.** Les Kurdes irakiens se battent de nouveau pour la première fois depuis août 1994. (*Turkish Daily News*, 24 décembre 1994), p. 202-204.

**POURSUITE DES COMBATS INTER-KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK.** (A.F.P., 25 décembre 1994), p. 105.

**LES COMBATS INTER-KURDES S'INTENSIFIENT PARMIS LES KURDES IRAKIENS.** Les écrivains et

artistes espèrent que le gouvernement libérera leurs collègues emprisonnés, **LE RAPPORT DE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME : EXÉCUTIONS EXTRAJUDICIAIRES, MORTS SOUS LA TORTURE OU EN DÉTENTION.** Le bilan des droits de l'Homme en novembre. **POLITICIENS, INTELLECTUELS ET SCIENTIFIQUES EN PRISON. VIOLATIONS DES DROITS DES CIVILS.** Villages et hameaux évacués. (*Turkish Daily News*, 26 décembre 1994), p. 206-211.

**POURSUITE DES AFFRONTEMENTS INTER-KURDES AU NORD DE L'IRAK, SELON L'ONU.** (A.F.P., 27 décembre 1994), p. 212.

**VIOLENTS AFFRONTEMENTS INTER-KURDES AU NORD DE L'IRAK.** (*Libération*, 26 décembre 1994), p. 212.

**LE PKK INAUGURE UNE «MAISON KURDE» A MOSCOU,** Le Congrès du PKK approuve les principes d'un gouvernement d'exil, d'État-major et des zones libérées, **L'HISTOIRE ANTIQUE A HASANKEYF EST VICTIME DES AFFRONTEMENTS AVEC LE PKK.** Affrontements massifs entre les forces de Barzani et de Talabani. (*Turkish Daily News*, 27 décembre 1994), p. 213-215.

**LE PARLEMENT TURC ENTÉRINE LA RECONDUCTION DE LA PRÉSENCE ALLIÉE.** (A.F.P., 28 décembre 1994), p. 216.

**HUMAN RIGHTS WATCH DEMANDE AUX ETATS-UNIS D'ADOPTER UN EMBARGO SUR LES ARMES CONTRE LA TURQUIE.** (*International Herald Tribune*, 28 décembre 1994), p. 216.

**LE HADEP VISE A ADHÉRER A L'INTERNATIONALE SOCIALISTE.**

(*Turkish Daily News*, 28 décembre 1994), p. 217.

PEINES DE PRISON REQUISES CONTRE DEUX DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME, L'Irak déplore la décision turque de reconduire la présence alliée. (*A.F.P.*, 29 décembre 1994), p. 218-219.

RÉPONSE AU LOBBY PRO-IRAKIEN. (*Le Monde*, 29 décembre 1994), p. 220.

LA JEUNE KURDE ROJIN AYAZ A RETROUVE SA LIBERTÉ. (*Courrier de l'Ouest*, 29 décembre 1994), p. 221.

L'AGENDA DES DROITS DE

L'HOMME. (*Turkish Probe*, 30 décembre 1994), p. 222.

TURQUIE : LA LIVRAISON DE BOMBES AMÉRICAINES CONTESTÉE. (*La Croix*, 29 décembre 1994), p. 223.

54 MORT DANS UN ACCIDENT D'AVIATION EN TURQUIE. Le procès d'Önen et d'Argun continue à la Cour de Sûreté d'Ankara, L'AMBASSADE DE TURQUIE REJETTE LES ACCUSATION DE HELSINKI WATCH CONCERNANT LES BOMBES A FRAGMENTATION, La Turquie et la Russie discutent de la Tchétchénie, des

forces conventionnelles en Europe et du bureau du PKK à Moscou. (*Turkish Daily News*, 30 décembre 1994), p. 223-224.

TURQUIE-AVION : LES AUTORITÉS TENTENT DE DÉFINIR LES CAUSES DE LA CATASTROPHE. (*A.F.P.*, 30 décembre 1994), p. 225.

LES ENSEIGNANTS TURCS CIBLES DANS LA GUERRE. DILEMME TCHETCHENE D'ANKARA. (*Neue Zürcher Zeitung*, 30 décembre 1994), p. 226-227.

UN MILITANT KURDE ÉCHAPPE A LA FUSILLADE. (*The Guardian*, 31 décembre 1994), p. 228.

## 12. Turquie

B4-0515, 0526, 0530, 0534, 0540, 0548, 0553, 0555 et 0567/94

Résolution sur le procès des députés turcs d'origine kurde de la Grande Assemblée Nationale de Turquie

### Le Parlement européen,

- A. rappelant ses résolutions des 10 mars<sup>(1)</sup>, 21 avril<sup>(2)</sup> et 29 septembre 1994<sup>(3)</sup>, sur l'arrestation et le procès des parlementaires kurdes en Turquie,
- B. rappelant que la Turquie fait partie du Conseil de l'Europe et qu'elle a signé et ratifié la Convention européenne des droits de l'homme,
- C. considérant que l'arrestation, l'emprisonnement et la condamnation des huit députés sont dus à l'exercice de leurs fonctions parlementaires et constituent une intimidation pour tous les députés, fait qui constitue une violation flagrante de la Convention européenne des droits de l'homme,
- D. considérant que le 8 décembre 1994, la Cour de Sécurité de l'Etat a modifié les chefs d'inculpation mais a cependant condamné Mme Leyla Zana et MM. Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Selim Sadak à 15 ans de prison, M. Yurtdas à 7 ans et six mois de prison, et MM. Sakik et Alinak à 3 ans et six mois de prison,
- E. rappelant que Mme Leyla Zana souffre d'une maladie grave, et que son maintien en prison, dans des conditions certaines d'insalubrité et en l'absence de soins, constitue un facteur important d'aggravation de sa maladie et peut être considéré comme un mauvais traitement, au sens de la C.E.D.H.,
- F. s'alarmant de ce qu'une peine d'emprisonnement de quatre ans et une amende de 200 millions de livres turques ont été imposées à Medhi Zana, sans doute parce que celui-ci avait témoigné en 1992 devant la sous-commission "droits de l'homme" du Parlement européen sur la situation des droits de l'homme dans le Sud-Est de la Turquie,
- G. inquiet d'apprendre que les Présidents de la Fondation des droits de l'homme de Turquie (subventionnée par le budget de l'Union) et de l'Association turque des droits de l'homme, qui ont par ailleurs soutenu les députés et dénoncé leur procès, devront comparaître devant la même Cour le 19 décembre 1994, sous l'inculpation de complicité de séparatisme,
- H. considérant que le nombre de personnes arrêtées et incarcérées en Turquie en raison de l'expression de leurs opinions politiques et syndicales est en constante augmentation,
- I. faisant remarquer que les attentats à la bombe perpétrés contre le quotidien d'opposition "Özgür Ülke" ont coûté la vie à trois personnes et fait plusieurs blessés, de sorte que tout compte rendu critique fait courir un danger mortel au journaliste qui en est l'auteur,

(1) JO C 91 du 28.3.1994, p. 213.

(2) JO C 128 du 9.5.1994, p. 313.

(3) JO C 305 du 31.10.1994, p. 95.

- J. rappelant que, du fait de la destitution arbitraire des députés turcs d'origine kurde du D.E.P., plusieurs régions du Sud-Est du pays ne se trouvent plus représentées à la Grande Assemblée Nationale de Turquie, et que donc cette assemblée n'est plus représentative de l'ensemble du pays;
1. désapprouve le fait que l'immunité parlementaire des victimes de ce procès politique ait été levée en raison des opinions qu'elles professent;
  2. dénonce l'intégralité de ce procès et le verdict à l'encontre des huit députés de la Grande Assemblée Nationale Turque, ainsi que la mise hors la loi de leur parti, le D.E.P., comme une violation persistante des principes de la Démocratie représentative et pluraliste de ce pays et des droits fondamentaux de la personne humaine;
  3. affirme sa solidarité avec les députés condamnés et demande que le verdict soit cassé, que soient annulées les sanctions prononcées, que ces députés soient libérés et rétablis dans leurs fonctions, que la décision de dissolution de leur parti soit rapportée;
  4. s'indigne du fait que Me Faik Candan, l'un des avocats du Collectif de défense des députés, disparu depuis douze jours, ait été retrouvé mort, à Ankara, son corps criblé de balles;
  5. décide de maintenir le gel de la Commission parlementaire mixte UE/Turquie jusqu'à la prise en compte par la Turquie des demandes du Parlement européen, mais considère que les contacts officieux devraient être maintenus avec des parlementaires turcs aux conceptions démocratiques;
  6. décide de saisir le Conseil d'une demande de suspension immédiate des pourparlers sur la création de l'union douanière entre la Turquie et l'UE, et en conséquence du report de la réunion prévue le 19 décembre 1994;
  7. rappelle que l'accord d'union douanière avec la Turquie doit être soumis à la procédure d'avis conforme;
  8. souhaite que le Conseil de l'Europe appelle la Turquie à engager un processus de dialogue afin de trouver un règlement démocratique aux aspirations légitimes de ses quinze millions de citoyens d'origine kurde, et d'éteindre ainsi un foyer de tension et de guerre et constitue une menace pour la paix et la stabilité dans les pays de la région mais aussi en Europe;
  9. invite les États membres à ne pas refouler les réfugiés kurdes venant de Turquie;
  10. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, aux gouvernements des États membres, à la Grande Assemblée Nationale de Turquie et au gouvernement turc, au Conseil de l'Europe, au Secrétaire général des Nations unies, ainsi qu'au Secrétariat de l'OSCE.

12. Turkey

04-0515, 0526, 0530, 0534, 0540, 0548, 0553, 0555, and 0567/94

Resolution on the trial of Turkish Members of Kurdish origin of the Turkish Grand National Assembly

The European Parliament,

- A. having regard to its resolutions of 10 March<sup>1</sup>, 20 April<sup>2</sup> and 29 September 1994<sup>3</sup> on the arrest and trial of Turkish MPs of Kurdish origin in Turkey;
- B. whereas Turkey is a member of the Council of Europe and has signed and ratified the European Convention on Human Rights (ECHR),
- C. whereas the eight MPs were arrested, imprisoned and convicted as a consequence of performing their parliamentary duties, representing an act of intimidation against all members of parliament and a flagrant breach of the European Convention on Human Rights (ECHR),
- D. whereas on 8 December 1994 the State Security Court altered the charges, but nevertheless sentenced Mrs Leyla Zana, Mr Hatip Dicle, Mr Ahmet Turk, Mr Orhan Dogan and Mr Selim Sadak to 15 years' imprisonment, Mr Yurtdas to seven years and six months' imprisonment, and Mr Sakik and Mr Alinak to three years and six months' imprisonment,
- E. whereas Mrs Leyla Zana is suffering from a serious illness, and whereas her continued imprisonment, in insanitary conditions and with no medical care, is a major factor in the deterioration of her health and may be regarded as unacceptable treatment within the meaning of the ECHR,
- F. noting with alarm that a prison sentence of four years and a fine of 200 million Turkish lira has been imposed on Mehdi Zana, apparently in connection with testimony given to the European Parliament's Subcommittee on Human Rights in 1992, concerning human rights issues in south-eastern Turkey,
- G. concerned that the chairmen of the Turkish Human Rights Foundation (which is subsidized from the Union's budget) and the Turkish Human Rights Association, who supported the MPs and condemned their trial, have been summoned to appear before the same court on 19 December 1994, charged with involvement in separatist activities,
- H. whereas the number of persons arrested and imprisoned in Turkey for expressing their political beliefs and support for trade unions is continually increasing,
- I. whereas the bomb attacks on the opposition newspaper 'Özgür Ülke' killed three people and wounded several others and have made critical reporting extremely dangerous,
- J. whereas, as a result of the arbitrary dismissal of the Turkish MPs of Kurdish origin of the DEP, entire regions of south-eastern Turkey are no longer represented in the Turkish Grand National Assembly; whereas the Assembly is therefore no longer representative of the whole country,

<sup>1</sup> OJ C 91, 28.3.1994, p. 213.

<sup>2</sup> OJ C 128, 9.5.1994, p. 313.

<sup>3</sup> OJ C 305, 31.10.1994, p. 95.

1. Condemns the fact that the parliamentary immunity of the victims of this political trial was withdrawn on the grounds of their opinions;
2. Condemns all the aspects of the trial, the verdict handed down against the eight members of the Turkish Grand National Assembly and the outlawing of their party, the DEP, as a persistent violation of the principles of Turkey's representative and pluralist democracy and of fundamental human rights;
3. Expresses its solidarity with the convicted MPs and calls for the verdict to be quashed, for the sentences handed down to be rescinded, for the MPs to be released and restored to their duties and for the decision to dissolve their party to be revoked;
4. Is horrified by the fact that Mr Faik Candan, one of the lawyers defending the Kurdish MPs and who disappeared on 3 December 1994, has been found dead in Ankara, his body riddled with bullets;
5. Resolves to maintain the suspension of the EU - Turkey Joint Parliamentary Committee until Turkey takes note of Parliament's demands; believes, however, that unofficial contacts with Turkish parliamentarians in democratic views should be continued;
6. Decides to submit to the Council a call for the immediate suspension of the talks on the establishment of a customs union between Turkey and the EU and, therefore, the postponement of the meeting scheduled for 19 December 1994;
7. Points out that the agreement on customs union with Turkey is subject to the assent procedure;
8. Calls on the Council of Europe to urge Turkey to embark on a process of dialogue in order to seek a democratic solution to the legitimate aspirations of its 15 million citizens of Kurdish origin, thereby removing a source of tension and conflict which is threatening peace and stability in the countries of the region and in Western Europe;
9. Calls on the Member States not to deport Kurdish refugees who have fled from Turkey;
10. Instructs its President to forward this resolution to the Council, the Commission, the governments of the Member States, the Turkish Grand National Assembly and the Turkish Government, the Council of Europe, the UN Secretary-General and the Secretariat of the OSCE.

# Revue de Presse

Institut Kurde de Paris  
**IKP**  
Bulletin de liaison et d'information



# Anti-terrorism bill submitted to Parliament by coalition government

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The government's draft anti-terrorism bill, incorporating amendments to the existing law, was finally submitted to the Parliament on Monday with carefully worded compromises on technicalities between the government partners and lingering generalizations despite its attempts to narrow the room for interpretation.

The draft, to be debated in the legislature's judicial commission before a vote by the lawmakers, redefines terrorism to streamline its scope and help improve the country's human rights image.

Among its main features, the draft softens the penalties for "expression of thought" and allows the conversion of prison terms to fines.

The submission of the draft, which has been the object of a recent hassle between the government partners along with the privatization bill, was held up by Human Rights Minister Azimet Köylüoğlu, who tied his signature to guarantees that the Kurds evacuated from villages in Turkey will be provided adequate shelter.

With its new definition in the bill, terrorism would legally mean resorting to violence or threats in a way that could cause fear and panic among the population or

individuals thereby altering Turkey's secular and democratic nature, as safeguarded by the Constitution, or disrupting its territorial and national unity. The all-encompassing interpretation in the existing law, used — or misused — in the past to clamp down on dissent on levels unacceptable in the West, bans "all kinds of activities aimed at mitigating, eliminating or usurping the state's authority, abolishing basic rights and liberties, compromising the state's internal and external security, the public order and health by an individual or individuals belonging to an organization."

The draft further narrows the definition of "target pointing" and thus limits the offenses listed in the existing law and used to restrict press freedoms. The current law punishes the distribution and leaflets or statements of terror organizations and promulgates increased penalties if they are published by newspapers.

In a crucial clause, the new draft introduces a more tangible definition of punishable (terrorist) propaganda activities and narrows the offense to activities going beyond "studies, debates and criticisms."

It differentiates between those "instigating" or encouraging acts of terrorism by organizing or participating in demonstrations, and those who engage in their praise beyond the above-set limits.

The draft foresees prison terms of up to five years for the "instigators" and three for the propagandists. More importantly, it allows the conversion of jail terms for propaganda offenses to fines.

This clause, insisted upon by the junior coalition partner Social Democrats, is implacably opposed by about 80 lawmakers from Prime Minister Tansu Çiller's (DYP) True Path Party. The objectors, who are expected to make another try at blocking it during the course of its debate, see it as a side exit for people convicted for abetting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), who has been fighting a separatist war in southeastern Turkey for over 10 years.

turkish daily news

Wednesday, November 2, 1994

## PKK convention in Moscow decides on 'Kurdish Union'

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** A convention of Kurdish organizations from the Commonwealth of Independent States (CIS) ended in Moscow on Monday with a decision to establish a "Kurdish Union" which will have the Kurdistan Workers' Party (PKK) — which is outlawed in Turkey — as its nucleus, according to Yuri Nebiev who has been elected to head the union.

In an interview published today in the London-based pan-Arab daily Al-Hayat, Nebiev, who is reportedly a "Lachin Kurd" from Armenia, says that the fact that the PKK had chaired the three-day convention in the Russian capital proved the importance of the PKK for them as "the leader of the Kurdish national liberation movement."

Nebiev says that they consider this organization, which has been waging a brutal separatist war in Southeast Anatolia, to be "the most important political and military force and the nucleus of our future national state."

Turkey through diplomatic channels had tried to halt the conference, arguing that it was PKK-related, while Moscow has denied this and tried to present the convention as a gathering of CIS Kurds.

Some Russian officials had also suggested

that if a PKK link were established then the convention would have been prevented. While Nebiev's remarks confirm first-hand the PKK link, this link was further confirmed in a message sent to the convention by Abdullah Ocalan, the leader of the PKK who is reportedly in hiding in Syria.

It was nevertheless noteworthy that Moscow refrained from any action against the gathering despite the fact that the organizers themselves acknowledged the PKK link.

Another delegate at the convention, Nadir Nadirov, a chemist and reportedly also a Lachin Kurd, is also quoted as criticizing Moscow and in particular Russian Foreign Minister Andrei Kozyrev for being insensitive to the plight of the Northern Iraqi Kurds. Al Hayat quoted "observers in Moscow" who said "they were convinced" that the Russian contribution to the holding of such a convention was significant.

Diplomatic analysts say that Moscow has been trying to "get back at Ankara" through such conferences and conventions in order to signal to Turkey "to keep its hands off the Turkic and Muslim peoples" within the Russian Federation and the former Soviet Union.

Today's Al Hayat article on the convention also quotes unnamed sources in Moscow as saying that the gathering, which brought together 80 delegates representing 35 Kurdish organizations — none of them from Iran, Iraq or Syria, though — had been financed wholly by the PKK.

The PKK is known to have vast financial resources, a large part of which is said by international security officials as having been gained by extortion and "enforced contributions" as well as from trading in drugs and clandestine business organizations operating under the cover of legitimate ventures in Turkey and Europe.

Security officials also believe that there are significant voluntary contributions obtained by the PKK in Western Europe, where large numbers of Turkish citizens of Kurdish origin live, mostly in Germany.

Al Hayat also reports that among the decisions of the convention was the establishment of a Kurdish University in Moscow and the establishment of Kurdish-language schools and Kurdish cultural centers in various parts of the CIS. It did not mention where the finances for these would come, begging the question of whether these would also be funded by the PKK.

# La préfecture de police ne veut pas entendre parler d'un rassemblement européen des Kurdes du PKK à Paris

Un bras de fer oppose ces jours-ci la préfecture de police de Paris et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'enjeu est l'organisation par le PKK, le 19 novembre prochain dans la capitale, d'un rassemblement européen. Le parti kurde veut également faire la démonstration que ses réseaux sont toujours actifs sur Paris. La préfecture de police a déjà prévenu que «les dispositions les plus fortes» seront prises pour que ce rassemblement n'ait pas lieu.

Le ministère de l'Intérieur, via la préfecture de police de Paris, considère comme un affront ce «test fait à Paris des forces de soutien à la cause kurde» voulu par le PKK. Il y a un an, le 18 novembre 1993, une vaste opération policière baptisée «Rouge-rose» était menée contre les milieux kurdes. Plus d'une centaine de personnes étaient interpellées sur le territoire français.

Les enquêteurs n'avaient alors découvert ni armes ni explosifs, mais plusieurs listes répertoriant la collecte de «l'impôt révolutionnaire», racket fait auprès des commerçants et artisans kurdes. Cet «impôt», selon les policiers parisiens, rapportait

beaucoup d'argent, et le PKK ne serait guère disposé à y renoncer, vu l'importance de l'activité commerciale de la communauté kurde en France, qui compte entre 60.000 et 80.000 personnes.

Il y a trois semaines s'est tenue en Allemagne une réunion des responsables du PKK pour l'Europe. Les services français ont appris que lors de cette rencontre, l'idée d'une mobilisation sur Paris avait été envisagée. Il s'agirait d'un rassemblement d'envergure européenne à Paris avec des Kurdes venant d'Allemagne, de Belgique et de Suisse, tout en s'appuyant sur la sympathie de «la gauche humanitaire parisienne» pour la cause kurde. Une nouvelle réunion des responsables kurdes aujourd'hui et demain à Bruxelles doit arrêter une décision.

## Des opérations de police menées dans le flou

Dès lundi, la préfecture de Paris a préféré prendre de vitesse le parti kurde en faisant savoir que «tout rassemblement européen exclu». Les spécialistes de la question aux Renseignements généraux analysent cette opération du PKK comme «une volonté

de démontrer que malgré l'échec financier de cette année (après l'opération Rouge-Rose), le PKK compte Paris parmi ses bases européennes». «Le PKK considère que les rues du Xe arrondissement sont le prolongement naturel des Kurdes», ajoutent les RG.

Malgré des procédures judiciaires lancées lors de la rafle «Rouge-Rose» et toujours en cours au parquet de Paris, le ministère de l'Intérieur n'arrive toujours pas à distinguer les obscurs «percepteurs-racketteurs de l'impôt révolutionnaire du PKK» des simples militants réfugiés politiques kurdes. La rafle «Rouge-Rose» avait été menée dans le même flou. «On ne sait s'il s'agit de donner un signe politique pour satisfaire le pouvoir turc, ou s'il s'agit de mettre fin à un banditisme révolutionnaire en France», expliquait à l'époque un collectif d'avocats de militants kurdes.

## Une manif pour la cause kurde le 19 novembre

Deux rapports, l'un de la direction de la Police judiciaire, l'autre de la DST, présentant les réseaux du PKK en Europe, avaient servi de base à

«l'opération Rose-Rouge». Ces deux textes ont été vivement contestés par le collectif des avocats.

Aujourd'hui, la préfecture de Paris se retrouve sur le devant de la scène... et dans l'embarras. Car ce même 19 novembre, plusieurs associations françaises (SOS Racisme, Mrap, la Cimade, le Centre d'information du Kurdistan, l'Association culturelle des travailleurs kurdes en France...) appellent à une manifestation de soutien à la cause kurde. La préfecture assure qu'il n'est pas question d'autoriser le rassemblement du PKK. Plusieurs milliers de personnes pourraient être mobilisées, ce qui poserait, dit-on, de «sérieux problèmes de sécurité et de maintien de la paix».

Quant à la manifestation des associations françaises, la préfecture dit «se refuser à porter un jugement», tout en soulignant que ces organisations risquent d'être «abusées et dépassées par des militants plus ou moins officiels du PKK, par l'intermédiaire de certaines associations apparues au-dessus de tout soupçon».

Nidam ABDI

## Une lettre de l'Institut kurde de Paris

Mme Tansu Ciller affirme avec aplomb que la Turquie est « le seul pays, avec les Etats-Unis, à avoir un processus d'enquête judiciaire transparent ». Cela manque pour le moins de retenue quand on sait que, dans ce pays, des députés kurdes ont pu être gardés au secret pendant quinze jours, sans aucune possibilité de contact avec leur famille ou leurs avocats, et qu'ils sont menacés de la peine de mort pour délit d'opinion. Après maintes tentatives de dialogue, le Parlement européen a finalement décidé à l'unanimité moins 4 abstentions de geler toutes ses relations avec la Turquie pour protester contre ses violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'usage de la torture dans les commissariats et prisons turcs est tellement systématique que le Comité contre la Torture de l'ONU, après plusieurs missions sur place, a, pour la première fois de son histoire, décidé à l'unanimité de ses membres de rompre la confidentialité de ses enquêtes en rendant publiques ses conclusions accablantes le 15 décembre 1992. La situation ne fait qu'empirer de mois en mois, voire d'« heure en heure » selon Amnesty International, dont les enquêteurs sont désormais bannis en Turquie. [...]

Grâce à la politique de dépeuplement du Kurdistan

menée depuis 1980 par l'armée turque, les Kurdes ne vivent plus tous sur leurs terres ancestrales. [...] Au moins 5 millions d'entre eux ont dû fuir la terreur d'Etat et la misère sévissant dans leur pays dévasté par la guerre pour aller se réfugier dans les métropoles de l'Ouest. [...] Cette politique délibérée d'évacuation du Kurdistan que l'ancien président Ozal, dans une lettre confidentielle à son Premier ministre Demirel (reproduite par « The Turkish Daily News » du 16 novembre 1993), conseillait de poursuivre et d'organiser afin que d'ici à quelques années il ne reste plus que 2 à 3 millions de Kurdes dans la région, vise précisément à déterritorialiser le problème kurde. Après les Arméniens et les Grecs, c'est maintenant le tour des Kurdes, dernière communauté indigène du pays, de faire les frais de cette politique de « recomposition ethnique ». Le refus de reconnaître aux 15 millions de Kurdes de Turquie des droits culturels légitimes qu'un pays démocratique comme l'Espagne reconnaît à ses communautés catalane et basque, sous le prétexte démagogique qu'il y aurait « 24 groupes ethniques en Turquie » a conduit ce pays à la plus longue et plus meurtrière guerre civile de son histoire, au déracinement et à la marginalisation de millions de gens devenus des proies faciles pour les islamistes et pour toutes les dérives extrémistes. [...]

KENDAL NEZAN,  
président de l'Institut kurde de Paris.

Thursday, November 3, 1994

## Cindoruk: Parliament is not a disco - no miniskirts

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The chairman of the Turkish Parliament, Hüsametdin Cindoruk, told the Turkish Women's Association that Parliament personnel are not excluded from the civil servant's dress code, the Anatolian news agency reported Wednesday.

Officials of the women's association, including Ayşeli Gürsoy, were told by Cindoruk that Parliament was not a disco and everyone had to obey the dress code. "If a women wants to wear miniskirt, she cannot work in the Parliament," said Cindoruk. He said that there is a regulation applying only to the Parliament which obliges

women to wear a suit. Cindoruk pointed out that men also had to obey the regulations and wear a suit. "Neither the miniskirt nor the veil is allowed in the Parliament," said Cindoruk.

The Parliament's press office also issued an explanation Wednesday regarding the controversy over women's skirt lengths in Parliament and stated the dress regulations for civil servants are set forth in a 1982 law. Minor changes were made to this law in 1991.

Although the law does not indicate any rule on the length of skirts, it states that a civil servant should be dressed decently in respect to his/her duty.

## Minister Köylüoğlu sues daily Milliyet

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Azimet Köylüoğlu, state minister responsible for human rights, has filed a TL 50 million libel suit against the daily newspaper Milliyet for describing him as a buffoon, the Anatolia news agency reported Wednesday.

In his application to the court, Köylüoğlu stated that the Milliyet article of Aug. 27 headlined "Competition among the buffoons in the government" was totally wrong and that he considered

the word used to describe him as a threat to his personality. Köylüoğlu also mentioned the Constitutional Court decision of April 8, 1963, which stated that if the media lost its sense of responsibility it became a threat to social life and to national unity. While Köylüoğlu's solicitor Şahin Mengü was present in the court for the first hearing, no one from Milliyet was there. The judge postponed the case to a later date.

turkish daily news



Henrettelser og trusler skal ikke stoppe oss.

Leyla Zana, tildelt årets Raltopris.

# Leyla Zanas forsvarstale

— Som den første kurdiske kvinne valgt av folket, risikerer jeg å bli henrettet for å kreve anerkjennelse av det kurdiske folk. Jeg fortviler over holdningen hos de vesteuropeiske regjeringer, men venter mobilisering fra dem som støtter yringsfriheten og fra mine feminist-søstre i alle land, skriver Leyla Zana i et desperat rop fra fangselcellen i Ankara.

Fredag mottar hennes barn årets Raltopris i Bergen, på vegne av moren. Bergens Tidende kan i dag bringe utdrag fra Leyla Zanas forsvarstale som er smuglet ut av fengselet i Tyrkias hovedstad. I oppropet skriver hun at henrettelser og trusler ikke kan stoppe kampen mot undertrykkelse av det kurdiske folk.

— Tyrkia har lang tradisjon for at folkevalgte er blitt kastet i fengsel etter militærkupp. Men selv i lys av dette, er rettsaken mot meg noe helt nytt i landets historie. Det er første gang en såkalt sivil regjering stiller et folkevalgt parlamentsmedlem for retten for hennes mening og truer med dødsstraff, skriver tobarnsmoren.

## Forhåndsdomt

Leyla Zana ble i 1991 valgt på listen til det kurdiske partiet HEP fra byen Diyarbakir i det sørøstlige Tyrkia. Nå er HEP forbudt, Leyla Zana fratatt sin parlamentariske immunitet og anklaget for å stå i ledtog med den kurdiske terroristgruppen PKK.

— Dette er en ren politisk rettsak. Statsminister Tancu Ciller og flere andre ministre fordømte oss allerede før saken startet. Under kommunevalget i fjor sa Ciller «Jeg skal kaste forræderne i fengsel». Regjeringens talsmenn kaller oss terrorister. Med slike holdninger er det ikke mulig å tro på upartiskhet og en rettferdig behandling i det tyrkiske rettsvesen, skriver Leyla Zana.



DØDSSTRAFF. Leyla Zana føres inn i rettssalen. Den kvinnelige politikeren ber om at verdens oppmerksomhet rettes mot det kurdiske folkets lidelser.

FOTO: EPA/SCANFOTO

Friday, November 4, 1994

turkish daily news

— I følge tiltalen er min verste forbrytelse uttalelser på kurdisk da jeg avla ed i parlamentet. Jeg snakket om brorskap og fredelig, likeverdlig og demokratisk sameksistens mellom kurdere og tyrkere. Selv fargene på klærne mine blir oppfattet som en separatistisk forbrytelse. Å snakke om eksistensen av et kurdisk folk, et Kurdistan, om anerkjennelse av kurdisk kunst og kultur i et demokratisk system skal angivelig være støtte til PKK. Men PKK står for væpnet kamp. Jeg ønsker å fjerne våpnene og å få en fredelig løsning på det kurdiske problem, fortsetter Leyla Zana.

### Lar seg kjøpe

Hun minner også om at Tyrkias tidligere statsminister og president, avdøde Turgut Özal, for få år siden offentlig snakket om «12 millioner kurdere i Tyrkia».

— Det kurdiske folk er ikke et produkt av min egen fantasi. Historikere er enige i at kurdere har bebodd det sørøstlige Tyrkia i uminnelige tider, og har sitt eget språk og sin egen kultur, skriver Leyla Zana.

— Den tyrkiske regjering har alltid forsøkt å innbille omverdenen at det ikke finnes kurdere. De har ført en intens assimileringsskampanje, forandret eldgamle kurdiske navn og stedsnavn til tyrkisk og forbudt oss å gi våre kurdiske navn. Enkelte kurdiske intellektuelle har latt seg kjøpe med penger og gode jobber, men de som har nektet å samarbeide er blitt straffet med lange fengselsopphold eller flyktet i eksil.

— Men vi vil fortsette å arbeide for en dialog mellom kurdere og det tyrkiske samfunn, fortsette å fortelle om det kurdiske folks tragedie, om massakrene på uskyldige og om ødeleggelsene av kurdiske byer og landsbyer. Det er fordi våre stemmer endelig begynner å bli hørt at regjeringen ønsker å tie oss i hjel med å kaste oss i fengsel.

### Taslima Nasreen

— Jeg har ikke stått bak noen voldelige aksjoner eller oppfordret til voldsbruk. Vår eneste «forbrytelse» er våre demokratiske og fredelige krav om anerkjennelse av den kurdiske kultur. Uansett utfallet av rettssaken vil vi aldri gi opp vår kamp. Ingen bør tvile på at vi vil forsvare kravene uansett hva det vil koste.

— I et land med demokratiske forpliktelser som medlem av Nato og Europarådet risikerer jeg å bli dømt til døden for min tro på fred, demokrati og kamp for rettighetene til mitt eget folk. Sjokkerer dette mindre enn fundamentalistenes fordømmelse av Taslima Nasreen? Uansett kan henrettelser og trusler ikke stoppe oss, skriver Leyla Zana.

EINAR AARRE

## SEMIH D. İDİZ/ PUBLIC EYE

# A torn but complex country...

**S**amuel P. Huntington in his widely read essay "The Clash of Civilizations," published in the Summer 1993 edition of "Foreign Affairs," lists Turkey as falling in the category of "torn countries."

He says that Turkey is in fact a "prototype" in this framework, and defines "torn countries" as those "with a fair degree of cultural homogeneity but which are divided over whether their society belongs to one civilization or another."

The general belief in local academic circles is that the better part of the population in this country still endorses Turkey's overall western orientation which is exemplified in its Republic, its parliamentary democracy and its secular system.

In other words there is no serious doubt as to which civilization Turks continue to subscribe to.

But the fervor with which "Republic Day" was celebrated this year still made one wonder whether there are in fact serious doubts on this score.

The fiery speeches vowing to uphold Kemalism till the bitter end, scathing attacks on Islamic fundamentalist mayors who refused to attend ceremonies commemorating Atatürk, and a massive rock concert in Istanbul designed to show where the sympathies of the young generation lies — all in excess of what has been seen in recent years — seemed to indicate that something was in fact not quite right.

It is an incontrovertible fact that the results of the March 27 local elections have sent shock waves through Kemalist Turkish society, shaking this society's self-confidence to its roots.

The successes gained in these elections by a pro-Islamic party such as the Welfare Party (whose program carries fundamentalist overtones) have shown that this sector of society is gaining strength in Turkey by the day.

There can be no doubt that the fervor of the Republic Day celebrations was relative to this fact.

There can also be no doubt that the developments surrounding these celebrations has provided proof for Huntington's thesis concerning Turkey's torn nature.

The fact is that the Islamists, considering themselves to have been shoved out of the mainstream by the Kemalists and their "hated secularism" now see themselves as coming into their own with and increasing voice and, what's more, with serious political clout.

In short the divisions along these lines in Turkey can be expected to lead to further, and occasionally acrimonious, debates between "ungodly admirers of the West," and "reactionary admirers of medieval theocracies."

This is the fault line that is rapidly evolving in this country and which was starkly exemplified

during this year's Republic Day celebrations.

One can argue however that both these camps, as well as Samuel Huntington, are wrong to a certain extent in their assessments within the context of this overall debate that is increasingly taking hold of Turkey.

It is indeed a fact that the Islamists have made significant political gains and are continuing to do so. It is also true that they have secured significant capital accumulations — which incidentally proves that they are not necessarily the party of the down trodden as Islamic movements in other countries are.

But it is also a fact that they are far from coming anywhere near absolute power despite the gloating in this respect that the Welfare Party is currently engaged in.

Another thing that must be kept in mind is that the "Welfare phenomenon" has activated an upsurge in another phenomenon in Turkey; namely the "ultranationalist phenomenon" which, contrary to what many might think, actually stands against the Welfare phenomenon despite paying serious allegiance to Islam.

The reason for this, and what Huntington may be missing also, is that while the Welfare Party represents an "Arabo-Islamic" tradition, the ultranationalists, represented by the Nationalist Movement Party (MHP) of Alpaslan Türkeş represents a "Turkic-Islamic" tradition.

For anyone that knows Turkey will understand the "clash of civilizations" that is involved here. One thing anyone interested in this thesis should observe the lack of Turkish flags at RP rallies, which contrasts so sharply with the predominance of Turkish flags at MHP rallies.

Turkey is, indeed a "torn country" in the sense that Huntington suggests. But the cultural-political fault lines are far more complex and involved than is sometimes suggested by Western observers of this country.

For example one of the strangest images to come across within the context of the Republic Day celebrations was that of young people during the concert in Istanbul on Saturday night giving the ultranationalist salute with their hands as singers who have been in prison for their left wing views were singing the praises of the secular republic.

The oddity in this was that anyone who is left-wing was, until not so long ago, considered to be the bitter enemy of the MHP with members of these two camps gunning each other down on the streets in the 1970's.

Now they appeared to be moving closer against what they perceive to be a threat to the Secular Republic of Turkey coming from such quarters as the Welfare Party and the Kurdistan Workers Party (PKK).

«Tiefe Irritation» Ankaras – russische Aspirationen

## Umstrittene Konferenz von Kurden in Moskau

Eine Konferenz von Kurden, die am letzten Wochenende in Moskau stattfand, hat das ohnehin gespannte Verhältnis zwischen Russland und der Türkei weiter belastet. Ankara befürchtet, dass Moskau die Kurden künftig gegen die türkischen Interessen im Kaukasus und im Nahen Osten gebrauchen könnte. Die zentrale Rolle der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) an der Moskauer Konferenz hat diese Ängste verstärkt.

it. Istanbul, 1. November

In Moskau hat über das Wochenende eine dreitägige Konferenz von Kurden stattgefunden. Das Treffen wurde offiziell als «Tagung der Kurden in der Gemeinschaft Unabhängiger Staaten (GUS)» genannt und hatte zum Ziel, die Kurden der GUS zu vereinen und eine gemeinsame kurdische Politik in den jungen Staaten zu definieren. Bis zu einer Million Kurden leben insgesamt in der GUS, wovon der Grossteil in den kaukasischen Republiken Armenien und Aserbeidschan ansässig ist. Grosse kurdische Gemeinschaften gibt es weiter in den zentralasiatischen Republiken Kasachstan und Kirgisien. Erstaunlicherweise spielte die PKK aus der Türkei, welche mit den GUS-Staaten herzlich wenig gemeinsam hat, an dieser Konferenz eine sehr zentrale Rolle. Laut Berichten der türkischen Presse waren im riesigen Konferenzsaal Bilder des PKK-Vorsitzenden, *Abdullah Öcalan*, zu sehen und die Slogans auch in türkischer Sprache zu lesen. Beim Abschluss der Konferenz am Montag kündigte ein PKK-Vertreter die Gründung einer kurdischen Universität in Moskau an, an welcher künftig kurdische Intellektuelle und Kader ausgebildet werden.

### Vergebliche Intervention Ankaras

Die Moskauer Konferenz löste in Ankara laut einem Sprecher des türkischen Aussenministeriums «tiefe Irritation» aus. Es handelte sich nämlich in diesem Jahr bereits um die zweite Kurdenkonferenz in Moskau, in der die PKK massgeblich auftrat. Während der ersten Konferenz letzten Februar hatte die türkische Regierung eine Delegation zu Gesprächen mit der russischen Führung über die Kurdenfrage in der Türkei nach Moskau gesandt. Die russischen Gesprächspartner versprachen damals, die Bedenken Ankaras künftig zu berücksichtigen und auf russischem Territorium ein öffentliches Auftreten der PKK zu unterbinden. Letzte Woche hat der türkische Botschafter in Moskau wegen der Kurdenkonferenz nochmals interveniert und die Besorgnis Ankaras deutlich zum Ausdruck gebracht. Die russischen Behörden suchten diesmal aber die Konferenz lediglich als ein Treffen der «legalen kurdischen Organisationen der GUS» abzutun. Die Beteiligung der PKK, laut der türkischen offiziellen Sprachregelung eine «separatistische Terrororganisation», hat das traditionelle Misstrauen der Türken gegenüber dem mächtigen Nachbarn im Norden prompt wieder geweckt.

Die ungelöste Kurdenfrage der Türkei ist nach einem zehnjährigen Krieg in Südostanatolien zum grössten Problem des Landes angewachsen. Ankara sieht sich wegen der Frage der Menschenrechte, die im Namen der «Terrorbekämpfung» in der Türkei seit Jahren massiv verletzt werden, im Kreis ihrer westlichen Alliierten zunehmend iso-

liert. Im Namen der Terrorbekämpfung bleibt auch im Inland die längst versprochene Demokratisierung aus. Der Krieg zwischen den Sicherheitskräften und der kurdischen Guerilla ist mit über 3000 Opfern allein in diesem Jahr blutiger denn je zuvor und hat sich auf die zentralanatolischen Provinzen Tunceli und Sivas ausgedehnt. Die türkischen Einwohner fühlen sich bedroht und glauben, dass die Unruhen im Südosten von aussen geschürt würden. Die türkische Regierung behauptet, Informationen zu haben, wonach die Unterstützung des kurdischen Unabhängigkeitskampfes auf der Agenda der Moskauer Konferenz gestanden habe.

### Thesen aus türkischer Sicht

Die Ängste Ankaras hat am Montag der einflussreiche Kolumnist *Mehmet Ali Birand* zusammengefasst. Demnach hat die Kurdenkonferenz drei Signale nach aussen geleitet. Die russische Führung signalisierte zum einen den kaukasischen und den zentralasiatischen Republiken, dass die Kurden der Region künftig auch als Instrument gegen die jeweiligen Unabhängigkeitsbestrebungen eingesetzt werden könnten. Das zweite Signal galt dem Nahen Osten und liess klarwerden, dass Moskau neuerdings eine aktivere Rolle als bisher in der Kurdenfrage beansprucht. Das dritte Signal sei lediglich an die Adresse Ankaras gerichtet worden.

Moskau wolle, so sagte Birand weiter, mit dieser Konferenz deutlich machen, dass es imstande sei, mittels der Kurdenfrage die Türkei zu destabilisieren. Ausserdem wolle es Ankara davor warnen, im Kampf um Einfluss im Kaukasus und im türkischstämmigen Zentralasien den Nationalismus als Trumpfkarte gegen russische Interessen einzusetzen. Seit dem Zusammenbruch der Sowjetunion hat die Türkei ihr besonderes Interesse an diesen Gebieten damit begründet, dass sie mit den Völkern dieser Republiken eine gemeinsame Sprache und Kultur habe. Als Mitte Oktober in Istanbul die zweite Konferenz der türkischstämmigen ehemaligen Sowjetrepubliken stattfand, war es freilich die russische Regierung, die Unbehagen zeigte.

### Bombe in Istanbul entschärft

*Istanbul, 1. Nov. (Reuter)* Die türkische Polizei hat am Dienstag in der Gepäckabgabe eines Busbahnhofes in Istanbul eine Bombe entdeckt und entschärft. Der Sprengsatz habe sich in einem Koffer befunden, der vor zwei Wochen abgegeben worden und den Beschäftigten verdächtig vorgekommen sei, sagte ein Polizeisprecher. Auch anderswo seien in den vergangenen Tagen Sprengsätze gefunden und entschärft worden.

Donnerstag, 3. November 1994 Fernausgabe Nr. 256

Neue Zürcher Zeitung

## PKK Expands Activities In CIS

**C**landestine Kurdish groups from Turkey are exploiting the current rift between Ankara and Moscow effectively and are expanding their operations to the former Soviet area rapidly. A convention of Kurdish organizations from the Commonwealth of Independent States (CIS) ended in Moscow on Oct. 31 with a decision to establish a "Kurdish Union" which will have Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) as its nucleus, according to Yuri Nebiev, who has been elected to head the union.

Nebiev, who is reportedly a "Lachin Kurd" from Armenia, says that the fact that the PKK had chaired the three-day convention in the Russian capital proved the importance of the PKK for them as "the leader of the Kurdish national liberation movement." Nebiev says that they consider this organization, which has been waging a bloody separatist war in Southeast Anatolia, to be "the most important political and military force and the nucleus of our future national state."

The Russians deny they have given the green light to the PKK and say this was a gathering of Kurdish groups and not the separatist organization. Some Russian officials had also suggested that if a PKK link had been established then the convention would have been prevented.

While Nebiev's remarks confirm first-hand the PKK link, this link was further confirmed in a message sent to the convention by Abdullah Öcalan, the leader of the PKK who is reportedly in hiding in Syria, and whose portraits were displayed in the conference hall.

It was nevertheless noteworthy that Moscow refrained from any action against the gathering despite the fact that the organizers themselves acknowledged the PKK link.

Ankara had warned Moscow about the political consequences of allowing such a meeting to be held on Russian soil, but it seems the Russians also wanted to give a clear message to Turkey that it is unhappy with Ankara's close ties with the separatist Turkish groups inside the Russian Federation and with its growing relations with the Turkic Republics of Central Asia. On Oct. 31, the London-based Arab daily Al Hayat, in an article on the Moscow meeting, said the gathering, which brought together 80 delegates representing 35 Kurdish organizations — none of them from Iran, Iraq or Syria, though — had been financed wholly by the PKK.

The PKK is known to have vast financial resources, a large part of which are said by international security officials to have been obtained by extortion and "enforced contributions," as well as

drug trafficking and clandestine business organizations operating under the cover of legitimate ventures in Turkey and Europe.

Security officials also believe that there are significant voluntary contributions obtained by the PKK in Western Europe, where large numbers of Turkish citizens of Kurdish origin live, mostly in Germany.

Al Hayat also reports that among the decisions of the convention was the establishment of a Kurdish University in Moscow and the establishment of Kurdish-language schools and Kurdish cultural centers in various parts of the CIS. It did not mention where the finances for these would come, begging the question of whether these would also be funded by the PKK.

Last February, after the TDN revealed a similar meeting that took place in Moscow, Turkey sent a special envoy to conduct talks with Russian officials and voiced its dissatisfaction. The said meeting was held with the assistance of the Russian Ministry of Nationalities.

This time, Turkish Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk flew to Moscow to discuss the Kurdish conference as well as an array of issues which have lately created strains in ties between Turkey and its giant northern neighbor.

Turkish officials say the PKK is now targeting its efforts on workers and other Turks in the former Eastern Bloc and Soviet countries and may now be moving to harass Turks working in Russia in various contracting projects.

According to Kurdish sources, the PKK's "front" group ERNK held an important conference in Moscow on Sept. 24, bringing together some 85 representatives claiming to represent 10,000 Kurds in the former East Bloc countries. During this conference, the PKK disclosed that it will provide "all available support to the Kurds of the CIS."

In accordance with these decisions, ERNK representatives held meetings in all CIS countries and have expanded into Georgia, where in Tbilisi they held a conference, in addition to local conferences in the Russian cities of Krasnodarsk, Saratov, Sverlovsk and Perm as well as in Alma-Ata, Kazakhstan.

PKK publications indicate that CIS Kurdish leaders Rustem Broyef and Yuri Nebiev, who claim to represent Kurds in former Soviet Kurdistan, alias "The Red Kurdistan," are possible contacts for the organization, linking it to Armenia and other regional groups which oppose Turkey. ■

# Deputy Fırat directs harsh criticism at President: Demirel is a millstone around the neck of democracy

By Sinan Yılmaz  
*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Independent Erzurum Deputy Abdülmelik Fırat is one of Parliament's colorful figures. He was elected a deputy at the age of 23 (He obtained special court decision to waive the age limit requirement). Following the 1960 coup, he faced capital punishment during the Yassıada trials. He was taken into custody during other coups but later set free. He points out that he is Kurdish and that he suffered the consequences of this by being exiled when he was two years old. He is the grandson of Kurdish rebel Şeyh Sait, who staged a revolt in 1925. When he was two years old, he was exiled to Kırklareli with his parents. Besides Arabic and Persian, he learned western and eastern philosophy and is known to be a good chess player.

While he has been close to President Süleyman Demirel — "We have known each other for nearly 37 years," he said — it is Fırat who nowadays directs the most severe criticisms and even accusations at Demirel.

"Demirel has filled Kenan Evren's post very well. Demirel is a millstone around the neck of democracy. He is like a rock blocking the path to democracy," he says, adding, "I am a master of chess. I can solve equations very

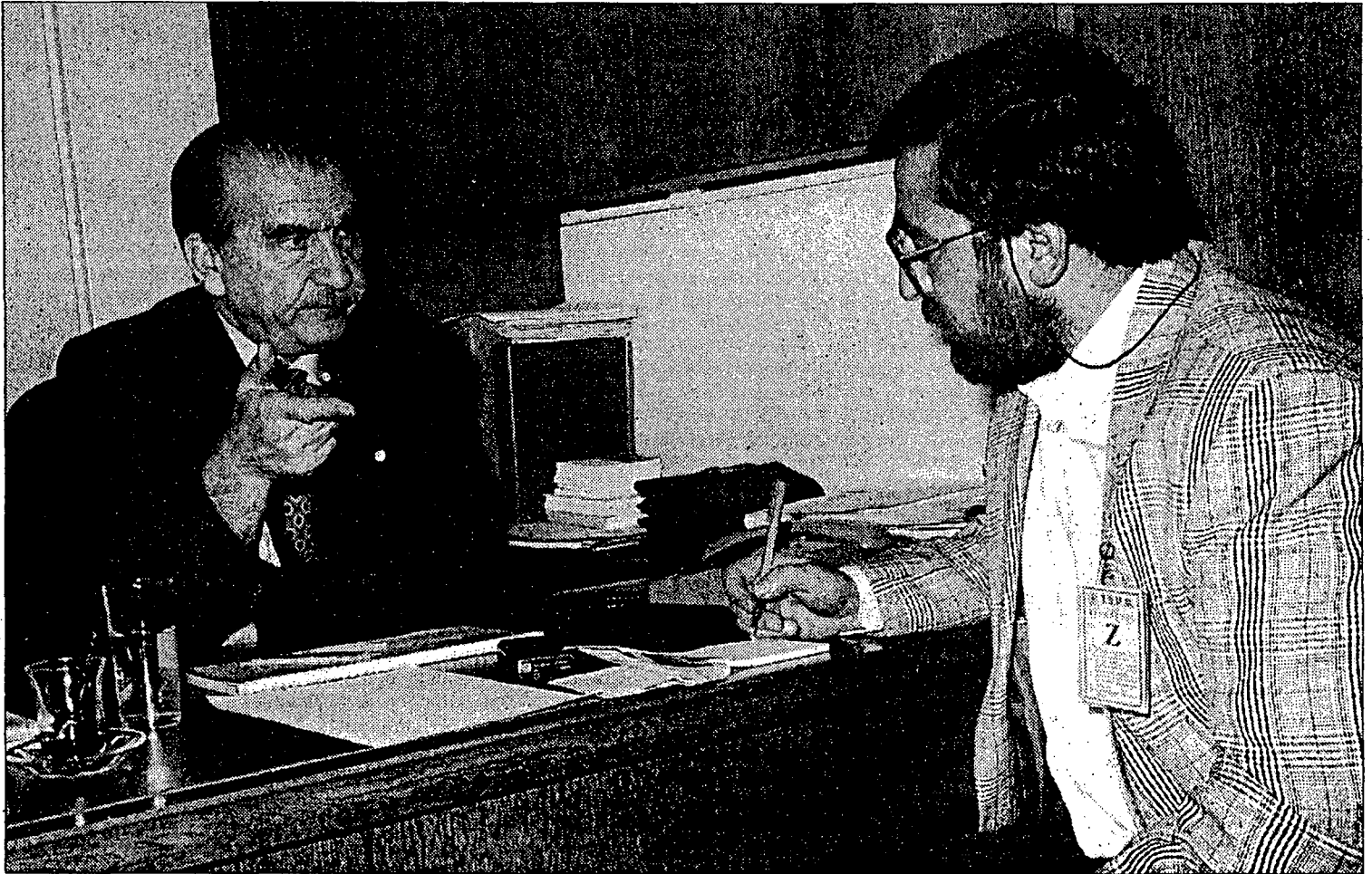
easily, however, I cannot solve Demirel's political and social equations."

Fırat is one of the deputies who have suffered many chaotic problems in recent years. The alleged torture and murder of his cousin, 67-year-old Mehmet Emin Bingöl (Nakhshibendi sect leader) and subsequent raid of his house in Erzurum by a special forces team as well as the alleged beating of his cousin and son-in-law, Faysal Fırat, when he was in custody take the lead among the problems he has faced.

Fırat, who is not permitted to go abroad although he is a deputy, notes that when pressure over Kurds increase, the Kurds desire to become a nation raise. "The pressure of Kemalism will force Kurds to become a nation," Fırat said.

Fırat, who has become independent after resigning from the True Path Party (DYP), conveys this message to Demirel. "Your wardens, your execution teams have completely surrounded me. Various tricks are played and scenarios are drawn.

They do not know me well but you know me very well. I cannot applaud oppression during our temporary existence in this world. I hate cruelty and feel sick. You are one of those persons whom I made all efforts to help when you



TDN's Sinan Yılmaz with Independent Erzurum Deputy Abdülmelik Fırat

TDN Ali Fuat Ulay



were unjustly treated. If my life is to have a cruel end as I walk down a path in which I believe, I put myself in God's hands trusting that He will arrange things for me."

During our interview with Firat at his office in Parliament, he directed very harsh criticism at his friend of 37 years.

**The full text of the interview is as follows:**

**TDN- Mr. Firat, what does the message you have conveyed to Demirel mean?**

**FIRAT-** I wanted to stress this point: I had earlier given a declaration with 33 parliamentarian colleagues. The Kurdish question should be brought to Parliament in view of the international documents Turkey has signed. That region has its own elected deputies. We proposed that they should be heard. In order to derail the issue, the state says, "How can I meet with armed bandits?" As that region has its own elected deputies, they should be heard. This statement did not please those who benefit from the atmosphere of violence in this country. When we said this, the state immediately gathered the village guards and discussed the Kurdish question with them. They were interviewed on TV. It was a very ridiculous situation.

**TDN- What link does this have with Demirel?**

**FIRAT-** Five deputies from various parties, myself included, took the issue to Demirel. He read our statement at once and said, "I congratulate you. You are on right track, however, details can be talked over.

You continue and increase the signatures." I told him there are more than 100 Kurdish deputies in Parliament although only 23 of them has signed this, because most of them are afraid. You can ease this situation. When we left, the other four colleagues began to praise Demirel. I told my colleagues — of course they cannot know Demirel as much as I do — "Don't act in haste." Only four days later, during the meeting of the Turkish Employers Union (TISK), he said, "Seeking a democratic solution to the Kurdish question is treachery." Here is an example of a double standard.

**TDN- You have known Demirel for a long time. How do you assess your relations with him now?**

**FIRAT-** Of course, Mr. Demirel has encountered many coups and difficulties. In other words, he was a chance for Turkey. However with his current situation, he is very unlucky. He is like a rock blocking democracy. It's hard to imagine that he is bearing the Constitution of a coup leader like Kenan Evren like a holy book. This is a very big shame. He has sat down in front of democracy like a millstone. Questions cannot always be solved with opportunist statements...

**TDN- Do you think he has deceived you?**

**FIRAT-** Let's not put it that way. I regret my personal efforts for him. For what have I exerted myself? He does not do anything to stop the bloodshed. I cannot understand this in any way. I am a good chess player. I can solve equations very easily, however, I cannot solve Demirel's political and social equations.

**TDN- Let's go back to your message to Demirel.**

**FIRAT-** This concerns what I mentioned before. Because of what we said, because we mentioned peace, special forces and counter guerrilla teams immediately encircled us. I am not saying it is Demirel who gave the orders to do so I know he would not do such things. But, because we issued a declaration for solution of the Kurdish matter, windows of my house were broken and some individuals were caught and beaten up for having made statements that I supported the PKK. I was prevented from going abroad. The Parliament Speaker sent an official letter to the Interior

Minister asking how a parliamentarian could be banned from going abroad without his immunity being lifted.

The offices of the Erzurum governor and security headquarters sent faxes to border gates and ensured my registration in computerized lists. Of course, the minister did not say anything about these events. He did not respond. I know he does not have much to say... In the end, they beat up my cousin Faysal Firat, who is also my son-in-law.

He has now left Erzurum. They told him, "Go and tell Abdülmelik that we will bring him and beat like you. We have dark forces as well." Of course such an attitude cannot change my behavior or make me either more passive or aggressive. I express my views in moderation. If I, as a deputy, face such treatments, you can imagine the situation of the citizens there. They started to call Ziya Halis (Social Democrat People's Party (SHP) deputy from Sivas) pro-PKK. Then it was Atilla Hun's (SHP Kars deputy) turn. Next it will be Şerif Bedirhanoglu's (Motherland Party (ANAP) Van deputy) and perhaps Ibrahim Halil Çelik's (RP Urfa deputy) turn.

**TDN- What sort of solution do you propose? You direct harsh criticisms at the state. What can the solution be for such a situation?**

**FIRAT-** The current structure is a dictator republic. It is so cruel that it tells a race which God created that it is not Kurdish. Although even slaves have their law, Kurds are not recognized in law. It says you are nevertheless Turk. If a man is Kurdish and he says he is Turkish, he can become president. This is nonsense.

**TDN- You have been in politics on a right-wing path which ranged from the Democrat Party to the DYP. You have a title like Islamic academician. How has this transformation happened during this past period?**

**FIRAT-** I have lived in exile since I was two years old. I have seen all kinds of oppression. Although this is the case, I easily say that I like the Turkish people. Never mind being neutral, I like them. However, I dislike the administrators who lead us. I do not hold the Turkish people responsible for their doings. We want Turkey to grow and develop. When I was in Kayseri prison in 1962 (with other deputies), we held meetings with each other. I then said that if Turkey was a prestigious state it would take the Kurds in Iraq and Iran and the Turkomans under its protection.

We have a 500-year history in Turkey. Our doctrine is peace and brotherhood, not to harm people and fulfill our obligations to God. This is how we have been raised. We have not developed a grudge against oppression. We have acquired characteristics of a loving admired people and value them.

**TDN- Let's get back to the solution issue. What kind of solution do you propose?**

**FIRAT-** We want full democracy. That is to say the state should not be state of ideology or state of pressure. It will serve as an arbitrator state. We have been making calls in this regard. However the upper-class has got used to profits so much that it does not want that happen.

When Demirel was prime minister, he said he recognized the Kurdish reality. DYP Istanbul Deputy Coşkun Kırca said in Parliament, "He (Demirel) made a mistake.

I warned him never to mention that again." What use is a president who cannot respond to that? Kırca has been behind the scene during coups and the establishment of totalitarian laws. Nothing can be achieved in Turkey with such minds.

The solution is the Universal Declaration of Human Rights, the Helsinki Final Act and the Paris Charter. It is enough to apply them. The solution is that simple. How can a state be democratic when 33 of its deputies in Parliament

sword."

**TDN- Thanks Mr. Firat.**

**FIRAT-** I thank you. How comfortable will they feel on sultanates based on blood and tears. This country belongs to all of us.

have signed a declaration? Those who take such action are excluded through various tricks. I congratulate Hitler and Mussolini. They always defended their actions. This system is killing the people. It wants blood money from the relatives of the man it kills, saying "your blood dirtied my

LE NOUVEAU QUOTIDIEN — 3 novembre 1994

## La main de Téhéran en Allemagne

*En 1992, des agents iraniens avaient tué quatre opposants dans un restaurant de Berlin.*

**L**e 17 septembre 1992 dans la soirée, quatre opposants iraniens venus assister à Berlin au congrès de l'Internationale socialiste décident d'aller dîner au restaurant Le Mykonos. Parmi les quatre hommes, Sadegh Scharafkandi, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, le successeur d'Abdul Rahman Ghassemlou, assassiné trois ans plus tôt par les services secrets de Téhéran à Vienne.

Au milieu du repas un commando pénètre dans le restaurant et mitraille les quatre convives.

Les meurtriers, des Libanais, sont vite arrêtés. Le responsable du commando, un agent iranien, Kazem Darabi, était repéré depuis longtemps. Les services criminels fédéraux avaient demandé, plusieurs mois avant l'atten-

tat, sa mise sous écoute à Berlin. La requête n'avait pas été exécutée. Motif officiel: «pas d'interprète» capable de traduire les enregistrements!

Les services fédéraux concluent: «Il ne fait pas de doute que l'attentat a des motifs politiques. Les consignes venaient sans aucun doute d'Iran.»

Tout aussi certain: l'attentat du Mykonos a été planifié à Bonn, à deux pas de la chancellerie, dans les bureaux de l'ambassade iranienne, sous le nom de code «Bozorg Allawi». Un rapport du groupe des services de renseignements en charge de l'Iran, en date de juin 1993, assure: «L'ambassade est le centre névralgique des services secrets iraniens et des activités terroristes dans l'ensemble de l'Euro-

pe de l'ouest.»

Tout avait-il été fait pour prévenir l'attentat du Mykonos? Bien des observateurs sont sceptiques. Le ministre chargé de la coordination des services secrets allemands, Bernd Schmidtbauer (CDU), était invité à déposer le 17 janvier 1994, dans le cadre du procès des assassins, en cours depuis un an à Berlin. Il a assuré que «ses services n'avaient rien à cacher», sans convaincre.

Car le ministre entretient depuis plusieurs années d'excellents rapports avec son homologue, le chef des services secrets iraniens Ali Fallahjan. Or, selon les services criminels fédéraux, Ali Fallahjan est le commanditaire direct de l'attentat de Berlin et se trouve derrière la mort de Chapour Bakhtiar. Difficile de croire que Bernd Schmidtbauer n'ait jamais lu les rapports de ses services et que la question n'ait jamais été évoquée entre les deux hommes.

MICHEL VERRIER  
BERLIN

LE NOUVEAU QUOTIDIEN — 4 novembre 1994

### Rapport brûlant en Turquie

*Ses auteurs sont accusés de séparatisme.*

**L**es auteurs d'un rapport de la Fondation turque des droits de l'homme (TIHV) font l'objet de poursuites judiciaires de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour «séparatisme», a-t-on appris hier.

Le procureur de la Cour a interrogé le président de la fondation, Yavuz Onen, et un membre

du conseil d'administration, Fevzi Argun, responsables de la publication du rapport, pour deux phrases concernant les Kurdes.

L'introduction faisant état de «l'interdiction du mouvement démocratique et politique kurde» en se référant à l'emprisonnement de huit députés qui risquent la peine de mort, et une phrase estimant que le «fossé entre les peuples kurde et turc s'approfondissait» ont été considérées par le procureur comme éléments de «propagande séparatiste».

Selon le rapport de la TIVH, environ 230 personnes ont trouvé la mort depuis 1983 (date de la fin du régime militaire né du coup d'Etat de 1980) en prison après avoir été torturées et 30 autres sont portées disparues, sur un total de 420 morts depuis le putsch de 1980.

AFP

24 HEURES — 5 novembre 1994

## Les Kurdes en Suisse sont rackettés par le PKK

Les cas d'extorsion de fonds augmentent. Des commerçants se plaignent, malgré leur peur de représailles.

Les cas d'extorsion de fonds pour financer la lutte de libération du PKK au Kurdistan ont augmenté cette année, selon le Ministère public de la Confédération. Les pressions accrues sur la communauté kurde en Suisse sont liées à l'intensification de la guérilla au Kurdistan.

Le Ministère public de la Confédération a réagi par un plus grand nombre d'expulsions de membres présumés du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et une surveillance plus étroite des activités du Comité du Kurdistan. Mardi à Genève, deux ressortissants turcs d'origine kurde ont été arrêtés pour « extorsion de fonds, menaces, lésions corporelles simples », à la suite de plaintes de commerçants.

Roland Sitter, le porte-parole du ministère public, déclare qu'il est difficile de chiffrer le montant exact des fonds extorqués par les Kurdes. Les personnes menacées se taisent de crainte de mesures de représailles. Les cas les plus fréquents ont été enregistrés dans les cantons de Bâle-Campagne, d'Argovie et du Tessin.

Les actes de violence à caractère politique commis par des Kurdes ont également augmenté. Au moins deux meurtres ont été perpétrés cette année par des organisations kurdes. Dans d'autres cas, des Kurdes ont été contraints de remettre leurs papiers d'identité. Ceux-ci ont ensuite servi à dissimuler la vraie identité de Kurdes expulsés de Suisse.

### 20 Kurdes expulsés

Roland Sitter n'a pas révélé le chiffre exact des Kurdes expulsés de Suisse cette année pour activités politiques. Un porte-parole du Comité du Kurdistan à Genève déclare pour sa part que 20 Kurdes ont été expulsés jusqu'à présent en 1994. Parmi eux se trouvaient cinq membres du Comité du Kurdistan. Ces personnes ont été expulsées vers l'Alle-

magne et la France. La police fédérale n'a pas été en mesure de prouver que le Comité du Kurdistan ait été impliqué dans des actes de violence en Suisse. Le Comité du Kurdistan est, selon ses représentants, un organe d'information au service de l'ensemble du peuple kurde. La police fédérale affirme cependant qu'il est clair que des cadres du PKK travaillent pour le Comité du Kurdistan.

Le PKK représente la principale formation de guérilla qui lutte pour l'indépendance du Kurdistan en Turquie. Il est la cible d'une répression implacable de la part de l'armée turque, qui le considère comme une organisation terroriste et séparatiste.

### Soutien aux Kurdes

Plusieurs organisations de soutien au peuple kurde ont dénoncé hier à Genève « une offensive concertée en Europe et en Suisse » contre le mouvement kurde. Ils déplorent un accroissement de la répression, après l'arrestation en début de semaine de deux Kurdes par la police et la justice genevoises.

Ils affirment qu'aucun lien n'a pu être établi entre le Comité du Kurdistan, dont les locaux ont été perquisitionnés lundi par la police genevoise, et les personnes arrêtées dans le cadre de l'enquête. La Coordination de soutien au peuple kurde (COSPEK) considère que cette perquisition et cette saisie sont « des mesures disproportionnées, contraires à la liberté d'association et à la présomption d'innocence ».

Ces mesures relèvent, selon la COSPEK, « d'une politique d'intimidation, menée contre le mouvement kurde, d'autant plus choquante que les autorités suisses ont fermé le dossier d'instruction concernant l'assassinat d'un manifestant kurde par un employé de l'ambassade de Turquie à Berne ». — (ats)

LE SOIR DE BRUXELLES — 4 novembre 1994

TURQUIE

### Rapporteurs sur les tortures poursuivis

Les auteurs d'un rapport de la Fondation turque des droits de l'homme, qui fait état de 230 cas de morts sous la torture depuis 1983 en Turquie, font l'objet de poursuites judiciaires de la Cour de sûreté de l'État d'Ankara pour séparatisme. En cause : deux phrases — l'interdiction du mouvement démocratique et politique kurde en se référant à l'emprisonnement de huit députés kurdes qui risquent la peine de mort, et une autre qui estime que le fossé entre les peuples kurde et turc s'approfondit... (AFP)

L'HUMANITÉ — 5 novembre 1994

### Turquie : 151 Kurdes tués par l'armée

Cent cinquante et un Kurdes et six soldats turcs ont été tués lors d'opérations de l'armée contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) depuis le 29 septembre dans la région de Tunceli (est), a rapporté vendredi la première chaîne de télévision publique turque, TRT1. C'est le premier bilan annoncé depuis le début de ces opérations qui dureront jusqu'à ce que cette région « soit nettoyée des terroristes », selon les termes du gouvernement turc. L'armée turque avait été accusée de bavures et d'exactions lors de ces opérations, notamment dans la région d'Ovacik (province de Tunceli). Le ministre chargé des Droits de l'homme, Azimet Koyluoglu, avait accusé l'armée d'avoir incendié un village « soupçonné » de collaborer avec le PKK.

## IHD chairman Akin Birdal protests entry denial for Amnesty official

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Chairman of the Turkish Human Rights Association (IHD) Akin Birdal on Monday sent a letter to Foreign Minister Mümtaz Soysal criticizing the decision by Turkey to deny entry to Jonathan Sugden, Amnesty International's "Turkey" desk chief.

"We strongly regret the decision by Turkey to deny entry to Jonathan Sugden, who is the Turkey desk chief of Amnesty International, an organization which backs a universal struggle against human rights violations and to which you belonged in the past," the letter to Soysal said.

The IHD chairman argued that such actions by the government were not justifiable and said, "Even considering the activities and the pronouncements of the subject institution, it not possible to justify or accept the denial of entry" for Sugden.

He said, "such actions do not only isolate your government and the state from the international community but also put us as a society into a difficult position."

Birdal in the last part of the letter said, "We urge the immediate reversal of the decision, the protection of human rights and the adherence to rights-related regulations."

## Türkische Kurden zählen auf Islamisten

**Istanbul.** Sind nurnmehr die islamischen Fundamentalisten in der Lage, die Türkei aus ihrer politischen Patt-Situation herauszuführen? Die Frage stellt sich vor allem im kurdischen Südosten, wo Nachwahlen ins Parlament bevorstehen.

Seit dem Verbot der prokurdischen Demokratie-Partei (DEP) im Frühsommer dieses Jahres sind in der türkischen Nationalversammlung insgesamt 22 Abgeordnetensitze verwaist. Um die Vakanten zu füllen, ordnete Premierministerin Tansu Ciller für den kommenden 4. Dezember Nachwahlen an. Ciller muss damit rechnen, dass die Sozialdemokratische Volkspartei (SHP), der Koalitionspartner ihrer Partei des «Rechten Weges» (DYP), an Boden verliert und das Regierungsbündnis, das mit 235 von 450 Parlamentssitzen auf schwachen Füßen steht, noch brüchiger wird. Gleichzeitig weiss die Regierungschefin bereits einen Monat vor dem Wahltermin, dass als grosser Gewinner des Urnengangs bereits die islamisch-fundamentalistische «Wohlfahrtspartei» (Refah) feststeht.

Die zunehmende Abkehr von ihrem laizistischen Gedankengut mag Tansu Ciller dazu bewogen haben, die früheren Abgeordneten der kurdischen Demokratie-Partei (DEP), die sie erst vor einem halben Jahr ihrer parlamentarischen Immunität enthob und wegen «staatsverräterischer Propaganda» festnehmen liess, zur Teilnahme an der

Wahl aufzufordern. Sie hätten den Vormarsch der Islamisten stoppen sollen. Doch Cillers Rechnung ging nicht auf. Die «Demokratiepartei des Volkes» (Hadep), Nachfolgerin der inzwischen verbotenen DEP-Partei, hat am Wochenende entschieden, den Nachwahlen ins türkische Parlament fernzubleiben. Nur schweren Herzens, denn die Verfechter der kurdischen Autonomiebestrebungen wissen, dass sie durch ihr neuerliches Abseitsstehen den Kontakt mit der Wählerbasis verlieren könnten.

Wegen des Kriegs der türkischen Armee gegen die illegale «Arbeiterpartei Kurdistans» (PKK) haben die Kurdenpolitiker bereits die Kommunalwahlen von Ende März boykottiert. Inzwischen hat sich die Sicherheitslage im türkischen Südosten massiv verschlechtert. Hunderttausende Menschen sind auf der Flucht, nachdem die Militärs auf der Suche nach PKK-Milizen ihre Dörfer in Brand gesetzt haben. Aufgrund dieser Migrationsbewegung sind die einstigen Hochburgen der kurdischen Demokraten weitgehend entvölkert; zurückgeblieben sind «Dorfwächter», Paramilitärs und Beamte, die notgedrungen mit dem Staat sympathisieren. Unter diesen Gegebenheiten mussten die Hadep-Kandidaten gar mit einer Niederlage rechnen.

Auf die Refah-Partei setzen nun viele Kurden ihre Hoffnung. Denn die islamischen Fundamentalisten üben seit den Sommermonaten, als der Krieg im Südosten eskalierte, offen Kritik an der Taktik «der verbrannten Erde», dem Einbezug der kurdischen Zivilbevölkerung in den Kampf gegen die PKK.

*Martin Peter*

Teil I

Montag, 7. November 1994  
Nr. 260

Basler Zeitung

ECF0089 4 F 0604 TUR /AFP-MQ91

## Tourisme

Le tourisme en Turquie a été freiné mais pas anéanti par le terrorisme  
Par Kadri GURSEL

ISTANBUL, 8 nov (AFP) - Les attentats perpétrés contre les intérêts touristiques de la Turquie par la rébellion kurde ont empêché cette année la croissance escomptée par cette industrie mais ne l'ont pas ruinée comme on avait pu le craindre, affirment les professionnels à la fin de la haute saison.

Pour la deuxième année consécutive, les revenus du tourisme et le nombre des visiteurs accueillis sont restés en 1994 à peu près au même niveau que l'année précédente, précise-t-on de même source.

Quatre étrangers --une Tunisienne, un Espagnol, un Roumain et une Britannique-- ont été tués et au moins 50 personnes blessées de mars à juin dans des attentats anti-touristes, commis à Istanbul et dans des stations balnéaires de l'ouest et du sud.

En 1993, première année des attentats anti-touristes, ceux-ci avaient fait une cinquantaine de blessés, dont 17 étrangers. Une vingtaine de touristes étrangers avaient été enlevés et détenus pendant plusieurs semaines. De nombreuses annulations avaient suivi.

Revendiqués ou non, ces attentats sont attribués au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte armée depuis dix ans contre Ankara dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde. Plusieurs fois depuis le printemps 1993, les dirigeants du PKK avaient menacé le tourisme, qu'ils considèrent comme une source de financement de la "sale guerre" de l'Etat turc contre la rébellion.

Le tourisme turc avait connu un boom en 1992, le nombre de touristes augmentant de 28% à 7,076 millions et les revenus de 37% à 3,6 milliards de dollars, selon le ministère du Tourisme. En 1993, les premiers attentats anti-touristes ont ralenti cette croissance: les revenus n'avaient augmenté que de 8% à 3,95 milliards de dollars, pour une fréquentation en baisse du même pourcentage, à 6,5 millions.

Pour 1994, les objectifs, 4,5 milliards de dollars et 7,5 millions de touristes, soit des hausses d'environ 12,5 et 15%, seront très difficiles à atteindre. Le nombre de visiteurs a connu une hausse de 2,5% seulement de janvier à septembre, par rapport à la même période de 1993, tandis que les revenus baissaient de 5,65% sur la période janvier-juillet, toujours selon le ministère.

Le tourisme est un des secteurs-clés de la Turquie qui a consacré dans les années 80 quelque 10 milliards de dollars aux infrastructures à Istanbul et sur les côtes, selon les milieux du tourisme. Les revenus de cette industrie constituent environ 25% des rentrées de devises du pays.

Des chutes considérables de 17% à 34% (312.000 au total) ont été enregistrées dans le nombre des touristes en provenance d'Allemagne, des Pays-Bas, de France et d'Autriche, de janvier à septembre. Mais de nouvelles clientèles ont compensé ces pertes: 259.000 Israéliens, une augmentation de 224%, et 1,1 million de ressortissants de la CEI (+ 37%) ont visité la Turquie cette année.

Le secrétaire général de l'Union des agences de voyages de Turquie (TURSAB), M. Suha Uyar, a affirmé à l'AFP que la campagne du PKK contre le tourisme turc échouerait. "Au contraire, cela nous a fait ouvrir les yeux", a-t-il dit. Pour contrer les effets négatifs des attentats, la Turquie s'appête à une diversification du secteur en renforçant les tourisms d'hiver, religieux, de congrès, ou thermal, et en introduisant le tourisme de la "route de la soie", en coopération avec les pays d'Asie centrale, selon M. Uyar. L'ouverture à de nouveaux marchés, dont le Japon, se poursuivra en 1995, a-t-il ajouté.

KG/hc/ah

AFP /JO0245/080943

NOV 94

## TURQUIE

## L'offensive de l'armée contre les séparatistes kurdes suscite une polémique

ISTANBUL

de notre correspondante

L'assassinat de quatre instituteurs turcs, dont les corps ont été retrouvés, dimanche 6 novembre, dans la province de Mardin, dans le sud-est de l'Anatolie, porte à quatorze en quelques semaines le nombre des victimes de la campagne sanglante lancée par les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) contre le personnel enseignant turc. Alors que toute forme d'éducation en kurde demeure interdite en Turquie, des milliers d'enfants sont privés d'enseignement dans le Sud-Est anatolien où le-PKK s'oppose par la violence à un programme scolaire fondé sur les principes nationalistes du kémalisme. Un cinquième des enseignants turcs nommés dans la région ne se sont pas présentés à leur poste cette année, craignant, à juste titre, d'être pris pour cibles par le PKK.

Cette nouvelle attaque, la cinquième contre le personnel enseignant depuis la rentrée des classes en septembre, démontre, une fois de plus, que malgré les déclarations optimistes des autorités militaires turques au cours des mois écoulés, les forces de sécurité ne sont pas venues à bout des combattants du

PKK. La pression des militaires a forcé les séparatistes à déplacer leur champ d'action vers le nord, notamment dans la province de Tunceli, théâtre, depuis septembre, d'une vaste offensive armée pour tenter de capturer un commandant local du PKK, Semdin Sakik, également connu sous le nom de « Zeki sans doigt ». Selon les autorités, 151 combattants du PKK ont été tués depuis le début de ces opérations.

## Plusieurs centaines de maisons incendiées

Or, cette offensive, menée par des dizaines de milliers de soldats, appuyés par des hélicoptères et des avions de combat dans une région habitée par des Kurdes alévis – membres d'une secte d'origine chiite –, a pour la première fois, soulevé une polémique en Turquie. Les méthodes utilisées par les forces de sécurité, accusées par les villageois et les politiciens locaux ainsi que par le ministre responsable des droits de l'homme, Azimet Koyluglu, d'avoir évacué et brûlé plusieurs dizaines de villages, sont remises en question.

Le ministère de l'intérieur admet que plusieurs centaines de maisons

ont été incendiées mais affirme que le PKK en est responsable dans la plupart des cas. Le ministre de l'intérieur, Nahit Mentese, a même estimé le mois dernier que « certaines habitations modestes ont été brûlées par leurs occupants pour obtenir des dédommagements de l'Etat ». Toutefois, le débat se poursuit et le président de l'Assemblée nationale a ordonné l'ouverture d'une enquête parlementaire.

Le déplacement des populations civiles, qui a déséquilibré la structure démographique de certaines régions à majorité kurde, est un des arguments invoqués par le parti kurde HADEP pour justifier son refus de participer aux élections parlementaires partielles du 4 décembre prochain. Treize des vingt-deux sièges en lice étaient occupés par les députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP), jusqu'à son interdiction par la Cour constitutionnelle. Le HADEP estime que ce scrutin est « illégal » et que les treize députés élus en 1991 – dont sept sont actuellement en prison et six ont fui la Turquie – demeurent les représentants officiels de la population kurde du Sud-Est anatolien.

NICOLE POPE

turkish daily news

Wednesday, November 9, 1994

## Turkey to put reservations on minority rights' convention

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey is to sign the framework convention on the protection of minorities, which is expected to be presented for signature at tomorrow's meeting of the Council of Europe's ministerial committee, but will put reservations on certain articles.

Foreign Minister Mümtaz Soysal said Turkey could not refrain from signing the convention but reservations would be put on articles such as supporting the

news program Monday. "There would also be radio and television broadcasts in Kurdish, but they should adhere to the rules, which have been put into effect by the use of minority languages in official correspondence.

"There would be private schools that might provide teaching in Kurdish, but those schools would have to teach the official language, Turkish, as well," Soysal told a

state for all stations and channels." Soysal indicated that the Turkish Parliament could put more specific reservations on the convention when the latter came before it for approval. The foreign minister indicated that the rights granted by the convention were individual democratic rights. "There are no rights for associations, organizations or corporate bodies, which claim to represent minorities. The rights will be given to individuals," he noted.

Soysal also pointed out that according to the wording of the convention, these rights could not be used against the country's indivisible integrity and independence. The convention also said that states were entitled to protect their official language. The convention highlights the following main points:

- The members of minorities can make contact with the authorities in their own language, in case of necessity, in the regions where they reside.

- They can present their defense in their own language through a translator if they are arrested or taken into custody.

■ States should prepare the groundwork for minority language radio stations and television channels and for use of minority languages in education institutions.

■ Roads signs should be in minority languages.

■ Members of minorities can freely and peacefully establish contacts with other minorities, which are living in third countries. They can participate in the activities of national or international voluntary institutions.

Signatory countries should harmonize these rights and freedoms, foreseen by the framework convention, with their own laws and regulations within a year and present their proposals to the General Secretariat of the Council of Europe. The

convention will come into effect once it is approved by the 12 member countries.

Matters expected to come up for debate at the ministerial meeting include the expansion of the Council and racist movements in Europe.

Turkey presented a draft to the Council on the struggle against racism last month.

The main item on the meeting's agenda will be Russia's application for full membership of the Council of Europe. A commission of experts has previously presented a report to the Council indicating that the Russian legal system is unacceptable for this country to be granted full membership.

turkish daily news

Tuesday, November 8, 1994

## ***The High Appeals Court upholds the decision of the DGM to convict Mehdi Zana, Doğu Perinçek and Mehmet Bayrak***

*Turkish Daily News*

ANKARA- The High Appeals Court has upheld the decision of the State Security Court (DGM) to convict Mehdi Zana, Doğu Perinçek and Mehmet Bayrak of having contravened Article 8 of the Anti-Terrorism law which forbids "written and oral propaganda and assemblies, meetings and demonstrations aimed at damaging the indivisible unity of the state of the Turkish Republic." While the three men were held in jail their case was being reexamined by the High Appeals Court.

Medhi Zana, former Diyarbakır mayor, was sentenced by the DGM to four years in prison and fined TL 200 million for a speech he made to the European Human Rights Commission in 1992. This sentence has now been increased to eight years by the appeals court. Labour Party Chairman Doğu Perinçek's conviction was also upheld and his sentence increased from two to three years in prison. He too had been found guilty of damaging the indivisible unity of the Turkish Republic, in an election speech he made on Turkish state television in 1991. The petition to

the Appeals Court had been made by the DGM prosecutor who did not agree with the two years sentence and the file will now go back to the DGM for the application of the new sentence. This decision of the High Appeals Court can not be appealed again. The High Appeals Court also upheld the decision of the DGM to

sentence the author of the book Kurt Halk Turkuleri (Kurdish Folk Songs), Mehmet Bayrak, to 2.5 years in prison and a fine of TL 300 million. Bayrak has still six months and TL100 million to pay before completing his sentence.

# Imprisoned intellectuals view developments in Turkey from inside prison

*Gerger and Başkaya: 'not optimistic' about the future*

By Galip Ridvanoglu / TURKISH DAILY NEWS

Two academics are now teaching in Haymana Prison. Haluk Gerger and Fikret Başkaya were found guilty of violating the law on freedom of expression. Thinking has cost them 20 months imprisonment and fines amounting to millions of Turkish lira. Haluk Gerger was found guilty when he sent a message to a meeting, while Fikret Başkaya's crime was to write a book. The Anti-Terrorism Law defines the limits of thinking in Turkey. According to this law the two academics thought more than they should have. Obviously imprisonment can not stop the brain functioning. In their 15 square metre room Gerger and Başkaya are more active than they were outside. They say that they watch every news bulletin on television and through this keep up with events. There are many Turkish and English books on the shelves and newspapers ranging from the Herald Tribune to the Times.

Hundreds of pot plants brought by visitors have turned the prison into a beautiful garden. These visitors have even changed the name of the prison to "Haymana University". Eighteen prisoners who share the same prison are benefiting from the presence of the two lecturers. The two intellectuals are very pleased to serve only eighteen students compared to much larger numbers in the crowded universities. They say that they have never felt lonely because of their many visitors. Sharing the daily routine work too, such as washing and cleaning is a sign of solidarity.

The two men of science do not draw a bright picture of the future for Turkey. They believe that even if the Anti-Terrorism draft bill is ratified by the government and ends their imprisonment, it would not be a solution for Turkey's democratization and that people will be prosecuted for their beliefs and thinking for a long time.

TDN: - How do you feel about being accused because of what you think?

FIKRET BAŞKAYA: - There are two major feelings a person can experience



Haymana Prison became the Haymana University which seems more autonomous than the real universities.





TDN Galip Rıdvanoglu

**The iron door is not a barrier to thought. Both intellectuals are still thinking and writing despite the difficulties.**

while in prison for such a reason. Firstly, you feel angry because of the inequality you experience as an intellectual here compared to other civilized societies. Secondly, I do not identify it as a crime of thought. There is a thing called regime/system of which the rules are not maintained by us. The system defines its own rules. This definition is made according to the system's likes and dislikes. The system dislikes concepts such as democracy and peace. The opposition to

this system in Turkey comes from the labor front and from people who favor democratic rights for Kurds. There appears to be two ways to abolish undemocratic methods: people will either organize illegally or will push, by democratic means, to open the locked doors in front of them. Both courses of action are considered criminal. We belong to the second category. We are continuing our struggle in prison. One of the ironies of the system is that I am in prison

because of having written a book but while I am inside the book is still for sale on the outside. If a country is ruled by a regime it means that there is an officially accepted truth. Anyone whose views contradict that official truth is considered dangerous. And in this war between two opposing views the official regime will not allow the unofficial side the right to existence. That is the nature of the war between the system and the opposition in this type of society. Our ver-

sion of the truth contradicts the official version and that is why we are in prison.

**Başkaya:** *The system dislikes concepts such as democracy and peace. The opposition to this system in Turkey comes from the labor front and from people who favor democratic rights for Kurds. There appears to be two ways to abolish undemocratic methods: people will either organize illegally or will push, by democratic means, to open the locked doors in front of them. Both courses of action are considered criminal. We belong to the second category. We are continuing our struggle in prison.*

**HALUK GERGER:** My conscience is not in prison. Because it is impossible to define thought as a crime. There is no element of crime in thought. We may be in prison physically but mentally we are outside and are continuing the struggle. The people who put us in prison cannot be considered to have succeeded in their aims. Because they can neither prevent us from reading or writing, and we are still thinking.

**TDN:** You are academics but were charged under the Anti-Terrorism law like common terrorists. What do you think of this?

**BAŞKAYA:** I am an academic, not a terrorist. At different times Turkish regimes have considered different things as a threat to the system. Between 1920-1930 religion — Islam — was seen as harmful and suppressed. In the 1950's the state focused on communism and now the Kurdish problem is the main priority. We are amongst those targeted by the regime for thinking about this subject.

**GERGER:** To be prosecuted under the Anti-Terrorist law is important. This is one of the characteristics of the Turkish system. The politicians are like alchemists who try to turn coal into gold. They are trying to create democracy without human rights. In this kind of democracy science and thought are thought of as terror. People who use peaceful channels to break down the barriers to democracy are stopped by state terror. So when we were confronted by state terror, we were branded as terrorists. This is an Orwellian concept. Black is white, white is black in Orwell's world.

**BAŞKAYA:** If a person can not express their opinion about the society in which they live or if they are prosecuted for expressing their opinions then the issue of citizenship

becomes arguable. It means that the country belongs to other people and these are the only ones who can speak in the name of the regime. How can a country like this claim to be democratic?

**Gencer:** *Turkey is moving away from the requirements of this century. A strong chauvinist approach is gaining support from a wide range of people. A militarized mentality is also on the increase. From the fascist right to the socialist parties, a strong ultra-nationalist view is on the agenda. It is possible to link this rise to the Kurdish problem. Because the official ideology rejects any ethnic differences or identities in Turkey. When fed by the legal system, by education, this ideology becomes stronger in the minds of the people. Reaction to this ideology is met with more aggressive attitudes.*

**TDN:** Do you think that the new draft of the Anti-Terrorism bill will be able to prevent the prosecution of others for their thoughts?

**BAŞKAYA:** I am not optimistic. This bill was not prepared as a result of pressure from Turkish society but as a reaction to criticism from the West on the Kurdish issue. Thus its effectiveness is arguable.

**GERGER:** Turkey has a serious problem with democratization. When one realizes that the country is still administered by the 1982 constitution which was drawn up by the leaders of the Sept. 12 military coup, one can only define the so-called Turkish democracy as a military democracy. The most talked about issue — the Anti-Terrorism Law — is only a minor change which will not affect the democratization process in Turkey. It is only make-up on an ugly face made to lift the West's pressure on Turkey. However, we should keep in mind some facts about the West: One thing that needs to be cleared up is that the militarist structure of the country applies to the Kurdish problem nowadays. People who express their desire for a solution of the problem outside the official ideology are put in prison. Thus the so-called crime of thought is actually the Kurdish problem itself. The West responds to the problem in two contradictory ways; while supporting the idea of a peaceful solution outside the official ideology, the West itself is the main force behind Turkey's struggle against the Kurds.

**TDN:** What do you mean by the West?

**GERGER:** When I accuse the West I mean the Western governments, not the public. After all the pressure regarding the Kurdish problem comes from the Western democratic institutions. What we want from the Western governments is that they do not apply double standards.

**BAŞKAYA:** When we criticize the West, we criticize it as the dominant power which holds the destiny of the world in its hands. However, we are aware of the existence of certain very valuable individuals whose efforts cannot be underestimated in the democratization of the world. We are not criticizing them but the official powers.

**TDN:** Are you supported by the international community, are there any institutions or organizations that are interested in you?

**BAŞKAYA:** Some institutions warn the Turkish government, some democratic organizations, writers, intellectuals and human rights organizations are directly in contact with us. It is a sign of the universal solidarity among intellectuals.

**GERGER:** The support comes mainly from two parts of the world, the U.S. and Europe. The Americans respond in more of a official way. I do not think that the American public is conscious of Turkey's problems. In Europe the public is more aware of the problems we are facing, due to the existence of the Kurdish population who are quite active in their struggle. They have a considerable effect on the public who pressure their own Government to take action against Turkey. In addition to this, there is also the fact that the Europe is a multi-cultural society and can not close its eyes to ethnic conflicts in her neighborhood.

**TDN:** While the international community responds to your situation in a more effective way, the intellectuals in Turkey seem to have favoured a single voice. How do you assess this?

**GERGER:** Turkey is moving away from the requirements of this century. A strong chauvinist approach is gaining support from a wide range of people. A militarized mentality is also on the increase. From the fascist right to the socialist parties, a strong ultra-nationalist view is on the agenda. It is possible to link this rise to the Kurdish problem. Because the official ideology rejects any ethnic differences or identities in Turkey. When fed by the legal system, by education, this ideology becomes stronger in the minds of the people. Reaction to this ideology is met with more aggressive attitudes. Turkish people are already drowning in economic, political and ideological problems.

When the ideology — that is the superiority of Turkishness — they were brought up with, collapses, they inevitably turn to more aggressive approaches, such as racism against others. This is

the point where the masses and the authorities meet. The intellectuals and the universities help this. The voice of the people who favor democracy and human rights can not be heard in this militarist and chauvinist approach.

**BAŞKAYA:-** Tradition in Turkey does not tolerate any institution outside the system. Thus different views are not recognized in Turkey. That is why things are not discussed or examined as they should be. If things are not discussed they can never be solved. The real intellectuals, real democrats, should not keep quiet but speak loudly if there are problems to be solved. If a society bans free discussion and freedom of thought, it is not wrong to predict that society will not achieve success at all.

**TDN:-** Despite the hundreds of the prisoners who are accused of the crime of thought, you two became the idols. How do you explain this?

**BAŞKAYA:-** There could be many reasons, such as being lecturers at the universities. It could also be that the public knows us as well. Maybe most importantly of all we were imprisoned due to our ideas on the Kurdish problem.

**GERGER:-** We are not the first academics in prison. İsmail Beşikçi was an very important person as an academic and as a writer. There were many others. We might have been the last drop in the glass which brought it to overflowing. People before us filled the glass and we made it overflow. That might be the reason for us attracting more public attention.

**TDN:-** Why did you not escape abroad like the others did?

**BAŞKAYA:-** We were the only people who could have been easily accepted by many countries. If we had left the country, it would have meant accepting failure. We would have lost the respect we had from the people. I thought that staying in the country would be more helpful in my case.

**GERGER:-** We are not people who think just for the sake of thinking. Our thinking is part of the struggle we are making, it has meaning. Talking for myself, I always ask how and where could I be more useful in this struggle. The answer sometimes is prison — sometimes in another country.

**TDN:-** As former Assistant Professors how do you see the position of the universities in Turkey?

**BAŞKAYA:-** The only thing the universities have in common with the real ones is their name. If there were real universities in Turkey, there would not be a High Educational Board (YÖK) which is a barrier in front of scientific research. Some call these universities high schools, but I think they are a part of the police organization in Turkey. They only try to impose official ideology into the brains of the children. A wasted four years. An academic is a person who searches for the truth and does not accept set limits on thinking.

**GERGER:-** The universities in Turkey are not producing science but reproducing the official ideology. The universities do not want intellectuals who think but wants them to keep quiet. Their desired intellectual type is the one who walks to Anıtkabir to visit Atatürk's grave or protest about their wages. If the universities involve themselves in debates about freedom of expression, there would be no benefit from this, it would only do harm instead.

**TDN:-** What about the university lecturers' protests about their wages?

**GERGER:-** If you keep quiet about attacks on

your academic identity you can not talk about the wages you deserve. While the most important issues in the life of this country are not touched by academics, their desires can not be respected. But if they stood up for other things their protests about their wages would be more respected.

**BAŞKAYA:-** Universities are autonomous beings. The teaching staff should firstly demand such autonomy. It is not very suitable to see them protest about personal rights, such as wages. I would not even pay so much salary to these people. Do you know why? Because if you increase their salaries

they would buy land or houses — not subscribe to one academic publication.

**TDN:-** What is your view of Turkey from the inside of this prison?

**BAŞKAYA:-** Not very good. Turkey is in a deadlock, economically, politically, ideologically even diplomatically. But this does not mean that things can not be solved. To do so, we should first define the problem and then discuss it openly.

**GERGER:-** The picture is not very bright at all. If we could get out of the Haymana closed prison to the semi-closed prison of Turkey, we will continue our struggle.



Shared routine daily tasks are the sign of solidarity between Fikret Başkaya and Haluk Gerger. Fikret Başkaya is making tea for his visitors.



Both prisoners are as active as they were outside prison. Haluk Gerger using his laptop computer.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

FRA0188 3 I 0438 IRA /AFP-UA69

Iran-Irak 2élead

L'Irak attaque des bases de "contre-révolutionnaires" au Kurdistan irakien

TEHERAN, 9 nov (AFP) - L'aviation iranienne a attaqué mercredi matin "des bases de contre-révolutionnaires" iraniens au nord d'Erbil dans le Kurdistan d'Irak, a annoncé l'agence iranienne officielle IRNA.

Les chasseurs-bombardiers iraniens ont attaqué et "sérieusement endommagé" un centre de commandement, un dépôt de munitions et une base commune aux groupuscules contre-révolutionnaires dans la région de Koi Sandjak", a affirmé IRNA, citant une "source militaire informée".

L'opération a eu lieu à 07h10 (heure de Paris) mercredi, et tous les appareils y ayant participé ont regagné l'Irak sains et saufs, a précisé IRNA.

La région de Koi Sandjak, à une soixantaine de km de la frontière iranienne, est située à proximité du 36ème parallèle, au nord duquel les Etats-Unis et leurs alliés de la coalition anti-irakienne ont imposé une zone d'exclusion aérienne pour protéger la population kurde des attaques de Bagdad.

"Des explosions ont été entendues et des colonnes de fumée provenant de l'incendie de ces bases sont visible à une dizaine de kilomètres à la ronde", a affirmé IRNA.

L'agence officielle iranienne avait annoncé dans un premier temps un raid contre une base des Moudjahidine du peuple, principale organisation d'opposition armée au régime de Téhéran basée en Irak.

Outre les Moudjahidine, le terme d'"éléments contre-révolutionnaires" recouvre notamment plusieurs groupes kurdes d'opposition opérant également à partir de l'Irak.

IRNA a indiqué que l'opération de mercredi avait été décidée en représailles à plusieurs tentatives récentes d'infiltration et de sabotage de ces "groupes contre-révolutionnaires" dans les régions frontalières iraniennes.

Téhéran avait fait état la semaine dernière de plusieurs tentatives d'infiltration de commandos de Moudjahidine du peuple dans le sud-ouest de l'Irak afin d'y commettre des attentats contre des objectifs pétroliers.

L'agence IRNA avait affirmé que les garde-frontières iraniens avaient attaqué dimanche dernier une base des Moudjahidine près de Bagdad lors d'une opération de poursuite d'un de ces commandos en territoire irakien. Cette information avait été démentie par les Moudjahidine, qui avaient en revanche accusé Téhéran d'avoir envoyé quatre missiles contre leur principale base irakienne d'Achraf, au sud-est de Bagdad.

A la suite de cette attaque aux missiles contre la base d'Achraf --qui n'a été ni confirmée officiellement ni démentie par Téhéran-- l'Irak avait menacé de l'Irak d'une riposte militaire.

lma/szb/jmc

AFP /JO0245/091113

NOV 94

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

AFP — Agence France Presse — AFP — Agence France Presse — AFP — Agence France Presse — AFP — Agence France Presse — AFP — Agence France Presse —

FRA0554 4 I 0313 FRA /AFP-XT78

Iran-Irak-Kurdes

Les raids de Téhéran ont fait "des morts et des blessés" kurdes, selon le PDKI

PARIS, 9 nov (AFP) - Le Parti démocratique du kurdistan d'Iran (PDKI) a affirmé mercredi que les raids de l'aviation iranienne sur le kurdistan irakien, en violation de la zone d'exclusion aérienne, ont fait "des morts et des blessés" au sein de la population kurde.

"Dans la matinée de mercredi à 09H45 locales (07H45 à Paris) des bâtiments habités par les familles des peshmegas (combattants kurdes) et des membres du PDKI et situés à l'intérieur de la zone protégée par l'ONU ont été bombardés par six chasseurs" iraniens. Il y a eu des morts et des blessés", indique un communiqué du PDKI à l'AFP.

La région où s'est déroulé le raid de l'aviation iranienne est située à proximité du 36e parallèle, au nord duquel les Etats-Unis et leurs alliés ont imposé une zone d'exclusion aérienne pour protéger la population kurde des attaques de Bagdad.

"Profitant du silence et de l'indifférence de la communauté internationale, le régime iranien viole systématiquement et sans le moindre scrupule toutes les lois et conventions internationales", poursuit le communiqué du PDKI.

Le PDKI demande "une fois de plus à l'ONU et à ses Etats membres, ainsi qu'à toutes les organisations oeuvrant pour la paix, de condamner la République islamique d'Iran et d'exercer des pressions afin que l'Iran cesse de commettre de tels actes barbares contre la population civile", conclut le communiqué.

Selon l'agence d'information iranienne (IRNA), les raids de l'aviation iranienne à l'est d'Erbil (nord de l'Irak) ont "sérieusement endommagé une base, un centre de commandement, un dépôt de munition communs aux groupuscules contre-révolutionnaires" iraniens.

Tous les groupes armés opposés à l'Iran --le PDKI comme les Moudjahidine du peuple --possèdent des bases en Irak.

hm/mfm

AFP /J00245/091901

NOV 94

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

THURSDAY, NOVEMBER 10, 1994

### Iran Pilots Strike Rebel Bases in Iraq

TEHRAN (AFP) — Iranian warplanes blasted rebel bases in northern Iraq on Wednesday in retaliation for cross-border raids, the IRNA press agency reported.

There was no immediate reaction from Iraq, which has warned of a possible military riposte if its territory again came under Iranian attack after a missile strike on a rebel base on Sunday.

A military official told the Iranian agency that the attack hit the "command center, ammunition depots and concentration centers of anti-revolutionary grouplets" in Koi Sanjag, 60 kilometers from Iran's border and north of the town of Kirkuk.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0438 3 I 0602 EXT /AFP-GD95

Europe-Conseil prév

La Convention pour la protection des minorités est loin de faire l'unanimité au Conseil de l'Europe  
par Laurent HOUSSAY

STRASBOURG, 10 nov (AFP) - La Convention pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe adoptée jeudi par le Comité des ministres est loin de faire l'unanimité, faute d'une définition commune de la notion même de minorité.

Pour que cette Convention soit applicable, elle doit être signée par au moins 12 des 33 Etats membres (l'Andorre ayant adhéré ce jeudi) mais nombre d'entre-eux risquent fort de ne pas parapher le texte, jugé contraire aux principes fondamentaux de certains Etats

La France pourrait ainsi montrer de fortes réticences, car la notion même de minorité est opposée aux principes de la République, "Une et indivisible" selon la Constitution, et à celui de l'égalité absolue des citoyens devant la loi.

"Il semble que le mot de minorité n'existe pas dans le dictionnaire français", a souligné Pierre-Henri Imbert, directeur des Droits de l'Homme au Conseil de l'Europe.

La Turquie, souvent montrée du doigt sur le problème des droits l'homme par le Parlement européen, refuse depuis toujours de considérer les Kurdes comme une minorité.

La question reste posée de savoir si un groupe ethnique présent dans un pays ou une communauté d'origine étrangère dans un Etat peut constituer une minorité, soulignait-on de source diplomatique.

#### Réserves de la Turquie

Ainsi en Allemagne ou en France, telle ou telle population immigrée ne constituent pas des minorités aux yeux de leur gouvernement respectif. Pourtant ce critère (population immigrée) répond au terme de minorité tel qu'il est défini par les Nations Unies.

L'Allemagne est quant à elle partagée entre la reconnaissance de ses propres minorités (Allemands de la Volga en Russie, minorités en Pologne, en ex-Tchécoslovaquie) et de groupes présents sur son propre territoire national comme les Sorabes de l'ancienne RDA.

En Allemagne, la reconnaissance d'une minorité est laissée à l'appréciation de chaque état fédéré. Par exemple dans le Schleswig-Holstein (Nord de l'Allemagne), l'importante communauté danoise est officiellement reconnue et représentée.

En Turquie, le gouvernement d'Ankara avait émis des réserves à la signature de cette Convention. Le ministre turc des Affaires étrangères Mumtaz Soysol avait cependant souligné l'utilité d'une reconnaissance des minorités afin notamment de protéger les deux millions de Turcs qui vivent hors de Turquie.

Pour les défenseurs de la Convention, l'absence de définition du terme minorité ne constitue absolument pas un obstacle. "Quand on a écrit la Convention des droits de l'homme ou le droit des peuples à l'auto-détermination, s'est-on posé la question de savoir ce qu'était un homme ou un peuple ?", a déclaré le directeur des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

La Convention prévoit pour les minorités la liberté linguistique et la possibilité de créer des établissements d'enseignement et de formation. Si les minorités doivent être protégées par les Etats, ces derniers s'engagent en outre à favoriser leur participation aux affaires publiques et à la vie économique, culturelle et sociale en s'interdisant toute assimilation forcée.

L'adoption de cette Convention-cadre est un prolongement direct du Sommet des Chefs d'Etats du Conseil de l'Europe, tenu à Vienne en octobre 1993. Le sommet avait pris l'engagement "d'assurer la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales au sein d'un Etat de droit".

lh/luc/mf

AFP /AA1234/101803

NOV 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## State Security Court says Kurdish deputies to remain in jail

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The State Security Court on Wednesday poured cold water on heightened expectations at home and abroad regarding the release of jailed Kurdish deputies being tried on charges of separatism, while a chief prosecution witness said he had been forced to testify against the defendants.

In his written statement submitted to the court, Abdülcabbar Gezici, a leading politician of the now-closed pro-Kurdish Democracy Party (DEP), said the Istanbul police had subjected him to duress in order to extract incriminatory statements against his fellow-Kurdish politicians.

"I was blindfolded and forced to sign the text of the statement without being allowed to read it," the witness told the court.

The Turkish Parliament, vexed with frequent assertions of ethnic identity by the Kurdish deputies, lifted

the parliamentary immunity of eight Kurdish deputies last March, paving the way for their trial for separatism and suspected links with the PKK (Kurdistan Workers Party).

The Constitutional Court banned the DEP in June.

The banning of the party and the jailing of the Kurdish politicians caused more severe criticism of Turkey's human rights record by its Western allies and rights activists as well as government officials lobbied for their release.

The approaching Dec. 4 by-elections, mostly affecting the Kurdish-dominated constituencies in the Southeast, have also fueled expectations of an early release as the parties have sought the support and even the candidacy of the jailed deputies.

The latter rebuffed the overtures, particularly in view of the boycott call by the outlawed PKK, lined with threats.

The People's Democracy Party (HADEP), founded by the former DEP supporters, also announced it would not take part in elections.

The meeting of the Council of Europe's foreign ministers currently underway in Strasbourg, in which a convention is being debated for the protection of minorities, has also heightened expectations regarding the release of the jailed deputies as Foreign Minister Mümtaz Soysal hinted at a series of measures to appease the Kurds and the West.

At Wednesday's hearing, defense witnesses, including a social democrat MP, dismissed the prosecution charges that the accused had insulted the police when intervening against the detention of a group of demonstrators in the Southeast two years ago.

Unmoved, the court turned down the request of the lawyers for the release of the Kurdish deputies and set the next hearing for today.

## Iranian warplanes bombard rebel bases in Iraq

### *The air raid is the first by Iran in the zone where Iraqi planes are forbidden to fly*

*Reuters*

**NICOSIA-** Iran said its fighter planes raided guerrilla bases in Iraq on Wednesday. An Iranian Kurdish rebel party said one of its camps inside a Western no-fly zone in Iraqi Kurdistan was pounded by Iranian planes.

Four Iranian fighter planes "severely bombarded" a base of the Democratic Party of Iranian Kurdistan in Koi Sanjaq, 60 km (40 miles) from the border, killing a woman resident of the town and wounding three people, the party said in a statement. Iran's official news agency IRNA said Iranian planes hit "joint concentration centers of counter-revolutionary agents" inside Iraq, but it did not elaborate on who they were. "Smoke billowing from the burning munition depot and command headquarters of the counter-revolutionaries could be seen from miles away," IRNA said.

The agency said the planes returned safely after the

operation, the second Iranian attack in four days on rebel groups based in Iraq.

On Sunday Iran fired at least three Scud missiles at the main base of the Mujahideen Khalq opposition group 80 km (50 miles) inside Iraq.

The Mujahideen, which reported damage but no casualties in Sunday's raid, said Iranian planes tried to strike its bases on Wednesday but were driven back by anti-aircraft fire. The group said on Tuesday that Sunday's missiles were fired from bases near Kermanshah.

"The launching pads and nine ready-to-fire missiles remain in place at these locations," the Mujahideen said, adding that Tehran was preparing grounds for further attacks on the group. Tehran Radio said President Akbar Hashemi Rafsanjani flew to Kermanshah, a western provincial capital near the Iraqi border, on Wednesday

and praised the region's people for their role in beating back a Mujahideen ground attack in 1988. IRNA, quoting a military source, said Wednesday's air strike emptied sabotage operations planned by the rebels who had stockpiled arms and ammunition at the targeted base. The Democratic Party of Iranian Kurdistan is one of several Kurdish rebel groups fighting the Tehran government from bases in Iraq.

Koi Sanjaq, 260 km (160 miles) north of Baghdad, is just north of the 36th parallel in a Kurdish zone declared by Western allies to protect Iraqi Kurds from attacks by the Baghdad army after Iraq's defeat in the 1991 Gulf War.

The reported air raid was the first by Iran in the zone where Iraqi planes are forbidden to fly and U.S. and

See "IRAN" on page A8

# Demirel inaugurates first flow of Euphrates water into Harran plain

By Burak Bekdil  
Turkish Daily News

**SANLIURFA-** Twenty-nine years after he promised water to the people of the poverty-stricken Southeast, President Süleyman Demirel yesterday inaugurated the first flow of water from the Euphrates river into the arid lands of the Harran plane. "We have struggled hard to realize this project. Through good times and bad times we have battled to fulfil this engineering dream. This is not a local ceremony but a national feast," Demirel said in his speech during the festivities at the outlet of the Urfa Tunnels.

Here recalled that the state had "owed" water — and therefore prosperity — to the people of the Southeast. "It is a grand feeling for me to pay this debt after all those years." On Oct. 10, 1965, the then deputy prime minister Süleyman Demirel told a public rally in Urfa, "For centuries neither your children nor your animals have had enough water, therefore I consider the water problem as a major political responsibility. I come from a village where people go out to pray for rain. I should say it is a matter of honour for me to rescue you from drought." In yesterday's speech Demirel insisted that this was not the end of the state's task of bringing prosperity to the Southeast. "The fight will go on until the whole Southeastern Anatolia Project (GAP) is completed," he promised.

The 30 cubic meter per second symbolic water flow from the twenty-six kilometer long tunnel, the T1, represents less than one tenth of the potential 328 cubic meter per second supply from the twin Urfa tunnels, a principle component of Turkey's ambitious \$32 billion GAP project.

The world largest irrigation tunnel cost Turkey TL 15 trillion at 1994 prices. The water will irrigate 20 percent (30,000 hectares) of the Harran Plane in the initial stages. When the project is in full operation, 1.7 million hectares of land will be irrigated.

The GAP includes 495 integrated projects, dominated by 22 dams, 19 power stations and over a thousand kilometers of irrigation lines. The project is expected to create 3.5 million jobs and increase the region's per capita income by 4.45 times, according to state officials.

The festivities in Sanliurfa were attended by Turkey's leading dignitaries: President Demirel, Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk, Prime Minister Tansu Çiller, Deputy Prime Minister Murat Karayalçın, Chief of General Staff İsmail Hakkı Karadayı, cabinet ministers, members of parliament and numerous senior bureaucrats, diplomats and businessmen. There were around 1,700 guests.

Çiller's ten minute speech stayed clear of party politics. "This a grand day. How fortunate are those who have the opportunity to be present to celebrate this great work," the prime minister said in her speech.

## turkish daily news

Thursday, November 10, 1994

Main opposition Motherland Party (ANAP) leader Mesut Yılmaz refrained from attending the festivities, accusing the government of "electioneering" as the Dec. 4 by-elections approach.

State Minister Necmettin Cehveri refuted the charge. "This is a national rather than a political issue," he said. "It is difficult to understand the opposition protest."

# Ankara lashes out at AI

Turkish Daily News

**ANKARA-** Ankara, which has a record of longstanding disputes with Amnesty International (AI), has declared that it will not admit the human rights group's Turkey desk chief into the country.

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said that the reason Jonathan Sugden, the chief of the Turkish desk in Amnesty, was refused admission was "simply because that person's activities went far beyond human rights research."

While Ataman refrained from going into specifics on the Sugden's activities, he added that refusing Sugden's entry did not automatically mean Turkey wanted to stop the activities and inquiries of Amnesty International related to Turkey.

"Claiming that all research of the Amnesty International depends on the visit of a single person is both ridiculous and

lacks any credibility," Ataman told the Turkish Daily News.

Ataman's criticism did not spare Amnesty itself, saying the international human rights group provided indirect support to the outlawed terrorist organization, the Kurdistan Workers' Party (PKK).

"There are many examples that the seeming concern on human rights is a smoke-screen to prevent Turkey's struggle against terrorism," Ataman said in an unusually harsh statement toward the Amnesty.

He pointed out that Amnesty had so far refrained from calling the PKK a terrorist group and even refrained from linking this organization to terrorist activity.

"Had this organization been sincere in its quest for human rights, at least it would have condemned the killing of four young teachers by this group two days ago," Ataman said.

## Soysal to meet Kinkel for talks on customs union

Turkish Daily News

**ANKARA-** Foreign Minister Mümtaz Soysal is expected to go to Germany later this month for talks with his German counterpart Klaus Kinkel on the Turco-European Union customs union, Foreign Ministry officials said Wednesday.

Soysal's visit, scheduled for Nov. 23-24, follows bilateral talks between Soysal and the foreign ministers of two other large states of the EU, Britain and France.

Ankara planned originally to hold a four-country conference with France, Britain and Germany (and perhaps with the inclusion of Italy) before a Turco-EU Association Council meeting on Dec. 19. Seeing this

was not possible, it opted for bilateral talks with those countries.

Meanwhile, Akın Alptuna, the foreign ministry official in charge of relations with the EU traveled to Brussels last week to discuss technical aspects of the customs union, foreign ministry spokesman Ferhat Ataman said on Wednesday in his weekly press conference.

Ataman announced that disputes on technical issues between Turkey and EU had been minimized as the result of Alptuna's contacts, but did not elaborate further.

"Alptuna will go to Brussels again to continue to the talks. I think, discussions are at a positive stage," Ataman said.



A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0460 4 I 0378 TUR /AFP-GI07

Turquie-Kurdes-élections

La campagne pour les législatives partielles commence dans le sang en pays kurde

DIYARBAKIR (Turquie), 10 nov (AFP) - La campagne pour les élections législatives partielles du 4 décembre en Turquie a commencé par un regain de violence dans le sud-est anatolien à majorité kurde, où 15 soldats ont été tués par des rebelles kurdes, tandis que deux personnes étaient déshabillées par une bombe en plein centre de Diyarbakir, chef-lieu de la région.

Une opération de ratissage était en cours jeudi entre les villes de Siirt et Sirnak pour retrouver le commando du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui avait pris en embuscade mercredi un détachement de l'armée turque près du bourg d'Eruh, selon une source officielle. On n'avait pas vu un tel bilan, 15 soldats tués et 10 autres blessés, sans perte dans les rangs du PKK, "depuis de nombreux mois", a reconnu l'adjoint du super-préfet de la région, Ahmet Erturk, devant deux journalistes de l'AFP.

Par ailleurs, un candidat du Parti de la juste voie (DYP, droite) du Premier ministre Tansu Ciller à une élection municipale partielle a été assassiné mercredi, à Baykan, près de Siirt.

Alors que la Turquie célébrait jeudi avec solennité le 56ème anniversaire de la mort du héros national Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la République, ces événements sont venus rappeler aux responsables une dure réalité: le PKK n'est pas mort.

La grande offensive lancée au début du printemps par les forces de l'ordre contre la rébellion n'a pas permis d'"en finir" avec elle à la fin de l'été comme promis par Mme Ciller.

Les partielles sont destinées à pourvoir à 22 sièges vacants à l'Assemblée nationale, dont 14 représentant des circonscriptions du sud-est, parmi lesquelles celles de huit députés déçus de leurs sièges lors de la dissolution du DEP en juin et actuellement emprisonnés.

Le nouveau Parti de la démocratie du peuple (HADEP, pro-kurde), fondé après la dissolution du DEP, a appelé au boycottage des élections, affirmant qu'elles ne pourraient pas être démocratiques dans le sud-est, théâtre d'un conflit sans merci depuis 10 ans entre les forces de l'ordre turques et le PKK. Celui-ci a également appelé à boycotter le scrutin.

HC/ev/mf

AFP /J00245/101821

NOV 94

LE NOUVEAU QUOTIDIEN - 9 novembre 1994

## Prix kurde pour Alain Campiotti

Le prix Nouredine Zaza 1994 a été décerné à notre collaborateur Alain Campiotti. Fondé par la famille de l'écrivain et pédagogue d'origine kurde décédé à Lausanne en 1987, ce prix est attribué chaque année à un journaliste de la presse écrite pour son rôle «d'éveilleur de conscien-

ce» contre «l'indifférence et le silence de la communauté internationale» sur la question kurde.

Alain Campiotti, qui dirige le service de politique étrangère du «Nouveau Quotidien» depuis sa création en 1991, s'intéresse de longue date au problème kurde. Le prix, qui sera remis le 17 novembre à Paris, a déjà distingué Bernard Langlois (*Polittis*), Antoine Bosshard (*Journal de Genève*), Marc Kravetz (*Libération*), Jean Gueyras (*Le Monde*), Jean-Claude Buhner (*Coopération et Le Monde*).LNQ

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0356 4 I 0289 TUR /AFP-FD42

Turquie-Kurdes

Reprise du procès de huit députés kurdes pour "séparatisme"

ANKARA, 10 nov (AFP) - Le procès de huit députés turcs d'origine kurde, théoriquement passibles de la peine de mort pour "séparatisme", a repris jeudi devant la Cour de Sécurité de l'Etat d'Ankara, a-t-on appris de sources judiciaires.

La défense a de nouveau demandé la mise en liberté de ses clients lors de l'audience de jeudi. Le tribunal l'a rejetée et renvoyé le procès au 24 novembre.

Deux procès séparés avaient été intentés contre ces huit députés sous les mêmes chefs d'accusation et ils avaient été réunis en une seule procédure mercredi par le tribunal. Le procès contre six députés s'était ouvert le 3 août et celui contre deux autres le 26 octobre.

Ces députés, élus du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), dissous en juin, sont accusés dans le cadre de l'article 125 du code pénal turc d'"avoir constitué l'aile politique" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) au sein du parlement et "d'avoir collaboré avec le PKK pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est (à majorité kurde) anatoliens". Cet article prévoit la peine de mort.

Il s'agit de Hatip Dicle, président du DEP, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, ainsi que de Mme Leyla Zana, tous membres du DEP, dissous le 16 juin, et du député indépendant Mahmut Alinak, démissionnaire du DEP.

Ils sont détenus depuis la levée de leur immunité parlementaire le 2 mars et sont déchus de leurs sièges depuis la dissolution du DEP. Seul M. Alinak conserve sa qualité de député parce qu'il n'était plus membre du parti lors de son interdiction.

Les deux autres députés sont Sedat Yurtdas et Selim Sadak, emprisonnés depuis juillet.

CE/mf

AFP /JO0245/101611 NOV 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0228 4 I 0133 TUR /AFP-DQ70

Turquie-Kurdes

15 soldats tués, 10 autres blessés par des rebelles kurdes

ANKARA, 10 nov (AFP) - 15 soldats turcs ont été tués et 10 autres blessés lors d'une embuscade des rebelles kurdes contre une patrouille de l'armée dans la nuit de mardi à mercredi dans la région de Eruh (sud-est, province de Siirt) a-t-on appris jeudi de sources officielles.

Les maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) n'ont pas subi de pertes, a-t-on appris auprès de la préfecture de Diyarbakir.

L'embuscade a fait 12 morts sur le coup. Trois blessés ont succombé à l'hôpital, a-t-on ajouté.

La rébellion du PKK, déclenchée il y a plus de dix ans dans le sud-est et l'est anatoliens à majorité kurde, a fait plus de 15.000 morts, dont des militaires, maquisards et civils.

KG/dfg/ms

AFP /JO0245/101250 NOV 94

## Nouvelle incursion en Irak

# Téhéran bombarde les Kurdes

*L'aviation iranienne a mené un raid dans la « zone d'exclusion » sous protection occidentale.*

Quatre jours après le bombardement de la principale base des Moudjahiddine du peuple en Irak, l'aviation iranienne a attaqué hier un camp de la résistance kurde iranienne (PDKI). Celui-ci est situé, selon une source kurde, à une soixantaine de kilomètres à l'intérieur de la « zone autonome kurde » du nord de l'Irak.

Les chasseurs-bombardiers ont, selon l'agence officielle Irna, « sérieusement endommagé un centre de commandement, un dépôt de munitions et une base commune aux groupuscules contre-révolutionnaires dans la région de Khoi Sandjak ». Cette localité est située à une soixantaine de km d'Irbil (capitale du Kurdistan ira-

kien) et au nord du 36° parallèle, limite méridionale de la « zone d'exclusion aérienne » protégée par les aviations américaine, britannique et française.

Pourquoi ces bombardements ? L'Iran n'a apparemment plus de raisons d'intervenir dans les hostilités entre Kurdes irakiens. Les combats opposant les islamistes soutenus par Téhéran aux « Pechmegas » (combattants) de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan d'Irak) de Jalal Talabani ont cessé depuis plus d'un mois.

En revanche, estime ce Kurde iranien, « ces raids visent à banaliser, voire même

à nier l'existence de la zone kurde d'Irak protégée par les Occidentaux ».

C. L. (avec AFP.)

● **Koweït : une reconnaissance « insuffisante »** .- Le Koweït estime que l'annonce par Bagdad de sa reconnaissance du Koweït demeure « inacceptable et insuffisante tant qu'elle ne sera pas avalisée par le Conseil de commandement de la révolution et le Parlement irakien, et ratifiée par les Nations unies ». A Paris, le Quai d'Orsay a déclaré : « C'est une manifestation d'intention, mais les intentions ne suffisent pas. Il faut une reconnaissance sans ambiguïté et sans marchandage. »

### SOLIDARITÉ

#### RACKET. Détention prolongée pour les deux Kurdes arrêtés

● La Chambre d'accusation de Genève a prolongé jusqu'au 30 novembre la détention préventive des deux Kurdes arrêtés la semaine dernière à Genève. Tous deux sont inculpés de menaces, extorsions de fonds et lésions corporelles simples. On leur reproche d'avoir racketté plusieurs compatriotes, des Turcs d'origine kurde, pour financer des mouvements d'indépendance. Un commerçant aurait notamment été sommé de verser 25 000 francs. L'un des deux prévenus a comparu en audience publique. Il a nié avoir touché à des actions illégales, tout en reconnaissant être sympathisant du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et actif dans le soutien financier à la cause kurde. L'inculpé a en fait accusé le consulat de Turquie à Genève de mener la chasse contre les Kurdes établis en Suisse afin qu'ils soient expulsés. L'avocat du prévenu a estimé que le dossier ne contenait aucune charge précise contre son client.

## l'Humanité

10 novembre 1994

### Procès de six députés kurdes

Ce jeudi 10 novembre s'ouvre à Ankara le procès de six députés kurdes, parmi lesquels une femme, M<sup>me</sup> Leyla Zana. Selon le Code pénal turc, tous encourent la peine de mort pour délit d'opinion. Sylvie Jan, secrétaire générale de l'Union des femmes françaises, sera aux côtés de Leyla Zana à l'ouverture du procès. Elle sera porteuse de nombreux messages de solidarité de femmes de France et du monde entier.

## La Tribune

10 novembre 1994

DESFOSSÉS

**IRAK.** Le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) a affirmé, hier, que les raids de l'aviation iranienne sur le Kurdistan irakien, en violation de la zone d'exclusion aérienne, ont fait « des morts et des blessés » dans la population kurde. « Dans la matinée de mercredi, des bâtiments habités par les familles des peshmegas [combattants kurdes] et des membres du PDKI et situés à l'intérieur de la zone protégée par l'ONU ont été bombardés par six chasseurs irakiens, selon un communiqué du PDKI.

JEUDI  
10 NOVEMBRE 1994  
24 HEURES

# L'Irak frappe son opposition en Irak au risque de mécontenter Saddam

L'aviation de Téhéran a bombardé plusieurs bases au Kurdistan irakien. Ces attaques répondent à des tentatives d'infiltration de commandos qui cherchaient à saboter des installations pétrolières dans le sud-est du pays.

En moins de trois jours, c'est la deuxième fois que le régime de Téhéran prend pour cible une base des organisations d'opposition iraniennes en Irak. Samedi dernier, la principale base de l'Organisation des Moudjahidin du peuple d'Irak, située à 80 km de la frontière iranienne et surnommée Achraf, du nom de la première femme du chef du mouvement, Massoud Radjavi, a été touchée par trois missiles à moyenne portée Scud-B, tirés depuis l'Irak. Cette première attaque n'a pas fait de victime, selon les Moudjahidin.

## Protection alliée

L'attaque d'hier, menée par des avions, visait, quant à elle, la principale base du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), située à 60 km de la frontière iranienne, à l'ouest de la

ville d'Erbil, dans une région contrôlée par les Kurdes irakiens et qui bénéficie, en principe, de la protection aérienne des forces alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France), basées en Turquie.

Alors que les feux de l'actualité sont braqués sur Téhéran en raison du procès des assassins présumés de Bakhtiar, qui se déroule actuellement à Paris, on peut se demander pourquoi les dirigeants irakiens prennent le risque d'attirer l'attention sur eux. Pour les responsables des Moudjahidin du peuple, ces attaques ne seraient pas sans liens avec le rapport publié la semaine dernière par le Département d'Etat américain, qui affirme que le mouvement de Massoud Radjavi est «profondément antidémocratique et ne constitue en aucun cas une alternative» pour le ré-

gime de Téhéran.

## «Feu vert»

Un rapport qui a profondément irrité les Moudjahidin, d'autant plus qu'il précise que «l'Organisation des Moudjahidin du peuple est soutenue militairement et financièrement par le régime de Saddam Hussein et ne bénéficie d'aucun soutien parmi la population de l'Irak et les exilés irakiens». Pour les Moudjahidin, il s'agit d'un «feu vert» au régime de Téhéran. Les Kurdes irakiens, quant à eux, affirment que les attaques répétées des forces armées iraniennes sont d'abord et avant tout une façon de saper «l'expérience démocratique dans le Kurdistan irakien», où un gouvernement autonome a été mis en place depuis 1991 avec le soutien des pays occidentaux. Reste que Massoud Barzani,

un des deux chefs des Kurdes irakiens, s'est rendu il y a à peine deux semaines en Iran pour y rencontrer les responsables iraniens. Un voyage qui a été selon ses dires très fructueux.

## Détourner l'attention

Sans doute, pour le régime irakien, qui doit faire face à une crise économique et sociale très profonde, ces attaques constituent un bon moyen de détourner l'attention de la population qui souffre particulièrement d'une inflation galopante. Au cours des trois derniers mois, les prix des principaux produits de consommation ont augmenté entre 50 et 150%. Par ailleurs, les attaques armées des groupes d'opposition en territoire iranien même se sont également multipliées au cours des derniers mois.

Siavosh Ghazi □

## ETCÆTERA

### ATTENTAT EN TURQUIE

Les deux poseurs d'une bombe piégée dans une voiture ont été tués mercredi à Diyarbakir lors de la manipulation de leur engin. Diyarbakir est le chef-lieu du Sud-Est anatolien à majorité kurde. La rébellion armée du PKK, déclenchée il y a plus de dix ans contre la Turquie dans le Sud-Est et l'Est anatoliens, a fait au moins 15 000 morts.

LA LIBERTÉ • JEUDI 10 NOVEMBRE 1994

## KURDISTAN IRAKIEN

# L'Irak a bombardé des bases de «contre-révolutionnaires»

*Les attaques de Téhéran contre des camps de moudjahidine en Irak sont fréquentes. Mais jamais encore par l'air.*

L'aviation iranienne a attaqué mercredi «des bases de contre-révolutionnaires» iraniens au nord d'Erbil dans le Kurdistan d'Irak, a annoncé l'agence iranienne officielle IRNA. L'opération s'est déroulée à l'aube et tous les appareils ont regagné l'Irak sans dommage, a précisé IRNA. Les chasseurs-bombardiers iraniens ont «sérieusement endommagé un centre de commandement, un dépôt de munitions et une base commune aux groupuscules contre-révolutionnaires dans la région de Koi Sandjak», a affirmé IRNA, citant une «source militaire informée». La région de Koi Sandjak se trouve à une soixantaine de kilomètres de la frontière iranienne. Elle est située à proximité du 36<sup>e</sup> parallèle, au nord duquel les Etats-Unis et leurs alliés de la coalition anti-irakienne ont imposé une zone d'exclusion aérienne pour protéger la population kurde des attaques de Bagdad.

L'agence officielle iranienne avait annoncé dans un premier temps un raid contre une base des moudjahidine du peuple, principale organisation d'opposition armée au régime de Téhéran basée en Irak. Outre les moudjahidine, le terme d'«éléments contre-révolutionnaires» utilisé par IRNA re-

couvre généralement plusieurs groupes kurdes d'opposition opérant également à partir de l'Irak.

### REPRÉSAILLES

IRNA a indiqué que l'opération de mercredi avait été décidée en représailles à plusieurs tentatives récentes d'infiltration et de sabotage dans les régions frontalières iraniennes. Téhéran avait fait état la semaine dernière de plusieurs tentatives d'infiltration de commandos de moudjahidine dans le sud-ouest de l'Irak afin d'y commettre des attentats contre des objectifs pétroliers. IRNA avait affirmé que les garde-frontières iraniens avait attaqué dimanche une base des moudjahidine près de Bagdad, lors d'une opération de poursuite d'un de ces commandos en territoire irakien. Version démentie par les moudjahidine. Bagdad a menacé l'Irak de riposte militaire. Les attaques ponctuelles des forces iraniennes contre des éléments ou des bases de l'opposition en Irak sont relativement fréquentes. Mais depuis mai 1993, c'est la première fois en revanche que Téhéran envoie son aviation pour bombarder des bases de groupes d'opposition en territoire irakien.

ATS

## KURDISTAN TURC

# Une bombe saute à Diyarbakir sur fond de tribunal à Ankara

*Jugement de députés kurdes accusés d'irréductibilité, passibles de mort. La défense obtient une seule procédure.*

Une personne a été tuée et six autres ont été blessées mercredi dans l'explosion d'une bombe de forte puissance qui s'est produite dans un garage situé dans le centre de la ville de Diyarbakir (sud-est de la Turquie).

Selon la police, la déflagration a également causé d'importants dégâts dans le garage et détruit plusieurs véhicules. La responsabilité de l'attentat n'a pas été revendiquée. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'homme qui posait la bombe sous une voiture aurait péri dans l'explosion.

Diyarbakir est la principale ville du sud-est de la Turquie, où les Kurdes ont engagé depuis 1984 une lutte armée en faveur de l'autonomie. En l'espace de dix ans, les violences ont coûté la vie à plus de 13 000 personnes.

### PASSIBLES DE MORT

Parallèlement, les deux procès de huit députés turcs d'origine kurde ont été réunis à la demande de la défense en une seule procédure par la Cour de sûreté de l'Etat mercredi à Ankara, a rapporté l'agence Anadolu. Les accusés sont passibles de la peine de mort pour «séparatisme».

La demande de la défense de mise en liberté des accusés a été rejetée par le tribunal, a-t-on appris de même source.

Les huit députés sont des élus du Parti prokurde de la démocratie (DEP), dissous en juin. Ils sont accusés dans le cadre de l'article 125 du Code pénal «d'avoir constitué l'aile politique» du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) au Parlement et «d'avoir collaboré avec le PKK pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est (à majorité kurde) anatoliens». Cet article prévoit la peine de mort.

Deux de ces députés, MM. Sedat Yurtdas et Selim Sadak, emprisonnés depuis juillet, ont comparu devant le tribunal mercredi. Leur procès s'était ouvert le 26 octobre. Ils vont recommencer jeudi.

Les six derniers nommés sont détenus depuis la levée de leur immunité parlementaire le 2 mars et sont en jugement depuis le 3 août. Sept de ces personnes ont été exclues du Parlement depuis la dissolution du DEP.

ATS

# Iraq Recognizes Kuwait; Only a Step, U.S. Says

## Washington Asserts Baghdad Regime Must Comply With Other Resolutions

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The White House said Thursday that Iraq's recognition of Kuwait must be in "practice as well as in words" and that Baghdad had to comply with other United Nations resolutions before sanctions could be lifted.

"If that is, in effect, true in practice as well as in words, that is positive," said the White House press secretary, Dee Dee Myers. "But there are a number of other elements in UN resolutions that Iraq must adhere to before we can even discuss lifting sanctions."

The Iraqi press agency INA said the Parliament and President Saddam Hussein's Revolutionary Council had conferred formal recognition of Kuwait's existence during a special session on Thursday. The United States and its allies had demanded that Iraq's top bodies recognize the borders of Kuwait before they even consider lifting a four-year-old embargo.

After the Iraqi announcement, France differed publicly with the United States over the issue of further compliance, saying the United Nations should make "gestures" to Baghdad once its recognition of Kuwait became official through notification of the world body.

But Ms. Myers said the other measures the United States would require of Iraq included releasing political prisoners, returning property seized from Kuwait and dismantling their weapons program.

The Iraqi action on Thursday was the first time since Kuwaiti independence in 1961 that Baghdad had recognized its southern neighbor. Iraq's territorial claim on Kuwait led to its invasion on Aug. 2, 1990, and the 1991 Gulf War.

The parliamentary vote was attended by the Russian foreign minister, Andrei V. Kozyrev, who flew into Baghdad on Wednesday for talks on the UN demand that Iraq recognize Kuwait and the border drawn after U.S.-led forces drove the Iraqis out of the emirate.

"The step toward recognition of Kuwait shows to the world that Baghdad is a factor of stability, not of a military crisis," Mr. Kozyrev told the council, according to the Russian press agency Itar-Tass.

The Parliament has never defied Mr. Saddam and had been expected to endorse the proposal in a bid to persuade the UN Security Council to ease sweeping punitive sanctions.

The Iraqi press agency did not say how many members of the 250-seat body en-

dorsed the bill, or how the vote was taken. There was no immediate reaction from the United Nations or Kuwait.

In Paris, a spokeswoman for the French Foreign Ministry, Catherine Colonna, said that Iraq's actions were "a step in the right direction" but not official, and that the United Nations had to be notified.

But once this happens, she said, "that would be a new and important fact that the UN Security Council should take into account" on Monday when it reviews the sanctions.

She said that Iraq should still be forced to comply with all resolutions stemming from the Gulf War, but that "positive statements should be answered with gestures from the international community."

Earlier, the French foreign minister, Alain Juppé, also said that "if confirmed" Iraq's move

would have to be considered by the United Nations.

Mr. Saddam first indicated readiness to bow to demands for recognition of Kuwait last month, when Mr. Kozyrev traveled to Baghdad in a bid to defuse a new crisis, sparked by an Iraqi troop buildup near the Kuwait border.

The Iraqi mobilization led to a counterbuildup in Kuwait by the U.S.-led Western allies. They threatened to strike Iraq if it did not move its forces back.

At Mr. Kozyrev's urging, Mr. Saddam disassembled the 80,000-member force he had moved to the border on Oct. 5 and offered to recognize Kuwait. In return, Russia agreed to push the UN Security Council to ease the embargo of Iraq.

Russia, once Iraq's chief arms supplier, hopes through its mediation in the Gulf crisis to regain influence in the Middle East which it had lost when the Soviet empire collapsed in 1991.

The United States and Britain remain reluctant to relax the embargo, hoping the hardship it entails will ultimately bring down Mr. Saddam's regime.

But Russia, France and China, the three other permanent Security Council members, have been pressing for a gesture to reward Baghdad for its compliance with key council demands, including the dismantling of its weapons of mass destruction and the recognition of Kuwait.

(Reuters, AFP)

FRIDAY, NOVEMBER 11, 1994

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**  
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Libération → jeudi 10 novembre 1994

## L'Iran bombarde des bases kurdes en Irak

POUR LA SECONDE FOIS en quatre jours, l'Iran est intervenu mercredi matin en Irak où son aviation a bombardé plusieurs «bases» de l'opposition iranienne. Selon l'agence officielle Irna, quatre chasseurs-bombardiers iraniens ont pris pour cible «une base, un centre de commandement et un dépôt de munitions communs aux groupuscules contre-révolutionnaires», près de Koi Sandjak, à l'est de Kirkouk, dans le Kurdistan irakien. Cette fois, c'est le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) qui a été attaqué. Selon le PDKI, une femme a

été tuée et trois personnes blessées.

En attaquant la région de Koi Sandjak, à une soixantaine de km de la frontière, l'aviation iranienne a pénétré en profondeur à l'intérieur de l'Irak, allant jusqu'à proximité du 36<sup>e</sup> parallèle, au nord duquel Washington et ses alliés ont imposé une zone d'exclusion aérienne pour protéger la population kurde des attaques de Bagdad. C'est aussi la première fois depuis mai 1993 que le régime iranien envoie son aviation pour frapper un objectif à l'intérieur de l'Irak. L'Iran a souligné que l'attaque aérienne répondait à plu-

sieurs tentatives récentes de sabotage des groupes d'opposition dans ses régions frontalières, ainsi qu'à l'attentat à la bombe qui a fait deux morts lundi à Téhéran, que le régime a attribué à la formation d'opposition des Moudjahidin du peuple.

Dimanche, l'agence Irna avait déjà annoncé une attaque de garde-frontières iraniens contre une base de Moudjahidin du peuple. Toutefois, le fait que cette base soit située à quelque 200 km à l'intérieur du territoire rend peu crédible la version iranienne. Bagdad, qui a menacé mardi Téhéran de «riposte militaire», et les Moudjahidin du peuple assurent pour leur part que l'armée iranienne a tiré trois missiles Scud-B sur une base de ces derniers. (AFP, Reuter)

Eröffnung eines Wasserstollens bei Urfa**Einweihung des südostanatolischen Eldorados**

Die türkische Staatsführung hat am Mittwoch in Südostanatolien in der Nähe der Stadt Urfa einen Stollen zur Bewässerung der Region feierlich eröffnet. Es handelt sich dabei um das Herzstück eines gigantischen Energie- und Bewässerungsprojekts, das die an der syrischen Grenze gelegene Trockenebene zur Kornkammer des Nahen Ostens verwandeln soll. Mit der Eröffnung des Stollens hat die Türkei gegenüber ihren südlichen Nachbarn, wo sich die Wasserknappheit immer deutlicher bemerkbar macht, Stärke demonstriert.

it. Istanbul, 9. November

Mit einem Knopfdruck hat der türkische Präsident *Demirel* am Mittwoch das Wasser des Euphrats in die Kanäle der südostanatolischen *Harran-Ebene* umgeleitet. Damit ging für ihn eine jahrzehntelang gehegte Vision in Erfüllung. Sichtlich bewegt verkündete *Demirel* in einer Ansprache, dass sich mit der Eröffnung des Stollens in der Region die Geographie verändert habe. Das Schicksal der Türkei habe sich gewendet, das Land habe ein neues Gesicht. In Anatolien seien die Zeiten der Armut, Arbeitslosigkeit und Hilflosigkeit vorbei. Als Dank für die Dienste des Politikers offerierte die lokale Administration *Demirel* in einem Kristallkelch dem eben eröffneten Stollen entnommenes Wasser. Mit dieser Geste wollte *Demirel* seine Durchsetzungskraft beweisen. Er war es, der als erster türkischer Politiker die Bedeutung des Wassers im Nahen Osten vorausgesehen hatte und das bisher ambitionöseste Projekt der Türkei, das *Südostanatolien-Projekt*, abgekürzt als GAP bezeichnet, in die Wege leitete. Bereits im Oktober 1965 hatte *Demirel* den Bauern in Urfa versprochen, mit einem modernen Bewässerungssystem ein Austrocknen ihrer Felder zu verhindern. Zehn Jahre später war er beim Baubeginn des Urfa-Stollens anwesend. Weil er als Architekt des GAP gilt, nennt ihn die lokale Bevölkerung König der Dämme.

**Ein ambitioniertes Projekt**

Das gigantische GAP sieht den Bau von insgesamt 19 Kraftwerken und 22 Staudämmen vor, welche vom Wasser der Ströme Euphrat und Tigris gespeist werden sollen. Das Netz von Kanälen und Stollen erstreckt sich über eine Region von 1,7 Millionen Hektar entlang der türkisch-syrischen Grenze. Mit der im Jahr 2005 vorgesehenen Fertigstellung des Projekts sollen in der Region über 3,5 Millionen neue Arbeitsplätze entstanden sein. Die sechs trockenen, armen und gegenwärtig unruhigen kurdischen Grenzprovinzen der Türkei sollen sich bis zu diesem Zeitpunkt in ein grünes Eldorado verwandeln. Geplant sind eine bewässerte Fläche von rund 1,6 Millionen Hektar und eine Elektrizitätsproduktion von jährlich 26 Milliarden Kilowattstunden, was einem Fünftel des gegenwärtigen Wasserkraftpotentials der Türkei entspricht. Die Planer sehen in den bewässerten Feldern ein gewaltiges landwirtschaftliches Potential, das weit über den Eigengebrauch reicht, und rechnen mit Exporten nach Europa und in den Nahen Osten. Es handle sich nicht um einen Traum, sondern um ein Werk der Türkei für die Menschheit, erklärte bei der Eröffnungsrede überschwänglich die türkische Regierungschefin Ciller.

Das prestigeträchtigste Bauwerk des GAP ist der *Atatürk-Stausee*, dessen Volumen die Wassermenge des Bodensees um die Hälfte übertreffen soll. Für den 169 Meter hohen Damm wurden 85 Millionen Tonnen Gestein verwendet. Laut Angaben der Tageszeitung «*Milliyet*» hätte die Türkei mit diesem Material ebenso eine 15 Meter hohe und 3 Meter breite Mauer entlang der Grenze zu Syrien, dem Irak, Iran und Armenien bauen können. Zwei Bewässerungstollen, jeder von ihnen rund 26 Kilometer lang, sollen bei der Vollendung des Projektes den Atatürk-Stausee mit der Ebene von Harran verbinden. Es soll sich dabei weltweit um die längsten Bauwerke dieser Art handeln. Der eine dieser Stollen, der am Mittwoch eingeweiht wurde, führe nicht eigentlich durch den Felsen, sondern durch die Jahrhunderte, erklärte *Demirel*. Mit dem Traum eines Eldorados in Südostanatolien liess er vergessen, dass die Region gegenwärtig von einem Bürgerkrieg erschüttert wird. Die Ambitionen Ankaras gehen dahin, dank den reichen, mit dem GAP allmählich kontrollierten und genutzten Wasserressourcen in Zukunft im Nahen Osten die Rolle einer Regionalmacht zu spielen. Der Traum ist allerdings kostspielig. Bisher sind für das GAP rund 11 Milliarden Dollar ausgegeben worden. Gemäss den Angaben des Vorsitzenden der GAP-Administration entspricht diese Summe lediglich 34 Prozent der Gesamtkosten. Finanzielle Engpässe sind laut diesen Angaben bisher keine aufgetreten, da in bezug auf das GAP in der Türkei ein politischer und sozialer Konsens bestehe.

**Reaktion der Opposition**

Von dieser Einigkeit war am Mittwoch allerdings nicht viel zu spüren. Die wichtigste Oppositionspartei, die Mutterlandspartei (*Anap*), beschuldigte die Regierung, die *Harran-Ebene* sinnlos zu bewässern, da im November eine künstliche Bewässerung in dieser Region nicht nötig sei. Die Eröffnung des Tunnels werde gefeiert, obwohl die Bauarbeiten keineswegs beendet worden seien. In der Tat konnte der Stollen nur dank einer sogenannten «*Bypass-Pipeline*» eröffnet werden, die Arbeiten am Stollen sind noch nicht beendet. Die Eile der Regierung führte *Yilmaz* darauf zurück, dass Anfang Dezember Nachwahlen stattfinden.

Der Zeitpunkt der Eröffnung wurde auch von den hiesigen Medien hinterfragt. Hervorgehoben wurde vor allem die symbolische Bedeutung der Feierlichkeiten. Die Regierungschefin Ciller reiste in der vergangenen Woche nach Israel und nach Ägypten. In ihren Gesprächen stand Wasser so-

wohl in Jerusalem wie auch in Kairo weit oben auf der Traktandenliste. Die Eröffnung des Tunnels sollte, so vermuteten einige Kommentatoren, nun kurz nach dem jüngsten Friedensabkommen im Nahen Osten den türkischen Wasserreichtum demonstrieren und gleichzeitig das Bewusstsein der Türken stärken. «Die ölfreudigen Nachbarn schauen voll Neid zu uns», schrieb «Milliyet». «Aber wir besiegen unseren Ölkomplex mit Wasser.»

## Kurdischer Stützpunkt im Nordirak bombardiert

Angriff der iranischen Luftwaffe

Nikosia, 9. Nov. (ap) Iranische Kampfflugzeuge haben am Mittwoch morgen einen Stützpunkt der kurdischen Opposition im Nordirak bombardiert. Wie die Demokratische Partei des iranischen Kurdistan mitteilte, käm dabei mindestens eine Per-

son ums Leben, drei Personen wurden verletzt. Die amtliche Teheraner Nachrichtenagentur Irna hatte zunächst gemeldet, die Luftwaffe habe in Vergeltung für Sabotageversuche ein Lager der grössten Oppositionsgruppierung, der *Volksmujahedin*, bombardiert. In einer späteren Meldung von Irna hiess es dann nur noch, die Kampfflugzeuge hätten einen Stützpunkt von «Konterrevolutionären» angegriffen und dabei die Kommandozentrale und ein Munitionsdepot getroffen. Laut kurdischen Angaben fand die Bombardierung in *Koi Sanjak* statt, das in dem Gebiet liegt, in dem die Alliierten nach dem Golfkrieg 1991 ein Flugverbot verhängt hatten, um die kurdische Bevölkerung vor irakischen Luftangriffen zu schützen. Iranische Kampfflugzeuge hatten zuletzt im Juli 1993 kurdische Stützpunkte attackiert. Vor drei Tagen hatte die iranische Armee nach Angaben der Volksmujahedin ihr 80 Kilometer westlich der iranischen Grenze gelegenes Militärlager *Ashraf* mit Raketen beschossen.

LE JOURNAL DE GENÈVE - 11 novembre 1994

DIPLOMATIE *Incidents à l'Ambassade de Turquie*

# Fin du conflit entre Berne et Ankara

*Les deux pays se sont mis d'accord pour repourvoir à nouveau leurs missions diplomatiques.*

La manifestation devant l'Ambassade turque à Berne du 24 juin 1993, organisée dans le cadre des démonstrations du Parti Kurde des Travailleurs (PKK) dans différentes villes d'Europe, a dégénéré en une fusillade. Au cours de la manifestation, un participant fut tué et neuf autres personnes blessées. Comme des membres de l'Ambassade avaient utilisé des armes à feu, le Conseil fédéral, sur demande de la justice bernoise, avait demandé à Ankara la levée de l'immunité parlementaire de plusieurs diplomates et, dans un deuxième temps, de l'ambassadeur.

Dès le début, le Conseil fédéral a soutenu que l'instruction devait se dérouler selon les règles du droit. Ankara refusa cependant de lever l'immunité de ses diplomates. Il ne fut de ce fait pas possible aux juges d'instruction d'interroger ces personnes. Le Ministère turc des affaires étrangères préféra rappeler ses collaborateurs. Lorsque le Conseil fédéral, sur demande instante du juge d'instruction bernois, demanda que la Turquie renonce à l'immunité de son ambassadeur, Ankara riposta en rappelant son représentant à Berne et exigea en rétorsion que la Suisse en fasse autant de son ambassadeur à Ankara.

Dans cette affaire, deux points de vue ne laissant aucune place à un compromis s'opposaient. La Suisse exigeait d'élucider l'affaire sans vouloir exclure des suites pénales. Cette revendication ne put aboutir, car l'immunité

de chaque diplomate le protège dans le pays hôte. Les Turcs, qui ont perdu plusieurs de leurs diplomates dans des attentats, ont persisté dans leur volonté de s'en tenir à la protection diplomatique de leurs représentants à Berne.

Après la suspension en août dernier de la procédure pénale, les conditions étaient remplies pour mettre fin diplomatiquement à cette affaire et renouer avec des relations normales entre les deux pays. Le dialogue n'a en fait jamais été rompu, mais fortement entravé. La politique extérieure de la Suisse a comme principe de ne pas bloquer les contacts dans des situations difficiles. La Turquie est un partenaire délicat, car celui-ci est entraîné dans le tourbillon de la guerre civile par le problème kurde. Dans ce conflit, les Droits de l'homme et des minorités sont bafoués, alors que la Turquie devrait défendre et renforcer ces droits en tant que membre du Conseil de l'Europe. Pour que la Suisse puisse être active comme défenseur des Droits de l'homme et de la démocratie, elle doit rester un interlocuteur à part entière d'un pays en situation délicate afin de pouvoir l'aider à sortir de l'ornière. Cette condition sera à nouveau remplie avec la réinstallation imminente d'ambassadeurs à Berne et Ankara.

**Raul Lautenschütz**

«*Neue Zürcher Zeitung*»  
(adaptation française A.V.)



# Council of Europe passes convention to protect minorities

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The framework convention on the protection of minorities was approved in the Council of Europe's Ministerial Committee meeting in Strasbourg on Thursday.

The committee decided to open the convention for signature at the Parliamentary Assembly meetings which are expected to be held in January.

The convention protects national minorities' language, religious and cultural freedom and in return bars them from seeking independence.

The non-binding document, described as the first such international agreement on minorities, will take effect after 12 of the member states have ratified it but will have only limited impact, Reuters reported.

A council spokesman said controversy forced members to drop a definition of national minorities from the final text, thus sharply cutting its effect.

"States will probably use the loophole to say that this or that group does not constitute a national minority," he said. Turkey does not recognize Kurds as a minority, nor does France recognize Corsicans or Basques as minorities.

The convention authorizes minorities to use and

teach their own language and practice their own religion.

It states that minorities scattered among various countries could cooperate and bans forced assimilation.

On the other hand, it says minorities must respect national constitutions and laws — which effectively bans separatism and armed struggle for independence.

The council will monitor the introduction of the convention provisions into national legislation but has no power to force their adoption.

Meanwhile, Foreign Minister Mümtaz Soysal, who represents Turkey in the Ministerial Committee, told Turkish journalists that the exact description of the minority could not be made in the convention, in Strasbourg on Thursday.

"Every state will make its description on the issue of national minorities, according to the convention. This uncertainty is useful for us," he concluded.

Soysal indicated that this uncertainty was also useful for protecting the rights of the Turks, who are working in European countries. Actually,

some states did not accept this point but there is no article in the convention which prevents this, he noted.

"The convention covers the majority of the rights and freedoms which we want to realize within the framework of our democratization efforts in Turkey," Soysal added.

The Greek Cypriot administration, which took over the Council of Europe's chairmanship from Bulgaria for this term, caused a crisis in Strasbourg, Anatolia news agency reported. The Greek Cypriots blamed Turkey for damaging the cultural heritage of the island by distributing leaflets during an exhibition opened by them in the Council's building. Soysal condemned the Greek Cypriots' attitude in his meeting with Daniel Tarchys, secretary general of the Council. Reportedly Soysal expressed Turkey's uneasiness over the incident and warned Tarchys about Greek Cypriot actions in the Council, during the meeting.

Soysal also told journalists that Turkey would not accept discussions being held on Cyprus in the Council, as long as Turkish Cypriots were not represented.

L'ALSACE - 11 novembre 1994

## Kurdes interpellés : échange de lettres

*A la suite de l'interpellation de 22 ressortissants kurdes en gare de Mulhouse, le maire Jean-Marie Bockel et le préfet Cyrille Schott ont échangé un courrier.*

Dans nos éditions d'hier, nous relations l'interpellation mercredi matin, par la Sûreté urbaine à la gare centrale de Mulhouse, de vingt-deux Kurdes, dont neuf enfants en bas âge, ayant débarqué du train Vintimille-Strasbourg. Ils s'étaient débarrassés de leurs billets qui auraient pu prouver qu'ils venaient d'Italie. S'affirmant demandeurs de l'asile politique, ils ont été remis en liberté en fin d'après-midi, mercredi, après leur garde à vue dans les locaux du commissariat central, puis hébergés en ville dans des familles d'accueil. Le lendemain, ils se sont rendus au siège de l'Association des travailleurs et patriotes du Kurdistan, rue de Wattwiller à Mulhouse, où ils devaient être hébergés la nuit dernière.

Soit les familles en situation irrégulière seront contraintes de regagner la Turquie, soit la préfecture leur délivrera un titre de séjour provisoire en attendant la décision de l'OF-PRA quant à leur demande d'asile politique en France.

A ce sujet, le maire Jean-Marie Bockel a adressé hier une lettre-fax à Cyrille Schott, le préfet du Haut-Rhin. Le signataire rappelle d'abord les « réels problèmes » posés depuis quelques années par une partie de l'importante communauté d'origine kurde à Mulhouse.

Puis, sans remettre en cause le principe du droit d'asile et « le nécessaire respect des droits et de la dignité de toute personne humaine », le maire recommande « la plus extrême prudence et la plus

grande fermeté face à un dévoiement du droit d'asile qui risque d'entraîner des conséquences négatives dans notre ville, à commencer par une plus grande difficulté dans l'exercice normal du droit d'asile lorsqu'il se justifie réellement ».

Une « maîtrise de la situation » qui est demandée aux pouvoirs publics sans laquelle ceux-ci prendraient le risque de « compromettre gravement le nécessaire processus d'intégration des immigrés présents dans notre ville et ce faisant de menacer la cohésion sociale et la paix civile ». Le préfet a répondu hier soir par fax au maire de Mulhouse. « Votre souhait de limiter les flux migratoires correspond tout à fait à la politique conduite par le gouverne-

ment, fondée à la fois sur la lutte contre l'immigration clandestine et la recherche d'une meilleure intégration des étrangers en situation irrégulière », écrit Cyrille Schott. S'agissant du groupe arrivé à Mulhouse, le préfet précise que « la loi ne me permet pas de reconduire à la frontière des étrangers en situation irrégulière qui sollicitent l'asile, à moins qu'ils soient réadmissibles dans le pays de provenance avec lequel l'Etat français aurait passé une convention bilatérale. Cette réadmission n'étant pas possible dans ce cas précis, la mise en rétention administrative des personnes concernées encourrait la censure du juge administratif. »

Il poursuit : « Selon la réponse qui sera apportée par l'OF-PRA à cette demande d'asile, ces personnes pourront soit demeurer sur le territoire national, soit devront le quitter. » Et conclut : « Parallèlement, j'ai demandé aux services de police d'exercer une surveillance accrue et de travailler au démantèlement des filières d'acheminement d'immigrés clandestins dans le département. »

P.G.

## Diplomatischer Konflikt mit Ankara bereinigt

### Beziehungen wieder auf Botschafterebene

Rund anderthalb Jahre nach der Abreise des türkischen und der erzwungenen Abberufung des schweizerischen Botschafters sind Bern und Ankara übereingekommen, ihre bilateralen Beziehungen wieder auf Botschafterebene zu führen. Der diplomatische Konflikt war das Ergebnis einer Kurdendemonstration und anschliessenden wilden Schiesserei auf und vor dem Gelände der türkischen Botschaft in Bern.

Is. Bern, 10. November

Im Rahmen von europaweit organisierten und simultan in verschiedenen Hauptstädten durchgeführten und der kurdischen Arbeiterpartei PKK zugeschriebenen Demonstrationen gegen den türkischen Staat war es am 24. Juni 1993 auch vor dem Areal der türkischen Botschaft in Bern zu schweren Auseinandersetzungen gekommen. Diese gipfelten in einer wilden Schiesserei, in deren Verlauf ein Demonstrant tödlich getroffen und neun weitere Personen verletzt wurden. Weil Botschaftsangehörige von Schusswaffen Gebrauch gemacht hatten, verlangte der Bundesrat auf Antrag der Berner Untersuchungsbehörden von Ankara zunächst die *Aufhebung der diplomatischen Immunität* von einzelnen Botschaftsmitarbeitern und schliesslich auch des Botschafters.

#### Eskalation eines Konflikts

Der Bundesrat stellte sich von Anfang an auf den Standpunkt, die Untersuchung müsse rechtsstaatlich einwandfrei durchgeführt werden, weshalb die türkischen Behörden das notwendige Ermittlungsverfahren nicht behindern dürften. Der damalige Bundesanwalt betonte, die Eidgenossenschaft werde die Ereignisse ohne politische oder diplomatische Rücksichtnahme abklären. Ankara verweigerte indessen die Immunitätsaufhebung der Botschaftsangehörigen als nötige Voraussetzung für deren Befragung durch einen schweizerischen Untersuchungsrichter. Das türkische Aussenministerium zog es vor, seine Mitarbeiter *zurückzurufen*. Als der Bundesrat nach Ablauf der mehrwöchigen Sommerpause auf Drängen des bernischen Untersuchungsrichters auch noch den Verzicht auf den Immunitätsschutz des türkischen Botschafters verlangte, schlug Ankara zurück. Es zog seinen Vertreter in der Schweiz ab und verlangte als Retorsionsmassnahme die Abberufung des schweizerischen Botschafters in der Türkei.

#### Gegensätzliche Positionen

Im nachhinein ist es müssig zu spekulieren, ob dieser Bruch durch ein besseres diplomatisches Management hätte vermieden werden können. Tatsache ist, dass in dieser Affäre zwei sich gegenseitig ausschliessende Positionen aufeinanderstiessen. Die Schweiz beharrte mit Hinweis auf den Rechtsstaat – und im Bemühen um präven-

tive Abwehr weiterer «Stellvertreterkriege» verfeindeter ausländischer Volksgruppen auf ihrem Territorium – auf restloser Abklärung unter Einschluss allfällig nötiger strafrechtlicher Konsequenzen. Dieser Anspruch liess sich aber nie durchsetzen, weil die Immunität jeden Diplomaten vor Rechtsverfahren in seinem Gastland schützt. Dieser für einen Rechtsstaat stossende rechtsfreie Raum ist unter anderem der Preis für den Schutz seiner eigenen Diplomaten vor politischer oder anders motivierter Rechtswillkür in Ländern mit wenig Rechtssicherheit. Die Türken wiederum, die bereits zahlreiche Diplomaten durch *Attentate* verloren haben, beharrten auf dem Immunitätsschutz ihrer Botschaftsangehörigen. Aus ihrer Sicht kamen diese bloss einer selbstverständlichen Pflicht zur Selbstverteidigung gegen einen sie überall physisch bedrohenden Feind nach.

#### Reparierte Kommunikationskanäle

Nach der im letzten August bekannt gewordenen Einstellung des Strafverfahrens in Bern waren die Voraussetzungen gegeben, die Affäre auch diplomatisch zu beenden und den Normalzustand zwischen zwei sich gegenseitig anerkennenden Staaten wieder herzustellen. Der Dialog war zwar nie abgebrochen, aber doch sehr stark beeinträchtigt worden. Zu den zweifellos richtigen Grundsätzen der schweizerischen Aussenpolitik zählt aber die Überzeugung, dass gerade in schwierigen Situationen die Kommunikationskanäle nicht verstopft, sondern *intensiv genutzt* werden. Die Türkei ist ein schwieriger Partner, weil ihn die ungelöste Kurdenfrage immer stärker in den verhängnisvollen Strudel des Bürgerkrieges zieht. Im Zuge dieser Entwicklung werden die Menschen- und Minderheitsrechte gravierend missachtet, obschon die Türkei als Mitglied des Europarates diese verteidigen und stärken müsste. Damit die Schweiz, die sich der Förderung von Menschenrechten, Demokratie und Rechtsstaat verpflichtet fühlt, als Anwältin dieser Prinzipien überhaupt wirken und vielleicht mit anderen zusammen beitragen kann, einem in Not geratenen befreundeten Staat aus der Sackgasse zu helfen, muss sie wieder vollwertige Gesprächspartnerin der Türkei sein. Diese Voraussetzung ist mit der bevorstehenden Wiedereinsetzung von Botschaftern in Bern und Ankara erfüllt.

**TURQUIE**

# Ankara adopterait une méthode très radicale contre les Kurdes

**Pour lutter contre les Kurdes, le Gouvernement inaugure une nouvelle stratégie. Brûler des villages entiers pour mieux en contrôler les régions. Pas si nouveau.**

Dans sa lutte contre la guérilla kurde, le Gouvernement turc vient d'imaginer une nouvelle stratégie. Celle-ci consiste ni plus ni moins à évacuer des milliers de petits villages - d'environ mille habitants chacun - pour créer de larges zones centralisées, plus aisées à contrôler. Un projet à la Ceausescu qui pourrait aggraver l'isolement international de la Turquie.

En dépit des déclarations officielles, les experts ne se font aucune illusion. Il s'agit bel et bien d'un projet relevant de la sécurité de l'Etat et non d'un idéal de développement social, comme voudraient le faire croire ses auteurs. « Quand le PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan) s'attaque à un village, on ne peut pas déterminer si, oui ou non, l'action a bénéficié de complicités de partisans du PKK », explique Necattin Cevheri, le ministre d'Etat impliqué dans ce programme. « C'est la raison pour laquelle la concentration des populations dans le sud-est est nécessaire à la sécurité du pays », dit-il encore en rejetant les accusations de ceux qui affirment que les évacuations seront forcées. « Le projet n'a pas que des raisons sécuritaires. Il s'agit également de rendre plus efficaces les services publics aux populations locales. »

**UNE RÈGLE DE LA GUERRE**

En réalité, ce vaste projet est en route depuis plusieurs années. Le ministre de l'Intérieur lui-même a récemment reconnu que 1690 villages kur-

des du sud-est de la Turquie ont été évacués au cours des trois dernières années, dont la moitié entre mai et octobre dernier.

« La dépopulation d'une région disputée est une règle de base de certains types de guerre », rappelle le spécialiste des affaires militaires, Talat Turhan, un ancien officier des services secrets. « Ce type d'opération permet en fait de couper la guérilla du soutien des populations, un soutien dont elle a besoin pour son approvisionnement. » Turhan pense cependant que le projet sera difficile à réaliser.

Depuis juillet, les déplacements des Kurdes des régions visées sont aujourd'hui strictement contrôlés. A l'époque, les autorités ont déplacé près de 1500 habitants de villages reculés vers le district rural de Beytussebap, dans la province de Hakkari. Amnesty International a dénoncé cette opération. Le Gouvernement a alors suspendu la poursuite des déplacements forcés pour les reprendre le mois dernier.

**ISOLER LE PKK**

« On a recours à de telles méthodes lorsque les actions strictement militaires ont échoué et que l'on craint une défaite dans les régions rurales. La stratégie de la concentration vise clairement à couper le PKK de ses bases », estime Ismet Imset, du principal quotidien turc.

Le député du sud-est, Halil Ibrahim Tutu, du SHP, le plus petit parti de la

coalition au pouvoir, juge la nouvelle stratégie gouvernementale sans fondement. Elle ne réussira pas à éradiquer le terrorisme du PKK, dit-il.

Plus de quinze mille personnes ont déjà perdu la vie dans la guerre civile qui, depuis dix ans, ravage le sud-est du pays et qui a été lancée par le PKK pour obtenir l'autodétermination des Kurdes de Turquie. En dépit d'une contre-insurrection très importante et de lourdes pertes du côté gouvernemental, le PKK n'a cessé d'augmenter son capital de sympathie au sein des populations et de voir ainsi grossir ses rangs de nouveaux combattants.

Au cours des trois dernières années, quelque 2,5 millions de personnes, issues d'environ 2000 villages évacués ou détruits, ont émigré vers les grandes villes ou vers l'ouest du pays.

**EXÉCUTIONS SANS JUSTICE**

Dans le sud-est, on compte environ un millier d'exécutions extrajudiciaires. La plupart d'entre elles seraient le fait d'organisations fondamentalistes, comme le Hezbollah. Parmi les victimes, on citera le député du Parti de la démocratie (aujourd'hui banni), Mehmet Sincar, ainsi que le poète kurde Musa Anter.

En raison des nombreuses violations des droits de l'homme perpétrées dans la région dans le cadre du règlement de la question kurde, la Turquie est l'objet de nombreuses critiques sur la scène internationale.

INFOSUD/NADIRE MATER

**AMBASSADIERS**

## Reprise entre Berne et Ankara

**L'éponge est passée sur la fusillade de l'ambassade de Turquie. Normalisation des relations avant peu.**

La Suisse et la Turquie ont décidé de normaliser leurs relations, a-t-on annoncé hier à Berne. Les deux pays vont échanger des ambassadeurs avant la fin de l'année. Le rétablissement des ambassadeurs ne signifie pas que les relations Suisse-Turquie soient exemptes de difficultés, a précisé le porte-parole du DFAE. Un constat de désaccord subsiste notamment au sujet de la situation des droits de l'homme en Turquie, en particulier quant au sort réservé aux représentants du peuple kurde.

Pour Berne, la reprise des contacts de haut niveau « permettra de représenter nos intérêts et nos points de vue, qui sont souvent différents de ceux de la Turquie », a pour sa part déclaré M. Christian Meuwly, collaborateur du DFAE. « Nous avons fait savoir depuis quelque temps que le but était de rétablir des communications complètes; je ne parlerais pas pour autant du beau fixe », a ajouté M. Meuwly.

Berne avait ouvert en août dernier la voie au rétablissement de communications complètes avec Ankara. Le 4 août, le classement de l'affaire de la fusillade devant l'ambassade de Turquie, qui avait fait un mort, avait favorisé la reprise du dialogue. La justice bernoise envisageait pour sa part des poursuites pénales, en raison de l'utilisation d'armes à feu. Mais le procureur et le juge d'instruction avaient finalement estimé que les éléments d'enquête à disposition n'étaient pas suffisants pour envisager l'ouverture d'un procès. ATS

# Right shift predicted for Parliament after the Dec. 4 by-elections

*Ultra-right candidates at a premium as contestants want to adapt to the nation wide rightist tendency*

*Turkish Daily News*

**ANKARA** - The mainstream political parties, gearing up for the Dec. 4 by-elections, have picked candidates with ties to the extreme right as a separatist Kurdish insurgency in the south-east has put the movement on an upward swing. Bickering between the center-right and social democrat government partners has also served to discredit the center.

With only three weeks left until the Dec. 4 elections, the two major parties of the center right, Prime Minister Tansu Çiller's True Path Party (DYP) and the opposition Motherland Party (ANAP), headed by Mesut Yılmaz, have seemingly shifted their campaign away from broadsides at each other to a joint stance against the pro-Islamic Welfare Party (RP).

"We are already through with the True Path; our rival is the Welfare," Yılmaz says. But the officials in the

Kurdish-dominated southeast, which region accounts for 16 of the 22 contested seats in the 450-member parliament, tell Kurdish voters that the "state party" is Çiller's True Path. Southeastern Turkey is the scene of an ongoing separatist war waged by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The 10-year conflict has claimed more than 13,000 lives.

The prominence of the southeast in the upcoming polls has caused a stampede among the contending parties for various trump cards: the state card versus the PKK, the clan affiliations in order to bag "bloc votes", and the influence of sheikhs, or leaders of Muslim sects and orders, to trip up the Welfare Party.

It has become a three-way duel. While The Motherland and the True Path seem to have emphasized the clan and sheikh cards in picking their candidates, the Motherland and the Welfare accuse the True Path of trying to use the security forces in the area to elicit a pro-government vote.

The fact that both the DYP and ANAP have picked candidates known for their fundamentalist or ultra-nationalist views — not only for the southeastern constituencies — but also for the big cities in the west, is seen as indicating a common perception that there is a marked shift towards the radical right among the voters. This rightward trend has reportedly caused anxiety from the moderate right supporters of both True Path and the Motherland about "the loss of our true identity." The objections are said to be given free rein in heated arguments in the executive committee meetings.

The election results in such big cities as Istanbul, Ankara, Adana and Bursa, meanwhile, will be largely determined by the choice of the supporters of the Democratic Left Party and the ultra-right Nationalist Action Party, which are both boycotting the contest.

The recently announced post-election merger between the two rival center-left parties, the coalition partner, the Social Democratic People's Party (SHP) and the opposition Republican People's Party (CHP), together with the CHP decision not to participate in the poll

— is seen as standing a chance only in Adiyaman province. Murat Karayalçın, the SHP leader and the deputy prime minister, has decided to run for this seat. His decision is partly based on hopes that True Path voters might decide to back the deputy prime minister as a means of attracting government's attention to, and spending on, the province.

## Southeastern constituencies

**ADİYAMAN:** Two parliamentary seats are contested. The fundamentalist Welfare candidate, the winner of the mayoral election last March, is still far ahead according to local analysts. But the SHP-CHP alliance is given a chance for bagging one of the two seats for Karayalçın.

**BATMAN:** The Welfare, again the victor in the March poll, is the clear favorite for the single parliamentary seat, a fact acknowledged by True Path politicians. But Motherland officials say all is not lost and that their candidate, a two-term mayor for the booming refinery town, still has a chance.

**DIYARBAKIR:** The main center for the whole southeast is to send four new lawmakers to the parliament. The Welfare is undisputed favorite in at least three constituencies, while the True Path and ANAP compete for the fourth.

The Motherland banks on the appeal of its candidate Abdulkadir Aksu, a former interior minister, on part of the fundamentalist electorate, because of his ties with the Islamic Naksibendi order.

The True Path, on the other hand, relies on the support of the numerous state officials in the city.

**MARDİN:** Three seats up for grabs. The Welfare are expected to bag two, and the Motherland, the remaining one. The latter plays up the personal appeal of candidate Süleyman Çelebi, while the Welfare is confident of Kurdish backing in the absence of pro-Kurdish candidates.

**MUS:** One seat, to go to the Welfare.

**SIİRT:** Two seats. The Welfare to get one. The other contested between the Motherland and the True Path. The Motherland candidate Nizan Sevgili is seen as better placed in the race since he is a clan chief and sheikh. If both parties fail to clear the 20 percent hurdle, the second seat also goes to the Welfare.

**ŞIRNAK:** Two seats. The True Path is accused by rivals of mobilizing the means of the state to capture both. The accusations of partisanship leveled against the provincial governor have been brought to the attention of the prime minister and the chief of general staff. The True Path is seen as being bent on assuring success through its choice for a local clan leader as its candidate. But another clan chief, seen as an ultra-rightist and running as an independent, is credited with the chance of causing an upset.

**VAN:** One seat to go to the Welfare.

## Situation in Metropolitan constituencies

A total of six seats are contested from a nor-

mal total of 101 for the five big cities.

**ADANA:** One seat contested. True Path candidate clear favorite as the non-participating Nationalist Action Party split the support base for the Motherland, which led in March.

**ANKARA:** One seat, contested by the True Path and the Motherland in the absence of the Nationalist Action, the undisputed favorite. Both have picked ultra-rightist candidates to appeal to the extreme-right voters. True Path has fielded Süleyman Sazak, a relation of a former mainstream Nationalist Action politician. The True Path candidate, Gökhan Maraş, asks the rightist electorate to "lease" their votes.

The Welfare candidate, Ahmet Tekdal, is seen as having reduced chances after Melih Gökçek, the popular rightist mayor of the capital, signalled his refusal to back him. The True Path candidate is apparently ahead.

**BURSA:** One seat; head-to-head race between the True Path and the Motherland. The big unknown is the voter reaction to candidates the rivals selected from each other's camps.

**ISPARTA:** The power base of President Süleyman Demirel. The clear leader is the candidate of the True Path, which Demirel himself established as a party.

**ISTANBUL:** Two seats. The Motherland has fielded its popular former mayoral candidate İlhan Kesici. The outcome of the poll hinges on the choices made by Democratic Left voters, whose own party is boycotting the election.

The Motherland has picked Ali Coşkun, a leading member of the Nakşibendi Muslim order, against the Welfare in a fundamentalist-dominated constituency.

Welfare on the surface looks like the winner. But if the "secular bloc" decides to back Kesici, the Motherland may win a seat.

## Menteşe briefs his Bavarian counterpart about PKK murders

*'These murders do not only concern Turkey but all mankind. This is a crime against humanity,' says Interior Minister.*

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Interior Minister Nahit Menteşe briefed his Bavarian counterpart Dr. Gunter Beckstein on Sunday about the killings which the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have carried out in Turkey.

"These murders do not only concern Turkey but all mankind. This is a crime against humanity," Menteşe told Dr. Beckstein who visited him at his office.

Menteşe continued, "They kill babies in cradles. They kill people regardless of their age. This PKK terrorism is now threatening teachers. Abdullah Öcalan is giving instructions ordering his men to 'burn forests and villages and kill teachers'. We are totally opposed to such inhumane actions."

Pointing out that Turkey and Germany had cooperated on many issues including security, Menteşe said Germany's banning of the PKK's activities in 1993 had pleased Turkey. The interior minister claimed, however that the organization was continuing too be active in Germany despite the ban.

He referred to the fact that some Turkish citizens who had fled to Germany had created unrest there, and said that the German government did well to be cautious about such people.

Noting that the police forces of both countries collaborated over the struggle against drug smuggling, Menteşe said drug smuggling was an important source of funds for the separatist organization.

Menteşe gave an album to Dr. Beckstein which contained photographs of PKK murders. He said there was no discrimination between Turks and Kurds in Turkey, and that all professions were open to everybody. He insisted that the reasons given by Kurdish citizens for seeking asylum in Germany were completely false. Dr. Beckstein, for his part, pointed out that there were 200,000 Turks living in Bavaria alone and stressed the very close friendship that Germany and Turkey enjoyed. He described Turkey as Europe's "eastern wing".

Dr. Beckstein stated that he had made intensive efforts toward the banning of the PPK. He and his colleagues were well aware, he said, of the PKK involvement in drug running and were determined to do everything in their power to do something about the matter.

He also referred to the widespread extortion of money by PKK supporters.

## Herald Tribune

MONDAY, NOVEMBER 14, 1994

## Stop Arming the Aegean

In recent years U.S. arms have poured into Greece and Turkey, making them two of the biggest recipients of America's lethal largesse. The United Nations arms registry reveals that in 1992 and 1993 the United States turned over 1,163 tanks and 23 combat aircraft to Greece and 1,509 tanks, 54 fighter planes and 28 heavily armed attack helicopters to Turkey. All of these weapons were slated for reduction under the 1990 treaty on conventional forces in Europe. Instead of scrapping them, the Pentagon is giving them away.

What does the United States get in return? Greece continues to impose an economic embargo on Macedonia, threatening to destabilize the newly independent Balkan republic and jeopardize the lives of hundreds of American peacekeepers stationed there. The Greek government has muzzled dissent at home, reports Human Rights Watch, rounding up its own citizens who dare to speak out against its machinations in Macedonia.

Turkey, meanwhile, still provides bases for U.S. aircraft to patrol northern Iraq and protect Iraqi Kurds, but it is not enforcing the UN embargo on Iraq vigor-

ously. At the same time, Turkey has escalated its war against its own Kurdish minority, turning southeastern Turkey into a free-fire zone. Turkey may have used U.S.-made Cobra attack helicopters and F-16 fighter planes to depopulate entire villages in an effort to suppress Kurdish separatists. It is also using smaller but no less lethal U.S. arms, not accounted for in the UN registry. So far the fighting has claimed 13,000 lives, according to Human Rights Watch, and forced an equal number of Kurds to seek refuge in Iraq.

The Parliament of Turkish-controlled northern Cyprus, with Ankara's encouragement, has hardened its stance on a settlement in Cyprus. With no resolution in sight there and the ever present risk of a wider war in the Balkans, there is a danger that Athens and Ankara may again come to blows, turning U.S. arms on each other.

The Pentagon euphemistically refers to the flow of arms to Greece and Turkey as "cascading" — as if it were doing what comes naturally. Yet there is nothing natural about arming allies who act increasingly against U.S. interests. The flow of arms to both countries should cease.

— THE NEW YORK TIMES.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

FRA0265 4 I 0257 TUR /AFP-XI10

Turquie-Islam-Kurdes

Le Coran en kurde bientôt dans les librairies en Turquie

ANKARA, 14 nov (AFP) - Des exemplaires du Coran traduits de l'arabe en kurde seront prochainement en vente dans les librairies, une édition sans précédent en Turquie, révèle l'hebdomadaire turc Aktuel, dans son dernier numéro.

Il s'agit de deux ouvrages actuellement en préparation, dont l'un par un théologien d'origine kurde, M. Abdullah Varli, et l'autre par les milieux proche d'une revue islamiste pro-kurde d'expression turque, "Nubihar", selon l'hebdomadaire populaire.

La traduction du Coran en langue kurde, à travers deux ouvrages de surcroît, est qualifiée par l'hebdomadaire, de "pas important pour la réclamation des droits culturels des Kurdes de Turquie".

La Direction des Affaires religieuses, organe dépendant du gouvernement turc, n'a pas commenté ce projet, en évitant de recommander le Coran traduit par M. Varli, qui a demandé en vain à cet organisme de l'imprimer.

L'alphabet latin est utilisé pour la traduction du Coran en kurde.

Aktuel souligne que ces deux ouvrages seraient les premiers destinés à l'intérêt du grand public, si les autorités turques permettent leur vente. La publication du Coran en kurde pourrait en effet être considérée comme une activité liée au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), selon l'hebdomadaire. Le PKK est en lutte armée depuis plus de dix ans contre Ankara dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde. La rébellion du PKK a fait plus de 15.000 morts.

KG/pyj/mfo

AFP /JO0245/141413

NOV 94

## Controversy erupts over Işıklar's candidacy

*Turkish Daily News*

ANKARA- Social democrat politician Fehmi Işıklar, who captured the headlines when he lost his seat both as deputy and as Parliament deputy speaker when his former party was closed down by the Constitutional Court, is back in the headlines because of a controversy surrounding his candidacy in the upcoming parliamentary by-elections. There were claims that Işıklar, who became the Social Democrat People's Party (SHP) candidate for the Keçiören electoral district of Ankara, could not participate in the polls because officials of parties closed down by the Constitutional Court cannot participate in political activities for at least 10 years.

The High Electoral Board (YSK) put an end to the debates, at least for the moment, when it ruled that Işıklar's candidacy had become official and people should have objected to it when Işıklar was named as a candidate by his party last week.

YSK chief Nihat Yavuz told reporters that once the candidacy of a person became final

there was no way of terminating it. He said only if Işıklar resigned could a new candidate be named for the SHP.

He said if there were any objections, people had to appeal against Işıklar if and when he was elected in the Dec. 4 by-elections. He said then the YSK could take up the case and decide if Işıklar fulfilled the requirements for becoming a parliamentarian.

Article 95 of the law on political parties says persons who cause the closure of a political party may not enter another party or participate in elections for at least 10 years.

Işıklar was the only deputy to lose his seat when the Constitutional Court decided to close down the pro-Kurdish People's Labor Party (HEP) on charges of separatism. Işıklar, despite the fact that he was a SHP deputy and had nothing to do with the HEP anymore, still lost his seat because he was an official of the party when the prosecutor launched a case against it at the supreme court.

After Işıklar lost his seat there were attempts to

reinstate him because he was a moderate Kurdish deputy, but all efforts failed. Işıklar remained a member of the SHP and became a party executive. The legal authorities did not object to his political activities, thus Article 95 of the law on political parties law was not applied to him.

Işıklar said no one had objected to his candidacy but stressed that when other candidates realized he was favored to win in Ankara they had started a debate to erode his position.

"Those who are members of a political party which has been closed down by the court cannot participate in political activity. Yet, I was not even a member of the HEP when it was closed. I was a SHP member and thus there is no reason why I should not become a candidate and be elected," Işıklar told the Turkish Daily News.

He pointed out that when the court hearings were underway against the HEP he had wanted to testify at the supreme court but the judges refused because they said legally he had no connections with the HEP. Işıklar said his candidacy will continue and stressed he will not withdraw.

TUESDAY, NOVEMBER 15, 1994

Herald INTERNATIONAL Tribune  
PRINTED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

# Saddam the Spender: A Palatial \$1 Billion

By Michael R. Gordon

*New York Times Service*

WASHINGTON — U.S. officials trying to maintain support for economic sanctions against Iraq have disclosed that since the end of the Gulf War, President Saddam Hussein of Iraq has spent what may be as much as \$1 billion on palaces and presidential retreats around the country.

At a time when many Iraqis are destitute, Iraq has not only repaired the damage allied bombings did to government palaces during the 1991 war, but is also expanding them and building new ones, according to American intelligence reports.

Madeleine K. Albright, the U.S. representative to the United Nations, plans to raise the issue of the conspicuous spending on Iraq's palaces as part of the campaign to maintain economic sanctions on Iraq, an issue that has divided the allies. The information was released just before the embargo is to come before the Security Council again.

Though Iraq has also done much to restore its electrical

grid, public services and roads and bridges damaged in the war, the work on the residences for the elite underscores the contrast between rich and poor in Iraq, a nation of 20 million people where robberies are on the rise and even middle-class Iraqis are selling their furniture to make ends meet.

U.S. officials say the work will triple the number of residences for the government elite, which include a presidential palace at Lake Tharthar that is more than four times larger than the White House.

American officials contend that Iraq has failed to meet all UN demands for lifting economic sanctions that were imposed after the war. Now, pointing to the palaces, the officials say Iraq is crying poverty even as leaders squander money on themselves.

"The fact that Saddam Hussein is spending hundreds of millions to build palaces and refusing to use the humanitarian program the United Nations has authorized shows the hypocrisy of his claims that he is concerned about his people's

suffering," a U.S. official said.

The CIA estimated the cost at \$1 billion, though one American expert said that is, at best, a crude guess.

The Security Council has authorized Iraq to sell up to \$1.6 billion of oil under UN supervision, with much of the proceeds going for food and medicine. But Iraq has refused, saying the resolution is an infringement on its sovereignty.

Critics of the sanctions policy also cite the opulent lifestyle of Iraq's rulers. They say that the palace construction shows that top Iraqi officials are firmly entrenched and have managed to insulate themselves from the effects of the embargo, leaving ordinary Iraqis to suffer.

In an effort to lift the sanctions, Deputy Prime Minister Tariq Aziz of Iraq is to meet with Mrs. Albright, who is Security Council president this month. He is expected to present a declaration of Iraq's formal recognition of Kuwait.

France and Russia, which support Iraq's position, want the Security Council to lift the embargo in six months. Iraq owes the Russians billions, which they hopes to recoup from Iraqi oil revenues, while France also sees the possibility of lucrative deals with Iraq.

But the United States and

Britain have firmly opposed lifting sanctions, arguing that Iraq has not completely dismantled its programs to develop weapons of mass destruction and has refused to renounce terrorism or refrain from repression at home.

Western officials also insist that Iraq has kept property stolen from Kuwait during its occupation. Mrs. Albright plans to tell the Security Council that the UN has seen Kuwaiti vehicles and scientific equipment in Iraq, according to James P. Rubin, spokesman for the U.S. Mission to the United Nations.

In addition, U.S. officials note that the Iraqi forces that menaced Kuwait last month were equipped with captured Kuwaiti equipment, including more than 200 Soviet-made armored personnel carriers and a battalion worth of American-made M-109 artillery pieces.

As described by American officials, the presidential complex at Tikrit contains at least 13 palaces and a lake that was created by diverting water from the Tigris.

U.S. officials said that two new wings with elaborate archways have been added to another residence, identified as Iraq's Republican Palace. At the new presidential palace, the space has been more than doubled.

## Druck auf die Bergbauern

# Niedergang der Alpwirtschaft in Ostanatolien

## Massenabwanderung als Folge des türkischen Kurdenkonflikts

Von Gunnar Wiessner\*

Seit der Intensivierung des Konflikts zwischen den türkischen Sicherheitskräften und der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) hat in Ostanatolien der Druck auf die Bergbauern massiv zugenommen. Ein Dekret verbietet seit 1989 die Benutzung der für die Viehzüchter lebensnotwendigen Alpweiden, da die höheren Lagen der PKK als ideales Rückzugsgebiet dienen. Wegen der anhaltenden Abwanderung steigt das soziale Elend in den türkischen Städten.

Der greise Abdurrahman zeigt mit seinem Stock auf die in hastiger Bauweise hochgezogenen Gebäude in der Nachbarschaft: «Noch im letzten Jahr war hier nichts als freies Feld. Die Einwohner der Stadt kamen hierher zum Picknick. Heute stehen hier überall die Häuser der Flüchtlinge, der Leute, die aus den Bergdörfern geflohen sind. Auch unser altes Dorf ist leer, dort gibt es kein Leben mehr...» Das Oberhaupt der Familie Pazarci lebt heute mit seinen Angehörigen in einer kleinen Lehmhütte am Rande der Provinzstadt Van. Noch vor kurzem war der alte Mann wie seine Vorfahren Bauer in einem abgelegenen Dorf des östlichen Taurusgebirges. Dort war das Leben hart, aber man hatte sich mit der sommerlichen Trockenheit, dem kargen Boden und den langen,

schneereichen Wintern arrangiert. Es gab eine Schule, ein kleines Gesundheitszentrum und eine Moschee.

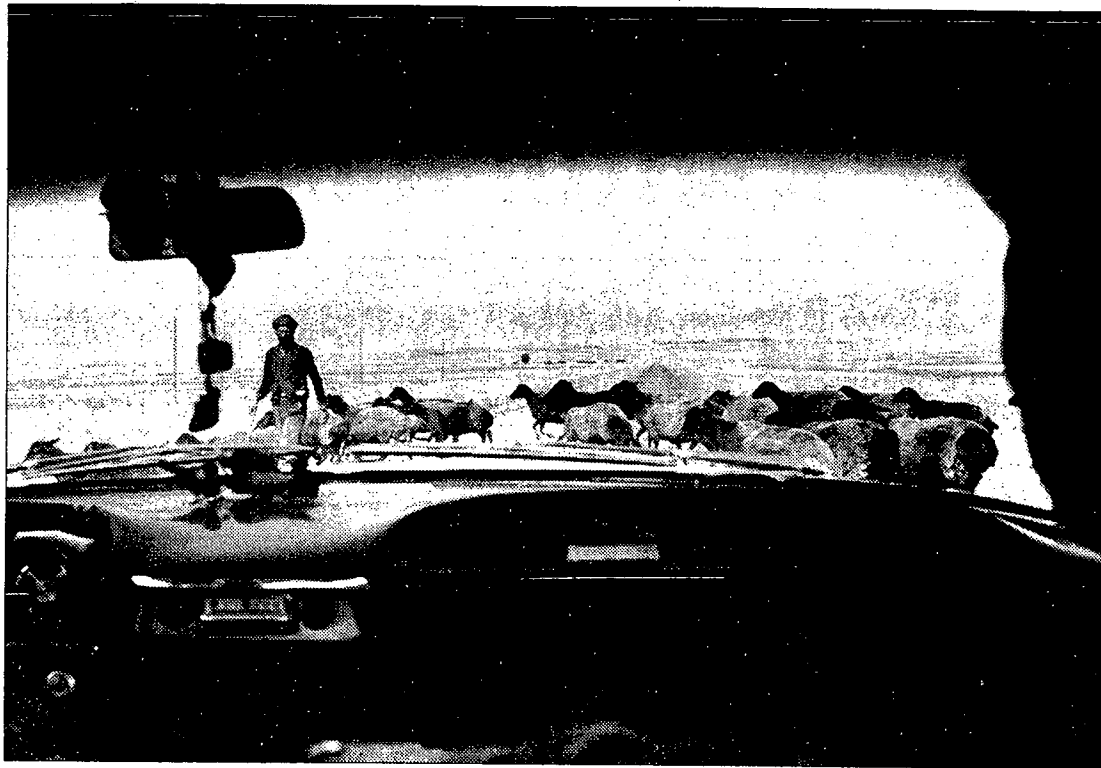
### Entzug der Lebensgrundlage

Seit Anfang der achtziger Jahre, sagt der alte Mann, sei es wirtschaftlich aufwärts gegangen. «Aber dann verboten uns die Soldaten, unsere Schafe auf unserer Alp zu weiden. Ein paar Familien haben zunächst noch versucht, die Tiere in den Tälern durchzufüttern, aber dort war es im Sommer zu heiss. Wir haben alles verkauft und sind fortgegangen. Wer keine Schafe hat, kann in den Bergen nicht leben.»

Abdurrahman Pazarci ist einer der Tausenden

Dienstag, 15. November 1994 Nr. 267

Neue Zürcher Zeitung



Ein Hirte mit seiner Herde in Ostanatolien. (Bild Comet)

von ostanatolischen Bergbauern, die in den letzten Jahren massenhaft ihre Siedlungen verliessen und sich in den wachsenden Elendsvierteln der Provinzstädte niederliessen. Diese rasante Abwanderung erfolgte zum Teil als Flucht vor den Kämpfen zwischen der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) und dem türkischen Militär. Häufig war es aber auch die Armee selbst, welche die Dorfbevölkerung vertrieb und die Häuser niederbrannte. Hauptgrund der Abwanderung ist jedoch der in weiten Regionen vollständige Zusammenbruch der Schafzucht, die jahrhundertlang die Lebensgrundlage der Bergbauern bildete. Ackerbau ist in der rauhen Landschaft des alpinen Kettentaurus nur begrenzt möglich. Enge Talsohlen und steile Schluchten verhindern die Anlage grösserer Felder. Der frühe Wintereinbruch und die vielerorts bis fünf Monate liegende Schneedecke verkürzen die landwirtschaftliche Saison. Weizen und Gerste werden fast ausschliesslich für den Eigenbedarf gesät.

Der eigentliche wirtschaftliche Reichtum des Landes liegt nicht auf den Feldern der Täler, sondern ergibt sich aus der Nutzung der Hochflächen. Auf den weiten Plateaus oberhalb von 2500 Metern hält sich die Feuchtigkeit der Schneeschmelze noch bis weit in den Sommer hinein und bringt so eine vielfältige und dichte Vegetationsdecke hervor, die zur Viehzucht sehr geeignet ist. Zu Beginn des ostanatolischen Sommers, wenn die sengende Sonne in den Talsohlen auch das letzte Grün verdrängt hat, bietet sich dem Besucher der kurdischen Berge gewöhnlich ein prächtiges Schauspiel, das in den letzten Jahren allerdings zunehmend seltener geworden ist. Entlang den steilen Hängen steigen kleine Karawanen aus den Dörfern zu den abgelegenen Hochlagen auf. Schwarze Zelte auf den Rücken gebrechlicher Esel und Maultiere prägen dieses Bild, Frauen in farbenfrohen Gewändern, lachen-

de Kinder, die, von bellenden Hunden begleitet, mit dünnen Ästen Schafe und Ziegen durch das Geröll treiben, während die Männer an der Spitze für den kleinen Tross zwischen Felsen, Gesträuch und über Bäche hinweg den Weg suchen. Die gewohnheitsmässigen Rechte auf Nutzung eines Lagerplatzes in den Hochebenen wurden in den türkischen Bodenreformen der dreissiger und vierziger Jahre meistens berücksichtigt.

Der grösste Teil der eigentlichen Alpwirtschaft fällt den Frauen zu. Viel Zeit benötigt die Herstellung von Joghurt, Butter und dem mit Kräutern gewürzten Käse. Weiter wird die Schafwolle versponnen. Gewobenes Ziegenhaar ergibt die langen Bahnen für die schwarzen Zelte. Die Männer hingegen steigen regelmässig in das Tal hinab, um auf den Feldern oder in nahegelegenen Ortschaften Lohnarbeit zu verrichten.

### Menschenleere Gegenden

Umfang und Bedeutung der Viehzucht in Ostanatolien haben sich in den vergangenen Jahren drastisch verändert. Der grösste Teil der Hochflächen ist mittlerweile öde und verlassen, viele der Dörfer in den Tälern sind heute menschenleer. Der Zusammenbruch der Viehhaltung in Ostanatolien bildet einen andauernden Prozess, der Ende der achtziger Jahre begann und Jahr für Jahr weiter fortschreitet. Das Wirtschaftsembargo gegen den Irak, das den Absatz für türkisches Schlachtfleisch im arabischen Raum erschwerte, bildet nur einen von mehreren ursächlichen Faktoren. Von entscheidender Bedeutung ist der seit zehn Jahren andauernde Kampf der PKK gegen die türkische Armee, der besonders seit 1992 erheblich an Härte gewonnen hat und in dem von Anfang an die Alpbauern in eine Zwangslage zwischen Guerilla und Militär gerieten.



### Rückzugsgebiet der Guerilla

Die Schlagkraft der PKK, die mit wenigen tausend Kämpfern seit Jahren die zeitweise bis zu 250 000 Mann zählenden türkischen Sicherheitskräfte in Alarmbereitschaft hält, ergibt sich aus ihren überfallartigen Angriffen auf Armeeposten und dem anschliessenden raschen Rückzug in die Berge. Dort müssen die ortsunkundigen türkischen Wehrpflichtigen eine Verfolgung meist aufgeben. In den Gebirgszügen des Kettentaurus oder den Lavahöhlen der Vulkane der ostanatolischen Hochebene besteht für die Guerilla auch über längere Zeiträume wenig Gefahr einer Entdeckung. Das Interesse der PKK gilt in erster Linie den Hochalpen, da sich hier die eigene Versorgung im Gegensatz zum Abstieg in die Dörfer als ein deutlich geringeres Risiko erweist. Den Alpen fiel während der achtziger Jahre eine unfreiwillige Schlüsselrolle bei der Versorgung der Guerilla zu. Die Bauern blieben damals vom eigentlichen Kampfgeschehen weitgehend unberührt, auf die Viehzucht insgesamt hatte auch der gelegentliche Druck der PKK nur geringe Auswirkungen. Diese für die achtziger Jahre charakteristische Situation änderte sich mit der Verschärfung des militärischen Ausnahmezustandes in den meisten ostanatolischen Provinzen. Per Erlass des für die kurdischen Gebiete eingesetzten Sondergouverneurs wurde 1989 die Alpwirtschaft in der gesamten betroffenen Region verboten. Bei einem Verstoss gegen diese Anordnung erhielt die Armee die Vollmacht zu schiessen.

Die Durchsetzung dieses Dekrets erfolgte aus pragmatischen Gründen zunächst uneinheitlich. Zahlreiche Sonder- und Ausnahmeregelungen ermöglichten zumindest in denjenigen Gebieten, die von den Kämpfen nicht direkt betroffen waren, weiterhin eine Bewirtschaftung. Gleichzeitig nahm aber seit Beginn der neunziger Jahre die türkische Luftwaffe bei Bombardierungen in höheren Lagen weniger Rücksicht auf Zivilisten. Die Anzahl ziviler Opfer auf den Alpweiden stieg. Viele Bauern verzichteten daher trotz erteilter Genehmigung auf eine Nutzung ihrer Alpen. In den Dörfern des östlichen Taurus, der das wichtigste Kampfgebiet bildet und in dem sich auch die besten Weideflächen finden, wurde das Weideverbot auf den Alpen von Anfang an rigoros durchgesetzt. In diesen erheblich auf die Viehzucht spezialisierten Siedlungen zeichnete sich durch den Verlust der Alpen schon im Jahr 1990 das bevorstehende wirtschaftliche Ende ab.

Die wegen der Flüchtlingsströme zunehmende Verelendung der ostanatolischen Städte führt zu erheblichen sozialen Folgekosten für die türkische Regierung. Die mit dem Weideverbot einhergehenden Probleme sind durch die türkische Zivilverwaltung zum Teil schon frühzeitig erkannt worden. Um die Abwanderung abzuschwächen,

unternahm Experten des Landwirtschaftsministeriums mehrere Versuche, die Produktionsweise der Bauern umzustellen. Gegenwärtig bestehen in der Provinz Van seit einigen Jahren einzelne Projekte zur Förderung der Stallviehhaltung – in einem Gebiet, das die ausgedehntesten Weiden des gesamten Landes besitzt. Günstige Kreditbedingungen für den Bau eines modernen Stalles und zum Ankauf von Trockenfutter sollten den betroffenen Bauern die erforderlichen Investitionen erleichtern, eine regelmässige Überwachung durch Veterinäre die bei der Stallhaltung vergrösserte Seuchengefahr verringern.

In der Praxis scheiterten diese Versuche jedoch meist bereits im Verlauf der ersten Beratungsgespräche. Ein tiefes Misstrauen zwischen der einheimischen kurdischen Landbevölkerung und den aus der Westtürkei stammenden Experten sowie die Skepsis der Betroffenen gegenüber den in einer Zeit der Hochinflation in Aussicht gestellten Krediten und Zweifel an der tatsächlichen Einsatzbereitschaft der Veterinäre verhinderten oft eine Zusammenarbeit. Nur in einigen wenigen Dörfern unternahm einige wohlhabende Bauern den Versuch, ihre Herden in neugebauten Ställen auch im Sommer zu versorgen. Für die vom Weideverbot am schwersten betroffenen mittellosen Dorfbewohner erwies sich das Risiko jedoch als zu gross. Der Verkauf der Herden zu einem noch akzeptablen Preis und die eigene Abwanderung erschienen als die wirtschaftlich sinnvollere Alternative.

### Ein irreversibler Prozess?

Die Verschärfung des Bürgerkriegs in der Osttürkei, die sich insbesondere in den letzten zwei Jahren beobachten lässt, hat in vielen Gebieten zu einer Situation geführt, bei der sich für die Bauern die Frage nach dem wirtschaftlichen Überleben gar nicht mehr stellt. Zu den freiwilligen Abwanderungs- und Fluchtbewegungen aus den umkämpften Gebieten tritt zunehmend auch die erzwungene Vertreibung. Laut offiziellen Angaben sind in Ostanatolien in diesem Jahr bereits über tausend Siedlungen durch das Militär geräumt worden. Wer heute durch das kurdische Bergland in den Provinzen Mardin, Sirtak, Hakkari oder Van fährt, stösst in hohen Lagen überall auf verlassen und zerstörte Dörfer, in denen noch vor kurzer Zeit intakte Dorfgemeinschaften nahezu autark wirtschaften konnten. In den ehemaligen Gärten wachsen Disteln, und in den alten Stallgebäuden verfällt das Gebälk. Dem Betrachter dieser menschenleeren und zerstörten Landschaft bleibt kaum eine Hoffnung, dass eines Tages auf den Alpen wieder Leben einkehrt.

\* Der Autor verfasst an der Universität Göttingen eine Dissertation zur ländlichen Entwicklung Ostanatoliens. Er hat mehrere Feldforschungen in diesem Gebiet durchgeführt, die letzte im Sommer 1994 in der Gegend von Van.

A.F.P. — A. g. e. F. i. l. i. e. P. r. e. s. s. — A.F.P. — A. g. e. F. i. l. i. e. P. r. e. s. s. — A.F.P. — A. g. e. F. i. l. i. e. P. r. e. s. s. — A.F.P. — A. g. e. F. i. l. i. e. P. r. e. s. s. — A.F.P. — A. g. e. F. i. l. i. e. P. r. e. s. s. —

FRA0553 4 GI 0414 FRA /AFP-IM45

France-Kurdes

Le ministère de l'intérieur autorise un "rassemblement purement national" à Paris le 19 novembre

PARIS, 15 nov (AFP) - Le ministère de l'Intérieur a autorisé mardi les organisations de soutien au mouvement kurde à organiser à Paris le 19 novembre une manifestation à "caractère purement national", encadrée par un service d'ordre, de la place de la République à la Nation par le Boulevard Voltaire, entre 14 et 16h00.

Au début du mois, la préfecture de police avait souligné ses craintes à l'égard d'un projet de regroupement européen des militants kurdes à Paris, indiquant qu'elle prendrait les "dispositions les plus fortes" au cas où le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) appellerait à un "rassemblement européen d'envergure" à Paris le 19 novembre.

Les organisateurs, notamment la CIMADE, SOS-Racisme et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), le Centre d'information du Kurdistan, l'Association culturelle des travailleurs kurdes en France, le Comité national de solidarité avec le peuple Kurde, avaient alors assuré que la manifestation n'aurait pas de dimension européenne, mais viserait seulement à "dénoncer la répression dont sont victimes les Kurdes en France depuis un an".

Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur souligne mardi que les organisateurs ont pris des engagements sur la nature, l'encadrement et l'itinéraire de la manifestation, car "le droit de manifester doit s'exercer dans le cadre des lois de la République et dans le respect de l'ordre public et de la sécurité des personnes et des biens".

Le ministère rappelle que "les rassemblements de même nature qui se sont déroulés dans les pays voisins, notamment en Allemagne, ont regroupé plusieurs dizaines de milliers de personnes venues de toute l'Europe. Ils se sont souvent traduits et encore tout récemment par des violences graves. Un projet de manifestation comportant de tels risques de débordements ne pouvait par conséquent pas être admis" ajoute le ministère.

En Europe, une centaine de militants kurdes ont manifesté mardi devant l'ambassade de Grande-Bretagne à Bruxelles pour réclamer la libération d'un représentant du Front de Libération Nationale du Kurdistan (FNLK), arrêté par la police anglaise le 26 octobre, tandis qu'en Allemagne des échauffourées opposaient mardi soir quelques dizaines de manifestants kurdes à la police allemande devant les consulats de Grande-Bretagne à Stuttgart et Hambourg.

dbe/jl

AFP /JO0245/152003

NOV 94

## «Wer das Wasser hat, hat auch die Macht» im Nahen Osten

Der Konflikt ist vorprogrammiert: Mehr Menschen müssen mit immer weniger Wasser auskommen. So auch im Nahen Osten. Der Streit um die Mangelware Wasser kann sich jederzeit entzünden. Die Türkei verfügt mit dem Anfang November im Kurdengebiet eingeweihten Südostanatolien-Projekt über eine Waffe gegen die nächstlichen Nachbarn.



**Wasser ist im Nahen Osten knapp. Mit ihrem Anfang November eingeweihten Grossen Südostanatolien-Projekt (Bild) hat die Türkei es in der Hand, Syrien und Irak das Wasser abzustellen.** *Foto Gamma*

Das Szenario wurde zu Beginn der Golfkrise, im Herbst 1990, ausgeleuchtet: Bei einem Treffen zwischen dem syrischen Präsidenten Hafez el-Assad und dem türkischen Regierungschef Turgut Özal erwogen ihre technischen Berater, Irak, dem Besatzer Kuwaits, das Euphratwasser abzdrehen. Aus «humanitären Erwägungen», wie das Protokoll festhält, wurde darauf verzichtet.

*Von Martin Peter, Istanbul*

Doch Irak und auch Syrien wissen seither, dass aus Freunden über Nacht tödliche Feinde werden können – ohne jede Waffengewalt. Özals Spiel mit den

türkischen Wasserressourcen war nicht neu. Schon im Jahr 1986 propagierte er das Projekt einer «Friedenspipeline» aus Süd- und Südostanatolien bis weit nach Arabien, wo sich die Wassernot täglich zuspitzt. Jährlich, so hatte sich Özal damals ausgedacht, sollten zwei Milliarden Kubikliter des kostbaren Nasses, das sonst ungenutzt ins Meer fliesst, Wüsten in Gärten verwandeln – gegen gutes Geld.

Die Schwierigkeit mit Özals «Friedensleitung» aber war: Auf dem Weg auf die arabische Halbinsel hätte das türkische Wasser israelisches Territorium durchquert. Turgut Özals Sendungsbewusstsein fand deshalb am Golf wenig Anklang, ein nächstlicher

«Wassergipfel» zur gerechten Verteilung der regionalen Wasserressourcen scheiterte. «Wasser», stellte später auch Israels regierende Likud-Partei fest, «ist unser Leben. Das Lebenselixier aber liefert man nicht seinem Gegner aus.»

### Entsalzungsanlagen zu teuer

Dabei musste gerade Israel wie kein anderes Land der Region um seine Wasserhoheit kämpfen. Schon Chaim Weizmann, der erste israelische Staatspräsident, machte die bittere Erkenntnis, dass Quellgebiete, Flussläufe und Wasserreservoirs meist im Territorialgebiet mehrerer Staaten liegen. Mit Faustrecht versuchte der jüdische Staat,

sich wasserstrategische Vorteile zu verschaffen.

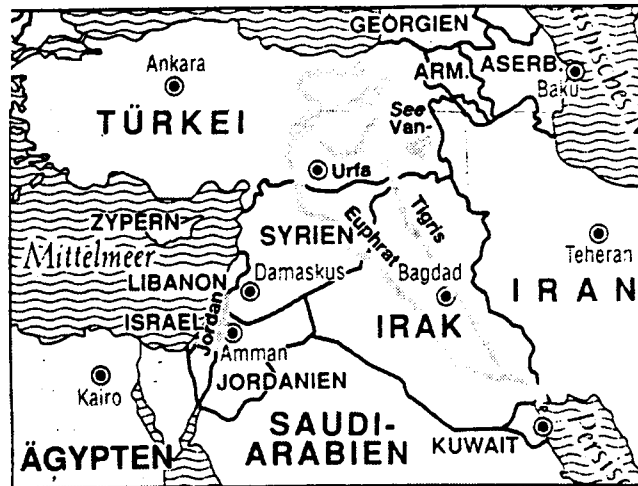
Die Wasserknappheit im Jordanbecken hat mannigfaltige Ursachen. Die jährliche Regenmenge beträgt weniger als 250 Millimeter, salzige Quellen machen das Wasser teils unbrauchbar. Gleichzeitig beträgt das Bevölkerungswachstum der Region bis zu 3,5 Prozent. «Millionen hungriger Mäuler müssen gestopft werden, von einer Landwirtschaft, der das Wasser ausgeht», befürchtet der jordanische Krisenmanager und Hydrologe Elias Salameh. Meerwasser-Entsalzungsanlagen aber, mit deren Hilfe die Ölstaaten heute drei Viertel ihres Wasserbedarfs decken, sind teuer.

### Ein Land nimmt es dem anderen

Krisen erzeugen unweigerlich Konflikte. «Eine verlängerte Kettenreaktion von Grenzstreitigkeiten», wie die Politologen den nahöstlichen Wasserdisput nennen, führte 1967 zum Sechstage-Krieg. Durch seine Territorialgewinne, die Besetzung der Golanhöhen, des Westufers des Jordan und der südlibanesischen «Sicherheitszone», wurde Israel schliesslich zur «wasserpolitischen Hegemonialmacht». «Würde Israel die besetzten Gebiete preisgeben, wäre das so, als stiesse ein Durstiger ein Glas Wasser um», schrieb noch 1992 Nahostexperten. Seither hat Jerusalem im Friedensvertrag mit Amman die Wasserrechte am Jordan weitgehend geregelt. Kurzfristig kann Israel zusätzlich Wasser aus dem Yarmuk, Grenzfluss zwischen den israelisch besetzten Golanhöhen, Jordanien und Syrien, ins Haschemitenreich pumpen. Vorausgesetzt, Syrien lässt das Wasser ungehindert passieren.

Dies wiederum bedingt, dass Damaskus seinen Wasserbedarf anderswo decken kann. Syrien, genauso wie der benachbarte Irak, sieht nämlich mit Bangen nach Norden, wo die Türken den Oberlauf des Euphrat und Tigris kontrollieren. «Wer das Wasser hat, hat

## Machtfaktor Wasser



**Euphrat und Tigris, die in der Türkei quellen, sind für Syrien und Irak lebensnotwendig. Der Streit zwischen Israel und Jordanien um den Jordan wurde zwar beigelegt, doch mangelndes Wasser birgt Konflikte.**

*BaZ/Carpress*

auch die Macht. Und über Wasser verfügt letztlich nur, wer an den Quellen sitzt», stellt eine deutsche Studie über die Wasserhoheit im Mittleren Osten nüchtern fest. Er kann, wenn er will, dem Nachbarn am Flussunterlauf das Wasser buchstäblich abgraben.

Völkerrechtlich anerkannte Vorschriften über die Nutzung internationaler Wasserressourcen gibt es nicht. UNO-Konferenzen allerdings haben sich weitgehend darauf geeinigt, dass kein Land die volle Souveränität über sein Flusswasser besitzt. Wer an der Quelle sitzt, muss dem Nachbarn einen «angemessenen» Wasseranteil garantieren, heisst es in den «Helsinki Rules» über die Nutzung grenzüberschreitender Flussbecken. Noch hält sich die Türkei an die internationalen Ermahnungen und auch an das türkisch-syrische Protokoll von 1987, das Damaskus 500 Kubikmeter Euphrat-Wasser pro Sekunde garantiert, rund die Hälfte des natürlichen Euphrat-Abflusses.

### Knopfdruck stellt Wasser ab

Streitigkeiten um Grenzterritorien, mit Syrien um die Provinz Hatay am östlichen Mittelmeer und mit Irak um die Ölprovinz Mossul sowie die un-

gelöste Kurdenfrage könnten Ankara jederzeit veranlassen, seine Muskeln spielen zu lassen. Seit der Fertigstellung des Atatürk-Staudammes 1992 und der Einweihung eines 27 Kilometer langen Bewässerungstunnels Anfang November können die Ingenieure des «Südostanatolien-Projekts» (GAP) den Durchlauf des Euphrats nach Syrien per Knopfdruck stoppen. Gleiches Unheil droht dem Irak, sobald die Staudämme am Tigris aufgeschüttet sind.

«Wasser als politische Waffe» oder «Wasser als Tauschgeschäft» bleiben zumindest im Einzugsgebiet von Euphrat und Tigris keine leeren Worte. Schon hinter Turgut Özals visionärem Eifer Ende der achtziger Jahre, seinem Wasserangebot an Israel und die Araber, war der Gedanke versteckt, die Türkei zur neuen nahöstlichen Regionalmacht zu führen. In leicht revidierter Form hat Ende Oktober auch Özals Nachfolgerin Tansu Ciller dem israelischen Regierungschef Yitzhak Rabin die gemeinsame Nutzung der türkischen Wasserressourcen angeboten. Sollte der Vorschlag gegen die «Friedensverweigerer» Irak oder Syrien gemünzt sein, könnte aus dem türkischen Quellwasser ein gefährliches politisches Druckmittel werden.

*Martin Peter*

# Sie kamen in Scharen – und übersahen Demirel

Basler Zeitung

Dienstag, 15. November 1994  
Nr. 267

**Urfa.** Sie kamen in Scharen: aus der benachbarten Provinzstadt, den Dörfern ringsherum, im Sonntagsgewand und festlich gestimmt. Die «Jandarma», die Militärpolizei, vermochte sie kaum in Schach zu halten. Doch die Knüppel blieben ausnahmsweise in ihren Halften – denn auch die internationalen Medien waren angereist. Die türkische Regierung hatte 1700 Gäste zur Einweihung des Urfa-Tunnels, der das Euphrat-Wasser vom Atatürk-Staudamm in die Harran-Ebene entlang der syrischen Grenze leiten soll, geladen. Doch für die einheimischen Zaungäste war das versprochene «Schlaraffenland» kein Thema. Auf dem Festprogramm der Eröffnungsfeier stand ein Auftritt ihres Lieblingsstars Ibrahim Tatlıses, des Mannes mit der «süssen Stimme». Dass der türkische Staatspräsident Süleyman Demirel derweilen mit einem Knopfdruck 30 000 Kubikmeter Wasser freigab, blieb unbeachtet. «Hiermit erlöse ich Euch von Eurer Wassernot», rief Demirel ins Mikrofon. Nur die geladenen Gäste und das diplomatische Korps hörten hin.

Die Eröffnung des 27 Kilometer langen Urfa-Stollens Anfang November, zu einem Zeitpunkt, an dem nicht ein einziger Bauer seine Saat austrägt, ist kein Zufall. Heftigst wehrte sich Regierungschefin Tansu Çiller denn auch gegen die bösen Unterstellungen der Opposition, der «historische Tag», an dem die Türkei ihre «Schuld gegenüber dem kurdischen Volk begleicht», sei politisch gewählt. Am kommenden 4. Dezember stehen im türkischen Südosten Nachwahlen ins Parlament an. Wegen ihres Unverständnisses für die kurdischen Autonomie-Anliegen haben weder die Regierungsparteien noch die nationale Opposition Aussicht auf Sitzgewinne. Um zu retten, was zu retten ist, flog das offizielle Ankara in corpore nach Urfa, um die türkischen Kurden mit einem Jahrhundertgeschenk, dem grössten Bewässerungsstollen der Welt, zu beglücken.

Trotz strahlendem Herbstwetter lagen am 9. November Schatten über dem technischen Wunderwerk namens GAP («Güneydogu Anadolu Projesi»), Grosses Südostanatolien-Projekt). Mesopotamien, wo einst Abraham lebte, soll wieder zum «Paradies» werden. Doch die Bauern der Region sind auf den Wassersegen nicht vorbereitet und ausserstande, ihn fachgerecht umzusetzen. Vor nicht allzulanger Zeit waren sie Nomaden auf der Suche nach Weidland. Noch gehört der Grossteil des be-

baubaren Bodens einer Handvoll Grossgrundbesitzern, die Landreform lässt auf sich warten. Auch fehlt die Infrastruktur, die den Anfall von Agrargütern, Getreide, Gemüse, Baumwolle vermarkten soll. Selbst die Geschäftsleute, die das Ertragskapital investieren und so dem türkischen Südosten Aufschwung bringen, bleiben auf Distanz.

Das Grosse Südostanatolien-Projekt schafft in seiner Endphase drei Millionen neue Arbeitsplätze: Werden sie den Südosten aus seiner wirtschaftlichen Rückständigkeit herausführen?

«Jedes Unternehmen vom Umfang des Südostanatolien-Projekts bedingt ein sozial aufgeschlossenes, demokratisches Umfeld», verlangt eine Studie der türkischen Hacettepe-Universität. «Die Kurden müssen bei der Gestaltung ihrer Entwicklung ein verbrieftes Mitspracherecht haben.» Als der einheimische Popstar am 9. November die kurdische Vergangenheit beschwor, brachen seine Zuhörer in Begeisterungstürme aus. Die Politiker aus Ankara, die ihnen neuen Reichtum versprochen, standen im Abseits.

Martin Peter

## Türkei: «Zeiten überwunden»

**Istanbul.** M.P. Was der türkische Staatspräsident Süleyman Demirel vor 29 Jahren als Flussbauingenieur aufs Reissbrett zeichnete, nimmt Gestalt an: die Bewässerung der Dürrezone im Südosten Anatoliens. Am 9. November war die erste von zwei 27 Kilometer langen Röhren mit einem Durchmesser von fast acht Metern zum Einsatz bereit. Sie sollen die Harran-Ebene entlang der türkisch-syrischen Grenze in fruchtbares Ackerland verwandeln.

Doch die beiden Wassertunnels sind nur ein Bruchteil der 4000 Kilometer langen Bewässerungsanlage des «Südostanatolien-Projekts» (GAP). Bei seiner Fertigstellung im Jahr 2006 sollen 22 Dämme die Flüsse Euphrat und Tigris, die einen Drittel der gesamt-türkischen Wasserressourcen umfassen, stauen. Die grösste dieser Flussbarrieren ist der 170 Meter hohe Atatürk-Staudamm, der sechstgrösste der Welt mit einem Volumen von 50 Kubikkilometern Wasser. Insgesamt entsteht in den zerklüfteten Schluchten Kleinasien mit einem Kostenaufwand von 32 Milliarden US-Dollar ein künstliches Meer von 500 Kilometern Länge. Damit werden Euphrat und Tigris zusammen letztendlich 1,7 Millionen Hektaren Land bewässern, die Fläche von Holland, Belgien und Luxemburg zusammen. Wo die Sommerhitze von 60 Grad tiefe Risse in den Bo-

den trieb, sollen wie im alten Mesopotamien wieder Weizen und Gerste, Baumwolle und Zuckerrüben wachsen. Wälder und Weiden werden blühen, versprechen die türkischen Planer. Die Versalzungsfahr, an der ein ähnliches Projekt im benachbarten Syrien scheiterte, wollen sie mit Hilfe von Grundwasserzufuhr stoppen.

Drei Millionen zusätzliche Arbeitsplätze in der Landwirtschaft und der verarbeitenden Agroindustrie soll GAP der-einst schaffen. Damit kann die Abwanderung in die türkischen Grossstädte gestoppt und der sozioökonomische Graben zwischen der Ost- und der Westtürkei überwunden werden. Mehr noch, der Überschuss an Nahrungsmitteln und eine Energieproduktion von 7500 Megawatt wird allen Türken, ja dem ganzen Nahen Osten zugute kommen. In der Region aber soll sich laut dem «Master Plan» der GAP-Vordenker das Pro-Kopf-Einkommen von derzeit knapp über 600 US-Dollar verdreifachen. Neue Eisenbahnlinien werden errichtet, Strassen erneuert, Flugplätze gebaut.

Das Südostanatolien-Projekt verändert nach seiner Fertigstellung das Leben von über fünf Millionen türkischen Kurden, deren wirtschaftliches und soziales Umfeld. Mit dem neuen Reichtum werden sie auch gesellschaftliche Ansprüche anmelden, das heutige Feudalsystem wird kaum überleben. Stolz verkündeten bei der jüngsten Einweihungsfeier des Urfa-Tunnels die Pamphlete: «Wir haben nicht nur den Berg durchbohrt, wir haben Zeiten überwunden.»

## IRAN. Plusieurs villages kurdes rasés

● L'Association Suisse-Kurdistan (ASK) est en possession d'un document administratif confidentiel du gouverneur de la région de Sardasht, à la frontière irako-iranienne. Que contient-il? Rien de moins que l'ordre de raser plusieurs villages kurdes. Il y est question de «dédommagements» des villageois, mais un extrait du texte laisse transparaître dans quel esprit l'opération a été menée: «Au cas où des paysans sauteraient sur des mines ou subiraient quelques autres dégâts, les honorables forces de l'armée, de l'ordre et des renseignements généraux seront tenus d'en informer les autorités dans les meilleurs délais, afin

que celles-ci puissent prendre des mesures destinées à assurer le bien-être des paysans.»

Version, maintenant, d'un membre de l'ASK présent sur les lieux: «Les villageois nous ont expliqué que l'artillerie iranienne bombardait à l'aveugle, depuis les hauteurs, les villages kurdes iraniens afin de terroriser les populations.» En outre, au début de cet automne, le gouverneur Baneh a envoyé un ordre d'évacuation à 17 autres villages. Dans un recensement non exhaustif, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran nomme par ailleurs une vingtaine de personnes tuées par des canonnades ou des mines posées par l'armée iranienne depuis le début de l'été.

## IRAK

# Les sanctions internationales contre Bagdad ont été reconduites à l'instigation des Etats-Unis

Malgré la reconnaissance du Koweït par le régime de Bagdad, le Conseil de sécurité de l'ONU, à l'instigation des Etats-Unis, a décidé, lundi 14 novembre, de reconduire les sanctions économiques imposées à l'Irak.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

La décision a été prise à l'unanimité, mais une question fondamentale divise les membres du Conseil: combien de temps encore peut-on maintenir un embargo contre tout un peuple? Cette division s'est encore traduite, lundi, par un débat sur la manière dont le Conseil devrait annoncer publiquement la reconnaissance du Koweït, qui a été officiellement confirmée au président du Conseil par le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz.

Lors d'une rencontre de «moins de deux minutes» avec l'ambassadeur américain, Madeleine Albright, qui préside le Conseil pour le mois de novembre, M. Aziz a remis les documents officiels sur la reconnaissance et formulé le souhait que le Conseil se prononce en faveur de la levée de l'embargo pétrolier.

«Le mot cordial serait excessif», a dit un diplomate pour décrire le climat de cette première rencontre, depuis la guerre du Golfe, entre un diplomate de haut rang américain et un responsable irakien. Le fait que

M<sup>me</sup> Albright ait pris connaissance d'un poème, publié par l'agence de presse irakienne, la comparant à un serpent n'a pas contribué à détendre l'atmosphère. M<sup>me</sup> Albright portait, pour l'occasion, une broche en or en forme de serpent...

Afin de maintenir la pression sur l'Irak et de contrer les arguments d'ordre humanitaire avancés par Bagdad, la délégation américaine a aussi présenté aux membres du Conseil plus de soixante photos montrant les «palais» du président Saddam Hussein. Bâties, selon Washington, depuis la guerre du Golfe, ces résidences ont coûté un demi-milliard de dollars, «argent qui aurait très bien pu être dépensé pour nourrir le peuple irakien», a lancé M<sup>me</sup> Albright.

«Cette démonstration ne prouve qu'une chose», a déclaré un diplomate occidental: «se sachant isolé sur le dossier irakien, Washington a recours à des gestes désespérés.» Selon un autre diplomate qui, à Washington, suit de près le dossier irakien, il sera «quasi impossible» pour les Etats-Unis de refuser l'instauration d'une période probatoire aboutissant à la levée de l'embargo, lors de la prochaine réunion sur les sanctions dans deux mois. «Le système de contrôle à long terme de l'industrie de l'armement de l'Irak fonctionne déjà, les manœuvres irakiennes du mois dernier seront oubliées et Washington n'aura plus aucun argument juridique pour

maintenir l'embargo pétrolier», a-t-il ajouté.

Selon lui, ce sont des pays neutres tels que les non-alignés, et non pas la France et la Russie, qui devraient prendre l'initiative de demander la levée des sanctions, car «Paris et Moscou, qui ont des intérêts commerciaux avec Bagdad, ne sont plus crédibles». Cependant, il juge surprenante l'attitude des pays non-alignés au Conseil, car elle varie entre des «déclarations peu empreintes du Pakistan et d'Oman en faveur de Bagdad et une attitude carrément pro-américaine, telle celle de Djibouti».

Dans l'immédiat, la France et la Russie souhaitent une déclaration présidentielle se félicitant de la reconnaissance du Koweït par l'Irak. Refusant tout lien entre cette décision irakienne et les sanctions, les Etats-Unis ont présenté, lundi soir, un projet de lettre qui, tout en se félicitant de la reconnaissance du Koweït, stipule que le Conseil «suivra de très près les actions de l'Irak, en anticipation de l'application complète de toutes les résolutions du Conseil de sécurité».

Si les résolutions de l'ONU ont été respectées au pied de la lettre, la levée de l'embargo pétrolier est uniquement tributaire de la coopération de Bagdad avec la Commission spéciale du désarmement et de la reconnaissance du Koweït. Or ces deux conditions ont été remplies.

AFSANÉ BASSIR POUR

# Sage-femme au Kurdistan

*Dominique Grunenwald, une Rixheimoise de 24 ans, a choisi de partir en mission avec l'aide médicale internationale auprès des femmes kurdes du nord de l'Irak.*

« Depuis toujours, j'étais intéressée par le fait d'exercer mon métier dans des pays en voie de développement », avoue Dominique Grunenwald. Cette jeune femme de Rixheim, à peine sortie de l'école de sage-femmes, a choisi de se lancer dans ce projet personnel. Après une première expérience de six semaines au Cameroun, dans le cadre de ses études, où elle avait réalisé un mémoire sur le paludisme et la grossesse. « Comme j'étais décidée à partir, j'ai envoyé mon curriculum vitae dès ma sortie de l'école à toutes les organisations humanitaires non gouvernementales », raconte la jeune femme. C'est finalement avec l'AMI (aide médicale internationale, association très active dans notre région) que Dominique Grunenwald a réalisé son objectif par le biais d'une première mission de trois mois dans le Kurdistan irakien.

## FORMER LES MATRONES

Sur place, son travail a consisté à former les accoucheuses traditionnelles, les matrones, à des techniques d'accouchement. Souvent, il s'agissait de femmes d'une soixantaine d'années, ayant eu une dizaine d'enfants. « Il fallait jongler avec la médecine traditionnelle, montrer ce qui était bénéfique et ce qui ne l'était pas », explique la sage-femme. Dans ces villages qu'on atteint après plusieurs heures de route, les femmes sont encore soumises au mari pour lequel les enfants constituent une richesse. La contraception est

interdite par la loi pour les femmes ayant moins de cinq enfants, après elle est tolérée. La mortalité infantile y est encore très élevée.

« Le plus dur, ça a été les 15 premiers jours. Mon anglais n'était pas tellement bon, c'était ma première mission et

on attendait je fasse mes preuves », confie Dominique. La situation au Kurdistan n'est pas simple non plus. « La situation reste difficile même si les combats ont cessé. Sur le terrain, la population est pessimiste sur son avenir et l'avenir du pays. Elle est persuadée que Saddam Hussein

va revenir un jour », témoigne la jeune Rixheimoise.

## UNE RICHE EXPERIENCE

Cette première mission de trois mois a déjà forgé le caractère de cette sage-femme partie sans expérience : « J'ai l'impression d'avoir vieilli de dix ans, au niveau de la maturité. C'était très riche, surtout au niveau des contacts humains. J'avais l'impression d'avoir donné une partie de moi dans cette mission ».

Dominique Grunenwald est revenue pendant quelques jours en Alsace. Juste le temps de revoir sa famille avant de repartir pour une nouvelle mission au Kurdistan irakien, de six mois cette fois. « J'étais très motivée au départ, je me sens encore plus motivée maintenant. Je me vois mal travailler en centre hospitalier avec la routine quotidienne ».

Elle retrouvera au Kurdistan « ses » matrones, après avoir déjà formé 55 femmes lors de son précédent séjour, elle avait envie de terminer ce travail : « Il reste encore une soixantaine de villages à visiter », indique Dominique Grunenwald.

Dominique BANNWARTH

AMI-Henri Metzger 89.37.71.00. ou Jacques Prinet 89.48.33.95.



*Dominique Grunenwald : « Je me sens encore plus motivée maintenant ». (Photo « L'ALSACE »)*



*Des matrones de Neeregeen au nord de l'Irak s'initient à des manipulations obstétricales sur un mannequin.*

L'ALSACE

16 novembre 1994

## Coincés entre la violence de l'État et celle du PKK

# Les Kurdes toujours visés en Turquie

Intensifiant sa lutte contre le PKK — le Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste —, l'État turc s'en prend de plus en plus aux populations civiles kurdes, considérées comme des « bases arrière » de la guérilla. Pour capturer un commandant local du PKK, une vaste offensive a été lancée dans la province de Tunceli, au cours de laquelle des milliers de soldats, appuyés par des hélicoptères et des avions de combat, ont brûlé plusieurs dizaines de villages, dont les habitants, désormais sans ressources, vont grossir les camps qui se sont développés autour de certaines villes — avec tout ce que cela suppose de problèmes à l'approche de l'hiver.

Au total, selon Hasan Küçükoba, directeur du quotidien kurde « Özgür Ülke » — nouveau titre de « Özgür Gündem », interdit pour « propagande séparatiste » —, plus de 3 millions de personnes ont dû prendre la voie de l'exil intérieur. Un chiffre que l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch estimait jusqu'il y a peu à 2 millions de personnes, auxquelles il faut ajouter les derniers déplacements dans la province de Tunceli.

Des déplacements que la Turquie exploite aujourd'hui à des fins politiques : ces civils kurdes se voient refuser leur réinscription sur les registres électoraux pour les législatives partielles du 4 décembre, destinées à occuper 22 sièges vacants, dont 16 dans le sud-est de la Turquie — le Kurdistan. Des sièges vacants essentiellement depuis que le gouvernement turc a interdit le Parti de la démocratie (DEP), basé au Kurdistan, et emprisonné sept de ses députés pour trahison — en clair, pour avoir fait état des problèmes que rencontrent les Kurdes et avoir appelé à une solution politique de ces problèmes...

### VIOLENCES QUOTIDIENNES

Et puis il y a les intimidations et les violences quotidiennes. Sur 180 parutions depuis qu'il a pris le relais de « Özgür Gündem », fin avril, le quotidien kurde « Özgür Ülke » a déjà été interdit...

175 fois — et sa vente n'est pas autorisée au Kurdistan. M. Küçükoba, le directeur, égrène les chiffres : l'équipe de rédaction — qui est restée la même après le changement de nom — a vu au total 25 de ses journalistes emprisonnés, 25 autres ont été assassinés; 180 dossiers judiciaires ont été ouverts; à Diyarbakir, trois ou quatre vendeurs du journal ont eu un bras amputé à la hache; la semaine dernière encore, l'avocat du quotidien a été tué à Istanbul en rentrant chez lui.

Les membres du Hadep — formation qui a pris la succession du DEP — sont continuellement suivis par la police, selon Human Rights Watch, qui dénonce aussi les assassinats, en octobre, de trois responsables du parti dans la province d'Icel où, poursuit l'organisation, certains observateurs voient la main des services de sécurité turcs.

### LE PKK AUSSI

La situation est d'autant plus difficile pour le Hadep — comme pour l'ensemble de la population kurde, d'ailleurs — qu'il est pris entre deux feux : le PKK a en effet menacé de mort les candidats qui se présenteraient aux élections partielles du 4 décembre, que la guérilla a « interdites ». Rien d'étonnant à ce

que, coincé par ces deux vagues de violences, le Hadep ait annoncé, au début de ce mois, qu'il ne participerait pas au scrutin de décembre — d'autant qu'il juge ces élections illégales puisqu'elles ont lieu à la suite de l'interdiction arbitraire du DEP.

Le PKK s'est aussi illustré, ces dernières semaines, par une campagne d'assassinats d'enseignants turcs au Kurdistan. Depuis la rentrée scolaire, en septembre, cinq attaques ont eu lieu, au cours desquelles 14 instituteurs ont été tués. Destinés à torpiller un programme d'enseignement nationaliste turc — toute forme d'éducation en kurde reste interdite —, ces attentats, horribles, ont en plus été contre-productifs : ils n'ont abouti qu'à priver totalement d'enseignement des milliers de petits Kurdes — craignant pour leur vie, un cinquième des instituteurs turcs ne se sont pas présentés du tout à leur poste cette année. En outre, cette campagne a renforcé la répression de l'armée turque.

Mais, pour la première fois, les offensives anti-terroristes, et surtout les méthodes utilisées par l'armée, ont suscité des critiques en Turquie, y compris de la part du ministre responsable des droits de l'homme.

AGNÈS GORISSEN

## Les Arméniens alarmistes

Les Kurdes ne sont pas la seule minorité à connaître des problèmes en Turquie. Les Arméniens, généralement discrets, sont ces jours-ci particulièrement alarmistes. Depuis les agressions verbales dont a été victime, le 18 octobre, le patriarche de l'Église arménienne de Turquie, ils craignent une nouvelle chasse aux sorcières.

Le chef religieux avait convoqué à cette date une conférence de presse pour démonter les accusations, ressassées par la presse turque, de collusion entre les Arméniens et la guérilla kurde du PKK — Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste. Une campagne s'appuyant notamment, disent les Arméniens, sur

une photo, largement diffusée, montrant « Apo », le chef du PKK, en compagnie d'un prêtre présenté comme arménien — il s'agirait en fait de Mar Johanna Ibrahim, de l'Église orthodoxe d'Alep, en Syrie, pays où « Apo » est supposé vivre.

Mais les dénégations du patriarche n'ont pas fait mouche. Au contraire. Depuis l'accession de l'Arménie à l'indépendance et son conflit avec l'Azerbaïdjan turcophone, disent les Arméniens, plus aucun argument ne semble pouvoir convaincre les Turcs que les Arméniens ne constituent pas une « cinquième colonne » visant à les détruire.

A. Gn



**NORD —  
—ECLAIR** 17 novembre 1994

Saint-André

Edwarina en voyage

# « LA PLUIE D'OISEAUX »: LE RETOUR

Elle revient à Saint-André pour une exposition-témoignage à l'issue de deux ans de voyage riches de rencontres et d'échanges. Ensuite, elle reprendra son envol pour se fixer au Kurdistan.



« **L**a pluie d'oiseaux » est de retour à Saint-André, à l'endroit même où elle est née. Pendant une semaine, du 21 au 25 novembre, elle prendra la forme d'une expo-témoignage sur le parcours de cet événement pluri-culturel monté pour la première fois à Saint-André en juin 93 et puis amené à se rendre en Pologne pour le festival de spectacles de rue, à Armentières, à Abbeville, à Auby... Histoire en évolution, « La pluie d'oiseaux » s'est enrichie de rencontres et d'échanges multiples, enfants et adultes s'impliquant dans l'univers singulier des trois peintres initiateurs de cette aventure artistique, Edith, la française, Rebwar, le Kurde et Karina, la Polonaise, réunis sous le joli nom d'Edwarina. De cette rencontre entre trois pays, trois langues, trois écritures... et beaucoup de couleurs, est en effet née cette « Pluie d'oiseaux », bien plus qu'une exposition, le thème de l'oiseau se prêtant aux interventions les plus diverses de musiciens, conteurs, écrivains, ornithologues... De retour à Saint-André, comme les oiseaux migrateurs justement, l'événement est aujourd'hui à l'histoire racontée de ce circuit de plus d'un an : on montrera ce que le public a donné (textes, dessins, toiles, musique) ainsi que les huit cahiers associés à ce parcours qui seront distribués dans les écoles et dont on attend les retombées.

Un matin de juillet 87, une pluie d'oiseaux asphyxiés tombaient sous les yeux des enfants de Sergalou au Kurdistan iranien. C'est le point de départ littéraire d'un projet plastique et musical signé Edwarina. C'est en effet sous ce nom que trois plasticiens, Edith, Rebwar (ce jeune Kurde, réfugié politique en France est aussi poète, c'est lui qui a écrit l'histoire de « La pluie des oiseaux », inspiré de l'odieuse gazage d'un village kurde par Saddam Hussein), et Karina, se sont un jour retrouvés autour d'un projet commun : composer à trois mains un univers collectif, chacun découvrant l'autre à mesure, sur le thème de l'oiseau à voir, à lire, à raconter, à entendre.

viennent s'ajouter les oiseaux de Bruno Schultz, écrivain polonais, et la légende du Phénix. Grâce au soutien de la ville de Saint-André, du FAS, de l'institut kurde, l'événement pluri-culturel a pu voir le jour, donnant lieu à la création d'un espace sonore (s'y mêlent des chants traditionnels, des compositions musicales originales, des voix kurdes et polonaises, des bruits d'ailer), à la proposition de visites contées (on raconte la pluie d'oiseaux), enfin à la composition des cahiers de la pluie d'oiseaux. Huit cahiers en tout (dits pédagogiques au départ), ouvrant leurs pages à des jeux de langage et de littérature, aux symboles, à la vie des oiseaux, au Kurdistan...

En juin 93, cet univers inédit avait pris place dans la salle des fêtes de Saint-André : autour d'un nid-tapis, lieu de récit, peintures, dessins et collages peuplaient un monde mis en scène et en voix. Au récit de Kebwar, dans le creuset de l'imaginaire mis en commun,

**Plus de 6.000 visiteurs en cinq lieux**

Et puis « La pluie d'oiseaux » a pris son envol. Elle s'est posée en cinq lieux et a reçu plus de 6.000 visiteurs. Des visiteurs de tous âges qui ont contribué à



leur manière à l'événement en participant à la réalisation de plus de deux cents mètres de toile peinte, à la confection d'un grand livre d'or réalisé pour le Festival de l'oiseau à Abbeville... Du 21 au 25 novembre, « La pluie d'oiseaux » dans la salle des fêtes de Saint-André, relatera son voyage et proposera aux enfants des écoles ses cahiers comme un échange de bons procédés : ils lisent les cahiers, et ils viennent ensuite à l'exposition-témoignage pour donner ce qu'ils ont fait à partir desdits cahiers.

Ensuite, l'aventure continuera vers son apogée sur le mode utopique : l'aboutissement de ce périple de quatre

ans serait de trouver au Kurdistan un lieu où resterait « La pluie des oiseaux » et sa grande toile peinte, et ses cahiers, peut-être aussi son livre si on parvient à l'éditer. Une grande « installation-événement » serait la conclusion de « La pluie des oiseaux », les oiseaux d'Edwarina rejoignant l'éternité.

L.D.

**Parcours et projets de « La pluie des oiseaux » salle des fêtes de Saint-André du 21 au 25 novembre. Du lundi au vendredi pour les scolaires, le mercredi pour les centres de loisirs et tout public. Rencontre autour d'un buffet franco-kurdo-polonais vendredi 25 novembre à 19 h.**

*Sur la grande toile peinte de la pluie des oiseaux, de petites mains ont dessiné leur univers.*

### Concerts rock

Vendredi 18 novembre 20 h Raymonde et les Blancs Becs + Marcel et son orchestre à la salle Imagine, MJC Saint-André-Lez-Lille. Entrée 40 F, renseignements au 20.55.42.44.

Jeudi 8 décembre 20 h Mush + Burnings Heads à la salle Imagine MJC Saint-André-Lez-Lille. Entrée 40 F. Renseignements au 20.55.42.44.

## Wende in der türkischen Nahostpolitik

### *Ausbau der Beziehungen zu Israel*

Die türkische Regierungschefin Tansu Ciller hat am Donnerstag eine mehrtägige Reise in den Nahen Osten begonnen. Ihr Besuch in Israel signalisiert eine Wende in Ankaras Nahostpolitik, in der künftig die Zusammenarbeit mit Israel von zentraler Bedeutung ist. Im Gegensatz zu früher nimmt Ankara weniger Rücksicht auf die Reaktion der Araber.

*ii. Istanbul, 4. November*

Begleitet von mehreren Kabinettsmitgliedern und von einer kleinen Delegation türkischer Geschäftsleute, hat die türkische Regierungschefin Tansu Ciller am Donnerstag eine Reise angetreten, die sie zuerst nach Israel, dann in den Gaza-Streifen und zuletzt nach Ägypten führen wird. Der wichtigere Teil dieser Nahost-Tour dürfte dabei der dreitägige Besuch in Israel sein. Es handelt sich um den bisher höchstrangigen Besuch aus der Türkei; er soll eine neue, von türkischen Diplomaten wie Kommentatoren oft als «strategische Zusammenarbeit» bezeichnete Phase der Kooperation mit Israel einleiten. Die Türkei sei entschlossen, bei der Neuordnung des Nahen Ostens eine führende Rolle einzunehmen, erläuterte die Regierungschefin. Die Türkei habe auf Grund ihrer geopolitischen Lage und wegen ihres Einflusses auf die Araber im Nahen Osten eine Schlüsselstellung, erklärte auch ihr israelischer Amtskollege Rabin.

Die Gespräche der Politiker werden sich auf drei Fragen konzentrieren. Es geht zuerst um die Frage des Wassers im Nahen Osten. Ohne eine langfristige Umverteilung der spärlichen Wasserressourcen kann es in der Region keinen Frieden geben. Da die Türkei als einziges Land im Gebiet über reiche Wasserressourcen verfügt, hatte in den achtziger Jahren der ehemalige türkische Premier *Özal* den Bau einer Pipeline vorgeschlagen, die Süßwasser aus der Südtürkei über Syrien und Israel bis hin in die arabischen Emirate bringen sollte. Er nannte diesen Plan «Friedensprojekt». Laut Rabin haben internationale Unternehmen am Gipfel in Casablanca Interesse am Bau einer solchen Wasserleitung gezeigt. Da Syrien und Libanon noch keinen Frieden mit Israel geschlossen haben, sucht man nach Alternativen. Dazu gehört der Plan, Wasser aus dem Fluss Manavgat im Westen der Türkei mit Tankern oder mit riesigen Plastiksäcken, die über das Mittelmeer gezogen werden, nach Israel zu transportieren.

Von Bedeutung bei den Gesprächen ist weiter die Zusammenarbeit zwischen Israel und der Türkei in den türkisch-stämmigen Republiken Zentralasien. Das Abkommen über das erste gemeinsame Projekt zwischen den USA, der Türkei und Israel wurde am 1. November unterzeichnet, es sieht die Errichtung landwirtschaftlicher Farmen in Usbekistan und Turkmenistan vor und soll als Modell für weitere gemeinsame Projekte der drei Länder in Zentralasien gelten. Als Gegenleistung für die Dienste der Türkei in den zentralasiatischen Republiken verspricht Israel, den Absatz türkischer Produkte in Ländern mit grossen jüdischen Gemeinden zu fördern. Breiten Raum nimmt schliesslich bei den Erörterungen die Zusammenarbeit in Sicherheits- und Rüstungsfragen ein. Die Türkei ist am Technologietransfer in der Rüstungsindustrie interessiert. Sie wünscht weiter

die Hilfe der israelischen Nachrichtendienste bei der Bekämpfung der kurdischen Arbeiterpartei (PKK).

Der Besuch Cillers in Israel wird von sämtlichen Zeitungen als klare Wende der türkischen Aussenpolitik bezeichnet. Jahrzehntlang habe die Türkei ihre Nahostpolitik an den Wünschen und Reaktionen der Araber ausgerichtet und ihre Beziehungen zu Israel nicht auszubauen gewagt, kommentierte die Tageszeitung *Hürriyet*; und dies, obwohl die Türkei – neben Israel der einzige demokratische, westlich-orientierte Staat in der Region – mehr Gemeinsamkeiten mit Israel habe als mit den muslimischen arabischen Staaten.

Dass Frau Ciller ihre Gespräche mit der israelischen Führung in Jerusalem und nicht in Tel Aviv führt, dürfte tatsächlich ein klares Zeichen dafür sein, dass der Einfluss der Araber auf Ankara abnimmt. Von einer deutlichen Wende der türkischen Aussenpolitik sprach auch die islamistische Refah-Partei. Sie bezichtigte Frau Ciller, die Türkei zur Hauptstütze Israels in der Region zu machen, was gegen die muslimischen Völker des Nahen Ostens gerichtet sei.

Sonntag/Montag, 6./7. November 1994 Fernausgabe Nr. 259

Neue Zürcher Zeitung

LE JOURNAL DE GENÈVE

16 novembre 1994

PRESSE

Le Prix Nourredine  
Zaza décerné  
à Alain Campiotti

Chaque année, l'Institut kurde de Paris récompense un journaliste de langue française pour la défense et la mémoire du peuple kurde. Le Prix Nourredine Zaza, du nom d'un écrivain et poète kurde mort à Lausanne en 1989, sera remis cette année à notre confrère Alain Campiotti du *Nouveau Quotidien* qui, comme plusieurs autres journalistes, a joué ce rôle d'«éveilleur de conscience» cher à Nourredine Zaza. Alain Campiotti a entamé sa carrière au journal *24 Heures*, dont il fut le correspondant à Pékin pendant trois ans. Chef du service étranger de *L'Hebdo*, et actuellement du *Nouveau Quotidien*, il a effectué de très nombreux reportages, tout particulièrement au Kurdistan (Turquie et Irak). Notre rédaction adresse ses félicitations à Alain Campiotti. (Réd.)

# War on Kurds Strains Turks' Ties to Allies

By Alan Cowell

*New York Times Service*

ANKARA — As Turkey's war with Kurdish separatists has become ever more violent and uncompromising, the government has faced a predicament: the more it succeeds, by its own accounts, the more it loses the tolerance of the United States and other Western allies concerned about its increasingly harsh tactics.

Now, the rift is deeper than ever.

The Turkish military says that this year it has killed more than 3,000 guerrillas from the separatist Kurdish Workers Party, more than in any other comparable period in a decade of fighting that has now claimed at least 13,000 lives, including several thousand civilians.

Backing its troops with helicopter gunships and warplanes made in the United States, it has deployed more than 220,000 soldiers — nearly half the army — in the biggest campaign of a war against guerrillas numbering fewer than 20,000. And it has embarked on an effort to deny the insurgents supplies and support as winter sets in, hoping to starve, freeze and hound them into defeat.

The price, though, has been an unusual restriction on American military aid to this NATO ally, reflecting worries in Washington and elsewhere in the West over the jailing of elected Kurdish legislators and over reports that military tactics include a campaign to depopulate Kurdish regions through the forced evacuation, and sometimes torching of hundreds of remote villages.

But the Turkish campaign is under way in a country that regards itself as a Western-looking democracy and, increasingly, the strains between those principles and what the military views as the dictates of war have led to a kind of dual national identity.

In wealthy western Turkey, the land looks to Europe; in the hardscrabble east, it plays by the harsher rules of a region bordering Iran, Iraq and Syria.

And the cost of the war — estimates among Western diplomats range from \$7 billion a year up — is draining Turkey's debt-ridden economy so that spending on health and education have been cut.

Some 10 million to 12 million Kurds live in Turkey, mainly in the southeast. The basic issue in the war is the nature of the state founded by Mustafa Kemal Ataturk in 1923. With their Marxist ideology and separatist aspirations, the Kurdish guerrillas collide directly with the founding notion of Turkey as a land unified by language, faith and national identity.

It is only in the last few years that the government has acknowledged what President Suleyman Demirel called a "Kurdish reality." Any concession toward Kurdish ethnicity, like the use of the Kurdish language in broadcasting or education, meets with strong political and military opposi-

tion as an erosion of Ataturk's notion of the state.

"This trial is not about us; it is about the Kurdish identity and the Kurdish problem," said Hatip Dicle, one of eight elected Kurdish members of Parliament arrested this year on treason charges and accused of being a front for the Kurdish Workers Party, known as the PKK. He was speaking at his trial, which is still under way.

The move against the legislators, including the banning of their political party, the Kurdish Democratic Party, reflects the government's urge to deny the separatists any political legitimacy. But the clampdown has taken its toll among Turkey's Western allies.

In September, the U.S. Congress suspended one-tenth of Turkey's military aid, some \$38 million and ordered the State Department to investigate Turkey's record both on human rights and the Cyprus problem.

The campaign in the southeast, now centered on the snowy, mountainous uplands of Tunceli province, has increased Western fears that basic human rights are being ignored.

"In Tunceli, it is the state that is evacuating, burning villages," Human Rights Minister Azimet Koyuoglu said in a newspaper interview last month. "Acts of terrorism in other regions are done by the PKK. In Tunceli, it is state terrorism." In all, he said, 600 villages and 790 hamlets had been evacuated.

While he revised his views under pressure from the authorities, his words found much resonance among the thousands of villagers who have been forced out of their villages by troops.

Prime Minister Tansu Ciller says that when villages are burned, it is the work of guerrillas dressed as government troops.

"The state does not burn villages," she told members of her True Path Party last month, arguing that since the local authorities in the southeast had authority to "evacuate" villages, there "is no need to clear these villages by burning them."

Such is the military's domination of Turkish war policy that the local military commander would not allow Deputy Prime Minister Murat Karayalcin to visit the area to look into reports that villages were burned last month.

The Kurdish Workers Party itself has a reputation for brutality, and many Western governments say it is a terrorist group. Diplomats and human rights groups say the insurgents have killed villagers and burned down their homes to punish them for agreeing to take up arms for the government as village guards.

For several years now, as winter approached, Turkish officials have said that they were finally close to crushing the guerrillas. Then, in the spring, the war restarted. The current military campaign is intended to break the cycle.

FRIDAY, NOVEMBER 18, 1994

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

Info-Matin - 18 novembre 1994

Libération - 18 novembre 1994

A Paris, la manifestation des Kurdes d'Europe est annulée

## "Nous, Kurdes, sommes colonisés"

Une manifestation devait avoir lieu samedi à l'appel d'organisations de soutien au mouvement kurde. Hier, celles-ci ont annoncé son report, dénonçant la « manipulation des fantasmes » à laquelle ce projet avait donné lieu. Le ministère de l'Intérieur craignait qu'il s'agisse en fait d'un rassemblement des Kurdes d'Europe, dont il ne voulait pas entendre parler. Il avait autorisé la manifestation à condition qu'elle soit purement « nationale ». Nous avons rencontré Remzi Kartal, le président en exil du Parti de la démocratie. Un temps représenté au Parlement turc, il est aujourd'hui dessous. Huit députés kurdes, emprisonnés en Turquie, risquent la peine de mort. Six autres, dont Remzi Kartal, ont pu fuir le pays.

**InfoMatin :** Comment jugez-vous l'attitude des pays européens, en particulier de la France, à l'égard du problème kurde ?

**Remzi Kartal :** Les pays européens privilégient leurs intérêts économiques. Mais en agissant ainsi, ils permettent le massacre du peuple kurde. Nous ne demandons pas à la France de nous aider. Nous lui demandons seulement d'arrêter de soutenir l'ennemi qui massacre nos familles et détruit nos villages.

• **Les Européens ne craignent-ils pas que l'indépendantisme kurde déstabilise la région ?**

**R. K. :** Les Européens assimilent le mouvement indépendantiste kurde à un mouvement terroriste. Alors que, pour le peuple kurde, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) lutte au nom de la liberté. Existe-t-il au monde un autre peuple de 30 millions de personnes qui n'ait pas son propre Etat ? Nous sommes un peuple occupé, colonisé. Le gouvernement régional autonome kurde au Kurdistan irakien, qui représente 4,5 millions

de Kurdes, est reconnu par la communauté internationale. Pourquoi traite-t-on le PKK, qui se bat pour libérer 15 millions de personnes, de terroriste ? Tous les peuples ont le droit, un jour, à l'autodétermination. • **Faut-il craindre des actions violentes en Europe ?**

**R. K. :** Il y a un vrai danger. Le peuple kurde ne veut plus attendre. Les Kurdes sont d'autant plus impatients qu'ils constatent que le monde entier néglige leurs aspirations. Mais il ne faut pas se tromper de responsable. Mais il ne faut pas se tromper de responsable. Ceux qui massacrent les Kurdes aujourd'hui seront condamnés par l'histoire comme l'ont été les nazis pour l'Holocauste, et la Turquie pour le génocide arménien de 1915. Pour notre part, nous demandons aux Européens de faire pression en faveur d'une solution pacifique.

Propos recueillis par Franck Petit

## La manifestation de soutien aux Kurdes, prévue samedi à Paris, est annulée

DES ASSOCIATIONS humanitaires ont annulé la manifestation de soutien au peuple kurde prévue samedi, à cause des pressions de la préfecture de police de Paris. Depuis le 31 octobre, le ministère de l'Intérieur, qui craint une déferlante de militants du PKK-Parti des travailleurs du Kurdistan-de toute l'Europe sur la capitale, menace de « prendre toutes les dispositions » pour contrer ce rassemblement. Embarrassée par la présence du Mrap, de la Cimade ou de SOS Racisme aux côtés du Centre d'information du Kurdistan et de l'Association culturelle des travailleurs kurdes en France, la préfecture hésitait à interdire la manifestation. L'autorisation a finalement été donnée mercredi pour une « manifestation à caractère purement national ». Mais « vu le climat », le Mrap et la Cimade ont préféré hier « reporter » le défilé. « On est en train de

diaboliser et d'exciter ceux qui vont manifester, s'est insurgé Alain Cales du Mrap. « Nous ne pouvons garantir la sécurité des manifestants à cause des menaces d'incidents. » Les deux associations kurdes ont critiqué ceux qui « appellent racket, une manière innocente de s'entraider » et l'attitude de la police française : « Toutes les associations kurdes ont été perquisitionnées ; les dirigeants emprisonnés pour cinq à douze mois ; la moitié des 60.000 sympathisants, réfugiés politiques ou demandeurs d'asile ont été convoqués par les RG qui leur proposent de collaborer et les plaintes de commerçants turcs, pour extorsion de fonds, sont des plaintes forcées sous la menace de la police. »

La préfecture a annulé la rafle envisagée dans les milieux kurdes, pour « neutraliser » des membres présumés du PKK avant la manif. P. T.

L'Humanité - 18 novembre 1994

Le Monde - 18 novembre 1994

## Kurdes : une manifestation qui dérange

Le collectif d'associations qui avait appelé samedi à une manifestation « en solidarité avec le peuple kurde » a indiqué hier que celle-ci était reportée en raison des « risques de provocation ». Au cours d'une conférence de presse, quatre représentants de ce collectif — dont le MRAP, le CIMADE et la Fédération des associations kurdes de France — ont dénoncé la « manipulation des fantasmes » liée à celle-ci. La préfecture de police de Paris avait évoqué ses craintes d'un « rassemblement d'envergure » européen du Parti des travailleurs du Kurdistan, information démentie par les services de renseignement. Le ministère de l'Intérieur avait autorisé mardi la manifestation « sous réserve qu'elle se déroule dans le calme ».

**TURQUIE :** envoi de renforts au Kurdistan. — Mille cinq cents membres des commandos spéciaux ont été envoyés en renfort, mercredi 16 novembre, dans la province kurde de Tunceli, pour intensifier la lutte contre la rébellion. Cette décision entre dans le cadre de la vaste offensive menée depuis deux mois par la Turquie contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantiste). — (AFP)

**AMNESTY INTERNATIONAL**  
4 rue de la Pierre Levée  
75011 Paris

NEWS 11/154/93  
EUR 44/WU 11/93  
19 novembre 1993

SF 93.M.460

### **TURQUIE**

#### **Le Comité des Nations unies contre la torture confirme le caractère systématique de la torture en Turquie**

Le rapport publié aujourd'hui par le Comité des Nations unies contre la torture vient corroborer les préoccupations de longue date d'Amnesty International quant au recours systématique à la torture en Turquie.

Les dix experts indépendants du comité, élus par les États et chargés de superviser la mise en application de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ont conclu que « le recours systématique à la torture en Turquie ne peut être nié ».

Ce rapport public – premier du genre depuis la création du comité en 1988 – est le résultat de trois ans de recherche, de nombreux entretiens confidentiels avec le gouvernement et d'une visite en Turquie en juin 1992. La décision de mener une enquête avait été prise par le comité à la suite d'une communication présentée par Amnesty International en 1990.

L'article 20 de la Convention des Nations unies contre la torture dispose que le comité doit mener une enquête lorsqu'il reçoit des renseignements crédibles indiquant que la torture est pratiquée systématiquement dans un État partie. La Turquie a ratifié cette convention en 1988.

Le Comité des Nations unies contre la torture est le deuxième organe intergouvernemental à avoir conclu au cours des douze derniers mois que le recours à la torture était généralisé en Turquie. En décembre 1992, le Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe avait fait une déclaration publique dans laquelle il constatait que le gouvernement turc n'avait pas mis en place de réformes pour mettre fin à la torture dans son pays.

Dans son rapport, le comité des Nations unies apprécie la coopération des autorités turques au cours de l'enquête, tout en regrettant que les délégués n'aient pas été autorisés à visiter certains locaux du ministère de l'Intérieur à Diyarbakir.

Il se félicite de voir que certaines réformes législatives ont été entreprises, soulignant néanmoins que « le recours systématique à la torture semble être favorisé par une législation inadéquate qui ouvre le champ à de telles pratiques ».

Le comité fait également un certain nombre de recommandations, demandant qu'il soit interdit de bander les yeux des personnes soumises à un interrogatoire et que les détenus soient autorisés à consulter leur avocat et à voir le médecin de leur choix.

Il recommande aussi que le ministère public agisse « sans délai et de manière efficace » lors des enquêtes sur des plaintes pour torture ou mauvais traitements, que le législateur réévalue les peines encourues par les tortionnaires et que « ces peines ne soient pas rendues sans objet par le fait de promotions administratives ». Il insiste sur le fait que « les tortionnaires ne doivent pas avoir le sentiment qu'ils peuvent agir en toute impunité ».

Le Comité des Nations unies contre la torture regrette par ailleurs que les détenus politiques ne bénéficient pas des garanties fondamentales prévues par la loi 3842 de novembre 1992 : réduction de la période maximale de garde à vue ou réaffirmation du droit de toute personne incarcérée de voir son avocat, entre autres. Pourtant, d'après l'expérience d'Amnesty International, ce sont eux qui courent le plus grand risque de subir des tortures, et les décès en garde à vue à la suite de tortures de détenus politiques sont les plus fréquents.

Amnesty International a affirmé à plusieurs reprises que la poursuite en justice des tortionnaires était compromise par la loi prévoyant que les plaintes pour torture doivent être examinées par un comité dirigé par le gouverneur local, comité qui se contente le plus souvent de les bloquer. Le comité des Nations unies rapporte que le gouvernement turc lui a assuré qu'en vertu d'une décision prise récemment par la Cour constitutionnelle, « les fonctionnaires accusés d'actes de torture seraient déférés à la justice selon la procédure normale ». Pour Amnesty International, cette information est trompeuse, car la décision de la Cour constitutionnelle ne s'applique pas aux 10 provinces à majorité kurde du sud-est du pays, régies par une législation d'exception.

ORYA SULTAN HALİSDEMİR

# The elite are digging their own grave

**A**fter the cancellation by the Constitutional Court of the second paragraph of article 2 of the By-election Law, the Supreme Electoral Board (YSK) halted the by-election process on Thursday night.

The required number of MPs (93), a majority of them from the Welfare Party (RP), had applied to the Constitutional Court for the repeal of the said article, which provided only for re-allocated or newly appointed civil servants to be added to the voter lists in force at the time of the March 27 local elections. Military and security personnel, including recently discharged soldiers, were counted as civil servants for this purpose. The objections to this article were grounded on the fact that a basic right of other citizens who had recently moved or been displaced — the right to vote — had been violated.

In view of the migrations caused by village evacuations in the Southeast, this much is true. Displaced people in the Southeast would be unable to vote and to affect the political process in their region and decisions concerning their own lives.

The most surprising thing is the shock experienced by many party leaders after the repeal of the article. Didn't anyone know there was a chance of this? Didn't anyone think that this article curtailed citizens' rights? Leading political figures are now blaming each other for allowing the article to be legislated. This

of the people. Are not the secular elite digging their own grave while trying to stop the RP gaining more power?

The double-standard By-election Law, while treating the civil servants — which basically means the security forces — in a privileged way, neglected the rights of ordinary citizens and therefore surely cannot be considered as within the limits of the well-known human rights agreements. International agreements on human rights cannot of course determine a Law on elections in any one country, but Turkey's signature on many of these agreements requires her to conform to every kind of human rights principle. "Equality before the law" should apply to every Turkish citizen, not only to a privileged minority. If some are given more rights than others, the underprivileged will be understandably disturbed. This would cause clashes between the interests of the two sides and further polarize the country.

The authorities are playing a double game. They are trying to convince people that all citizens in this country are equal, while on the other hand applying policies that are divisive.

Turkish people have already got used to unequal treatment in many aspects of life, but the limit to this has been reached, and if some opportunists push the matter any further, no one will benefit from the consequences. Instead of criticizing the Constitutional Court for its decisions, the political parties should be more careful about their own.

***"The authorities are playing a double game. They are trying to convince people that all citizens in this country are equal, while on the other hand applying policies that are divisive."***

is as if the elections were not going to be held for the benefit of the people but for the benefit of the political parties. After all, the mentality which works against the basic rights of citizens cannot be considered as in the interests of the people.

Significantly, the majority of the MPs who had applied to the Constitutional Court for the repeal of the article were from the RP. Is this the only party who would stand up for the protection of citizens' rights in this country? One might say that the aim behind RP's rejection of the article was more opportunistic and designed with its own electoral advantage in mind. (There were allegations that the RP might even have moved its supporters from the non-election areas to places where elections were being held, especially in the Southeast). Whether opportunistic or not, the RP's move will enable the party to gain the support



*Turkish Daily News*

MONDAY, NOVEMBER 21, 1994.

**Security forces kill seven PKK militants and capture nine***Turkish Daily News*

ANKARA- Security forces on Sunday killed seven militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) during operations in Southeastern Turkey, according to an announcement from the office of the Emergency Rule Governor.

During the clashes in Batman, Bitlis and Hakkari, two village guards were killed by the militants.

Meanwhile, three terrorists turned themselves over to the security forces in Sınak and in Hakkari's Çukurca and Siirt districts.

In Diyarbakır's Bismil and Hazro districts, six other PKK members were captured during clashes. Large amounts of ammunition, ten long-range guns and 18 small caliber weapons were confiscated during searches.

**Turkish Justice Minister Moğultay leaves for Italy**

'Talks will be held to discuss the preparation of international documents, and the relevant recommendations will be approved'

*Turkish Daily News*

ANKARA-Justice Minister Mehmet Moğultay, accompanied by State Minister Onay Alpaço left for Italy on Sunday to attend a U.N. conference on the subject of "cross-border organized crime" on Nov. 21-23.

In his press statement at Atatürk Airport before his departure, Moğultay said: "Talks will be held to discuss the preparation of international documents, and the relevant recommendations will be approved."

Guest Ministers will discuss the illegal trafficking of drugs, psychotropic substances, and weapons, terrorism, kidnapping, blackmail and other profitable activities carried out by illegal organizations. The proceeds from these crimes often go for the establishment and financing of new organizations.

Turkey, the justice minister pointed out, had signed the U.N. resolution of 1988 that was aimed at the suppression of such activities.

Referring to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Moğultay said: "Our just stand in the struggle against the PKK terrorist organization has been backed by the decision made by certain European countries (Germany, France and England) to ban the activities of the illegal organization on their own soil." The minister claimed that it was money from the illegal drugs trade and so on that enabled the PKK to survive.

The justice minister will return to Turkey on Thursday.

**FROM THE COLUMNS****The 'Apo mystery' in Syria**

From a Nov. 20 article by SABAH's Mehmet Ali Birand: These days, Syria is a risky country for anybody opposing the legal order, maybe the world's riskiest country in this regard. No one seems able to predict what will happen in the near future. Various groups who had felt Syrian support behind them for so many years are now apprehensive about the difference the "change of winds" may bring. They are worried and suspicious.

Look, for example, at the 11 Palestinian guerrilla organizations which formed a front against Yasser Arafat who once gave Israel such a hard time and the hundreds of "warriors of independence" who have laid down their arms and "gone into retirement," worrying about what will happen to them. Rumour has it that Abu Nidal has gone to Libya and Ahmet Jibril to Iran. Another well-known figure, Hawatme, makes an appearance only at cocktail parties.

The way "Carlos" was delivered to France by the Syrians has caused a lot of worries here, with so many people wondering when it will be their turn.

These people include PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) leader Abdullah "Apo" Öcalan. According to certain circles who keep a close eye on the PKK in Damascus and certain Kurdish circles, Apo has such misgivings too.

For the time being Apo lives in Bar Elias, which is situated near the Lebanese-Syrian border. There are reports that he has not been able to come to Damascus in the past year and that he had to cancel a planned press conference last September due to the pressure applied by Syria and Lebanon.

It is quite significant that the PKK has not opened a training camp in Bar Elias, and Apo has contented himself with his "command and control" activities.

Apo is being strictly kept under control by the Syrians. What will happen if, for example, Damascus reaches an agreement with Ankara tomorrow? Will he too be "sent into retirement" like the leaders of the 11 Palestinian guerrilla organizations? We are among the people who have heard directly from Apo that he does not trust the Syrians. Recent developments seem to justify his misgivings. The overall climate in Damascus shows that the pressure applied on Apo from all sides is getting stronger.

Syria is rapidly changing, sliding into a world which is entirely foreign to Apo. It is not clear yet when exactly the loop being formed around Apo will be complete.

One thing is obvious though. Syrian leader Hafez Assad will be prepared to show Apo the door the moment he receives assurances from Turkey on the "water issue."

**Çiller and Yılmaz**

From a Nov. 20 article by SABAH's Hasan Cemal: Prime Minister Tansu Çiller, who is the True Path Party (DYP) leader, and the opposition Motherland Party (ANAP) Chairman Mesut Yılmaz have a responsibility to reach a compromise.

Çiller and Yılmaz must come to terms, steer the country towards an early general election at a reasonably near date and start a period of serious cooperation between the DYP and ANAP. Cooperation between Çiller and Yılmaz can pave the way for stability in Turkey. Today, people want these two leaders to engage in cooperation rather than bickering. Common sense demands that.

The Economist magazine said in its "World in 1995" report that Turkey had entered 1994 with economic promises and a fresh political atmosphere.

In 1993, economic growth reached a mind-spinning annual rate like 7.3 percent. Besides, all three major parties of the country then had members of the "younger generation" as their leaders. That is, these leaders were younger than 50. Yet, Turkey enters 1995 with a shrinking economy and political leaders who are bogged down once again in the old political marsh land.

The magazine concludes that from certain aspects this outlook is similar to the frightening situation Turkey was in during the late 1970s.

It is important to draw lessons from the past so that we will not have to experience the troubles of the past over and over.

# In Iran, a Crisis of Confidence

## Economic Malaise Sets Off Student Protests

New York Times Service

TEHRAN — Iranian demonstrators took time out from a week of state-sponsored anti-American rallies recently to redirect their anger against the Islamic government and economic policies that have created a crisis of inflation.

During a demonstration this month commemorating the takeover of the U.S. Embassy during the Iran hostage crisis in 1979, nearly 500 students called for the execution of "capitalists" and denounced lawmakers for favoring wealthy merchants over low-income groups.

"Free market economic policies must be corrected," the protesters chanted. "The system must help the poor."

The protest, the second in two weeks at Tehran University, was only the latest example of unrest signaling a crisis of confidence in the government.

In October, 800 students marched to protest legislation that would have required them to pay if they failed a course, although there is no tuition at the university. After the protest, Parliament defeated the bill.

Senior government officials promised to continue a previously announced crackdown on speculators and profiteers hoarding large amounts of food after the government imposed price controls. But the economy has sent few encouraging signs.

Industrial growth stands at 1 percent this year and buying power has been undermined by uncontrolled inflation that has sent some food prices up by as much as 4,000 percent since March.

"If structural changes are not made, social and economic opposition can turn into political opposition," said Changiz Pahlavan, a political scientist in Tehran. "On the one hand, the state is reluctant to bring about change because they fear that public

expectations may rise. On the other, without change, they face a serious challenge. The official thinking is that if they put the crisis behind them, they will survive."

The crackdown on profiteers, planned after a series of urban riots in 1992, was interpreted by political scientists and economists in Iran as a short-term remedy, neglecting the more fundamental issues: curbing government control of the economy and fostering competition.

With prices on some basic foods rising 100 to 4,000 percent since March, the government issued a list of regulated

prices. In October, it threatened violators with financial penalties and flogging.

Then the police, judicial authorities and civilian-clothed *Bassij*, veterans of the Iran-Iraq war of the 1980s, raided dozens of supermarkets and warehouses in a nationwide campaign. The raids yielded thousands of tons of hidden food supplies that merchants were accused of hoarding after the system of price controls took effect, the *Keyhan* newspaper reported.

President Hashemi Rafsanjani announced this month that the crackdown against profiteers was part of

an effort to turn the open market into an "Islamic market" where profit would have to be fair.

Analysts attribute the volatility of Iran's economic transition to a lack of long-term planning, the emergence of monopolies and oligopolies that prevent market forces from working properly.

"We have a hodgepodge economy," said Kamal Athari, an economist and researcher at the state-run Urban Planning Center. "Wealthy bazaar businessmen and special interest groups have formed monopolies engaging in foreign trade and buying state-owned industries. This has prevented real privatization and the emergence of entrepreneurs, impeding recovery, especially in the industrial sector."

*Turkish Daily News*

TUESDAY, NOVEMBER 22, 1994

## IHD report: October bad month for human rights

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Turkish Human Rights Organization (IHD) has published its monthly report on human rights violations. According to the report, 55 people were killed as a result of extra-judicial executions or torture while under custody. About one hundred villages were evacuated and 426 people died in clashes with the security forces. Eighteen people were killed by unknown persons during the same month.

The number of crimes of expression increased to 117. The report said that the whereabouts of 33 people is unknown since they were taken into custody, seven places were bombed and 52 publications were confiscated.

IHD chairman, Akin Birdal drew attention to the release date of the report which coincided with the anniversary of the signing of the Paris Condition on human rights at the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE).

Birdal said: "Because of a separatism paranoia, every form of unlawful and illogical action is being taken. The expressing and writing of thought is considered a crime of terrorism. Because of this, the leader of the Workers Party (IP) Doğu Perinçek, journalist-writer Oral Çalışlar, publisher Mehmet Bayrak and unionist Fevzi Gerçek were sentenced to jail. Publisher Ünsal Öztürk was resented in addition to his other sentences." Indicating that Turkey's resources were not used for the equality, freedom and peace of people, Birdal said: "A policy which is indexed to separatism, war and tension is being practised in Turkey."

Birdal said that according to official figures, the price for the delay in the democratization process has turned into a big burden for Turkey. He said: "Turkey's future is threatened by this since annual defense and security expenses for the year 1995 will cost trillions of lira."

# Turkey loses another Kurdish friend

*Abdülmelik Firat, the independent who resigned from the DYP, also resigns his deputy position*

By Sinan Yılmaz  
*Turkish Daily News*

ANKARA- Abdülmelik Firat, for long a mainstream Kurdish politician in the right-wing Turkish parties, apparently has had enough as he is getting ready to leave Parliament (TBMM).

"I am not able to serve the people who elected me. I do not have any further expectations from the Parliament," said the elderly politician who has spent 48 of his 67 years as a lawmaker.

Talking to the Turkish Daily News, the former Erzurum deputy from the True Path Party (DYP), however, left the final say on his plans to the public, asking the people to write their views to Özgür Ülke, a pro-Kurdish publication.

"My honor and dignity is being offended in the Parliament. I am about to lose my hope for fulfilling my commitments as a deputy towards the people who elected me," he said. "The function of a deputy in the Parliament

does not surpass that of scarecrow. Our views and existence are no longer taken seriously," complained the veteran politician.

He charged that the regime introduced after the 1980 military coup was embraced more than ever now.

"This is a very funny situation. Even if you resign from the Parliament, the legislature has to approve it. It is like catching a thief who wouldn't let you go. I will exercise my own free will, but Parliament will override it in line with article 84 of the Constitution," Firat said.

## An eventful career

Abdülmelik Firat was exiled with his family at the age of two because he was the nephew of Sheikh Said, a Kurdish chieftain who led an uprising crushed by the government in 1925. Elected a deputy at the age of 23 after obtaining a court order to change his date of birth.

He was arrested during the 1960 military coup and faced the death

penalty in the trial of the leaders and politicians of the deposed Democrat Party.

Firat, identified as a religious figure, was known for his close ties to President Süleyman Demirel. But he later resigned from the True Path and became an independent after a heavy broadside against Demirel.

An advocate of a peaceful solution to the Kurdish problem, Firat complained recently of coming under increased pressure and that his son-in-law had been tortured while in police custody.

He has spoken of receiving threatening letters such as one with the message, "we possess dark powers."

Firat has been in active politics for many years on the side of the Democrat Party (DP), Justice Party (AP), and the True Path Party (DYP).

Firat's criticism of the government for the lack of a solution to the Kurdish problem and his resignation from the party has caused many to say, "Turkey has lost a Kurdish friend."

Turkish Daily News

WEDNESDAY, NOVEMBER 23, 1994

## Boyner: Army knows military solution not sufficient in Southeast

*Turkish Daily News*

ANKARA-The leader of the New Democracy Movement (NDM) Cem Boyner has said that the Turkish army is aware that the Kurdish problem cannot be solved by military means.

Boyner, addressing NDM supporters in a meeting in Ankara on Monday, explained his views on various issues and his movement's approach to the main problems faced by Turkey today. Putting special emphasis on the Kurdish question, Boyner criticized the government's policy and proposed "a political solution" to the problem.

"Politicians should create only political solutions. If one oppresses civilians, this only feeds terrorism," Boyner said. "If you burn down villages, people become offended with their government and this merely serves the desires of the terrorism lobby," he added.

Boyner said with the term 'terrorism lobby,' he was referring specifically to people like arms dealers as well as village guards who are among the thousands of people who benefit from the continuation of the situation.

"Don't fool yourselves. Terrorism will never end immediately because there are people making money from it on the government side and on the other side," Boyner said.

Responding to a question, Boyner said his group has not received any negative reaction from the Turkish Armed Forces about their approach to the Kurdish question.

"We are not getting any negative reactions. Why? Because, and I want to be bold on this point, the army also recognizes that this problem cannot be solved by the current means. What I want to say is that the military is also aware that the solution of this problem can be found in the principle of the New Democracy Movement. The path to truth is one," Boyner said, quoting a Turkish saying.

Boyner pointed out that his movement would negotiate and cooperate with any political party for the good of the country. He said, however, that they would not meet with groups that engaged in terrorist actions, referring to the PKK. But, he went on to say that if it was for the good of the people, then even such meetings could be possible.

"Any politician, any statesman, will meet even the devil if he deems this to be for the good of his people. Hamas continues to carry out bomb attacks, but the PLO-Israeli peace goes ahead. Israel meets with Hamas to ask why it carried out the bomb attack," he said.

He pointed out the need "to understand the direction in which the world is moving" and said that this was "the starting point."

"We have to start from this point. We can solve the [Kurdish] problem without giving up a single pebble of this country and without hurting even a single individual in this country," Boyner said.

Boyner also argued that it was not possible to solve the Kurdish question with economic reforms alone.

He said that Kurds in Turkey also demanded rights associated with their identity.

Boyner said his group sought above all an end to the bloodshed and did not want to see terrorism from terrorists or the state. "You cannot buy the Kurds with bread. You cannot save yourselves by giving them a television channel. They want the state of emergency [in the Southeast] to be lifted, they want the abolishment of the village guard system," Boyner said, adding that these things were not impossible to achieve.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0305 4 I 0288 /AFP-MU88

Turquie-Kurdes

Reprise du procès des députés kurdes: le tribunal refuse un complément d'enquête

ANKARA, 24 nov (AFP) - La Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara (DGM) a refusé "faute de temps" un complément d'enquête dans le procès de huit députés ou ex-députés turcs d'origine kurde, dont sept déçus, accusés de "séparatisme" et qui risquent la peine de mort, lors de la sixième audience de leur procès jeudi.

"Un complément d'enquête a été refusé à l'unanimité parce que cela prendrait beaucoup de temps", a déclaré le juge Muammer Unsoy.

La défense avait demandé que le tribunal recueille le témoignage de certains journalistes et milieux officiels.

Les quelque 30 avocats présents à l'audience de jeudi ont quitté la salle pour protester contre la décision du tribunal.

"Ils veulent faire de nous des marionnettes qui obéissent comme si toutes les prétendues preuves étaient bien fondées", a déclaré à la presse l'un d'eux, Me Yusuf Alatas, devant la salle d'audience.

Les députés, élus du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), dissous en juin, sont accusés d'"avoir constitué l'aile politique" du PKK au sein du parlement et "d'avoir collaboré avec le PKK pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est (à majorité kurde) anatoliens". Cette accusation est passible de la peine de mort.

Il s'agit de Hatip Dicle, président du DEP, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, ainsi que de Mme Leyla Zana, tous membres du DEP, dissous le 16 juin, et du député indépendant Mahmut Alinak (démissionnaire du DEP) détenus depuis la levée de leur immunité parlementaire le 2 mars, ainsi que de Sedat Yurtdas et Selim Sadak, emprisonnés depuis juillet, et déçus depuis cette date.

YM/HC/php/cc

AFP /JO0245/241427

NOV 94

*Turkish Daily News*

THURSDAY, NOVEMBER 24, 1994

## ***Top TV journalist gets a five-month jail sentence***

*Turkish Daily News*

ANKARA- A military court on Wednesday sentenced popular TV journalist Mehmet Ali Birand, the producer of the widely followed monthly news program "32nd Day," to five months in jail along with his two colleagues for breaching military regulations by interviewing soldiers.

Birand, journalist Deniz Arman and cameraman Halim Abanoz were being tried in connection with their program about the — unpopular — extension of compulsory military service for conscripts dictated by developments in the separatist war in Kurdish-dominated southeastern Turkey. The

court refused to commute the sentences to fines.

Lawyers representing the convicted journalists said they would appeal against the sentence.

Turkey's conventional-minded military brass remains allergic to the outspoken staff of the 32nd Day program who have also invoked military wrath in the past by interviewing Osman Öcalan, a brother and military commander of Abdullah Öcalan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) waging the separatist war which has claimed 13,000 lives in 10 years.

EN COURTE



# TURQUIE Kurdes: la guerre oubliée

*La Turquie est en guerre. Première nouvelle ? Non, cela fait dix ans que les régimes successifs d'Ankara sont en butte à l'irréductibilité des séparatistes kurdes et du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste et apôtre de la terreur, soutenu en sous-main par la Russie et la Syrie. Et depuis deux ans, les combats ont décuplé d'intensité. L'armée, cette fois, a décidé de frapper fort. D'en finir, comme à chaque fois... Plus de la moitié de ses troupes assiègent désormais l'Est anatolien. Pour "nettoyer" le terrain, l'aviation bombarde systématiquement les villages : plusieurs milliers d'entre eux auraient été rasés. Un ministre turc a évoqué le chiffre de 2 millions de réfugiés. Pour le gouvernement, le problème kurde "n'existe pas". Il ne s'agit que d'éradiquer le terrorisme. La Turquie "est une et indivisible", martèlent les hommes politiques, se référant à Mustafa Kemal Atatürk. Pour eux, toute concession à l'identité kurde s'apparente au début du démembrement de l'Etat. En conséquence, quinze millions d'êtres sont privés d'école et de programmes radio et télé dans leur propre langue. Leurs députés sont en prison. Les généraux imposent leur loi à l'Etat. Ils interdisent au vice-Premier ministre la visite d'une zone sinistrée. Au Kurdistan, l'armée est aidée par les "escadrons de la mort" et les "gardes de villages" qu'elle a mis en place. En face : le PKK, 10 000 à 15 000 guérilleros (dont un tiers de femmes) aux méthodes expéditives, qui terrorisent aussi les "traîtres" à la cause. Entre eux, des millions de paysans kurdes, soumis au servage par des seigneurs féodaux alliés à l'administration. Ankara persiste à nier la réalité de cette guerre. Mais les Occidentaux s'inquiètent sérieusement de la dérive possible d'un pays membre de l'OTAN, candidat à l'adhésion à l'UE. Des millions de Kurdes vivent dans les grandes villes turques. C'est miracle que le terrorisme n'ait pas encore touché Istanbul. Mais le fossé se creuse entre Turcs et Kurdes. Il faudrait, prône *The Economist*, qu'un dirigeant suffisamment courageux cherche un rapprochement.*

# Une spirale inquiétante



Le problème kurde, présent dès la fondation de la Turquie moderne en 1920, atteint aujourd'hui un point de paroxysme. Peuple aryen de langue persane installé sur les hautes terres qui conduisent de la Perse à l'Anatolie, les Kurdes ont donné à l'Islam classique le grand Saladin. Ils auraient eu toutes les raisons de la terre – population, territoire homogène, langue et culture – pour constituer, à la dissolution de l'Empire ottoman, un Etat-nation indépendant, à côté de la Turquie et des nouveaux Etats arabes protégés par les Occidentaux. Cette solution, conforme aux idées wilsoniennes, fut écartée. La Grande-Bretagne, avec son protectorat sur l'Irak, s'était emparée de la région pétrolière de Kirkouk, qui abrite encore environ 20 % du peuple kurde. Et la Turquie kémaliste, aidée alors par l'Union soviétique, voulut consolider son emprise sur ses marches orientales jugées stratégiques, annexant ainsi à son Etat près de 60 % des Kurdes.

Force est de reconnaître que le problème kurde ne prit pas d'emblée un tour suraigu en Turquie. Sunnites peu pratiquants, la grande majorité des Kurdes, à défaut d'être turcs, étaient restés d'assez loyaux sujets ottomans, peu préoccupés de nationalisme moderne. Ils commencèrent par voir en Atatürk un sultan modernisateur acceptable. Au reste, la participation active des Kurdes de Turquie au génocide arménien les rendit évidemment complices du pouvoir en place à Ankara, pour un bon tiers des terres qu'ils occupaient. C'est la politique assimilationniste forcée des kémalistes qui va provoquer le premier réveil. Le peuple kurde possède une grande capacité d'ouverture à ses voisins – le plus grand écrivain turc actuel, Yasar Kemal, le fondateur du communisme arabe, Khaled Bagdache, les deux ministres des Affaires étrangères (de l'Iran et de la Turquie) Karim Sândjabi et Hikmet Cetin sont kurdes –, mais ses cadres politiques et culturels ne pouvaient accepter de se faire traiter de *"Turcs des montagnes"*, comme le souhaitait naïvement la classe dirigeante jacobine d'Ankara. D'où les révoltes kurdes des années 20 et 30.

## La Turquie doit reconnaître qu'elle est le lieu de résidence de deux peuples distincts mais associés

Le deuxième ébranlement a pour cause agissante la rupture entre Ankara et Moscou (1942-1943) et le soutien actif que l'URSS accordera désormais à la cause séparatiste kurde dans les trois pays occidentaux que sont la Turquie, l'Irak et l'Iran. D'une certaine manière, le communisme est devenu comme un ciment de la renaissance nationale kurde, sous une forme stalino-patriarcale avec le vieux Mustafa Barzani, trotskiste manœuvrière chez l'Irakien Jalal Talabani, dubcekienne sociale-démocrate pour le grand leader des Kurdes d'Iran, Abdourrahman Ghassemlou, supplicié par les assassins khomeynistes – et, malheureusement, quelque part entre Enver Hoxha et Pol Pot pour le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan.

Aujourd'hui, la confiscation de la représentation kurde en Turquie par un groupe terroriste violent et fermé contraste vivement avec l'esprit d'ouverture des partis kurdes d'Irak et d'Iran, qui combattent dans ces pays pour la démocratie et la laïcité. Face à une Turquie officielle démocratique et laïque, le PKK a choisi l'alliance avec la Syrie panarabe et, semble-t-il, avec l'Iran intégriste, dans l'espoir de détruire l'Etat turc. L'escalade peut permettre aux ultranationalistes turcs de revenir sur les premières concessions linguistiques faites aux élus kurdes (aujourd'hui emprisonnés), puis de remettre en cause la démocratie elle-même et – pourquoi pas ? – un jour prochain la laïcité, puisque les islamistes turcs se font fort de trouver une solution au problème, "entre musulmans".

A cette spirale inquiétante il y a pourtant une porte de sortie. La Turquie, qui n'est plus la forteresse assiégée qu'avait trouvée Atatürk à son avènement, doit reconnaître qu'elle est le lieu de résidence de deux peuples distincts mais associés, les Turcs et les Kurdes. Il faut aussi que la majorité des Kurdes comprenne que son avenir véritable réside dans le développement de la démocratie turque. Tant que ce cercle vertueux n'aura pas été mis en route, PKK et nationalistes turcs pourront s'en donner à cœur joie, pour le malheur des deux peuples.

**Alexandre Adler**

(Voir notre dossier de couverture, pp. 12 à 15.)

# L'offensive d'automne est déclenchée

*Les généraux décident, le gouvernement turc suit*



Murat Karayalçın, vice-Premier ministre, et Tansu Çiller, Premier ministre. "Personne ne nous reconnaîtra comme ça, n'est-ce pas ?"  
Dessin paru dans Cumhuriyet - ISTANBUL.

**Cette fois, c'est la "der des der", assure l'état-major turc. La grande offensive avant l'hiver devrait écraser définitivement les séparatistes kurdes. Mais les Occidentaux s'inquiètent de l'enlisement dans la guerre d'un pays membre de l'OTAN.**

Alan Cowell  
THE NEW YORK TIMES

**L**a guerre menée contre les Kurdes prend un tour de plus en plus violent et radical. La Turquie doit faire face à un dilemme épineux : plus elle s'approche de ce qu'elle considère comme la victoire et plus elle s'aliène le soutien des Etats-Unis et de ses autres alliés occidentaux, préoccupés par ses méthodes de plus en plus brutales. Aujourd'hui, la faille est plus profonde que jamais.

L'armée turque a fait savoir qu'elle avait supprimé cette année plus de 3 000 guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), séparatiste. Il s'agit là du bilan le plus lourd jusqu'ici, dans ce conflit

qui, en dix ans, a fait au moins 13 000 victimes, dont plusieurs milliers de civils.

Hélicoptères et avions de combat américains à l'appui, la Turquie a affecté plus de la moitié de son armée dans une nouvelle campagne, la plus importante jamais entreprise au cours de cette guerre contre les séparatistes kurdes. Son objectif est de priver les insurgés d'approvisionnement et de soutien à l'approche de l'hiver, de les laisser mourir de faim et de froid, et de les harceler jusqu'à leur défaite.

Cette politique a néanmoins un prix, à savoir une réduction sans précédent de l'aide militaire américaine à cet allié de l'OTAN. Cette

## Le mouvement national kurde en Turquie

### Les grandes dates

**1844-46** "Royaume kurde" de l'émir Bedir Khan. Son pouvoir s'étend de la frontière perse à l'intérieur de la Mésopotamie, des portes de Diyarbakir à celles de Mossoul.

**1920** Le traité de Sèvres n'avalise pas la proposition d'Etat kurde soumise par Emin Ali Bedir Khan (voir carte p. 13).

**1922** Atatürk abolit le sultanat.

**1923** Proclamation de la République turque.

**1925** Première grande révolte kurde, dirigée par le cheikh Saïd. Terrible répression. Première grande vague de réfugiés (en Irak). Le dirigeant religieux et ses lieutenants sont pendus.

**1930** Deuxième grande révolte, autour de l'Ararat, dirigée par Ihsan Nouri, ex-officier de l'armée turque, soutenu par le comité Khoyboun (Indépendance), fondé en Syrie et au Liban par des intellectuels kurdes. Echec. Nouri se réfugie en Iran.

**1937** Troisième grande révolte, dirigée par Seyid Reza, chef religieux du Dersim (région de Kurdes chiïtes). Nouvelle terrible répression. Reza et dix chefs kurdes sont pendus. Le Kurdistan turc est "pacifié" pour vingt ans.

**1958-59** Premières associations culturelles kurdes en Turquie.

**1962** Fondation du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), proche du PDK de Barzani, en Irak.

**1978** Fondation du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) par des intellectuels - kurdes pour la plupart (dont son actuel leader Abdulla Ocalan, dit Apo), mais aussi turcs, dont Kemal Pir, qui deviendra responsable de son "comité militaire".

**1984** 15 août : première action armée du PKK, début de la lutte armée.

**1984-94** Dans sa première phase (1984-90), la guerre contre le PKK ne fait au total que 1 500 morts. Depuis (les chiffres sont estimatifs), le conflit aurait fait 13 000 à 15 000 victimes, et il y aurait près de 2 millions de réfugiés.

mesure traduit l'inquiétude que suscitent à Washington et dans les capitales occidentales l'emprisonnement de parlementaires kurdes élus, mais aussi les témoignages selon lesquels l'armée turque aura entrepris de dépeupler les régions kurdes en déportant leurs habitants et en incendiant des centaines de villages isolés.

Cette offensive se déroule dans un pays qui se considère comme une démocratie à l'occidentale, et les contradictions entre les principes inhérents à ce statut et ce que l'armée décrit comme les impératifs de la guerre ont suscité une sorte de double identité nationale. Dans l'Ouest prospère, la Turquie évoque les pays d'Europe. En revanche, dans l'Est misérable, les conditions de vie sont aussi rudes que dans les pays voisins : l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Et le coût de la guerre, qui, selon les diplomates occidentaux, s'élève au moins à 7 milliards de dollars par an, pèse lourdement sur un pays qui croule déjà sous les dettes, amputant le budget de la santé et de l'éducation.

Douze à quinze millions de Kurdes vivent en Turquie, principalement dans le Sud-Est [avec une très forte minorité dans les grandes villes, à commencer par Istanbul]. C'est dans la définition de l'Etat fondé par Mustafa Kemal Atatürk en 1923 que réside le nœud du problème. De par leur idéologie marxiste et leurs aspirations séparatistes, les guérilleros kurdes remettent directement en cause le principe fondateur de la Turquie en tant que territoire unifié par la langue, la foi et l'identité nationale.

Ce n'est qu'au cours des dernières années que le gouvernement a admis l'existence de ce que le président Süleyman Demirel a appelé

la "réalité kurde". Mais toute concession dans le sens de la reconnaissance du peuple kurde, comme le droit d'utiliser la langue kurde à la radio, à la télévision ou à l'école, se heurte à l'opposition virulente de la classe politique et de l'armée, qui y voient une atteinte à la définition que donnait Atatürk de l'Etat. "Ce procès n'est pas le mien, mais celui de l'identité kurde", a déclaré Hatip Dicle, l'un des huit parlementaires kurdes démocratiquement élus

emprisonnés cette année pour trahison et accusés de servir de façade au PKK, lors de son procès, qui n'est d'ailleurs pas terminé.

Les mesures prises contre ces parlementaires - dont la formation politique, le Parti travailliste démocratique (DEP), a été mise hors la loi - reflètent le refus catégorique du gouvernement de reconnaître toute légitimité politique aux séparatistes. Mais la répression a ébranlé la confiance des alliés de la Turquie. En septembre dernier, le Congrès américain a réduit de 10 %, soit d'environ 38 millions de dollars, l'aide militaire accordée à la Turquie et a demandé au département d'Etat d'enquêter sur les droits de l'homme.

Les Occidentaux craignent de plus en plus que les atteintes aux droits de l'homme ne se multiplient lors de la campagne menée dans le sud-

*Chaque hiver,  
l'armée annonce  
la fin de la guérilla...  
qui reprend tous  
les ans au printemps*

est du pays, qui vise principalement les plateaux montagneux et enneigés de la province de Tunceli. "Dans cette province, c'est l'Etat qui évacue les villages et les brûle", déclarait le mois dernier Azimet Köyüoğlu, ministre d'Etat chargé des droits de l'homme. Et d'ajouter : "Dans les autres régions, les actes de terrorisme sont le fait du PKK. Dans la province de Tunceli, on a affaire au terrorisme d'Etat." Il a indiqué qu'au total 600 villages et 790 hameaux avaient été évacués. Bien qu'il soit ensuite revenu sur ses déclarations, sous la pression du gouvernement, ces paroles ont reçu beaucoup d'écho.

"Le gouvernement ne fait pas incendier les villages", a fait savoir le mois dernier le Premier ministre Tansu Çiller aux membres de son Parti de la juste voie, imputant le fait à des insurgés "déguisés en soldats". "Il n'est pas nécessaire de brûler ces villages, puisque les autorités locales ont le pouvoir de les faire évacuer", a-t-elle ajouté. En réalité, l'influence de l'armée sur les décisions relatives



à la guerre est telle que le responsable du commandement militaire dans le Sud-Est a empêché le vice-Premier ministre Murat Karayalcin de se rendre dans la région pour enquêter sur des informations selon lesquelles des villages auraient été brûlés le mois dernier.

Le PKK, quant à lui, est réputé

violent, et de nombreux gouvernements occidentaux le considèrent comme un mouvement terroriste. D'après des diplomates et des associations de défense des droits de l'homme, les insurgés assassinent les villageois et brûlent les maisons de ceux qui acceptent, à la demande du gouvernement, de prendre les

armes pour protéger les villages. Depuis plusieurs années maintenant, à l'approche de l'hiver, les autorités turques annoncent qu'elles sont enfin sur le point de venir à bout de la guérilla. Tous les ans, malgré tout, le conflit repart au printemps. La campagne militaire en cours a pour objectif de régler le problème une fois pour toutes. ●



### Les Kurdes d'Irak...

Incorporés malgré eux dans un pays créé de toutes pièces par les Britanniques en 1919, les Kurdes d'Irak (plus de 4 millions aujourd'hui) n'ont cessé de se battre pour leur indépendance (de 1918 à 1930, le cheikh Mahmoud Barzinji se proclame "roi du Kurdistan") ou leur autonomie. La lutte de Moustafa Barzani (de 1934 à 1975) constitue l'âge d'or des peshmerga, les combattants kurdes qui "font face à la mort", résistent à une armée supérieurement équipée et font tomber les régimes qui se succèdent à Bagdad. En 1970, Barzani arrache au pouvoir un accord sur l'autonomie kurde. Son épopée illustre la tragédie des Kurdes, manipulés par les puissances - grandes et régionales : le 6 mars 1975, après la signature de l'accord d'Alger entre Saddam Hussein et le chah d'Iran, Washington et Téhéran suppriment leur aide. La résistance kurde s'écroule. Elle reprend vite, marquée par la tragédie de

Halabja (1988) et le grand exode de mars 1991. Après la guerre du Golfe, les Kurdes irakiens élisent un Parlement à Erbil et mettent en place un "gouvernement fédéré". Leur actuelle "indépendance" reste virtuelle et à la merci d'un revirement des Occidentaux.

### ... d'Iran

Approximativement 6 millions, ils ont toujours joué un rôle important dans le mouvement national kurde. Après la révolte de Simko (1922), Qazi Mohammed, un juge de Mahabad, fonde la première République kurde des temps modernes (22 janvier - 17 décembre 1946), à l'ombre des chars soviétiques. Il sera pendu par le chah. La révolution islamique de février 1979 permet un nouvel essor, mais les Kurdes iraniens renoncent vite à leur rêve d'autonomie. La guerre fait rage au Kurdistan iranien dès l'été 1979 : les dirigeants des principaux partis, le PDKI et le Komala, se

replient en Irak fin 1983. La guérilla continue, mais le mouvement est terriblement affaibli par l'assassinat, par des agents iraniens, d'Abdourahman Ghassemloou (Vienne, 13 juillet 1989) puis de Saïd Charafkandi (Berlin, 17 septembre 1992), leaders charismatiques du PDKI.

### ... d'ex-URSS

Disséminés dans six Républiques, les 500 000 Kurdes de l'ex-URSS n'y ont jamais constitué de "foyer kurde". En Arménie et en Géorgie, ils ont pu s'épanouir sur le plan culturel, avec des écoles, des journaux et des livres en langue kurde, et ont produit des "kurdologues" de réputation internationale. Une première conférence kurde, en juillet 1990 à Moscou, a revendiqué l'autonomie. Ils viennent de récidiver avec une conférence, dans le cadre de la CEI, proclamant aussi leur soutien à la lutte du PKK en Turquie. Moscou, de son côté, en conflit sur de nombreuses questions avec Ankara, soutient en sous-main le PKK.

### ... et de Syrie

Environ un million et demi aujourd'hui, les Kurdes de Syrie ont été séparés de la masse des Kurdes de Turquie par l'accord frontalier (1921) entre Ankara et Paris (la Syrie était alors un mandat français). En butte à l'oppression des gouvernements nationalistes arabes de Damas (politique de la "ceinture arabe", 1962 - 1976), ils ont milité dans les partis kurdes d'Irak ou de Turquie et dans la demi-douzaine de partis kurdes de Syrie, sans jamais beaucoup attirer l'attention sur leur sort. Aujourd'hui beaucoup se battent dans les rangs du PKK, dont la Syrie constitue une base arrière.

Carte et textes réalisés avec la collaboration de Chris Kutschera.

ENCOURTURE

# “Nous allons gagner !”

*M<sup>me</sup> Çiller prend ses désirs pour des réalités*

**Une douzaine de milliers d'activistes kurdes tiennent 270 000 soldats turcs et 45 000 miliciens kurdes en échec. La population turque est bien mal informée.**

THE ECONOMIST - LONDRES

**P**olitiquement affaiblie, M<sup>me</sup> Çiller n'est guère poussée à faire acte de courage et à abandonner l'attitude stérile du gouvernement turc vis-à-vis de l'épineux problème kurde. *“Nous sommes en train de gagner la guerre”*, prétend-elle. Un simple coup d'œil sur

la carte du pays suggère tout le contraire. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe de lutte armée marxiste particulièrement hargneux qui obéit à la fois aux préceptes de Mao et de Staline, s'est lancé il y a dix ans dans des opérations de guérilla, dans une province du Sud-Est. Voilà deux ans, il avait étendu son champ d'action à environ 14 provinces - sur un total de 76. A l'heure actuelle, il opère dans 24 provinces. A mesure que le conflit gagne de nouvelles régions, les habitants des villages kurdes affluent vers les grandes villes du pays, où ils rejoignent les rangs déjà fournis des demandeurs d'emploi. Istanbul est la plus grande ville kurde du monde. Il est étonnant, à ce titre, que le PKK ne se lance pas dans la guérilla urbaine systématique.

La guerre kurde est terriblement mal couverte par les médias, et notamment par la presse turque. Aucun des chiffres avancés ne peut être vérifié. Selon les estimations les plus fiables dont on dispose (et qui sont certainement éloignées de la vérité), il y aurait entre 12 000 et 15 000 activistes kurdes. La plupart se trouvent en Turquie, 1 500 environ dans le nord de l'Irak, à peu près le même nombre en Iran et légèrement moins en Syrie - le pays qui abrite le siège du PKK et son dirigeant Abdulla Ocalan. Personne ne sait exactement combien sont les Kurdes de Turquie. Les estimations oscillent entre 10 et 20 millions, mais il est probable qu'un bon tiers d'entre eux ont quitté leur terre d'origine. On connaît un peu mieux les effectifs des forces armées : en septembre, le



Tansu Çiller. Dessin paru dans *The Wall Street Journal* - NEW YORK

Le président et le haut commandement turcs pensent que tout droit accordé au peuple kurde ne contribuera qu'à mettre en danger l'inté-

## ● Demain, la guerre dans toute la Turquie ?

grité de la Turquie. Pour eux, il s'agit d'écraser le terrorisme une fois pour toutes. La politique d'Ankara se fonde sur la peur. Peur que toute mesure dans le sens d'une amélioration ait pour résultat final le démembrement du pays. Qu'une fois que la Turquie aura donné sa tête, elle perde aussi son bras, comme l'a dit M<sup>me</sup> Çiller. Le fait qu'il n'y a *“pas de problème kurde”* explique sans doute que les autorités persécutent froidement les politiciens

et les activistes pro-kurdes, qu'un tribunal puisse priver un député de son immunité, en faire mettre un autre aux fers pour un discours, que des députés soient ouvertement menacés de mort par les forces de sécurité, que des journaux puissent être interdits à la distribution sans mandat et que quatorze journalistes traitant des droits de l'homme et du problème kurde *“inexistants”* aient été abattus. Cela explique aussi pourquoi les Kurdes sont

massacrés par des escadrons de la mort qui ne sont jamais attrapés. Cette politique entraîne progressivement la Turquie vers une guerre civile. Les Turcs en général commencent à assimiler les Kurdes au PKK. Et les Kurdes, à associer l'oppression aux Turcs. Bref, les deux peuples sont à la limite de la confrontation ouverte. *“C'est cela que je crains le plus”*, déclarait récemment M. Demirel.

ISMET G. IMSET  
TURKISH DAILY NEWS - ANKARA

ministre de la Défense a annoncé que 270 000 soldats et policiers étaient déployés dans le Sud-Est (soit plus de la moitié de l'armée turque), auxquels il fallait ajouter 45 000 miliciens kurdes chargés de protéger les villages contre les attaques du PKK. Les incidents qui viennent régulièrement troubler le tiers oriental du pays sont le fait de guérilleros retranchés qui refusent de se rendre.

Dans leur ensemble, les Turcs ont une image terriblement confuse du problème kurde. Pour les plus simplistes, il n'y a pas de Kurdes, mais seulement des "Turcs qui vivent dans les montagnes". Selon un autre point de vue, plus juste et assez répandu, les Kurdes ne subissent aucune discrimination. C'est à peu près vrai pour les Kurdes qui sont bien assimilés et qui ne revendiquent pas leur identité culturelle et linguistique (et a fortiori politique). Force est de constater, d'ailleurs, que plus d'un quart des députés sont d'origine kurde.

On comprend aisément que les Turcs, conscients que leur pays était

autrefois au cœur d'un gigantesque empire, redoutent l'autonomie du peuple kurde : la création d'un Etat indépendant les priverait d'un morceau supplémentaire de leur territoire. Même les Turcs jugés "libéraux" sur d'autres questions sont agacés par les sympathies dont bénéficient les Kurdes à l'étranger. Après tout, disent-ils, les Turcs ne sont pas un peuple ethniquement homogène. Pourquoi accorderait-on un traitement de faveur aux Kurdes et pas aux Circassiens ou aux Laz des bords de la mer Noire ?

Mais les lois qui interdisent l'enseignement du kurde à l'école, qui rendent la publication de journaux en kurde quasi impossible, qui s'opposent à la diffusion d'émissions de radio et de télévision dans cette langue ou encore qui proscrirent de débattre en public d'idées pouvant s'apparenter de près ou de loin à la thèse du séparatisme kurde, décrédibilisent les Turcs - qui prétendent traiter les Kurdes avec équité. A cela s'ajoute une définition extrêmement élastique du concept d'incitation à

la division de l'Etat turc. Ainsi, prôner en public ou par écrit l'autonomie, et à plus forte raison la sécession, peut conduire un individu en prison, où la torture et les mauvais traitements sont malheureusement monnaie courante.

Pourtant, le débat s'instaure progressivement. Un certain nombre de responsables politiques turcs, dont le nouveau ministre des Affaires étrangères, Mumtaz Soysal, et le président de la Chambre des députés, Husamettin Cindoruk, commencent à évoquer publiquement des solutions politiques qui pourraient sortir le pays de cette ornière. Un jour ou l'autre, un dirigeant turc suffisamment courageux cherchera un rapprochement avec les Kurdes. Certes, la plupart des responsables politiques diront alors : le PKK ne représente pas les Kurdes. D'accord. Mais qui les représente ? Cet été, le gouvernement a commis l'erreur d'interdire le Parti travailliste démocratique, une formation kurde qui se déclarait non-violente, et de lever l'immunité parlementaire de ses treize députés. Six d'entre eux sont actuellement jugés pour subversion.

# Le système tribal survit à tout et à tous

## *Identité kurde, féodalisme et terreur tous azimuts*

**Au terme d'un long reportage au Kurdistan, un journaliste turc reconnaît l'oppression dont est victime la population. Pourtant, dit-il, la question fondamentale n'est pas identitaire, mais sociale. Coincés entre l'armée, avec ses escadrons de la mort d'extrême droite, et le PKK, les paysans kurdes sont**

**d'abord soumis à leurs propres seigneurs féodaux, qui les pillent.**

*Memduh S. Bayraktaroglu*  
MILLIVET - ISTANBUL

**S**hakespeare a écrit que la plus grande confiance apparente peut cacher la pire angoisse. Au sud-est de la Turquie, j'ai saisi le sens de cette idée à chaque endroit que j'ai visité, dans le comportement de chaque autorité ou de chaque individu avec qui j'ai discuté. L'Etat, ses fonctionnaires, les citoyens ordinaires, tous masquent leurs peurs derrière leur confiance.

Presque tous ont peur de quelque chose. Résultat : chacun fait confiance aux mesures prises.

*Dans cette démocratie, ceux qui savent lire et veulent exprimer leurs idées sont conduits derrière les barreaux*

Confiance que les forêts incendiées, les villages évacués et détruits sont une solution. La terreur, qu'on disait terminée, se déplace désormais vers l'Anatolie centrale. Et, avec elle, les peurs et la confiance. Que s'imaginait-on ? Que la terreur s'éloi-

gnerait comme un esprit ?

La démocratie, selon la définition de Bertolt Brecht, revient à accorder la liberté de jouer du piano à une personne aveugle et qui n'y connaît rien. Une définition décrivant exactement la situation qui sévit chez nous. Regardez la démocratie offerte à une société qui ne peut lire ni journaux ni livres, du fait de son analphabétisme ; qui ne peut ni regarder la télévision, ni écouter la radio, dont elle ne comprend même pas la langue. Cela n'empêche pas d'installer, presque tous les ans, des centaines de milliers d'urnes électorales dans les écoles. Dans cette démocratie, ceux qui savent lire, ceux qui veulent exprimer leurs idées, sont, eux, conduits derrière les barreaux. Toute cette douleur, toute cette souffrance sont-elles vraiment nécessaires ? La solution est-elle politique, comme le réclament les intellectuels ? militaire, selon la conception des faucons ? ou culturelle et économique, comme que je le prétends ?

Les problèmes au Sud-Est turc ne sont en fait pas très différents de ceux de l'ensemble du pays. Là-bas aussi, le chômage règne ; là-bas aussi, on se plaint des restrictions sur les libertés et les droits démocratiques. Quand on leur demande quelle est leur priorité – du travail et du pain ou bien la démocratie ? –, les gens répondent, comme partout ailleurs en Turquie, en fonction de leur situation. Si la faim les tenaille, ils disent : "Que voulez-vous que je fasse de la démocratie, Monsieur ? Je veux un boulot et de quoi manger !" En revanche, s'ils n'ont pas de problème pour nourrir leur famille, ils répondent à voix basse : "A quoi sert-il d'avoir le ventre plein sans liberté politique, si nous ne pouvons vivre sous notre propre identité."

Ce type de conversation pourrait aussi avoir lieu à Kastamonu ou à Kırklareli [au nord et à l'ouest, où l'activité économique est très faible]. Mais ce qui est différent au Sud-Est, c'est l'existence d'écartes énormes entre les niveaux de vie. Dans aucune des autres régions, on ne

rencontré de tels abîmes entre nantis et démunis. Malheureusement, la population du Sud-Est vit toujours comme au Moyen Age. Les responsables de cette situation sont autant l'Etat que les chefs des tribus [kurdes], les cheikhs [leaders spirituels], les riches et les intellectuels de la région, qui considèrent les gens du pays comme on le fait des parias en Inde. Un féodalisme impitoyable régit encore la société.

Les raisons principales des souffrances de la population sont à rechercher en premier lieu dans le système tribal des seigneurs féodaux, lesquels ont sciemment empêché l'éducation de leur peuple, pour gérer au mieux leurs propres intérêts. La responsabilité et le crime de l'Etat résident dans son silence et son indifférence depuis soixante-dix ans face à une réalité dont il a parfaitement connaissance. Il aurait tellement mieux valu faire bénéficier les gens de la région d'un enseignement dans leur langue maternelle. Depuis des années, ils devraient pouvoir écouter la radio, regarder des émis-



"C'est bien... Nous avons enfin l'eau... Que Dieu bénisse notre patrie et notre nation... Mais, je me demande quand même : qu'allons-nous faire de cette eau ? Arroser les terres de notre seigneur ? Bon, le seigneur est des nôtres, ce n'est pas un étranger... Mais ne pourraient-ils pas partager cette eau ? La terre ne peut pas être partagée, d'accord, mais l'eau non plus ? Tant pis, c'est beau quand même de contempler l'eau, même de loin. Au moins, on se débarrasse de son stress. Je me sens tout d'un coup comme l'un des personnages des romans de Yaşar Kemal !"

Dessin de Kemal Gökhan Gürses paru dans Cumhuriyet - ISTANBUL

sions dans leur langue ; ne serait-ce que pour faire la connaissance de

*Malheureusement,  
la population  
du Sud-Est  
vit toujours  
comme au Moyen Age*

J. R. et de Sue Ellen. Des feuilletons "débiles" ? Peut-être, mais au moins les autres citoyens de Turquie peuvent-ils rire avec *le Vent des mensonges*, pleurer avec *l'Arbre de vie*. Est-il donc si dangereux d'accepter les identités ? Si l'on me nomme autrement que par mon nom, est-ce que je deviens autre ? Est-ce si facile de changer l'identité kurde, qui a traversé les siècles ?

Et, pourtant, je crois que les questions identitaires ne sont pas les raisons profondes de la mise en scène montée au Sud-Est. La quête de l'identité est un prétexte pour les chefs de tribu, pour les politiciens, pour les groupes armés. On a affaire, ici, à un scénario bâti pour le partage du pouvoir et des intérêts économiques. Les puissants sont prêts à perdre leur vie plutôt que de renoncer à certains droits primitifs qu'ils croient leur avoir été octroyés par Dieu. Et aucun des Kurdes

pauvres n'est au courant du jeu mené en leur nom.

Un intellectuel kurde islamiste donne l'explication suivante : *"Apo [chef du PKK] est marxiste-léniniste, athée. Or les Kurdes sont croyants à 95 % et musulmans très stricts. Presque aucun d'entre eux ne connaît Marx ni Lénine. Par contre, ils savent très bien qu'ils ont faim. Et que la République de Turquie ne réussit pas à les nourrir depuis soixante-dix ans. Ils croient que, si Apo la remplace, il leur donnera à manger."*

Un ancien journaliste kurde de Diyarbakir se plaint, lui, de l'attitude de la presse. L'objectif principal de la terreur est de faire parler d'elle, de prouver qu'elle peut ridiculiser l'État. Elle sait qu'elle peut l'obtenir avec une presse détaillant longuement chacune de ses actions. Selon mon interlocuteur, on assiste à une sorte de compétition de communiqués entre le gouvernement et le PKK pour annoncer le plus grand nombre d'adversaires liquidés. Un autre journaliste kurde est lui aussi amer. *"Les journaux tournent le dos aux vrais problèmes des gens. Leurs pages n'évoquent que les massacres sanglants, les affrontements, le nombre des cadavres."* De fait, quand le président de la République ou le Premier ministre viennent dans la région, ils n'écoutent pas les récla-

mations des gens. Enfermés dans le protocole, ils retournent à Ankara après quelques heures. Les préfets restent tous loin du peuple – hormis Dogan Hatipoglu, le nouveau préfet de Diyarbakir, dont on dit beaucoup de bien, qui se mêle à la population et l'écoute.

L'ex-journaliste kurde poursuit. *"Le quotidien Sabah a présenté une série d'enquêtes sur le Sud-Est. En photo, on voyait un Kurde, le kalachnikov à la main. Cela me révolte. Pour les autres, cette photo ne représente pas seulement un militant du PKK, mais tous les gens d'ici. Selon*

*Deux mondes coexistent  
ici : le premier, moderne,  
bien entretenu ;  
le second, sale,  
anarchique, sans hygiène*

*certains journaux, nous ne savons que tenir des armes, jamais la plume. On nous assimile tous à des bandits – et même ceux qui le sont réellement, ils y ont été acculés. L'État n'y est-il pas pour quelque chose ? Ces jeunes se sont-ils convertis au banditisme en un seul jour ? Ne pouvait-on pas voir, depuis très longtemps, vers quelle direction évoluaient les choses ? Nous n'avons connu que*

## ● A quand la réforme agraire ?

Au Kurdistan turc, *"des seigneurs et des cheikhs (chefs spirituels à autorité quasi divine) vont jusqu'à posséder chacun 35 ou 40 villages. Ils ne veulent pas que les paysans s'instruisent. Il faut briser l'influence de ces individus, les déplacer à l'Ouest et vendre à crédit leurs terres aux paysans."* A l'occasion de l'inauguration en grande pompe le 9 novembre dernier de la première tranche de l'immense complexe hydraulique GAP ("Projet de l'Anatolie du Sud-Est"), *Cumhuriyet*

rappelle cette déclaration faite par le chef d'état-major turc en... 1960. Le GAP – 21 digues de retenue sur le Tigre et l'Euphrate, qui ont nécessité d'évacuer pour les recouvrir d'eau 2 villes, 22 bourgades et 110 villages – doit permettre l'irrigation d'une surface équivalant à deux fois la Belgique. *"Mais, poursuit Cumhuriyet, dans les provinces concernées, 45 % des paysans n'ont pas de terre et 40 % très peu. Seuls 10 à 15 % profiteront réellement*

*de l'eau."* Sans véritable réforme agraire, poursuit le quotidien, *"le GAP ne sera plus un grand espoir mais un problème insoluble."* L'idée, martelée par le gouvernement turc, que cet immense projet contribuera à résoudre le conflit kurde est jugée *"guère convaincante"* par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, tant qu'aucune *"autonomie politique"* n'est allouée aux Kurdes. *"Toutes les réformes agraires destinées à briser le système des clans ont échoué,"*

ajoute-t-elle. *"Comme cela s'est produit par le passé, si l'économie régionale prend son essor, seule une minorité en tirera profit."* D'autres experts, indique-t-elle enfin, sont d'avis que les quantités d'énergie produites (27 milliards de kW/h à terme) *"bénéficieront à 90 % à l'ouest de la Turquie, c'est-à-dire à la région la plus développée, car le Sud-Est du pays n'est pas suffisamment industrialisé pour consommer cette production d'énergie."*

*répression, intimidation et annihilation, crosses de fusils et coups de bâtons. Pourquoi nous considère-t-on tous comme des terroristes potentiels ? Pourquoi pense-t-on que nous combattons l'armée de la République ? Mes proches et moi avons actuellement cinq jeunes au service militaire. Si j'étais un ennemi de l'Etat, enverrais-je mes fils dans l'armée turque au lieu de les confier au PKK ? Mais est-ce si difficile que cela d'admettre notre identité historique ? Sous prétexte de lutter contre une poignée de gens que l'on appelle terroristes, le gouvernement encourage l'état de siège qui étouffe 7 millions de citoyens. Il dépense sans compter pour bombarder son propre territoire. Mais il n'est pas prêt à consacrer des sommes de moindre importance au développement économique. Quelle est notre faute ? Quelle est la vôtre ?*

Un lieutenant, qui garde l'anonymat, raconte l'incident suivant : *"J'étais avec mes soldats au restaurant pour déjeuner. Nous nous sommes désaltérés avec beaucoup d'ayran [boisson à base de yaourt] servi généreusement par un jeune garçon très souriant. La nuit, notre poste a été attaqué. Trois terroristes sont morts. Le matin, parmi les cadavres, j'ai vu que l'un d'eux était ce jeune qui nous avait servi si généreusement."*

A Batman, les gens ont surnommé Luxembourg les installations du TPAO (compagnie nationale de

pétrole), et le centre ville, Bangladesh ! De fait, le quartier du TPAO est nickel : chemins bien entretenus, jardins, installations sportives avec courts de tennis, terrains de volley-ball, de football, salles d'aérobic. Et des salles de cinéma, un collège, un café-restaurant dans un parc. La ville, en revanche, offre un spectacle répugnant ; la rivière Ilhun, qui la traverse, est dans un état indescriptible. Deux mondes coexistent ici : le premier, moderne, organisé, bien entretenu, et le second, sale, anarchique, sans aucune hygiène. Au dire des habitants, les maires successifs de Batman ont dépensé les impôts locaux pour financer les partis politiques qu'ils représentent et pour l'enrichissement personnel des délégués (les délégués de base élisent les cadres d'un parti).

*"Des types malhonnêtes ont obtenu des prêts de l'Etat afin de construire un grand centre d'élevage. Ils en ont dépensé une bonne partie dans les boîtes de nuit d'Ankara", se plaint un jeune étudiant de Batman. "A*

*"Moi, je suis kurde."  
Il a dix ou onze ans.  
"Et quel genre d'Etat  
veux-tu ?  
- Un Etat kurde !"*

*cause d'une poignée de voleurs, l'Etat*

*a suspendu les autres prêts. Les subventions pour la création d'emplois ne sont jamais accordées aux simples citoyens. Elles vont toujours dans les poches des chefs de tribus, qui ont empoché des milliards." Un autre jeune ajoute : "Tous les villages alentours ont été évacués par les forces de l'ordre, qui ont incendié les maisons ou les champs de ceux qui voulaient rester. L'armée dit aux paysans : 'Nous ne pouvons assurer votre sécurité. Soit vous évacuez, soit vous restez et vous mourrez.' Ces pauvres gens, coincés entre la peur de la guérilla et celle de l'Etat, n'ont rien d'autre à faire que de tout abandonner. Ceux qui ont de l'argent vont dans les grandes villes, les autres traînent de-ci de-là ou essaient de survivre dans les faubourgs des petites villes. Ni leur culture, ni leur niveau d'éducation, ni leurs coutumes ne leur facilitent la vie en ville."*

Nous quittons Mardin vers le fameux poste frontalier de Habur, par la route historique de la soie. [Le commerce très actif avec l'Irak, transitant par Habur, faisait vivre les artisans, les commerçants et des milliers de camionneurs dans la région. Depuis l'embargo et la mort de toute cette activité, les actions du PKK ont gagné en intensité.] Je voudrais lancer un appel aux représentants de l'ONU et des Etats-Unis : venez, s'il vous plaît, sur la Route de la soie, je voudrais vous montrer les villages vides, les entreprises, les

## PKK Les directives du chef Apo

Leader incontesté du PKK, Abdulla Ocalan [prononcer Otchalan], surnommé Apo ("l'Oncle"), est l'un des fondateurs du Parti des travailleurs du Kurdistan, créé en 1978 à Ankara, où lui-même avait été étudiant en sciences politiques. Marxiste-léniniste, il vénère Staline et Mao, et prône le terrorisme à outrance. Le mensuel kurde *Berzwedan*, publié en Allemagne, reproduit régulièrement les "appels" d'Apo, dont voici trois exemples.

Dans un appel aux habitants du département d'Ourfa, il exprime sa désolation d'apprendre qu'"une vie dégénérée s'installe, avec des résidus capitalistes". "Si les villages n'assurent pas leurs tâches, poursuit-il, ils devront rendre des comptes." Il les somme de revenir "sur le droit chemin, avant qu'une action spéciale soit entreprise à (leur) rencontre". "Soit vous êtes à nos côtés avec amitié, soit du côté de l'ennemi, mais il est inacceptable de rester au milieu."

Ailleurs, il lance un appel aux Kurdes installés en Europe. "Vous êtes des centaines de milliers, mais c'est notre pays qu'il faut reconquérir. Répandez le mouvement, sinon vous êtes des minables. Renoncez aux manières de vivre acquises en Europe. Les actions que nous

*menons en Europe et en Allemagne visent aussi l'Europe et l'Allemagne incrustées dans nos têtes."*

Il admoneste, enfin, les jeunes dirigeants kurdes en Allemagne, qui "jouent avec les valeurs" et ne sont pas assez attentifs à son autorité. "Nous ne vous montrerons pas notre véritable sévérité, car vous êtes à peine formés. Nous voulons vous corriger avec compréhension. Mais n'en déduisez pas que vous pouvez vivre et agir comme vous l'entendez. Voyez comme je travaille, je dépasse mes limites devant l'immensité de la tâche. Imitez-moi, mais ne cherchez pas à vous imposer en seigneurs."

Quant aux "faux leaders", lance-t-il à ses partisans, "liquidez-les avec l'ennemi".



Abdulla Ocalan, dit Apo.

Chris Kubbera

ateliers à l'abandon, les installations touristiques impeccables sans l'ombre d'un client. Venez voir et dites-moi ensuite si cet embargo insensé est dirigé uniquement contre l'Irak.

A Cizre, tout est calme. Ici, Alpaslan Türkes et ses Loups gris règnent en maîtres. [Türkes dirige le Parti nationaliste de l'action (extrême droite), qui a assassiné nombre d'intellectuels turcs de gauche dans les années 70. Ses "Loups gris" prônent une idéologie fasciste pan-turque.] Les gens d'ici ne parlent pas turc ? Qu'à cela ne tienne : les murs sont couverts de slogans en turc vous faisant comprendre que les habitants n'aiment pas le PKK...

Un enfant, posant pour une photo, montre son poing, l'index et le petit doigt levés (imitant la tête d'un toup). Je lui demande ce que signifie ce geste. Il répond simplement : "Turc." "Tu es Turc ? — Oui, oui." Mais, quand notre accompagnateur, Ahmet, lui parle en kurde, il répond dans un kurde parfait. Je lui demande : "Tu es pour Türkes ?" Tous les enfants rient, sauf lui. Alors, l'un d'entre eux dit brusquement : "Moi, je suis kurde." C'est lui qui répond quand je leur demande ce qu'ils veulent que je transmette

à nos dirigeants. "Nous voulons un Etat." Il a dix ou onze ans. "Quel genre d'Etat veux-tu ?" La réponse fuse : "Un Etat kurde !"

Mon interprète, Ahmet, se tourne vers mon petit interlocuteur : "Pourtant, ton père est un garde", lui dit-il. [Armés et payés par l'Etat, les "gardes de villages", sont censés défendre les villageois contre les attaques du PKK. Massacrés en premier avec leurs familles lors des attaques du PKK, beaucoup se sont transformés en potentats armés soumettant à leur arbitraire les gens qu'ils sont censés protéger.] L'enfant nie. Un homme d'âge moyen me chuchote à l'oreille : "Voilà un bon futur agent provocateur, ce petit." Nous apprendrons ensuite que son père est en effet un garde de village, membre des Loups gris.

Au fond, le problème du Sud-Est est celui du système tribal. Ici règnent des Etats-tribus. Ces Etats ont un code pénal, un code civil, un code du commerce, un code du travail complètement en dehors de la législation de la République. Personne ici n'a besoin de demander à l'Etat une autorisation de port d'armes, personne ne déclare son mariage à l'état civil. L'Etat ne voit pas que ces gens, qu'il considère

comme ses citoyens, sont en fait les sujets des chefs de ces Etats-tribus. Ou alors, il le voit bien et cela l'arrange. Il se sert d'une partie de ses citoyens comme instruments de répression contre une autre. Il considère tous ses citoyens d'une région entière comme des terroristes potentiels, hormis les chefs de tribus et les "gardes de villages". Ceux qui dirigent l'Etat ont des liens organiques, économiques et administratifs avec les tribus. Il leur est plus facile d'écraser ceux qui n'ont ni pouvoir économique, ni soutien administratif, plutôt que de s'en prendre aux chefs et de régler une fois pour toutes le problème de la féodalité.

La politique d'Alpaslan Türkes et de son parti au Sud-Est est en ce sens aussi dangereuse qu'une bombe atomique, car elle s'appuie entièrement sur ces Etats-tribus. Elle revient à continuer d'injecter de la vapeur dans un chaudron hermétique. Combien de temps encore les parois de ce chaudron résisteront-elles à la pression, sciemment ou inconsciemment augmentée depuis soixante-dix ans ? Malheureusement, le Parti nationaliste de l'action et certains secteurs du Parti de la juste voie de M<sup>me</sup> Çiller augmentent sans arrêt la pression. ●

AFP. — ~~Agence France Presse~~ — AFP. — ~~Agence France Presse~~ — AFP. — ~~Agence France Presse~~ — AFP. — ~~Agence France Presse~~ — AFP. — ~~Agence France Presse~~ —

FRA0137 4 I 0243 TUR /AFP-XE71

Turquie-Kurdes

Lettre du chef du PKK à des dirigeants occidentaux, selon un journal pro-kurde

ANKARA, 26 nov (AFP) - Le chef de la rébellion kurde de Turquie, Abdullah Ocalan, a adressé une lettre à des dirigeants occidentaux, dont le président Bill Clinton, pour leur demander "un rôle accru en vue d'une solution politique de la question kurde en Turquie", a rapporté samedi le quotidien turc pro-kurde Ozgur Ulke.

La lettre, rédigée en anglais, a été envoyée notamment au président François Mitterrand, à son homologue américain Bill Clinton, au chancelier allemand Helmut Kohl et au Premier ministre britannique John Major ainsi qu'aux Nations unies, à la CSCE, à l'OTAN et au Conseil de l'Europe, affirme le quotidien.

Abdullah Ocalan, alias "Apo", secrétaire général du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984, a proposé "d'abandonner la guerre si l'autre partie (ndlr: Turquie) est prête à en faire autant", selon d'extraits de la lettre publiés par Ozgur Ulke.

Le chef de la rébellion appelle la communauté internationale à prendre "une position contre les pratiques sauvages (de l'Etat turc) au Kurdistan qui nécessitent une intervention urgente" et affirme "être prêt à soutenir" toute initiative de la communauté internationale.

La rébellion du PKK, créé le 27 novembre 1978, et les opérations de répressailles de l'armée turque ont fait plus de 15.000 morts.

CE/chr

# Villages et pâturages désertés

## *Un décret interdit l'élevage des moutons*

**Naguère un sanctuaire pour les combattants du PKK, les hauts plateaux d'Anatolie orientale se vident aujourd'hui de leurs troupeaux et de leurs habitants. Par la force des armes et des lois.**

**Gunnar Wiessner\***  
NEUE ZÜRCHER ZEITUNG

**A**bdourahman, un vieil homme, montre du bout de sa canne les bâtiments construits à la hâte aux alentours : "L'année dernière, ce n'étaient encore que des terrains vagues. Les gens de la ville venaient pique-niquer ici. Maintenant, vous voyez des maisons de réfugiés dans tous les coins. Les gens se sont enfuis des montagnes, ont quitté leurs villages. Aujourd'hui, il n'y a plus âme qui vive là-bas..." Le chef de famille des Pazarci habite aujourd'hui, avec tous les siens, une petite cabane en torchis à la périphérie de Van, petite ville de province. Il y a quelque temps encore, il était paysan dans un village retiré du Taurus oriental. La vie était dure, mais on s'accommodait de la sécheresse estivale, du sol aride et des longs hivers enneigés. Il y avait une école, un petit dispensaire et une mosquée. Au début des années 80, explique-t-il, la situation économique tendait à s'améliorer. "Et puis, les soldats nous ont interdit d'emmener paître nos moutons dans nos pâturages. Alors, nous avons vendu et sommes partis."

Il est l'un de ces milliers de paysans des montagnes du sud-est de l'Anatolie venus grossir les quartiers misérables des villes. Les combats que se livrent le PKK et l'armée expliquent en partie cet exode. Mais la raison principale tient à l'effondrement de l'élevage des moutons. Depuis des siècles, la vie des paysans des montagnes en dépendait. Dans ces contrées escarpées de la chaîne du Taurus, il n'est pas possible de cultiver partout la terre.

Désormais la majeure partie des hauts plateaux de l'Est anatolien n'est plus cultivée et l'effondrement de l'élevage se poursuit. L'embargo contre l'Irak, qui complique l'accès à ce marché pour la viande de boucherie turque, s'ajoute aux effets de la guérilla menée par le PKK, qui mène des attaques-surprises contre des avant-postes et se replie aussitôt dans les montagnes. La plupart

*L'économie alpestre a été interdite en 1989 ; en cas d'infraction, l'armée a le droit de tirer*

du temps, les soldats turcs du contingent, qui ne connaissent pas la région, sont obligés d'abandonner les poursuites. Dans les hautes montagnes du Taurus ou les grottes des plateaux d'Anatolie orientale, la guérilla ne risque guère de se faire prendre. Mais le PKK s'intéresse spécialement aux alpages, car il est nettement moins risqué de se ravitailler en haute montagne qu'en descendant dans les villages. Dans les années 80, les paysans restaient

largement en dehors des opérations, et les pressions du PKK n'avaient qu'un impact secondaire sur l'élevage. Cette situation s'est modifiée avec l'état d'exception imposé par l'armée. Par décret du gouverneur chargé des régions kurdes, l'économie alpestre a été totalement interdite en 1989 dans la région. En cas d'infraction, l'armée a le droit de tirer.

Au départ, des dispositions spéciales permettaient, dans les régions non directement concernées par les combats, de continuer la mise en valeur des terres. Mais en même temps l'armée de l'air turque épargnait moins les civils lors des bombardements en haute montagne. C'est pourquoi beaucoup de paysans ont renoncé à exploiter leurs pâturages, même là où on leur en donnait l'autorisation. Dans le Taurus oriental, principale zone de combat, où se trouvent également les meilleurs alpages, l'interdiction de la transhumance a été imposée de manière très stricte dès le début des combats.

L'appauvrissement des villes de l'Est anatolien, qui s'accroît avec l'afflux des réfugiés, conduit à une augmentation considérable des dépenses sociales de l'Etat. Aux mouvements migratoires s'ajoutent les expulsions forcées. Plus d'un millier de villages ont été évacués cette année dans l'Est anatolien par les militaires. En traversant aujourd'hui les montagnes kurdes des provinces de Mardin, Sirnak, Hakkari ou Van, on tombe constamment sur des villages abandonnés et détruits. ●

\* Spécialiste du développement agricole dans le Sud-Est anatolien, université de Göttingen.



## Hinhaltetaktik in Ankaras Kurden-Prozess

Während in der türkischen Hauptstadt der Prozess gegen kurdische Politiker, die des «Landesverrats» angeklagt sind, andauert, werden landesweit allwöchentlich Autoren und Journalisten wegen ähnlicher Meinungsäusserungsdelikte festgenommen.

**Istanbul.** Mit der Anhörung neuer Zeugen geht heute in Ankara der Prozess gegen ehemalige kurdische Parlamentsabgeordnete in eine weitere Runde. Die acht Politiker, darunter die bekannte Menschenrechtsvertreterin Leyla Zana, werden des «Hochverrats» bezichtigt.

Der Staatsanwalt im türkischen Staatssicherheitsgericht wirft den Mitgliedern der inzwischen verbotenen Demokratie-Partei (DEP) vor, als politischer Arm der Untergrundorganisation Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) agiert und den Guerillakrieg aktiv unterstützt zu haben. Zudem hätten sie sich mit ihrer Forderung nach regionaler Autonomie für das Kurdenvolk des «Verrats» am Einheitsprinzip der türkischen Verfassung und so der «separatistischen Propaganda» schuldig gemacht. Die Verteidiger der acht Angeklagten ihrerseits gaben dem Ankläger zu verstehen,

dass der von ihm angeführte Strafrechtsparagraf 125, der die Todesstrafe ermöglicht, ein Relikt der Militärjunta von 1980 sei und den internationalen Menschenrechtskonventionen, die das «Recht auf freie Meinungsäusserung» garantieren und von der Türkei mitunterzeichnet wurden, widerspricht.

Das Verfahren gegen die acht türkischen Kurdenvertreter, denen zusammen mit sechs ins Exil geflüchteten kurdischen Abgeordneten die parlamentarische Immunität aberkannt worden ist, zieht sich bereits seit Monaten hin und stösst namentlich im Europarat und im US-Kongress auf heftige Kritik.

Westliche Parlamentarierdelegationen reisten zum Prozessbeginn Mitte August nach Ankara. 40 Schweizer Abgeordnete haben den Politikern der verbotenen Demokratie-Partei ihre Solidarität ausgedrückt.

Weniger Aufmerksamkeit erhalten all jene türkischen Schriftsteller und Medienvertreter, die lediglich, weil sie die Hintergründe des Kurdenproblems in Südanatolien zu analysieren versuchen, vor den Sonderrichter zitiert werden. Derzeit sitzen über hundert türkische Autoren wegen «Landesverrats» hinter Gitter.

16 Journalisten der prokurdischen Tageszeitung «Özgür Gündem» (Freie Diskussion), die inzwischen verboten ist und vom Nachfolgeblatt «Özgür Ülke» (Freies Land) abgelöst wurde, sind Opfer von Mordanschlägen geworden. Die Täter wurden jedoch nie gefasst.

Martin Peter

### Haftstrafen für Journalisten

**Ankara.** SDA/DPA. Ein türkisches Militärgericht hat am Mittwoch in Ankara drei Journalisten wegen einer TV-Umfrage unter Soldaten zu Haftstrafen von je fünf Monaten verurteilt. Eine Umwandlung der Haftstrafen in Geldstrafen wurde ausgeschlossen.

Die Journalisten hatten am 10. Januar in der politischen Magazinsendung «32. Gün» (32. Tag) der privaten

TV-Anstalt «Show-TV» die Meinung von Soldaten zur Aufschiebung der Entlassung aus dem Militärdienst um vier Monate ausgestrahlt. Die Soldaten hatten vor der Kamera unter Verdeckung ihrer Gesichter gegen die Entscheidung protestiert.

Die Journalisten wiesen den Vorwurf zurück, «gezielt gefragt und negative Antworten provoziert» zu haben.

Turkish Probe November 25, 1994

15

## Iraqi Kurds, Coalition Planes Become Election Factors

Raşit Gürdilek

**P**rime Minister Tansu Çiller may slug it out with her government partners and the opposition parties over when to hold by-elections, whether to hold them at all, or whether she should call early general elections instead.

The fact is, the public couldn't care less after having had too many elections in too short a time and gotten accustomed to the gyrations behind the facade of principled stances. Like watching a lack-luster soccer game, the people listlessly observe the ball being passed between courts, electoral boards and an endless procession of parliamentary commissions. An array of press scenarios notwithstanding, the ordinary citizen does not believe that the by-elections will change much in their lives, even supposing they are held. Barring a spectacular success for the Muslim fundamentalists, many think even a general election will not cause anything more than a stir.

The root cause for the current crisis is the Turkish Kurds, or, to be more specific, voting rights for the Kurdish villagers displaced by the separatist war going on for 10 years. But interestingly, all this hullabaloo about the by-election date has come to gain significance for the Iraqi Kurds and their Western backers, who, — even more strangely — are suddenly emerging as factors of stability in Turkish politics. About 3.5 million Kurds living in a Western protected area in northern Iraq depend on supplies coming from or through Turkey. For their security, they rely on a Western air force based in southern Turkey which daily patrols northern Iraq to deter any attack on Kurds by Saddam Hussein's forces.

But parallel to the distance covered by the Iraqi Kurds in consolidating their de facto "statelet" in the north, the continued presence of the coalition force at the Incirlik Air Base has been bringing the Turkish governments under mounting opposition criticisms.

Hard put to contain the separatist insurgency of its own Kurds, Turkey sees the self rule of the Iraqi Kurds as a potential danger to its unity, fearing it will be the nucleus for a Kurdish state with pan-Kurdish ambitions. Turkish officials have made clear several times that they will not allow such an eventuality to come to pass and are waging a diplomatic battle to counter the Iraqi Kurds' efforts to canvass international support.

The fact that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is waging the separatist war in southeastern Turkey, is firmly entrenched in the Kurdish enclave in Iraq despite Iraqi Kurdish leaders' assurances that they would crack down on them serves to heighten the distrust.

That distrust is already deeply rooted among the mainstream Turkish political parties, although those in power agree albeit reluctantly to the requests of the country's Western allies for the regular renewal of the 70-plane coalition force's mandate. The coal-

ition planes themselves have caused domestic and foreign policy headaches for the Turkish governments. An accidental drop of supplies by a "Provide Comfort" helicopter to a Kurdish rebel detachment inside Turkey embarrassed the government and whipped up public suspicions about the protection for the Iraqi Kurds. The Turkish military tightened its control of the coalition flights and began assigning Turkish "watchers" to every helicopter flight.

The trigger-happy coalition jet pilots have contributed to the antipathy. Frequent attacks against the Iraqi anti-aircraft positions have interfered with Ankara's efforts to put relations with Baghdad on the path toward normalization. Most recently, the accidental downing of two American Sikorsky helicopters last April by the coalition jets — with the loss of 26 allied personnel, including Turkish officers — at a time when Turkish helicopters of the same type were raiding PKK camps in the area has rekindled the opposition to the presence of a foreign force on Turkish soil, operating against its interests. The force's mandate is up for another renewal at the end of December by the Turkish Parliament in which the political balances are upset over the cancelled by-election.

The spectacle of the government partners moving away from each other at accelerated speed may cause well-grounded fears for the Iraqi Kurds that the renewal may not clear the legislature this time.

For the Social Democrats have been only grudgingly voting for extended mandates so as not to cause the dissolution of their coalition with Çiller's True Path Party (DYP), braving the accusations from party supporters and even from the lawmakers in their midst that they are not adhering to the former party stance against foreign military presence.

The fact is the coalition partners have found themselves at opposing ends of a debate on the by-election date, and if the rift results in the dissolution of the coalition, then the social democrats will have no more reason to back the renewal of the mandate for Provide Comfort. On the contrary, they will have more reason to oppose that since they will then have to pursue with renewed energy their planned merger with the rival social democrats in the opposition camp who are implacably hostile to the force.

But the Iraqi Kurds may not be too far off the mark if they choose to be optimistic.

For with the renewal date approaching and wary of a break with the United States over the issue, Çiller will undoubtedly have second thoughts about dumping the coalition partners and setting up a minority government which will be unlikely to push the extension through Parliament.

So, compromise seems once again to be the order of the day, particularly since the Motherland Party of Mesut Yilmaz is asking a price Çiller cannot afford to pay in return for his support — early general elections. ■

## Foreign Minister Soysal urges more help from Europe to counter terrorism

Turkish Daily News

FRIDAY, NOVEMBER 25, 1994

Turkish Daily News

ANKARA- Foreign Minister Mümtaz Soysal, on an official visit to Bonn, said Turkey expected more cooperation from the European states to combat terrorism.

"If what we do domestically is not enough to end terrorism, one of the reasons is that the foreign resources and the foreign financing of the terrorist organization has not dried up. Even countries which have banned the PKK, like Germany and France, cannot fully prevent this (foreign resources). Consequently, there are things we would request from Europe," Soysal told journalists in Bonn.

Soysal's reply was actually to a question on Turkish human rights and terrorism. "I will explain human rights before they (German officials) ask me the question. But if there are violations, the root of the problem should be discussed. We have the problem of terrorism — do the European states think they are doing their share to help us with that?" Soysal said. Earlier, Soysal had denied any link between Turkey's record of human rights and the achievement of a customs union between Turkey and the European Union.

Soysal said that Turkey wanted to achieve the customs union despite the many risks it had for Turkey. "We will continue whether the European Union takes us or not. If they do not take us in, it is their problem. They will regret it," he said.

The Turkish minister also extended a peace message to Greece. After his meeting with Social Democrat Party (SPD) Chairman Rudolf Sharping, he told a Greek journalist: "The world wants to see Turkey and Greece fight. We will not give them the satisfaction," Soysal said.

Soysal's focus on the first day of his visit appeared to be the status of Turks in Germany, rather than ties with the European Union. After discussing the dual citizenship issue with German President Roman Herzog, he told the press that "his discussions were quite frank and cordial." "We have discussed this as two jurists... His attitude to dual citizenship was more positive than I thought it would be," Soysal said.

"He told me this was a difficult issue... and in the hands of the government," Soysal said.

## KURD-A strongly criticizes German police

*'It is for the German government's own good to back down from its stand against the Kurdish nation and its institutions,' says KURD-A*

Turkish Daily News

ANKARA- German police raided the Kurdish-German press agency (KURD-A) in Dusseldorf, Germany on Tuesday morning and confiscated communications equipment and files.

About twenty officers raided the agency which, police sources indicated, supported the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the political propaganda wing (ERNK) of the illegal organization which were both banned in Nov. 1993. The Dusseldorf police also claimed that the agency disseminated propaganda.

The KURD-A agency harshly criticized the German police, "The raid was against German laws. KURD-A is the only source which reports the real face of the dirty war conducted in Kurdistan. Bothered by the realities, the German government has chosen to oppress the Kurds and hinder the reporting of the truth." Referring to the KURD-A agency which was closed down last year for similar reasons, agency officials said: "We

consider this to be an act against the Kurdish people." The agency officials also said that the police should raid German press agencies as well because the German media gives space for every PKK move and that this also constitutes propaganda for the PKK as a result.

Agency personnel said the German police who raided the KURD-A office have "humiliated themselves once again."

According to the KURD-A announcement, the first reaction to the incident came from the banned Democracy Party (DEP) support bureau located in Brussels. The protest said, "The German police has raided our office without probable cause."

The agency members in their statement also threatened the German government by saying, "It is for the German government's own good to back down from its stand against the Kurdish nation and its institutions. The German state will be harmed by this and not the Kurdish people."

## Democracy Party lawyers stage protest walkout

Turkish Daily News

ANKARA- The trial of the seven former deputies of the now-defunct Democracy Party (DEP) and one independent deputy which continued on Thursday at the Ankara State Security Court (DGM) became the scene of a heated discussion between the lawyers and the court judges. The case was postponed to Dec. 8.

Lawyers for the seven former deputies, after requesting time to investigate new prosecution documents, left the court room when their proposal was rejected.

Lawyer Yusuf Alataş said no reason had been given for the request being turned down. He said that he and his colleagues had withdrawn from the case claiming that they had been deprived of their right to defend their clients.

Alataş said that the DGM prosecutors had inserted new documents into the case file a day before the hearing but the defence had

learned of them on the day of the hearing itself and there had not been sufficient time to prepare their counter-arguments.

He said: "How can we present our counter-arguments without conducting an investigation. The prosecution claims that the former deputies had attended a meeting with the militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Journalists were also present at that meeting. We want them to be called as witnesses.

The prosecution also claims that our clients were PKK members before they were elected deputies. If that is the case, then the prosecution has to prove it."

Alataş added, "In this case the law is used as a tool. The charges and claims listed in the indictment are being used as if they were evidence." The independent deputy Mahmut Alınak said, "Someone should tell me please, am I a deputy or not? I cannot be tried if there is democracy in this country."

## Human Rights Diary

**IHD publishes its monthly report on human rights:**The Turkish Human Rights Organization (IHD) has published its monthly report on human rights violations.

According to the report, 55 people were killed as a result of extra-judicial executions or torture while under custody. About one hundred villages were evacuated and 426 people died in clashes with the security forces. Eighteen people were killed by unknown persons during the same month. The number of crimes of expression increased to 117. The report said that the whereabouts of 33 people is unknown since they were taken into custody, seven places were bombed and 52 publications were confiscated. IHD chairman, Akin Birdal drew attention to the release date of the report which coincided with the anniversary of the signing of the Paris Convention on human rights at the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE). Birdal said: "Because of a separatism paranoia, every form of unlawful and illogical action is being taken. The expressing and writing of thought is considered a crime of terrorism. Because of this, the leader of the Workers' Party (IP) Doğu Perinçek, journalist-writer Oral Çalışlar, publisher Mehmet Bayrak and unionist Fevzi Gerçek were sentenced to jail. Publisher Ünsal Öztürk was resented in addition to his other sentences. Indicating that Turkey's resources were not used for the equality, freedom and peace of the people, Birdal said, "A policy which is indexed to separatism, war and tension is being practised in Turkey." Birdal said that according to official figures, the price for the delay in the democratization process has turned into a big burden for Turkey. He said: "Turkey's future is threatened by this since annual defense and security expenses for the year 1995 will cost trillions of lira." (Nov. 21, TDN)

**PTT protest action spreads:** The Communication Workers' (Tüm-Haber-Sen) Union strike action at the PTT's telephone head office in Istanbul is to spread to the whole country on Nov. 24 and 25. In a statement the striking PTT workers expressed their discontent with the pressures being put on their union and their low salaries. They said their protest will continue until they get strike and collective bargaining rights. The statement continued, "We are not responsible for the break down of mail, telegram, telephone and the other PTT services, the government forced us to take such action." İsmail Çınar, Communication Workers' Union head, five union managers and seven other union members were taken into custody when they protested in front of the Istanbul telephone head office in Gayrettepe. The police intervened when some of the strikers refused to leave the building at the end of the day. It was also reported on Tuesday that the Gayrettepe workers had demanded the release of those detained and had restated their determination to continue their action. Workers in other PTT offices in Istanbul were prevented by police from supporting the Gayrettepe workers on the grounds that such action was illegal. (Nov. 22, TDN)

**TIHV says 128 teachers killed in armed attacks:**The Turkish Human Rights Association (TIHV) has published a report in which it says a total of 128 teachers have been killed in the last ten years in the "dirty war" between Kurdish separatist militants and government troops. The report of the activist group blamed the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) for the killings which were carried out using guns, bombs, clubs and even axes. The report covers the period between Aug. 15, 1984, when the illegal organization launched its first armed attack, and Nov. 20 this year. The PKK, fighting for self-rule in the Southeastern provinces, have been targeting the teachers and government officials in an effort to establish its own authority and undermine that of the state. The campaign, which has also included the burning of schools, has caused the closure of thousands of schools in the backward region and an acute staff shortage in the remaining ones as teachers from the West refuse to take up their assignments or pay hefty sums to others who volunteer for the eastern vacancies. According to the human rights group, 81 teachers were killed by the separatist organization and 43 teachers had fallen victim to the infamous series of "mystery murders," in the southeastern part of Turkey. Some 53 of the 81 teachers were killed during PKK raids on villages or hamlets where they were stationed. Eighteen of the teachers were killed during PKK road blocks where the illegal organisation conducted identification controls. Until the end of 1992, PKK attacks were concentrated mainly in Mardin and its surrounding areas. Starting in 1993, the illegal organisation move the focus of its attacks to the provinces of Tunceli and Diyarbakır. The report also blamed the government for the deaths of two teachers who were tortured while in custody. One teacher was killed by the militants of the banned leftist organisation TIKKO in Adana and the last one on the list was killed in incident which took place in Lice in Oct. 22 1993. The human rights groups have accused government-organized "death squads" of the murder of Kurdish activists as well as intellectuals and writers sympathetic to their cause. Denying the complicity of the secret police, government officials have blamed an underground war between the PKK and the fanatic Muslim, Hezbollah terrorist group. (Nov. 24, TDN)

## TURQUIE-USA

Nouvelle aide  
américaine à Ankara

La Turquie et les États-Unis ont signé mardi un protocole d'accord portant sur l'octroi d'une subvention de 120 millions de dollars à Ankara, au titre des compensations aux préjudices causés sur l'économie turque par quatre années de sanctions économiques de l'ONU contre l'Irak, qui fut l'un des principaux partenaires commerciaux de la Turquie.

Cette subvention s'inscrit dans

le programme d'aide à la Turquie d'un montant de 3 milliards de dollars que les États-Unis ont accordé à la Turquie depuis la mise en place de l'embargo contre Bagdad en 1990. Les Turcs n'ont en effet jamais manqué de rappeler que l'Irak était leur deuxième partenaire économique et leur principal fournisseur de pétrole avant la guerre du Golfe et ils ont toujours fixé très haut la barre du manque à gagner causé par l'embargo. Selon les chiffres fournis par Ankara, le volume total des pertes subies par la Turquie en raison de l'embargo dépasserait 20 milliards de dollars. Aux compensations américaines, la Turquie ne se cache d'ailleurs pas de préférer la levée de l'embargo contre l'Irak, à laquelle elle se prépare par

ailleurs activement. Alors que la Turquie, confrontée à une grave crise économique, compte sur cette aide américaine pour l'aider à soutenir le programme de sauvetage économique lancé en avril dernier par Mme Tansu Ciller, elle a déjà fait le premier pas dans ce sens en procédant à la remise en état de deux oléoducs venant d'Irak, quelque peu "rouillés" par quatre années d'inactivité; en vertu d'un accord avec Bagdad et avec l'aval de la communauté internationale, Ankara avait par ailleurs prélevé le pétrole bloqué dans les oléoducs, les revenus de cette "vidange" devant être partagé entre Ankara et le programme humanitaire onusien destiné à l'Irak.

## LE SOIR DE BRUXELLES — 25 novembre 1994

Déchus de leur immunité, les huit parlementaires sont accusés de « séparatisme »  
Députés kurdes de Turquie : verdict en décembre

Le verdict dans le procès de huit députés turcs d'origine kurde accusés de « séparatisme » et qui risquent la peine de mort sera prononcé le 8 décembre. Ainsi en a décidé hier la Cour de sûreté de l'État d'Ankara. Les huit accusés ont déclaré à la fin de l'audience qu'ils renonçaient à leur plaidoirie finale, toutes leurs demandes ayant été refusées par le tribunal. Ils suivaient ainsi la décision de leurs avocats qui avaient auparavant quitté la salle d'audience pour protester contre le refus du tribunal d'un complément d'enquête.

Cette demande de complément d'enquête avait été rejetée dans la matinée parce que *cela prendrait beaucoup de temps*. La défense avait notamment demandé que le tribunal recueille le témoignage de certains journalistes et milieux officiels concernant les accusations selon lesquelles les huit personnes seraient en contact permanent avec le Parti des Travailleurs du

*Kurdistan* — le PKK, mouvement séparatiste.

L'un des députés, Orhan Dogan, a déclaré à la fin de l'audience que *l'ampleur du problème kurde s'étendra davantage avec leur condamnation qui est un piège politique*. Ces députés, élus du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), dissous en juin, sont accusés d'avoir constitué l'aile politique du PKK au sein du parlement et d'avoir collaboré avec celui-ci pour créer un Kurdistan indépendant dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde. Cette accusation est passible de la peine de mort.

Il s'agit de Hatip Dicle, président du DEP, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, ainsi que de Leyla Zana, tous membres du DEP, et du député indépendant Mahmut Alinak, démissionnaire du DEP. Ils sont détenus depuis la levée de leur immunité parlementaire le 2 mars. Leur procès a débuté le 3 août. Les deux autres accusés sont Sedat Yur-

tdas et Selim Sadak, emprisonnés depuis juillet et jugés depuis le 26 octobre. Les deux procédures ont été réunies en une seule par le tribunal.

Tous ont perdu leur siège lors

de la dissolution du DEP le 16 juin, à l'exception de M. Alinak qui conserve sa qualité de député parce qu'il n'était plus membre du parti lors de sa dissolution. (AFP.)



Quatre des huit députés accusés d'avoir représenté l'aile politique du PKK : Ahmet Turk, Leyla Zana, Orhan Alinak et Hatip Dicle. Photo EPA.

SATURDAY, NOVEMBER 26, 1994

# Iraqi Kurds sign peace accord

*The plan upholds Iraqi territorial integrity, proposing federal solution*

*Turkish Daily News*

ANKARA- The two major Northern Iraqi Kurdish groups signed a long-debated peace deal on Thursday, which aims to stop fraternal fighting and pave the way for "the Kurdish objective of federalism within a democratic and united Iraq."

The highlights in the 14-point agreement are as follows:

- The two parties agreed on conducting a popular census to prepare an election register before May 19, 1995, to be followed by a free and fair general election. A commission from the Kurdish Regional Government has been identified to carry out the census.

- The agreement forbids the use of violence and arms to resolve disputes and stresses the need for dialogue and peaceful means to settle conflict. Single parties may not monopolize political and organizational work in the region.

- The agreement calls for maintaining the current power sharing agreement between the two parties and upholding the principle of partnership in running the administration until the next general election.

- A cabinet reshuffle was agreed upon to broaden the base of the Kurdish coalition and include other

parties in the administration. There would be five ministerial posts for the Kurdistan Democratic Party (KDP), five for the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and five for other parties — namely, the Islamic Movement of Iraqi Kurdistan (IMK), Communist, Turkoman, Christian Assyrians and Toiler parties.

- The two parties agreed to set up joint political leadership between KDP Leader Massoud Barzani and PUK leader Jalal Talabani and senior officials of the two parties to oversee the implementations on a regular basis.

- The agreement called for limiting the number of armed forces for each party, demilitarizing the towns and ensuring employment for the militia who should be returned to their original jobs.

- The two sides agreed to launch diplomatic and information moves to explain the Kurdish objective of federalism within a democratic and united Iraq and that such an aim does not threaten Iraq's territorial integrity and it is the opposite to separation.

"We will assess the whole draft as soon as we get it, then take a stance," a senior Foreign Ministry official said, adding that Ankara would take up the issue with Iraqi Kurdish representa-

tives here in Ankara.

The accord between Barzani and Talabani follows a series of attempts to end the fighting in Northern Iraq. Reports on the draft indicate that it is the most comprehensive accord achieved so far although it appears to be a considerably watered-down version of the accord the two leaders wanted to sign in Paris this summer, which Turkey opposed fervently.

For example, it makes a reference to the "Kurdish objective of federalism within a democratic and united Iraq," saying it does not threaten Iraq's territorial integrity.

This appears designed to soothe neighboring countries, who firmly objected to the draft formulated in Paris by the officials of the two parties on the grounds that it targeted Iraqi territorial integrity.

However, it also sets the calendar for a new round of elections — something which Turkey does not look kindly upon.

The press releases for the plan neglect any mention of the establishment of a Kurdish presidency or armed forces — other points which Turkey and neighboring states had objected in the previous draft as forming the embryo of a Kurdish state.

Turkish Daily News

## The PKK remains a terrorist organization



İlnur Çevik

**EDITORIAL**

The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has apparently launched a "diplomatic" offensive in Western capitals trying to convince the U.S. and European governments to put pressure on Turkey to start a dialogue with the Kurdish extremists. The "diplomatic" moves by the PKK come as no surprise as it has already been reported in the Turkish Daily News on Nov. 17 that the terrorist group would launch such an initiative as part of its new strategy.

The PKK cannot and should not expect to be taken seriously, even in the Western capitals, as long as it thrives on terrorism.

On Nov. 18 ten civilians, including two children, were killed when PKK

militants raided their village of Col in the southeastern province of Siirt and shot rockets at their home. In the past the PKK has killed women and children in such raids without showing any remorse. On the contrary the PKK has tried to justify its murders by saying these women and children came from the families of village guards.

On Nov. 6 Kurdish terrorists killed four village primary school teachers at a roadblock in a remote district of Mardin province and accused them of "brainwashing Kurdish children." That brought the toll of murdered school teachers to 14 since September when the new school year began.

These were teachers who had left their homes in western Turkey to brave the harsh conditions of the southeast to try to teach something to the Kurdish children of the area so that they too could grow up to go to university and earn a decent living. So that was these teachers' "crime."

We well remember that in Ireland

the IRA never targeted the children of Ulster Unionists. When a child was killed by mistake the IRA would issue an apology.

Here the PKK only boasts about its murders.

Would any Western government accept to even talk to such a terrorist organization?

We do not think the PKK is capable of ever transforming into a political entity that can really sit down and establish a meaningful dialogue with Turkey or any other government. That is why our former editor İsmet İmset, who is regarded as an expert on the Kurdish issue, rightfully denounced PKK terrorism in the past and said the Kurds in Turkey need a moderate voice to be able to communicate with the Turkish authorities.

A PKK which can never renounce terrorism is not that voice.

# PKK leader's letters to Western capitals reflect shift from goal of 'an independent Kurdistan'

By Sinan Yılmaz  
Turkish Daily News

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has apparently shifted its goals on the eve of the 16th anniversary of its establishment.

Abdullah Öcalan, the leader of the separatist organization founded Nov. 27, 1978, reportedly has sent a letter to leaders of various European countries and international organizations asking for support. The PKK letter reflects a policy shift that has been apparent in recent declarations in which the group has abandoned its goal of a free and independent "Kurdistan," according to Kurdish sources.

"The PKK is not insisting on the idea of an independent Kurdistan anymore, but we demand an immediate intervention to the Kurdish problem," the letter reportedly states, adding that the group is open to any dialogue.

The letter also reportedly says, "We want the Turkish and the

Kurdish people to live together," which is a rather surprising departure from previous statements regarding the aims of the organization.

Independent sources say that the PKK militants who have been fighting for almost 10 years in the mountains of Turkey for an independent "state" that had been promised to them by their leader will not welcome this new idea.

Sources close to the separatist organization also point at the difficulty of explaining this new approach to PKK militants and indicate that this might fuel internal clashes rather than help the organization.

An announcement from the PKK European Organization, for example, states that the group plans to hold the "5th Victory Congress" on "Independent Kurdistan" soil.

Observers say that Öcalan's new approach has not attracted great attention but they emphasize the

need for time. The organization, born in a small farm house in the village of Fis in Lice province by Abdullah Öcalan, Haki Karær, Cemil Bayik, Mahsum Korkmaz (The PKK indoctrination center for young militants is known as the Mahsum Korkmaz Academy), Kemal Pir and Rıza Altun was first known as the "APO gang."

The PKK has become an international organization over the past 10 years and has enlisted many followers.

The PKK, which launched its first armed attack in 1984, has set up militia forces, front-line forces, women's cells and youth organizations, and has lately concentrated on establishing religious organizations, thus contradicting its original Marxist principles, which forbade religion.

The group, however, apparently has decided to utilize religious leaders to influence the masses and thus appeal to a wider range of followers in its armed campaign, long aimed at destroying the indivisible integrity of the Turkish State. In the nineties, especially in Europe, the group began declaring the Turkish state the common enemy of both the PKK and fundamentalist radicals.

Turkish Daily News

## Reprise à Erévan du procès du trafic d'armes destinées aux Kurdes

VENDREDI, 25 NOVEMBRE 1994

gank

ՕՊՈՒՅՈՒՄ - QUOTIDIEN ARMÉNIEN

Le procès intenté le mois dernier contre 7 Kurdes et trois Arméniens accusés de faire passer des armes destinées à la guérilla kurde en Turquie via l'Arménie a repris le 22 novembre à Erévan. Les accusés avaient entamé une grève de la faim le 31 octobre dernier, exigeant un procès politique. Mais le tribunal n'a pas pris en compte leurs exigences et le procès reprend sur la même base d'une accusation de trafic d'armes.

Quand bien même le procès ne prend pas une tournure politique, il a d'ores et déjà fait courir beaucoup d'encre en Turquie, où il alimente les accusations maintes fois répétées par les autorités et les médias d'une collusion entre la guérilla kurde du sud-est anatolien et l'Arménie, qui en serait la base-arrière.

LE MONDE — 26 novembre 1994

**IRAK : accord entre les deux principaux partis kurdes.** - Le Parti démocratique (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont annoncé, jeudi 24 novembre, la conclusion d'un accord en quatorze points « afin de mettre un terme à l'état d'hostilité et de tension », a précisé le bureau londonien du « gouvernement » régional kurde, installé *de facto* dans le nord de l'Irak. Les deux principaux partis kurdes irakiens « sont convenus d'organiser un recensement de la population afin de dresser les listes électorales avant le 19 mai 1995, ce qui conduira à des élections libres ». - (Reuter.)

## Les kurdes de la CEI mettent en garde Ankara contre la construction de l'oléoduc azerbaïdjanais

Un représentant du Front de Libération Nationale du Kurdistan, une organisation représentant les Kurdes de la CEI, a mis en garde Ankara dernièrement contre le fait que les Kurdes pourraient empêcher la construction d'un oléoduc acheminant le pétrole azerbaïdjanais vers la Méditerranée à travers le territoire turc.

"Nous disposons de suffisamment de forces, pour empêcher la réalisation d'un projet d'oléoduc d'Azerbaïdjan en Turquie, au cas où son tracé passerait par le territoire du Kurdistan", a indiqué Ahmad Dere à la presse.

Le responsable kurde n'a toutefois pas précisé si ces menaces seraient mises à exécution par des actes de sabotage, tout en laissant entendre que le PKK opérant dans le sud-est anatolien disposait d'assez de forces pour protéger les intérêts des peuples du Kurdistan", dans une allusion au projet de construction d'un oléoduc devant traverser le sud-

est de la Turquie. Ce projet, selon Ahmad Dere, "occupe une place importante dans la stratégie panturquiste d'Ankara".

"Les militants Kurdes sont assez forts pour faire obstacle à toute entreprise menée au Kurdistan sans tenir compte des intérêts nationaux des propriétaires légitimes de cette terre et sans leur demander leur accord" a ajouté le responsable kurde, qui reprenait ainsi à son compte les menaces proférées à plusieurs reprises, notamment par le leader du PKK, Abdullah Ocalan, contre le projet de construction de l'oléoduc Azerbaïdjan-Turquie.

D'une manière plus générale, le responsable kurde de la CEI a dénoncé les "ambitions panturquistes" d'Ankara, qui cherche à constituer, sur une partie de l'ex-URSS et de l'ancienne Yougoslavie, un "espace politique et économique pan-turc, qui serait dominé par la Turquie".

### Parti socialiste-Turquie

## Le PS condamne la Turquie

C'est la première fois que la direction du PS dénonce en Congrès la politique de répression d'Ankara contre les Kurdes. Gérard Fuchs a rappelé que les Socialistes condamnaient le plus vigoureusement possible la politique de l'Etat et de l'armée turcs dans les provinces orientales soumises aux bombardements des foyers de tensions du PKK et aux destructions de villages kurdes. Décidément résolu à dénoncer la Turquie, Gérard Fuchs a rappelé également aux congressistes et aux délégations étrangères que les Socialistes n'accepteront jamais la partition de l'île de Chypre et apportent toute leur solidarité dans le combat des Chypriotes contre l'invasion de l'armée turque en 1974. Gérard Fuchs a fini son exposé par deux autres exigences. La levée de l'embargo de l'Irak avec le respect des droits des minorités turques comme condition et la condamnation des bombardements iraniens sur les régions kurdes. Jamais la Proche-Orient septentrional n'avait pris autant d'importance dans un congrès du PS. Jusqu'à maintenant le conflit israélo-arabe occupait la place des débats.



**SUISSE-TURQUIE****Berne et Ankara ont nommé leur ambassadeur respectif****Un an après les incidents meurtriers devant l'ambassade de Turquie, les relations diplomatiques se normalisent.**

La Suisse et la Turquie ont nommé hier leur ambassadeur respectif. Les relations diplomatiques entre les deux pays se normalisent ainsi officiellement plus d'un an après la mort d'un manifestant kurde tué devant l'ambassade d'Ankara à Berne.

Le Conseil fédéral a nommé André Faivet ambassadeur de Suisse en Turquie. Né en 1944 à Porrentruy, il a effectué ses études universitaires à Neuchâtel et Francfort. Licencié en droit, en sciences économiques et en sciences politiques, M. Faivet prendra ses fonctions fin novembre.

Pour sa part, Ankara a nommé à Berne Riza Turmen, 53 ans. Il a été auparavant ambassadeur à Singapour, a précisé l'ambassade de Turquie à Berne.

**MORT D'UN MANIFESTANT**

A la mi-novembre, le Département fédéral des affaires étrangères faisait savoir que la Suisse et la Turquie avaient décidé de normaliser leurs relations. La crise entre les deux pays avait éclaté en juin 1993. Un manifestant kurde avait été tué par une balle tirée des locaux de l'ambassade de Turquie à Berne lors d'une manifestation kurde.

Huit manifestants et un policier avaient également été blessés par les

tirs. Ankara avait par la suite refusé de lever l'immunité de six diplomates et de son ambassadeur à Berne, afin qu'ils puissent être entendus sur les circonstances du décès. La Turquie avait préféré rappeler à Ankara son personnel diplomatique, tout en demandant à Berne d'en faire autant avec son ambassadeur en Turquie.

**INDICES INSUFFISANTS**

Le 4 août dernier, l'affaire était classée. La justice bernoise envisageait des poursuites pénales en raison de l'utilisation d'armes à feu. Mais le procureur et le juge d'instruction avaient finalement estimé que les éléments d'enquête n'étaient pas suffisants pour envisager l'ouverture d'un procès.

André Faivet, originaire de Soubey, est entré en 1973 au DFAE. Après un stage à Berne et à Ottawa, il a été transféré à Tokyo en 1975, puis à Rome en 1979, où il a été promu au rang de conseiller d'ambassade en 1983.

De retour à Berne cette année-là, André Faivet a occupé la fonction de suppléant du chef du Service économique et financier. En 1988, il a été transféré comme ministre et premier collaborateur du chef de la Mission permanente d'observation de la Suisse auprès des Nations Unies à New York.

ATS

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0141 4 I 0158 TUR /AFP-CY25

Turquie-Kurdes

Seize rebelles kurdes tués dans l'est de la Turquie

ANKARA, 27 nov (AFP) - Seize rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires dans la région de Tunceli, dans l'est de la Turquie, ont annoncé dimanche des responsables de la lutte contre le PKK.

Un communiqué de la préfecture de Diyarbakir chargée de la coordination de la lutte contre le PKK, cité par l'agence semi-officielle Anatolie, ne précise ni la date de ces opérations et combats.

Quatre tonnes de vivres et des vêtements et du matériel médical ont été saisis lors des opérations, ajoute le document.

Le PKK mène une rébellion armée depuis 1984 contre Ankara dans l'est et le sud-est anatolien frontalier avec la Syrie, l'Irak et l'Iran en vue de créer un Etat kurde indépendant. Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait plus de 15.000 morts en dix ans.

CE/jlb/mfo

AFP /JO0245/271337

NOV 94

LA CROIX

DIMANCHE 27, LUNDI 28 NOVEMBRE 1994

## Turquie

# LE CORAN, VERSION KURDE

**Vers la reconnaissance du droit des Kurdes à publier dans leur langue**

**ISTANBUL**  
DE NOTRE CORRESPONDANT

**D**ans les semaines à venir sera publiée à Istanbul la première traduction du Coran en kurde moderne. Un symbole et un indice du développement et de la reconnaissance lente, contestée, mais résolue d'une identité culturelle kurde moderne à l'intérieur même des frontières de la République turque.

C'est en dialecte kurmandji qu'Abdullah Varly, un vieil imam et érudit kurde, a réalisé sa traduction, renouant avec le fil d'une tradition remontant à près de mille cent cinquante ans. Son œuvre lui a demandé dix-huit ans d'efforts. Depuis 1977, il attendait de trouver un éditeur!

Ce travail n'est pas le seul. En Allemagne, le mouvement Islam Kurdistan, une organisation religieuse liée aux autonomistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), s'est donné pour objectif la publication de sa propre traduction. Le PKK, malgré ses fondements marxistes-léninistes, s'est efforcé depuis 1990 d'organiser les religieux vivant dans la zone où sévit la guérilla comme ceux qui ont trouvé refuge en Allemagne.

Enfin, en Turquie, Sabah Kara, directeur de la rédaction

du magazine culturel et religieux kurde, *Nubyhar*, proche du mouvement spirituel progressiste Nourdjou, bien que très avancé dans son projet, a renoncé temporairement à la publication de sa propre traduction, préférant attendre que les efforts de régénération du kurde aient progressé pour compléter son œuvre.

### Une aventure linguistique

Car la traduction du Coran en kurde est aussi une aventure linguistique. La langue kurde comporte trois dialectes distincts : le kurmandji, majoritaire en Turquie, en Arménie et dans le Caucase; le Sorani, langue officielle en Irak du Nord; et le zaza, parlé au nord de Diyarbakir, la capitale du « Kurdistan » turc. Selon Sabah Kara, les langues kurdes se sont séparées et appauvries avec les divisions engendrées par la création des frontières des États modernes.

« Le kurmandji est comme un enfant qui manquerait de vêtements, ajoute Abdullah Varly, il nous faut maintenant l'habiller. Nous devons partir récolter les mots. » Hüseyin Sarnic, linguiste kurde et, lui aussi, ancien imam, cite avec admiration la traduction partielle du Coran faite par Kamuran Bedirxan et publiée en kurmandji et en alphabet latin dans les années 40 par épisodes dans le magazine syrien *Havar*.

Malgré ses insuffisances (que l'auteur confesse volontiers) et ses recours fréquents à l'arabe, intellectuels de droite comme de gauche soulignent que la traduction d'Abdullah Varly vient

satisfaire un besoin impérieux. Le Coran avait été commenté en kurde dans les écoles coraniques de la région jusqu'à leur fermeture lors de la création de l'État national turc en 1923. Aucun religieux ne sera plus envoyé dans ces régions délaissées par l'État jusque dans les années 70. Aussi les imams kurdes furent-ils éduqués dans des écoles clandestines.

Les Kurdes soulignent tout particulièrement l'absence de travaux religieux sérieux de la part du Parti du bien-être, parti islamiste turc, l'accusant d'opportunisme électoral dans son comportement vis-à-vis des problèmes du Sud-Est.

### Le silence du gouvernement

N'ayant aucune connotation politique, il y a peu de risques que les Corans en kurde d'Abdullah Varly soient saisis par la censure. Le vieil imam n'est toutefois pas parvenu à obtenir la collaboration ou l'assentiment du ministre turc des affaires religieuses qu'il avait pourtant sollicité. L'État, qui a laissé se développer avec plus ou moins de bonne volonté un secteur de publication de cassettes et de magazines en langue kurde, reste toujours très sensible sur cette question.

Par ailleurs, beaucoup relèvent l'absence du parti islamiste turc Refah dans les projets de traduction en kurde du Coran, alors que cette formation se veut compréhensive à l'égard des Kurdes. Une lacune qui permet à ses critiques de le taxer lui aussi d'opportunisme électoral.

**Claude ORTACQ**

**gamk**ՀԱՅՍՏԱՆԻ 1994  
5 րո.

ՕՐԱՅԵՐԲՐՔ - QUOTIDIEN ARMENIEN

LUNDI-MARDI, 28-29 NOVEMB  
10<sup>e</sup> ANNEE, N° 2546**TURQUIE-KURDES****Nouveaux renforts turcs à Tunceli**

**C**et hiver encore, le Kurdistan de Turquie ne connaîtra pas la «trêve blanche» qui marquait traditionnellement l'arrêt des hostilités entre forces armées turques et rebelles du PKK durant la saison froide. Bien au contraire, les forces armées turques semblent bien décidées à en finir avec le réduit kurde de Tunceli, d'où elles tentent de chasser depuis plusieurs semaines les quelque 3 000 rebelles du PKK retranchés dans la forteresse naturelle du Mont Munzur.

L'état-major turc a ainsi envoyé un nouveau renfort de 2 000 soldats, ce qui porte à 40 000 les effectifs déployés dans la seule région de Tunceli pour en déloger les militants du PKK et leur chef, le commandant régional Semdin Sakik.

Signe de ce durcissement, le commandant militaire turc de la région, Hasan Kundaci, est arrivé la semaine dernière à Tunceli pour superviser les opérations et visiter les bases militaires turques, qui accueillent notamment des unités d'élite de la lutte anti-guérilla.

Ces dispositifs impressionnants n'ont pas empêché le PKK de narguer les forces armées turques en distribuant dans la ville-même de Tunceli des tracts dans lesquels il affirme que les pertes des militaires turcs sont beaucoup plus élevées que celles du PKK.

TUESDAY, NOVEMBER 29, 1994

# Herald Tribune.

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

**When Baghdad Complies**

There are two ways to contain Iraq. One, as the Clinton administration recently demonstrated, is to deter war. The other, which it has neglected, is to encourage moves toward peace.

Washington refuses to acknowledge Iraq's progress on arms control — a serious and potentially dangerous mistake. It may be good domestic politics, but it poorly serves America's international interests. Refusing to recognize positive Iraqi moves discourages further cooperation and drives a wedge between America and other members of the UN Security Council.

Baghdad seriously damaged its credibility last month by staging menacing military maneuvers near Kuwait. After that ploy backfired, it reversed course and recognized Kuwait's sovereignty and borders. But its earlier threats devalued that concession; Iraq must now firm up its assurances that it will never again engage in such provocative conduct toward its neighbors by agreeing to restrict its troop movements, give advance notice of future exercises and admit outside observers.

Still, three and a half years after the Gulf War it is time to acknowledge that Washington is not about to overthrow Saddam Hussein. Besides, no better successor is in sight. If Iraq is to be influenced, America needs to talk to the present regime. Instead, the Clinton administration labels Iraq a "rogue state," responsive only to brute force. Iraq is surely an aggressor state, but it can also respond rationally to diplomatic incentives. For two years it has cooperated with UN arms inspectors, and its motive for this cooperation is clear. The resolution ending the Gulf War stated that by complying with arms control requirements alone, even if it ignored other UN resolutions, Iraq could reclaim the right to sell oil on the world market.

That language, promoted by the Bush administration, was meant to focus Saddam Hussein's attention on the most dangerous postwar problem, Iraq's capacity to produce and use biological, chemical and, potentially, nuclear weapons. The resolution succeeded: Iraq began cooperating with arms inspectors late in 1992. While it has still not provided crucial information about past suppliers, it has maintained a high degree of cooperation ever since.

But the Bush administration was not prepared to live up to America's side of the deal, and neither, it seems, is the Clinton administration.

UN inspectors are now satisfied that Iraq's most dangerous weapons have been located and destroyed. They are ready to begin an aggressive long-term monitoring program to assure that Iraq builds no more such weapons. A majority of the Security Council's permanent members, eager to do business with Iraq, are prepared to lift oil sanctions after six months of successful monitoring, assuming that problems like supplier information and accounting for missing Kuwaiti nationals can be resolved.

The United States, supported only by Britain, will not agree. Washington, although it never says so directly, has made plain that it will not consider relief so long as Saddam Hussein remains in power. That is no way to encourage Iraqi cooperation on arms control, or to encourage allies to maintain sanctions.

This is an awkward moment for the Clinton administration to reconsider its hard line. But if it does not, Washington may face even more awkward problems from Iraq down the road, and a breakdown of the allied unity on which containment of Baghdad ultimately depends.

— THE NEW YORK TIMES.

# Çiller unveils government plans for collective villages

*Security paramount in the scheme starting in Southeast, but participation voluntary*

*Turkish Daily News*

ANKARA - Prime Minister Tansu Çiller on Monday announced plans to set up "central" or collective villages to group together widely-dispersed settlements, mainly in the Southeast, but said people would not be forcibly herded to them.

Addressing a news conference, Çiller said the European Resettlement Fund had responded favorably to Turkey's request for financial backing totaling TL 10 trillion (\$277 million). Noting that there were 72,000 villages across the country excluding their outlying clusters, or "mezras," she said the projected new settlements would provide better security and better communications. The central villages would also provide economic benefits as they would ease the problems of marketing agricultural produce, Çiller said.

Implementation would be started in the country's (Kurdish dominated) southeastern provinces and later be spread to other areas to address the problems related to migration to the big cities, she explained.

In the Southeast, priority would be given to areas without migration and places which offer better security.

Security aspects appeared to be a leading factor in the scheme.

Government forces are locked in combat with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) who are waging a separatist war in the Southeast. Over 13,000 people have died in a decade of fighting.

The Turkish authorities have been blaming the dispersed settlements — over 5,000 — in the area as a prime cause of past rebel successes and their ability to recruit militants, find

shelter and collect provisions.

Grouping dispersed settlements into bigger and better defensible units is reminiscent of a policy Iraq followed in the past to assert its control over its rebellious Kurds. The Baghdad government set up concrete collective villages throughout northern Iraq to resettle the Kurds brought down from mountain settlements.

But in a seeming bid to prevent the drawing of parallels, the Prime Minister said no one would be moved to the new settlements forcibly and living there would be purely voluntary. "Think of it as spontaneous land reform operating on market lines," Çiller told reporters, adding that no land would be requisitioned from owners to build the central settlements, but treasury land or state farms would be made available for the project.

She said the state would build the houses for the villages, coming equipped with barns for their livestock and allocate small plots for farming to provide the livelihood for the occupants. She added that those who opt for them will pay back the cost in instalments spread over 15-20 years.

*Turkish Daily News*

TUESDAY, NOVEMBER 29, 1994

## Funding cuts slash numbers of United Nations guards in Iraq

By Leon Barkho

*Reuters*

BAGHDAD- Funding shortages have forced the U.N. to slash the number of guards deployed mostly in Kurdish northern Iraq by two-thirds to just over 100, a U.N. official said on Monday. "The number of guards is diminishing because of a lack of resources. It is now one-third of our established target of 300," U.N. coordinator Mohammed Zejjari said.

"If we do not get the funds, we will have to reduce the numbers again by the end of the year," he told Reuters.

At their peak there were more than 500 guards but Zejjari said there are now only eight in Baghdad and 96 in northern Iraq.

The multinational guard force, including Filipinos, Swedes, and Danes, was sent to Iraq after the 1991 Gulf War to look after U.N. offices and relief convoys.

Decisions by major Western donors to send aid

funds elsewhere have forced cutbacks in several aid programs in northern Iraq, including the guard force.

The guards' presence was seen as reassuring millions of dissident Kurds who fled to mountains along the Turkish and Iranian borders following the collapse of a brief post-Gulf War uprising against President Saddam Hussein's government.

But the force has always been a thorn in the side of Baghdad, which accuses them of being spies. Guards were targets of assassination attempts and one from Fiji was shot dead last year as he slept in his bed in the northern town of Dahouk. Several others were injured.

The collapse of the U.N. relief programme in Iraq, which is mainly aimed at serving rebel Kurds in the north, is certain to be viewed as a triumph by Baghdad which has been charging the U.N. of politicizing its presence in the country.

Rebel Kurds, under Western protection, run

most of Iraqi Kurdistan. They elected a parliament and set up a regional government in 1992, but infighting among rival Kurdish groups has paralyzed their administration.

Baghdad has severed all ties with them and they are now entirely dependent on U.N. relief. Zejjari said the U.N. still handed out food rations to about 750,000 Kurds.

He said U.N. relief agencies were busy supplying northern Kurds with kerosene to help them survive this year's winter.

"Our target is 100 million litres (22 million gallons) this year," he said, adding that the fuel was being bought from local markets in Iraq and ferried to Kurds in the north.

[Turkey has given \$13 million of aid to Northern Iraq. A second aid package is also being formulated, the Foreign Ministry told the Turkish Daily News on Monday.]

## Turkey responds to rebel peace call with winter offensive in Tunceli province

*Turkish Daily News*

ANKARA- In what came as a clear rebuff to renewed peace calls from its separatist Kurds, Turkey unleashed a winter offensive in the eastern province of Tunceli to finish-off the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), reports said Monday.

Not giving up, Turkish Kurdish politicians in exile voiced support for the latest peace drive by Abdullah Öcalan, the rebel leader who sent letters to Western leaders, asking them to support his cease-fire call.

Quoting military authorities and local officials, Reuters reported that beginning Saturday, the security forces had started converging on Tunceli from neighboring provinces in a coordinated campaign.

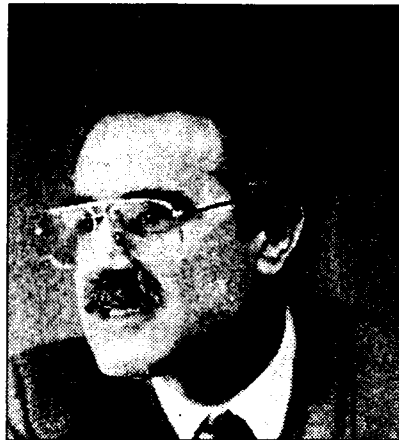
It said 40,000 troops were involved and the aim of the operation was to flush out about 2,000 rebels entrenched in a ravine outside the provincial center of the same name and the surrounding mountains.

The troops, assisted by PKK defectors, were reportedly hoping to catch the rebels at their hideouts, some of which had been left intact in earlier campaigns to draw them into a trap.

The offensive contrasted the lull accustomed for the past winters as harsh conditions prevented the sides from operating.

Seemingly unaware of the military campaign, Remzi Kartal, a former deputy of the now-banned Democracy Party (DEP) set up by Kurdish politicians, called on the Turkish government to respond to Öcalan's ceasefire offer.

Kartal who fled to Brussels before his fellow Kurdish deputies were arrested last June to be tried for separatism, said acting to the contrary would expose Turkey as opposing the peace.



Remzi Kartal

Other seven Kurdish deputies are facing the death penalty in a trial ending Dec. 8.

"This is a historical moment for Kurds and all of us. The silencing of guns and the stopping of the bloodshed is a positive step and I hope that this situation will promote peace," Kartal said in a telephone interview with the Turkish Daily News.

Indicating that Turkey has to consider this proposal seriously, the former DEP deputy said: "If the authorities do not take this proposal seriously enough, then it will appear as if Turkey is in favor of war.. but I know that the administrators will not use this chance."

The letter coincided with the 16th anniversary of the organizations establishment.

Öcalan's letter to the Western leaders reportedly reflected a recent policy shift away from independence.

"The PKK is not insisting on the idea of an independent Kurdistan anymore, but we demand an immediate intervention to the Kurdish problem," indicating

the group was ready to compromise. "We want the Turkish and the Kurdish people to live together," which is a rather surprising departure from previous statements regarding the aims of the organization.

Independent sources had commented that the PKK militants who have been fighting for almost 10 years in the mountains of Turkey for an independent "state" that had been promised to them by their leader would not welcome this new idea.

Sources close to the separatist organization also pointed at the difficulty of explaining this new approach to PKK militants and indicated that this might fuel internal clashes rather than help the organization.

Observers say that Öcalan's new approach has not attracted great attention but they emphasize the need for time. In response to the letter, Prime Minister Tansu Çiller said it would not cause Turkey to abandon its policy of suppressing the rebels with military might, which, she said had started yielding results.

PKK, first set up 16 years ago and condescendingly dubbed the "Apo Gang" by the authorities after its leader's nickname, has grown up to a potent guerrilla force since then and has enlisted thousands of supporters.

After launching its first attacks in 1984, it set up militia forces, front-line forces, women's cells and youth organizations, and has lately concentrated on establishing religious organizations, thus contradicting its original Marxist principles, which forbade religion.

In the nineties, especially in Europe, the group began declaring the Turkish state the common enemy of both the PKK and fundamentalist radicals.

TUESDAY, NOVEMBER 29, 1994

## Police arrested four Kurds on suspicion of committing arson attack in Bremen

*Three women who lived at the Bremen center escaped the pre-dawn flames and were treated for smoke inhalation*

Compiled by TDN  
Staff from Wire Dispatches

ANKARA- Police arrested four Kurds on suspicion of committing arson attack early Monday against a Turkish cultural center and a nearby sports club, wire services reported from Bremen.

Three women who lived at the Bremen center escaped the pre-dawn flames, and were treated for smoke inhalation, police said.

Three other arson attacks in northern Germany late Sunday caused minor damage at Turkish-owned restaurants, and police arrested two more people, also believed to be Kurds with Turkish passports.

Two other Kurds were arrested Saturday on suspicion of attempted murder for hurling Molotov cocktails at police during a demonstration.

The two-story cultural center in Bremen was destroyed, and the sports center across the street incurred minor damage. Police believe the attacks with Molotov cocktails were motivated by disputes between Turks and Kurds, and not the work of right-wing extremists in this northern German city. Earlier police had said the dispute was between Turks. Most Kurds in Germany carry Turkish passports.

Late Sunday, three Molotov cocktails were hurled at a Turkish-owned restaurant in Uetersen, causing minor damage and no injuries among guests. Two suspects were

arrested.

Assailants broke a window of a Turkish restaurant in Hamburg and threw stones and bottles at a building inhabited by Turks. No one was injured.

In Bielefeld, police arrested two alleged members of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) on suspicion of attempted murder.

The two suspects allegedly threw a gas-line canister at police during a weekend demonstration by PKK supporters. One officer, who wore fire-resistant clothing, suffered slight injuries, police said. Several hundred Kurds staged weekend demonstrations across Germany to protest against the ban of PKK and government plans to deport back to Turkey any Kurds who do not qualify for asylum. Police clashed with Kurds blockading streets in several cities and arrested dozens.

The German government banned the PKK one year ago after a series of attacks on Turkish consulates and businesses in Germany and elsewhere in Europe.

About 30 people have been killed in attacks carried out by far-right groups since German unification in 1990.

But over the past year, police have blamed many such attacks on conflicts between left and right-wing Turkish groups or on Kurdish militants sympathetic to the Kurdistan Workers Party (PKK).

(Reuters, Associated Press)

## Education Ministry denies calling back teachers from the Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- The Education Ministry on Monday denied allegations that it had had to call back teachers sent to southeastern and eastern Turkey due to a lack of security in the region. A written ministry statement said no instructions had been issued to close schools in southeastern and eastern Turkey or call back teachers from the region.

"Our ministry closely follows efforts to guarantee the security of our teachers and students in the region," it said. Waging a separatist guerrilla war in the region, the out-

lawed Kurdistan Workers' Party (PKK) this year mounted attacks against teachers to hamper education.

Since September alone, over 15 primary school teachers have been assassinated by the PKK.

Some press reports recently suggested that teachers were being called back from areas where their security could not be guaranteed.

More than 13,500 people have been killed in southeastern and eastern Anatolia since 1984 when the PKK launched a bloody campaign to create an independent Kurdish state in the region.

Turkish Daily News

## *CSCÉ recommended bilateral cease-fire days before Apo's letter*

### **'If the PKK offers a unilateral cease fire, the Turkish government should seriously consider suspending its costly military campaign'**

By Uğur Akinci  
*Turkish Daily News*

WASHINGTON- The Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCÉ), in a report released before Thanksgiving Day (Nov. 24), recommended a "bilateral cease fire" between Turkey and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The report on CSCÉ Co-Chairman Sen. Dennis DeConcini's Oct. 21-26 visit to Bosnia Herzegovina, Albania and Turkey recommended that "if the PKK were to declare a unilateral cease fire — as it did in March 1993 — the Turkish government should seriously consider suspending its costly military campaign."

The CSCÉ report added that "such a bilateral cease fire could be a first step toward establishing a climate in which non-military approaches could be discussed and implemented."

A few days after the CSCÉ report was released, the pro-PKK Turkish daily Özgür

Ülke announced (on November 26) that PKK leader Abdullah "Apo" Ocalan had sent a letter to the governments of the United States, Germany, France, Britain, as well as CSCÉ, United Nations, European Council and NATO, asking for a cease fire. The pro-PKK daily headline read: "Let's finish the war if the [Turkish] government is ready." A Pentagon official confirmed to the Turkish Daily News that such a message had been received from the PKK but declined to comment on it. The White House and the U.S. State Department similarly refrained from commenting on Apo's letter.

#### **'Brutal oppression'**

The CSCÉ report also said that "for years Turkey has repressed, often brutally, a separate Kurdish cultural identity in favor of a secular Turkish identity. Whereas Turkey is not the same as it was only five years ago, the steady progression from denying the mere existence of Kurds to granting certain

restricted liberties, has been accompanied by a growing gulf of mistrust between Kurds and Turks." The report noted that "the Kurdish issue is a critical one for Turkey and all its citizens with very serious long-term repercussions not only for Turkey but the Middle East."

#### **Kurdish activists at US embassy in Ankara**

After Sen. DeConcini and his party arrived in Turkey, the delegation was briefed by the U.S. Ambassador Richard Barkley. Later "the Deputy Chief of Mission James Holmes hosted a roundtable meeting and reception for the delegation and human rights leaders, lawyers, Kurdish political activists and former officials." The report says that at that meeting "there was general agreement that a major challenge facing human rights reformers involved 'removing the shadow of the military over civilian rule.' Some believed that the present 'Kurdish problem' was a result of

failed policies adopted over the years by successive Turkish governments."

The CSCÉ report made the following recommendations to the Turkish government regarding the Kurdish problem:

- 1) Allow all nonviolent political parties to participate in political life.
- 2) Abolish restrictions on free expression including those within the Anti-Terrorism law.
- 3) Repeal the State of Emergency.
- 4) Dismantle the village guard system.
- 5) Remove all restrictions on Kurdish linguistic and cultural expression.
- 6) Lift constraints on dissemination of Kurdish language television and radio broadcasts, print, music and other mediums.
- 7) Develop a government sponsored Institute of Kurdish Studies and allow schools to offer instruction in Kurdish, and
- 8) Convene a high-profile conference to examine all aspects of Turkish-Kurdish relations.

# NSC to debate Provide Comfort extension today

*The coalition force is reportedly seen by top officials as beneficiary in the struggle against PKK*

*Turkish Daily News*

ANKARA- The National Security Council, the top advisory body on military and security matters, meets today to debate another extension for the mandate of the Western air force patrolling Kurdish-held northern Iraq from a base in southern Turkey. President Süleyman Demirel will chair the NSC meeting, which groups together the highest government, state and military officials. Its "advice" is traditionally carried out by the government.

The NSC is expected to counsel another six-month mandate for the force, based at the Incirlik air base under Operation Provide Comfort II, simply because no alternative has been found for it.

The NSC proposal for the extension will be channeled to the Parliament, which has the ultimate

say in the matter. The Parliament is expected to go along with the proposal and give a new six-month mandate starting Dec. 30. In accustomed fashion, the legislature is expected to empower the government to take every decision concerning the structure of the force, the status of its personnel, Turkey's contributions, the deployment of the force and the ending of its mandate.

The 80-plane force, including support and electronic surveillance aircraft and U.S., British and French warplanes, flies daily over the zone set up over northern Iraq to deter an Iraqi attack on the Iraqi Kurds, who have set up their own administration with Western support.

The allied planes have remained behind to protect the Kurds after a coalition ground force was with-

drawn after setting up a safe haven for the Kurds, whose rebellion was crushed by Saddam Hussein's forces following the Gulf War.

Turkey later began to have second thoughts about keeping the force on its soil, suspecting the Iraqi Kurds it is protecting of trying to set up an independent state. Faced with a protracted insurgency of its own Kurds, Turkey has repeatedly warned the Iraqi Kurds against such ambitions.

But under pressure from its Western allies, Ankara has extended the Provide Comfort mandate eight times, each extension causing heated debates between the government and the opposition parties. In recent extensions, the government had said it would be the final prolongation.

To spare themselves the embarrassment, the NSC and the government will avoid the "last time" specification this time. Having discussed the pros and cons of keeping the allied force, officials from the defense and foreign ministries as well as military and intelligence experts have concluded that the allied presence is desirable as it provides valuable intelligence in their combat against the outlawed Kurdistan Workers' Party, who are waging a separatist war in southeastern Turkey, sources close to the NSC say. The group is entrenched in northern Iraq and Turkish planes and ground troops regularly attack their bases across the border.

The experts have dismissed proposals for ending the mandate of the Western force and delegating its functions to the Turkish armed forces on the grounds that it would drag Turkey into a quagmire. The continued presence of the allied planes was also deemed essential for the continuation of U.N. relief operations in northern Iraq.

## Security forces capture 45 terrorists in the Southeast

*Turkish Daily News*

ANKARA- Thirty-three members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were captured during security operations in Diyarbakir province, according to an announcement from the office of the Emergency Rule governor. Arms, including a rifle, six hand guns and eight hand grenades, and DM 14,500 in cash were seized from the terrorists' hideouts. The militants are suspected of involvement in ten terrorist attacks.

Another 12 suspected PKK members were captured in ongoing operations against the separatist organization in Ankara. Among those arrested was Yasin Ozkan, the Altindag district chairman of the People's Democracy Party (HADEP) and Ankara spokesman for the illegal organization with responsibility for fund raising.

The suspects are reported to have recruited guerilla fighters for the armed campaign in the Southeast. They are alleged to have had close contact with the HADEP organization and activities.

A list of donors and TL 100 million cash was also confiscated during the operations. The arrested suspects stated that the money was collected for HADEP and not for the separatist organization.

TUESDAY, NOVEMBER 29, 1994

*Turkish Daily News*



**TURQUIE**

**Le ministre des affaires étrangères,  
Mümtaz Soysal, a démissionné**

**ISTANBUL**

*de notre correspondante*

Citant des « divergences profondes sur la façon de gouverner », le ministre des affaires étrangères, Mümtaz Soysal (SHP, social-démocrate) a adressé, lundi 28 novembre, sa démission au premier ministre, Tansu Ciller, qui l'a aussitôt acceptée. Dans l'immédiat, Murat Karayalçin, le dirigeant du SHP, membre de la coalition au pouvoir, assumera le poste de chef de la diplomatie. Le départ de M. Soysal, qui ne cachait pas sa méfiance envers les Etats-Unis et son désir de rapprochement avec Saddam Hussein, pourrait faciliter le renouvellement du mandat de l'opération alliée « Provide Comfort », qui protège les Kurdes irakiens.

Les raisons exactes de sa démission ne sont pas encore connues. Il semble qu'un différend avec M<sup>me</sup> Ciller sur le choix du nouveau numéro deux du ministère des affaires étrangères

l'ait poussé à quitter le gouvernement. Mais depuis son arrivée à la tête de la diplomatie turque il y a quatre mois, le franc-parler de M. Soysal et ses vues sur la politique extérieure avaient déjà provoqué plusieurs conflits avec le premier ministre.

C'est surtout sur la scène politique intérieure que les deux politiciens se sont opposés. M<sup>me</sup> Ciller avait approuvé en juillet la nomination de M. Soysal, un professeur de droit constitutionnel âgé de soixante-cinq ans, dans l'espoir de neutraliser ainsi un adversaire acharné des privatisations. M. Soysal avait, à deux reprises, obtenu de la Cour constitutionnelle l'invalidation de lois permettant au gouvernement de privatiser par décret.

Mümtaz Soysal, éclipsant le dirigeant de son parti, s'était rapidement imposé comme un partenaire influent de la coalition, utilisant sa position à la tête de la diplomatie pour tenter de rallier ses collègues conservateurs à une

ligne plus proche de la social-démocratie. Défenseur des droits de l'homme, il avait clairement monnayé son soutien aux privatisations à l'adoption d'un amendement à la loi antiterroriste pour élargir la liberté d'expression. La loi sur les privatisations a finalement été approuvée par l'Assemblée nationale le 24 novembre dernier, mais M<sup>me</sup> Ciller semble avoir, temporairement au moins, relégué au second plan la question de la démocratisation.

M. Soysal a utilisé son bref passage au sein d'une coalition divisée pour émerger comme une influente figure d'opposition, capable de revitaliser la gauche turque. Son départ, sur une question de principe, lui vaudra l'appui de nombreux députés au sein du SHP et il pourrait désormais menacer l'actuel dirigeant du parti, M. Karayalçin, ainsi que la stabilité de la fragile coalition au pouvoir.

**NICOLE POPE**

Libération → mardi 29 novembre 1994

**Le chef de la diplomatie turque démissionne**

LE MINISTRE des Affaires étrangères turc Mümtaz Soysal, 65 ans, a annoncé hier soir sa démission, cinq mois à peine après son entrée en fonction. Personnalité de premier plan du SHP (Parti social-démocrate populiste), l'un des deux partis de la coalition droite-gauche du premier ministre Tansu Ciller, ce digne professeur de droit constitutionnel, longtemps engagé dans les organisations des droits de l'homme, parfait francophone, volontiers jacobin

et anti-américain, Mümtaz Soysal, connu pour son nationalisme de gauche, avait aussitôt suscité de violentes polémiques au sein du monde politique turc. Européens et Américains ne cachaient pas une irritation croissante. A trois mois de la conclusion des négociations pour l'entrée de la Turquie dans l'union douanière, il avait rappelé l'ambassadeur turc à Bruxelles Cem Duna, brillant diplomate de carrière, connu pour ses positions proeuropéenne.

Mümtaz Soysal n'hésitait pas à déclarer que « l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique désiraient diviser la Turquie », en raison de leurs critiques envers la politique kurde d'Ankara. Il souhaitait donc trouver de nouveaux alliés à l'Est, et surtout au Moyen-Orient, dans des régimes peu regardant sur les droits de l'homme. L'un de ses objectifs fut ainsi de normaliser autant que faire se peut les relations avec l'Irak de Saddam Hussein. Fondateur honoraire de la République turque de Chypre du Nord, Soysal était aussi un partisan avoué d'une intégration croissante de la partie occupée de l'île à la Turquie.

**M. A. (Istanbul)**

# Turkisk journalist drevs i landsflykt

## Myndigheterna reagerade efter PKK-artiklar

Av **MATS LUNDEGÅRD**  
DN:s korrespondent

**LONDON. Ismet G Imset var till nyligen en av Turkiets främsta journalister. Hans specialitet var PKK, den kurdiska befrielseorganisationen och inbördeskriget i landet.**

I dag lever han i landsflykt. Det är inte PKK som hotat honom, som organisationen hotat andra. Nej, det är krafter inom eller nära den turkiska statsledningen som fördrivit honom.

Imset var sedan 1991 en av den engelskspråkiga tidningen Turkish Daily News främsta medarbetare. Men redan innan han kom dithän hade han ägnat år av tid och möda åt den kurdiska konflikten, den djupnande schismen mellan den största etniska minoriteten och centralmakten.

Han hade under årens lopp arbetat upp utmärkta kontakter inom den förbjudna befrielseorganisationen PKK.

Men han hade också känningar på absolut högsta nivå i Ankara. Han skrev regelbundet och löpande om de politiska motsättningarna och om kriget som blev allt blodigare och oförsonligare. Han intervjuade PKK-ledaren Abdullah "Apo" Öcalan flera gånger och han reste då och då i de krigshärjade områdena i de sydöstra delarna av landet.

### Grannlaga uppgift

Att skriva om den kurdiska konflikten i turkiska tidningar är en grannlaga uppgift. En rad turkiska journalister har fängslats för att de, som det heter, "propagerat för separatism", också om de i själva verket bara försökt beskriva vad PKK och dess väpnade gren vill åstadkomma.

Men Ismet G Imset hade fria händer. Han kritiserades en och annan gång offentligen för sina analyser eftersom de

inte alltid överensstämde med den officiella sanningen, men han fick skriva.

Imset har inga invändningar när Turkiet anklagar PKK för att utföra terrordåd. Han har heller aldrig undlåtit att fördöma de övergrepp som drabbar civilbefolkningen – oavsett vem som begår dem. Men han definierar problemet i stort annorlunda än den turkiska statsledningen.

Det är inte sant, anser han, att PKK:s yttersta mål är separatism, alltså en oberoende kurdisk stat på turkiskt territorium:

– Kurderna i Turkiet vill bli erkända som etnisk grupp med ett eget språk och kultur, säger han. De vill ha undervisning på kurdiska i skolorna och de vill ha radio- och TV-sändningar på kurdiska. De talar om självbestämmande, inte om oberoende.

Han säger att PKK-ledningen flera gånger, senast nu i höst, erbjudit sig att lägga ner vapnen och förhandla om en uppgörelse.

Till detta säger Turkiet att man inte förhandlar med terrorister.

### Reste till USA

Imsets reste i maj till USA för att hålla föredrag om Turkiet och den kurdiska konflikten. Han talade också inför ett kongressutskott och det var vad han sa där som läckte till Ankara.

En av medarbetarna till en senator, en man med turkisk bakgrund, rapporterade vad som sagts under det möte som hållits bakom lyckta dörrar:

– Han inte bara rapporterade vad jag sa utan han hittade på saker, säger Imset i dag.

– Han beljög mig. Jag sa ingen gång under min USA-resa något som jag inte skrivit eller sagt offentligt förut.

Myndigheterna i Turkiet reagerade med stor upprördhet på det som man ansåg var Imsets ränker. Och man läckte sitt missnöje till journalister i turkiska tidningar som

omgående utnämnde Imset till landsförrådare. Han insåg att hans ställning var mycket osäker, men han beslöt sig likafullt att åka hem igen.

Han återvände i juni men stannade bara i tio dagar. Han fick vad han klassade som absolut pålitliga underhandsbesked om att åtal förberedes mot honom.

Men än värre, inom säkerhetsetablissemang i Ankara fanns uppgifter om att han skulle likvideras.

### Politisk asyl

Det låter sig sägas att Imset kanske överdriver. Han har sökt politisk asyl i Storbritannien och kan exempelvis för den skull ha skäl att överdramatisera sin historia.

Men i Turkiet är det numera tämligen vanligt att människor rövas bort och mördas – ofta under mycket bestialiska former. En del av dessa mord begås säkert av kurdiska terrorister. Andra är brott i privata eller kriminella uppgörelser.

Men ingen tvivlar ett ögonblick på att den turkiska säkerhetstjänstens utsända ligger bakom många av dessa våldsdåd. Det är knappast en tillfällighet att journalister och pro-kurdiska aktivister är starkt överrepresenterade bland offren.

Ismet G Imset säger sig veta att hans gamla tidning numera rättat in sig i ledet där merparten av den turkiska pressen finns.

Så tystas en röst i ett land som lider av förföljelsemani, ett land under hot. Men det är inte PKK eller islamister som utgör den verkliga faran, menar han. Det är snarare det militära etablissemang och dess ljusskygga underavdelningar som äventyrar Turkiet som civiliserad och demokratisk nation. För det är dessa krafter som dominerar landets politiska ledning. Det är de som har makten. □



**Tystad.** Den turkiske journalisten Ismet G Imset skrev tidigare om den kurdiska konflikten i sydöstra Turkiet, men tvingades av myndigheterna att lämna landet.

## Soysals Rücktritt – eine Ohrfeige für Ciller

**Istanbul.** Der Rücktritt des türkischen Aussenministers Mümtaz Soysal ist ein klarer Rückschlag für die türkisch-europäischen Beziehungen und gleichzeitig eine Ohrfeige für Regierungschefin Tansu Ciller, die sich als Promotorin der politischen Öffnung der Türkei sieht.

Mümtaz Soysal, vor seinem Amtsantritt im Juli dieses Jahres Professor für Verfassungsrecht und einst Vorstandsmitglied bei Amnesty International, hat es in der Regierung der konservativen Premierministerin Tansu Ciller ganze fünf Monate ausgehalten. Am Montag warf er das Handtuch, als er einsehen musste, dass die Türkei den Anforderungen der westlichen Bündnisländer nicht gerecht werden kann.

Mit viel Applaus war Mitte letzter Woche im türkischen Parlament ein Privatisierungsgesetz verabschiedet worden, das den bankrotten Staat wenigstens ansatzweise sanieren sollte. Am Wochenende gingen ebenfalls in der türkischen Metropole Tausende von Arbeitern und Angestellten jener Staatsbetriebe auf die Strasse, die im Zuge der Privatisierung rationalisiert oder ganz geschlossen werden sollen: PTT-Betriebe, Banken, Bergminen und Schiffswerften.

Mümtaz Soysal, in der Rechts-Links-Koalition von Tansu Ciller Vertreter der Sozialdemokraten, hatte vergeblich versucht, die Entstaatlichung sozial abzufedern. Als Mindestentgelt verlangte er von der konservativen Mehrheitspartei in der Regierung, Cillers Partei «des rechten Weges», deshalb die gleichzeitige Verabschiedung eines Demokratisierungsgesetzes, das Arbeitern und Angestellten ihre seit dem Militärputsch von 1980 vorenthaltenen betrieblichen Mitspracherechte zurückgibt. Ebenso war vorgesehen, das Recht auf freie Meinungsäusserung und das Versammlungsrecht wieder einzuführen.

Doch entgegen allen Versprechungen wollte Tansu Ciller nach ihrem Sieg über die Verfechter des Sozialismus von der politischen Öffnung des Landes nichts mehr wissen. «Erstes Anliegen der einstigen Ökonomiedozentin ist es, die Staatskasse zu sanieren, nicht demokratische Freiheiten zu schaffen»,

schreibt die liberale Tageszeitung «Cumhuriyet». Um keine falschen Hoffnungen aufkommen zu lassen, hatte Tansu Ciller am Montag auch gleich ein Waffenstillstandsangebot der autonomistischen Kurdenpartei PKK zurückgewiesen.

Soysal, eben zurück von Sondierungsgesprächen zur Frage, wie die Türkei möglichst bald Mitglied der Europäischen Zollunion werden kann, hätte Ciller eines Besseren belehrt. Namentlich in Bonn ist ihm klar gemacht worden, dass angesichts der staatlichen Gewalttätigkeiten in Südostanatolien Europa zu keinen weiteren Konzessionen bereit ist.

Eine Türkei, die jeden Schriftsteller, der das Wort Kurdistan ausspricht, als «Staatsverräter» ins Gefängnis steckt, so wurde Soysal belehrt, habe im Westen nichts zu suchen.

Doch Tansu Ciller vermag den türkischen Militärs nicht die Stirn zu bieten und das Blutvergiessen im kurdischen Südosten zu beenden. Dabei müsste gerade sie als Vertreterin der freien Marktwirtschaft wissen, dass ein Krieg, der den Staat jährlich zehn Milliarden Dollar kostet, das Land in den Ruin treibt.

Soysal, obwohl als strammer Nationalist bekannt, kam nach seinen jüngsten Gesprächen in Bonn und Brüssel zum Schluss, dass die Türkei notgedrungen auf die westlichen Forderungen eingehen muss oder sich ausserpolitisch isoliert. Noch einmal drängte er am Wochenende auf die baldige Verabschiedung des Demokratisierungsgesetzes. Doch Regierungschefin Tansu Ciller zeigte sich nicht dialogfähig und liess ihren Juniorpartner im Regen stehen. Der prominente Rechtsprofessor zog die Konsequenzen und nahm den Hut.

Es ist abzusehen, dass mit Soysals Rücktritt die derzeitige Rechts-Links-Koalition ausgedient hat und die Regierungschefin ihr Glück bei den rechtslastigen Minderheitengruppierungen, beim Neofaschisten Alpaslan Türkeş etwa, suchen muss. Unter diesen Voraussetzungen jedoch ist eine Annäherung zwischen Ankara und Brüssel derzeit wenig wahrscheinlich.

*Martin Peter*

Mittwoch, 30. November 1994  
Nr. 280

Basler Zeitung

L'ÉVÉNEMENT - 1<sup>er</sup> décembre 1994

# La guerre au Kurdistan turc

**Où en est le combat de l'Etat turc contre le PKK ?**

L'offensive en cours dans les provinces d'Anatolie du Sud-Est contre les 15 000 guérilleros kurdes du PKK mobilise 315 000 soldats, policiers et miliciens dotés d'armes sophistiquées. Elle s'est déjà accompagnée de l'évacuation (et parfois de l'incendie) de plus de 1 000 villages et hameaux, pour couper le PKK de tout soutien civil.

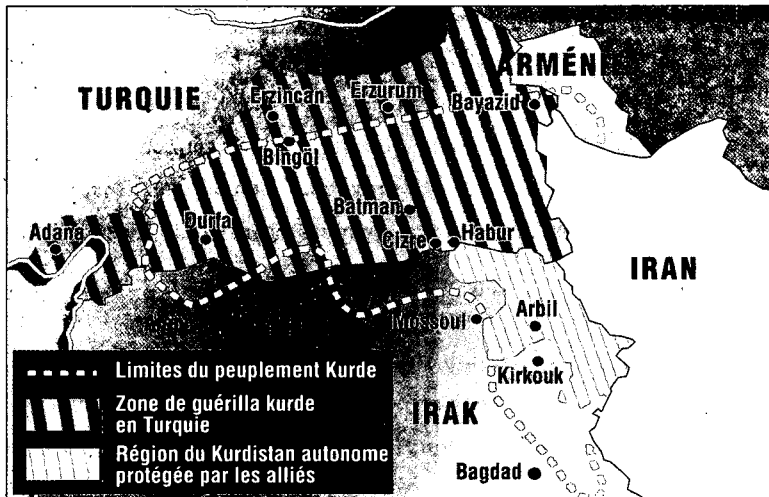
**Le gouvernement peut-il espérer une victoire totale ?**

« Nous sommes en train de gagner la guerre », dit Mme Tançu Çiller, le Premier ministre turc. Voire. Le sépara-

tégrer au plus vite l'Union européenne.

**Y a-t-il une solution pour régler le problème kurde ?**

Non, tant qu'Ankara se refuse à reconnaître la moindre légitimité politique aux séparatistes kurdes, qu'il s'agisse du DEP (parti non violent dont les députés sont jugés pour sédition) ou du PKK. Le gouvernement peut-il un jour franchir le pas et proposer l'autonomie interne aux Kurdes ? Cette solution serait aujourd'hui évoquée par le ministre des Affaires étrangères et le président du Parlement. Mais l'armée y fait barrage.



tisme kurde a survécu à toutes les précédentes offensives. Le PKK opère désormais dans 24 provinces, contre 14 il y a deux ans. Victime du terrorisme d'Etat, la population kurde le soutient. De plus, la région autonome du Kurdistan, en Irak, fournit au mouvement une base arrière que la Turquie ne peut investir massivement.

**A quels dangers s'expose Ankara ?**

Une victoire turque pousserait le PKK à recourir au terrorisme dans les grandes villes. De plus, les exactions des militaires turcs provoquent une tension avec Washington : le Congrès vient de diminuer de 10 % l'aide militaire à la Turquie pour « non-respect des droits de l'homme ». La guerre joue également contre le désir de la Turquie d'in-

Türkei

# Demütig warten

**Abfuhr für Ankara: Die geplante Zollunion mit der EU ist vertagt, die Türkei driftet weg von Europa.**

**B**eschwörend redete die türkische Regierungschefin Tansu Çiller am Telefon auf Bundeskanzler Helmut Kohl ein. Der Deutsche, noch bis Ende des Jahres Ratspräsident der Europäischen Union, möge alles versuchen, damit die für 1996 geplante Zollunion ihres Landes mit der EU fristgerecht verabschiedet werden könne.

Eine abermalige Zurückweisung der Türkei, die seit 1963 mit der Gemeinschaft durch ein Assoziationsabkommen verbunden ist, gäbe den islamischen Fundamentalisten und den anti-europäischen Nationalisten in ihrem Land Auftrieb, warnte Çiller.

Die Ministerpräsidentin ahnte wohl, daß ihr Appell wenig bewirken würde. Zwischen Europa und der Türkei wächst die Entfremdung, seit Ankara die Kurden immer gnadenloser verfolgt.

Bei einem Essen mit den Botschaftern der EU-Staaten räumte die Ministerpräsidentin ein, daß die Türkei „Probleme mit den Menschenrechten“ habe. Aber sie gelobte Besserung: Verfassungsrechtliche Änderungen und ein Ministerium für Menschenrechte



**Verurteilter kurdischer Abgeordneter Sadak: Betroffenheit auf dem Gipfel**

FOTOS: AP

## AUSLAND

sollen vor allem den Schutz der kurdischen Minderheit verbessern.

Erst kürzlich hatte die Türkei bewiesen, daß sie im vermeintlichen Interesse der Staatsräson noch immer gegen Grundsätze des Rechtsstaats und der parlamentarischen Demokratie verstößt. Das Staatssicherheitsgericht hatte über acht kurdische Abgeordnete um den Politiker Selim Sadak Freiheitsstrafen bis zu 15 Jahren verhängt, weil sie die kurdische Extremistenorganisation PKK unterstützt haben sollen.

den können, ihren Widerstand aufzugeben.

Ihnen lieferte das Urteil gegen die kurdischen Volksvertreter den willkommenen Anlaß, ihr Veto gegen das Zollabkommen zu rechtfertigen und das Nachbarland wegen Verletzung der Menschenrechte anzuprangern. Mit denselben Argumenten verhindert Athen seit 1981 die Freigabe längst zugesagter europäischer Finanzhilfen in Höhe von über einer Milliarde Mark.



Türkische Ministerpräsidentin Çiller: Besserung gelobt

Die Urteile, die ausgerechnet am Vorabend des Essener EU-Gipfels bekannt wurden, veranlaßten die dort versammelten Staats- und Regierungschefs. Ankara ihre „Betroffenheit“ zu übermitteln. Doch an der Zollunion mit der Türkei sollte nicht gerüttelt werden.

Das tat statt dessen das Europäische Parlament: Alle Gespräche mit der Türkei müßten solange ausgesetzt werden, bis die Urteile aufgehoben würden, forderten die Straßburger Abgeordneten.

Eine Strafaktion hätte, wie der französische Außenminister Alain Juppé fürchtete, „einen schwerwiegenden politischen und strategischen Fehler bedeutet“. Die Türkei im „Krisendreieck Kaukasus-Balkan-Nahost“ (AA-Staatssekretär Hans-Friedrich von Ploetz) würde in die Isolation gedrängt und könnte für den Westen womöglich verlorengehen.

So vertagten die EU-Außenminister am Montag vor Weihnachten die Entscheidung über die Zollunion zunächst einmal. Die Franzosen, die ab Januar den EU-Vorsitz übernehmen, wollen einen neuen Termin für den Vertragsabschluß festsetzen. Ungeklärt ist allerdings, wie die Griechen – traditionell die Erzfeinde der Türkei – dazu bewegt wer-

Dabei ist die Türkei, siebtgrößter Exportmarkt der Union, schon weitaus länger mit der Gemeinschaft verbunden als die Neumitglieder Österreich, Finnland und Schweden. Das Assoziationsabkommen von 1963 stellte Ankara nicht nur die Freizügigkeit für türkische Bürger in allen Mitgliedstaaten, sondern auch den Beitritt zur Gemeinschaft in Aussicht. 1973 wurde in einem Zusatzprotokoll der schrittweise Abbau der Zölle bis 1995 beschlossen.

Doch immer wieder wurde Ankara enttäuscht: die Gemeinschaft hielt sogar vertraglich fixierte Vereinbarungen nicht ein. Die ursprünglich für 1986 zugesagte Freizügigkeit wurde aus Angst vor einer Invasion arbeitswilliger Türken widerrufen. Und es besteht auch weiterhin Visumpflicht für die Bürger des mit der EU assoziierten Landes.

Ankaras 1987 gestellter Antrag auf Vollmitgliedschaft wurde zwei Jahre später abgelehnt. Besonders demütigend für die wartende Türkei: Schweden, Finnland und Österreich, die sich später bewarben, werden zum Jahresbeginn 1995 Mitglieder der Union.

Die in Essen beschlossene Öffnung der EU für die mittel- und osteuropä-

schen Staaten weckte in Ankara vollends den Verdacht, die Europäische Union wolle sich als rein christliche Staatengemeinschaft formieren und die moslemische Türkei ausgrenzen.

Der Argwohn ist begründet. In Wahrheit wollen die Europäer die Türkei mit ihren Billigprodukten und ihren 60 Millionen Menschen, von denen viele als Arbeitskräfte gegen Westen wandern würden, gar nicht als vollwertiges Mitglied aufnehmen. Verletzungen der Menschenrechte und der Streit mit den Griechen liefern nur immer neue Vorwände und Ausflüchte.

Weil niemand den Türken das so offen sagen mochte, gerieten die Verhandlungen der EU mit Ankara zu einer unendlichen Täuschungsgeschichte. Auch jetzt wiederholt sich der Betrug.

Dem Nato-Partner, der jahrzehntelang an der Südostflanke des Westens die Grenze zur Sowjetunion sicherte, bleibt als Weg nach Europa derzeit nur die wirtschaftliche Integration in den Binnenmarkt. Die Zollunion wäre ein Schritt dazu. Seit Jahren hat sich das Land am Bosphorus darauf vorbereitet, seine Einfuhrabgaben allmählich gesenkt und sich auf die Übernahme von EU-Vorschriften eingerichtet. Auch die europäische Wirtschaft ist an einem raschen Anschluß interessiert.

Wichtiger noch als die wirtschaftlichen Vorteile ist die strategische Partnerschaft mit der laizistischen Türkischen Republik, in der viele Europäer einen wichtigen Verbündeten gegen den islamischen Fundamentalismus in der Mittelmeerregion sehen. Aber solange für die Aufnahme neuer Mitglieder in die Union Einstimmigkeit gefordert ist, brauchen die Europäer die Zustimmung der Griechen: die hintertreiben seit ihrem Beitritt im Jahr 1981 jede Annäherung zwischen Ankara und Brüssel.

Den Griechen geht es dabei weniger um die Menschenrechte als um ein politisches Faustpfand für die Lösung der Zypernfrage. Die Mittelmeerinsel ist seit der türkischen Invasion von 1974 geteilt: im Norden haben die türkischen Zyprioten eine nur von Ankara anerkannte Republik ausgerufen.

Der griechische Regierungschef Andreas Papandreu konnte seine Kollegen überreden, bei der nächsten EU-Erweiterung auch Zypern und Malta in die Verhandlungen einzuschließen. Aber einen Termin für die Aufnahme der Verhandlungen mit Nikosia gibt es wohlweislich nicht:

Ein allein mit den griechischen Zyprioten ausgehandelter Beitritt des Inselstaats würde womöglich die Türken veranlassen, den Norden Zyperns zu annektieren. „Da hätten wir einen Bosnien-Konflikt nicht nur vor unserer Haustür“, fürchtet ein Brüsseler Diplomat. „sondern innerhalb der Union.“ □

1er décembre 1994

*Appel*

## Liberté pour les députés kurdes

**L**E 24 novembre dernier, le procureur général de la Cour de sécurité de l'Etat turc a requis la peine de mort à l'encontre de 6 députés kurdes. Parmi ceux-ci, la première femme député, Leyla Zana. Le verdict, qui sera rendu le 8 décembre, peut donc se traduire par une sentence ignoble à l'issue d'un procès inique.

Il y a urgence pour sauver cette femme et ces hommes, élus par leur peuple. Tous les observateurs qui ont assisté aux différentes audiences du procès ont le sentiment d'une véritable parodie de justice. Pour la première fois en Turquie, sous un gouvernement civil, des élus du peuple sont destitués, emprisonnés, traduits en justice et menacés de la peine capitale pour délit d'opinions.

Dans leur action pour la reconnaissance des droits à la libre expression de la culture et de l'identité du peuple kurde, on ne relève en effet ni acte de violence, ni l'apologie de la violence ou du séparatisme. On

leur reproche leurs discours électoraux, des propos tenus à la tribune de l'Assemblée nationale, des déclarations à la presse internationale, une grève de la faim pour protester contre la destruction d'une ville kurde par l'armée.

Il apparaît que le pire crime reproché à Leyla Zana — dont le mari est l'ancien maire de Diyarbakir, emprisonné pour avoir témoigné à Bruxelles de la situation au Kurdistan — est d'avoir prononcé une phrase en kurde sur la fraternité des Kurdes et des Turcs et leur coexistence dans l'égalité et la démocratie, lors de son serment constitutionnel obligatoire.

Au mois d'août, m'adressant au ministre des Affaires étrangères, j'estimais que « le gouvernement de la France a les moyens de faire connaître aux autorités turques sa profonde désapprobation du déni de justice que représente le procès des 6 députés kurdes et de demander leur libération et la cessa-

tion de poursuites contraires aux droits de l'homme ».

Il faut empêcher l'arbitraire d'un Etat qui a signé la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte de Paris qui garantissent la liberté d'expression et d'association, les droits des minorités à préserver et à développer leur langue et leur culture et qui, de plus, demande à entrer dans l'Union européenne.

Le gouvernement français doit intervenir sans délai auprès du premier ministre de Turquie, M<sup>me</sup> Ciller, pour que les 6 députés recouvrent leur liberté et ne soient plus menacés.

Nous appelons à répondre à l'appel du Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, présidé par Georges Marchais, en envoyant sans tarder des télégrammes de protestation à l'ambassade de Turquie (16, avenue de Lamballe, 75016 Paris).

JEAN-CLAUDE GAYSSOT  
député, membre  
du Bureau national du PCF

*humanitédimanche* 1er-7 décembre 1994

### TURQUIE

#### Condamnations à mort

**L**eyla Zana, trente-deux ans, première femme kurde élue parlementaire et sept autres députés kurdes risquent d'être condamnés à mort le 8 décembre par la Cour de sûreté de l'Etat turc. Leur « crime » ? Avoir plaidé pour la reconnaissance des droits culturels, démocratiques des Kurdes de Turquie. Les accusant de « séparatisme », le président du tribunal a réclamé la peine capitale. Seule la mobilisation de l'opinion publique internationale peut les sauver. Un rassemblement aura lieu le 6 décembre à 18 heures devant l'ambassade de Turquie à Paris (16, av. de Lamballe, métro Passy), à l'initiative de l'Union des femmes françaises.

1er décembre 1994

*Turquie*

## Des parlementaires menacés de mort

**Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a requis la peine de mort contre des députés du Kurdistan de Turquie accusés d'avoir demandé le respect de l'identité des populations qu'ils représentent. Conférence de presse à Paris de leurs avocats.**

**L**E 8 décembre prochain, la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara rendra son verdict dans le procès intenté à 8 députés du Kurdistan de Turquie. Jeudi dernier, le procureur général a requis la peine de mort contre 6 d'entre eux, les 2 autres étant menacés du même sort. Mercredi matin, au cours d'une conférence de presse à Paris, des avocats, M<sup>re</sup> Feridun Yazar, Christian Charrière-Bournazel, Ségolène Royal et Antoinette Fouque, députée européenne, ont lancé un appel pressant à l'opinion publique pour obtenir la vie sauve et la libération des députés kurdes.

Leyla Zana, Hatip Dicle, Sirri Sakik, Ahmet Turk, Mahmut Alinak, Orhan Dogan, Sedat Yurtas et Selim Sadak ont

été régulièrement élus députés en novembre 1991 par la population kurde de Turquie. Ils n'ont jamais appelé à la violence. Leur seul délit est d'avoir réclamé la reconnaissance des droits culturels des Kurdes dans « le respect des frontières de l'Etat et de la démocratie ». Pour le régime d'Ankara, cela est un crime. Car, comme l'indique l'acte d'accusation : « Il n'est pas nécessaire, selon l'article 125 du Code pénal turc (punissant de mort toute atteinte à « l'unité éternelle de la patrie et de la nation turque » - NDLR), que cet acte soit accompli par la violence, au contraire, l'article en question ne mentionne pas la violence. (...) On ne peut attendre que le résultat soit atteint pour déterminer si le délit a eu lieu. »

### Preuves montées de toutes pièces

« Ce ne fut qu'après leur arrestation que les pièces à charge ont été rassemblées contre les députés », a souligné M<sup>re</sup> Yazar.

« Aucune de nos demandes n'a été acceptée par la Cour », a indiqué M<sup>re</sup> Yazar. L'avocat a donné des exemples de falsification et de fabrications de preuves. Ainsi, lors de sa prestation de serment à l'Assemblée nationale, Leyla Zana a déclaré : « Je fais ce serment pour la frater-

ité des peuples kurde et turc. » Dans l'acte d'accusation, ceci est devenu : « Je suis kurde, je resterai kurde jusqu'au bout. Je veux créer un Etat kurde. » Les avocats ont demandé que les enregistrements vidéo de cette prétendue affirmation soient produits au tribunal. « Nous n'avons pas besoin de cela, nous savons ce que Zana pense », fut la réponse des « juges ».

Dénonçant la complaisance du gouvernement français envers Ankara, M<sup>re</sup> Ségolène Royal a attiré l'attention sur la tactique que risquent d'utiliser les militaires turcs : « En jouant sur la menace d'une peine de mort, ils pourront montrer qu'ils auront fait preuve de mansuétude en ne condamnant les députés qu'à la prison. » Cela n'est pas plus admissible : seuls la libération immédiate des accusés et le rétablissement de leurs droits est une mesure satisfaisante.

Antoinette Fouque, évoquant la guerre au Kurdistan de Turquie, a conclu en déclarant : « On peut affirmer que tant que la Turquie refuse la pluralité de cultures de deux peuples dans l'intérêt démocratique commun, elle entretient un foyer de guerre en Europe qui peut dégénérer en une situation pire que celle que nous connaissons en ex-Yougoslavie. »

Compte rendu :  
MICHEL MULLER

## HADEP opposes Çiller's collective villages project

*Turkish Daily News*

ANKARA- A leading pro-Kurdish politician on Thursday came out against Prime Minister Tansu Çiller's recently-announced plans for the establishment of collective villages, voicing skepticism regarding their implementation.

Ismail Arslan, deputy chairman of the People's Democracy Party (HADEP) said the project conjures up the image of the strategic hamlets set up by U.S. forces during the Vietnam War.

On Friday Çiller unveiled plans for the villages which are projected to group the dispersed population into larger units, saying the European Resettlement Fund had agreed to provide financial backing to the tune of TL 16 trillion (\$277 million).

The collective villages, which she said

would provide better protection and better communications, would first be set up in the (Kurdish-dominated) Southeast, the scene of a separatist war being waged by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). She said the plan would gradually be spread to all of Turkey with its 72,000 rural settlements.

"This project means more soldiers, more police and more village guards as well as more oppression and violence in the region," Arslan noted in a written statement.

He saw it as another instrument to assimilate the Kurds into Turkey and called on the government to stop the bloodshed instead and create an atmosphere for a free debate on the Kurdish question.

"Then, we can develop new projects for the good of people," he added.

## Sen. D'Amato blasts Turkey for 'relentless human rights abuses'

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Senator Alfonse M. D'Amato has blasted Turkey for "continued persecution of the Armenian community in Turkey," according to the Washington Times. D'Amato, the future chairman of the Senate Banking Committee, was referring to the recent threats and accusations directed against some Armenians in Istanbul by ultranationalist elements.

But the Republican senator from New York went beyond that particular incident and made damning generalizations concerning Turkey's treatment of other "minorities" as well. He said Turkey insisted on "relentless human rights abuses, whether against its Kurdish population, journalists and pro-democracy activists... [Turkey's actions are] simply part of the pattern of centuries of persecution of minorities, including Armenians, Greeks and Kurds."

D'Amato said such behavior would have negative implications for Turkish-US relations.

"[US-Turkish relations] can only continue within the context of respect for human rights, international sovereignty and the rule of law. Turkey's very sorry record indicates it has a very long way to go," the report quoted the senator as saying.

In June, D'Amato also claimed that Turkey was persecuting the "Ecumenical Patriarchate of Constantinople." He said there was a "religious persecution" directed against Orthodox Christianity in Turkey. "Even more disturbing than the intolerance in Turkey proper, is the continued de-Christianization of occupied Cyprus," D'Amato added.

The senator from New York is Roman Catholic by faith. He is the ranking Republican member on the Foreign Operations as well as the Defense subcommittees of the Senate Appropriations Committee which has an important say on aid to Turkey.

Turkey's ambassador to Washington, Nuzhet Kandemir, expressed surprise at D'Amato's prominence outburst. He said he was

shocked by what he called the "unfair and unwise" comments, according to The Washington Times.

Kandemir said he believed D'Amato sounded like a man "trying to get a few more votes. My assessment is that he was addressing himself to his constituents.

D'Amato has been very vocal in the past concerning human rights violations in Russia and Lithuania as well.

The junior senator from New York, despite his moral indignation with other countries' human rights record, has had his own close calls with the Senate Ethics committee.

In 1991, after a two-year investigation, the committee accused D'Amato of allowing his brother to use his office to grant favors to a defense contractor.

In May 1993 the brother was convicted for committing mail fraud and accepting \$120,000 from a defense contractor in exchange for lobbying D'Amato. In 1994, D'Amato was absolved from any personal wrongdoing in the matter.



Turkish Probe December 2, 1994

9

## Turkey And The PKK After Ten Years

Raşit Gürdilek

**A**fter ten years of bitter fighting which has claimed more than 13,000 lives, it seems the time is ripe for a careful reckoning by the Turkish government and the Kurdish separatists. On the surface, this winter does not look much different from the past ones. The separatist rebels, pushed on the defensive by government troops on the battlefield, have retorted with another political offensive. To deny the rebels the respite they seek for recovering from recent setbacks, the government pretends it hasn't heard and is pressing ahead with its military campaign. Yet, unlike the past years, the circumstances may now bring a peaceful solution within reach if both sides make a serious try. The rebel leadership appears to have already made the opening move. Abdullah Öcalan, chairman of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) waging the separatist war in Turkey's Kurdish-dominated southeast, has sent a letter to the Western leaders as well as the United Nations, NATO, CSCE and the Council of Europe, asking them to support his call for a cease fire. In his letter, Öcalan reportedly said no other conflict in the world required "urgent" international intervention as much as the Kurdish problem did.

The rebel chief repeated his past statements that his group was not after an independent Kurdistan but was ready to consider a number of political solutions on the basis of the retention of the present borders. He said federation was an option among various other possibilities.

In that respect, there was nothing new in the position of the PKK in that the options were left vague as had been deliberately done in the past, when Öcalan shifted back and forth between the "recognition of our cultural identity," "federation in which we should have our own armed forces," or even a "unity of Middle Eastern nations," depending on how his fighters fared on the battlefield.

The novel side of the latest initiative was that it sought to "internationalize" the issue with a direct appeal to the Western statesmen and organizations, unlike such calls in the past when he broke the news of policy shifts or unilateral cease fire announcements at news conferences he organized at his former headquarters in Lebanon's Bekaa Valley.

Mindful of how the PKK ended its first cease fire by killing 37 unarmed soldiers last year, the Turkish government did not appear particularly eager to abandon its military option. Last year, although the Ankara officials responded to the rebel-declared truce with standard refusals to negotiate with the "terrorists", there had been a marked toning down

of the operations.

With more and better trained troops thrown onto the field this year equipped with better arms and supported by more powerful helicopter gunships, the government has felt no need for pacifism.

In a seeming bid to preempt the expected Western pressures for a favorable response to the rebel offer, Turkey launched a powerful winter offensive to trap and annihilate a strong rebel force in the eastern province of Tunceli.

In the preceding months, the PKK was reported to be moving its main forces to the rugged province, away from the Southeast, the scene of a steady Turkish troop buildup.

Reports said since last weekend, about 40,000 government troops had moved in from neighboring provinces to encircle and wipe out some 2,000

rebels believed to be entrenched around the provincial center and at hideouts deliberately left untouched in previous army operations to serve as a trap for the PKK fighters.

In the Southeast, the feared "special teams," the elite police commandos who are fast becoming the backbone of the government's anti-insurgency campaign, have sped up their search and destroy operations atop mountains or in the rural wilderness. The Air Force jets are regularly pounding rebel concentrations in northern Iraq and their training bases with deadly efficiency. Unable to repeat the spectacular past attacks on army posts and even heavily defended towns, the PKK has confined its operations to mining of the roads — exacting a considerable toll among local people

beside the soldiers, the occasional ambush and raids on remote, lightly protected villages to mete out exemplary punishment — or execution to the Kurdish village guards pressed into service by the government or lured by the relatively high pay.

Counting the pluses and minuses after a decade of fighting, the government is at last feeling confident that it is the winning side despite the huge cost of success and looks determined to pursue the military campaign to the end. Only then will it feel safe enough to allow more cultural rights and freedoms for the country's 12 million Kurds, half of whom are living in the backward Southeast, as a means of consolidating peace established by the force of arms.

But Ankara has to bear in mind that after their moral debacle in Bosnia, the Western governments and international institutions will soon be looking for some safe and distant causes to embrace and repair their shattered egos.

Hence, it will be no surprise seeing stronger advice flowing in from Turkey's allies regarding a peaceful settlement with the Kurdish rebels. The signs are

*Turkey should bear in mind that after their moral debacle in Bosnia, the Western countries and institutions will be searching for a safe and distant cause to embrace and repair their shattered egos*

## Diplomatic Briefcase

### Grossman says 1995 will be crucial year for US-Turkish relations

The newly appointed U.S. ambassador to Ankara, Marc Grossman, said this week that 1995 would be a very important year for U.S.-Turkish relations. Grossman said that there was a need for the non-governmental organizations of both countries to develop closer ties. "There should be more exchanges of journalists, senators and deputies between our two nations," he said. He was speaking at a dinner party hosted in his honor by Turkey's ambassador in Washington, Nuzhet Kandemir on Nov. 28. Grossman said Turkish-U.S. relations were ready to go beyond the traditional strategic and defense concerns and that there were tremendous opportunities waiting to be developed by Turkish and U.S. businessmen in the years ahead. Grossman is expected to leave for Turkey within the first week of January. He will reportedly return to Washington two weeks later to deliver a keynote address at the annual convention of the American Turkish Council.

### French rights groups worried by Kurd MPs trial

A coalition of French human rights organizations sent a letter on Nov. 29 to the French foreign minister, saying it feared that several Kurdish former parliamentarians on trial in Turkey for alleged treason might be sentenced to death. "The recognition of Kurdish identity in the framework of existing borders and respect for Kurds' rights cannot be punished by death," the coalition wrote in a letter to French Foreign Minister Alain Juppe. A week ago, Turkish prosecutors called for eight Kurdish MPs to be condemned to death for treason for allegedly working politically to further the cause of the outlawed Kurdistan Workers' Party. "The trial has been adjourned to Dec. 8 and I expect a decision then. But I don't believe they will enforce the death penalty," Yusuf Alataş, one of the MPs' lawyers, said. "This is a political trial," the French groups said in their letter. "Some of these MPs have already spent years in Turkish prisons." The International Federation of Human Rights Leagues and the France Liberties Foundation, a group founded by Danielle Mitterrand, the wife of French President Francois Mitterrand were part of the coalition. This is the second letter written by the organization on the issue. The first was an open one addressed to Prime Minister Tansu Çiller before she traveled to Paris last July, asking her to stop what they called Turkey's "military offensive against the Kurds."

### Turkey sets asylum rules

A set of rules to be applied for people seeking asylum in Turkey or in another country through Turkey was published in Wednesday's Official Gazette. The Interior Ministry will decide on the cases for those demanding asylum from Turkey after consultations with the Foreign Ministry and other related organizations, a government decree published in the Official Gazette said. In the event of a mass movement toward the Turkish border to seek asylum in Turkey, those aiming to do so would be stopped outside Turkish territory, the decree said. This decree aims at setting official regulations to cope with a potential exodus to Turkey. Hundreds of thousands of northern Iraqi Kurds fled to the Turkish border twice in recent years, in 1988 and 1991, to avoid atrocities by Iraqi troops. On the first occasion, Turkey accepted the refugees and accommodated tens of thousands of northern Iraqi Kurds on its soil. The second wave of refugees of up to 400,000 Iraqi Kurds was stopped on the Iraqi side of the border and were accommodated at refugee camps there. The government decree said foreigners who want to ask asylum from Turkey or to seek temporary refuge should apply to the office of the governor of the province where they are staying to start the official process.

### Ankara criticizes Greek Cypriot call to Human Rights Commission

Greek Cypriots, who have complained to the Council of Europe's Human Rights Commission about Turkey, are just seeking ways to manipulate international human rights watch mechanisms, the Foreign Ministry said on Nov. 29. Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman accused Greek Cypriots of trying to use such mechanisms to pinpoint Turks as violators of human rights. "They have so far been unable to achieve a result to that effect," Ataman said, citing the Greek Cypriot applications in 1974, 1975 and 1977. The Greek Cypriots had applied to the Commission to complain of what they called Turkey's violation of basic human rights — the right to life, privacy of the individual and family, freedom of belief and the right to own property. If the Commission finds any grounds for the complaints Turkey will once more be called upon to provide answers. "This move by the Greek Cypriots, made at a time when the two communities on the island are working for creation of an atmosphere of confidence, show how far the Greek Cypriot side is from wanting a negotiated settlement," Ataman said.

## Human Rights Diary

### EU ambassadors criticize Turkey on human rights:

At a summit organized by the ambassadors of European Union countries in Ankara this month, Turkey's policies regarding human rights issues and hindering Kurds in their search for a cultural identity were criticized. In the report prepared on the development of relations between Turkey and the Union, it was indicated that the term "cultural autonomy" was not used. Greek Ambassador Alexandre Philon on the other hand objected to the part of the report which proposed giving financial aid to Turkey. (Nov. 23, Cumhuriyet)

**Activist civil servants acquitted:** The trial of 76 civil servants, charged with violating the Law on Rallies and Demonstrations by staging hunger strikes protesting the April 5 austerity package, ended in an acquittal. In their final defense statement, the accused said the austerity package had pushed them into poverty and that the government had failed to fulfill its previous promise to grant labor union rights to civil servants. The defendants argued that they wanted the rights allowed by the International Labor Organization (ILO). "We staged a hunger strike to draw the government's attention to this issue," the defendants said. The prosecutor advocated acquittal because the strikers' purpose was not to stage an illegal protest but to obtain labor rights. (Nov. 25, TDN)

**Diyarbakır prison hunger strike continues:** A hunger strike begun Monday by 72 prisoners in the Diyarbakır high-security prison to protest prison management continues. A group of lawyers who wanted to investigate were reportedly not allowed into the prison building. The Contemporary Lawyers Association (CHD) chairman, Şenal Sarihan, his colleagues and the chairman of the Human Rights Association (İHD) Diyarbakır branch, Halit Temli, were not allowed to speak to the strikers. On Sunday, the 16th anniversary of the establishment of the outlawed Kurdish Workers' Party, a PKK militant, Sevdet Bilici, set himself on fire in Diyarbakır prison. Bilici, whose self-immolation was in protest at "oppression," was saved by his inmates.

Another group of prisoners from the Gaziantep prison, in a show of moral support for the strikers in Diyarbakır, also started a hunger strike. Inmates Mahmut Erel and Edip Taş, speaking for the group, said they began their strike on Tuesday. About 45 inmates, who reportedly started a hunger strike on Nov. 23 in the closed prison located in Kızıltepe district near the southeastern province of Mardin, were still continuing. In Bartın prison, the hunger strike which six inmates started on Nov. 24 also continues. The majority of the strikers are prisoners who were sentenced for belonging to the PKK. Elsewhere, hunger strikes started in Elazığ and Konya special-type prisons have reportedly ended and prisoners who had tried to escape from Ankara Central Prison by digging tunnels were transferred to prisons in Çankırı and Yozgat. (Nov. 30, TDN)

**Greek Cypriots accuse Turkey of human rights violations:** Greek Cypriot officials have complained to the European Human Rights Commission that Turkey has been violating basic human rights. Criticism focused on the right to life, privacy of the individual and family, freedom of belief and the right of possession. If the Commission finds any grounds for the complaints Turkey will once more be called upon to provide answers. Similar accusations were made against Turkey by a Greek citizen, Titina Loizidou. She claimed to have been taken into custody by Turkish Cypriot police after having passed into the Turkish side during recent demonstrations. (Nov. 29, TDN)

**Committee condemns Greek treatment of prisoners:** A report put out by the Council of Europe's Committee against Torture said that Greek police continued to beat and torture detainees. The Committee prepared the report after a delegation visited Greek police stations and prisons. The delegation found concrete evidence that detainees were being subjected to electric shock and beatings. The delegation found that prison cells were overcrowded and that prisoners were treated extremely poorly. Those prisoners convicted of drug crimes, rape and theft were treated the worst. The report also asked the Greek government for information about a Turkish prisoner, Süleyman Akyar, who was allegedly beaten in prison and died a week later in hospital. The Greek government has refused to comment on the Akyar case. The report also stated that Greek police and security officials should be trained on human rights issues. The report concludes with a call for an improvement in Greek prison conditions. Greece has often used the "human rights card" against Turkey although it has a tarnished record especially concerning the treatment of its Turkish minority.

The plight of the Turkish minority living mostly in Western Thrace has been amply recorded by international human rights groups such as Helsinki Watch and Amnesty International. Greece is now said to be preparing to obstruct Turkey's concluding a customs union with the European Union by citing Ankara's human rights record among a host of other reasons such as Cyprus. The Committee against Torture's report on Greece is considered by analysts as a further indication that the "human rights card" is being used by Athens for purely political purposes rather than because of a genuine concern about human rights. (Nov. 29, TDN)

**Témoignage Chrétien**

2 décembre 1994

**Des députés Kurdes risquent la peine de mort**

En Turquie, 8 députés kurdes, dont le parti le DEP est interdit, sont actuellement incarcérés depuis mars 94.

En violation du droit à la liberté d'opinion, ils sont traduits devant la Cour de Sureté de l'Etat. Le procureur général requiert contre les parlementaires la peine de mort. Le verdict sera rendu le 8 décembre.

Le Parlement européen, a quant à lui adopté une résolution dénonçant le procès comme « une attaque à l'égard de la démocratie pluraliste ». De plus, le procès se déroule sans aucun respect des droits de défense.

Antoinette Fouque, député européen et vice-présidente de la commission des droits de la femme, a constaté qu'un des députés, Leyla Zana, première femme élue à l'assemblée nationale de Turquie, est gravement malade et ne reçoit aucun soin. Madame Fouque sollicite en urgence du Parlement « un acte réel de solidarité » et exige la libération immédiate des députés. Elle cherche en outre à mobiliser l'opinion pour empêcher cette atteinte flagrante à la démocratie. ■

The European - December 2, 1994

**Premier rules out meeting with PKK**

**TURKEY**

ANKARA rejected talks with Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan, who had called for a ceasefire and international mediation to end separatist insurgency.

Ocalan, known within the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) as Apo, presented his proposals to end a decade of conflict that has killed 13,000 people in a letter to world leaders.

"We are one side, the Turkish state is the other. If the other side is ready, let us immediately stop the war," Ocalan said in the letter on 27 November. "We don't want tens of thousands of innocent people to die."

"Because we are aware that the problem of Kurdistan is more international in nature than any other problem, we believe influential states and international organisations can play a role in finding a solution."

Prime Minister Tansu Ciller, a hardliner on the PKK, said she was not prepared to negotiate with Apo. "We did not start down this path by taking any terrorist as an interlocutor," she said. "Our road is clear; we will continue like this."

**Soysal goes:** Foreign Minister Mumtaz Soysal resigned on 28 November after just five months in the post. He cited policy differences with the Ciller government over privatisation, democratisation, the Cyprus dispute and the presence of US, French and British warplanes over the Kurdish enclave in the north as reasons for his departure.

Some say Soysal is hoping to capture the leadership of his Social Democratic Populist Party, Ciller's minority coalition partner.

**Winter snow:** Blizzards cut off 3,200 villages and forced schools to close in eastern Turkey. Officials said snow had piled to over a metre high in the provinces of Erzurum, Agri, Kars, Mus, Bingol and Ardahan.

Le Monde - 2 décembre 1994

**TURQUIE**

**Verdict le 8 décembre pour les huit députés kurdes passibles de la peine de mort**

Selon l'un de leurs avocats, Feridun Yazar, qui a tenu une conférence de presse, mercredi 30 novembre, à Paris, les huit députés kurdes arrêtés au mois de mars connaîtront le 8 décembre le verdict de la Cour de sûreté d'Ankara. Accusés de « crimes séparatistes » et d'avoir « constitué l'aile politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) au sein du Parlement turc », ils sont passibles de la peine de mort, requise par le procureur à l'issue d'un procès de près de quatre mois.

Selon Feridun Yazar, « la cinquantaine de requêtes présentées

par la défense pour citations de témoins ou compléments d'enquête ont toutes été rejetées par la Cour, et aucune confrontation avec les témoins à charge n'a été possible ». « Devant cette parodie de justice, a expliqué l'avocat, la défense a quitté le 24 novembre la salle du procès. »

L'ancien ministre socialiste de l'environnement Ségolène Royal, présente à la conférence de presse, a, pour sa part, souligné la nécessité « d'une mobilisation de l'opinion publique, sans laquelle la prochaine condamnation (des députés kurdes) aura lieu dans l'indifférence générale ».

## IRAN

## Le décès du grand ayatollah Araki pose à nouveau le problème de la séparation du politique et du religieux

Après la mort du grand ayatollah Ali Araki (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre), une âpre lutte risque d'opposer le pouvoir politique à la hiérarchie religieuse à propos de sa succession.

Le décès d'Ali Araki, moins d'un an après sa désignation par l'Iran comme grand ayatollah (ayatollah el Ozma), pose à nouveau la question de la séparation du politique et du religieux, un problème récurrent depuis l'avènement de la République islamique, il y a quinze ans. Ce décès risque aussi d'exacerber les frictions entre le pouvoir iranien et la hiérarchie traditionaliste chiite.

L'usage veut que l'autorité religieuse suprême chiite soit cooptée, loin de toute ingérence des pouvoirs politiques, par les chefs religieux et les écoles coraniques des villes saintes fréquentées par des étudiants de toutes nationalités. Mais rien n'interdit non plus, dans l'islam chiite, qu'il y ait plusieurs grands ayatollahs, un grand ayatollah n'ayant pas les fonctions du pape pour les catholiques.

Traditionnellement, le siège de l'autorité chiite suprême se trouvait dans la ville irakienne de

Nadjaf, sanctuaire du chiisme. Au cours des dernières années, la ville de Qom, au sud de Téhéran, a pris une importance théologique certaine, avec la multiplication des grandes écoles religieuses. C'est à Qom que résidaient l'ayatollah Araki et son prédécesseur, Mohamad Reza Golpaygani.

### Une question de compétences

Les régimes irakiens et iraniens - y compris à l'époque du chah - ont toujours tenté, sans succès, d'imposer « leur » grand ayatollah. Aussi le problème n'est-il pas de savoir si c'est « dans l'Irak meurtri » ou en Iran que doit siéger le grand ayatollah, ni non plus « si le doyen des plus érudits » doit être irakien ou iranien, comme l'écrivait récemment le bulletin *Dialogue*, publié à Londres par le Comité des musulmans chiites : « Le vrai problème est de savoir si l'Etat doit intervenir dans le processus de choix. » Pour la hiérarchie religieuse chiite, la réponse a toujours été : « non ». Qui plus est, pour le plus grand nombre des chefs religieux les plus éminents, y compris iraniens, le régime de Téhéran est

en quelque sorte vicié, parce qu'il a institué la fonction de « Guide » de la République, mélange confus de politique et de religieux, alors que les deux systèmes doivent être distincts.

Le conflit s'était déjà déclaré lors de la désignation de l'ayatollah Araki comme successeur du grand ayatollah Golpaygani, décédé en décembre 1993. L'ayatollah Araki - quelles que soient par ailleurs ses qualités - était en fait le candidat du « Guide » de la République islamique, Ali Khamenei. Une âpre bataille dirigée contre l'empiètement du pouvoir iranien avait alors été livrée par la hiérarchie chiite, dont le trouble était d'autant plus grand que les partisans du « Guide » commençaient à préparer le terrain pour son propre avènement à la magistrature religieuse suprême.

Or, de l'avis d'experts des affaires religieuses chiites, l'ayatollah Khamenei n'a pas les qualifications requises d'un grand ayatollah en matière de jurisprudence et de science théologique. Il s'est davantage imposé comme un chef politique. Ces mêmes experts doutent toutefois que le « Guide » de la République islamique s'aventure aujourd'hui à franchir le pas pour s'imposer.

Ali Khamenei sait, disent-ils, que cela serait « contre-productif, car pouvant avoir de sérieuses conséquences pour les communautés chiites non iraniennes, lesquelles ne souhaitent pas être liées à la politique suivie par Téhéran ». Il en a coûté cher, par exemple, à l'opposition chiite en Arabie saoudite d'avoir des relations iraniennes. Cela n'empêchera pas, toutefois, le pouvoir à

Téhéran de peser pour avoir « son » grand ayatollah.

L'un des atouts principaux d'un grand ayatollah est la libre adhésion des fidèles de la communauté chiite à son autorité. Celle-ci doit donc être maintenue à l'abri des influences politiques. Les chefs religieux n'acceptent pas que le gouvernement les mette en première ligne et que la contestation dirigée contre le régime iranien - le seul où les religieux soient au pouvoir - déteigne sur eux, explique un iranologue.

Alors quel successeur pour l'ayatollah Araki ? Ali El Hussein El Sistani, Mohamad Rouhani, Hossein Ali Montazeri... ? « Ce qui est sûr, répond un expert chiite, c'est que la communauté est à une croisée des chemins, à un point de friction entre la hiérarchie traditionnelle, récemment affaiblie par le décès - en un court laps de temps - de certains de ses membres les plus éminents, et le groupe de religieux [qui gouverne l'Iran]. »

Mais au-delà de la succession proprement dite, ce conflit ne fait qu'aggraver le « cas » du régime iranien, dès lors que la contestation le mine de l'intérieur. Elle s'exprime aussi désormais dans les rangs de l'élite intellectuelle (le Monde daté 13-14 novembre), dans l'armée, comme en atteste l'arrestation de l'ancien général Azizollah Amir-Rahimi, pour être devenu très critique à l'égard du régime ; sans oublier les manifestations de mécontentement qu'expriment épisodiquement différentes couches sociales et qui sont, il est vrai, rapidement réprimées.

MOUNA NAÏM

AFP — Agence France Presse — AFP — Agence France Presse — AFP — Agence France Presse — AFP — Agence France Presse —

FRA0503 4 I 0164 TUR /AFP-MV87

Turquie-Kurdes

Un membre du PKK condamné à mort en Turquie

ISTANBUL, 2 déc (AFP) - Un membre du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a été condamné à mort vendredi par la Cour de la Sécurité de l'Etat d'Erzincan, dans l'est de la Turquie, pour avoir été impliqué dans l'assassinat de 13 personnes, dont 5 membres des forces de l'ordre, a rapporté l'agence Anatolie.

Le détenu, Arap Koseoglu, risque également la peine capitale dans un autre procès où il est jugé pour avoir tué un déserteur du PKK dans la prison d'Erzurum (est), a ajouté l'agence.

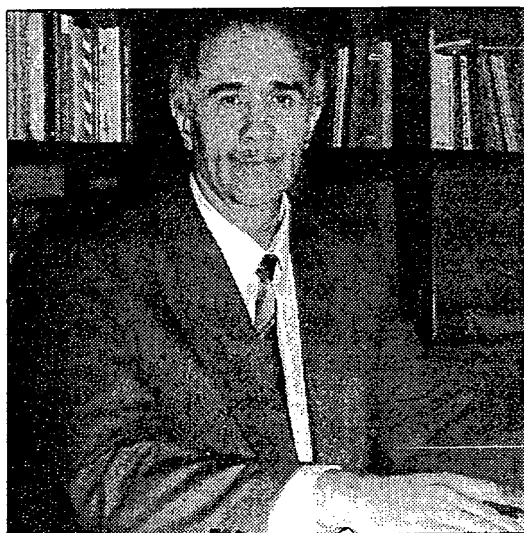
M. Koseoglu a été arrêté récemment lors d'une opération des forces de l'ordre contre le PKK, en rébellion armée depuis dix ans dans l'est et le sud-est à majorité kurde.

La peine capitale est prévue par le Code pénal turc mais en dépit de plusieurs condamnations, elle n'a plus été appliquée depuis dix ans. Pour être exécutées, les condamnations à mort doivent être approuvées par le parlement turc.

KG/hc/mfo

AFP /JO0245/021842

DEC 94



Kemal Burkay

### 'We would shed blood'

MİLLİYET reported that opposition Nationalist Movement Party (MHP) leader Alparslan Türkeş has reacted strongly to the argument that the possibility of a "federation" should be discussed. He said, "We would shed blood to prevent the country from becoming divided. We would not sit down (for negotiations) at the same table with that bloody murderer, mad dog Apo (PKK, outlawed Kurdistan Workers' Party, leader Abdullah Öcalan). Are they going to tell Apo, 'Come, Abdullah pasha, how much of Anatolia do you want?' They say Turkey is a glittering mosaic consisting of 14 ethnic groups. These are fabrications aimed at confusing minds. The Turkish nation is the real owner of this country."

### 'Özal told me to go into Kirkuk'

SABAH interviewed retired general Necip Torumtay, the chief of staff during the Gulf crisis. Torumtay said that during the crisis the late President Turgut Özal ordered him to march on to the Mosul and Kirkuk in Iraq. He replied, "Yes Sir, but I would need an order in writing." Torumtay waited for a written order but none came during the next four months. "There was no way Iraq would declare war on Turkey. And the Turkish Government had no intention of declaring war on Iraq. It was only Özal who wanted to declare war on Iraq."

## PSK leader Burkay calls for peace

By Sinan Yılmaz

Turkish Daily News

ANKARA- The declaration issued by the outlawed Kurdistan Socialist Party (PSK) at the end of its third conference held in November said there were other options besides war and urged all patriotic and peace loving people to work together. The document, reporting the results of the conference, listed the steps which the PSK, led by Kemal Burkay, wants taken to solve the Kurdish problem. It calls strongly for a cease-fire to be declared between the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish government. "Bloodshed should come to an end and a path to dialogue should be opened," the declaration said. The decisions made at the conference indicate that the PSK wants emergency rule to end; the regional governorship and the paid village guard system to be abolished; and the special teams, counter-guerrilla and similar open and secret organizations used for special operations to be dissolved. Other demands are for people to be granted full freedom of expression and freedom of organization, thus enabling parties with a Kurdish identity to carry out their activities freely, in line with their own programs. Also people should be allowed to use the Kurdish language in their everyday lives and Kurdish education should be permitted.

A further demand is for those people who the PSK claims had to abandon their villages due to various threats and pressures to be allowed to return to their settlements and for their losses to be compensated.

The decisions made also call for abolition of the 1982 Constitution, seen as the main obstacle to freedom and democracy, and for a democratic constitution to be prepared, guaranteeing basic rights and freedoms and recognizing the Kurdish identity.

Claiming that the Kurdish problem is not a simple terrorist problem and that it is a "national problem," the declaration says peace and equity are further options for the solution of the Kurdish problem.

The declaration urges Kurds to stage peaceful actions in accordance with the legislation of the countries where they reside in order to protest the alleged pressure on them. The PSK was first set up as the Kurdistan Socialist Party of Turkey (PSKT) by a group of individuals who resigned from the Labor Party of Turkey (TIP). The group became known for its publication "Freedom Path" and in 1980 became the PSK. At the outset, the PSK had the greatest number of supporters among the Kurdish organizations. Burkay, a poet, who has been stripped of his Turkish citizenship, lives and carries out his activities mainly abroad. Apparently the PSK does carry weight, with respect to the other Kurdish organizations, mainly in Europe. Burkay makes use of diplomatic channels and moves back and forth between European countries and northern Iraq.

# Le Monde

• Mardi 6 décembre 1994

## HUIT DÉPUTÉS KURDES menacés de la peine de mort, en Turquie !

... Leyla ZANA et Mahmut ALINAK, Hatip DICLE, Orhan DOGAN, Ahmet TURK, Sirri SAKIK, Selim SADAK, Sedat YURTDAS sont emprisonnés depuis plusieurs mois pour avoir parlé publiquement de la situation des Kurdes en Turquie. Leur procès, politique, s'est déroulé sans aucun respect des droits de la défense et lors de l'audience du 24 novembre, les avocats des parlementaires ont quitté la salle en signe de protestation. Le procureur général a requis la peine de mort. Le verdict sera rendu le 8 décembre 1994.

... Nous dénonçons ce procès, dans son intégralité. Il constitue une violation scandaleuse, dans un pays membre du Conseil de l'Europe, des principes de la démocratie représentative et pluraliste et des droits fondamentaux de la personne humaine.

Nous exigeons que des soins médicaux soient immédiatement apportés à Leyla Zana, gravement malade. Nous exigeons que ces députés soient libérés et rétablis dans leurs fonctions.

Extraits de l'appel lancé le 25 Novembre 1994 par  
Antoinette FOUQUE, députée européenne.

Premières signatures de Parlementaires Européens : Nicole FONTAINE et Nicole PERY (Vice-Présidentes), Hedy d'ANCONA, Anne ANDRE-LEONARD, Jan Willem BERTENS, Danielle DARRAS, Wayne DAVID, Lissy GRONER, Bernard KOUCHNER, Karin JONS, Catherine LALUMIÈRE, Jack LANG, Michèle LINDEPERG, Gisèle MOREAU, Nana MOUSKOURI, Aline PAILLER, Pierre PRADIER, Michel ROCARD, Jannis SAKELLARIOU, Martin SCHULZ, Jaak VANDEMEULBROUCKE, Ana TERRON, Odile VERRIER.

et de : Janine ALEXANDRE-DEBRAY, Michèle ANDRE, Lucie AUBRAC, BARBARA, Michèle BARZACHI, Nicole BENEVISE, Hayette BOUDJEMA, Andrée BUCMIMANN, Chantal CHAWAF, Hélène CIXOUS, Edith CRESSON, Francine DEMICHEL, Jacques DERRIDA, Marguerite DERRIDA, Régine DEFORGES, Françoise DUCROCQ, Viviane FORRESTER, Altan GOKALP, Juliette GRECO, Marie-Claude GRUMBACH, Gisèle HALIMI, Michèle IDELS, Sylvie JAN, Irmeli JUNG, Blandine KRIEDEL, Hervé LE BRAS, Annie LECLERC, Eugénie LEMOINE, Marie-Noëlle LIENEMANN, Ariane MNOUCHKINE, NATIVE, Taslima NASREEN, Marie-Claire PASQUIER, Evelyne PISIER, Florence PRUDHOMME, Michel REVAULT d'ALLONES, Catherine RIIHOIT, Ségolène ROYAL, Yvette ROUDY, Sonia RYKIEL, Françoise SAGAN, Coline SERREAU, Dominique STEIN, Prof. Yvette SULTAN, Duong THU HUONG, Dominique VOYNET... et d'un millier d'autres.

En signant l'appel, rejoignez le Comité de défense des députés kurdes.  
Envoyez des lettres à l'Ambassadeur de Turquie à Paris.

**MARDI 6 DÉCEMBRE À 18 HEURES**  
**RASSEMBLEMENT DEVANT L'AMBASSADE DE TURQUIE**  
**16 avenue Lamballe, Paris 16ème (Métro Passy)**

**ALLIANCE DES FEMMES POUR LA DÉMOCRATIE**  
5, RUE DE LILLE - 75007 PARIS - TÉL. : 45 48 83 80

## Court expected to sentence DEP deputies to prison, not death, sources say

Ankara State Security Court decision, due on Dec. 8, may be delayed due to EU summit meeting on Dec. 9 & 10

By Hayri Birlir

*Turkish Daily News*

ANKARA- In the trial of seven ex-deputies from the defunct pro-Kurdish Democracy Party and an independent deputy on treason charges, the Ankara State Security Court (DGM) is expected to sentence the accused to prison terms rather than apply the death penalty, informed sources said on Monday. DGM prosecutors have demanded that the former MPs be punished under the Turkish Penal Code's Article 125, that envisages capital punishment, but the court will probably rule according to article 168 which anticipates a maximum punishment of 22.5 years in jail, the sources told the Turkish Daily News. The sources cited "an effort to protect Turkey's prestige abroad" as the main reason for the court's expected move to change the penal code article under which the defendants are being tried.

"On the one hand, at a time when Turkish democracy is under severe scrutiny by the Western countries, capital punishment verdicts for the ex-deputies for speeches at certain meetings (in Turkey and abroad) would irreparably hamper ties between Turkey and the West.

"On the other hand, these deputies, by their activities, have caused a tremendous public reaction. A majority now believe that they must be punished. The panel of judges will make a conscientious evaluation while rendering judgment," the sources said.

The penal code's Article 125 includes the death sentence for crimes against the state and activities aimed at dividing the country. Article 168 envisages prison terms for members of armed gangs.

If Article 168 is used as a basis for the court's verdict, former Democracy Party deputies Leyla Zana, Hatip Dicle, Ahmet Türk, Orhan Doğan, Sırrı Sakık, Sedat Yurttaş and

Selim Sadak and independent MP Mahmut Alınak will face sentences of up to 22.5 years in prison.

The DGM is due to announce a verdict on Thursday, but the sources said the sensitive nature of the case may force a delay because of the European Union summit meeting on Dec. 9 and 10. Analysts said if the defendants were convicted on Thursday, Turkey would receive a harsh reaction at the EU meeting due to convene in Essen, Germany the next day. Turkey is to enter crucial talks with EU officials on Dec.

19 for Ankara's planned customs union with the EU. The Democracy Party trial has already led to tension between Turkey and several Western countries. Asked to comment about reports that the defendants would not be punished under Article 125 envisaging capital punishment, DGM's chief prosecutor Nusret Demiral told the TDN, "We have demanded that their (the deputies') acts be considered under Article 125...But the court has the authority to switch to another article fitting the acts. However, our indictment will stay until the decision."

Feridun Yazar, one of the defendants' lawyers told the TDN, "The court's general attitude throughout the trial gives me the impression that there will be no death penalty verdicts. I don't expect the deputies to be acquitted, either."

The parliamentarians, from southeastern Turkey, were stripped of their immunity and accused of serving as a political front for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

None has been charged with any act of violence, and the trial before the DGM has focused on alleged contacts with PKK leaders abroad.

One MP has also been accused of sheltering a wounded PKK militant in his deputy's residence in an Ankara suburb. The defendants say their only crime was to voice their constituents' demands for increased political and cultural rights for Turkey's Kurds.



## US State Department is 'deeply concerned' over trial of DEP

By Uğur Akinci  
*Turkish Daily News*

WASHINGTON- The U.S. State Dept. Monday expressed its "deep concern" for the continuing trial of the eight pro-Kurdish former deputies of the Turkish Parliament.

Answering a question put to her at a regular State Dept. press briefing, spokeswoman Christine Shelly said some of the former deputies are "also charged with collusion with the terrorist Kurdistan Worker's Party (PKK). We have repeatedly expressed to the Turkish government our deep concern over the trials and their implications for democracy and freedom of expression in Turkey."

Shelly added that "it's difficult for most foreign observers to understand how MPs could be stripped of their immunity and put on trial for expressing their thoughts, including in some instances, thoughts expressed before the Helsinki Commission of the U.S. Congress and the Carnegie Endowment for International Peace."

The reference was to Leyla Zana, whose impassioned op-ed piece in *The Washington Post* gave rise to the question at the briefing. A Turkish observer who was present both at the Helsinki Commission and Carnegie Endowment panels referred to by Shelly told TDN that Zana did not deliver an address at either occasion. "She kept totally quiet at the Helsinki Commission event while Ahmet Türk did all the talking through a translator. She, however, answered some questions during the Q&A session at Carnegie Endowment," he said.

"A verdict is expected on Thursday, Dec. 8th. Our policy is not to comment on any possible verdict, of course, before one would be delivered," Shelly added. According to recent Turkish press reports, the State Security Court might postpone the verdict on the former deputies.

The Commission on Security and Cooperation in Europe (CSCE) has organized a press conference in Washington on Dec. 8 in anticipation of the verdicts. Amnesty International and International Human Rights Law Group will also participate in the briefing if a verdict is delivered that day.

In the State Dept. briefing, Shelly was asked why there had not been a public expression of concern about the trial by the United States before this. She said the US was discussing the matter with Turkish officials through diplomatic channels. She said "a quieter approach was one that was most likely to result in what we hoped would be another look at the issue."

### ■ Zana: there's 'cultural genocide' in Turkey

Leyla Zana's op-ed essay entitled, "On Trial for being a Kurd" was published Monday in *The Washington Post*. In her emotional appeal to the American public, Zana claimed that there was a "cultural genocide" against Kurds in Turkey. Her husband, Mehdi Zana, ex-mayor of Diyarbakır, is "serving a four-year jail term for testifying before the European Parliament", she said.

## US journalist group faxes Çiller to protest attack on Özgür Ülke

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- The Committee to Protect Journalists (CPJ) Monday faxed a letter to Prime Minister Tansu Çiller protesting the bombing of the Özgür Ülke newspaper headquarters and two offices on Dec. 3.

"The bomb attacks have cost the life of Ersin Yıldız, a receptionist at the headquarters," William A. Orme Jr., Executive Director of CPJ, wrote. "Also, 21 staff members, including reporters, editors and other personnel, were injured.

Two of the injured, Selehattin Kaya and Yıldız Gültekin, remain in critical condition. These coordinated attacks are a clear and disturbing indication that your government is unable to stem attacks against the press and journalists," he added.

"As a nonpartisan organization of journalists dedicated to upholding press freedom, defending our colleagues' rights as well as their lives, CPJ calls on the Turkish government to investigate this incident with all its might and bring

to justice those responsible as quickly as possible," Orme concluded.

Copies of the letter were sent to high-ranking government officials including Deputy Prime Minister Murat Karayalçın, State Minister for Human Rights Azimet Köylüoğlu, Interior Minister Nahit Menteşe, former foreign minister Mümtaz Soysal, Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk, as well as Turkey's ambassador to Washington, Nuzhet Kandemir.

In the past month, CPJ has held briefings to protest attacks on journalists in Tajikistan and the United States. On Aug. 18, the organization sent a letter to Turkish leaders protesting attacks on Özgür Ülke office and staff. On Oct. 18, CPJ criticized the Anti-Terror Law in a similar letter faxed to Çiller.

During its annual convention on Nov. 8, CPJ gave an International Freedom of Press award to Aziz Nesin. The organization has many US media superstars among its board of directors, including the anchors of major TV networks in the United States.

Zana said that during the trial, Ankara's State Security Court "in five sessions refused our requests to confront prosecution witnesses and call defense witnesses and experts." A Turkish observer said there are no separate witnesses or experts for the prosecution and defense in the Turkish judicial system, as is the case in the American system. "That is an indication that the article might not be written by Zana herself but by an American on her behalf," the observer claimed.

Zana wrote that the "state terror" in Turkey destructed "Kurdish villages, forests and traditional society." "I have two children, a husband and many dear friends. I love life, she said. "But my passion for justice, for my people, who are suffering for dignity and freedom, is greater. What value is a life of slavery, humiliation and contempt for what you hold dearest — your identity? I will not knuckle under to Turkey's inquisition."

A Turkish official in Washington said that Zana was not being tried just because she was a Kurd, as she claimed in her *Post* piece. "If her ethnic identity was illegal, then how come she was elected to the Turkish Parliament in the first place?" the official said. Zana was being tried, the official said, for the speech she delivered at the Kurdish Congress in Northern Iraq, and the phone conversations she held with PKK leader Abdullah Öcalan during which she allegedly addressed Öcalan as "my chief."

In her op-ed article, Zana said she was charged "with such 'crimes' as testifying before the U.S. Congress's Helsinki Commission and the Carnegie Endowment for International Peace, speaking on European television and

uttering a phrase in Kurdish in Turkey's Parliament celebrating Kurdish-Turkish friendship." Yet the transcription of the cited Helsinki Commission panel that TDN obtained shows that Zana did not speak at that event. The briefing, sponsored by the CSCE, was held on May 17, 1993, in Washington. Panelists were Dr. Mark Epstein, Ahmet Turk of DEP and Barham Salih, Washington representative of Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan ((PUK). Zana did not participate in the question-and-answer session either.

#### Conflict could 'spill over into the irrational'

In her essay, Zana warned that the pressure inside the Turkish pressure-cooker was rising to an unbearable level. She said that "the West should realize Turkey is not just a locale for military bases and electronic eavesdropping. It's a country of passions and conflict, which can, like the shah's Iran, spill over into the irrational."

She warned that "if Turkey's warlords assassinate hopes for the peaceful solution that we legislators represent, the road is open for Kurds to switch massively to the camp of violence and Islamic fundamentalism. And if the Kurds, next door to Iran's Islamic revolutionaries, switch, then all Turkey will follow suit. And woe on us all," she concluded.

When Prime Minister Tansu Çiller visited Washington early this year, she warned the US Administration that

unless Washington supported Turkey, there was a danger of fundamentalists coming to power. Her comments caused a great furor among pro-Islamic Welfare Party (RP) circles which accused Çiller of snitching on her own people to the Americans.

Zana called Çiller the "puppet" of the Turkish military, although she shares Çiller's concern about fundamentalism. The difference is that Çiller believes fundamentalism has its own logic and develops as a protest to economic deprivation. Zana, on the other hand, suggested in her Post essay that, for her, fundamentalism is nothing but another form of "irrationality."

Zana's warning about Kurds "switching to fundamentalism," on the other hand, runs counter to earlier analyses of the March 27 municipal elections by PKK and Pro-Kurdish sources. In that election, RP swept through the Southeast, where ethnically Kurdish voters prevail. At the time, RP officials interpreted the results as the victory of Islamic brotherhood over ethnic nationalism. Although DEP refused to participate in the election, most voters did not heed PKK's call to stay at home and those who voted did so for the pro-Islamic RP. Zana's suggestion that such a "switch" might indeed take place supports Erbakan's claim that the RP's pro-Islamic message is being welcomed by ethnic Kurds as well.

## US Congressman appeals to Çiller to stop DEP trial

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Thomas H. Andrews, a Democratic member of US House of Representatives from Maine, Monday sent a letter to Prime Minister Tansu Çiller asking her stop the prosecution of former DEP deputies at the Ankara State Security Court.

"I am writing to express my deep concern regarding the imprisonment of eight (sic) Kurdish parliamentarians who are members of the pro-Kurdish Democratic Party," Andrews said. "As I am sure you are aware," he continued, "these parliamentarians have been detained for reasons of so-called speech crimes in direct contravention to basic democratic and human rights held throughout the world. I share the view of my many colleagues in the US Congress who, frankly, find this appalling." "None of the parliamentarians have been charged with acts of violence. None have advocated violence," Andrews said. "Nevertheless, the prosecution is calling for the death penalty, which would be in complete opposition to widely accepted international human rights standards. This is wrong. It severely questions your government's resolve to pursue democratic reforms," he concluded.

A copy of the letter was also sent to President Süleyman Demirel. Thomas ran for Senate in the U.S. mid-term elections on Nov. 8 and lost to a Greek-American Republican, Olympia Snowe.

## Ankara tells DEP trial critics Turkish courts are independent

*Turkish Daily News*

ANKARA-Turkey has reacted with reserve to an official statement from Washington expressing "deep concern" over the trial of the former deputies of the now banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP).

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman, responding to the U.S. statement issued by Deputy State Department spokeswoman Christine Shelly on Monday, said that the question was one that legal proceedings were currently underway in this case. Ataman indicated that the courts in Turkey were independent and that it was necessary to wait for the verdict concerning the former deputies who are currently standing trial for treason on charges of having contacts with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

He said that Turkey was a country that believed in the supremacy of the law.

Ataman refused to comment further but foreign ministry officials contacted by the Turkish Daily News said Washington's intervention in this issue was "not a surprise."

They said that statements such as these could be expected to increase in the lead up to Thursday's sitting of the Ankara State Security Court when the verdict is expected to be announced. They added that they did not think Shelley's statement indicated a change in U.S. policy towards Turkey and believed that the State Department was trying to ward off potential criticism of indifference from quarters in Congress that are closely watching developments relating to this issue. It was also made apparent by these officials that Ankara expects more similar statements not only from Washington but also from European capitals and various official, semi-official and unofficial organizations in the West.

# FROM THE COLUMNS

## Turkey is not governed properly

**F**rom a Dec. 6 article by SABAH's Hasan Cemal: If, in a country the offices of a newspaper in the three biggest cities are the target of simultaneous bomb attacks one night, with highly destructive plastic explosives killing one and injuring 19, can you say that this country is being governed properly? If, in a country, annual wholesale price inflation is 137 percent and nearly 120 percent for consumer prices, and the national income declines 10.3 percent in the second quarter and another 8.2 percent in the third quarter, that is, people become impoverished and unemployment is on the rise, can you say that this country is being governed properly?

Turkey is not being governed well, not at all. The True Path Party (DYP) - Social Democrat People's Party (SHP) government is not coping well with the country's problems. The government is failing to keep abreast of the country's "real agenda," always grappling instead with daily issues.

In other words, Turkey is once again faced with a bottleneck.

### Özgür Ülke

The bomb attack on the "Özgür Ülke" newspaper premises was, without doubt, a blow to freedom of the press and freedom of expression. Such a horrible incident would cause a tremendous wave of protests in a country where democratic rules and traditions functioned properly.

Unfortunately, in Turkey this has not happened. CNN gave news of the bombing as the first item in its bulletin. In Turkey, with a few exceptions, both the government and the opposition remained indifferent.

Why? Because the newspaper in question tended to voice support for the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party)? Personally, I do not approve of Özgür Ülke's policies. But this does not stop me from denouncing the bomb attacks.

If the state wants to merit being called a "democratic state which upholds the rule of law" it must solve this case. As long as such bomb attacks and unsolved assassinations are shrouded in mystery, social tranquillity will remain but a dream.

### Falling down into hell

Look for example at the Uğur Mumcu case. Two years have passed since investigative reporter Uğur Mumcu, a dear friend, was assassinated. There are claims that certain power bases within the state system were involved in that incident. Yet, not one clue has been found.

Such incidents lead to people making comments like, "What kind of state is this?" If this feeling translates into a widely-used slogan, then all of us will tumble into the pit of hell. And we would suffer a lot trying to climb out of it. No one should doubt that. It is those wanting to push Turkey into such an abyss who have bombed the Özgür Ülke premises.

These people are creating more and more tension in Turkey with each passing day, trying hard to prevent the democratization process. They want Turkey to become introverted and to crouch down in its hard shell. They want the Turks and Kurds to kill one another and for those upholding the principle of secularism and those who are against that principle to fight one another.

### Making the bombers' job easier

Meanwhile, the government seems to be making the bombers' job easier. It is failing to put its house in order. It is failing to determine the country's agenda. Rising inflation is a striking example of this. The Çiller government has failed to cope with the "monster called inflation." The masses are being crushed under the burden of the high cost of living. High-ranking officials in charge of economic departments all underline the need for structural measures. Budgetary discipline is simply nonexistent. Even if it wanted to, the government would not be able to control the public deficit because part of its spending is being covered from non-budget sources. For the first time in the past 15 years, funds allocated in the budget for interest payments on debts, have exceeded the funds allocated for personnel costs.

A key bureaucrat says: "This cannot go on. The breaking point will be reached sooner or later. Bringing the economy under control seems impossible unless this old structure is not reformed, unless this bleeding is brought to a halt."

WEDNESDAY, DECEMBER 7, 1994

Turkish Daily News

# Turkish Army reports killing 47 rebels in Tunceli

By Ferit Demir

Reuters

**TUNCELI-** Turkish forces say they killed 47 Kurdish guerrillas in three days' fighting in the Eastern province of Tunceli after the rebels blundered into army ambushes while seeking food and shelter in bitter cold.

Tunceli officials said on Friday thousands of soldiers backed by helicopter gunships had pounded Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas in three locations but blizzards were hampering the Army operation.

"The fighting is getting very intense in some points, but although the rebels are still encircled, bad weather has slowed operations at times," an Army official said. "New operations are being suspended this morning due to bad weather."

The Army last Saturday began a winter push against the guerrillas in Tunceli, which this summer became the scene of what one Army

officer called the biggest military operation in modern Turkish history.

Fighting intensified three days ago, when guerrillas, denied food and shelter by Army tactics that included forcibly evacuating villages, entered areas they would normally steer clear of and clashed with the Army.

About 10,000 troops took part in the week's clashes, backed by Super Cobra helicopters.

A village headman in Tunceli's eastern Nazimiye district said security forces torched houses in his Büyükyurt village after evacuating its last eight families on Friday.

The Army's tactics, successful in denying the PKK shelter and destroying their food stores, have also resulted in thousands of villagers facing the winter snows without adequate shelter. Many say security forces burned their homes. The military say they killed 19 PKK guerrillas during clashes in deep snow in the Kinzir woods of Tunceli's western Hozat

district.

They killed 11 more in fighting that swept from Göktepe to Yazeli village in Mazgirt district on Thursday, and 12 guerrillas in fighting that moved to Çıralı village from Marcık, where 50 PKK militants were ambushed.

"Çıralı village is very close to an Army post," a local commander said. "The PKK must be in dire straits to go there." The 11 PKK dead in Goktepe and Marcık were reported earlier.

In Diyarbakır province, five more PKK militants were killed in an overnight clash in Kulp district, the emergency rule governor's office said in a statement.

Three soldiers were killed in the fighting, officials said, adding that they expect the death toll to rise significantly. More than 13,000 people have been killed in Turkey in the PKK's 10-year fight for a Kurdish state in the Southeast.

## Ecevit opposed to customs union with EU, federation with Kurds

Turkish Daily News

**ANKARA-** Bülent Ecevit, the chairman of the opposition Democratic Left Party, on Friday came against a blind rush into customs union with EU and the public debate of a federal settlement with the Kurds as proposed by rival Social Democrat chief Murat Karayalçın.

"If there is no customs union agreement on Dec. 19, I will be delighted," Ecevit told reporters in the parliament, referring to the upcoming Association Council meeting between Turkey and the European Union. If the sides agree on technicalities, the union will be fully established by the end of 1995.

Ecevit said any such union should ensure

the protection of Turkey's national interests and the government should have prepared well before committing the country to the union. Referring to the call by Murat Karayalçın, the deputy prime minister and the leader of the government-partner Social Democratic Populist Party (SHP), Ecevit said the debate of a federal status for Turkey was a grave danger for the country's unity.

He said the federation had been first proposed by the late President Turgut Özal and had led to bitter results.

"Certain people who took courage from his remarks are currently in prison," Ecevit said in seeming reference to the controversial jailing

of the pro-Kurdish deputies over charges of separatism. Seven Kurdish deputies are facing the death penalty in a trial due to end on Dec. 8.

Sending another salvo against Karayalçın, the Democratic Left chairman criticised him for taking his time in appointing a successor for Mümtaz Soysal after his recent resignation.

He said Karayalçın, who provisionally took over Soysal's portfolio, had displayed "unbelievable irresponsibility" by missing a vital NATO meeting on Bosnia and attending instead a gathering of the Socialist International.

## Turkey deports six members of Iraqi Kurdistan Workers Party

Turkish Daily News

**ANKARA-** Turkish police captured six members of the Iraqi Kurdistan Communist Workers Party, a group not known to be operating in Turkey, the Anatolian news agency reported on Friday.

According to Ankara police, six members of the party were captured during an operation to catch foreigners who were reportedly producing false passports.

An undercover policeman agreed to pay \$1000 for a false passport and made the capture after he paid for it. A search of the house where the arrests were made turned up various organizational

documents for the Iraqi Communist Workers Party and for the Kurdistan Young Student Association. It is believed that the members of the party were responsible for communicating with Iraqis who had escaped to Turkey. Police said the six suspects prepared false passports for Iraqis who wanted to go to other countries from Turkey. The \$1,000 earned from each passport was sent to Iraq, police said. After their cross-examinations, the court decided to deport the six, who later were moved to the southeastern township of Silopi.

## German newspaper claims PKK being trained in Greece

Turkish Daily News

**ANKARA-** According to a report from the Anatolia news agency, the German newspaper, Die Welt, wrote on Friday that terrorists from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were being trained in Greece.

The paper said that members of the PKK were being trained in the use of explosive materials at Greek camps, reported to be located at Lavrion and in Cyprus. Die Welt reported that Greeks support the PKK's terrorist activities in Eastern and Southeastern Turkey.

Regarding financial support

for the PKK, Anatolia quoted Die Welt as stating that certain Greek newspapers had advertised to receive monetary aid for the PKK. The German paper reported that \$840 million was deposited into a bank account at the Athens Foreign Commerce Bank last January in support of the PKK. Die Welt also printed a photograph of the PKK's leader, Abdullah Öcalan, talking to retired Greek General Dimitris Matafias and Kostas Aslanis, a member of the Pan Hellenic Socialist Movement Party (PASOK), the ruling party in Greece.

## Senator DeConcini defends PKK ceasefire on US House floor

*He proposes Gulf States increase payments to Turkey for Gulf War losses*

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Senator Dennis DeConcini of Arizona, co-chairman of the U.S. committee of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), yesterday defended the cease fire offered by the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) in a speech he delivered on the floor of the U.S. House of Representatives.

"A ceasefire should be the first step towards peacefully resolving the Kurdish issue. Should the PKK declare a unilateral ceasefire, as it did in March 1993, the Government of Turkey should reciprocate." Prime Minister Çiller, as well as the National Security Council, have already declared that Turkey has nothing to discuss with a terror group and the military campaign against the PKK will proceed unabated.

"Only when the guns have been silenced, can the difficult task of reconciling Turks and Kurds victimized by war begin," he said. "Until the Kurdish question is peacefully resolved, Turkey's efforts in many other areas will

be jeopardized— as will continued close cooperation and relations with Western allies."

The TDN has learned that, following the acceptance of the proposed ceasefire, it has been suggested that the Turkish government proclaim a general amnesty for all PKK members. "If the PKK drops their weapons unconditionally, the Turkish government can reciprocate by proclaiming a general amnesty," a source close to CSCE told the TDN.

Senator DeConcini, repeating the points raised in a recent CSCE report summarizing the results of his visit to Turkey in October, once more condemned the existence of "speech crimes" and "continued widespread use of torture" in Turkey.

"A recent incident further underscores my concerns," he said. "On Nov. 3, a Turkish court ordered the confiscation of a 'File of Torture,' a booklet published by the Human Rights Foundation which documents deaths in detention since 1980 and other torture cases. Prosecutors are determining whether to charge Yavuz Onen, who met with the delegation, and Fevzi Argun for disseminating separatist propaganda, a crime carrying a 2-to-5 year prison sentence."

On the positive side, DeConcini said he believed "our government should seek further compensation for Turkey's losses from the Gulf States who have benefited most from continued allied pressure on Saddam Hussein." He said "Turkey can play a critical role in promoting a CSCE-like regional framework for the Middle East, especially if it finds a nonmilitary solution to the Kurdish issue."

"Despite these problems, I left Turkey with an appreciation of mutual interests and shared democratic values and believe both our governments should work towards strengthening bilateral relations."

## Turkey hopeful for 'friendly settlement' on human rights cases

**The cases involve accusations of torture, village burnings and arbitrary executions in Southeast**

By Aytül Gürtaş

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey, bracing itself for legal as well as political pressure to improve its human rights conduct, is seeking a "friendly settlement" with the European Human Rights Commission on a number of precedent-setting cases, government legal advisers told the Turkish Daily News.

The cases in question were taken to the Commission by the Turkish Human Rights Association and a London-based Kurdish activist group.

The cases involve accusations of torture, village burnings and arbitrary executions in Turkey's Kurdish-dominated Southeast where the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has been waging a separatist war for 10 years. The

Commission's rulings on the cases are important since they will influence the outcome of similar future cases.

Bakir Çağlar, a constitutional law expert who represented Turkey at the Commission meetings said the Commission would probably urge a "friendly settlement".

If both sides accept the call, Çağlar said it would prevent the European Court of Human Rights from taking up the cases.

But, the representative said, Turkey should do more to reduce such complaints by improving its human rights image. Kerim Yıldız, director of the Kurdistan Human Rights Project in London told the TDN that the significance of the cases was that they had been taken by individuals directly to the Commission without going through the

routine procedure of first applying to the Turkish courts.

He said the Commission had decided to process the applications on their merit, opening the door to other such applications. Çağlar said after the Commission's verdict, he would no longer represent Turkey owing to his tight schedule.

In one case, the applicant claims the security forces killed seven family members and destroyed his house when it was hit by a mortar shell. Turkey blamed the PKK for the attack. Another applicant blamed the Turkish government for the killing of a fellow villager and the razing of his village by the security forces.

The third applicant claims that his son died during torture by police.

Le Soir de Bruxelles - 3 décembre 1994

Turkish Daily News

## PM Çiller applauds UN move against terrorism

Turkish Daily News

ANKARA - Prime Minister Tansu Çiller said on Friday that Turkey was pleased by a U.N. committee decision which ruled that terrorism could violate human rights.

The United Nations' committee on judicial affairs signed a declaration on Nov. 23 which acknowledged that not only states, but also terrorist organizations could infringe on human rights. Çiller said in a statement that the committee declaration was the first comprehensive U.N.-related document against terrorism. "Inclusion of the concept that terrorism violates human rights in the declaration is important in the sense that this concept is now taking its part in international human rights laws.

This will provide Turkey with new



Prime Minister Tansu Çiller capabilities, particularly in the foreign aspect of its fight against terrorism."

Çiller said. Turkey has been fighting against a Kurdish insurgency in the country's southeastern and eastern regions.

Nearly 13,500 people, including rebel Kurds, members of the security forces and civilians, have been killed in the region since 1984 when the outlawed Kurdistan Workers' Party launched a bloody campaign to create an independent Kurdish state. The human rights declaration, unanimously supported by the U.N. judiciary committee members, will take effect after its approval by the U.N. General Assembly.

Çiller said Turkey would continue its determined efforts against terrorism within the framework of the United Nations and other international organizations.

SATURDAY, DECEMBER 3, 1994

TURQUIE

## Membre du PKK condamné à mort

Un membre du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a été condamné à mort vendredi par la Cour de la Sûreté de l'Etat d'Erzincan, dans l'est de la Turquie, pour avoir été impliqué dans l'assassinat de 13 personnes, dont 5 membres des forces de l'ordre, a rapporté l'agence Anadolu. Le détenu, Arap Koseoglu, risque également la peine capitale dans un autre procès où il est jugé pour avoir tué un déserteur du PKK dans la prison d'Erzurum (est), a ajouté l'agence. La peine capitale n'a plus été appliquée depuis dix ans en Turquie. (AFP)

Turkish Daily News

## Blasts rock offices of pro-PKK daily in Istanbul and Ankara Two people killed and 22 wounded in blast at Özgür Ülke's main offices in Istanbul's Kumkapı district

ISTANBUL - A pair of explosions ripped through the Istanbul and Ankara offices of a leading pro-Kurdistan Workers' Party (PKK) daily early Saturday.

At least two people were killed and 22 wounded in the Istanbul blast, which gutted the four-storey building housing the central offices of Özgür Ülke daily, in the Kumkapı district. Authorities said it was an explosive device. The second blast destroyed the newspaper's smaller Ankara office, which were deserted at the time.

There were no reports of casualties but the blast badly damaged other flats in the building and destroyed windows nearby.

Ankara police said they were certain if it was the result of a bomb, but they cordoned off the area and it was impossible to get a full picture of the damage.

However, Özgür Ülke staff claimed the second blast was also caused by a bomb, which was timed to go off at the same time as the Istanbul blast, around 3:30 a.m. (01:30 GMT). "It was a bomb, it was put in front of the

newspaper's door," said one Özgür Ülke journalist at the scene. No one has claimed responsibility for either attack, police said. Özgür Ülke has close ties to the outlawed separatist PKK. It publishes a column by PKK leader Abdullah Öcalan. The government has cracked down hard on writers and journalists it perceives as supporting the PKK separatist cause.

Earlier this week, police detained an Ankara-based diplomatic correspondent for Özgür Ülke, holding him for 24 hours and then setting him free.

SUNDAY, DECEMBER 4, 1994

# Bombattentat mot kurdisk tidning

ISTANBUL (TT-Reuters)

● Explosioner skakade på lördagsmorgonen tre kontor tillhörande den prokurdiska turkiska tidningen Özgür Ülke. En person dödades och minst 22 sårades.

Den största explosionen inträffade i tidningens huvudkontor i stadsdelen Kumkapi i Istanbul. Hela den fyra våningar höga byggnaden raserades och parkerade bilar på gatan utanför förstördes. Även

tidningens Ankareredaktion förstördes och en lokalredaktion i Istanbul skadades.

## Polisen saknar spår

Polisen sade sig inte ha några spår efter förövarna, men journalisterna vid tidningen anklagade regeringen för att ha legat bakom attentaten. Enligt journalisterna försöker regeringen tysta dem för att de skriver om det kurdiska gerillakriget i sydöstra Turkiet. Kurdis-

tans informationsbyrå i Köln uppgav att såväl 16 medarbetare vid tidningen som personer som deltog i släckningsarbetet greps av polisen.

Den kurdiska PKK-gerillans ledare Abdullah Öcalan medarbetar som kolumnist i Özgür Ülke.

Chefredaktören Baki Karadeniz försäkrade att inget skulle kunna hindra dem från att komma ut med tidningen på söndagen som vanligt.

Läget i den kurdisk-turkiska konflikten är ovanligt spånt just nu. På torsdag väntas domarna falla mot de åtta kurdiska parlamentsledamöter som står åtalade för förräderi för sina påstådda kontakter med PKK. De riskerar att bli dömda till döden.

I provinsen Tunceli i öster har militären i tre månader fört en offensiv mot PKK. Avsikten har varit att beröva gerillan mat och husrum.

Libération - 5 décembre 1994

## Attentats contre le seul quotidien kurde de Turquie

Istanbul,  
correspondance

Trois bombes ont détruit les locaux du seul quotidien kurde de Turquie *Ozgür Ülke* («Libre Pays»), écrit en turc. Eclatant presque simultanément à Istanbul et Ankara dans la nuit de vendredi à samedi, elles ont fait au moins un mort et dix-huit blessés. Aucune organisation n'a revendiqué ces attentats.

Pour les dirigeants du journal, ces attentats sont l'œuvre de groupes manipulés par les services secrets: «Cet acte terroriste est signé. Le Premier ministre, Tansu Ciller, et le ministre de l'intérieur, Nâhît Mentese, avaient désigné clairement l'objectif aux assassins en nous traitant régulièrement de torchon séparatiste», a accusé Baki Karadeniz, directeur de la publication.

Le préfet d'Istanbul, Hayri Kozakcioglu, ancien superpréfet de Dyrbakir et des quinze dé-

partements du sud-est peuplés en majorité de Kurdes et soumis à l'état d'urgence, est venu sur les lieux de l'attentat promettant que «les responsables seront rapidement arrêtés». Le président turc, Suleyman Demirel, a exprimé ses «profonds regrets». Les responsables du journal ne se font néanmoins aucune illusion, d'autant que, de l'aveu du responsable des pompiers arrivé sur les lieux, ces attentats sont «l'œuvre de spécialistes».

*Ozgür Ülke*, qui diffuse quelque 12.000 exemplaires par jour, était devenu de plus en plus gênant pour les autorités décidées à éradiquer par la force la «rébellion séparatiste» du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), multipliant depuis quelques mois les destructions de villages et les déplacements forcés de population. Avec ses correspondants locaux, le quotidien raconte en détail la «sale guerre» qui depuis dix ans ensan-

glante le sud-est anatolien et a fait 16.000 morts. Si le journal n'a jamais caché ses sympathies pour la cause kurde, la justice n'a jamais prouvé qu'il existe des liens organiques entre ce quotidien et le parti du PKK.

La rumeur n'en affirme pas moins que sous le pseudonyme d'Ali Firat, éditorialiste du quotidien, se dissimulerait Abdullah Öcalan, dit «Apo», leader du PKK en exil. La semaine dernière, le journal a publié une «lettre ouverte» d'Apo aux chefs d'Etats des pays de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), proposant un cessez-le-feu sous contrôle international et l'ouverture de négociations avec les autorités turques.

Ce journal avait pris la succession en avril d'*Ozgür Gundem*, interdit pour «propagande séparatiste» et dont neuf correspondants locaux ont été abattus sans qu'aucun suspect n'ait été arrêté.

Musa AKDEMİR

## Turquie

# Pour la libération des députés kurdes menacés de mort

**D**ES artistes et des universitaires de toutes disciplines viennent d'adopter l'appel suivant :

« Le 8 décembre, la Cour de sûreté de l'Etat turc se prononcera sur le sort de huit députés kurdes dont le procureur d'Ankara exige la condamnation à mort. Leur crime : s'être faits les porte-parole de leur peuple au Parlement. « C'est un Etat dit démocratique, membre de l'OTAN et du Conseil de l'Europe, jouissant du soutien multiforme des Occidentaux, qui veut m'envoyer au bûcher », déclare Leyla Zana première femme kurde élue à l'Assemblée nationale de Turquie.

Nous le savons, de nombreux journalistes et intellectuels kurdes et turcs sont en détention pour avoir proposé une solution politique à la question kurde. Le réquisitoire du procureur résonne des déportations de villages entiers, des tortures et des assassinats dont sont victimes les populations kurdes. Avec les démocrates kurdes et turcs, nous vou-

lons que cessent ces massacres. Nous en appelons à l'opinion publique pour qu'elle intervienne auprès des élus. La France, qui est depuis longtemps le principal allié européen de la Turquie, va-t-elle rester passive et se faire ainsi complice de cette nouvelle atteinte aux droits de l'homme? Nous ne saurions l'accepter. Nous demandons instamment au gouvernement français et aux autres gouvernements de l'Union européenne de prendre toutes les mesures qui sont en leur pouvoir pour obtenir la libération des députés kurdes, conformément à la déclaration du Parlement européen du 29 septembre dernier. »

### Les premiers signataires :

Jean Babilée, danseur-chorégraphe; Gislaïne Boddington, Shinkansen (Grande-Bretagne); Mayotte et Jean Bollack, philologues et écrivains; Susan Buirge, chorégraphe; Béatrice Carciolo, poète; Laurence Chable, comédienne; Roman Cieslewicz, graphiste;

Hugo de Greef, directeur du Kaaitheatre (Belgique); Colette Deblé, peintre; Bernard Desportes, poète; Denis Doufour, compositeur; Bernard Dumerchez, éditeur; Horace Engtdahl, écrivain (Suède); Guilaine Ferré, metteur en scène; Michèle Finck, écrivain, professeur à l'université de Strasbourg; Michel Fortuné, maître de conférences à l'université de Poitiers; Michel Fournier, chargé de mission au Centre national du théâtre; Pierre Fränckel, directeur du Riksteatern (Centre national du théâtre de Suède); Jean-Claude Garric, professeur, ancien directeur d'IUT; Olivier Gebuhrer, maître de conférences; Gilles Grant, compositeur; Laury Granier, cinéaste, vidéaste, peintre; Michel Grossmann, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg; Nedim Gürsel, écrivain; Jacques Guyot, maître de conférences; Pierre Guyotat, écrivain; Hubert Haddad, écrivain; Pascal Hausherr, photographe; Jean-Marie Hordé, directeur du théâtre de

Bastille; Roland Jaccard, écrivain; Yves Jouan, poète; Jean-Paul Lainé, vice-président d'université; Christian Lanoy, éditeur d'art; Ernest-Marie Laperrouzat, président honoraire du CIEEIST; Gérard Laiton, maître de conférences; Laure Leroy, éditeur; M<sup>me</sup> Méchtill, peintre; Gil

Mendo, professeur et consultant artistique (Portugal); Henri Meschonnic, poète; Mathilde Monnier, chorégraphe, directrice du Centre chorégraphique national de Montpellier Languedoc-Roussillon; Daniel Monteux, universitaire; Jean-Luc Moreau, critique; Josef Nadj, chorégraphe; Lorrina Niclas, directrice du centre international de Bagnolet pour les œuvres chorégraphiques Seine-Saint-Denis; Bernard Noël, écrivain; Guy Odent, universitaire; Marc Petit, écrivain; Bernard Pieron, peintre; Mireille Privat, professeur; Serge Safran, poète; Claude Seureau, maître de conférences; les acteurs de Shikasta (Suède): Mina Azarian, Lamin Dieng, Vladimir Dikanski, Ewa Ergerbladh; Anne-Sophie Ericsson, Roberto Gozales, Kemal Görgü, Ani Guinez, Maria Heiskanen, Björn Nilsson, Ahmet Tekbilek, Bodil Vidlund; Bernard Sobel, metteur en scène; Myriam Solal, éditeur; Ozan Sunar, Intercult (Suède); François Tanguy, metteur en scène; Nadia Tazy, journaliste; Chris Torch, metteur en scène (Suède); Charles Tordjman, metteur en scène; Mia Törnqvist, auteur dramatique (Suède); Bernd Uhlig, photographe (Allemagne); Nicole Vatinel, peintre; Jean-Luc Verley, maître de conférences à l'université de Paris VII; Paul Virilio, écrivain.

## Un journal pro-kurde visé

Une personne a été tuée, 20 autres blessées samedi avant l'aube à Istanbul lors d'attentats à la bombe ayant visé le quotidien turc pro-kurde « Ozgur Ulke » (Le libre pays). La victime, un employé, est mort à l'hôpital. Les attentats n'ont pas été revendiqués. Le journal, plusieurs fois saisi pour *propagande séparatiste*, a été à plusieurs reprises accusé par les autorités turques notamment d'être le porte-parole du Parti des Travailleurs du Kurdistan, en rébellion armée contre Ankara dans l'Est et le Sud-Est anatoliens à majorité kurde. (AFP.)

## Procès des députés kurdes : un verdict lourd de conséquences

□ Le procès controversé de huit ex-députés turcs d'origine kurde, qui risquent la peine de mort pour « séparatisme », doit connaître demain son épilogue avec un verdict qui sera lourd de conséquences pour les relations de la Turquie avec le monde occidental. Lundi, François Mitterrand a proposé à ses partenaires de l'Union européenne d'intervenir auprès des autorités turques pour que la peine de mort ne soit pas prononcée. Les Etats-Unis ont également et pour la première fois émis publiquement des réserves concernant ce procès. « Il est difficile de comprendre comment des députés peuvent être privés de leur immunité et mis en jugement pour avoir exprimé leur opinion », a déclaré Christine Shelly, porte-parole adjoint du département d'Etat.



France-Soir - 7 décembre 1994

## TURQUIE

Intervention  
de Mitterrand

François Mitterrand a proposé hier une démarche à ses partenaires de l'Union européenne pour obtenir des autorités turques que la peine de mort ne soit pas prononcée contre les huit députés kurdes poursuivis par la justice turque.

L'Humanité - 7 décembre 1994

Procès des députés kurdes :  
verdict jeudi

La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara rendra son verdict jeudi dans le procès intenté à huit députés du Kurdistan de Turquie. Jeudi dernier, le procureur général a requis la peine de mort contre les huit parlementaires. Leur seul engagement en faveur des droits à la libre expression de la culture et de l'identité kurde est qualifiée de « crime séparatiste ». Les Etats-Unis ont pour la première fois, lundi, émis publiquement des réserves concernant ce procès. « Il est difficile pour la plupart des observateurs étrangers de comprendre comment des députés peuvent être privés de leur immunité et mis en jugement pour avoir exprimé leur opinion », a ainsi déclaré Christine Shelly, porte-parole adjoint du département d'Etat.

Turkish Daily News

THURSDAY, DECEMBER 8, 1994

## Interpreting treason: Transatlantic differences

*'The treason provision in the U.S. Constitution says: "Treason against the United States, shall consist only in levying War against them, or in adhering to their enemies, giving them Aid and Comfort"*

Çiçek Zoroğlu

Turkish Daily News

ANKARA - U.S. State Department spokeswoman Christine Shelly issued a statement on Monday "expressing its deep concern to the Turkish government over the trials of eight former members of Parliament who publicly advocated a separate Kurdish state."

The Turkish prosecutor, for his part, has accused the defendants of having committed treason against the country through their acts and statements.

The attempts of the Kurdish deputies to take the customary oath of allegiance to the country in their own language after their election to the Turkish Parliament in 1991 shocked the nation and became a chief basis for the latter charges of separatism. For the Kurdish politicians, the reaction of the Parliament and the public threw into relief the deep-rooted state tradition of denying the ethnic identity and cultural rights of the Kurds.

What is treason and what is not is open to different interpretations at different times. So, without venturing into that gray area, here is a brief list of punishable offences in the U.S. to allow a comparison.

■ In the United States, ethnic groups can have education in their own language if they choose and there are several TV stations that broadcast exclusively in their language. But the oath-taking in the Congress is done only in English, which is the official language. Likewise, congressional debates are in English, not in another language.

■ The former DEP deputies were indicted under article 125 of the Turkish Criminal Code which provides: "Whoever commits an act

intended to put the entire or a part of the territory of the state under the sovereignty of a foreign state or to decrease the independence or to disrupt the union of the state or to separate a part of its territory from the administration of the state shall be punished by a penalty of death."

The prosecution, invoking the article against the Kurdish deputies on trial, have implied that through their alleged links with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) waging a separatist war in the Kurdish-dominated southeast region of Turkey, or even their verbal endorsement of its cause, the defendants have compromised the country's sovereignty and thereby committed treason.

The U.S. treason provision in the U.S. Constitution, when compared to the above article, appears much more vague. It provides: "Treason against the United States, shall consist only in levying War against them, or in adhering to their enemies, giving them Aid and Comfort." But the interpretation of what constitutes an act of treachery is narrower.

Some of the accused former deputies are charged with having been in radio contact with Abdullah Öcalan, the PKK leader, having clandestinely visited him in a PKK training camp in Lebanon and in other instances, having attended PKK rallies or conferences organized by the group.

In the U.S., although official statements in Congress by representatives and senators are in general immune from lawsuits, libelous or criminal statements are not immune. A congressman can be tried for such statements, regardless of whether they were made on or off the record in Congress. It is important to note, however, that

under U.S. law, "talking or thinking about committing a treasonable act is not treason." If, for example, intelligence sources revealed intercepted radio conversation between Saddam Hussein and a U.S. lawmaker agreeing to his directions, he would be charged with treason, since giving aid to the enemy is within the definition of treason.

In the DEP trial, one of the former deputies is accused of sheltering a wounded PKK militant at his residence. Even under the U.S. Constitution this would constitute treason since giving aid or comfort to the enemy is also within the definition of treason.

If a U.S. citizen or congressman was found to have sheltered, for example, the former Panamanian strongman Manuel Noriega at his home while the U.S. troops were searching for him, that person would be accused of treason under U.S. law.

However, if a congressman stated only that he supported Muammar Gadhafi or said Saddam Hussein was right after all in invading Kuwait, this would not be considered a crime. Even in U.S. history, it has taken violence to achieve equal right for minorities. However, the limited number of deaths which prompted the Civil Rights Act of 1964 does not compare to the deaths that have resulted at the hands of the PKK. We in the U.S. have not experienced what the Turks are experiencing. We don't have a political party based on ethnic identity and widely suspected of having links with a terrorist organization, even if it claims fighting for a liberation cause. This has never happened in the U.S., and most likely never could.

# Ankara: We cannot tolerate interference in our judicial system

## *Mitterrand calls on European leaders to support the former DEP deputies*

*Turkish Daily News*

ANKARA- Faced with rising international pressures on the eve of the trial of former deputies of the Democracy Party, Ankara reiterated its stance that it would not accept interference in Turkey's "independent judiciary."

"Anyone who has any respect for the law would refrain from expressing prejudices that might have an influence on an ongoing trial," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said. "Turkey can in no way accept such statements that clearly interfere in the independence of the judiciary."

While strongly condemning the remarks by U.S. State Department deputy Spokeswoman Christine Shelley on Washington's concern, Ataman made no specific reference to a letter reportedly writ-

ten by French President Francois Mitterrand to other European leaders, urging support for the deputies on trial.

In his letter, Mitterrand is reported to warn Turkey that death sentences against the Kurdish MPs on trial for treason would be a serious attack on human rights.

"The Ministry has no information on such a letter," Ataman said. A Foreign Ministry official has said that whether Turkey would send a reply letter to Mitterrand "at the same level" was a "political decision" that could only be taken after they had seen the letter.

Reports on the contents of the letter do not quote Mitterrand but his aides.

According to them, Mitterrand has written to other European leaders urging them to join him in supporting the deputies.

Death sentences in the controversial and widely-watched case would constitute "a serious attack on human rights and on the charter of the Conference on Security and Cooperation in Europe, which Turkey has signed," Mitterrand reportedly said in the letter. "I hope it will be possible for you to join me in this action. In any case, I will appeal to public opinion," Mitterrand wrote to his European partners in an appeal for their support, the aides said.

Turkish diplomats abroad have told various interest groups not to travel to Turkey for the trial today, saying that a decision would not be reached now, the TDN has learned.

*Turkish Daily News*

THURSDAY, DECEMBER 8, 1994

## *French observers call for release of Kurdish deputies*

*Turkish Daily News*

ANKARA-Foreign politicians who arrived to attend the final hearing today of the controversial trial of the former Kurdish deputies, on Tuesday called for their release and reinstatement. Addressing a news conference, Segolene Royal, a Socialist deputy in the French Parliament and a former Environment Minister, said that Turkey had signed the Paris Charter on human rights which permitted observers from signatory countries to monitor the human rights conduct of each other.

But she said, their presence in Turkey

should not be seen as interference in Turkey's domestic affairs.

Antoinette Fouque, a member of the European Parliament and a women's rights activist, said Leyla Zana, a female politician undergoing trial for separatism along with seven other fellow Kurdish former deputies should be able to get medical treatment since her health has deteriorated since she has been in prison. The French observers stressed the sensitivity of the Council of Europe about the trial and hinted that the outcome might affect Turkey's bid to join a customs union with the E.U. They said in issuing such friendly warnings, the European organizations were not regarding Turkey as an enemy. A lawyer for the jailed deputies, Feridun Yazar, claimed that the Turkish embassies in Europe were trying to block foreign observers from attending the final hearing, saying the verdict would be put off to next March.

## Turkey at the CSCE Summit

Semih D. Idiz

**W**hen Prime Minister Tansu Çiller traveled to Budapest this week to attend the two-day summit of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), the general expectation was that she would be criticized heavily for Turkey's human rights record.

There were, of course, objective factors that reinforced this expectation.

For one there was the fact that Helsinki Watch, a U.S.-based human rights watchdog group, as well as the London-based Amnesty International, both widely respected organizations, had pronounced Turkey's name in their pre-summit interventions with Western leaders.

Both organizations had asked for pressure to be applied on Ankara during the CSCE summit in order to get it to improve its human rights record, particularly in relations to its Kurdish problem.

The fact that the Budapest gathering was taking place just days before an expected verdict on eight deputies — seven of whom have been stripped of their political status — who are being tried for treason for their pro-Kurdish views had also led to expectations of criticism in Budapest.

When massive bombs tore through the Istanbul and Ankara offices of the pro-Kurdish Özgür Ülke — which is widely known to human rights groups in the West — leaving one person dead and scores wounded, these expectations merely mounted.

But it so transpired in the end that these expectations were not realized.

The Bosnia debacle on its own was enough to put the whole summit in total disarray leaving the West in no position to mount any moral high ground with respect to any country in particular.

The fact that the summit fell short of expectations in terms of concentrating on human rights received added confirmation by strong criticism from Amnesty International, which said that the Budapest decisions were "long on rhetoric but short on practical measures to protect human rights."

CSCE human rights commitments were being flouted in places where the group had the ability and duty to act — such as Turkey, rump Yugoslavia and Uzbekistan, Amnesty said in a statement carried by Reuters.

"The CSCE sees itself as the main body preventing conflicts erupting into war and resolving crises in Europe, yet as far as human rights are concerned, it is sad how little has come out of two months of intensive work," Amnesty said.

The group said it welcomed a clause in the summit's final communique which pledged that respect for human rights "must remain a primary goal of CSCE action."

"Unfortunately, however, many of the concrete proposals which would have made the CSCE better able to monitor whether its members are respecting

human rights were defeated.

Angered as Amnesty International may have been with the final outcome the international environment in which this summit was being held, with genocide, mass rapes, killing of children on a grand scale — all taking place in the heart of Europe — ensured that things could not have been otherwise.

Especially when countries like Russia, Great Britain and France are increasingly more concerned with their strategic interests — as seen in the case of Bosnia — than in upholding and preserving and, if necessary, fighting for the basic principles enshrined in the Helsinki Final Act.

So whatever the criticism that certain countries may level at Turkey, the events in Bosnia — which have unfolded in such a stark manner and in front of the eyes of all the countries attending the CSCE summit — have ensured that the moral ground has been leveled, at least as far as Turkish officials are concerned.

This has effectively put all the countries in Budapest in a position to cite human rights in lofty terms and to engage in profuse moralizing.

Turkey was no exception in this respect.

Taking the rostrum in the afternoon session during the first day of the CSCE summit, Çiller opened her speech with an emotional reference to the suffering of the people of Bosnia.

"I hear the sound of bombs and the screams of children. I see hunger and fear in their eyes. I am in Bihac and in Bosnia. I am in the Europe of 1994. But this is not my Europe and I know that it is not your Europe either," Çiller intoned with a theatrical air.

"I saw Sarajevo. It was a terrifying experience," Çiller said, referring to the visit she paid to the besieged city earlier this year together with Pakistan's Prime Minister Benazir Bhutto.

"I cannot explain to my people why the CSCE is evading its responsibility in Bosnia".

Çiller went on to say that thousands of Azeri's, just like the Bosnians, were also suffering having been made refugees as a result of Armenian aggression.

"In Switzerland, snow reminds one of the winter holidays. In Azerbaijan the snow and the cold means hunger and death," she said.

"Whether it is the Bosnians or the Azeri's, they are people just like us, and I say that we cannot turn our heads away from their suffering. Peace is indivisible. We cannot remain impartial between the aggressor and the innocent. We adopted some principles in the CSCE. If we cannot give life to them and implement them, then what use is it?" Çiller asked.

"We have failed in Bosnia. A second failure in the case of the Azeri-Armenian dispute where the CSCE is directly involved (in terms of the search for

peace) will put an end to our hopes concerning collective security," she said.

In fact, Prime Minister Çiller made Bosnia and Azerbaijan the center piece of all her efforts in Budapest, be these multilateral or bilateral as in the case of the talks she had with President Bill Clinton, Chancellor Helmut Kohl, Prime Minister John Major and a host of other international leaders.

Aware of the fact that Turkey is the subject of much international criticism for human rights abuses, Çiller also had remarks on this subject which were clearly preemptive.

"We all have shortcomings at the present time. In Turkey, we are trying to find the necessary national consensus in line with our CSCE responsibilities to improve our human rights record," Çiller said.

"Whether it comes from the state or from terrorist organizations, human rights violations are similarly unacceptable. The right to life is the most basic of rights. All other rights are built on top of this. But human rights can only develop if there is peace and security," she added.

In this way Çiller touched on all the bases on this issue, including a hint at self-criticism with her indirect acknowledgment that Turkey had a human rights record that needed to be improved.

Her pronouncing the concept of "state terrorism" was particularly interesting although there was no clarification as to what it was that she exactly meant.

As for her remarks about "the right to life being the most basic of rights" and "the need to establish peace and security to develop human rights," this is customary language used by Ankara in referring to its fight against the Kurdistan Workers' Party (PKK).

In other words it is language that is usually used defensively in response to criticism in the West that the fight against the PKK is not being conducted with a great respect for human rights, especially in term of the innocent bystander.

Officials in Ankara believe that the violations of human rights by the PKK are often overlooked or underplayed by Turkey's human rights critics.

As far as the CSCE summit itself was concerned, for the two days that it lasted, rather than being a platform where lofty ideals about human rights and the way forward for a more civilized Europe was charted out, it turned more into a forum for political wrangling between nations bent on securing their best interests or the best interests of their close friends and allies.

In the case of Moscow it was two days of blocking any statement on Bosnia that would condemn the Serbs, of castigating the United States for its playing at being the only super power, and of warning NATO not to expand eastwards in a way that would bring this alliance to the Russian border.

The irony of it all was that although it is a crucial European problem which will effect the future of the continent and although it made itself felt at almost every minute that the summit lasted, Bosnia was not officially on the agenda of the summit.

Given that this is an organization that is supposed to enhance security and cooperation in Europe and set down firm guidelines for human and minority rights, the Budapest gathering can be said on the whole to have been a failure highlighting the deep divisions that exist between nations rather than

common ideals that bind them together.

But still it was not a total failure as far as Turkey was concerned because one of the few things agreed on — apart from the decision to call the CSCE the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE) from now on — was the matter of sending a multinational peace force comprising 3,000 personnel to the enclave of Nagorno-Karabakh in Azerbaijan where an uneasy cease-fire has been in place for some time now between Armenian and Azeri forces.

The efforts to find a solution to this dispute has been going on under the auspices of the CSCE and, as Prime Minister Çiller told reporters while in Budapest, a settlement to this crisis could represent a concrete step in this organization's search for a meaningful identity.

The importance of this crisis for Ankara is apparent not just because of the fact that the region in question borders Turkey but because the Azeri's are closely related to the Turks.

The reason Ankara has been pushing hard for a multinational peacekeeping force — to which it is also willing to contribute troops — has been that this would block efforts by Moscow to move into Azerbaijan unilaterally under the guise of peacekeeping.

Given that it is hardly a secret anymore that Russia is trying to reenter the Caucasus in order to restore its former influence there, by military means if necessary, it was important to ensure that any peacekeepers in the region should operate under an international banner and that no single country should comprise more than 30 percent of this force.

Having realized that its efforts at unilateral peacekeeping would not be endorsed by the international community, Russia decided this time to press for a 50 percent representation in any multinational peacekeeping force.

This, too, was something that Turkey opposed and with the support of other countries, most notably the United States, it eventually got a satisfactory outcome on this score also.

This will be the first time the CSCE has initiated a peacekeeping operation and the composition of the force as well as its command structure has to be worked out in the coming weeks. But CSCE officials said deployment could begin in the next few months.

"The CSCE has taken one of the most important decisions in its history," Hungarian President Arpad Goncz, whose country hosted the summit, said later.

Apart from this positive development, though, there was little that came out of Budapest that might break new ground in making Europe a safer and more secure place in which to live.

It also revealed in a stark manner what betraying the people of Bosnia represents for this continent and how the after effects of this debacle will linger on for quite some time, hampering the efforts at instituting a new world order based on the principles that are enshrined in the basic documents that the Organization for Security and Cooperation in Europe is supposed to be based on. ■

## Human Rights Diary

### Mexican human rights regulations

**impress Köylüoğlu:** Azimet Köylüoğlu, the state minister responsible for human rights, who represented President Süleyman Demirel at the inauguration of the new Mexican president last week, met his Mexican counterpart, Carlos Rodriguez, during the visit, according to a press release from the minister's chief advisor Hızır Ekşi. Köylüoğlu had a long meeting with Rodriguez, the deputy chairman of the national human rights commission, in which the commission's activities since its founding four-and-a-half years ago were discussed. During the meeting, Rodriguez gave his Turkish counterpart full details of the current human rights situation in Mexico. Köylüoğlu said the Mexican commission operated as an "Ombudsman Institution" and that its autonomous legal position and healthy budget were very impressive. (Dec. 4, TDN)

**Mentese says state after Özgür Ülke bombers:** As condemnation mounts over the bombing of the Istanbul and Ankara offices of the pro-Kurdish daily Özgür Ülke, Interior Minister Nahit Mentese suggested that the attacks may have been carried out as a "provocation" or as a result of "factional fighting," thus adding further fuel to the speculation surrounding these incidents.

Özgür Ülke, which was published on Sunday with reduced pages — with two of them left completely blank in protest — for its part carried the threatening banner headline: "This fire will burn you too!"

In various articles and comments on the attack in this edition of the paper it was suggested, in barely veiled language, that the security forces were responsible for carrying out the bombing under the advice of the National Security Council. One person was killed and at least 22 others wounded when simultaneous bomb blasts ripped through two Özgür Ülke offices in Istanbul and its Ankara bureau in the early hours of Saturday. The paper's printing center was not damaged. Mentese, who was talking to reporters at Ankara airport where he was seeing Prime Minister Tansu Çiller off to Budapest for the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) summit, said that the separatist nature of Özgür Ülke was known as was the fact that the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Abdullah Öcalan, wrote for the paper under a pseudonym. "But, despite this, we support the preservation of life and property. It is impossible for the state to act otherwise" he said. Mentese added that it was up to the state to secure the supremacy of the law while it was up to the chief prosecutor to take the necessary action against separatist publications.

Responding to a question, Mentese said he did not know if these bombings had anything to do with the recent call for a cease-fire by the PKK. He said that the evidence gathered had not been fully assessed as yet adding that "every possibility was being kept in mind." Mentese added that it was "thought provoking" that this attack had taken place just prior to the CSCE summit in Budapest. He added that the investigation was being conducted from a broad range of angles and possibilities. He said that as yet they had no leads as to who may have carried out the bombings. Following President Demirel's condemnation of the attack on Saturday, the leader of the Democratic Left Party, Bülent Ecevit, the Press Council of Turkey, the Bar Association of Turkey Union of Bars, and the Izmir Journalists Association also condemned the Özgür Ülke bombing on Sunday. (Dec. 4, TDN)

**Gunmen kill teacher in southeast:** Two gunmen killed a primary school teacher in Turkey's southeastern province of Mardin, police said on Wednesday. "The gunmen attacked Teyfik Elma while he was parking his car outside his house at about 5.30 p.m.," police in Mardin's Midyat town said by telephone. Police said they suspected the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has killed scores of teachers in eastern and southeastern Turkey for what it calls the forced assimilation of Kurds into Turkish society.

(Dec. 7, TDN)

FRIDAY, DECEMBER 9, 1994

# Police blame PKK for recent wave of violence against Turks in Germany

By Bora Togo  
*Turkish Daily News*

ANKARA- A Turkish cultural center in the city of Worms in Western Germany was set ablaze early Wednesday, the latest incident in a wave of violence launched against Turkish citizens residing in Germany over the last few weeks.

The prosecutors office in Mainz, said that in the incident in Worms, petrol was set alight after being poured through a broken window.

The fire was put out by residents from nearby buildings who were awakened by the flames and the smoke. No injuries were reported, according to the German police.

Officials from the "Bundes Kriminal Amt," (BKA) the National Criminal Department of the German Police, said they suspected the outlawed separatist organization Kurdistan Workers' Party (PKK), who are waging an insurgency in southeastern Turkey, to be behind the incident.

PKK militants are suspected to be behind much of the rash of criminal activities launched against Turkish citizens and cultural centers in Germany over the last several weeks, according to German police. Arson is known to be one of the methods of the PKK.

More than 30 people have been killed in attacks against foreigners carried out by far-right groups since German unification in 1990. But over the past year, police have blamed many such attacks on infighting between left- and right-wing Turkish groups or on Kurdish militants sympathetic to the PKK. Bonn banned the PKK and affiliated groups last November after a series of attacks on Turkish targets across Europe. The latest series of violence began in November.

On Nov. 24, four Kurds went on trial for three arson attacks on Turkish businesses in the western German city of Wiesbaden last year in which one Turk was killed.

The attacks on a restaurant, a Turkish sports club and a travel agency in November 1993, occurred at the time of a series of Europe-wide assaults on Turkish offices blamed on Kurdish militants.

Defense lawyers entered a plea to have the case dropped, claiming unfair investigation methods by the prosecutor's office, but the court rejected the request.

The defendants, between 22 and 33 years of age, then refused to answer questions.

The trial of the Kurds took place in a Frankfurt courtroom which has better

security than the court in Wiesbaden, where the case would normally have been tried. Wiesbaden judges heard the case.

On Nov. 26, hundreds of Kurds protested in Hamburg, Stuttgart, Freiburg, Kassel, Darmstadt, Dortmund and Hanover to mark the first anniversary of the outlawing of the PKK by Bonn. Police arrested dozens of protesters.

The demonstrators destroyed a two-story cultural center in Bremen, and the sports center across the street incurred minor damage.

Police reported that Molotov cocktails attacks that occurred during the protests were motivated by disputes between Turks and Kurds, and not the work of right-wing extremists in this northern German city.

About 350 protesters turned up in Stuttgart and in Hamburg, but both protests ended without major incidents.

In Freiburg, however, Kurds blockaded a main street and clashed with police trying to remove them. Police arrested 35 people.

Clashes and arrests on the same day took place in several other cities as well.

On Nov. 27, three arson attacks in northern Germany caused minor damage at Turkish-owned restaurants, and police arrested two more people, also believed to be Kurds with Turkish passports.

Three Molotov cocktails were hurled at a Turkish-owned restaurant in Uetersen, causing minor damage and no injuries among guests. Two suspects were arrested by the German police. In Hamburg, assailants broke a window of a Turkish restaurant and threw stones and bottles at a building inhabited by Turks. No one was injured.

In Bielefeld, police arrested two alleged members of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) on suspicion of attempted murder.

The two suspects allegedly threw a gasoline canister at police during a demonstration by PKK supporters. One officer, who wore fire-resistant clothing, suffered slight injuries.

On Nov. 28, German police arrested four Kurds on suspicion of committing arson against a Turkish cultural center and a nearby sports club the same day.

The cultural association building in Bremen was destroyed in the morning blaze and three elderly people in a nearby house had to be treated in hospital for smoke inhalation. They were later discharged. Three women who lived at the Bremen center managed to

escape the pre-dawn flames, and had been treated for smoke inhalation, police had reported. Two petrol bombs tossed into the sports club caused only minor damage, police had reported.

In Hamburg and the northern state of Schleswig-Holstein, unidentified attackers threw petrol bombs at another three Turkish establishments and restaurants, but no one was hurt and little damage was caused.

In Kassel, German police waded in with batons to break up a rally of about 200 activists, in which four policemen were injured and about 10 people detained. About 80 Kurds blocked a motorway access road near the southwestern city of Freiburg. The attacks coincided with the weekend of demonstrations by Kurds marking the PKK ban.

Also in late November, the Kurdish-German press agency (KURD-A) strongly criticized the German police for raiding their office in Dusseldorf on Nov. 24 and confiscating communications equipment and files.

About 20 officers raided the agency which, police indicated, supported the PKK and the political propaganda wing (ERNK) of the illegal organization which were both banned in November 1993. The Dusseldorf police also claimed that the agency disseminated propaganda.

The KURD-A agency harshly criticized the German police, "The raid was against German laws. KURD-A is the only source which reports the real face of the dirty war conducted in Kurdistan.

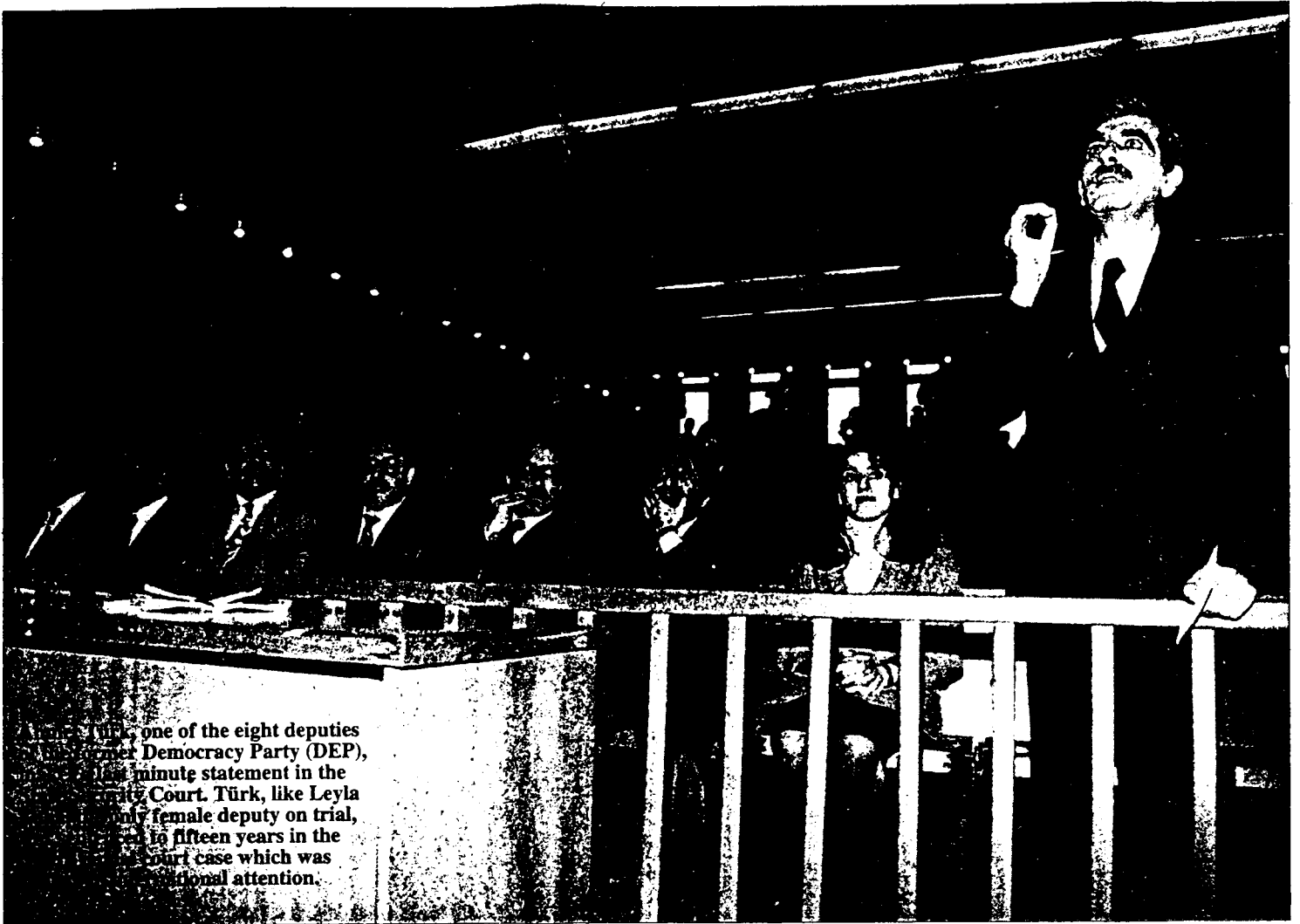
Bothered by the realities, the German government has chosen to oppress the Kurds and hinder the reporting of the truth." Referring to the KURD-A agency which was closed down last year for similar reasons, agency officials said: "We consider this to be an act against the Kurdish people." The agency officials also said that the police should raid German press agencies as well because the German media gives space for every PKK move and that this also constitutes propaganda for the PKK as a result.

Agency personnel said the German police who raided the KURD-A office have "humiliated themselves once again."

The agency members in their statement also threatened the German government by saying, "It is for the German government's own good to back down from its stand against the Kurdish nation and its institutions. The German state will be harmed by this and not the Kurdish people."

Turkish Daily News

# Court sentences pro-Kurdish politicians



**Türk**, one of the eight deputies of the former Democracy Party (DEP), made a minute statement in the State Security Court. Türk, like Leyla Zana, the only female deputy on trial, was sentenced to fifteen years in the State Security Court case which was attracting national attention.

## One released deputy returns to Parliament job; five get 15 years

*Turkish Daily News*

ANKARA- Ending a long, controversial trial, widely followed both at home and abroad, the State Security Court here on Thursday sentenced seven former Kurdish deputies expelled from the Turkish Parliament and an independent deputy to jail terms ranging from three-and-a-half to 15 years for separatism. Two deputies, Mahmut Ahnak, an independent Kurdish deputy, and Sırrı Sakık, a fellow Kurdish politician

expelled from the Parliament last June along with six other lawmakers, were later released, taking advantage of a liberal parole bill which allows convicts to serve only a part of their sentence. The politicians had been in jail since March.

Five others, including Leyla Zana, a militant, female politician who has strongly asserted the Kurds' ethnic identity, were given longer terms.

The indictment charged that the

defendants were in close contact with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) fighting a separatist war in the Southeast, were taking directives from Abdullah Öcalan, the rebel leader, assisting the PKK militants and refusing to take the parliamentary oath in Turkish, the official language.

The defendants have rejected the charges, saying they were based on false statements by government-assigned "witnesses." The court disregarded the prosecutor's call for the death penalty for treason and sentenced the defendants for "membership of an illegal organization" and abetting terrorism. The final hearing

drew a large crowd of lawyers, foreign observers, including Western politicians and human rights activists as well as journalists and jurists.

The verdicts caused loud protests from the spectators who clapped in mock approval and made catcalls.

A photographer's flash going off during the protests caused a brief panic among the spectators packing the courtroom. Lawyers boycotted the session, protesting what they said were imposed restrictions preventing a proper defense.

A spokesman for the defense said they would appeal against the sentences.

The trial of the former deputies and their earlier expulsion from the Parliament provoked strong protests and criticisms from Western governments and human rights groups who called for their release, saying their detention would affect the outcome of Turkey's efforts to complete a customs union with the European Union.

But the release of Mahmut Alnak, the independent Kurdish deputy, may have more immediate repercussions, which, in theory could unseat the government.

He is now free to return to the Parliament until the confirmation of the sentence by the Appeals Court. If the Appeals Court upholds his three-year sentence, then he will lose his parliamentary seat in line with laws barring people with prison records of more than one year from the legislature.

If the clause is applied to Alnak, this will raise the number of vacant seats in the 450-seat Parliament to 23, making by-elections, which Prime Minister Tansu Çiller has been trying to avoid, a constitutional necessity.

## Foreigners pledge demonstrations against sentences

*Turkish Daily News*

ANKARA- International observers who arrived for the final hearing of the "DEP trial" on Thursday protested at the sentencing of the pro-Kurdish deputies, saying they would take the case to international organizations.

Observers from Germany and France, including politicians and representatives from the International Human Rights Federation and the human rights watchdog SOS Racism, threatened to stage demonstrations in front of Turkish diplomatic missions in Europe.

A wave of such demonstrations in front of Turkish missions organized by the PKK throughout Europe two years ago, turned into attacks on embassies. The death of a Kurdish demonstrator by shots fired from the Turkish embassy in Berne caused strains in Turkey's ties with Switzerland.

Daniel Jacoby, representing the International Human Rights Federation, said his organization would call for the suspension of Turkey's membership in the Council of Europe.

He also said they would submit a report to a United Nations conference on human rights, scheduled to convene in Geneva in February.

Segolene Royal, an official of the French Socialist Party and a former environment minister, said that the accusations levelled against the convicted politicians lacked any firm foundation and that the defendants had been deprived of their rights to a proper defense.

She said that unlike the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) the convicted deputies favored a peaceful solution to the Kurdish problem.

She said the deputies had been sentenced for speaking out, which was their duty under the accepted norms of European democracy.

## PKK commanders give Öcalan until 1995 to produce results through 'diplomacy'

PKK leader fears his organization may fall into disarray if his efforts for a 'cease-fire' fail

By İlnur Çevik and  
Sinan Yılmaz

*Turkish Daily News*

ANKARA- Outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Öcalan is making an all out "diplomatic" effort in the West to force a new "cease-fire" in the ongoing separatist battle in southeastern Turkey because failure means the organization may fall into

complete disarray with his regional commanders breaking links with the central command and stepping up violent uncoordinated attacks.

The commanders are reportedly angry because the past diplomatic efforts of the PKK executive led by Öcalan have been a failure and that there are no signs that the current drive will yield any positive results. There are rumors that the PKK

commanders in the field have given Öcalan until early 1995 to come up with results or face disarray and more violence. Öcalan's diplomatic efforts to forge a cease-fire came to light recently when he sent letters to Western capitals seeking their help to pressure Turkey into accepting a cease-fire with the terrorist organization. Western diplomats reportedly told



the Turkish government that the leading countries of the West regard the PKK as a terrorist organization and have turned their backs on the Öcalan letters.

In his letters Öcalan gave assurances that he will support every move "for the solution of the Kurdish problem." Öcalan revealed he had given up the idea of "an independent state" and he would give "unconditional" backing to all peace moves.

Observers saw this as a part of his diplomatic offensive which henstaretd inn 1994.

Earlier Öcalan in interviews with pro-PKK daily Özgür Gündem and the BBC said his organization would abide by the rules of the Geneva Convention as he considered southeastern Turkey a war zone. He asked for Red Cross observers

to visit southeastern Turkey on a fact finding mission. He also claimed the PKK had the capacity to abide by all the rules of the Geneva Convention which regulates the conduct of antagonist sides during a war. According to information received from sources close to the PKK the commanders who are "against" Öcalan's "diplomatic" efforts gave him "one last chance" until early 1995 to prove he can achieve something through "diplomacy." These commanders reportedly want an "independent state" and say the only way of achieving this goal is through fighting.

These sources said if Öcalan's efforts do not yield any positive results then some of these commanders may decide to "take matters into their own hands" and launch new attacks in southeastern

Turkey independent of the central command. If this happens some "random and arbitrary massacres" as well as "uncoordinated raids" may occur, sources warn.

The sources say Öcalan is aware of the growing anger among his commanders and is finding it hard to control them and has thus stepped up his "diplomatic" efforts.

Other sources close to the PKK claim Öcalan does not want a bloodbath and is aware of the growing contradictions within the terrorist organization thus he wants the Western governments to step in and ease the pressures. "Öcalana is trying to buy time and ease the mounting tensions among his commanders who see diplomacy is getting the PKK nowhere," the source said.

AFP — Article France Presse — AFP — Article France Presse — AFP — Article France Presse — AFP — Article France Presse — AFP — Article France Presse —

FRA0259 3 I 0560 TUR /AFP-CW56

Turquie-Kurdes prev

L'intégration de la Turquie à l'Europe compromise par la sévérité contre les Kurdes

Par Hervé COUTURIER

ANKARA, 9 déc (AFP) - Le verdict sévère prononcé contre huit ex-députés turcs d'origine kurde, poursuivis devant une Cour de Sûreté de l'Etat pour activités séditionnelles, risque de compromettre le processus d'intégration de la Turquie à l'Europe, estimaient vendredi observateurs et diplomates à Ankara.

Sitôt le jugement rendu jeudi --cinq peines de 15 ans de prison, une de 7,5 ans et deux de 3,5 ans-- une pluie de réactions négatives s'est abattue sur le gouvernement turc, émanant d'associations de défense des droits de l'Homme, de parlementaires européens, mais aussi de gouvernements occidentaux.

A l'heure où s'approche l'importante échéance de l'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne, ce verdict augure mal de l'avenir.

"Ca se présente assez mal", estimait un diplomate européen à propos du conseil d'association Turquie-Union européenne du 19 décembre à Bruxelles qui doit parachever un accord d'union douanière devant entrer en vigueur début 1996.

Il sera "difficile" aux pays amis de la Turquie de "se battre" pour défendre sa cause devant ceux qui, comme la Grèce, s'opposent à cet accord et à tout rapprochement Turquie-UE en partie à cause des problèmes de droits de l'Homme, ajoutait ce diplomate.

Le ministre allemand des affaires étrangères Klaus Kinkel a indiqué jeudi que Bonn continuerait à faire pression sur Ankara en faveur des huit députés. "Les démocrates ne peuvent qu'être émus", a déclaré son collègue français Alain Juppé, en appelant la Turquie à "respecter les règles fondamentales de la démocratie". Le département d'Etat américain s'est dit "profondément préoccupé".

"Nous avons perdu la démocratie"

Estimant que "la Turquie n'a pas sa place en Europe", Mme Ségolène Royal, député français, venue à Ankara pour assister au verdict, a indiqué que plusieurs organisations des droits de l'Homme allaient se fédérer pour

défendre les huit condamnés en saisissant les instances internationales. Elle a ajouté que cette fédération fera "en sorte que le respect des principes démocratiques soit un préalable à l'approfondissement de l'entrée de la Turquie dans l'Europe".

Face à ces critiques, les responsables turcs opposent leur argument traditionnel de lutte contre le terrorisme du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), dont les députés étaient accusés d'être des sympathisants, voire des membres.

Le premier ministre Mme Tansu Ciller a réaffirmé que la justice turque était indépendante. Elle a ajouté que la Turquie "n'était pas le seul pays européen où des parlementaires étaient jugés et condamnés", sans préciser à quels pays elle faisait allusion.

Le procureur principal de la Cour de Sûreté de l'Etat Nusret Demiral a trouvé le verdict trop clément, ajoutant qu'il ferait appel. C'est lui qui avait initialement réclamé la peine de mort pour les huit accusés.

Plusieurs éditorialistes déploraient vendredi le verdict, soulignant les difficultés qu'il allait causer à la Turquie dans ses relations avec l'Europe. "Nous n'avons pas pendu les députés mais nous avons pendu la démocratie", écrivait l'un d'eux dans Milliyet.

"Maintenant cela va être dur avec l'étranger", écrivait un autre.

HC/jlb/br

AFP /JO0245/091322

DEC 94

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

FRA0298 4 I 0205 TUR /AFP-DI95

Turquie-Kurdes

Députés kurdes: M. Demirel rejette les critiques européennes

ANKARA, 9 déc (AFP) - Le chef de l'Etat turc Suleyman Demirel a rejeté vendredi les critiques européennes après la condamnation de huit députés turcs d'origine kurde par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara, affirmant que la "Turquie est un pays de droit".

"Personne ne doit crier ni en Turquie ni à l'étranger", a dit M. Demirel en réponse à une question de la presse sur les réactions européennes. "La Turquie est un pays de droit (...) même si vous pouvez digérer ou pas ce verdict", a-t-il ajouté.

"Lorsque quelqu'un me demande de les libérer (les députés condamnés), il doit savoir que ce n'est pas moi qui les ai mis en prison", a poursuivi M. Demirel. Le président turc faisait apparemment allusion à l'intention exprimée par des groupes de défense des droits de l'Homme européens de demander un recours en grâce.

Cinq des huit députés kurdes jugés pour activités séditionnelles ont été condamnés à 15 ans de prison chacun, les trois autres à des peines allant de 3,5 ans à 7,5 ans. Ils étaient membres de l'ancien Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde) dissous en juin par la Cour constitutionnelle pour "séparatisme".

CE/hc/php/sod

AFP /JO0245/091448

DEC 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0384 4 I 0192 TUR /AFP-EE85

Turquie-Justice

Aucune nouvelle d'un avocat "pro-kurde" depuis une semaine

ANKARA, 9 déc (AFP) - Un avocat membre du barreau d'Ankara et ancien président de la direction locale à Ankara du Parti du travail du peuple (HEP, pro-kurde), dissous en 1993 pour "séparatisme", est porté disparu depuis une semaine.

Un groupe d'avocats a demandé vendredi au ministre de l'Intérieur Nahit Mentese son aide pour éclaircir le sort de leur collègue, Me. Faik Candan.

Celui-ci est porté disparu depuis le 2 décembre après qu'il eût quitté son bureau dans le centre de la capitale turque, non loin du Palais de Justice.

M. Mentese a indiqué lors d'un entretien avec les avocats que M. Candan n'avait pas été placé en garde-à-vue par la police et que les recherches pour le retrouver seraient poursuivies.

Cinq de huit députés ou ex-députés turcs d'origine kurde jugés pour activités séditeuses ont été condamnés jeudi à Ankara à 15 ans de prison chacun, les trois autres à des peines allant de 3,5 ans à 7,5 ans. Les huit accusés sont d'anciens membres du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde), dissous en juin pour "séparatisme".

CE/mb/sod

AFP /JO0245/091638

DEC 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRA0608 4 I 0242 RFA /AFP-FX19

Allemagne-Turquie-Kurdes

La Basse-Saxe décide d'arrêter les expulsions de Kurdes

HANOVRE (Allemagne), 9 déc (AFP) - La Basse-Saxe a décidé de suspendre l'expulsion des Kurdes en situation irrégulière dans cet Etat fédéré allemand, en réaction à la condamnation jeudi de huit députés turcs d'origine kurde à de lourdes peines de prison, a annoncé vendredi le ministre régional de l'Intérieur, M. Gerhard Glogowski.

Dans une lettre au ministre fédéral de l'Intérieur Manfred Kanther, M. Glogowski a demandé au gouvernement de Bonn une nouvelle évaluation de la situation des droits de l'Homme en Turquie, dans la perspective du jugement de jeudi. "L'estimation actuelle du ministère des Affaires étrangères, selon laquelle la Turquie est un Etat avec une législation et une juridiction développées", est "maintenant à peine défendable", affirme-t-il.

M. Glogowski ajoute qu'en attendant une réponse de Bonn, la Basse-Saxe interrompt toute expulsion de Kurdes.

Les expulsions sont du ressort des Etats régionaux, mais ces derniers ne peuvent pas les suspendre unilatéralement pendant plus de six mois. Passé ce délai, un arrêt des expulsions ne peut être maintenu que par une décision unanime de l'ensemble des ministres régionaux de l'Intérieur.

Cinq des huit députés turcs ont été condamnés jeudi à 15 ans de prison chacun et les trois autres à des peines allant de 3,5 ans à 7,5 ans, un verdict vivement critiqué à l'étranger.

jlp/chb

AFP /JO0245/092023

DEC 94

Vendredi 9 décembre 1994 •

## Le Monde

## TURQUIE

# La guerre menée contre les Kurdes a fait au moins 13 000 morts en dix ans

A la veille du dénouement, vendredi 9 décembre, du procès de huit députés kurdes, les autorités turques sont soumises à des pressions de plus en plus intenses de la part des gouvernements occidentaux. Dans une lettre adressée à ses homologues européens, François Mitterrand a suggéré une démarche commune auprès d'Ankara. Les Occidentaux demandent aussi la recherche d'une solution politique au conflit.

ISTANBUL

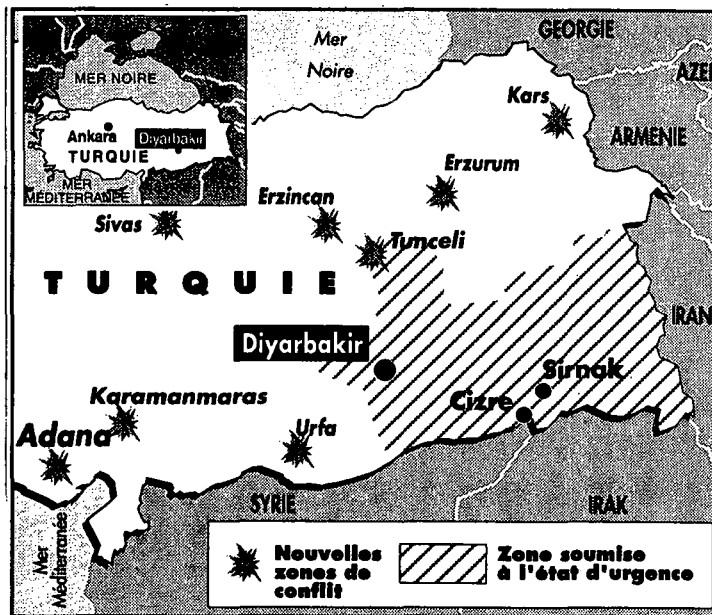
de notre correspondante

Qui aurait imaginé, en août 1984, lorsque le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a lancé sa lutte armée, que près d'un tiers de l'armée turque serait un jour mobilisée pour lutter contre ceux qui étaient perçus comme un groupe de bandits sans influence ? Et qui aurait cru que la question kurde deviendrait, un jour, l'obstacle principal au développement des relations entre la Turquie et l'Europe ?

Dix ans plus tard, le bilan des combats se chiffre à plus de 13 000 morts et les autorités turques ne donnent aucun signe d'un changement dans leur politique de répression à l'égard des Kurdes.

Les forces gouvernementales, qui affirment avoir abattu 3 700 combattants kurdes au cours des dix premiers mois de 1994 ont, certes, marqué quelques points sur le terrain. « Le PKK a pris une gifle, qui risque d'affecter son efficacité et sa capacité de contrôle politique », commente un diplomate occidental. Si le PKK continue de recruter activement parmi la jeunesse kurde, le renouvellement constant de ses effectifs affecte probablement le sens de ses opérations, ce qui explique peut-être les attaques spectaculaires et brutales contre le personnel enseignant, qui ont particulièrement choqué l'opinion publique turque.

Les autorités ont rétabli un certain degré de contrôle, notamment sur les axes routiers, dans certaines régions du Sud-Est anatolien.



lien. Des villes, telles que Diyarbakir, Cizre ou Sirnak, ont retrouvé un peu de calme. Mais à quel prix ? Sirnak a été partiellement détruite, une partie importante de la population de Cizre a quitté la région, remplacée par des tribus favorables au gouvernement. Quant à Diyarbakir, la capitale régionale, elle a vu sa population doubler au cours des dix-huit mois écoulés pour atteindre 1,2 million, avec l'arrivée des villageois forcés de quitter leurs hameaux.

Selon l'Association turque des droits de l'homme, plus de 1 400 villages et hameaux ont été évacués, totalement ou partiellement, et dans certains cas brûlés, depuis 1987. Le parti de la prospérité (RP, islamiste) affirme, de son côté, que 800 000 personnes ont été déplacées.

Le PKK a élargi son champ d'action, qui dépasse aujourd'hui les dix provinces soumises à l'état d'urgence, pour inclure également plus au nord, Erzurum, Sivas, Erzinçan et Kars, et à l'ouest, Urfa, Adana et Karamanmaras. Ses attaques contre des sites touristiques, à l'ouest du pays, démontre qu'il peut frapper à

volonté des secteurs cruciaux pour l'économie turque. Le coût financier du conflit a ainsi poussé les hommes d'affaires turcs à s'exprimer. Un récent rapport, publié par la Fondation pour le développement économique, basée à Istanbul, mentionnait la nécessité de donner des « droits culturels et éducatifs accrus pour la population kurde en Turquie »

### « Terrorisme d'Etat »

D'autant que le chiffre de 7 milliards de dollars annuels (37 milliards de francs) dépensés pour la lutte contre le PKK, cité par les autorités, ne tient pas compte des ravages économiques et sociaux de ce conflit. Les pâturages étant désormais hors d'atteinte, de nombreux paysans kurdes ont dû renoncer à l'élevage et les investissements industriels sont inexistantes dans le Sud-Est. En l'absence d'enseignants – selon les chiffres de l'association turque des droits de l'homme, 128 instituteurs ont été tués au cours des dix dernières années dont 14 depuis la rentrée de septembre – des milliers d'enfants

sont privés d'éducation. Pour justifier leur refus de chercher une solution politique au problème kurde, les autorités d'Ankara arguent volontiers du conservatisme de l'opinion publique turque. Ce renouveau du nationalisme turc et des partis d'extrême droite s'explique à la fois par les pertes en hommes subies par l'armée et par la façon dont la question kurde est présentée à l'homme de la rue : c'est un mouvement venant de l'étranger, soutenu par les Arméniens, les Grecs ou les Syriens !

Les racines du problème sont pourtant en Turquie et la répression n'a fait que pousser de nombreux Kurdes, qui ne souhaitent pas forcément un Etat indépendant, dans les bras du PKK. L'appel au cessez-le-feu, lancé récemment par Abdullah Ocalan, le dirigeant du PKK, qui a aussi officiellement renoncé au séparatisme, a été immédiatement rejeté par les autorités turques.

Le gouvernement reste campé sur ses positions mais la question kurde est plus que jamais au centre des débats. Les méthodes utilisées par les forces armées, notamment dans la province de Tunceli où des dizaines de villages ont été détruits depuis septembre dans le cadre d'une vaste opération militaire, ont été publiquement critiquées. Le ministre d'Etat responsable des droits de l'homme, Ahmet Köylüoğlu, a parlé de « terrorisme d'Etat »

Au sein de l'Assemblée, les vœux réactionnaires continuent de dominer si l'on en juge par les discussions intenses qui entourent le projet d'amendement à la loi antiterroriste, qui accorderait plus de liberté d'expression aux Kurdes et aux Turcs. Acculée, la Turquie s'entête dans une politique qui s'est révélée néfaste pour le pays tout entier puisqu'elle entrave le processus de démocratisation à l'échelon national. Bien que les Etats occidentaux dénoncent les méthodes utilisées par le PKK, les revendications culturelles de la minorité kurde de Turquie figurent désormais à l'agenda européen, qu'Ankara le veuille ou non.

NICOLE POPE

**Huit ex-députés kurdes condamnés à Ankara**

## Justice à la turque

**V**erdict moins sévère que prévu. La Cour de sûreté de l'Etat de Turquie a prononcé des peines allant jusqu'à quinze ans de prison contre huit députés kurdes poursuivis pour séparatisme. Elle a renoncé à les poursuivre pour trahison, ce qui leur aurait fait risquer la peine de mort.

Cinq d'entre eux, dont Leyla Zana, la seule femme du groupe, ont été condamnés à quinze ans de prison, et un autre à sept ans et demi de détention. Les deux derniers ont été condamnés chacun à trois ans et demi de prison. Mais ils seront sans doute libérés, compte tenu des neuf mois qu'ils ont déjà passés en captivité depuis leur arrestation en mars.

La Cour a peut-être été sensible à la pression exercée par des groupes européens de défense des droits de l'homme, des organisations non gouvernementales (ONG) et des personnalités politiques. François Mitterrand avait adressé à ses partenaires européens une lettre leur proposant une démarche conjointe de soutien. Il considérait qu'une condamnation à mort aurait constitué « une atteinte grave aux droits de l'homme et à la Charte de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, rebaptisée OCSE), dont la Turquie est signataire ».

Parmi les avocats français des députés kurdes figurèrent les anciens ministres socialistes Roland Dumas et Ségolène Royal. Celle-ci a indiqué, après l'annonce du verdict, que plusieurs ONG et groupes européens de défense des droits de l'homme comptaient se fédérer pour défendre la cause des anciens députés. Cette fédération demandera notamment un recours en grâce au président turc Süleyman Demirel, a précisé le député français. □

*La Libre Belgique* - 9 décembre 1994

■ **TURQUIE. Huit députés kurdes condamnés.** La justice turque a condamné cinq ex-députés kurdes à 15 ans de prison et trois autres à des peines de 3 à 7 ans. Ils appartenaient au parti kurde DEP, dissous en juin pour « séparatisme » et étaient accusés de « participation à une bande armée ». La défense, qui estime que l'accusation de terrorisme n'a pu être prouvée, ira en cassation. Le matin, le tribunal avait changé les charges d'« atteinte à l'intégrité de l'Etat », passible de la mort, pour celles plus bénignes concernant les bandes armées. (AFP)

**Le Figaro** — VENDREDI 9 DÉCEMBRE 1994**Paris et Bonn critiquent le verdict d'Ankara**

## Quinze ans de prison pour cinq députés kurdes

*Le délit d'opinion reste durement frappé en Turquie, où la lutte contre la guérilla kurde a fait 13 000 morts en dix ans.*

Verdict politique au procès de huit députés kurdes du Parlement turc, hier à Ankara.

Les sept hommes et une femme, Leyla Zana (épouse du maire de Diyarbakir, capitale du Sud-Est), ont échappé à la peine capitale. La Cour de sûreté a modifié in extremis l'acte d'accusation : ils n'étaient plus poursuivis pour « séparatisme » mais pour « appartenance et aide à bande armée », c'est-à-dire pour avoir entretenu des contacts avec les marxistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Cinq des huit parlementaires, dont Leyla Zana, ont été condamnés à quinze ans de prison, un autre à sept ans et demi et les deux derniers à trois ans et demi ; ces derniers ont été libérés en raison du temps passé en détention préventive. Les députés, qui appartenaient au Parti de la démocratie (DEP), dissous en juin, se pourvoieront en cassation. Le déroulement de ce procès, le plus explosif des dernières années en Turquie, était suivi attentivement à l'étranger : d'abord dans l'Union européenne, à laquelle Ankara est depuis de longues années candidate.

Le président Mitterrand, qui a permis l'installation à Paris d'un Institut kurde, avait prévenu qu'une condamnation à mort aurait constitué « une atteinte grave aux droits de l'homme et à la charte de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) ».

Les Etats-Unis ont eux aussi pris leurs distances, ce qui est nouveau. Après que le congrès eut suspendu une fraction de l'assistance militaire à son allié turc (naguère rempart oriental de l'Otan face à l'URSS), le Département d'Etat déclarait : « Il est difficile de comprendre comment des dépu-

tés peuvent être privés de leur immunité et mis en jugement pour avoir exprimé leur opinion. » La condamnation à mort a été évitée. C'est significatif, mais pas autant qu'il n'y paraît. Un journaliste turc déclare : « Personne n'a été exécuté ici depuis dix ans. »

Interrogé sur le verdict, Alain Juppé a déclaré : « La Turquie est un pays ami ; et elle a le droit de lutter contre le terrorisme, mais elle doit respecter les règles fondamentales de la démocratie, notamment en matière de justice. » Son collègue allemand Klaus Kinkel a annoncé : « Je continuerai à utiliser mes nombreux contacts pour défendre les députés condamnés. »

### Partis interdits

Ce procès laisse entier le problème de la représentation politique de ceux des Kurdes qui ne veulent pas se couler dans le moule des grands partis nationaux turcs. En renonçant ainsi à leur « kurdité », ils peuvent accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat. L'avant-dernier ministre des affaires étrangères, Ismet Cetin, était kurde. En revanche, les partis kurdes (HEP puis DEP) sont dissous les uns après les autres par l'Autorité publique. Le Hadep est né après la disparition du DEP en juin. Mais les élites kurdes, souvent plus « autonomistes » que « séparatistes », sont de plus en plus barrées de l'activité politique par des procès comme celui qui vient de s'achever. En attendant, la guerre se poursuit dans le Sud-Est. Elle a fait 13 000 morts en dix ans. L'état-major avait prédit la fin de la rébellion d'ici à la fin 1994. On n'en est pas loin.

Claude LORIEUX (avec AFP)

# Turkiska domar får hård kritik

**ANKARA (TT-AFP, AP)**  
 • Åtta kurdiska f.d. ledamöter av det turkiska parlamentet dömdes på torsdagen av stats-säkerhetsdomstolen i Ankara till fängelse för uppvigling. Domstolen hade efter påtryckningar från utlandet tidigare på dagen dragit tillbaka åtal för "separatism", vilket hade betydtt dödsstraff. Nu fick fem av de åtalade 15 års fängelse och de tre andra mellan 3,5 och 7,5 års fängelse.

De dömdas advokat sade efteråt att det var en "politisk" dom och att alla åtta kommer att överklaga. De har samtliga tidigare tillhört det pro-kurdiska Demokratiska partiet, DEP, som i somras upplöstes på order av regeringen.

Domstolen förklarade dem skyldiga till att ha bildat "väpnade ligor" och sedan ha bistått dessa "ligor" som var motståndare till turkiska staten.

## Utländsk bevakning

Flera utländska representanter, bl.a. från Frankrike, Storbritannien, Tyskland och Sverige samt från FN, var närvarande i rättsalen för att höra slutpläderingarna och vänta på domen, som meddelades efter två timmars överläggningar. Åklagarna hade yrkat dödsstraff för alla åtta, trots förordningen från människorättsorganisationer och en rad västländer.

Men försvarsadvokaten Yusuf Alatas sade efteråt att även fängelsedomarna måste ses som ett politiskt beslut och



Turkiska soldater försöker med våld föra ut Selim Sadak från rättsalen i Ankara. Sadak är en av de åtta kurder som på torsdagen dömdes till långa fängelsestraff. Kurderna dömdes för uppvigling sedan åtalet mot dem ändrats efter internationella påtryckningar.

Foto: AP

att rätten inte kunde föra i bevis att de åtalade hade varit inblandade i terrorverksamhet. Om inte överklagandena ger resultat tänker de dömda gå vidare till Kommissionen för de mänskliga rättigheterna.

Rättegången har riktat världsmänskliga rättigheterna.

göra – sade vad de tyckte. Det är en skandal för mänskliga rättigheter.

Daniel Jacoby, en annan fransk parlamentsledamot, sade att Turkiet inte kommer att kunna behålla sin plats i Europarådet efter detta.

Under militärregimen i början av 80-talet var landet utstängt från Europarådet.

Reaktionerna på den hårda domen var starka även i de nordiska länderna. Den norske stortingsledamoten Anita Apelthun Sæle krävde stopp för parlamentsledamöterna.

I Washington sade sig USA:s utrikesdepartement vara "mycket bekymrat" över fängelsedomarna mot de kurdiska parlamentsledamöterna.

all vapenförsäljning till Turkiet och uppmanade alla att sluta åka dit på semester.

De gjorde bara vad parlamentsledamöter är valda att göra.

att rätten inte kunde föra i bevis att de åtalade hade varit inblandade i terrorverksamhet.

att rätten inte kunde föra i bevis att de åtalade hade varit inblandade i terrorverksamhet.

## Kurdische Politiker scharf verurteilt

Das Staatssicherheitsgericht in Ankara hat acht Politiker zu Haftstrafen zwischen dreieinhalb und 15 Jahren verurteilt. Die Urteile lösten heftige Kritik, auch von der Schweiz, aus.

**Ankara/Born.** AFP/DPA/SDA. Trotz internationaler Forderungen nach Freisprüchen hat das Staatssicherheitsgericht in der türkischen Hauptstadt Ankara gestern im Prozess gegen kurdische Politiker alle acht Angeklagten zu Haftstrafen zwischen dreieinhalb und 15 Jahren verurteilt. Am Morgen hatte das Gericht die Anklage noch abgeschwächt und so die Todesstrafe ausgeschlossen. Die Betroffenen wurden für schuldig gesprochen, sich für die Ziele der verbotenen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) engagiert, ihren politischen Flügel im Parlament gebildet und den zehnjährigen Guerillakrieg der Separatistenorganisation aktiv unterstützt zu haben. Der Anwalt der Politiker kündigte Berufung gegen das Urteil an.

Leyla Zana, Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan und Selim Sadak wurden zu 15 Jahren Gefängnis wegen «Bildung und Zugehörigkeit zu einer

bewaffneten Gruppe» verurteilt. Sedat Yurttas erhielt siebeneinhalb Jahre Freiheitsstrafe wegen «Unterstützung einer bewaffneten Gruppe». Sirri Sakik und Mahmut Alinak wurden zu jeweils dreieinhalb Jahren Haft und Geldstrafen im Rahmen des «Anti-Terrorismus-Gesetzes» verurteilt. Das Gericht ordnete die Freilassung dieser beiden an, da sie bereits ein Drittel ihrer Haftstrafe verbüsst haben.

Die sieben früheren Abgeordneten der verbotenen Demokratie-Partei (DEP) und ein unabhängiger Abgeordneter mit weiterhin gültigem Parlamentarierstatus hatten die gegen sie erhobenen Vorwürfe zurückgewiesen und von einem «politischen Schauprozess mit von der Armee diktierten Urteilen» gesprochen. Sie hätten sich für die Verbreitung der Demokratie und die Beachtung der Menschenrechte in der Türkei engagiert. Vor allem hätten sie ver-

sucht, den Kurdenkonflikt auf dem Weg des Dialogs zu lösen.

Die Verteidiger blieben der Urteilsverkündung fern, um damit gegen die Verhandlungsführung im Anfang August begonnenen Prozess zu protestieren. Ihre Anträge auf eine Vertiefung der Beweisaufnahme sowie auf Anhörung von Entlastungszeugen seien abgelehnt worden, kritisierten sie. Sie kündigten den Gang zu europäischen Menschenrechtskommissionen an.

Wegen des Urteils gegen die Abgeordneten war es in zahlreichen Ländern zu Protesten gekommen. Auch die Schweiz erwartet eine Revision des Urteils, sagte Franz Egle, Sprecher des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten (EDA), gestern. Das Urteil sei nicht zu vereinbaren mit Grundsätzen der Rechtsstaatlichkeit und der parlamentarischen Demokratie.

### Kommentar

## Jetzt muss der Türkei die Tür gewiesen werden

Wie schon beim Waffenstillstandsangebot des kurdischen Separatistenführers Abdullah Öcalan vor zehn Tagen hätte die türkische Regierung auch gestern wieder die Möglichkeit gehabt, das Kurdenproblem auf gütliche Weise zu regeln. Diesmal ohne zugeben zu müssen, dass sie den Krieg gegen die ostanatolischen Separatisten militärisch nicht gewinnen kann. Ankara hätte einzig und allein sieben kurdischen Volksvertretern, jeder von ihnen 1991 mit einem klaren Mehr ins nationale Parlament delegiert, zugestehen müssen, dass sie sich zum Fürsprecher ihrer Wähler, 15 Millionen Menschen, ein Viertel der türkischen Nation, gemacht haben. Ankara wäre damit auch der Pflicht als Unterzeichner der internationalen Menschenrechtsabkommen nachgekommen. So einfach hätte die Türkei der Welt beweisen können, dass sie trotz allem ein Rechtsstaat ist.

Mit der Verurteilung der sieben kurdischen Parlamentarier hat das

türkische Staatssicherheitsgericht gestern diese Chance klar vertan. Ohne jede Beweisführung haben die hohen Richter, teils Obristen aus der Zeit der Militärjunta, den «harten Kern» der Kurdenpolitiker zu Mitgliedern einer illegalen bewaffneten Organisation gestempelt. Sie sollen, so glaubten die Magistraten einem abtrünnigen Milizen der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK), bei einem Picknick zusammen mit Kurdenseparatisten gesichtet worden sein. Der türkische Geheimdienst, der die ehemaligen Abgeordneten über Jahre und rund um die Uhr überwachte, wurde nicht als Zeuge geladen. Überhaupt verlief gestern in Ankara alles so, wie es sich jeden Tag hundertmal in den Gefängnissen der Osttürkei abspielt.

Wie also hatte man gestern erwarten können, dass den sieben politischen Kurdenanwälten Gerechtigkeit widerfahren würde? Und so wurde aus einem juristischen Strafverfahren eine reine Polit-

schau. 15 Jahre Gefängnis sollen Parlamentarier vom Format einer Leyla Zana, weit über die Grenzen hinaus geachtet, eines Besseren belehren. Nämlich, dass es schlicht nicht gehe, dass ein Volk sich seiner kulturellen Eigenart besinne und die eigene Sprache sprechen wolle.

Immerhin, werden viele türkische Nationalisten sich rechtfertigen, hat man die «Staatsverräter» nicht, wie das Gesetz es vorsieht, zum Tode verurteilt. Falls auch Europa, das demokratische Europa, so denkt und Ankara gegenüber Nachsicht zeigt, hätte das türkische Staatssicherheitsgericht mit seinem Urteil gar noch einen Sieg davongetragen. Dem darf nicht sein. Jeder Tag, den ein Bewohner eines Rechtsstaates für seine freie Meinungsäusserung im Gefängnis verbringt, ist ein Tag zuviel. Wer jetzt in Europa noch Skrupel hat, dem Bündnispartner die Tür zu weisen, der macht sich des Völkermordes in Ostanatolien mitschuldig. Martin Peter, Istanbul

# Kurdish Lawmakers Sentenced by Turkey

## *Case Draws Western Charges Of Human-Rights Violations*

By Kelly Couturier  
*Washington Post Service*

ANKARA — In a trial that has raised questions about the limits of democracy in Turkey, a Turkish court sentenced eight Kurdish members of Parliament to prison terms ranging from 3 to 15 years on Thursday for their involvement with a Kurdish separatist terrorist group.

Hours before the sentences were announced, the State Security Court dropped treason charges — which carried the death penalty — against the eight. Seven of the Kurds were members of the pro-Kurdish Democracy Party, abolished by the government in June. Instead, they were charged under articles of the Turkish penal code that involve aiding and abetting outlawed groups.

Sentenced to 15 years were Leyla Zana, the only woman in the group, as well as Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan and Selim Sadak for urging support for the outlawed Kurdish Workers Party, or the PKK, the Marxist separatist group that has been waging a bloody insurgency in the country's south-eastern provinces for more than a decade, and for acting on orders from the Workers Party leader, Abdullah Ocalan.

Sedat Yurttas was sentenced to seven and a half years in prison for urging people to support the Workers Party and praising its cause, and Sirri Sakik and Mahmut Alinak were each given a three-and-a-half-year sentence for spreading sep-

aratist propaganda; however, their release was ordered on the grounds that they had already spent nine months in jail.

Six of the deputies have been jailed since March, when their parliamentary immunity was lifted at the request of the State Security Court, which handles cases related to terrorism. The two others were arrested after the Democracy Party was abolished in June.

Videotaped speeches and taped telephone calls were used as evidence in the trial, which was widely decried by human-rights activists in Turkey and the West as a denial of freedom of speech and the democratic process.

Turkey is to sign a customs union agreement with the European Union this month, but the trial has further damaged its ties with the West, which has been pressuring Turkey to improve its human-rights record. The European Parliament suspended contacts with Turkish counterparts over the trial, and international observers said they would protest the sentencing to international organizations.

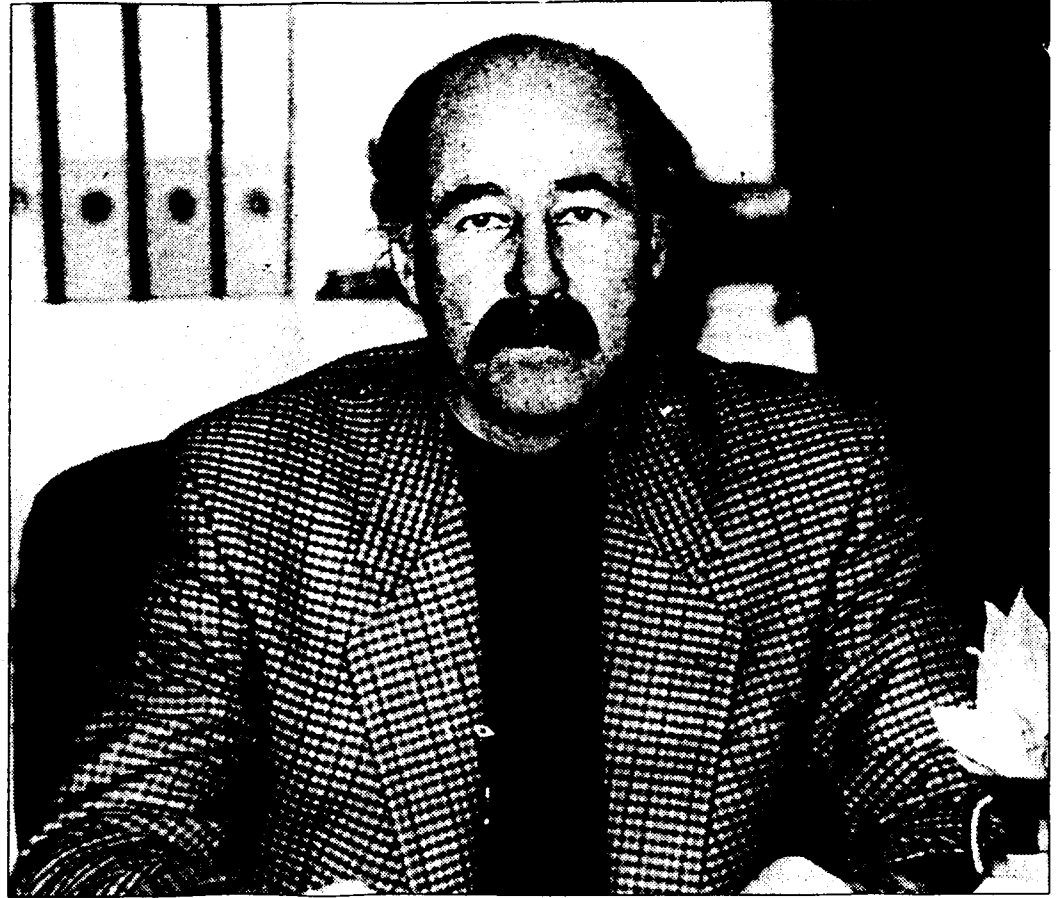
The U.S. State Department stated its "deep concern" over the trial, while President François Mitterrand of France sent a letter to European leaders urging support for the Kurdish parliamentarians. Turkey has grown increasingly sensitive to outside criticism of its handling of the Kurdish conflict, stressing that there is no "Kurdish problem" in Turkey, only a terrorism problem..



TDN exclusive interviews with Yavuz Önen and Akin Birdal on World Human Rights Day

# Önen: Human Rights in Turkey are bleak...not a hopeful picture at all

*The most important way to stop every kind of human rights violation is to restore peace in Turkey. The conflict between the state and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) provides the justification for the human rights abuses that occur in Turkey*



Since the establishment of the Foundation, we have provided assistance to approximately 1400 victims. Some of these people have had psychological treatment while others have received medical help.

By Orya Sultan Halisdemir  
*Turkish Daily News*

Although it has been 46 years since the U.N. Declaration of Human Rights on Dec. 10, 1948, the world is still searching for an improved system that would better serve humanity. Despite the many international agreements, conventions and treaties which have been signed on human rights, serious abuses are still encountered all over the world.

Every time you open a newspaper you come across a picture of refugee camps full of orphaned children, every time you turn on your TV, you see bloodshed in the streets of Bosnia, Iraq, Azerbaijan, Haiti, Rwanda...

It would be wrong to assume though, that it is usually underdeveloped or third world countries where most human right abuses occur. Different forms of human rights violations are also experienced in many so-called developed Western countries. Discrimination against minorities and women are among the important types of abuse these countries have to deal with. Not to mention the difficulty

experienced by the "poor" in securing the minimum standards of human rights, for example — to take legal action in most European countries is rather an expensive process and the individual needs a large amount of money to get justice when it is deserved.

Reverting to the issue at hand: human rights in Turkey. The situation is bleak, full of various deaths - people, teachers, soldiers, villagers, children...

A burning village leaving crying eyes, a dead teacher causing deep sorrow in the hearts of his students and a martyred soldier's funeral are not hopeful scenes at all.

The academics who have been jailed for violating the "Anti-Terrorism Law", the journalists who were fined or imprisoned for stating their ideas, the books that could not be published, the articles that could not be written, all of this does not represent a bright picture of human rights in Turkey. However, one should not underestimate the efforts to establish more of a democratic atmosphere, not only through nongovernmental institutions but also through the efforts of some political parties. In order to understand more fully the human rights situation in Turkey, the TDN interviewed the Chairman of the Human Rights Foundation of Turkey, Yavuz Önen, and the Chairman of the Human Rights Association of Turkey, Akin Birdal about the functions of their institutions, as well as the problems that are faced in Turkey.

Önen: Turkey needs to change the legal structure that causes abuses of human rights.

**TDN: Can you give a brief historical background of the Foundation?**

Önen: The idea for establishing a Human Rights Foundation came from the Administrative Body of the Human Rights Association in 1989. However, its legal establishment was prevented by the Council of Foundations in Turkey for one year on the basis that

SATURDAY, DECEMBER 10, 1994

Turkish Daily News

the constitution mentioned a rehabilitation center for those who were subject to torture.

To be able to establish the Foundation, we needed to apply to the court to dismiss the decision of the Council of Foundations. In 1990, it was legally established by 33 founding members. One of the founding members was the Human Rights Association.

**TDN: What is the main purpose of the Foundation and how do you function to achieve this aim?**

**Onen:** The H.R. Foundation is an independent organization that is a voice advocating the importance of human rights. We do not only focus on ways to prevent human rights violations but also work to help people who have been victims of such violations. These functions are carried out by the Foundation's two Centers; Documentation and Rehabilitation. While the Documentation Center aims to shed light on human rights violations by collecting statistical data, the Rehabilitation Center helps victims recover from human rights abuses, especially torture.

**TDN: What are the achievements of the Documentation Center?**

**Onen:** Among Documentation's activities, we have a bulletin which is issued in English and Turkish every day except Sundays. In addition to this bulletin, we also publish annual reports that compile the statistics we gather on human rights violations in Turkey. The Foundation is also preparing "special reports" by using the information obtained by the Documentation Center. Among the special reports the Documentation Center has prepared are: "The report on 14 Years of Torture", "The report on the closure of DEP", "The report on the trial of the DEP Parliamentarians" and "The Report on Education and the Killing of Teachers."

**TDN: How does the Rehabilitation Center function?**

**Onen:** Our Rehabilitation Centers in Ankara, Istanbul and Izmir mainly function by providing rehabilitation assistance to those who have suffered from either mental or physical effects of torture, or in some cases both. We plan to open another office in Adana soon.

In our three offices we have 25 specialists, such as psychologists, psychiatrists, doctors and physicians. While the psychological treatments are carried out in our Rehabilitation offices, we send the victims to the national hospitals, which have no official link with our Foundation, for physical treatment.

Since the establishment of the Foundation we have provided assistance to approximately 1400 victims. While some of these people have had psychological treatment, others have received medical help.

**TDN: How do you finance all these activities?**

**Onen:** The Human Rights Foundation is financially sponsored by various international and national institutions which are nongovernmental, as well as by individuals. The first financial support we got was from the U.N. Human Rights Center Torture Fund, which we still receive.

The Foundation is also supported by the European Union, Amnesty International and the Red Cross. In addition to those international organizations, we also get aid from European human rights groups and dif-

ferent nongovernmental institutions, foundations and associations. There are even some individuals from Europe who provide us with financial aid.

**TDN: It was alleged that \$100,000 offered by the U.S. A.I.D (Agency for International Developments) was not accepted by the Turkish Human Rights Foundation. Why was that?**

**Onen:** Because it was proposed by the U.S. A.I.D, we rejected the offer on two basis. Firstly, it was not clear whether this aid was connected to the aid given to the Turkish government or not, and secondly, since it was governmental aid we could not accept it. We do not accept financial aid from governmental organizations. However, there are some nongovernmental American Human Rights Foundations whose financial support we do not refuse.

**TDN: Can you list the human rights problems in Turkey in order of importance?**

**Onen:** We have been campaigning for changes in the Turkish constitution to prevent human rights violations, but despite this, the abuses in one form or another, continue to increase. Among the most important human rights problems is torture. It continues systematically, deliberately and is widespread. We, the Foundation, could not persuade the related organizations to make the legal changes which would enable courts to try the people who are responsible for committing torture. The CMUK (Criminal Trial Procedure Law) which was enacted in late 1992, excludes the State Security Court (DGM) and the Emergency Ruled Areas from its application and thus blocks the trial of those responsible for torture. Although there are some cases go to trial, the resulting punishments have had no effect on these people. The "Anti-Terrorism Law" also protects the torturers by blocking criminal trials. Among the other important human rights violations, we could list extra-judicial executions and murders by unidentified assailants. It is also a fact that the main factor responsible for human rights violations in Turkey, the 1982 Constitution, does not only infringe the rights of individuals, but also the rights of institutions and organizations.

**TDN: What are the solutions proposed by the Human Rights Foundation to overcome these problems?**

**Onen:** The solution should start with a change in the legal framework in Turkey according to international treaties. The legal structure which equates thought to a terrorist crime does not only attract attention from democratic institutions in Turkey but also from international human rights bodies. An immediate rewritten legal framework is the first step towards dealing with such reactions. To be able to achieve these changes, Turkey needs to change its view on human rights and democracy. This should start from the Turkish Parliament. We, as a foundation, had expected too much from the Parliament itself and therefore we were disappointed. The clear reality is that the Turkish Parliament is not ready to fully respect the international treaties that Turkey has signed on human rights issues.

In addition to the legal changes, we also need to create consciousness in public-opinion about human rights, which would also put pressure on the

# Birdal assesses current human rights situation

By Aytül Gürtaş / Turkish Daily News

**A**kn Birdal, Chairman of the Human Rights Association of Turkey has called for international bodies to put pressure on Turkey to improve the human rights conditions in the country. Birdal, talking to TDN on the occasion of Human Rights Day, rejected the accusation that the association "works for the Kurds but not for human rights."

Birdal painted a dark picture of the human rights situation in Turkey in an interview with the TDN.

**TDN: How do you describe the human rights condition in Turkey on the 46th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights?**

**Birdal:** Very negatively. Turkey has not adopted many international agreements on human rights and that causes problems. Also, the 1982 Constitution and the other legislation based on that Constitution have limited individual rights and freedom. Beginning with the right to life, most of the fundamental rights are under threat in Turkey.

Unfortunately, torture, disappearances while in custody, extra judicial killings, and assassinations by unknown murderers are very widespread in Turkey today. We have been trying to focus attention on systematic torture in Turkey but it was denied by the government. Prime Minister Tansu Çiller's recent statement about torture proved how right we were about torture. She said that she had given the order to the security forces not to torture people during their questioning and to develop some other methods for investigation. Obviously, this is an open confession of the systematic and widespread practice of torture in Turkey. And the confessor is the top of the government. From the beginning of this year, every month eight or 10 people have been physically and mentally disabled due to heavy torture. Apart from that, about 10 people have "disappeared" in every month. The number of extra-judicial killings and mystery killings, assassination by unknown murderers, is also very high, especially in the state of emergency region.

Books and magazines are confiscated regularly, people are jailed because of their thoughts, this is the scene in Turkey on the 46th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights.

**TDN: Is there any difference between the State of Emergency region and the other parts of Turkey in terms of human rights violations?**

**Birdal:** In the State of Emergency region, we can say that the violations are more numerous than in the other parts of Turkey due to the special governing rules in that region. For example, 1,400 villages were evacuated by force by the security forces. The region is not governed by the civil authorities in practice. The very fundamental rights of people have no meaning in practice.

**TDN: The Human Rights Association has been accused of being pro-Kurdish and defending only the rights of Kurds but not human rights. Is that true?**

**Birdal:** This is not an objective and fair charge. From its foundation, the Human Rights Association has worked for human rights for everybody, as is stated in the international documents, "regardless of their sex, race, etc."

From the beginning, we have campaigned for the lifting of the death penalty, against torture, for better conditions in the prisons, and so on. We worked for lifting barriers to free speech and freedom of thought and tried to focus public attention on these subjects. We also campaigned for better working conditions for the workers.

**TDN: Why then have you been facing such accusations?**

**Birdal:** The State has been trying to hide human rights violations. But the Human Rights Association has been making them public. The propaganda against the Association, the accusation of being pro-Kurdish, started three years ago with the coalition government. Because when the Social Democrat

People's Party was not in power, we were struggling together for human rights. Then they came to power and gave up that struggle. The Human Rights Association continued its struggle for human rights. Although its executives were arrested, imprisoned, even killed, the association did not give up and continued functioning. Therefore we started to face propaganda against our Association. This propaganda aims to diminish the credibility of the Association domestically and abroad. The media also has played a very important role in this propaganda campaign. This is unfair.

International organizations working on human rights in Turkey have also been accused of this type of thing. For example, the chief of the Turkey desk of Amnesty International, Jonathan Sugden, is banned from entering Turkey by the government. But when Amnesty releases a report on the crime against humanity perpetrated by the Serbs, this report becomes a very important item on state-owned television channels, just as Amnesty reports on Turks in Bulgaria are.

The Human Rights Association of Turkey is a very credible organization in the international area. Organizations such as Helsinki Watch, the Conference on Security and Cooperation in Europe, the Council of Europe and many others rely on reports prepared by the Association.

The Association cannot close its eyes to the tragedy of the Kurds today. If were to do so, it would neglect the human rights agenda of Turkey. Can you tell me another country where more than 2,000 people are killed by unknown assailants? Can you tell me another place where 1,400 villages were burned down by the security forces, where the forests have been burned and historical and cultural heritages destroyed? Is there any other country where 2.5 million citizens are forced to become immigrants in their home country?

Look at the DEP trial. People had voted for the deputies and send them to the Parliament. But they were thrown out, jailed and sentenced.

Because of all these things, the Kurdish question is at the top of Turkey's agenda. Our Association sees the Kurdish question as the key to the democratization of the country, and supports a peaceful solution. If it continues like this, the human rights record of Turkey will remain bad.

**TDN: Do you think whether Turkey cares about her human rights record?**

**Birdal:** It doesn't seem like she cares. And that is the view of Western countries like the United States, England, France, and Germany, which have influ-

ential economic and political ties with Turkey. Those countries are very reluctant to bother Turkey on human rights, I think because Turkey's geographical stand of Turkey in the Middle East and Asia.

**TDN: What could those countries do to improve human rights in Turkey.**

**Birdal:** There are some possible actions described in international agreements, like sending observers on the behalf of the CSCE and limiting military and economic aid.

**TDN: What are the other human rights questions that you are dealing with?**

**Birdal:** There are various issues. For example, we have been trying to help people facing difficulties to get passports or people who have lost their jobs, students with problems and others. We have also been trying to raise consciousness on human rights in Turkey. The Association in addition has some common projects with the EU on human rights education. We had educated 524 lawyers on the individual applications to the European Human Rights Commission.

We have another project on educating teachers in human rights. Our association is also preparing to become a member of the International Human Rights Federation, which is an umbrella organization for NGO's based in Paris.



# Germans raid 76 PKK front organizations

By Bora Togo  
*Turkish Daily News*

ANKARA- Following a wave of violence in the past few weeks on Turkish citizens and businesses in Germany, special task forces of German Police on Thursday raided offices and community centers known to be front organizations of the outlawed terror organization, Kurdistan Workers' Party (PKK), according to a German police statement.

In the states of Bavaria and Baden-Wuerttemberg, police said that a total of 76 cultural centers and apartments were searched in a crackdown launched against sympathizers of the banned separatist organization in Germany.

Bavarian police said that 31 premises were searched in southern Germany and that large amounts of PKK propaganda material and one small-caliber gun were confiscated. The Baden-Wuerttemberg police conducted similar raids in Stuttgart, Tubingen, Karlsruhe, Freiburg and Mannheim of premises of alleged PKK partisans.

Police, in justifying the raids, said that the cultural centers violated the German law on associations by functioning as front organizations for the outlawed PKK and stocking propaganda material such as video cassettes, tapes, and illegal publications justifying the killing of innocent people. A press release by the German police also said that the string of attacks on Turkish targets in late November coinciding with the first anniversary of the banning of the PKK in Germany were PKK-orchestrated.

"The PKK has been involved in 21 different assaults, death threats, the collection of money for the organization and manslaughter despite its banning by German authorities... The PKK has injured several innocent civilians while trying to collect money by force. Several civilians barely escaped death during these unlawful actions of the organization," the press release said.

An estimated 600 police officers reportedly participated in raids conducted in the German city of Mannheim. During the searches, police confiscated more than DM 300,000 that they said had been collected through forceful methods. Some of Thursday's raids targeted associations that German officials said function as front organizations for the PKK, including the "Kurdistan-Kurdish Independent International Friendship House" in Munich, Kurdish-German women's associations and Kurdish-German friendship associations in Ulm, Stuttgart, Heilbronn and Freiburg.

The illegal activities of these organizations and their ties with the PKK are well-known by the Turkish authorities. Turkish General Consulates and other institutions had previously reported suspicious activities of the associations to the necessary German authorities.

In the most recent attack against a Turkish cultural center that occurred

in the city of Worms in Western Germany on Wednesday, officials from the "Bundes Kriminal Amt," (BKA) the National Criminal Department of the German Police, said they suspected the PKK to be behind the incident.

German officials also said that PKK militants residing in Germany with Turkish passports and identifying themselves as "Kurdish" were also believed to be behind the other criminal acts launched against Turkish citizens and Turkish culture centers. Campaigns against Turkish interests are known to be one of the methods of the PKK to attract international attention for their "Kurdish insurgency for an independent Kurdistan - a Kurdish homeland, in the Southeastern part of Turkey." PKK terrorist activities against civilians have been reported for the past 10 years. The sweeping police raids took place after the Kurdish-German press agency (KURD-A), had strongly criticized and openly threatened the German police for raiding their office in Dusseldorf on Nov. 24 and confiscating communications equipment and files.

About 20 officers had raided the agency which, police sources indicated, supported the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the political propaganda wing (ERNK) of the illegal organization, which were both banned in November 1993. The Dusseldorf police also claimed that

the agency disseminated propaganda. The KURD-A agency said the raid "was against German laws. KURD-A is the only source which reports the real face of the dirty war conducted in Kurdistan. Bothered by the realities, the German government has chosen to oppress the Kurds and hinder the reporting of the truth."

Referring to the KURD-HA agency, which was closed down last year for similar reasons, agency officials said: "We consider this to be an act against the Kurdish people." The agency officials also said that the police should raid German press agencies as well because the German media gives space for every PKK move and that this also constitutes propaganda for the PKK. Agency personnel said the German police who raided the KURD-A office have "humiliated themselves once again."

According to the KURD-A announcement, the first reaction to the incident came from the banned Democracy Party (DEP) support bureau located in Brussels. The protest said, "The German police has raided our office without probable cause." The agency members in their statement also had threatened the German government by saying, "It is for the German government's own good to back down from its stand against the Kurdish nation and its institutions. The German state will be harmed by this and not the Kurdish people."

## GLOBAL FRONT

# EU, US tighten grip on Turkey

European Union issues statement of concern in Essen summit while American congressmen call for suspension of military aid to Turkey

*Turkish Daily News*

ANKARA- The decision by the Turkish state security court on Thursday to sentence eight Kurdish lawmakers for up to 15 years in prison, immediately cast its shadow over Turkey's ties with its Western allies during an important European Union summit in Essen.

The European Union expressed its concern by issuing a statement in the opening session of the summit.

"The European Union regrets that the trial has ended with sentences condemning a number of the

defendants to long-term imprisonment," a statement issued by Germany, on behalf of the 12-nation group, said.

French and German spokesmen said Kohl had raised the issue at the opening session of the summit in the Germany city of Essen. He asked EU foreign ministers to draft a statement and make a joint approach to the Turkish government by the so-called troika of the past, present and next EU presidents — Germany, France and Greece.

The statement nips in the bud the hopes of some Turkish officials, that the fact no capital punish-

ment was given would have a positive effect in Turco-EU ties before the summit. But Turks and most Western diplomats told the TDN that while the decision would cast a negative light on Turkey, it would not postpone the agenda for a Turco-European customs union. The sentiment of foreign diplomats in Ankara is that the customs union, which they consider "more of a technical and economic issue than a political one," would not be put on the shelf because of the decision.

However, the same circles claim that there might be some resistance to it from the European Parliament, which has to ratify any financial program, or from the parliaments of the member countries rather than from governments.

"We will ask for a freezing of relations with Turkish parliamentarians...this will be one of our reactions over this terrible morning," said Elisma Doeke, a Dutch MP.

Foreign diplomats in Ankara note that the verdict was "extremely ill-timed" but add that at the root of the problem was the more complex issue of Turkey's legislation on freedom of expression.

"Naturally, we would be happy to see the decision repealed. However, the main problem is the present legislation which needs to be changed," a Western diplomat said.

One of the toughest reactions to the decision came from Germany, which holds the term-presidency of the European Union and chairs its Essen summit today. The strain that the decision would put on the summit was highlighted by German Parliament President Rita Suessmuth.

"Today's (Thursday's) tough sentences are, especially on the day before the EU summit in Essen, a highly questionable signal for future relations between Turkey and the European Union," she said in a statement.

The reaction from Washington was no less severe. "The U.S. government is deeply concerned," to learn of the court decision, U.S. State Department spokeswoman Christine Shelly said. Representative Steny Hoyer, co-chairman of a congressional human rights group, indicated the U.S. Congress would seek to cut future military aid to Turkey as a result of the trial. "If this matter has not been resolved ... both the House and the Senate will, most likely, include further language and constraints of any funding" for military aid to Turkey, he told reporters at a news conference in the Capitol.

"I find it very disturbing that democratically elected parliamentarians are arrested, tried and doomed to years of confinement because they sought to represent ... their constituents and were then labelled terrorists

by a government which seeks to stifle dissent," he added.

The desire to cut military aid was also supported by David Phillips, head of the Congressional Human Rights Foundation, who demanded that "the U.S. government immediately cease all forms of military assistance to the government of Turkey." "The Congressional Human Rights Foundation deplores the ongoing and systematic persecution of Kurds by the government of Turkey. The prosecution of eight parliamentarians are show trials which violate internationally accepted standards regarding the rule of law," he said.

"Let us not underestimate the seriousness of the problem: in addition to the fate of the parliamentarians, democracy itself is at risk in Turkey."

"Turkish troops continue to destroy villages, kill people, crops and livestock and depopulate large swaths of southeast Turkey," declared Senator Dennis DeConcini, co-chairman with Hoyer of the congressional Helsinki Commission. He had declared earlier that he was going to invoke the Moscow mechanism, one of the most severe forms of control in the Organization on Security and Cooperation in Europe (OSCE), on Turkey.

"I cannot understand how Turkey's leaders can speak against human rights abuses in Bosnia when at the same time similar large scale abuses are taking place within their own country," DeConcini said.

As for human rights organizations, Human Rights Watch/Helsinki called the verdicts "severe, unwarranted punishment" in a statement issued in New York shortly after the ruling was announced.

Amnesty International USA said the accusations against the lawmakers were based merely upon public statements by the deputies which contained no advocacy of violence.

The organization urged President Süleyman Demirel to pardon the deputies to "rectify the miscarriage of justice that has occurred". But, glancing at the initial statements from Demirel, they clearly reveal that the request was not welcomed. "Why are they telling me to release the deputies when I was not the one to put them there in the first place?" Demirel was quoted as saying by the Anatolia news agency.

But apparently to get her point of view across, Prime Minister Tansu Çiller made a written statement in English, which the Press and Information Directorate affiliated to the Prime Ministry, faxed to foreign media. Çiller hailed the sentences as proof that the courts were unbiased and independent. "The parliamentarians are free to appeal in Turkey and in Europe...Turkey is not the only European country in which parliamentarians are being tried and convicted," she said in a statement.

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse -

FRA0207 4 I 0157 TUR /AFP-IT48

Turquie-attentat lead

Turquie: 16 blessés dans un attentat à l'explosif à Adana

ANKARA, 10 déc (AFP) - Seize personnes ont été blessées, dont deux grièvement, samedi par l'explosion d'une bombe devant les guichets de l'hippodrome d'Adana (sud), a rapporté l'agence Anatolie.

L'engin, une bombe à effet de fragmentation et munie d'un système de retardement, a explosé vers 14h35 (13h35 à Paris). Le ou les poseurs de la bombe ont pris la fuite après l'attentat. Leur identité n'était pas connue en milieu d'après-midi.

Les blessés ont été hospitalisés à Adana, une ville industrielle à forte population kurde, selon Anatolie.

La police a mis en place un important dispositif pour retrouver les auteurs de cet attentat qui n'a pas été revendiqué.

Les autorités attribuent généralement ce genre d'actes de terrorisme au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984.

CE/chm

AFP /JO0245/101511 DEC 94

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse -

FRA0472 4 I 0265 RFA /AFP-KN01

Allemagne-Turquie-Kurdes

Un deuxième Etat fédéré décide de suspendre les expulsions de Kurdes

BONN, 10 déc (AFP) - La Thuringe a décidé de suspendre les expulsions de Kurdes en situation irrégulière vers la Turquie après la condamnation jeudi à Ankara de huit députés turcs d'origine kurde à de lourdes peines de prison, a annoncé le ministre de l'Intérieur de cet Etat fédéré d'Allemagne, Richard Dewes.

La Thuringe est le deuxième des seize Etats fédérés allemands à prendre une telle décision après la Basse-Saxe. Dans une interview à l'hebdomadaire Der Spiegel à paraître lundi, M. Dewes a estimé qu'il y a des éléments concrets pour penser que "les droits des Kurdes sont menacés" dans toute la Turquie. Les Kurdes sont aussi "fréquemment torturés et l'objet de sévices" et "même menacés de la peine de mort", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le ministre régional de l'Intérieur de Basse-Saxe Gerhard Glogowski a demandé au gouvernement de Bonn une nouvelle évaluation de la situation des droits de l'homme en Turquie, dans une lettre au ministre fédéral de l'Intérieur Manfred Kanther.

En Allemagne, les expulsions sont du ressort des Etats régionaux, mais ces derniers ne peuvent pas les suspendre unilatéralement pendant plus de six mois. Passé ce délai, une décision unanime de l'ensemble des ministres régionaux de l'Intérieur est nécessaire.

Cinq des huit députés turcs ont été condamnés jeudi à 15 ans de prison et les trois autres à des peines allant de 3 ans et demi à 7 ans et demi d'emprisonnement. Ce verdict a été vivement critiqué à l'étranger.

ha/mb/cc

AFP /JO0245/102301 DEC 94

## TURQUIE

Cinq députés kurdes ont été condamnés  
à quinze ans de prison

ANKARA

de notre envoyée spéciale

En grand nombre, les observateurs étrangers, les journalistes et les parents des accusés étaient assis en rangs serrés dans la salle de la Cour de sûreté de l'état d'Ankara, jeudi 8 décembre, pour attendre le verdict à l'encontre de huit ex-députés turcs d'origine kurde, accusés de « séparatisme ». A leur arrivée, ces derniers furent accueillis par des tonnerres d'applaudissements, dans une atmosphère qui rappelait plus une première de cinéma qu'un procès politique. Souriant à belles dents et saluant de la main leurs partisans, les députés semblaient en bonne forme.

Estimant que l'issue de ce procès avait été décidée à l'avance, ils avaient refusé de se défendre contre les accusations dont ils étaient l'objet. Leurs avocats, en signe de protestation, n'étaient pas présents dans la salle du tribunal. Si, dans la matinée, les juges avaient abandonné les chefs d'accusation de haute trahison, qui rendait passible les accusés de la peine de mort, les peines infligées sont néanmoins très lourdes. Cinq des parlementaires-Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak et Ahmet Turk-ont été

condamnés à 15 ans de prison, pour « assistance à un groupe armé », en vertu de l'article 168 du code pénal. Sedat Yurtdas, de son côté, devrait purger sept ans de prison alors que Mahmut Alinak et Sirri Sakik, condamnés à 3 ans et demi de détention, ont été libérés en attendant la décision de la cour d'appel.

Les juges ont fondé leur décision sur les « preuves » recueillies dans un dossier de 450 pages dont les parlementaires kurdes contestent l'authenticité, dans lequel figuraient des extraits de discours, des photos, des témoignages de repentis, ainsi que des enregistrements de conversations téléphoniques entre certains des députés et Abdullah Ocalan, le dirigeant du PKK, le parti de la minorité kurde.

L'annonce du verdict a glacé l'atmosphère. « C'est une honte pour la Turquie. Vous ne pouvez pas envoyer des gens en prison sans leur donner les moyens de se défendre ! », a protesté Yusuf Alatas, un des principaux avocats sur la liste des 325 défenseurs inscrits aux dossiers des accusés. Si l'on en juge par les réactions des parlementaires étrangers qui s'étaient déplacés pour

observer le procès, les conséquences de ce verdict pourraient être lourdes pour la Turquie. « J'espère que la Turquie sera virée du Conseil de l'Europe, ce pays n'a plus rien à faire dans cette organisation », a déclaré Ségolène Royal, député socialiste, qui s'est déclarée « assommée » par les peines infligées.

**Nous sommes tristes**

D'autres observateurs ont tenté une approche plus nuancée et plus susceptible d'être entendue par les autorités turques. « Nous sommes tristes parce que la Turquie est un pays ami. Nous espérons que les forces démocratiques en Turquie vont œuvrer avec nous pour que ces deux peuples puissent cohabiter sur cette terre », a observé la députée européenne Antoinette Fouque. Le premier ministre, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, a publié un communiqué après le verdict, affirmant que celui-ci prouvait « l'impartialité et l'indépendance des tribunaux turcs ». M<sup>me</sup> Ciller a ajouté que les parlementaires pouvaient faire appel ou entamer une procédure devant la Cour européenne des droits de l'homme.

NICOLE POPE

## La Turquie dans l'impasse

LA Cour de sûreté de l'Etat ayant, en dernière minute, levé les plus graves accusations portées contre eux, huit députés kurdes de Turquie accusés de séparatisme ont donc sauvé leur tête. Mais qui pourra se satisfaire d'un verdict, rendu jeudi 8 décembre à Ankara, qui condamne cinq d'entre eux à quinze années d'emprisonnement au terme d'un procès tronqué ?

Au moment où la Turquie frappe de nouveau aux portes de l'Union européenne, au moment où les dirigeants du PKK, le principal mouvement kurde, renonce au séparatisme, sinon à la lutte armée et au terrorisme, ce jugement va tout à la fois entamer le crédit d'Ankara à l'étranger, exacerber les ressentiments des Kurdes et encourager les plus extrémistes d'entre eux à relancer la violence. Il va aussi attiser un « sentiment national », qui n'existait pas en tant que tel à l'origine. S'ils se sont toujours battus pour la reconnaissance de leur culture,

les Kurdes de Turquie ne revendiquent pas, dans leur majorité, et au contraire de leurs cousins irakiens, une autonomie territoriale.

LES treize mille victimes de la guerre — appelons par son nom l'offensive menée par les autorités militaires en Anatolie —, les villages rasés, les populations déplacées ont fait de cette région une zone sinistrée. Tout semble indiquer que les autorités turques n'ont pas l'intention d'en finir avec cette politique de force. Comme elles ne semblent pas, non plus, disposées à accorder à la minorité un minimum d'autonomie culturelle. Confrontée à des militaires qui ont récupéré, grâce à cette guerre en Anatolie, leur influence perdue dans les urnes, devant faire face à une menace islamiste de plus en plus pressante, dans un climat général dominé par le nationalisme, M<sup>me</sup> Ciller n'a pas, semble-t-il, l'autorité nécessaire pour tenter « autre chose » vis-à-vis des Kurdes. Elle ne peut pas, ainsi, proposer une politique d'ouverture qui permettrait de sortir de l'impasse dans laquelle se sont fourvoyés les gouvernements successifs depuis dix ans et de mettre fin à la fatale

dialectique répression-terrorisme.

LES organisations de défense des droits de l'homme n'ont pas été les seules à s'émouvoir du verdict d'Ankara puisque plusieurs capitales ont déjà exprimé leur désapprobation. Elles-ci devraient maintenant en tirer des conclusions concrètes, par exemple en ce qui concerne les suites à donner à la demande de la Turquie d'adhérer à l'Union européenne. Ce ne sera pas facile, compte tenu du rôle primordial joué par ce pays dans une zone particulièrement fragile et menacée. Maillon essentiel du dispositif occidental dans cette région, la Turquie sait à quel point les Occidentaux ont besoin d'elle. Plutôt que de se contenter d'un hypothétique strapontin au sein de l'Union européenne, Ankara semble préférer maintenant assumer totalement son statut de puissance régionale.

C'est sans doute la fatalité d'un pays qui n'en finit pas de choisir entre la dictature et la démocratie, entre l'islam et la laïcité, entre l'Orient et l'Occident. Et qui sait que cette ambivalence lui vaut d'être, tout à la fois, courtisé et craint.

### Le Conseil de l'Europe demande l'annulation des condamnations.

— Le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a souhaité, jeudi 8 décembre, que les condamnations des ex-députés kurdes « soient annulées en cassation » car le « sens de la justice » doit prévaloir. Selon Miguel Anjel Martinez, cette décision de justice souligne « la nécessité et l'urgence » de « rendre conforme la législation turque aux normes et valeurs européennes ».

**Le gouvernement allemand veut poursuivre ses pressions sur Ankara.** — « Je continuerai à utiliser mes nombreux contacts avec le gouvernement turc pour défendre les députés condamnés », a déclaré jeudi le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel.

**Washington « profondément préoccupé ».** — Rappelant les impératifs « d'équité » et « d'impartialité », les États-Unis se sont dits « profondément préoccupés » par le verdict prononcé à l'encontre des députés. Washington rappelle que la lutte contre le terrorisme « doit se faire en accord avec les critères les plus élevés dans le domaine des droits de l'homme ».

## LES DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE — 10 DÉCEMBRE 1994

### Une démarche auprès d'Ankara

La situation de huit ex-députés turcs, d'origine kurde, condamnés jeudi à des peines allant de trois ans et demi à quinze ans de prison, inquiète vivement les Douze. Hier, à Essen, le chancelier Kohl a proposé à ses partenaires une démarche auprès d'Ankara. Elle pourrait être laissée à l'initiative de la « troïka » (Grèce, Allemagne, France) et il appartiendrait aux ministres des Affaires étrangères d'élaborer aujourd'hui un texte sur cette question. François Mitter-

rand était cependant déjà monté au créneau, avant le sommet d'Essen, en suggérant une véritable initiative commune auprès d'Ankara.

Cette affaire revêt aujourd'hui une importance particulière en ce sens qu'une réunion est prévue le 20 décembre à Bruxelles entre les représentants de l'Union européenne et le gouvernement turc. L'Europe, qui envisage de mettre en place une union douanière avec la Turquie, devrait de ce fait exercer les plus vives pressions en faveur de la libération des ex-députés kurdes.



# Tung väg för Turkiet

## Nödvändiga reformer hämmas av politisk instabilitet

Av **MATS LUNDEGÅRD**  
DN:s korrespondent

ISTANBUL. "Allt är inte fel i Turkiet", ropade rubriken i tidningen **Turkish Daily News** i förra veckan. Den ökade av nationalistisk indignation över den kritik landet utsätts för utifrån.

Men något lät det också som en besvärjelse av en bekymrad och medveten inhemsk opinion.



Utblick

Nej, allting är naturligtvis inte fel i Turkiet. Men hoten mot landets stabilitet och välstånd är många. Ekonomin är vanskött och det politiska etablissemanget korrupt och kraftlöst. Lägg därtill inbördeskriget mot kurdiska rebeller i sydöst, en ofred som under tio år kostat mer än 12 000 döda och därtill miljarder dollar av statsbudgeten årligen.

Det ena beror av det andra.

Så är ekonomin exempelvis usel bland annat för att landet måste hålla halva sin stora armé i de kurdiska provinserna. En kvarts miljon soldater behövs för att stävja vad man officiellt anser är ett av utomstående inspirerat försök att bryta upp Turkiet i dess beståndsdelar.

Men om regeringen i Ankara inte systematiskt försummat de kurdiska provinserna hade det förbittrade missnöjet som revolten lever av aldrig uppstått. Armod och

utsatthet skapar här som varhelst förutsättningar för revolutionär glöd och separatism.

Kurderna är den största etniska minoriteten i Turkiet. Deras antal skattas till mellan tolv och tjugo miljoner människor - av en befolkning på drygt sextio. De flesta av dem bor i landets östra och sydöstra delar.

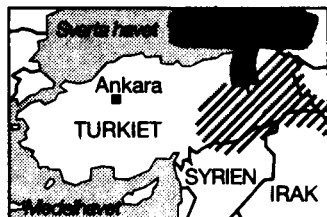
På papperet har alla medborgare i Turkiet samma rättigheter. De kurder som accepterar att assimileras lider ingen diskriminering. Många kurder har nått Turkiets högsta ämbeten och många ingår i landets förmögaste skikt. Men den ekonomiska politik som brutalt skiktat landets befolkning i stort och alldeles särskilt prisger kurderna i sydöst har bäddat för diskriminering.

- Det finns inget "kurdiskt problem", heter det från officiellt turkiskt håll.

- Vi har problem med en terrororganisation som uppmuntras av utländska intressenter som inte vill se ett starkt Turkiet...

### Brutal rörelse

"Terrororganisationen" är naturligtvis PKK, formellt ett de turkiska kurdernas arbetarparti, förbjudet sedan många år. I realiteten är PKK en väpnad, osedvanligt brutal motståndsrörelse. Dess krigföring har inbegripit omfattande terror mot civilbefolkningen. De har mördat hundratal lärare, ödelagt skolor och förstört andra statliga



inrättningar. De har också angripit varje kurd som de ansett sympatiserat med den turkiska regimen.



Tansu Ciller.

Mot dessa gerillamän har Ankara ställt den reguljära armén men också skoningslösa yrkesmördare, den så kallade kontragerillan. Kraftmätningen har varit sällsynt blodig. Och den fortsätter oavgjord, på trettonde året nu.

Regimens försäkringar om att den slutliga segern är nära är inte trovärdiga. Folk har hört dem förut och sett verkligheten dementera dem. Också om säkerhetsstyrkorna just denna månad dödar fler PKK-män än någonsin i bergen bortom Tunceli betyder inte det att den politiska konflikten kommer närmare en lösning. Snarare gäller det motsatta. Kurder som förut vägrat ta parti i konflikten tvingas allt oftare göra det. Och de tar alltmer ställning mot regimen i Ankara.

Den officiella analysens "utländska intressenter" namnges inte. Men de som avses är de omedelbara grannländerna, Irak, Syrien, Iran och Armenien. Också "västländerna" antas bära ansvar:

- Efter Sovjetunionens fall uppstod ett maktvakuum i regionen, ett vakuum som det var självklart att Turkiet skulle fylla ut. Vi är militärt en lokal stormakt och vi har kulturella och språkliga band med de flesta av länderna som frigjorts i före detta sovjetiska Centralasien. Men när vi försökte axla detta historiska ansvar uppfattades detta som hegemonism i väst, ett hot.

**Turkiska regeringsstyrkor har dödat över 100 kurdiska gerillasoldater i en två veckor lång offensiv i provinsen Tunceli i östra delen av landet, meddelade militära källor på fredagen, enligt TT-Reuter.**

För att stävja den utvecklingen började man underblåsa kurdisk separatism. Syftet är att försvaga och destabilisera Turkiet.

Så säger en turkisk journalist i Istanbul. Han beklagar de upproriska kurderna som han anser vilseledda och aningslösa. Men icke desto mindre provoceras han alltmer av deras revolt. Han talar om att allt fler turkar med honom börjat tröttna på de eviga krigen i sydost.

Han säger att den frizon irakiska kurder skaffat sig i norra Irak kunde omvandlas till ett hemland för alla kurder. Dit kunde Turkiet förvisa de upproriska.

### Eget hemland

När jag ställer mig skeptisk gör han med någon hetta en historisk parallell. Han talar om armenierna som just i den turkiska statens tillblivelse på 20-talet försökte kämpa för ett eget hemland, också det borta i öster. Deras resning krossades och stora delar av landets armeniska befolkning dödades i en våg av hämnd och massmord:

- Vi kan göra det igen, säger han. Den som hotar Turkiet som sammanhållen stat leker med elden.

Det är möjligt att hans tankar är absolut extrema men det är inte säkert. Om det finns någonting som regimen har stöd för är det politiken mot kurderna, också när den innebär krig mot den kurdiska landsbygdsbefolkningen.



**Politiskt attentat.** Ett fyrvåningshus i Istanbul som inrymmer den kurdiska dagstidningen Ozgur Ulke utsattes för ett sprängattentat förra lördagen. En man dödades och 19 skadades. Kurdfrågan är ett öppet sår i Turkiet. Foto: REUTER

I allt annat är premiärminister Tansu Cillers regering illa ute och kanske har sanningens ögonblick för henne flyttats fram. Egentligen skulle landet gå till val i november 1996 men troligen kommer det att ske redan nästa år.

Tansu Ciller kom till makten i juni 1993 sedan dåvarande premiärminister Suleyman Demirel utsetts till president. Ciller anför det konservativa Rätta vägens parti (DYP).

Hon regerar i en osäker koalition med socialdemokraterna (SHP) som i våras förlorade stort i lokala val. Dessa nederlag försvagade en redan förut bräcklig koalition. Som lök på laxen störtade sedan landet i en djup ekonomisk kris. Först efter

omfattande åtstramningar stabiliserades den ekonomin. Men väljarkåren som drabbades hårt av krispolitiken förlorade all entusiasm för regeringen.

De politiska utmanarna är ett andra konservativt parti (ANAP) och det islamiska partiet Refah. Islamisterna vann stort i kommunalvalen i våras och de styr sedan dess både i Ankara och Istanbul och en rad andra städer.

Debatten om islamisering av turkisk politik har pågått i många år och många är de farhågor som vädrats i sammanhanget:

- Oron är överdriven, säger Kamuran Inan, riksdagsman i oppositionspartiet ANAP i Ankara. Sekularismen är djupt rotad i Turkiet.

En spridd bedömning är att Refahs framgångar mycket beror på att partiet är det oprovade alternativet. Islamisterna framstår som rättsskaffens i jämförelse med landets övriga politiker som ofta nog figurerat i det offentliga livets ständiga skandaler. Deras politiska program och i någon mån också deras regerande, exempelvis i Istanbul, präglas mer av social medvetenhet och fördelningspolitik än av Koranen.

Det Turkiet möjligen har att frukta mer än islamism är landets traditionella vacklan när det gäller maktens fördelning mellan folkvalda politiker och militären. Turkiska generaler har kuppet tre gånger på trettio år, och de skrev om konstitutionen efter det senaste maktöverta-

gandet 1980. De är alltid närvarande i politiken.

På papperet är landet en demokrati som styrs av ett folkvalt parlament. Men i realiteten har det nationella säkerhetsrådet (MIT) en avgörande roll.

Där sitter premiärministern och diverse andra civila dignitärer med de höga militärerna och säkerhetstjänstens chefer. Det är där de stora besluten fattas och ganska visst är det generalernas röster som väger tyngst.

Systemet har kallats "militärdemokrati" vilket låter idylliskt. I själva verket torde arrangementet på sikt vara det största hotet mot Turkiets framtid. □

# Police block writers' and artists' support for Özgür Ülke

*Police officials cite ban on the sale of Özgür Ülke by the governor's office.*

By Ibrahim Holozlu  
*Turkish Daily News*

ISTANBUL- A group of writers, intellectuals and artists who were selling the newspaper Özgür Ülke were blocked yesterday by police in Istanbul. They were carrying out their action in order to protest the pressure put on the newspaper, whose premises were damaged in bomb explosions at its Istanbul and Ankara bureaus, and to show their support for its right to be published.

One group of protestors which included writers Orhan Pamuk, Murathan Mungan, Ahmet Altan, Latife Tekin, Yıldırım Türker; theater and film artists Hale Soygazi, Lale Mansur, Julide Kural and Orhan Aydın; musician Sanar Yurdatapan; and a number of publishers gathered at a cafe on İstiklal Caddesi.

Pamuk read a statement saying that they had decided that they would sell the newspaper on İstiklal Caddesi in order to protest the pressure exerted against Özgür Ülke and the continual restricting of the boundaries of democracy. Following the statement, the artists went out on with copies of the newspaper in hand and began selling it.

The action of the artists drew a lot of attention as they walked along the street selling the newspapers under the gaze of a large group of journalists and the cameras. They walked about 50 meters amid the curious looks before police teams intervened. As the police officers halted the group they warned them that the governor's office had forbidden the sale of the newspaper and they wanted them to stop. The police officers who quarreled for a while with Ahmet Altan and Orhan Pamuk who were

leading the group also accused them of putting on an illegal demonstration and insisted that they disperse.

Although the protestors claimed that they were only selling newspapers, they were informed that they would be taken to the police station if they didn't. Following the arguments the group stated that they would end their action. They then returned to the cafe where they had first gathered. Writer Orhan Pamuk in responding to questions asked by journalists there noted that they had been blocked by police from selling the newspaper. "We are asking how much democracy there is in the country. It isn't just us who have to think about this issue; everybody has to," he stressed.

Journalist-writer Ahmet Altan as well emphasized that in democracies every thought has to be expressed freely. He continued, "If we eliminate different ideas, we eliminate law and government too.

Even if we don't agree with their ideas one hundred percent, we are defending the right of Özgür Ülke to be published. Trying to silence this newspaper by bombing it is to say that law and government are being eliminated. What is the difference between the people who live in Turkey and those people who live in democratic countries? The people in Turkey also have to the rights and freedoms which exist in democratic countries," he said.

Meanwhile in Taksim Square officials and members of the United Socialist Party (BSP) yesterday went into action to sell the newspaper for the same reason. The police who also intervened in this action which was carried out towards noon time blocked the sale of the newspaper.

*Turkish Daily News*

## Ankara is 'defensive' on 'Human Rights Day'

*Demirel says aim is to promote 'love' not 'division' while Özden says some debates do not come under human rights*

*Turkish Daily News*

ANKARA- Widespread condemnation from the West of the conviction of eight pro-Kurdish politicians to tough prison sentences by the Ankara State Security Court on Thursday appeared not to have dampened the rhetorical "Human Rights Day" statements of Turkish

political leaders and officials on Saturday.

However these statements appeared to have a common "defensive tone" clearly due to the mounting criticism faced by Turkey for human rights violations.

In an address in Ankara at a gathering to commemorate the 46th anniversary of the adoption of the Universal Declaration of Human Rights President Süleyman Demirel indicated that their aim was not to inject "divisions" among people but "love." "Everything that we know as 'rights' are not given but taken. This is a matter of awareness. If people are not aware of their social rights and do not

own up to these rights then regardless of how much you tell them what their rights are this will still be to no avail" Demirel said.

President Demirel acknowledged that in many cases around to world it was the state that was violating democratic rights. He went on to indicate that if a society did not have a "democratic reflex" then it would not be possible to protect rights in the face of violations, regardless of where these violations came from.

Demirel, who a day earlier had strong criticism for Western critics of Turkey's human rights record went on to add that Turkey had some characteristics that had to be taken into account.

Heading these characteristics Demirel said was the "indivisible" nature of the country.

He appeared in this way to be responding to western critics of the sentences given to the pro-Kurdish deputies who were accused of aiding and abetting the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) in one way or another. The PKK is waging a bloody separatist war in Turkey and the bulk of the criticism aimed at Ankara for human rights violations concerns

Le Monde — 11-12 DÉCEMBRE 1994

## TURQUIE

L'Union européenne déplore la condamnation  
de députés kurdes par Ankara

L'Union européenne a fait part, vendredi 9 décembre, de sa préoccupation après les condamnations, jeudi, à des peines allant de un à quinze ans d'emprisonnement de huit députés turcs d'origine kurde (*le Monde* du 10 décembre) et a promis de soulever cette question avec Ankara. Dans un texte publié au nom des Douze, l'Allemagne, qui assume la présidence tournante de l'Union, a déclaré : « L'Union européenne déplore que le procès se soit achevé sur la condamnation de plusieurs inculpés à de longues peines de réclusion. »

Hans van den Broek, le commissaire européen aux relations extérieures, a pourtant précisé que les pourparlers, à l'échelon ministériel, entre les Douze et la Turquie sur la création d'une union douanière d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1996 auraient bien lieu comme prévu le 19 décembre.

A Ankara, le président de la République, Suleyman Demirel, a rejeté les critiques européennes en déclarant : « Personne ne doit crier, ni en Turquie ni à l'étranger. (...) La Turquie est un pays de droit (...) même si vous pouvez digérer ou pas ce verdict. » — (AFP, Reuter.)

the manner in which the security forces are trying to combat the PKK in southeast Anatolia.

Yekta Güngör Özden, the head of the Constitutional Court — which banned the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) some months ago, for his part said in his "human rights day message" that he did not consider "unnecessary debates" on the unitary nature of the state and on the nature of secularism in Turkey as falling within the domain of human rights.

Özden, who was addressing the same gathering as President Demirel in Ankara, said that "some things were not open to debate."

These remarks also were taken as being directed at the "Kurdish problem" in Turkey which is increasingly causing problems for Ankara in its dealings with the west.

Deputy Prime Minister and the head of the Social Democratic People's party (SHP), the Junior coalition partner, for his part told the gathering that human rights were being violated not just in Turkey but in every part of the world.

Indicating that there were differences in definitions about what constituted human rights Karayalçın said that the concept of human rights had been kept narrow in the past but that it was much broader today.

"We can be faced with human rights violations. What we must do in this case is... to seriously investigate every allegation, and to punish the guilty. When we do this we will have done what is necessary as a state for upholding human rights" Karayalçın said. Answering questions for reporters later Karayalçın refrained from commenting on the verdict passed on the pro-Kurdish politicians. He merely stated he did not want to comment on a decision of the judiciary.

— A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0398 4 PI 0171 FRA /AFP-NX11  
UE-TurquieCondamnation de députés kurdes : Jacques Delors contre l'entrée de la  
Turquie dans l'UE

PARIS, 11 déc (AFP) - Le président de la Commission européenne, Jacques Delors a affirmé dimanche, à propos de la condamnation jeudi dernier à Ankara de cinq députés turcs d'origine kurde à 15 ans de prison qu'il était, dans ces conditions, contre l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne.

M. Delors qui était interrogé sur TF1 a indiqué également que pour "réaliser avec la Turquie l'Union Douanière qui a été promise il faut que les Turcs nous donnent des gages en ce qui concerne le respect des Droits de l'homme".

"Il faut bien distinguer cette question de celle du PKK" (un mouvement extrémiste kurde) et ne rien mélanger, a ajouté M. Delors.

Menacés de la peine capitale, cinq des huit députés ou ex-députés turcs d'origine kurde jugés pour activités séditionnelles ont été condamnés jeudi à Ankara à 15 ans de prison chacun, les trois autres à des peines allant de 3 ans et demi à 7 ans et demi.

ej/mc

AFP /JO0245/111949

DEC 94

## Pro-Kurdish deputy's house is sprayed with bullets

*'The government is playing games here. The police are trying to cover up an incident which occurred at parliamentary lodgings and put the blame on us.'*

TDN Parliament Bureau

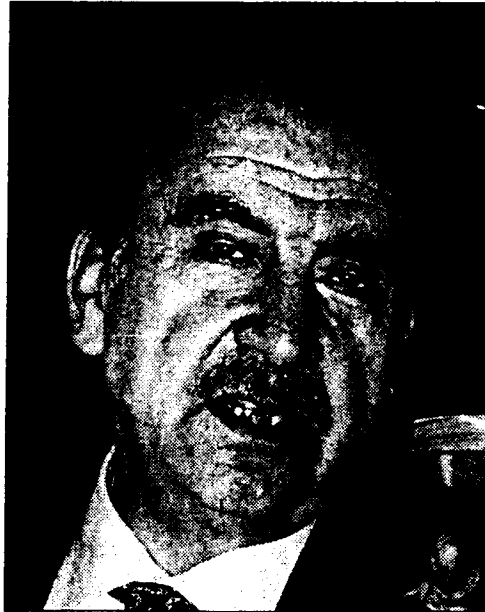
ANKARA- A pro-Kurdish deputy, Abdulmelik Firat, said on Monday that unidentified gunmen had sprayed his house with bullets and that he was being targeted by circles who did not want peace but supported the continuation of fighting in Turkey.

Speaking at a press conference he held on Monday, Firat, an independent deputy from Erzurum, said police officers who arrived at his house after the incident told him: "Let's just say we fired the bullets and close the matter."

Although police department experts confirmed that the bullets had been fired from outside the house, Firat said the police had tried to put the blame on him.

"The government is playing games here. The police are trying to cover up an incident which occurred at parliamentary lodgings and put the blame on us," Firat said.

Firat, reminding reporters that he was the grandson of Şeyh Sait, a rebel Kurdish leader from the early years of the republic, said he had been subject to intimidation. The Erzurum deputy



Abdulmelik Firat

said his house was broken into and that someone had been tortured into saying: "I am PKK and I stayed at Firat's house."

"It is obvious who sprayed my house with bullets," he said. Firat commented that the weapons industry made a living from the blood shed in Turkey and "is being ruled by a junta government. I support peace."

The president, parliamentary speaker, prime minister and all the political parties are responsible for these incidents, Firat said, adding that they all lived in fear and had become weak in character.

Firat said that if necessary he would bring in a university expert to determine which direction the bullets had been fired from.

He added that the Istanbul independent deputy Hasan Mezarıcı had been at his house when the police arrived. Social Democrat People's Party (SHP) deputy Ziya Halis, also at the press conference, said:

"We are working for a solution to the Kurdish problem in the Parliament. The people who don't want peace are responsible for this."

Ankara SHP deputy Salman Kaya and the independent Muş deputy Muzaffer Demir were also present at Firat's press conference.

— A.F.P. — AgenceFrancePresse — A.F.P. — AgenceFrancePresse — A.F.P. — AgenceFrancePresse — A.F.P. — AgenceFrancePresse

FRA0371 4 I 0238 RFA /AFP-SK21

Allemagne-Turquie

Députés kurdes condamnés: l'Allemagne suspend les expulsions de Kurdes

BONN, 12 déc (AFP) - Le gouvernement allemand a décidé d'interrompre au moins jusqu'au 20 janvier les expulsions de Kurdes vers la Turquie, en raison des condamnations prononcées jeudi en Turquie contre huit députés d'origine kurde, a annoncé lundi le porte-parole du gouvernement Dieter Vogel.

"Le gouvernement allemand constate qu'avec ce verdict, la Turquie a donné un mauvais signal (à ceux qui observent) sa démocratie", a dit M. Vogel devant la presse. En conséquence, a-t-il ajouté, "le gouvernement allemand se montrera compréhensif pour les Laender (Etats fédérés) qui ont décidé de reporter les expulsions".

L'expulsion des députés du droit d'asile en Allemagne relève de l'autorité des Laender. Depuis plusieurs mois, certains Laender dirigés par le parti social-démocrate retardent autant que possible les expulsions vers la Turquie, provoquant la fureur du ministre fédéral de l'Intérieur, le très conservateur Manfred Kanther, qui avait toujours plaidé jusqu'ici pour le renvoi des députés du droit d'asile et des Kurdes auteurs de troubles.

Menacés de la peine capitale, cinq des huit députés ou ex-députés turcs d'origine kurde, jugés pour activités séditionnelles, ont été condamnés jeudi à Ankara à 15 ans de prison chacun, les trois autres à des peines allant de 3 ans et demi à 7 ans et demi.

cpb/mfr/mf

AFP /J00245/121653

DEC 94

# Kurdiska byar ödeläggs

## Turkiska armén slår mot lokalbefolkningen i kampen mot PKK

Av MATS LUNDEGÅRD  
DNs korrespondent

DIYARBAKIR. Den gamle mannen börjar naturligtvis i fel ände. Han avbryter oss där vi sitter på ett utkyllt kontor någonstans i denna stad och talar om att den turkiska staten avfolkar landsbygden för att kunna föra kriget mot den kurdiska gerillan i full frihet.

– Jag har något att berätta, säger tolken att han säger.

Och ganska fyrkantigt kan hans lilla historia pusslas

### DN i östra Turkiet

Detta är första reportaget i en serie om kurdernas situation i östra Turkiet.

ihop. Den handlar om att så sent som denna vecka kom byvakterna till hans gamla hemby och beordrade fem familjer att ge sig i väg, fem familjer, 20–25 personer kanske. De hade hjälpt PKK, sa det, PKK som är "frihetskämparna" eller "terroristerna", beroende på vem man frågar, eller det förbjudna kurdiska arbetarpartiet.

Byborna fick tre dar på sig att packa och ge sig av.

Och vart anvisades de att ta vägen?

Den gamle mannen och tolken tittade på varandra och också på mig med yttersta förvåning:

– Inte anvisar man någon någonstans att bo, säger den gamle mannen. Vi har bara att pällra oss i väg. Bort, inte nån särskild stans, bara bort.

Han är kort och kraftig med stubbklippt grått hår, mustasch under den väldiga näsan, grov skäggstubb som ett silverskimmer kring de djupt färdade kinderna. Han har keps och en kort svart rock som uppenbart varit någon annans. Den flaggar kring honom när han rör sig i rum-



Foto: SIPA PRESS

**Klämda från två håll.** Kurderna har inte mycket att välja på, antingen lyder man de turkiska maktavarna och riskerar vedergällning från PKK, som på bilden ovan. Eller så stöder man PKK och riskerar turkisk hämnd.

met. På fötterna söndriga, leriga skor. Han röker cigarretter som han rullar själv. Mellan hans fingrar rinner då och då ett klumpigt "radband" av gula träpärlor på ett snöre. De finns överallt i dessa länder, att säga sina böner till eller förstrött leka med, en avledning både det ena och det andra. Han vandrar i små vändor över golvet medan han redogör för det han har att redogöra för.

### Kördes i väg

Det viktigaste han har att redogöra för – fast det kommer först omsider i framställningen – är att han själv och hela hans familj, elva personer inalles, också tvingats i väg från byn. Fast det var halvtannat år sedan:

De sa att det var för vår säkerhet. Det var bäst för oss.

Bön heter Cavundur, eller om det nu var så den hette. Utan att säkert veta kan jag tänka mig den lilla samlingen av stenkåkar och en och annan nyare av betong och en och annan bara halvfärdig, TV-master på sned på de platta taken, grå rök från kokeldar, en åsna i en gränd, en pickup-lastbil, en lerig traktor; en bosättning som nästan inte syns för att den är så liten och för att den bara så sakteliga växer i landskapet.

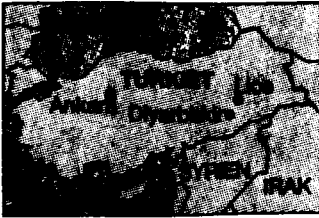
Cavundur grupperar under staden Lice men den närmaste större tätorten heter Hazro. Allra närmaste grannbyn heter Sarierik – eller Kandharhal på kurdiska. Det var

därifrån uppådet med byvakter kom för en vecka sedan, beväpnade män med all den makt som vapen består. Bygden är bergen, tio mil norr om Diyarbakir, de berg som PKK hålls vid.

Det var därför Cavundur avfolkades, för att den ligger väl till för PKK. Invånarna hjälper gerillan, säger regimen. Så drar kriget ut på tiden och den slutliga lösningen dröjer. Om byarna utryms och läggs öde berövas PKK-männen de bofasta underhållstrupper de lever av, antar strategin. Den har prövats förr, i Irak till exempel, i samma berg söder om gränsen 30 mil bort.

### Byar töms

När man jämför det som de



turkiska säkerhetsstyrkorna har för sig i dag i sydöstra Turkiet med de kampanjer Saddam Hussein drev hemma hos sig för tio år sedan, upprörs varje turkisk talesman. Och kanske är gradskillnaden ännu stor. Men någon artskillnad finns knappast. Här töms och skövlas en avlägsen bortglömd bergsbygd precis som i Irak. Motivering- en är densamma liksom de enskilda människornas blicktunga tragedier.

Pålitliga siffror är nästan omöjliga att få. Lokala människorättsorganisationer hävdar att bortåt 1 900 byar lagts öde på det här sättet under de senaste två åren. I en grov kalkyl skulle det kunna betyda att mer än en halv miljon människor fördrivits från sina hem och hembygder.

Jag frågar inte om den gamle mannen hjälpt PKK. Vad skulle han svara? För övrigt är frågan dum i sig själv för

den har inget svar eftersom människorna i de kurdiska byarna i östra Turkiet ställs inför omöjliga val. Endera gör de som de turkiska makt-havarna säger eller deras representanter: soldaterna, by-vakterna, gendarmerna. Och så lever de för den skull under hotet att PKK skall komma ner från bergen en natt och vedergälla. Eller så tar de gerillans parti för att de måste eller för att det är lättare för att en anförvant är med, eller för att en annan anförvant dödat i något av dessa hastiga blodiga övergrepp som säkerhetsstyrkorna utsätter dem för.

Hur de än gör så gör de fel och drar olycka över sig. Och de kan inte välja bort.

Jag frågar inte, men ett får jag veta, nämligen att sonen, den gamle mannens son, åtminstone har haft något sam-röre med PKK. Detta i alla fall om man får tro åklagaren i säkerhetsdomstolen som fick sitt yrkande bifallet så att sonen nu avtjänar 36 år:

- Han fängslades när han var 17. Nu är han 20. När han kommer ut är han 53, fast då är jag död förstås...

Han hälsar på honom i fängelset i Diyarbakir en gång i veckan.

### Son till fattigfolk

Cavundur var en by om 170 hus när den gamle mannen var pojke. Där bodde nästan 2 000 människor. Han är son till en fåraherde, fattigfolk. Han kan inte läsa och inte skriva och han vet inte säkert hur gammal han är, och först när han var 20 år gammal lärde han sig turkiska. Det var när han gjorde sin militärtjänst i två år. Han var aldrig riktigt fattig. Han ägde 10 hektar mark, säger han, åker att odla tobak på. Hälften av skörden sålde han till de statliga turkiska uppköparna, hälften gjorde han rök- verk av och avyttrade i Diyarbakir på den fria marknaden.

Det var inget dåligt liv. Det gick mot det bättre. Hans nio barn gick till sist i skola, fem år. Det kom elektricitet till byn. Vägen, som en gång var ett spår att gå i tre timmar till Kandharhal, drogs om och breddades för biltrafik.

Nu är de sista invånarna på väg att lämna Cavundur. De har fått frist att packa - om de har något att packa - och frist att försöka hitta någon släkting eller frände som kan bestå med tak över huvudet i Diyarbakir eller Mersin, eller vilken ort som helst som är så pass stor att man kan försvinna. Men ingen har fak-

tiskt ödelagt Cavundur. Det är inte en av de byar armén har låtit sätta eld på.

### Förstör sig själv

- Nej, den förstör sig själv, säger den gamle mannen.

Han säger att om man låter taken läcka en säsong eller två så störtar de samman av sig själva. Kanske stenväg-garna står, men vad är en vägg utan tak?

Har han varit tillbaka?  
- Nej, säger han alldeles kort.

Han tror inte att han någon-sin får chansen. Hans åkrar är dömda till träda en gång för alla och husen han byggde själv på sin tid och levde i ska falla samman, och aldrig mer ska han odla tobak.

Han arbetar som daglönare i Diyarbakir. Han får påhugg på byggen eller som lantarbetare. Han bor i ett dåligt hus, säger han. Med tio personer i ett rum. Nej, han vill inte att jag ska hälsa på. Nej, han vill inte säga sitt namn.

Kan jag fara till hans by, kan jag besöka Cavundur?

Man skrattar åt mig. Där härskar nu säkerhetsstyrkorna och tystnaden och mörkret. Det är inte längre en plats för människor.

Vilket var just vad krigets strateger tänkt sig. □

— A.F.P. — AgenceFrancePresse — A.F.P. — AgenceFrancePresse — A.F.P. — AgenceFrancePresse — A.F.P. — AgenceFrancePresse

FRA0143 4 I 0238 TUR /AFP-VZ45

Turquie-UE

Ankara qualifie de "personnels" les propos de M. Delors

ANKARA, 13 déc (AFP) - Le nouveau chef de la diplomatie turque Murat Karayalçin a qualifié "d'estimation personnelle" les propos du président de la commission européenne Jacques Delors qui s'était déclaré contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne à la suite de la condamnation de cinq députés kurdes à 15 ans de prison à Ankara.

"Nous n'avons pas à prendre en compte les estimations personnelles pour notre entrée dans l'union douanière ni dans l'Union européenne (UE)", a déclaré M. Karayalçin dans la nuit de lundi à mardi, quelques heures après sa nomination au ministère des Affaires étrangères.

M. Karayalçin a précisé qu'Ankara "avait des droits et des obligations selon les accords d'Ankara et de Rome et que son union douanière avec l'UE dont le processus arrive à sa fin, devait être jugée dans ce cadre".

M. Delors, interrogé sur TF1 dans l'émission 7 sur 7, avait affirmé dimanche que pour "réaliser, avec la Turquie, l'union douanière qui a été promise, il faut que les Turcs nous donnent des gages en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme".

Menacés de la peine capitale, cinq députés ou ex-députés turcs d'origine kurde, jugés pour activités séditionnelles, ont été condamnés jeudi à Ankara à 15 ans de prison chacun. Trois autres ont été condamné à des peines allant de 3 ans et demi à 7 ans et demi.

YM/HC/mf

# MAZLUM-DER association releases report on village evacuations and migration

*The Human Rights and Oppressed Solidarity Association report claims government troops burned down villages*

By Sinan Yılmaz

Turkish Daily News

ANKARA- The Human Rights and Oppressed Solidarity Association (MAZLUM-DER) has released a report on "Villages evacuated and burned in the Southeast and internal migration in 1994," in which it claims that state troops are responsible for torching villages in the region.

The document was prepared by İhsan Arslan, general secretary of MAZLUM-DER, his deputies Yılmaz Ensaroğlu and Mehmet Çoşkun, and Halit Çelik, the association's İzmir district chairman, after a visit to Tunceli, Elazığ, Bingöl, Muş, Batman, Diyarbakır and Mardin and to certain small districts in the Southeast.

***"The report prepared by the MAZLUM-DER delegation refers to the human tragedy witnessed in the region, resulting from the ongoing Kurdish problem: 'The evacuation of villages does not contribute to solving the problem and causes it to be transferred to the cities. The people who migrate to the big metropolises bring problems like hunger and poverty with them.'"***

The delegation claims in the report that some one million people have migrated from their homes in the region and are having to survive under harsh conditions, receiving no concrete help from the government.

The report prepared by the MAZLUM-DER delegation refers to the human tragedy witnessed in the region, resulting from the ongoing Kurdish problem: "The evacuation of villages does not contribute to solving the problem and causes the problem to be transferred to the cities.

The people who migrate to the big metropolises bring problems like hunger and poverty with them." "A system that does not protect its villagers and does not come up with democratic solutions for its citizens pushes its citizens, through pressure, forced migrations and oppression, to pretend that they are devoted to the state," the report says, adding that the harm and

damage caused by such devotion in the future has not been calculated.

## Village evacuations

Investigating the evacuations of villages, the report states that: "You cannot find a province or district where at least 50-60 villages have not been evacuated. The majority of them have been forcefully evacuated or have been burned to hinder the villagers from coming back. In the whole region, especially in the mountainous region, not one village has been left, except the ones belonging to the village guards."

The MAZLUM-DER report goes on: "The number of villages or hamlets was around 930 in 1993 and in October 1994 it was 1,800." Talks with evicted villagers are said to have indicated that the majority of the villages were burned down by the security forces together with the village guards and only a small number of them were burned by village guards alone."

The report says that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) burned down a small number of villages which provided shelter for weak village guards who were not members of strong clans."

Indicating that in many regions, villages were burned down in large numbers, the delegation's report says: "In many regions, villages have been burned down through joint action. Twenty villages in the district of Solhan and 11 villages in the region of Gurs located in the province of Mardin were burned down on the same day."

The report says that according to investigations conducted by the municipality, one million people have migrated to Diyarbakır: "Batman has 250,000, Bingöl 40,000, Elazığ 20,000, Yazıkonak 10,000, Mardin, Nusaybin and Kızıltepe have 20,000 each, Bingöl 15,000, Solhan 15,000 and Muş has 110,000 immigrants."

The report indicates that: "In many cases, villagers were not allowed to take their personal belongings, jewelry and their cattle with them."

However, the report also says that in Tunceli's Ovacık district alone the villagers were given TL 1,500,000 and 30 tons of food aid. Also the assistance supplied by Turkey's Red Crescent Society amounted to seven kilograms of flour, 0.5 kilograms sugar, and 300 grams of lentils for 348 families.

There are indications that construction of prefabricated houses has been started in the region. However, the report says that in Bingöl and Solhan, these houses were "given to village guards instead of oppressed villagers."

Claiming that village guards have gained cer-

tain benefits from the burning down of villages, the report says: "The trees left over after the burnings are cut down by the village guards and thus a certain amount of income is gained from this." "Villagers' property, plundered by village guards, is being sold openly again by village guards.

Our delegation has witnessed this. No legal regulations were seen to be in force during the evacuations and the process takes place unlawfully," says the report.

The document also claims that villagers wanting to return to their villages bought arms and ammunition and were forced to work as volunteer village guards with no salary and were threatened."

Turning to the nonexistent rights and freedoms of villagers, the report says: "Nobody is able to ask why they were forced to evacuate their villages, and those who attempt to pose this question face torture or are threatened to withdraw their petitions back."

The delegation report furthermore claims that decisions were made by "unlawful powers." Legislation no longer functions properly, it says: "A typical example are the two citizens who filed a complaint against a sergeant who had pressured them and as a result were insulted and arrested by the captain in the district.

Their villages had been burned down and they were put in prison without being charged. The two were later released. Our delegation talked to the two citizens."

"The lawyers did not dare to get power of attorney and were not able to advise their clients on judicial matters and in many places, the prosecutors indicated that they did not know where the security forces conducted interrogations of suspects," says the report. In some cases, the report also claims that village guards had their own detention rooms, prisons and illegal stations and that their cars did not have license plates. "Courts cannot make on the spot investigations and the files are suspended in many cases," indicates the MAZLUM-DER report.

***"The MAZLUM-DER report proposes a solution to the problem: 'A political and economic master plan has to be prepared for the region. The OHAL has to be ended in the***



**region. The region has to come back under civilian rule immediately and civilians should be able to take the initiative in the future. The burning down of villages and their evacuation has to be brought to an end and internal migration has to be halted. "**

#### Conclusions

"According to the investigation conducted by our association, the Turkish and the international community has tried to make people believe that the problem has been solved, whereas the issue has taken on a whole new dimension. It is under-

stood that the state does not inspect the regulations and applications of the emergency rule region government (OHAL), or is not able to," says the report.

With respect to government claims that the PKK burned down villages and blamed this on government troops, the report says: "Announcements by the PKK which blame the government for the burning down of villages amount to tragicomedy."

The delegation reported that if such destruction, burnings and evacuation was carried out by the PKK, then what excuse was there for hiding such violence from Turkish officials and the international community.

The MAZLUM-DER report proposes a solution to the problem: "A political and economic master plan has to be prepared for the region. The OHAL has to be ended in the region. The region has to come back under civilian rule immediately

and civilians should be able to take the initiative in the future.

The burning down of villages and their evacuation has to be brought to an end and internal migration has to be halted. Villagers must be given the opportunity to return and their security has to be guaranteed," urges the report.

The delegation said that treating people in the region as potential criminals should be stopped, people should be protected against terrorist organizations, and regulations should be enforced to allow people to feel safe in the region. A legislative ruling should be made in the region to bring an end to extra-judicial executions, disappearances and murders.

Every option should be looked into to open the road to democratic and civilian solutions to the Kurdish problem, the report suggests.

## Washington raises voice over alleged violations

*Ties will deteriorate if human rights situation continues to decline, says senior US official*

*Compiled by the TDN Staff from wire dispatches*

WASHINGTON - The United States is concerned about growing suppression of human rights in Turkey carried out in the name of a struggle against Kurdish separatists, a senior U.S. official said on Monday.

"We're concerned about a number of examples where internationally recognized freedoms of speech have been curtailed in Turkey through prosecutions," said John Shattuck, assistant secretary of state for democracy, human rights and labor.

Another official who spoke on condition of anonymity said that there was growing tendency in the Congress to stop military aid to Turkey.

"I think there's no secret about the fact that the Congress has made very clear that continued military support will be a serious problem if Turkish human rights situations are deterio-

rating," he said.

The official said that while Washington supported tough measures against separatist guerrillas who themselves were guilty of human rights abuses, this should not be done at the expense of basic rights such as freedom of speech.

He said U.S. officials visiting Turkey had heard widespread claims that torture was a standard practice against detainees in the southeastern Kurdish part of the country, but could not confirm the allegations independently.

"This is straining the ties between Turkey and the United States," he said.

The U.S. State Department last week condemned the sentencing of eight Kurdish parliamentarians to prison terms ranging from three to 15 years on charges of spreading separatist propaganda and belonging to an armed band.

Shattuck told reporters Washington was also worried about Yavuz Onen, president of Turkey's human rights foundation, who was indicted two weeks ago under an anti-terrorist act over a publication accusing the government of torture.

He also cited the case of journalist Mehmet Ali Birand, sentenced in November to six months in prison for a television film he made about the experiences of Turkish soldiers.

Shattuck has visited Turkey twice in the last six months to discuss human rights issues and U.S. officials said Secretary of State Warren Christopher and Defense Secretary William Perry also regularly raised the matter with Turkish counterparts.

But Shattuck's decision to raise the question again publicly apparently reflected concern that quiet diplomacy was failing to get the message across.

Officials concede that Washington is in an awkward position because of Turkey's role as a key NATO ally that also provides a base for Western planes to enforce a no-fly zone over northern Iraq.

But despite this, Congress voted last summer to withhold 10 percent of U.S. military aid designated for Turkey because of human rights abuse. The incoming, Republican-dominated Congress may cut military assistance even further, the official said. "We want to make sure that (our) relationship doesn't deteriorate further — but we are drawing clearly to their attention the fact that it will if the human rights situation continues to deteriorate," the official said.

(Reuters, AP, Anatolia)

# Şerafettin Elçi's 'Kurdish party' in the offing

## Says Kurdistan Workers' Party is disturbed by any person who is not under its discipline

By Sinan Yılmaz.

*Turkish Daily News*

ANKARA- Former Public Works Minister Şerafettin Elçi, who has been preparing to found a new party for nearly a year, said Wednesday that he and his colleagues would base their party on the Kurdish issue.

The first meeting regarding the foundation of the party was held Dec. 10-11. Pointing out that his party would give priority to the solution of the Kurdish question, Elçi said: "Kurds should convince Turks that they will not divide and destroy this country. The Kurdish identity should be recognized and it should be granted a legal guarantee. An atmosphere for free discussion should be created."

Elçi, who has been declared a "traitor" by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), commented that "the PKK is disturbed by any person who is not under its discipline." Claiming that the PKK is trying to make the world accept that it represents the Kurds, Elçi said the PKK did not consent to the formation of any political power other than itself. "No one is obliged to be pro-PKK to defend Kurds' rights. Everyone may have different methods," Elçi said. Following the meeting Elçi responded to the questions of the Turkish Daily News. He said that the new party would not be based on Marxism and that it would adopt a liberal understanding. Elçi noted that he and his colleagues had temporarily stopped their efforts for founding the party following the closure of the



Former Public Works Minister Şerafettin Elçi (left) briefs Turkish Daily News correspondent Sinan Yılmaz about his initiatives to found a Kurdish party.

TDN Cengiz Uysal

Democracy Party (DEP) and the subsequent controversy over by-elections. He said during the recent meeting, he and his colleagues had determined the reasons for founding the party and also its principles. He said that the exact date for the foundation of the party had not yet been determined. He said concrete steps would be taken once they formed a founders' committee. He said in view of the law, the party's name would not contain the word Kurdish. He pointed

out, however, that it would give priority to the Kurdish question and would be a party which accepted the existence of Kurds.

When he was minister in 1979, Elçi was tried following the Sept. 12, 1980 coup for his statement that he was Kurdish and that Kurds existed. He was then given a prison term of two years and three months. "Conditions have now changed. Such statements have now become ordinary," Elçi said.

## Missing pro-Kurdish lawyer found dead near Bala

*Turkish Daily News*

ANKARA- Faik Candan, a lawyer and former Ankara district chairman of the now-defunct pro-Kurdish People's Labor Party (HEP) who disappeared on the Dec. 2, was found dead on Thursday with bullet wounds in his head, throat and chest in Bala near Ankara.

Candan's body was found in a mountainous area of Bala by a shepherd and was taken to Bala health center by gendarmes. Since there was no identification card on the body, police experts were invited from Ankara to make an identification. The lawyer's secretary Gülten Yıldız and his friend Minever Irem were taken to Bala to identify Candan.

Bala's prosecutor said that two different guns were used in the murder and Candan had 5 bullet wounds in his body, one in his head, one in his throat and three in his chest.

He said two of the bullets were made by the state-run Machinery and Chemistry Institute (MKE) and estimated that Candan had been killed three days before.

Candan's friends and relations allege that he together with another lawyer, Ömer Ankara, who is the Istanbul district treasurer of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) and also disappeared a week ago but in Istanbul, were taken into custody.

Candan was last heard from when

he spoke to a friend on the telephone shortly before he disappeared on Dec. 2. He told his friend, "I am going to the bank and will visit you later today."

Police department officials had said they were not holding anyone by the name of Candan, however the lawyer's friends said they learned unofficially from police sources that Candan was in safe hands. "According to our information, Candan was severely tortured and the police have made no statements because of the poor condition he is in," the friends had said.

Amnesty International had also made an urgent call concerning Candan two days before, warning that his life was in jeopardy.

# Alinak returns to Parliament after 10 months

## Says he does not plan to join any of the current political parties

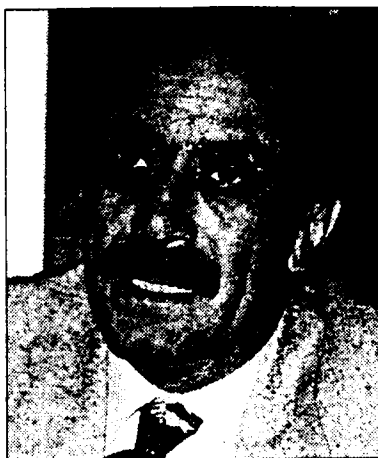
TDN with wire dispatches

ANKARA- Mahmut Alinak, independent deputy from Şırnak, who was released at the end of the court case brought against him and seven former deputies of the now defunct Democracy Party (DEP), returned to his seat in Parliament on Wednesday after a 10 months' absence.

Last Thursday, the Ankara State Security Court handed down jail sentences ranging from 3.5 to 15 years for the one deputy and seven former pro-Kurdish deputies found guilty of links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is fighting a separatist war in the Southeast.

The court freed two politicians, including Alinak, on parole. The others, one of whom was sentenced to 7.5 years while five got 15 years, were expected to serve about a third of their sentences pending confirmation by the appeals court.

They had been stripped of their parliamentary immunity last March, paving the way for their arrest and trial. The Constitutional Court later



Mahmut Alinak

banned the Democracy Party (DEP) to which seven of the accused politicians belonged.

At a press conference in Parliament, Alinak claimed that he and former DEP deputies who were now serving prison terms had been to a political trial and that the evidence was "imaginary and fabricated." Pointing out that Turkey's main problem is

democratization, Alinak said he did not plan to join any of the current political parties. He said he would exert efforts for the formation of a new political movement. In answer to a question Alinak said he had not considered joining the New Democracy Movement led by Cem Boyner.

Alinak said he would meet with President Suleyman Demirel, Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk and political party leaders to seek solutions to the problems. Stressing that it was necessary to create a free atmosphere in which to discuss the democratic, nonviolent, solution of the Kurdish question, Alinak added that a general amnesty was a prerequisite for ensuring social peace. He said the six jailed, former DEP deputies should be released and reinstated in Parliament. He emphasized that he would follow up on these problems until the High Appeals Court confirms the verdict and he again has to leave Parliament. He added that neither he nor any of the jailed deputies bore anyone a grudge.

## Socialist International's Kurdish meeting begins in Ankara

Turkish Daily News

ANKARA- A meeting of Socialist International's working group on the Kurdish issue will be held in Ankara on Friday with the participation of representatives from European and Turkish social democratic parties.

After the outcome of the DEP trial, the meeting has gained more importance with pressure mounting on Turkey regarding human rights and the Kurdish issue.

Heavy criticism against Turkey is expected over human rights, centered on the DEP trial where seven former

deputies and one independent were sentenced to prison for periods ranging from 3.5 to 15 years.

Sources from the Social Democrat People's Party (SHP) which will host the meeting said that high ranking representatives of social democrat parties from Switzerland, Sweden, Germany, Denmark, Austria and France will be present at the meeting.

The meeting will last one and half days and the position of the Kurds "in the world" will be discussed. In addition, some academics interested in the Kurdish issue are expected to partici-

pate in the meeting.

SHP sources talking to the TDN, emphasized that "the meeting was not organized by the SHP but the Socialist International."

New Foreign Minister and Chairman of the SHP Murat Karayalçın recently faced harsh criticism from opposition parties and some officials like the President of the Constitutional Court Yekta Güngör Özden, when he said that "we need to be able to discuss even a federative system with the Kurds" during a television program.

## Turkey says DEP trial and deportation of Kurdish asylum seekers by Germany are different issues

Turkish Daily News

ANKARA- Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said in his weekly news conference on Wednesday that Turkey saw no link between the results of the Democracy Party (DEP) trial and Germany's halting of the deportation of Kurdish asylum seekers. Ataman said that

Turkey considers this a German internal issue and that the country was ready to accept any of its citizens deported by Germany.

German Interior Minister Manfred Kanther has said that the deportation of Kurdish asylum seekers was postponed until Jan. 20 but would then resume.

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0351 4 I 0205 TUR /AFP-GI67

Turquie-Justice-Kurde

Un avocat pro-kurde disparu depuis douze jours, retrouvé mort

ANKARA, 14 déc (AFP) - Me Faik Candan, avocat pro-kurde porté disparu depuis le 2 décembre à Ankara, a été retrouvé mort mercredi dans une banlieue de la capitale, a-t-on appris de source kurde.

Me Candan, également ancien président de la direction locale du Parti du Travail du Peuple (HEP, pro-kurde) dissous en 1993 pour "séparatisme", était l'un des avocats du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), également dissous en juin dernier pour "séparatisme".

Un groupe d'avocats avait fait des démarches auprès du ministre de l'Intérieur Nahit Mentese, demandant son aide pour éclaircir le sort de leur collègue. M. Mentese avait indiqué alors que Me Candan n'avait pas été placé en garde-à-vue par la police, et que les recherches pour le retrouver seraient poursuivies.

L'avocat avait disparu après avoir quitté son bureau dans le centre de la capitale turque, non loin du Palais de Justice.

M. Abdullah Arisoy, ancien journaliste de l'hebdomadaire pro-kurde Yeni-Ulke remplacé par Ozgur-Gundem (dissous pour séparatisme en avril), est également porté disparu depuis une dizaine de jours à Ankara, selon la même source.

YM/lmt/mfo

AFP /JO0245/141540

DEC 94

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0460 4 I 0302 TUR /AFP-HL80

Turquie-Kurdes

Retour au Parlement d'un des députés kurdes récemment condamnés

ANKARA, 14 déc (AFP) - Le député indépendant turc d'origine kurde Mahmut Alinak, condamné jeudi dernier à trois ans et demi de prison dans le cadre de la loi anti-terroriste et remis en liberté provisoire, a fait mercredi sa rentrée au Parlement après neuf mois et demi d'emprisonnement, en appelant à "une démocratisation urgente en Turquie".

M. Alinak qui, avec son collègue Sirri Sakik, avait été remis en liberté provisoire jeudi après le verdict de la Cour de la Sûreté de l'Etat d'Ankara, risque de perdre son siège si la Cour de Cassation approuve sa peine, la constitution turque prévoyant la déchéance de tout député condamné à plus d'un an de prison.

Les deux députés avaient été remis en liberté, ayant purgé près d'un tiers de leur peine.

Lors d'une conférence de presse au Parlement, le député a affirmé que ces condamnations, ainsi que celles prononcées à l'encontre de six ex-députés kurdes condamnés à des peines plus lourdes -de sept ans et demi à 15 ans de prison- étaient "purement politique".

Il a appelé à "une démocratisation urgente en Turquie" par la révision des lois édictées "dans la mentalité du coup d'Etat du 12 septembre 1980". M. Alinak a appelé "à la remise en liberté des députés emprisonnés et à leur retour au Parlement".

Le Parlement turc avait levé le 2 mars dernier l'immunité parlementaire de M. Alinak, alors démissionnaire du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), et de cinq députés du DEP; ouvrant la voie à une procédure judiciaire à leur encontre sous l'accusation de "séparatisme", crime passible de la peine de mort. Deux autres députés du DEP ont aussi été poursuivis en justice après la dissolution de ce parti à l'été dernier, également pour "séparatisme".

YM/HC/mfo

AFP /JO0245/141742

DEC 94

-A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

ECF0592 3 F 0398 TUR /AFP-IR54

Eco.-Int.

UE/Turquie: relations "dans une voie irréversible" (Mme Ciller)

ANKARA, 14 déc (AFP) - Le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, a déclaré

mercredi que "les relations Turquie-UE étaient entrées dans une voie irréversible et que la réunion du conseil d'association devait absolument avoir lieu le 19 décembre", a rapporté l'agence turque Anatoli.

Mme Ciller recevait à déjeuner les ambassadeurs des pays de l'Union européenne (UE) en poste à Ankara, afin de s'entretenir avec eux de questions liées à l'union douanière de la Turquie avec l'UE, a-t-on appris de sources informées. Le nouveau ministre turc des Affaires étrangères, le vice-premier ministre Murat Karayalçin, participait au déjeuner.

"Les relations Turquie-UE qui datent de 30 ans, atteindront leur point culminant avec l'union douanière. L'union douanière reliera d'une façon irréversible la Turquie à l'Europe", a précisé Mme Ciller selon l'agence.

Lundi prochain à Bruxelles doit se tenir une réunion cruciale du Conseil d'association Turquie-UE, qui doit en principe prendre une décision concernant l'union douanière. Celle-ci doit entrer en vigueur le 1er janvier 1996.

La Grèce s'oppose à cette union douanière. Un certain nombre de personnalités européennes, dont le président de la Commission Jacques Delors, ont émis des réserves sur le rapprochement de la Turquie avec l'UE à la suite de la condamnation la semaine dernière à de lourdes peines de prison d'un groupe de députés turcs d'origine kurde, accusés d'activités séditionnelles.

Concernant les reproches européens à propos des Droits de l'Homme, Mme Ciller a affirmé que les députés avaient emprisonnés "par des tribunaux indépendants, non pas pour leur idéologie mais pour liens avec l'organisation séparatiste (le Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK, séparatiste)".

"Nous sommes conscients de la sensibilité que cela (les emprisonnements) a créé en Europe. Mais ce dont on parlera le 19 décembre n'est pas l'adhésion de la Turquie à l'UE, mais son union douanière", a-t-elle ajouté, toujours selon Anatoli.

Mme Ciller a contacté ces 2 derniers jours le Chancelier allemand Helmut Kohl, le président français François Mitterrand et son Premier ministre Edouard Balladur, "pour leur exprimer la détermination de la Turquie à la réalisation de l'union douanière avec l'Europe", rapporte encore l'agence.

HC-YM/gv

AFP /J00245/142024

DEC 94

-A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0641 4 I 0351 TUR /AFP-IS28

Turquie-UE

Union douanière: Mme Ciller s'entretient avec les ambassadeurs des pays de l'UE

ANKARA, 14 déc (AFP) - Le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, a reçu mercredi à déjeuner les ambassadeurs des pays de l'Union européenne (UE) en poste à Ankara, afin de s'entretenir avec eux de questions liées à l'union douanière de la Turquie avec l'UE, a-t-on appris de sources informées.

Le nouveau ministre turc des Affaires étrangères, le vice-premier ministre Murat Karayalçin, a participé à ce déjeuner, a-t-on précisé.

Mme Ciller a déclaré lors de ce déjeuner que "les relations Turquie-UE étaient entrées dans une voie irréversible et que la réunion du conseil d'association devait absolument avoir lieu le 19 décembre", a rapporté l'agence turque Anatolie

"Les relations Turquie-UE qui datent de trente ans atteindront leur point culminant avec l'union douanière. L'union douanière reliera d'une façon irréversible la Turquie à l'Europe", a ajouté Mme Ciller selon Anatolie.

Lundi prochain à Bruxelles doit se tenir une réunion cruciale du Conseil d'association Turquie-UE qui doit en principe prendre une décision concernant l'union douanière. Celle-ci doit entrer en vigueur le 1er janvier 1996.

La Grèce s'oppose à cette union douanière. Un certain nombre de personnalités européennes, dont le président de la Commission Jacques Delors ont émis des réserves sur le rapprochement de la Turquie avec l'UE à la suite de la condamnation la semaine dernière à de lourdes peines de prison d'un groupe de députés turcs d'origine kurde qui étaient accusés d'activités séditionnelles.

Le Premier ministre a affirmé que les députés avaient été emprisonnés "par des tribunaux indépendants non pas pour leur idéologie mais pour liens avec l'organisation séparatiste (le Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK, séparatiste)".

"Nous sommes conscients de la sensibilité que cela (les emprisonnements) a créé en Europe. Mais ce dont on parlera le 19 décembre n'est pas l'adhésion de la Turquie à l'UE, mais son union douanière", a aussi dit Mme Ciller, toujours selon Anatolie.

HC-YM/chb

AFP /JO0245/142029 DEC 94

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

# Turkisk jakt på upproriska kurder

Offensiven mot PKK är den största militära operationen i landets historia

Av **MATS LUNDEGÅRD**  
DN:s korrespondent

**TUNCELI. De svarta attackhelikoptrarna kommer in i lata svängar över ravinen innan de landar bakom en rad hus på andra sidan floden. De är det effektivaste vapnet den turkiska armén har mot PKK-gerillan som förskansat sig i de snöiga bergen norrut. Varje dag bombar de och raketbeskjuter vad maktens företrädare kallar upprorsmännens baser.**

Men andra vittnar om att armén utan större urskillning också bombar byar och civila.

## DN i östra Turkiet

Detta är den andra artikeln i en serie om situationen i östra Turkiet. Den första var införd den 12 december.

Tunceli är en stad på runt 30 000 invånare. Den ligger i en djup skärning på sydsidan av ett stort bergsområde som kallas Munzurmassiven efter floden Munzur som rinner genom stan. Befolkningen är till nästan 100 procent kurder. Stan hette Dersim på sin tid men bytte namn i den turkifiering av namnbruket i regionen som pågått länge. Bland kurder minner namnet Dersim om ett omfattande uppror på 30-talet. Det slogs ner med stor hänsynslöshet. Tusentals människor fick sätta livet till.

## Bränd jord

Kurder man möter talar gärna om de historiska parallellerna när de berättar om det som sker kring Tunceli just nu. Det är nämligen i de otillgängliga bergen norr här om som de turkiska säkerhetsstyrkorna de senaste två månaderna jagat PKK:s vapnade män. Pådraget har varit den största militära operatio-



nen i Turkiets historia och säkerhetsstyrkorna har gått mycket hårt fram. Ett stort antal byar har ödelagts och broar har sprängts. Armén har också anlagt skogsbränder i något slags offensiv, den brända jordens taktik.

När de första rapporterna om operationen började läcka ut i slutet av september kallade ministern med ansvar för mänskliga rättigheter i landet, Azimet Köylüglu, det hela för statsterrorism. Han tog

tillbaka detta sedermera, men området bekräftar med bitterhet hans bedömning:

– De har jagat människor som djur, säger en man i Diyarbakir som här släktingar i Tunceli. Man har bränt deras hö och deras förråd och sprängt hus och vägar. Man har tvingat tiotusentals människor att lämna sina hem utan att erbjuda dem någontans att bo just när vintern börjar. Helikoptrarna är över dem jämt. Barn springer och gömmer sig när de hör maskinerna komma.

## Förnekas

Officiellt avvisar regimen att några övergrepp begåtts. Dementiaktiviteten nådde något av sin höjdpunkt när landets premiärminister Tansu Çiller hävdade att om

några byar attackerats med helikoptrar så var det PKK:s helikoptrar.

Journalister är inte välkomna i Tunceli eller i alla fall inte bortom stan. Vi fångas snabbt upp i en vägspärr vid stans infart och forslas med eskort till polishögkvarteret för att underhållas av polischefen och småningom provinsguvernören. De är förekommande och drar de officiella sanningarna. Men vår rörelsefrihet är omedelbart beskuren. Vi kan inte fortsätta bortom Tunceli eftersom det pågår strider på flera ställen kring stan, heter det.

– Ja, vi har flygbombat, säger polischefen Suleyman Gülec. Vi har angripit terroristbaser och vi gör det fortfarande. Men de som påstår att vi bränt byar i avsikt att



**Tillfällig fristad.** En PKK-soldat på post vid ett läger på den irakiska sidan av gränsen. Härför har flera av PKK:s attacker utgått, och turkiskt flyg har flera gånger anfällt baserna i Irak.

Foto: SIPA PRESS

bestrafva en oskyldig civilbefolkning är PKK:s talesmän eller sympatisörer.

Han säger att när människor evakuerats har det varit för deras egen säkerhets skull. Och han säger att de allra flesta lämnat området frivilligt, för att undkomma gerillan som terroriserat dem och stulit av deras förråd. Att operationen dragit ut på tiden beror på att säkerhetsstyrkorna ser sig nödsakade att gå långsamt och försiktigt fram för att inte oskyldiga ska drabbas. Om det finns minsta risk att civila eller boskap ska hamna i skottfältet håller trupperna inne med sin attack.

Polischefen anser att det på sin höjd är några enstaka fåtal människor som stöder upprorsmännen. De allra flesta avskyr dem och fruktar dem:

- Det är brutala och hänsynslösa människor som dödar utan åtskillnad. De sköt sex folkskollärare i Darikent.

Vi vet att de rövar bort människor och tvingar dem att delta i deras övergrepp.

Han säger att offensiven varit framgångsrik. Säkerhetsstyrkorna dödar gerillamän varje dag, sex en dag, tjugo en annan, sju så sent som dagen innan. Motståndet är brutet och segern inom räckhåll, anser han.

### 254 döda

Guvernören, Atil Uzelgün, talar om 254 döda inalles under höstens sammandrabbningar, 160 PKK-män, 66 soldater och 28 civila. 26 byar kring städerna Ovacik och Hozat har evakuerats, medger han:

- Men ingen gång har staten uppmanat människor att lämna sina hem, säger han. Människor flyr för sin säkerhets skull, undan terrorister. Och den aktiviteten ska för övrigt sättas in i ett större sammanhang. Minns att människor lämnat dessa områden av andra skäl, främst ekono-

miska, under många år. På tio år har 48 byar i provinsen lagts öde för att människor utvandrat för att söka sig ett bättre liv nån annanstans.

### Utveckling

Han tror inte att Turkiets problem med kurderna kan lösas med militära medel men han tror heller inte att det PKK som förespråkar, separatism, någonsin kommer att vinna gehör hos turkar, varken hos myndigheter eller människor i gemen. Vad som måste till om det kurdiska problemet ska lösas är ekonomisk utveckling i den efter-satta regionen, menar han. Och självklart de kulturella rättigheter som kurderna begär, undervisning på kurdiska, radio och TV på det egna språket.

- De som är uppe i bergen och slåss nöjer sig inte med mindre än ett fritt Kurdistan, säger Ferit Demir, orädd journalist i Tunceli. Det är möjligt att PKK:s ledning kan

tala om något annat i sin propaganda, men för gerillan gäller en oberoende stat.

Han instämmer i den officiella bedömningen att PKK lidit svåra bakslag i Munsurbergen i höst. Och dödandet har tilltagit den senaste tiden. Armén har bråttom, tror han. Om högst två veckor är det full vinter i Tunceli och då kan man inte föra några krig i dessa berg.

Han tror att en tredjedel av befolkningen i Tunceli stöder PKK och att andelen ökar, inte minst för att armén gått fram så hårt som den gjort. Andelen ökar, här som på andra håll i Turkiets kurdiska områden, stödet för upprorsmännen tilltar och bitterheten och polariseringen.

Vi får inte lämna Tunceli efter mörkrets inbrott. Endera sidan, säger Ferit Demir, kan hejda oss i en vägspärr och döda oss - och skylla på den andra. Det är så det går till. □

— A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0576 4 I 0316 POR /AFP-PM93  
UE-Turquie

Condamnation de députés kurdes: le Parlement européen contre l'union douanière Turquie/UE

STRASBOURG, 15 déc (AFP) - Le Parlement européen a demandé jeudi la suspension immédiate des pourparlers sur la création de l'Union douanière entre la Turquie et l'UE et "en conséquence le report de la réunion prévue le 19 décembre prochain" à Bruxelles, en signe de protestation de la condamnation à Ankara de huit députés turcs d'origine kurde le 8 décembre dernier.

Dans une résolution, le Parlement a annoncé qu'il allait saisir le Conseil des ministres de l'Union européenne d'une demande en ce sens, rappelant que son approbation était nécessaire pour l'entrée en vigueur du projet d'Union douanière.

Le Parlement, dans ce texte, "invite les Etats membres à ne pas refouler les réfugiés kurdes venant de Turquie". Il affirme sa solidarité avec les députés condamnés et demande "que le verdict soit cassé, que soient annulées les sanctions prononcées, que ces députés soient libérés et rétablis dans leurs fonctions, que la décision de dissolution de leur parti soit rapportée".

Les députés européens estiment que l'arrestation, l'emprisonnement et la condamnation des huit députés "constituent une violation flagrante de la convention européenne des droits de l'Homme", ratifiées par la Turquie.

Les autorités allemandes et françaises se sont élevées contre la condamnation des huit députés kurdes, dont cinq à 15 ans de prison.

La réunion du Conseil d'association Turquie-UE, chargé de ce prononcer sur l'Union douanière entre la Turquie et l'UE - qui doit entrer en vigueur au 1er janvier 1996 - était prévue pour lundi prochain à Bruxelles.

Le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, a déclaré mercredi que "les relations Turquie-UE étaient entrées "dans une voie irréversible" et que la réunion (...) devait absolument avoir lieu le 19 décembre".

jld/ib/sod

AFP /JO0245/151926

DEC 94



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, DECEMBER 15, 1994

# 'Gulf War' Illness Vexes Doctors

## Tests of 1,000 Soldiers Turn Up No One Cause

By David Brown  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — Military physicians who have examined about 1,000 soldiers complaining of symptoms known popularly as "Gulf War syndrome" can find no chemical exposure, infectious organism or disease process that explains the complaints.

Nevertheless, in 86 percent of cases the physicians can diagnose a known medical illness. The root problem in the remaining 14 percent is still elusive, and those soldiers are being tested further, according to a Defense Department report.

About one-quarter of the people examined have psychiatric conditions — such as depression, tension headache and anxiety — as their primary diagnoses. Musculoskeletal diseases account for 16 percent of the cases; digestive diseases 7 percent, and respiratory diseases 6 percent.

The diagnoses range across all the body's organ systems and represent the sorts of illnesses seen among young adults in civilian life. The findings generally recapitulate those of the Department of Veterans Affairs, whose physicians have examined more than 17,000 Gulf War veterans no longer in the military.

"There is not a single agent here" causing illness, Stephen Joseph, assistant secretary of defense for health affairs, said at a briefing Tuesday on the military's Comprehensive Clinical Evaluation Program for Gulf War veterans. He added that while it was "theoretically possible" that a single diagnosis would be made in the recalci-

trant cases, he believed that those cases also would ultimately prove to have many causes.

About 11,000 active-duty, Reserve or National Guard soldiers have registered in the program since it was established in June, most by calling a hot line

---

**About 60 percent of the people complained of fatigue, 55 percent of joint pains, 50 percent of headache and about 45 percent of memory loss or sleep disturbances.**

---

set up by the Pentagon. By the end of November, 1,019 had been fully evaluated and about 8,700 were undergoing medical interviews and testing. The rest have declined evaluation or have not yet been contacted.

The spectrum of complaints is similar to that seen by Veterans Affairs doctors. About 60 percent of the people complained of fatigue, 55 percent of joint pains, 50 percent of headache and about 45 percent of memory loss or sleep disturbances.

A smaller fraction reported other problems, such as rashes and depression. Some of the registrants had been previously examined by military physi-

cians, but many were mentioning their illnesses for the first time.

The evaluation program is two-tiered. Patients first give a detailed medical history, including reports of chemical, physical, infectious or emotional "exposures" during Gulf service, and undergo a physical examination and routine laboratory testing. If no diagnosis is made, they are sent to one of the military's regional medical centers for in-hospital evaluation by subspecialists, more laboratory testing and diagnostic procedures.

The 14 percent of undiagnosed cases have all completed the second tier, Mr. Joseph said. They will now be referred to one of four "specialized care centers" — Walter Reed Army Medical Center and Bethesda Naval Medical Center in the Washington area, and two hospitals in Texas — where they will be evaluated anew.

Ultimately, military physicians may review the mysterious cases with consultants at the National Academy of Science's Institute of Medicine.

Mr. Joseph said the percentage of registrants given psychiatric diagnoses was "expected," and was similar to that seen among civilians going to adult general medical clinics.

In response to a question, the assistant secretary said there was no evidence that a drug called pyridostigmine, which was given to many soldiers for short periods as a partial protectant against gas attack, or pesticides, or a combination of the two, accounted for the illnesses seen in Gulf War veterans.

---

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, DECEMBER 15, 1994

---

### From Armenians to Kurds

*Regarding "A Test for Turkey: Liberty or Oppression for Kurds in Parliament" (Opinion, Dec. 7):*

9 As one whose parents were Armenian subjects in the Ottoman Empire, I fully understand Leyla Zana's frustration with Turkey's persecution of its Kurdish population. But she deludes herself in hoping for the Turkish government's recognition of Kurdish identity.

Despite Turkey's denial, the Ottomans during World War I solved their "Armenian question" by perpetrating the first genocide of the century. Armenians fought for and established an independent republic in 1918. In 1920, Armenia was attacked and divided by Turkey and the Soviets. Armenia again gained its independence in 1991 when the Soviet Union collapsed.

The Treaty of Sèvres, signed Aug. 10, 1920, granted statehood to Armenia and Kurdistan. But it proved

wortless. The Kurds will never have recognition of their identity, surely not statehood, so long as historic Kurdistan is controlled by the likes of Turkey, Iran and Iraq. The Western powers and Russia could care less.

As a footnote, it is said that the Ottomans during World War I instigated attacks by Kurds on Armenians. We might charitably attribute such acts to wartime conditions. In any event, I wish Mrs. Zana and the Kurdish people peace and security.

BEDROS ODIAN.  
Buffalo, New York.

Libération-15 décembre 1994



## GENS



AFP

### SEGOLENE ROYAL,

41 ans, a l'habitude: quand elle prend la parole dans l'hémicycle, on s'agit sur les bancs de droite. Hier encore, jour des questions au gouvernement, la députée des Deux-Sèvres s'est chargée de mettre de l'ambiance. Elle a accusé le gouvernement de fermer les yeux sur la nature du régime turque, qui emprisonne des députés soupçonnés de sympathie pour les Kurdes. Hurllements sur les bancs de la majorité, claquements de pupitres. Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères lui a rétorqué: «Aucune cause ne justifie la furie.»

Le Monde - 15 décembre 1994

### TURQUIE

#### Le procureur veut redemander la peine de mort contre les députés kurdes

Estimant que les accusés méritaient la peine capitale, le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat, Nusret Demiral, a annoncé, lundi 12 décembre, son intention de faire appel du verdict du procès des huit députés kurdes, condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement le 8 décembre à Ankara (le Monde du 10 décembre).

La Cour avait renoncé à poursuivre les députés pour trahison, faute passible de la peine capitale

en vertu de l'article 125 du code pénal turc, mais elle les avait reconnus coupables de soutenir les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Sept des condamnés appartiennent au Parti de la démocratie, pro-kurde et interdit. Cinq d'entre eux, dont une femme, Leyla Zana, devront purger quinze ans de prison, et un sixième, sept ans et demi. Les deux autres, dont le parlementaire indépendant Mahmut Alinak, resteront chacun trois ans et demi en prison. « Nous estimons que les chefs d'accusation sont couverts par l'article 125 », a déclaré Nusret Demiral. - (Reuter.)

L'Humanité - 15 décembre 1994

### Turquie

## Un avocat des Kurdes assassiné à Ankara

**M**AITRE Faik Candan, l'un des avocats des députés kurdes, porté disparu depuis le 2 décembre à Ankara, a été retrouvé mort, hier dans une banlieue de la capitale. Il était également l'un des dirigeants locaux du Parti du travail du peuple (HEP), parti auquel étaient affiliés les députés condamnés la semaine dernière à Ankara avant son interdiction et sa transformation en DEP (Parti de la démocratie). Il avait été l'un des avocats de ce dernier parti avant sa dissolution pour « séparatisme » en juillet dernier. M<sup>e</sup> Faik Candan avait disparu peu après avoir quitté son cabinet, près du palais de justice d'Ankara. Interrogé, le ministre de l'Intérieur avait nié qu'il ait été arrêté par

ses services. Une autre personne, connue pour son soutien à la cause kurde, Abdullah Arisoy, ancien journaliste de l'hebdomadaire « Yoni Ulke », est également portée disparue depuis une dizaine de jours. « Yoni Ulke », suspendu, a été remplacé par « Yoni Gundem », également interdit depuis avril pour « séparatisme ».

Selon le Code pénal turc, le « séparatisme » est considéré comme un crime de haute trahison et passible de la peine de mort. Le procureur d'Ankara, Nusret Demiral, a demandé dimanche la révision du procès des six députés kurdes condamnés le 8 décembre à de lourdes peines de prison estimant que la peine capitale devait leur être appliquée.

Le Soir de Bruxelles - 15 décembre 1994

### Un avocat pro-kurde retrouvé mort

M<sup>e</sup> Faik Candan, avocat pro-kurde porté disparu depuis le 2 décembre à Ankara, a été retrouvé mort, mercredi, dans une banlieue de la capitale, a-t-on appris de source kurde. M<sup>e</sup> Candan, également ancien président de la direction locale du Parti du travail du peuple (HEP, pro-kurde) dissous en 1993 pour « séparatisme », était l'un des avocats du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde), également dissous en juin dernier pour « sépa-

ratisme ». Un groupe d'avocats avait fait des démarches auprès du ministre de l'Intérieur Nahit Mentese, demandant son aide pour éclaircir le sort de leur collègue. M. Mentese avait indiqué alors que M<sup>e</sup> Candan n'avait pas été placé en garde à vue par la police et que les recherches pour le retrouver seraient poursuivies. L'avocat avait disparu après avoir quitté son bureau dans le centre de la capitale turque, non loin du Palais de Justice. Par ailleurs, Abdullah Arisoy, ancien journaliste de publications pro-kurdes, est également porté disparu depuis une dizaine de jours à Ankara, selon la même source. (AFP.)

humanité **dimanche** - 15 décembre 1994

# 15

**ANS DE PRISON POUR  
LEILA ZANA, DEPUTÉE KURDE**

Les juges d'Ankara ont donc osé : ils ont condamné cinq députés kurdes, dont Leïla Zana, première femme du Kurdistan élue parlementaire, à 15 ans de prison, et trois autres à des peines de 3 ans et demi à 7 ans et demi, pour délit d'opinion. Accusés, sans la

moindre preuve, de « complicité de terrorisme », les 8 députés ont, en réalité, été lourdement punis pour avoir plaidé en faveur d'une solution politique du problème kurde, respectueuse des frontières de la Turquie et des droits du peuple du Kurdistan. Après ce verdict inique, prononcé dans un pays aspirant à entrer dans l'Union européenne, la protestation doit s'amplifier. A cet effet, l'Union des femmes françaises (25, rue du Charolais, 75012 Paris) a édité une carte postale de solidarité avec Leïla Zana et ses camarades, et appelle à des rassemblements, le 8 janvier, devant les représentations officielles de la Turquie.

— A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0498 4 1F 0188 TUR /AFP-VL99  
Turquie-UE

Union douanière: mise en garde turque contre un report ou un résultat négatif

ANKARA, 16 déc (AFP) - Le co-président de la Commission parlementaire mixte Turquie-Parlement européen, M. Tunc Bilget, a mis en garde vendredi contre un processus de "rupture" entre la Turquie et l'Union européenne en cas de report de la réunion de leur Conseil d'association, prévue pour lundi à Bruxelles.

Les Douze doivent en principe participer lundi à une réunion du Conseil d'association Turquie-UE qui doit se prononcer sur l'Union douanière, prévue pour entrer en vigueur le 1er janvier 1996.

"Un report éventuel de la réunion ou une décision négative sur l'union douanière réduirait à zéro l'influence de l'Union européenne sur la Turquie et déclencherait un processus de rupture avec l'Europe", a affirmé M. Bilget, lors d'une conférence de presse à Ankara.

Le Parlement européen a demandé jeudi la suspension des pourparlers sur l'Union douanière et le report de la réunion de lundi, en signe de protestation contre la condamnation de huit députés turcs d'origine kurde le 8 décembre à Ankara.

CE/hc/mnv/sod  
AFP /J00245/161815 DEC 94

## KURDES

## L'ÉPÉE DE DAMOCLÈS

Huit députés d'origine kurde étaient poursuivis pour « séparatisme » et « atteinte à la sûreté de l'Etat », deux chefs d'accusation qui faisaient planer sur eux la peine capitale. Le verdict prononcé jeudi 8 décembre par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara s'est soldé en quinze lourdes années d'emprisonnement pour cinq d'entre eux. Le procureur a fait appel pour obtenir la peine de mort.

La Cour de Sûreté a finalement abandonné les chefs d'accusation de « haute trahison » pour celui « de constitution de bande armée », passible de dix ans de prison, peine majorée de cinq ans en raison de mesures spéciales anti-terroristes. Quinze ans de prison, donc, pour Leyla Zana, Hatip Dicle, Selim Sadak, Ohran Dogan et Ahmed Turk. Les autres, Sedat Yurtas, Sirri Sakik et Mahmut Alinak, s'en sortent avec trois et sept ans et demi. Un verdict très lourd pour un délit d'opinion, surtout si l'on considère l'absence de preuves associées aux chefs d'accusation.

Ce procès n'est rien moins que celui d'un conflit vieux de dix ans déjà. Un conflit dans lequel le gouvernement turc investit près de 37 milliards de francs par an et qui a causé la mort d'une quinzaine de milliers de personnes dans la région du Kurdistan, à l'est du pays. Le Premier ministre, Tançu Ciller, s'était promis d'anéantir la rébellion kurde.

L'accusation de séparatisme n'est plus crédible aujourd'hui, même - semble-t-il - pour les groupes les plus radicaux. Le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, a abandonné officiellement ses revendications séparatistes et a appelé récemment à un cessez-le-feu, rejeté par Ankara. La cible de l'armée turque n'est pas tant la

rébellion que l'expression de l'identité kurde. Aussi, la condamnation des députés devait-elle être exemplaire.

Tous membres du DEP - le parti de la démocratie - les députés avaient été arrêtés en mars dernier, à la veille des élections municipales. Ces représentants des populations kurdes prônaient une solution politique au conflit turco-kurde, ce qui avait été traduit par « propos séparatistes » et complicité avec le PKK.

Le DEP, le seul parti pro-kurde avait été dissous sous la pression des autorités. Beaucoup d'opposants n'ont pas eu la chance de bénéficier d'une procédure juridique. Les exécutions sommaires perpétrées par des « escadrons de la mort » sont des faits connus des associations de droits de l'homme. Nezan Kendal, président de l'Institut kurde de Paris n'a d'ailleurs pas pu se rendre à Ankara pour assister au procès : « Cela aurait signifié un aller-simple », plaisante-t-il amèrement.

Le verdict s'avère être un compromis entre les exigences des militaires et des Turcs nationalistes d'une part, et celles des Kurdes et des défenseurs des droits de l'homme d'autre part. Les deux parties peuvent encore faire pencher la balance par des procédures d'appel et obtenir la libération des prisonniers ou bien leur tête. Mais la requête du procureur Demirel pour obte-



Orhan Dogan, Leyla Zana et Ahmet Turk à l'annonce du verdict.

Burhan/AP

nir la peine de mort semble une issue improbable compte tenu des pressions européennes et des risques d'explosion de violence en territoire kurde.

Forts de leurs trois cent vingt cinq défenseurs inscrits au dossier, les députés ont fait appel pour invalider le verdict : ils contestent tout le contenu des 450 pages du dossier d'accusation ; leurs avocats avaient d'ailleurs boycotté le procès qu'ils estimaient truqué. La défense, qui jouit de l'appui des pays occidentaux, peut également engager une procédure auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, laquelle pourrait aboutir à une condamnation de la Turquie.

Le gouvernement turc a dû essuyer les protestations de l'Occident, depuis le Département américain, les ministres des affaires étrangères, les associations de droits de l'homme, jusqu'au Parlement européen qui réclame la libération immédiate des députés. A l'Institut kurde de Paris, on juge cependant les pressions inter-

nationales et « les positions européennes molles » au regard de la gravité des faits.

En effet, l'Europe proteste. Mais elle maintient le projet d'union douanière que la Turquie doit signer le 19 décembre prochain. Par ailleurs, la décision de l'Allemagne de ne pas expulser de Kurdes vers la Turquie jusqu'au 20 janvier seulement peut laisser perplexe. Les violations de la Charte européenne des droits de l'homme par la Turquie n'ont jusqu'à présent pas provoqué de véritables sanctions de la part de ses voisins européens. Ceux-ci paraissent mener en effet une politique prudente à son égard, compte tenu du rôle joué par la Turquie dans le dispositif occidental dans la région. Mais il n'est pas à exclure que le Parlement européen adopte une attitude plus ferme à l'encontre de la Turquie.

Géraldine Berger

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

ECF0503 4 F 0359 TUR /AFP-VI99

Eco.-int.

Union douanière: mise en garde turque contre un report ou un résultat négatif

ANKARA, 16 déc (AFP) - Le co-président de la Commission parlementaire mixte Turquie-Parlement européen, M. Tunc Bilget, a mis en garde vendredi contre un processus de "rupture" entre la Turquie et l'Union européenne en cas de report de la réunion de leur Conseil d'association, prévue pour lundi à Bruxelles.

Les Douze doivent en principe participer lundi à une réunion du Conseil d'association Turquie-UE qui doit se prononcer sur l'Union douanière, prévue pour entrer en vigueur le 1er janvier 1996.

"Un report éventuel de la réunion ou une décision négative sur l'union douanière réduirait à zéro l'influence de l'Union européenne sur la Turquie et déclencherait un processus de rupture avec l'Europe", a affirmé M. Bilget, lors d'une conférence de presse à Ankara.

(A Bruxelles, on indiquait vendredi de sources diplomatiques que l'UE n'était pas sûre de pouvoir tenir son Conseil lundi).

Le Parlement européen a demandé jeudi la suspension des pourparlers sur l'Union douanière et le report de la réunion de lundi, en signe de protestation contre la condamnation de huit députés turcs d'origine kurde le 8 décembre à Ankara.

D'autre part, le secrétaire d'Etat grec aux Affaires européennes, M. Yannis Kranidiotis, a annoncé vendredi que la Grèce maintiendrait son veto lundi à l'union douanière car les conditions qu'elle a posées pour lever ses réserves ne sont pas remplies.

M. Bilget, député du Parti de la Juste Voie (DYP, droite) du Premier ministre Tansu Ciller, a critiqué la position d'Athènes.

Une décision "en faveur de la Turquie" serait "à la fois dans l'intérêt de l'Europe et de la Grèce" et "renforcerait la position des partisans d'une démocratisation en Turquie", a-t-il ajouté.

Mme Ciller avait rappelé, lors d'un déjeuner mercredi avec les ambassadeurs des pays de l'UE en poste à Ankara que la Turquie attendait de l'union douanière qu'elle l'ancre de manière définitive et irréversible à l'Europe. Elle avait averti qu'un échec pourrait amener un réexamen par la Turquie de ses liens avec l'Europe.

CE/hc/cad

## Turkey Endorses UN Children's Rights Convention - With Reservations

Çiçek Zoroğlu

**T**he Turkish Parliament ratified the United Nations Convention on the Rights of the Child on Friday, Dec. 9, with a vote of 185 to 19. Turkey was one of 22 nations that had not ratified the Convention, but in doing so, became the 169th nation to recognize the importance of implementing international standards to protect children.

President Turgut Özal signed the Convention in 1990. It took four years to ratify due to intense debate among the deputies over three articles in the Convention seeking to guarantee cultural and ethnic equality among minority children. Turkey could not accept the three articles without contradicting its stance towards the Kurds. The Parliament, therefore, rejected the three articles out of the 54-article Convention. Nevertheless, the passage represents a positive step forward in granting rights and liberties to children.

Citing children's vulnerability and need for special protection, the Convention seeks to ensure legal rights for children and guarantee them the fundamental human rights which have already been guaranteed to adults. UNICEF refers to the Convention as the "Magna Carta" for children, and says its international ratification was the fastest entry into force of any international human rights treaty.

James P. Grant, Executive Director for UNICEF, speaking at a press conference in Ankara last October, said that while some reservations would be acceptable, they could not be so numerous as to defeat the purpose of the Convention. Grant stressed that Turkey should ratify the Convention because of the nation's role as a model for the Central Asian Republics and Caucasias. The three reservations the Turkish Parliament placed on the Convention, although hindering the full effectiveness of the Convention, are not so profound as to defeat its purpose. Many other rights are secured for children in the treaty, such as freedom of expression, thought, conscience and religion. The Convention also secures health and health services for children and includes measures to prevent hazardous child labor that threatens a child's health, education or development. The articles the Turkish Parliament rejected were said to contradict its Constitution and laws.

One of the rejected provisions, Article 17(d), provides that members states must "encourage the mass media to have particular regard to the linguistic needs of the child who belongs to a minority group or who is indigenous."

Turkey already has a law which forbids television stations from broadcasting in an ethnic language other than Turkish. While this law does not prevent English-language television, Kurdish language television is prohibited. In rejecting this article, Turkey continues its ban against Kurdish-language televi-

sion. This reservation does not only affect children but also affects the entire Kurdish population, by reinforcing the suppression of the Kurdish identity. This stance, however, is contradicted by the fact that English-language broadcasts are allowed on television. Furthermore the state-run TRT broadcasts the news in English and German. Turkey, therefore, makes a distinction between international languages and ethnic languages so as to prevent the Kurdish language from taking root in Turkey.

Another rejected provision is Article 29, which states that member nations must ensure that education furthers "the development of respect for the child's parents, his or her own cultural identity, language and values . . ." This article runs contrary to existing Turkish law, which prevents education in ethnic languages.

The Kurds, representing the largest minority group in Turkey, therefore, may not establish their own schools or educational institutions. Because of the political implications in promoting the Kurdish identity through state-run schools, Turkey could not accept this article without further endangering the current situation in Turkey.

The oppression of minority groups is apparent in many other nations as well. For example the French prohibit girls from wearing the Muslim veil in schools, and the Macedonians are trying to pass a law blocking the establishment of an Albanian language university. Turkey, however, does allow English and German-language universities, but the Higher Education Board just passed a law in October mandating any newly established universities to use Turkish as its language of education, a further blow to any chances of the Kurds establishing their own universities.

The third rejected provision, Article 30, provides that, "In those states in which ethnic, religious or linguistic minorities . . . exist . . . a child . . . shall not be denied the right to . . . enjoy his or her own culture . . . or to use his or her own language."

The Kurds are not prohibited from speaking Kurdish among themselves or enjoying their own traditions within the family.

But they are prevented from publicly gathering and demonstrating in Kurdish. If children are to be guaranteed the right to freedom of expression, how can Turkey limit this right by requiring expression to be in Turkish?

By ratifying the Convention, Turkey has demonstrated a willingness to improve its human rights record. When Turkey passes the democratization bill in the coming months, these reservations will hopefully become void and further rights for children as well as adult minorities in Turkey will be allowed. ■

## Human Rights Diary

**According to PM no one has a perfect human rights record:** "One way or another, every country faces human rights violations within its borders," Prime Minister Çiller said in her message issued on Human Rights Day, Dec. 10. Recalling that the 46th anniversary of the acceptance of the Universal Declaration of Human Rights was being marked worldwide, Çiller said that the provision in the declaration that life, freedom and personal security were the right of every human being would not lose anything of significance and value as long as the world existed. Çiller said Turkey continued to make important progress in the development of democratization and human rights. "However the biggest threat against human rights is the one against the right to life. Our country has been struggling to prevent such violations," Çiller said. Pointing out that the steps towards further development of human rights had a direct link with the reinforcement of democracy, Çiller said while countries were struggling for progress in human rights and democracy, they should keep in mind that that would only be possible with solidarity and cooperation in the international field. (December 9, TDN)

**Demirel angered by Western reaction to DEP sentences:** President Süleyman Demirel reacted angrily to Western criticism of the sentencing of eight pro-Kurdish deputies, saying the trial judges, Parliament and the Constitutional Court had acted independently in cracking down on separatism. Prime Minister Tansu Çiller and the opposition chief joined in his backing of the verdict while but government-partner Social Democrats sided with foreign critics, saying it would isolate Turkey and block efforts for a peaceful settlement of the Kurdish problem. The State Security Court on Thursday handed down jail sentences ranging from 3.5 to 15 years on one independent deputy and seven former pro-Kurdish deputies tried for alleged links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) fighting a separatist war in the southeast. The court freed two politicians on parole, while one who got 7.5 years and five others given 15 years were expected to serve about a third of their sentences pending confirmation by the appeals court. They had been stripped of their parliamentary immunity last March, paving the way for their arrest and trial. The Constitutional Court later banned their Democracy Party (DEP). The verdict caused vociferous protests from Turkish and foreign human rights activists and politicians who threatened agitation to bar Turkey's integration with Europe. "There's no need for anybody to wail: neither here, nor abroad," Demirel said, addressing himself to the critics while touring the Parliament. "Now, what's Europe telling us? 'Well, let these people out of jail.' Just what does the man who says this think Turkey is? Turkey is a state of law. No one is grabbed by his collar and taken anywhere for no reason," he said. He stressed that those appealing to him as the president (for the release of people from prison) "should be knowledgeable enough to know that I am not the one who has put them there." "If the person they appeal to (for the release), either myself or the others, can take prisoners out of jail, it means that they can also put them in and this will be something very grave. What do they think Turkey is?" If there was any injustice, there were 428 (Turkish) deputies to protest that, Demirel noted, adding that he has been saying all along that if the system works, there will be a solution for everything. He said the judges in Turkey were independent, and "prosecutors were the eyes and ears of the state and its laws." and added "But there is also an unrestricted defense. What's more, the justice in Turkey is multi-tiered. The sentences are open to appeal. They are also open to the European Human Rights Court." The president said the state prosecutors took up the issue (of the pro-Kurdish deputies) in the face of threats aimed at the unity of the state and the case went through normal procedures. He said that in lifting the immunities of the former (pro-Kurdish Democracy Party) DEP deputies, Parliament had exercised its own free will, and no one gave orders to the Constitutional Court when it decided to close the party. (December 9, TDN)



Faik Candan's funeral took place under conditions of strict security. "Çiller, who's next?" and "killer state" were the slogans chanted by the mourners. TDN Ali Fuat Ulay

## Funeral held for murdered Kurdish lawyer

*Turkish Daily News*

ANKARA- Faik Candan, the Kurdish lawyer and former politician of the banned pro-Kurdish People's Labor Party (HEP) found murdered on Wednesday, was buried under conditions of stringent security after a funeral attended by thousands of friends and supporters.

Candan had disappeared from his office on Dec. 2 and his body was found on the outskirts of the town of Bala near the capital. He was blindfolded and had been shot five times.

Human rights activist groups blamed the secret police for the murder. Officials of the Istanbul Bar Association condemned the killing and called for those responsible to be caught as quickly as possible.

But Interior Minister Nahit Mentese said there were no leads so far to shed

light on the mystery killing, although the police had found some fingerprints and cartridges.

About 2,500 people attended the funeral of the slain politician and they protested the murder which they said was the latest in a series targeting Kurdish businessmen, lawyers and intellectuals.

"Çiller who's next," "Murderer state," the mourners chanted. Police cordoned off the mosque at which funeral rites were performed and lined the road leading to the cemetery to prevent illegal demonstrations.

The disappearance of the lawyer had prompted concerns to be voiced about his safety and calls for him to be found. Despite the suspicions raised about his detention, police officials denied holding the missing lawyer.

But Candan's friends said they had

information that he had been tortured. The pro-Kurdish daily *Özgür Ülke* claimed that Candan's body displayed torture marks.

Turkish officials have come under strong criticism from local and foreign human rights groups over hundreds of "unsolved murders" of local Kurdish politicians and intellectuals, particularly in the Southeast where the state forces are locked in combat against the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK). Critics have accused the police of employing "death squads" or Muslim fanatic militants to "silence" Kurdish dissenters. Government officials have dismissed the allegations. The murder comes in the wake of the sentencing of the Kurdish politicians expelled from the Turkish Parliament and the bombing of the *Özgür Ülke* offices in Istanbul and Ankara.



**A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.**

FRA0131 4 I 0180 TUR /AFP-DO67

Turquie-Kurdes

Rebellion du PKK: 5.130 morts en neuf mois et demie en Turquie, selon des chiffres officiels

ISTANBUL, 18 déc (AFP) - La rebellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a fait 5.130 morts entre 1er janvier et 13 octobre dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde, a rapporté dimanche l'agence turque Anatolie, citant des sources officielles.

Il s'agit de 3.430 rebelles kurdes, 893 membres des forces de sécurité et 807 civils tués dans le conflit armé opposant le PKK aux forces de l'ordre turque, selon l'agence qui cite les sources du ministère de l'intérieur. Anatolie affirme que les 807 civils --69 femmes et 75 enfants-- cités dans le bilan, ont été tués par le PKK.

294 rebelles kurdes ont été arrêtés par l'armée turque et 309 autres se sont rendus aux forces de l'ordre pendant la même période, selon la même source.

L'armée turque a intensifié ses opérations depuis le printemps 1994 dans le but d'anéantir le PKK, en rebellion armée contre Ankara depuis plus de 10 ans dans l'est et le sud-est anatoliens.

KG/jlb/br

AFP /JO0245/181234

DEC 94

**A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.**

ECF0047 4 F 0210 TUR /AFP-EO69

Eco.-int.

Turquie-UE/douanes: la Turquie n'a pas de concession à faire (Mme Ciller)

ANKARA, 18 déc (AFP) - Le premier ministre turc Mme Tansu Ciller a estimé dimanche à Ankara que son pays n'a aucune concession à faire concernant l'Union douanière avec l'UE et a mis en garde la Grèce contre les conséquences d'un veto de sa part, a rapporté l'agence Anatolie.

"L'union douanière est envisagée dans des accords. Mais nous n'avons aucune concession à faire pour y arriver, ni dans le domaine des droits de l'Homme, ni à Chypre" a déclaré Mme Ciller, dans un discours devant un syndicat d'ouvrier.

A propos de la Grèce, qui a déclaré son intention de maintenir son veto à l'union douanière entre Ankara et l'UE, Mme Ciller a déclaré que ce pays "ne devrait pas avoir peur de l'amitié de la Turquie, mais devrait prendre garde à son hostilité".

Ces déclarations interviennent à la veille de la réunion prévue du Conseil d'association Turquie-UE à Bruxelles qui devait en principe se prononcer sur l'Union douanière, prévue pour entrer en vigueur le 1er janvier 1996. Cet accord paraissait compromis ces derniers jours en raison du veto de la Grèce et à la suite du lourd verdict contre huit députés turcs d'origine kurde le 8 décembre à Ankara.

KG/dk

AFP /JO0245/181727

DEC 94

# Human Rights Watch/Helsinki condemns the trial of THIV chairman and research director

*The letter says the trial of Önen and Argun represents another clear attack on the principle of free speech which lies at the heart of the rule of law*

*Turkish Daily News*

ANKARA- In a letter to the Turkish Prime Minister Tansu Çiller, Jeri Laber, the executive director of the New York-based group, Human Rights Watch/Helsinki claimed the clear violation of the principle of free speech in Turkey.

Laber's letter concerns the trial, due to start today, of the chairman of the Turkish Human Rights Foundation (THIV) Yavuz Önen and research director Fevzi Argun on Monday at the Ankara State Security Court (DGM) on charges under Article 8/1 of the Turkish Anti-Terror Law, for promoting "separatism" in the "The Torture File 1980-1994" booklet published by the Foundation.

The letter said that the indictment stemmed from three paragraphs in the fifty-six-page booklet funded by the John Merck Foundation and the European Union.

"The trial against Önen and Argun represent another clear attack on the principle of free speech, which lies at the heart of the rule of law, human rights and liberal democracy.

The Republic of Turkey has clearly set these fundamental principles as its goals, evidenced in various international treaties. Turkey has signed and in Turkey's desire to join the European Union (EU)," according to Laber.

Laber urged Prime Minister Çiller "to amend Turkey's Anti-Terrorism Law so that the charges against Önen and Argun can be dropped and free speech, one self-stated principle of the Republic of Turkey, will not regularly fall victim to its own laws."

Laber is executive director of the nongovernmental organization, established in 1978 to monitor and promote to observance of internationally recognized treaties in Africa, the Americas, Asia, the Middle-East and among the signatories of the Helsinki accords.



Yavuz Önen

The introduction to the booklet entitled, "Sept. 12, 1980, a step into darkness," written by Yavuz Önen, had been presented as the section contain-

ing the separatist messages by the court.

Argun is being charged for a paragraph he wrote on page 10 of the booklet regarding the "Kurdish problem."

The first hearing will be held on Dec. 19 at the Ankara DGM court number 2.

The booklet was published on September 12, 1994 coinciding with the Sept., 12, 1980 military coup. It describes the "human rights violations" which allegedly took place after the 1980 coup at the hands of the continuing military transition government. Various "torture cases", "deaths under custody" or "while in prison" were detailed in the booklet.

The book claims that "390 people died in the past fourteen years during interrogation or while in prison, 13 during hunger strikes and 17 under torture." The booklet was seized by the authorities after publication.

## Interior Ministry: terrorist activity is decreasing

*Turkish Daily News*

ANKARA- According to information from the Interior Ministry, 807 civilians and 893 security personnel died in attacks carried out by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the period from Jan. 1. to Oct. 13, 1994, the Anatolian news agency reported on Sunday.

The dead included 69 women, 75 children and 227 village guards.

Security forces killed 3,430 PKK members and captured 294 more in the same period. Three hundred and nine terrorists surrendered to the government forces.

A spokesman from the Emergency Rule Governors' office said that terrorist activity had decreased over the last couple of years.

"The PKK is in deep trouble, not only in Turkey but also abroad. There are many internal divisions and the leadership is trying to prevent a dissolution by force but they will not succeed," the official said.

MONDAY, DECEMBER 19, 1994

*Turkish Daily News*

A.F.P.-A F P -A.F.P.-A F P -A.F.P.-A F P -A.F.P.-A F P -A.F.P.-A F

FRA0132 4 I 0278 TUR /AFP-HO22

Turquie-Droitshomme

Peines de prison requises contre cinq militants des droits de l'Homme

ANKARA, 19 déc (AFP) - Le procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara a requis lundi, lors de deux procès distincts, de 6 mois à 5 ans de prison contre cinq militants des droits de l'Homme turcs, dont deux dirigeants de la Fondation des droits de l'Homme de Turquie (TIHV).

Ces deux derniers, Yavuz Onen et Fevzi Argun, qui risquent de 2 à 5 ans de prison, sont poursuivis pour avoir fait de la "propagande séparatiste" dans deux phrases d'un rapport évoquant 230 cas de morts sous la torture depuis 1983.

Il s'agit d'une phrase faisant état de "l'interdiction du mouvement démocratique et politique kurde" en référence à l'emprisonnement de huit députés kurdes condamnés le 8 décembre entre 3 ans et demi et 15 ans de prison, et d'une autre estimant que le "fossé entre les peuples kurde et turc s'approfondissait". Elles ont été considérées par le procureur comme éléments de "propagande séparatiste".

Ce premier procès a été ajourné au 29 décembre.

L'autre procès concerne quatre membres de l'Association turque des droits de l'Homme (ATDH), dont son président Akin Birdal et son secrétaire général Husnu Undul.

Le procureur a demandé l'acquittement d'un des accusés et des peines de prison de 6 mois à 2 ans pour les trois autres.

Ils sont accusés également de "propagande séparatiste" pour avoir participé à la rédaction d'un livre intitulé "Vue générale des villages brûlés" qui accuse les forces de l'ordre turques d'incendier des villages dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Ce second procès a été reporté au 11 janvier.

YM/HC/ms

AFP /JO0245/191125

DEC 94

MONDAY, DECEMBER 19, 1994

International Herald Tribune

## Turkish Predicament

It is the right of the elected government of Turkey to spend the country's resources and put at risk its cohesion, democracy and reputation in battle against a small armed minority Kurdish separatist movement. But to the American government and other friends of Turkey, it becomes a matter of great political and strategic worry to see a friendly, democratic and allied country, already strained by other cares, further exhausting itself in struggle with the Kurds.

The latest episode is sobering. For what most Western democracies regard as political offenses, a government, which has ceded authority on this broad issue to a nationalistic military, arrested eight members of Parliament on charges of aiding and abetting the illegal terrorist guerrilla force known as the PKK. Al-

though treason charges carrying a death penalty were dropped, the eight were convicted and sentenced to prison for up to 15 years. The authorities proceeded despite public protests from Turkey's closest foreign friends, despite the country's internal uneasiness and international isolation and despite possible delay in its access to the European customs union.

Of course, it is easy for Turkey's friends, from the comfort of their distance from its agony, to issue advice about the appeal of a political solution — regional autonomy for the Kurds, cultural privileges in language and education and so on. The Turkish authorities, often feeling misunderstood and put upon, set that advice against the imperatives of sovereignty and against the revulsion generated by a guerrilla force that, competent observers

suggest, is even more brutal (although not nearly so numerous and powerful) as the army that opposes it.

Yet unwelcome as the message must be, it is the right message. Prime Minister Tansu Ciller's struggling government in Ankara badly needs to work its way back to the search for conciliation that was being conducted by President Turgut Ozal at the time of his death only two years ago.

No one should underestimate the political and operational traps of a strategy meant to pry the more moderate civilian Kurds, like those just convicted, from guerrillas wedded to extremism in means and end. But neither should anyone underestimate the damage that an unrelieved hard line will do to Turkey — and to the great interest that anxious Americans and others have in the stability and good sense of a major regional partner and friend in trouble.

— THE WASHINGTON POST.

Les Douze devraient donner aujourd'hui  
le feu vert à la création d'une union douanière

# La Turquie « force » les portes de l'Europe

*Le premier ministre Tansu Ciller a beau redoubler d'efforts pour améliorer l'image de son pays, beaucoup reste à faire en matière des droits de l'homme.*

## Rébellion kurde : plus de 5 000 morts en 1994

La rébellion séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a fait 5 130 morts entre 1<sup>er</sup> janvier et 13 octobre dans l'Est et le Sud-Est anatoliens, à majorité kurde, selon des sources officielles citées par l'agence turque Anatolie. Il s'agit de 3 430 rebelles kurdes, 893 membres des forces de sécurité (turques) et 807 civils. Ces derniers, dont 69 femmes et 75 enfants, auraient tous été tués par le PKK, selon Anatolie. L'armée turque a intensifié ses opérations depuis le printemps 1994 dans le but d'anéantir le PKK, en rébellion armée contre Ankara depuis plus de 10 ans dans l'Est et le Sud-Est anatoliens. (AFP.)

ANKARA :  
de notre envoyé spécial  
**Claude LORIEUX**

Cheveux en bataille, le regard déterminé, empoignant, tel un légionnaire romain, le « bélier » des troupes d'assauts, Tansu Ciller « force les portes de l'Europe ». Le caricaturiste du journal *Milliyet* n'a pas raté Madame le premier ministre. Il a accroché à sa jupe trois boîtes de conserves vides. La première s'appelle « droits de l'homme », la seconde « liberté d'expression » et la dernière « DEP », le parti kurde dont six députés ont été condamnés, le 8 décembre, à des peines allant de sept à quinze ans de prison.

C'est aujourd'hui, à Bruxelles, que les Douze devraient donner le feu vert à la création, d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1996, d'une union douanière, à laquelle l'économie turque se

prépare consciencieusement depuis deux ans. A condition qu'Athènes n'y mette pas son « veto » en exigeant une date pour l'adhésion de Chypre. A condition aussi que certains pays ne s'y opposent pas pour donner aux Turcs une nouvelle « leçon de démocratie ».

La « dame de fer d'Ankara » regretterait d'avoir mis en branle, au printemps dernier, la dynamique qui perturbe aujourd'hui ses projets européens. Pressée par le chef d'état-major, qui l'avait prise sous son aile protectrice... et envahissante, elle avait juré de « chasser le PKK » (guérilla séparatiste kurde) du Parlement. Les députés avaient levé l'immunité de leurs collègues kurdes du DEP (en principe indépendant du PKK), permettant à la cour de sûreté de l'État de les envoyer à la potence... Le pire fut évité par un artifice de procédure, à la veille du jugement, qui tombait, comme par un fait exprès, le

jour du sommet européen d'Essen. Les réactions, tant aux États-Unis qu'en Europe, furent néanmoins violentes.

Depuis lors, Tansu Ciller rame furieusement pour améliorer l'image de son pays. Elle a, la semaine dernière, convié à déjeuner les ambassadeurs européens.

## La tentation de l'islamisme

Le premier ministre a reconnu devant eux, avec une humilité inhabituelle, que « le comportement du pays en matière de droits de l'homme devait être amélioré » et qu'il fallait peut-être « aborder différemment » le dossier conflictuel des relations gréco-turques. Elle promet dans la foulée une réforme prochaine de la Constitution...

L'éditorialiste du journal *Turkish Daily News* souligna que la plaidoirie aurait été plus efficace si elle était venue plus tôt. La Turquie ne manque pas d'arguments. Michael Lake, l'ambassadeur de l'UE à Ankara, souligne que ce pays de 60 millions d'habitants est le dixième partenaire commercial des « douze », avec lesquels elle fait 45 % à 50 % de son commerce.

La décision d'Ankara d'entrer dans l'union douanière européenne est au moins autant politique qu'économique. Tout le monde en est conscient. Un diplomate occidental ajoute : « A force de rencontrer les Européens chaque semaine à Bruxelles, la Turquie va devoir s'adapter. C'est son pari. » Sedat Ergin, chef du bureau d'Ankara du journal *Hurriyet*,

ajoute : « Si la Turquie entre dans l'Union européenne, les critiques européennes en matière de droits de l'homme auront plus de poids. »

Pour Michael Lake, un « non » – improbable – des « Douze » à l'union douanière « profiterait aux anti-Européens et notamment aux islamistes », les grands vainqueurs des dernières élections municipales. C'est aussi l'avis de Yavuz Önen, le président de la Fondation des droits de l'homme, dont le procès s'ouvre aujourd'hui devant la cour de sûreté de l'État (il risque entre deux et cinq ans de prison pour sa préface d'un rapport sur la torture). « Les Douze, dit-il, doivent aborder plus franchement la Turquie. S'ils continuent à la traiter comme un « pays tampon » entre l'Europe et le Proche-Orient, elle sera plus tentée par l'islamisme ou les rêves de l'Empire ottoman. » Seyrafettin Elci, ancien ministre (et également poursuivi pour délit d'opinion) renchérit : « En tant que kurde, je soutiens l'entrée du pays dans l'Union européenne. »

Si le Conseil se séparait sans donner le feu vert à l'Union douanière, la déception serait grande. Toutefois les Turcs ont de bonnes raisons de penser que la présidence française mènera à son terme l'entreprise engagée par l'Allemagne.

Un diplomate occidental souligne qu'« aux yeux des Douze, l'importance stratégique de la Turquie l'emporte sur les inquiétudes pourtant sérieuses que soulèvent les violations des droits de l'homme ». Ce n'est pourtant pas en multipliant les procès politiques que la République turque gagnera ses galons de membre à part entière de communauté des États de la vieille Europe.

C. L.

FRA0514 4 I 0429 BEL /AFP-LN52

UE-Turquie

L'UE tient à l'union douanière avec la Turquie, mais est attentive aux droits de l'Homme

BRUXELLES, 19 déc (AFP) - L'Union européenne, sauf la Grèce, a rappelé lundi soir son souhait de conclure avec la Turquie un accord d'union douanière tout en rappelant Ankara à ses obligations sur les droits de l'Homme et le règlement de la question chypriote.

Au cours d'un Conseil d'association UE-Turquie lundi soir à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne et leur homologue turc Murat Karayalçin n'ont pu conclure, comme prévu, les négociations sur un accord douanier, essentiellement en raison de l'opposition de la Grèce.

"Je rappelle que le Conseil européen d'Essen a confirmé l'importance attachée à la cloture des négociations avec votre pays sur l'achèvement et la mise en oeuvre de l'union douanière et au renforcement de nos relations réciproques", a déclaré le ministre allemand Klaus Kinkel au ministre turc.

Les déclarations de M. Kinkel, prononcées au nom de onze des douze Etats membres et de l'Autriche, la Finlande, la Suède qui adhéreront le 1er janvier, ont été rendues publiques en marge de la réunion d'association.

La Grèce s'est opposée à la conclusion de l'accord douanier, mettant en avant la question des droits de l'Homme et à la situation à Chypre. La partie Nord de l'île est occupée par les troupes turques.

M. Kinkel, qui présidait la réunion, a formulé l'espoir que les travaux sur l'union douanière "puissent progresser très rapidement afin que nous puissions nous rencontrer à nouveau au cours des premiers mois de 1995 pour aboutir aux décisions nécessaires à cet effet". La date de février prochain a été avancée dans les milieux européens pour une prochaine réunion.

"L'Union reste profondément préoccupée par la situation à Chypre et l'absence de progrès" sur cette question, a cependant rappelé M. Kinkel. "Nous espérons que la Turquie contribuera à sa solution", a précisé le ministre allemand, ajoutant que "le statu quo à Chypre est inacceptable".

"Sur Chypre, la Turquie veut que le statu quo soit remplacé par une solution juste et viable qui doit être négociée sur un pied d'égalité et qui soit mutuellement acceptable pour les deux parties de l'île", a répondu M. Karayalçin.

Enfin, M. Kinkel a exprimé la préoccupation de l'Union après la condamnation à des peines de prison de huit députés d'origine kurde.

Dans sa réponse, M. Karayalçin a déclaré que les tribunaux turcs sont "indépendants et totalement impartiaux", selon le texte rendu public.

hr/mm/mfo

AFP /JO0245/192153

DEC 94

*Le Journal de Genève* — 19 décembre 1994

### CONGRÈS Libération de Kurdes demandée

Une centaine de personnes réunies en congrès à Berne ont demandé samedi la libération de la parlementaire kurde

Leyla Zana et de ses camarades. Les participants aux congrès ont adopté une résolution invitant les gouvernements suisse et européens à une intervention énergique en faveur des condamnés. Leyla Zana et les autres membres du Parti de la démocratie, interdit, ont été condamné le 8 décembre à de longues peines de prison par un tribunal d'exception turc. (ATS)

## Türkei bangt um EU-Zollunion

**Ankara.** In türkischen Regierungskreisen war am Wochenende Margeritenblütenzupfen angesagt: Sie liebt mich, sie liebt mich nicht. Gemeint war die Europäische Union, deren Assoziierungsrat heute Montag den türkischen Beitritt zur Zollunion absegnen soll. Die Unterschrift aller zwölf Aussenminister würde 1996 die meisten Handelschranken zwischen der EU und Ankara beseitigen und der Türkei den Zugang zum europäischen Markt ebnen.

Der türkische Prozess gegen acht Parlamentsabgeordnete der Demokratie-Partei (DEP), die Anfang Dezember wegen ihrer verbalen Unterstützung kurdischer Autonomieforderungen zu langjährigen Gefängnisstrafen verurteilt worden waren, fand in Europa ein durchwegs negatives Echo. Bereits früher hatten Berichte verschiedener Menschenrechtsorganisationen über die Gewalt an der kurdischen Zivilbevölkerung für schlechte Stimmung gesorgt. Sie wurde noch angeheizt durch die turkeikritische Haltung des EU-Mitglieds Griechenland, das vor allem die «Besetzung» Nordzyperns zum Anlass nimmt,

Ankaras Weg nach Europa zu blockieren. Seit über zehn Jahren sperrt Athen durch sein Veto 700 Millionen Dollar europäische Finanzhilfe an die Türkei.

Auch dem Rahmenvertrag zur Aufnahme der Türkei in die Zollunion steht Griechenland ablehnend gegenüber. Trotzdem befürwortete die EU-Mehrheit noch vor zehn Tagen die geplante Erweiterung der 1963 angelaufenen Partnerschaft zwischen Brüssel und Ankara – bis die acht türkisch-kurdischen Parlamentarier in klarer Verletzung der Europäischen Menschenrechtskonvention wegen «Meinungsäusserungsvergehen» zu Staatsverrätern abgestempelt wurden. Ein Aufschrei der Entrüstung ging durch westliche Ratssäle. Mit dem Ergebnis, dass das Europäische Parlament am letzten Donnerstag dem EU-Assoziierungsrat empfahl, die Zollunions-Verhandlungen mit der Türkei auszusetzen.

Ankara, das sich zuvor um die «Meinung ausländischer Moralisten einen Dreck scherte», wie der Herausgeber eines türkischen Wochenmagazins feststellt, schien über die westlichen

Proteste bass erstaunt. Premierministerin Tansu Ciller versuchte zu beschwichtigen: «Wir wollen ja nicht Vollmitglied werden, sondern nur Handelschranken abbauen.» Doch Ankaras liberaldemokratische Tageszeitung «Cumhuriyet» misstraut der Premierministerin: «1995 steht Cillers Wiederwahl zur Debatte. Als Vertreterin eines marktwirtschaftlichen Kurses braucht sie die Rückendeckung durch Europa.»

Die eine Voraussetzung hat Cillers Regierung mit der von der Weltbank verlangten Verabschiedung des Privatisierungsgesetzes erfüllt. Politische Konzessionen jedoch, in erster Linie die Beseitigung des seit dem Militärputsch von 1980 bestehenden Antiterror-Gesetzes, das die Versammlungs- und Meinungsäusserungsfreiheit drastisch einschränkt, stossen in der konservativen Regierungspartei auf Widerstand. Am Sonntag liess Ciller verlauten, um zur Zollunion zu gelangen, habe ihre Regierung «keine Konzessionen zu machen», weder im Bereich der Menschenrechte noch in der Zypern-Frage.

Martin Peter

## Le procès des droits de l'homme

*Accusés de soutenir la guérilla kurde, Yavuz Önen et Akun Birdal passaient hier devant la Cour de sûreté de l'État.*

ANKARA :  
de notre envoyé spécial  
Claude LORIEUX

La liberté d'expression était au banc des accusés hier à Ankara. La deuxième chambre de la Cour de sûreté de l'État a entendu successivement Yavuz Önen, président de la Fondation des droits de l'homme, et Akun Birdal, président de l'Association des droits de l'homme.

Tous deux sont inculpés de « propagande séparatiste », en

clair de lutter pour l'indépendance des régions kurdes du sud-est de la Turquie. Ils tombent sous le coup de la loi antiterroriste votée récemment – en 1991 – par le Parlement.

Dans la préface d'un *Rapport sur la torture* (420 morts en prison depuis le coup d'État de 1980), Yavuz Önen accuse les autorités d'« assimiler chaque revendication du peuple kurde au PKK » (guérilla marxiste). Il dénonce en outre « l'idéologie impérialiste, primitive et nationaliste » du pouvoir...

Déjà poursuivi pour deux

discours « séparatistes », Akun Birdal comparaisait hier pour avoir publié *Profil d'un village évacué*, un opuscule où il dénonçait la destruction par l'armée de 874 villages kurdes.

Quarante personnes, les familles, les amis ainsi que des représentants d'ambassades occidentales et du Parlement européen faisaient face aux quatre magistrats, à haut col vermillon.

Invité à s'expliquer, Yavuz Önen, 58 ans, évoque la naissance de sa Fondation (qui gère quatre centres de traitement physique et psychologique des victimes de torture) et souligne que le problème kurde doit être résolu pacifiquement. Il rejette l'accusation de propagande séparatiste. La machine à écrire du greffier

crépité. La télévision filme. La mécanique judiciaire fonctionne sans heurt. L'audience est reportée au 29 décembre.

Au tour d'Akun Birdal, dont c'est la seconde comparution dans cette affaire. Il est rejoint dans le box des accusés par l'un des défenseurs de Yavuz Önen : cet avocat est lui aussi accusé de « séparatisme » ! Il manque toujours un inculpé. Le président interroge. Akun Birdal répond : « Il est en prison depuis trois semaines. La cour de sûreté lui a déjà donné trois ans. » Le greffier enregistre. Le procureur se lève. Pour lui, la cause est entendue : l'auteur de *Profil d'un village évacué* fait la propagande du PKK. Il demande de six mois à trois ans de prison. Le procès reprendra le 11 janvier.

Venu de Paris pour la Fidh (Fédération internationale des droits de l'homme), M<sup>e</sup> Maxime Otto commente : « Ces procès atteignant directement la liberté d'expression. Ils violent les principes élémentaires de la Déclaration universelle et de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. »

C. L.

Le Figaro — 20 décembre 1994

## Turkish jets strike Metina region in Northern Iraq

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkish jets and Cobra helicopters launched a cross-border operation on Monday to destroy the training camps of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) located in mountainous regions of Northern Iraq.

The announcement of this latest operation came from the office of the Emergency Rule Governor in Diyarbakır. In the past, such announcements were normally made by the Turkish Chief of General Staff.

The announcement said that a two-phased attack operation was successfully carried out by F-16 Fighting Falcons and Cobra Helicopters to two different camps located in the mountainous Metina region in Northern Iraq.

However, independent sources said that the PKK militants were not really affected during the operation as they had gone underground.

In separate reports, it was stated that the Turkish Armed Forces had inflicted great losses on PKK militants dur-

ing operations in Tunceli, Munzur, Sırnak's Cudi and Gebar and Ağrı's Tendürek and little Ağrı mountain regions in the Southeast.

An estimated 150,000 soldiers participated in the major land operations with the Turkish Air Force also providing support for the army.

In another terrorist attack in the Southeast, Fuat Çık, serving as a doctor major in the Turkish armed forces was killed by militants of the outlawed Revolutionary Left (DEV-SOL), in Elazığ on Wednesday night.

## Demiral: Transfer of convicted DEP MPs is a normal procedure

*Turkish Daily News*

ANKARA- Nusret Demiral, chief prosecutor of the Ankara State Security Court said Thursday that the transfer of convicted deputies of the now defunct Democracy Party (DEP) to another prison was a normal procedure.

In a statement to the Anatolia news agency, Demiral, referring to speculation that the former DEP deputies would be transferred to the Eskişehir maximum security prison, said that

they were now in Ankara prison but since they had been convicted, they could legally be sent to other prisons. Demiral noted, however, that it was the responsibility of the general directorate responsible for prisons, not the State Security Court, to make that decision.

The State Security Court on Dec. 8 sentenced one independent deputy and seven former pro-Kurdish deputies who had been charged with having links to the outlawed Kurdistan

Workers' Party (PKK) to prison sentences ranging from 3.5 to 15 years. The court freed two politicians on parole. The others, one of whom was sentenced to 7.5 years and five to 15 years, were expected to serve about a third of their sentences pending confirmation by the appeals court. They had been stripped of their parliamentary immunity last March, paving the way for their arrest and trial. The Constitutional Court later banned the DEP.

## Diyarbakır DGM issues an arrest warrant for two UN officials

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Diyarbakır State Security Court on Thursday issued an arrest warrant for two United Nations officials for alleged arms smuggling.

The two U.N. officials - Joseph Michael Donahue (U.S.), an administration official at the U.N. International Aid Coordination Center

and Christopher Jamer King (United Kingdom), an official at the U.N. International Humanitarian Aid Organization, did not appear during the court hearing despite repeated summons having been sent to their addresses.

The case against the two had been brought by the DGM Chief prosecutor for attempted arms smuggling from the

Habur border gate located in Southern Turkey.

During a border check, Turkish security officials found 18 rounds of ammunition used by "Kanas" type sensitive rifles, 217 rounds of ammunition for Kalashnikov type rifles, eleven 9 mm. bullets, three empty magazines for Kalashnikovs and similar equipment in a Toyota jeep.

International Herald Tribune - December 16, 1994

## U.S. Presses Turkey on Rights Cases

WASHINGTON (NYT) — The Clinton administration has increased pressure on Turkey to stop human rights abuses after a state security court convicted eight Kurdish members of Parliament last week of supporting an illegal Kurdish separatist group.

The State Department has suggested that the Kurdish lawmakers were convicted for merely speaking out on behalf of their people. Some officials voiced concern that two speeches cited were made by parliamentarians to the Carnegie Endowment for Peace and the Helsinki Commission of the U.S. Congress.

The administration is trying to press Turkey without straining relations to the breaking point. Turkey has long been one of America's closest allies in the Middle East.

The European - December 16, 1994

## Jail for Kurd MPs 'lenient'

A SENIOR prosecutor said jail sentences of up to 15 years given to eight Kurdish MPs were too lenient and vowed to demand their executions. "The decision we wanted did not come out of the court," said Nusret Demiral, chief prosecutor at Ankara's state security court, where the MPs were tried on treason charges.

After a last-minute change of charges, seven MPs from the now banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP), and one independent MP, were charged and jailed for separatism.

"We had made our evaluation on these [MPs] in the indictment. We believe their actions were covered by article 125."

Article 125 carries the death sentence for treason. The MPs were accused of acting politically for the banned separatist Kurdistan Workers' Party (PKK).

The charges against the MPs were changed at the hearing on 8 December which eventually imposed the jail sentences, and they were accused of forming or associating with armed gangs.

The sentences provoked concern from the West and calls for swifter democratisation in Turkey.

**Suspended sentence:** A Briton received a ten-month suspended jail sentence on 12 December for his involvement in a jet-ski crash in a southern seaside resort in September.

Paul Stephen Grundy, 28, was found guilty of causing



TURKEY

death and bodily injury. The prosecution had urged the court to sentence him to up to five years in jail and impose a heavy fine, but the court instead decided to suspend the sentence as it felt that Grundy had not caused the accident deliberately and had made efforts to rescue the victims.

Jane Baker, 21, from Ireland, and Peter Everett, 22, from England were killed, and Diane Thornton, 24, and Grundy were slightly injured in the crash in Marmaris, 475 kilometres south of Istanbul.

Grundy was released on bail in October after testifying that he was unable to prevent the accident. He did not attend the trial.

**New appointment:** Turkish Deputy Prime Minister Murat Karayalcin was appointed foreign minister on 12 December.

Karayalcin, acting foreign minister for the past two weeks, replaces Mumtaz Soysal, who resigned four months after his appointment due to disagreements with Prime Minister Tansu Ciller, whom he accused of interfering with ministry affairs.

Karayalcin's period as a stand-in ran out on 12 December according to the constitution. Some parliamentary sources said that Karayalcin might have been appointed just to win time to choose another replacement for Soysal.

Libération - 16 décembre 1994

## L'Europe ne signera pas le traité d'union douanière avec la Turquie

LE TRAITÉ D'UNION DOUANIÈRE entre l'Union européenne et la Turquie, qui devait être conclu le 19 décembre à Bruxelles, ne le sera pas, a confirmé hier un haut responsable français. Le Conseil d'association Turquie-UE qui devait prendre la décision, ne se réunira pas. Et le quatrième protocole financier, d'un montant de 600 millions d'écus, ne sera pas débloqué, comme la France s'était efforcé de l'obtenir. A Strasbourg, au même moment, le Parlement européen votait une résolution affirmant qu'il s'opposerait à la conclusion de cette union douanière.

La décision européenne, prise à la suite du sommet d'Essen, découle avant tout de l'opposition farouche de la Grèce (en conflit avec la Turquie au sujet de Chypre) indique-t-on de source diplomatique à Paris, plus que de l'effet négatif de la

condamnation, prononcée le 8 décembre par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, à l'encontre de huit députés d'origine kurde accusés de liens avec l'organisation de guérilla du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantiste). Le gouvernement d'Ankara mène une répression sanglante contre le PKK, et il est accusé de violations massives des droits de l'homme à l'encontre des populations kurdes du sud-est du pays dans ce conflit qui a fait 16.000 morts en dix ans, dont 3500 cette année.

L'annulation du traité d'union, qui aurait pris effet à partir du début 1996, représente un coup dur pour le gouvernement de Tansu Ciller qui affirmait encore mercredi: «L'Union douanière reliera d'une façon irréversible la Turquie à l'Europe.»

P.S.

L'Humanité - 16 décembre 1994

## La FIDH dénonce la dictature turque

La Fédération internationale des droits de l'homme a estimé hier que «derrière l'apparence de la démocratie, une dictature de fait s'installe en Turquie». La FIDH dénonce l'arrestation de M. Yavuz Onen, président de la Fondation turque des droits de l'homme, qui comparaitra lundi prochain pour délit d'opinion devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara en même temps que le président de l'Association turque des droits de l'homme, M. Akin Birdal. La FIDH saisit la Commission des droits de l'homme de l'ONU pour demander la libération immédiate des députés kurdes condamnés la semaine dernière et annonce qu'elle nomme l'un de ces députés, M<sup>me</sup> Leïla Zana, sa déléguée permanente auprès de l'ONU. A Bonn, la présidente du Bundestag, Rita Suessmuth, a dénoncé jeudi en séance plénière les lourdes condamnations prononcées le 8 décembre contre les députés et a appelé la Turquie à «examiner avec attention ces jugements et à suspendre jusque-là leur application».



—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

ECF0301 4 F 0487 BEL /AFP-UB11  
eco.-int.

Lourde menace sur la réunion d'association entre l'UE et la Turquie

BRUXELLES, 16 déc (AFP) - Génée par la condamnation à des peines de prison de députés d'origine kurde et par une opposition générale de la Grèce, l'Union européenne n'est pas sûre de pouvoir tenir lundi à Bruxelles son Conseil d'association avec la Turquie, a-t-on indiqué de sources diplomatiques.

La présidence allemande de l'Union européenne a bien l'intention d'organiser cette réunion entre les chefs de la diplomatie des Douze et le ministre turc des affaires étrangères et vice-Premier ministre Murat Karayalcin.

Ce Conseil d'association doit en particulier conclure les négociations sur un accord d'union douanière entre l'Union et la Turquie.

"La présidence envisage de tenir ce conseil d'association. Nous y sommes contraints, nous sommes engagés contractuellement et il faut que l'Union douanière se concrétise pour entrer en vigueur le 1er janvier 1996", a déclaré vendredi un diplomate allemand.

Mais comme dans l'affaire de l'embargo qu'elle inflige à la Macédoine depuis février, la Grèce risque, grâce à la règle de l'unanimité, d'imposer ses vues à l'ensemble de l'Union. "Nous avons une réserve générale, le Conseil ne pourra donc pas adopter de position commune", a indiqué un diplomate grec, en précisant que son pays n'était pas disposé à faire des compromis d'ici à lundi.

La décision de tenir la réunion sera prise lundi par les ministres des affaires étrangères de l'Union, quelques heures seulement avant le rendez-vous prévu avec le ministre turc.

La Grèce peut choisir de ne pas participer au Conseil d'association, et donc, en vertu de la règle de l'unanimité, en provoquer l'annulation. Elle peut aussi y siéger mais bloquer toute décision, et en particulier celle sur l'accord douanier.

Les Grecs mettent en avant la situation de Chypre, dont une partie est occupée par la Turquie, le non respect des Droits de l'Homme par le gouvernement d'Ankara, mais aussi l'état de préparation des dossiers. Ils se prononcent pour un report du Conseil d'association au mois de mars.

L'accord pour la création d'une union douanière constitue une priorité pour le gouvernement turc. "Les relations entre la Turquie et l'Union européenne qui datent de 30 ans atteindront leur point culminant avec l'union douanière", a déclaré mercredi le Premier ministre turc Tansu Ciller.

La position de la Grèce a été renforcée par les réactions des gouvernements européens à la condamnation récente à des lourdes peines de prison de députés turcs d'origine kurde. Le président de la Commission européenne Jacques Delors s'était, lui, montré réticent à une conclusion rapide de l'union douanière, en raison de ces préoccupations sur les Droits de l'Homme.

Pour les mêmes motifs, le Luxembourg souhaite le report du Conseil d'association. Mais sa position n'est pas aussi ferme que celle de la Grèce

hr/rhl

AFP /JO0245/161520

DEC 94

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0425 4 I 0295 TUR /AFP-UV80  
Turquie-USA

Les Etats-Unis se défendent d'appliquer un embargo sur les ventes d'armes à la Turquie

ANKARA, 16 déc (AFP) - Les Etats-Unis n'appliquent "aucun embargo" sur les ventes d'armes à la Turquie, a déclaré vendredi à Ankara le secrétaire adjoint américain à la Défense Joseph Nye, arrivé jeudi dans la capitale turque pour évoquer la coopération militaire entre les deux pays.

"Il n'y a aucun embargo sur les ventes d'armes à la Turquie", a dit M. Nye, en recevant un groupe de journalistes turcs. Il a toutefois fait état de "quelques difficultés" au Congrès dues au système américain consistant à notifier à l'avance l'intention de vente d'armes à l'étranger et à "quelques pressions de certains milieux au Congrès en ce sens".

Une partie de la presse turque avait fait état de blocages dans la livraison de certains équipements militaires à la Turquie en raison des problèmes de droits de l'Homme dans ce pays.

M. Nye, également co-président du Groupe de Défense Turquie-Etats-Unis, a réaffirmé que son pays "soutient l'intégrité territoriale" de la Turquie et "sa lutte contre le terrorisme", mais "qu'il faut, en faisant cela, respecter les droits de l'Homme".

Il faisait allusion à la lutte de l'armée turque contre la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Les négociations turco-américaines se poursuivent depuis plus d'un an et demi pour le renouvellement du DECA, accord quinquennal signé en 1980 pour régir les relations militaires Turquie-USA dans le cadre d'engagements au sein de l'OTAN. Il avait été renouvelé par tacite reconduction pour un an pour la troisième fois consécutive à l'issue de la seconde période quinquennale en 1990.

CE/mb/sod

AFP /JO0245/161704

DEC 94

Evénements

**MONDE**

**TURQUIE**



**Les Kurdes encore menacés**

On savait que le procès et la condamnation de huit députés kurdes (notre photo), dont une femme, à de lourdes peines de prison, par la Cour de sûreté d'Ankara, n'étaient qu'une parodie de justice. Accusés de «sé-

paratisme» et d'«atteinte à la sûreté de l'État» par le procureur général Nusret Demiral, ils étaient passibles de la peine maximale, la mort. Mais au dernier moment, les juges, appliquant les directives du gouvernement turc qui craignait les protestations internationales, avaient abandonné les chefs d'accusation de haute trahison et ont condamné cinq des huit élus du peuple kurde à quinze ans de prison, pour «assistance à un groupe armé». Cette volte-face de dernière minute a offert l'occasion au Premier ministre Mme Ciler de prétendre que «la justice turque est indépendante». Toutefois, au moment où les dirigeants de «ce groupe armé», le PKK, renoncent au séparatisme sinon à la lutte armée et le terrorisme, le jugement prononcé va relancer la violence toujours suivie de répression. Et pour que cette relance sanguinaire soit assurée, le même procureur Nusret Demiral, fidèle valet des autorités d'Ankara, a décidé de faire appel du jugement - il le trouve trop clément - et réclame à nouveau la peine de mort. Quel meilleur exemple de la politique du pire?

## Socialist International working group on Kurds meets in Ankara

Turkish Daily News

ANKARA- A working group of the Socialist International (SI) met here on Friday to discuss the situation of the Kurds in Turkey and the Middle East, but a pro-Kurdish politician recently released from jail complained that fears of prosecution prevented many of the participants from speaking openly. The meeting of the SI's Middle East Committee Working Group on Kurds was hosted by the Social Democratic People's Party (SHP), the junior partner in the centrist coalition led by Prime Minister Tansu Çiller.

The meeting brought together representatives from fellow social democrat parties in Europe as well as Kurdish politicians and intellectuals.

The meeting, held in camera, focused on the situation of the Kurds in Turkey, Conny Frederiksson, a Swedish social democrat who chairs the Working Group, told The Turkish

Daily News. "We (foreign participants) are here only to listen. We will make an evaluation afterwards," Frederiksson said. Sırrı Sakık, a pro-Kurdish politician freed on bail after the recent controversial sentencing of eight Kurdish politicians for separatism had complained to the meeting that "participants did not feel secure enough to talk openly on the issue." "Participants cannot speak their minds say freely because of past experience. During our trial, our private conversations were brought up as evidence against us, therefore people want to be careful. This is the problem. First we have to overcome that. Everybody should be able to talk freely in Turkey," said Sakık, brother of the one of the military chiefs of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) fighting a separatist war in the southeast.

In answer to a question Sakık said the sentencing of the Kurdish politicians had been dis-

cussed at the meeting. "Not only the Europeans but also the Turks say our friends (imprisoned deputies) did not get a fair verdict. Every day I receive hundreds of letters or telephone calls from the Turkish people who say the same thing. We have to stop talking about the Europeans. I believe that Kurdish question will be solved by the Kurdish and Turkish peoples."

On Dec. 8, a Turkish court sentenced seven pro-Kurdish politicians, who had been previously expelled from the Turkish Parliament, and an independent to jail sentences ranging from 3.5 to 15 years over alleged links with the PKK.

The verdict prompted strong criticisms from the West. Sakık and another politician who got lighter sentences were freed on bail. The working group was also to discuss the situation of the Kurds in Iran and Iraq at its two-day meeting.

### EXCLUSIVE



Richard Barkley

**US Ambassador: We condemn terrorism, but urge upholding Western standards**

*'We support Turkey's integration with the European Union'*

By Inur Çevik  
Turkish Daily News

ANKARA- At a time when international pressures concerning Turkey's human rights record have mounted, Richard Barkley, the outgoing US Ambassador to Ankara, expressed concern on the issue while extending support to Turkey's campaign against terrorism. "You've heard our statements in the past and that is we are very concerned about human rights...After all, we have all committed ourselves under certain standards imposed by Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE) of behavior and any deviation from that behavior is a source of concern," he told the Turkish Daily News in an exclusive interview before his departure.

valid way of expressing their concerns," he said.

Barkley also expressed his country's support for Turkey's membership in the European Union. "We think it would be unfortunate if that didn't occur. On the other hand, we ourselves are not members of the European Union and so it is not up to us to preach to others as to what they should do," he said.

Referring to Turco-Greek ties, Barkley called for restraint on both sides in dealing with what he called historical problems. "We would strongly endorse more active exchanges between both governments. You are both sovereign, strong governments and you will seek your way on the basis of your own interests. I think it is generally expected, and understood, that your interests impact on a much broader area and particularly in NATO. It's not easy to be in an alliance and have two people feuding within that alliance," he said.

"The problems in Turkey are enormously complex and the question of human rights against the question of terrorism is a very difficult one to balance," he said, stressing that the United States has been the foremost in its condemnation of the terrorist campaigns in Turkey.

"We make no apologies for that, it is the right thing to do. On the other hand, it seems to be the announced position of this government, one that I endorse, that the state will honor its obligations to every Turkish citizen and anybody living within the confines of Turkey in terms of human rights," he added. While Barkley said that speaking to terrorist organizations was not an option, he stressed that it was "necessary" to "reach out" to segments of the public that may be dissatisfied. "Those groups must have a

## US officials say no arms embargo now but possibility can not be discounted

Turkish Daily News

ANKARA- A senior U.S. administration official has strongly denied the existence of an arms embargo on Turkey due to developments in Southeast Anatolia where Turkish security forces are combatting Kurdish separatism by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

But another U.S. official did not rule out the possibility of an embargo in the event of "a severe deterioration in the human rights situation in Turkey," given the growing sensitivity in the U.S. Congress over the manner in which Ankara is handling its Kurdish problem.

This official, who wished to remain anonymous, said that such a "deterioration," with increasing allegations of human rights abuses by the security forces, could move the U.S. congress to imposing an arms embargo on Turkey.

Asked if he detected any such possibility at the present time the official said "he merely saw some clouds on the horizon," and tried to

dispel any suggestion of "immence" in this context.

Joseph Nye, a U.S. Assistant Secretary for International Security Affairs, while denying the existence of an arms embargo, for his part conceded nevertheless that there are "difficulties" arising from legal procedures vis-a-vis the U.S. Congress concerning arms sales to foreign countries. Nye, who was recently appointed as Assistant Secretary of Defence, and who arrived in Turkey on Thursday on an orientation visit, told a group of journalists on Friday over lunch that he was in Ankara to start a "strategic dialogue" about why the Turkish-U.S. relationship remains crucial.

He said that he had instructions from U.S. Secretary for Defence William Perry to impress upon his Turkish interlocutors the importance Washington continues to place on its relations with Ankara.

Nye said that the perception that the importance of this relationship had diminished as a result of the end of the cold war was wrong for three main reasons.

First, he said, Turkey's geostrategic location in the Middle of the turbulent triangle represented by Balkans, the Caucasus and the Middle East had in fact increased this country's importance for the U.S. rather than decreasing it.

Secondly, he said, the fact that Turkey, a predominantly Muslim country, is democratic and secular with a market economy makes it eminently important for the U.S. as a model proving as it does that a "clash of civilizations" is not necessary.

Nye went on to say that this second reason was what lay behind his country's exhortations in terms of enhanced democracy and human rights in Turkey; exhortations which, he said, were aimed at strengthening and not weakening Turkey.

The assistant Secretary for Defense said in this context that his country fully recognized Turkey's right to combat terrorism by the PKK, but added that this had to be carried out with respect for human rights.

Asked if there was a "de facto" embargo imposed by Washington on Turkey because of allegations of human rights violations by the security forces in Southeast Anatolia Nye, denied very strongly that such an embargo existed.

He said the problem which was perceived in Turkey as an embargo arose from the fact that the U.S. Congress had the constitutional right to seek as much clarification as it deems necessary about a certain transaction concerning arms sales to a foreign country.

"In the American system of government, the administration has to notify Congress in advance of any intention to sell arms — usually that period is 30 days. You have to have the consent of the Congress before you can begin the bureaucratic procedures of actually moving equipment," Nye said.

"So if you consult with congress and there are indications of concern, you may draw back a little before submitting a request. That is not an arms embargo — that is part of the normal administrative/legislative bargaining that goes on" Nye pointed out that this situation does not pertain just to Turkey and that it happens in many cases of arms sales by his country where the administration "will choose when to send something forward depending on what looks like the best moment in Congress to get it through."

"There is also a licensing procedure which sometimes can draw the attention of critics (of Turkey). This often requires additional time to explain what it is the administration is trying to do and why it is important" Nye said.

"And that is why it is very important for Turks and Americans who share the same values — we want the integrity of Turkey, we want democratic societies, we want the protection of human rights — to make sure that we don't play into the hands of those who destroy this consensus" he added.

Nye went on to highlight in this respect that it was Turkey's legitimate right to combat PKK terrorism, just like it is Great Britain's right to combat the IRA, or Spain's to combat ETA.

But he said it is important that there are clear rules of engagement in this context that are adhered to rigidly. "If you are not very careful about applying rules of engagement that protect human rights, and you let your forces take revenge against civilians, that then becomes reported and it is used by terrorists. It goes to the Congress or European Parliamentarians who, for all kinds of reasons, may wish to punish Turkey — and it plays into their hands," Nye said.

Nye went on to emphasize once more and in clear terms that there is no arms embargo on Turkey imposed by the U.S. "Again: there is no embargo.

There are difficulties that arise in the process of arms sales which are related to the fact that the American administration has to notify the Congress of its intention to sell weapons, and that Congress can delay these sales by asking for more information.

I repeat that is a problem which does not just affect Turkey, but which affects quite a number of countries. This is not an embargo — actual or de facto — and the administration does not want an arms embargo." Nye went on to indicate that the situation in Bosnia and the debate about NATO's expansion were the main agenda items in his talks in Ankara.

He said that a key subject in this context was the question of a possible pull out by U.N. peacekeepers in Bosnia, an operation which would need vast military resources both in terms of men and materiel and in terms of logistics.

Nye said that this pullout operation, which neither Washington nor Ankara wanted to see happening, would also put NATO in a position of having to call on Turkey — a key alliance member — for all nature of military support.

Responding to another question Nye said that the question of the extension of the mandate of

Operation Provide Comfort, the allied operation based in Turkey for protecting northern Iraqi minorities, had taken up very little space in his discussions in Ankara.

A U.S. official indicated that Washington did not have "a real answer" to what would happen if the Turkish Parliament decided not to extend the mandate for another six months next week when it takes up the matter.

"We have no real alternative to Turkey for this operation. Suggestions that we can take it elsewhere or that we can carry it out from an aircraft carrier were not necessarily true," he said.

The official said that they did not have an answer to the question as to whether the operation would be terminated if the mandate was not renewed.

## Turkey condemns EP's call to postpone key meeting

Demirel shrugs off decision: 'It is not the end of the world'

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey, worried by the European Parliament's recommendation to postpone a key customs union meeting, warned that putting the meeting off would start a process that will isolate Turkey from Europe.

Tunç Bilget, the co-chairman of the Turco-European Parliament joint commission, said there was no difference between postponing next week's Turco-EU Association Council and giving Turkey an "unconditional no."

He also accused the European Parliament of "never passing a favorable decision on Turkey."

The last decision by the E.P. had been the suspension of the joint parliamentary commission of Turkish and European MPs. This latest statement upheld the suspension and condemned a Turkish court's verdict to imprison eight former Democracy Party deputies for up to fifteen years.

The Euro-MPs, voting 145 to 84, recommended that the European Union postpone the customs union and said that the Parliament would have to approve any such agreement with Turkey. However, the European Parliament's call for suspending the customs union received a negative reaction from European Union's External Affairs Commissioner Hans van den Broek.

Van den Broek said the European Union would nevertheless forge ahead with customs union talks.

"(But) talking about a customs union is more likely to increase our chances of exerting influence...(on Turkey)...than rejecting the thing out of hand (would)," he said.

He said that Turkey had made more economic concessions than the E.U. towards achieving the customs union. In what is obviously a move to allow time for improvement of ties between Turkey and the E.P., he reminded the deputies that even if signed right away, the customs union would not become effective immediately.

"The European Union has responsibilities toward Turkey and this was confirmed at the Essen summit last week," he said. But the commissioner sided with the Parliament's criticism over the human rights issue and said: "What they (Turkish leaders) are doing is likely to lead to a cooling of relations rather than a warming."

But some Turkish officials accused the European Parliament of using the DEP

verdict as an excuse. "The human rights issue is just an excuse created by the Europeans in general and Greece in particular for preventing Turkey's integration with the European Union," True Path Party deputy chairman Ismail Kose said. Tunç Bilget, meanwhile, said that the interest of the state necessitated a favorable decision by the Association Council. "Anything contrary to that would mean the beginning of Turkey's isolation from Europe," he said.

But Tunç Bilget's reaction was more pessimistic than that of President Süleyman Demirel, who said in Portugal that the E.P. decision "was not the end of the world."

TDN's Burak Bekdil reported that Demirel had said that there was no reason to be pessimistic because of the decision that, theoretically, had no more than technical value.

"I am still optimistic. Negotiations regarding the customs union will take place on Dec. 19 in Brussels," he said.

# Intolerance in Turkey may be our doom



İlnur Çevik

## EDITORIAL

Turkey is living through a crisis of intolerance which may lead to the destruction of the country if the current trends continue. Today, we see fundamentalism of all types mushrooming in our country which is a great danger.

Intolerance has been widespread in our country for several decades. If someone talked about the rights of the masses or the suffering of the poor people in Turkey, they were once branded as "communists" and were led to the gallows.

Then communism fell apart with the demise of the Soviet Union, and we ended up in a new era of intolerance where "Kurds" and "believers" were targeted.

Communism was an ideology and despite the fact that there were so many people who supported left-wing ideals and were branded "commies," it was hardly a major divisive issue because still more than 75 percent of

our people voted for conservative parties.

Then came the explosive and controversial Kurdish issue, which involved nearly 11-15 million people in our country. This is an ethnic issue which has the potentials of dividing a country. That is why we fought hard to confine this to the limits of a terrorist problem and said since all citizens of the Turkish Republic are first-class citizens, then the people of Kurdish origin in Turkey can live well in this unitary state. Now we see a disturbing trend in Turkey where there are attempts to split this country between believers and nonbelievers. The name of the game is to draw the name of our great leader Kemal Atatürk into the debate and thus win supporters.

Yet, it has become apparent that those who claim to fight for the cause of Atatürk, firstly, do not understand what this great leader who was the architect of the modern Turkish republic stood for and, secondly, do not have any notion of Islam which they try to despise... That has become apparent with many of our journalist colleagues having made fools of themselves against their "pro-religious" counter-

parts in numerous TV shows. Atatürk was a good Muslim and respected religion. The fact that he set up the secular system in Turkey was to protect the believers as much as the state.

We believe in the secular republic of Kemal Atatürk and his reforms. But we also say utmost respect for religion and its institutions have to be shown as this country is a country of believers. We see that this respect is not shown and, on the contrary, deep divisions are being created which could lead to serious incidents.

There is a serious, growing conservative trend in Turkey. The believers are making clear headway while certain Muslim fundamentalists are using this as a smoke screen to further their own aims. So those who are trying to cut down this advance have only managed to come up with slander and dirty tricks which are backfiring all the time. All they are doing is to serve to strengthen the conservative ranks and weaken their own position. Instead of this dangerous game they could well try to use tolerance, dialogue and goodwill. That is the cause the Turkish Daily News will fight for. The name of the game is patriotism.



CHRONIQUE DU HUITIEME JOUR  
MARC KRAVETZ

## Petits arrangements avec la mort et la vie

Leyla Zana n'a pas été condamnée à mort. Cette jeune femme de 33 ans, députée kurde de Turquie, comparait avec sept de ses collègues devant la Cour de sûreté de l'Etat de son pays. Arrêtée plusieurs fois et plusieurs fois torturée, elle était à Paris à la veille de son ultime arrestation, en compagnie de deux autres députés kurdes et de son mari Mehdi Zana. Aucun membre du gouvernement n'avait accepté de les recevoir. Leyla et ses collègues ont pris quinze ans de prison.

Le procureur avait requis huit peines de mort contre les parlementaires. Le seul «crime» qui leur était reproché était d'avoir parlé du droit des Kurdes de Turquie. François Mitterrand avait exhorté ses partenaires de l'Union européenne à protester auprès d'Ankara. L'Allemagne et les Etats-Unis ont également fait connaître leur réprobation. La justice et le gouvernement turcs ont décidé de se montrer «cléments» : Leyla Zana est au trou jusqu'en 2009.

Au cours d'une émission politique de télévision très attendue, le soir du 11 décembre, le président de la Commission européenne a, en peu de mots, mais fermement et nettement, condamné la sentence prise contre les députés kurdes. Il a dit, sans les précautions de langage usuelles, que cette Turquie-là n'avait pas sa place dans l'Europe d'aujourd'hui. Aucun homme politique de ce poids et de ce rang ne l'avait fait en public avant lui. On dira que la question n'avait pas été posée à d'autres. Peut-être. Grâce, donc, en soit rendue à Anne Sinclair, et honneur à Jacques Delors.

Mis en cause à propos des droits de l'homme

# Les dirigeants turcs tentent de sauver les négociations sur l'union douanière avec l'Europe

Les parlementaires européens ont demandé, jeudi 15 décembre, au Conseil des ministres des Douze de suspendre les pourparlers sur la création d'une union douanière avec la Turquie, et le report de la séance de négociations qui doit avoir lieu lundi 19 décembre à Bruxelles. Le premier ministre turc, M<sup>me</sup> Ciller, s'efforce de son côté d'atténuer l'effet produit en Europe par la condamnation, la semaine dernière, de huit députés d'origine kurde et par la répression menée contre les Kurdes.

ISTANBUL

de notre correspondante

A quelques jours de la réunion du conseil d'association, prévue pour le 19 décembre, qui devrait déterminer les relations futures entre la Turquie et l'Europe, Ankara a lancé une ultime offensive diplomatique pour tenter de surmonter les effets négatifs du verdict prononcé le 8 décembre dernier contre huit députés kurdes et des violations répétées des droits de l'homme. Cette politique répressive a suscité la semaine dernière les protestations de diverses capitales européennes, dont Paris et Bonn.

En conversant par téléphone avec plusieurs dirigeants européens et au cours d'un repas offert le 14 décembre aux ambassadeurs des Douze à Ankara, le premier ministre, Tansu Ciller, a tenté de s'assurer que le processus entamé il y a plus de vingt ans, avec la signature en 1963 à Ankara de l'accord d'association, ne dérailera pas à la dernière minute sous la pression des opinions publiques occidentales. Elle a réitéré sa détermination à conclure une union douanière avec l'Union européenne.

Les enjeux, économiques et politiques, sont importants, pour Ankara comme pour l'Europe. « Les impératifs géopolitiques et stratégiques continuent de l'emporter sur les préoccupations humanitaires », explique un

diplomate européen, qui place le rapprochement avec la Turquie dans un contexte de politique régionale, post-Union soviétique. Si le calendrier prévu est maintenu, la Turquie entrera, le 1<sup>er</sup> janvier 1996, dans une relation de libre-échange avec les pays de l'Union européenne.

## Une cible économique de choix

Depuis 1973, ce pays exporte librement la plupart de ses produits, à l'exception des textiles soumis à des quotas, vers l'Europe. Les importations européennes, en revanche, demeurent soumises à des tarifs qui ont été réduits graduellement au cours des dernières années, pour atteindre 12 % en 1994. Avec un volume d'échanges de 20 milliards de dollars par an, la Turquie se place au dixième rang des partenaires commerciaux des Douze et, malgré les difficultés économiques actuelles, ce marché de 60 millions d'habitants, loin d'être saturé, demeure une cible de choix pour les milieux d'affaires européens.

Les politiciens turcs, par leurs déclarations, donnent souvent l'impression de se cabrer sous les critiques des Européens, mais ils n'en demeurent pas moins convaincus que l'union douanière avec l'Europe est la voie du futur pour leur pays. Longtemps divisés et préoccupés par leurs intérêts immédiats, les cercles politiques et ceux des affaires semblent avoir atteint une convergence sur la question ; le parti de la prospérité (RP, islamiste) demeure un opposant isolé au rapprochement avec les Douze.

L'Union européenne, qui absorbe près de 50 % des exportations turques, est de loin le partenaire commercial principal d'Ankara, mais les retombées de l'accord, qui devraient confirmer l'ancrage de la Turquie en Europe, vont au-delà des chiffres. « Les conséquences politiques de l'union douanière sont perçues en Turquie, à juste titre selon moi, comme une étape vers l'adhé-

sion », déclarait dans un récent discours Michael Lake, le représentant à Ankara de la Commission européenne.

L'ex-ministre des affaires étrangères, Mümtaz Soysal, avait expliqué la position turque à un groupe de journalistes venus d'Europe en novembre, peu avant sa démission. « Nous avons accepté le défi malgré les risques qu'il implique », avait-il déclaré, « nous voulons nous prouver à nous-mêmes que nous pouvons surmonter les difficultés et faire face à la concurrence européenne. » Les consommateurs turcs devraient bénéficier de l'arrivée de produits industriels étrangers qui forceront les compagnies locales à adopter des normes de qualité similaires. Mais il est certain que cette adaptation sera difficile pour certains secteurs de l'industrie turque, l'industrie automobile par exemple, longtemps protégés par les barrières douanières, qui seront durement touchés par la concurrence accrue de leurs rivaux européens.

Bien qu'une assistance financière n'ait pas été prévue dans le cadre de l'accord d'Ankara, ni dans le protocole additionnel signé en 1970, les Turcs insistent sur la nécessité d'un soutien financier. Ce sentiment semble partagé par plusieurs des Douze, qui se heurtent cependant à l'opposition d'Athènes. « Si nous voulons que la Turquie surmonte avec succès le choc de l'union douanière, nous estimons qu'il sera nécessaire de débloquer des fonds importants », explique un représentant européen.

Les Turcs devront encore éliminer plusieurs obstacles avant d'accéder à l'union douanière. L'Assemblée nationale devra adopter dans le courant de 1995 plusieurs lois pour harmoniser sa législation avec celle de l'Union européenne, notamment sur la propriété intellectuelle et les brevets pharmaceutiques. « Le monde des affaires turc a aussi besoin de ces lois » explique Sedat Aloglu, président de la Fondation pour le développement économique (IKV), qui estime que la discipline

économique devrait contribuer à un environnement plus stable susceptible d'attirer les investisseurs étrangers. « Le gouvernement ne pourra plus agir à sa guise », dit-il.

## Les efforts renouvelés de M<sup>me</sup> Ciller

La question épineuse des droits de l'homme, et notamment le procès des députés d'origine kurde, qui « a apporté du combustible à la locomotive des anti-turcs » en Europe, remet cependant en question la possibilité d'une telle intégration et même d'une union douanière. « Dans la mesure où on franchit une étape, on va devoir parler politique », affirme un diplomate occidental qui estime qu'un assainissement du climat politique est indispensable.

Les autorités turques, même si elles protestent en affirmant que la politique ne doit pas empiéter sur un territoire essentiellement économique, semblent avoir compris ce message, si l'on en juge par les efforts renouvelés de M<sup>me</sup> Ciller. Si l'adoption de lois plus démocratiques est le prix à payer pour l'union douanière, il est possible qu'Ankara fasse quelques pas dans cette direction, notamment sous la pression des milieux d'affaires qui s'expriment de plus en plus fréquemment sur les questions de politique intérieure. Encore faut-il que le gouvernement de coalition, constamment sous pression et qui survit au jour le jour, puisse convaincre les « faucons » au sein de l'Assemblée nationale.

Les Européens sont conscients qu'une attitude intransigeante opposée à ce stade à la Turquie ne ferait que renforcer dans ce pays les cercles anti-occidentaux qui préféreraient qu'Ankara concentre ses efforts sur ses relations régionales. « Nous voulons donner un horizon à la Turquie » explique un diplomate européen, qui ajoute : « L'union douanière devrait favoriser les mouvements réformateurs et libéraux. »

NICOLE POPE

FRA0289 4 I 0174 TUR /AFP-EW48

Turquie-Kurdes

Procès contre deux dirigeants de la Fondation des droits de l'Homme

ISTANBUL, 18 déc (AFP) - Deux dirigeants de la Fondation des droits de l'Homme de Turquie comparaissent lundi devant la Cour de la Sûreté de l'Etat à Ankara, accusés de propagande séparatiste dans un livre qu'ils ont publié sur la torture en Turquie, a-t-on appris auprès de la fondation.

Le président de la fondation, Yavuz Onen, et un autre responsable, Fevzi Argun, sont passibles de 5 ans de prison, et d'une amende de 100 millions de Livres turques (13.000 francs environ), selon la même source

M. Onen est accusé d'avoir fait de la propagande séparatiste dans l'introduction de l'ouvrage "Le dossier de torture, 1980-1994", saisi aussitôt après sa parution. M. Argun est poursuivi pour avoir écrit dans le même sens un passage sur la question kurde.

Selon les auteurs de l'ouvrage, entre 1980 et 1994, 390 personnes sont mortes en détention en Turquie, dont treize au cours de grèves de la faim et dix-sept sous la torture.

KG/AF/mic/mmr

AFP /JO0245/181828

DEC 94

L'Humanité - 17 décembre 1994

*Aline Pailler*

## Le courage des députés kurdes

Députée européenne du groupe de la Gauche unitaire, Aline Pailler a lancé jeudi, depuis la tribune de l'Assemblée de Strasbourg, un appel en faveur de la défense des droits de l'homme en Turquie. En voici le texte :

« J'étais présente, le 8 décembre, à Ankara, au procès inique intenté aux huit députés kurdes. Je n'en suis pas revenue indemne. Je croyais être là pour apporter à ces députés une aide, un soutien, un réconfort. J'ai pleuré silencieusement, longuement, en tenant la main de la mère de Leyla Zana, j'avais honte de mes larmes devant la dignité de cette vieille femme, attendant le sort qui serait réservé à sa fille et aux députés de son peuple. Mes larmes - je l'ai compris plus tard - étaient celles de notre faiblesse. C'est elle, Leyla Zana et ses compagnons qui me donnaient par leur foi en la démocratie, jusqu'à lui sacrifier leur vie, une leçon, une grande leçon de courage politique. Ils étaient rayonnants de volonté, de sincérité et de fierté. Stendhal disait que « les peuples n'ont jamais que le degré de liberté que leur audace conquiert sur la peur ». Malheureusement, la liberté de ces condamnés kurdes n'est que celle,



Aline Pailler, députée européenne.

fondamentale, inaliénable, de ceux qui luttent pour des valeurs universelles. Cette liberté n'est qu'au fond de leur regard, parce que la lâcheté, voire la complicité active pour des intérêts économiques de la communauté internationale, permet à une démocratie fantoche de les laisser derrière les barreaux. Malgré les fameuses pressions internationales, la révision du procès pour les condamner à mort, cette fois, a été demandée par le procureur d'Ankara. Le jour du procès, les avocats de la défense portaient sur leur robe la photo d'un des leurs, disparu depuis le 2 décembre. Hier (mercredi - NDLR), cet

avocat, Faik Candan, a été retrouvé assassiné dans la banlieue d'Ankara. Je vous en supplie, pour une fois, soyons efficaces et en accord avec nos principes. Refusons la réunion prévue le 19 décembre pour la création de l'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne, tant que ces députés ne seront pas libérés et rétablis dans leurs fonctions. Aidons les démocrates turcs et kurdes à régler ces questions par la voie démocratique. Nous en avons le pouvoir à condition de ne pas nous contenter de déclarations d'intention. Le 19 décembre, Yavuz Onen, président de la Fondation des droits de l'homme turque passera, lui aussi, en jugement. Monsieur le Président du Parlement, mesdames et messieurs les Ministres membres du Conseil, monsieur Juppé et messieurs les Ministres français qui aurez la charge de la prochaine présidence du Conseil européen, montrez votre détermination sans faille pour que soient respectés les droits légitimes de ces 15 millions de citoyens d'origine kurde, et, à travers eux, de la Déclaration universelle des droits de l'homme.



# Journalists to plug the budget deficit

The total prison sentences handed down to journalists, writers, publishers and unionists has exceeded 500 years since the passage of the Anti-Terrorism Law 3.5 years ago. The fines levied add up to over TL 1 trillion.

By Sinan Yılmaz / *Turkish Daily News*

**W**hile controversy continues to rage around the new Anti-Terrorism bill, the number of journalists, writers, publishers and trade union officials sentenced to prison terms or fined are already being counted in hundreds. In fact, the number of those prosecuted since the law went into effect on April 12, 1991 has exceeded 500. Many professional people, led by journalists, writers, publishers, trade unionists and politicians were touched by the law. The sum of the fines handed down on offenders has exceeded the TL 1 trillion mark. Belying its purpose of fighting terrorism, the law in practice became a mechanism for punishing the press. A basic target for the law has been the prevention of propaganda for illegal organizations. But the implementation has shown that the law has contributed neither to the fight against terrorism, nor has it been able to prevent the spread of propaganda.

A favorite target for the law were articles or statements containing alleged "pro-Kurdish propaganda."

Any mention of the words "Kurd" or "Kurdistan" were seen as a legitimate reason for punishment.

The lion's share of the law's wrath fell on the editors and writers of left-wing dailies or periodicals.

Dozens of publications, whose writers were not deemed "journalists" by the authorities, were struck by the law. While many of the journalists, writers, publishers or unionists are currently serving out their sentences in prisons throughout the country, some others have fled abroad after the courts completed the legal proceedings against them.

Hundreds of other cases are being processed by the courts or waiting the final verdict of the appeals courts.

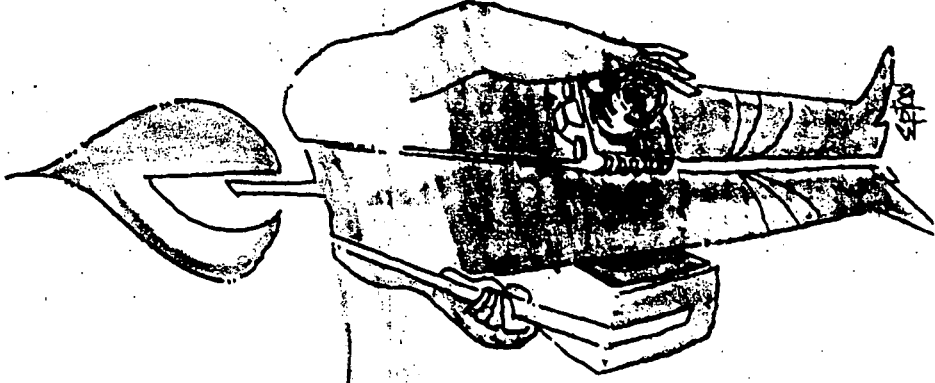
Beside those detained, arrested or sentenced, the number of journalists manhandled or beaten up has reached a very significant number.

SENTENCED IN 1991

NAME	(*)	PUBLICATION	SENTENCE	FINE
01- Hasan Yalçın	(R)	2000'e Doğru	12 months	
02- Selami İnce	(C)	2000'e Doğru	1 months	
03- Güner Tokgöz	(E)	2000'e Doğru	15 months	
04- E. Yaşar Kopan	(E)	Mitcadele	90 months	13 m. committed to fine
05- Tunca Arslan	(E)	2000'e Doğru	90 months	
06- Fatma Yazıcı	(E)	2000'e Doğru	9 months	Com. to fine
07- İrfan Taştumur	(C)	2000'e Doğru	9 months	2 m.
08- Zeki Ocal	(E)	Yalova/Gözlem	12 months	2 m. (two cases)
09- İsmail Pehlivanlı	(E)(C)	Gırgır	16 months	
10- Sinami Orhan	(E)	Ak Doğuş	23 months	
11- İsmail Beşikçi	(W)	Yeni Ülke	12 months	
12- Özkan Kılıç	(E)	Yeni Ülke	12 months	

SENTENCED IN 1992

NAME	(*)	PUBLICATION	SENTENCE	FINE
01- Unut Oğuzan	(W)	Ahlaksızlar(book)	...	40 m.
02- Mehmet Çarçi	(P)	"	...	40 m.
03- Mehdi Zana	(O-W)	Basın Açık	12 months	39 m.
04- Cumbur Kılıçoğlu	(O)	Siirt-Mitcadele	12 months	
05- İsmail Okcu	(O)	Zaman	7 months	
06- Rıza Erdoğan	(E)	Özgür Halk	26 months	45 m.
07- Hüseyin Eken	(E)	Özgür Halk	18 months	
08- Sinami Orhan	(E)	Ak Doğuş	10 months	1.5 m.
09- Şükri Aksoy	(E)	Emeğin Bayrağı	16 months	
10- İsmail Pehlivan	(E)	Gırgır	12 months	100 m.
11- Necdet Kanbir	(O)	Toplumsal Kuruluş	12 months	100 m.
12- Ahmet Zengin	(O)	Toplumsal Kuruluş	12 months	100 m.
13- Şevki Ömeroğlu	(O)	Toplumsal Kuruluş	3 months	7 m.
14- A. Sabri Kocaman	(E)	Gaziantep Doğuş	3 months	7 m.
15- Mimiş Şahin	(W)	Gaziantep Doğuş	20 months	835 m.
16- Günür İhan	(E)	İşçilerin Sesi	41 m.	92 m.
17- Çetin Uygur	(O)	İşçilerin Sesi	5 months	41 m.
18- Kamal Ermiş	(E)	Deng Dergisi	10 months	1 bn. (two cases)
19- Hikmet Çetin	(O)	Deng Dergisi	18 months	100 m.
20- Zekeriya Özdiñç	(O-E)	Barikat	6 months	100 m.
21- Mustafa Aşık	(E)	Ak Zuhur	3 months	291 m. (8 cases)
22- Cemil Turan	(E)	Kuruluş	41 months	250 m. (3 cases)
23- İrfan Cüce	(O)	Kuruluş	5 months	50 m.
24- Mehmet Bayraktar	(R)	Özgür Halk	24 months	50 m.
25- Nazım Taban	(E)	Emeğin Bayrağı	11 months	1 bn. 728 m.
26- Yalçın Ateş	(O-E)	Emeğin Bayrağı	5 months	183 m.
27- Hüseyin Durmaz	(O)	Devrimci Emek	43 m.	83 m.
28- Edip Polat	(W)	Book	28 months	
29- Hikmet Koçak	(P)	Book	92 m.	
30- Nalle Tuncer	(E)	Devrimci Proletarya	5 months	
31- Hacer Temürkan	(O)	Devrimci Proletarya	6 months	
32- Özer Değışirici	(E)	Direnış	24 months	
33- İpek Kazanç	(E)	Direnış	24 months	
34- M. Kemal Begüm	(E)	Dev. Yurt Genç.	5 months	
35- D. Ali Küçük	(E)	Dev. Yurt Genç.	5 months	
36- Süleyman Altun	(E)	Özgür Halk	28 months	
37- Fezî Özdemir	(E)	Komün	9 months	
38- E. Yaşar Kopan	(E)	Mitcadele	41 m.	
39- Tayfun Yükselbaş	(E)	Devrimci Gençlik	41 m.	



SENTEKİÇERİNLER

NAME	(*)	PUBLICATION	SENTENCE	FINE	(R)	Miçadele	24 months	100 m.
01- Hüseyin Alataş	(O)	Newroz	20 months	433 m.	(R)	Ak Zuhur	12 months	3 m.
02- Remzi Bilget	(W)	Newroz	5 months	46 m.	(P)	Book	20 months	1 b. 136 m.
03- Fauna Karabacak	(E)	Newroz	15 months	41 m.	(E)	Ak Zuhur	24 months	41 m.
04- Celal Albayrak	(E)	Newroz	6 months	130 m.	(W)	Speech	20 months	250 m.
05- Doğan Karakuzu	(E)	Newroz	5 months	50 m.	(E)	Speech	24 months	208 m.
06- Elanur Kaya	(E)	Hedef	5 months	41 m.	(E)	Speech	24 months	250 m.
07- Emel Aduç	(O)	Hedef		83 m.	(E)	Özgür Gündem		3 m.
08- Fikret Öntaş	(P)	Kitap	38 months	1 bn. 500 m.	(E)	İşçinin Yolu	12 months	500 m.
09- Hüseyin Dürmaz	(E)	Devrimci Emek		91 m.	(E)	Miçadele	24 months	1 b.
10- C. Can Öğüzer	(E)	Penthouse	95 months	8 bn. 100 m.	(O)	Miçadele	6 months	50 m.
11- Yücel Özdemir	(E)	Gerçek	30 months	800 m.	(P)	Book	6 months	3 m.
12- K. Tekin Sirek	(O)	Gerçek	6 months	466 m.	(W)	Özgür Gündem	6 months	50 m.
13- Tunçay Amaca	(E)	Emek	20 months	83 m.	(E)	İşçinin Yolu	4 m.	50 m.
14- Duran Çelik	(E)	Komün	20 months	41 m.	(E)	İşçi ve Politika	20 months	50 m.
15- Ahmet Kurulı	(O)	Komün	20 months	83 m.	(E)	İşçi ve Politika	100 m.	100 m.
16- Hüseyin Karataş	(W)	Book	20 months	41 m.	(O)	G. Kuruluş	24 months	250 m.
17- Şevki Ömeroğlu	(P)	Book	20 months	1 bn.	(O)	Book	24 months	100 m.
18- A. Zeki Okçuoğlu	(W)	Demokrat	20 months	50 m.	(W)	Book	20 months	208 m.
19- Ömer Ağın	(W)	Demokrat	20 months	50 m.	(E)	Book	24 months	155 m.
20- Ergin Günay	(E)	Demokrat	6 months	30 m.	(W)	Book	24 months	100 m.
21- Hikmet Koçak	(O)	Demokrat	20 months	200 m.	(P)	Book	20 months	100 m.
22- Hasan Bildirici	(W)	Book	45 months	42 m.	(E)	Book	24 months	25 m.
23- Nalle Tuncer	(E)	Devrimci Proletarya	20 months	234 m.	(E)	2000'e Doğru	24 months	433 m.
24- Haçer Temürkan	(O)	Devrimci Proletarya	20 months	283 m.	(E)	2000'e Doğru	22 months	500 m.
25- Stephan Waldborg	(C)	Radio Dreyland	6 months		(E)	Taraf	30 months	150 m.
26- Servet Engin	(E)	Zaman	45 months		(O)	Taraf	47 months	200 m.
27- Münir Ceylan	(W)	Yeni Ülke	6 months	83 m.	(E)	Özgür Halk	24 months	294 m.
28- Özer Değışirici	(E)	Direnış	29 months	40 m.	(O)	Özgür Halk	83 months	50 m.
29- İpek Kazanç	(O)	Direnış	969 m.	85 m.	(E)	Emeğin Bayrağı	6 months	346 m.
30- Levant Yanlık	(W)	Devrimci Gençlik	6 months	1 bn. 700 m.	(E)	Emeğin Bayrağı	5 months	200 m.
31- Mehmet Bayrak	(E)	İki ayrı kitap	29 months	70 m.	(O)	Ekimler	20 months	250 m.
32- Selim Okçuoğlu	(P)	Book	6.5 months	27 m.	(E)	Newroz Ateşi	6 months	50 m.
33- Mehmet Akbaş	(W)	Hedef	5 months	27 m.	(E)	Devrimci Emek	5 months	41 m.
34- Hamit Baldemir	(W)	Hedef	36 months	117 m.	(W)	Mesaj	20 months	208 m.
35- Bülent Aydın	(E)	Yeni Ülke		50 m.	(E)	Günaydın	15 months	4 b.
36- Sadık Güleç	(E)	Özg. Dünyası		371 m.	(E)	Günaydın	15 months	400 m.
37- Sedat Karakaş	(E)	Azadi		83 m.	(E)	Cumhuriyet	6 months	400 m.
38- Hikmet Çetin	(O)	Azadi		100 m.	(E)	Cumhuriyet	6.5 months	2.5 m.
39- İkranetin Kaya	(O)	Deng		83 m.	(E)	Cumhuriyet	6.5 months	
40- Kemal Boztaş	(E)	Özgür Gelecek	36 months	254 m.	(E)	Cumhuriyet	141 months	
Kemal Boztaş	(E)	Parizan	60 months	262 m.	(E)	Newsletters	15 months	50 m.
Kemal Boztaş	(E)	YD Gençlik	12 months	100 m.	(E)	Pamphlet	6 months	
41- Haydar Uç	(P)	Book	20 months	166 m.	(E)	Pamphlet	6.5 months	
42- Fikret Ba/Kaya	(W)	Book	5 months	41 m.	(E)	Pamphlet	17 months	648 m. (12 cases)
43- Selim Okçuoğlu	(E)	Book	20 months	41 m.	(O)	Özgür Gündem	172 months	1 b. 935 m. (12 cases)
44- Ash Yalçınoğlu	(E)	Book	20 months	4 m.	(O)	Özgür Gündem	56 months	133 m.
45- Mehmet Dıyır	(E)	Takvim	20 months	41 m.	(W)	Article-Book	59 m.	534 m. (8 cases)
46- Unal Tümer	(E)	Takvim	6 months	50 m.	(E)	15 Books	41 m.	59 m.
47- Kamil Ermiş	(E)	Deng	5 months	25 m.	(P)	Book	5 months	41 m.
48- Sirtir Öztürk	(E)	Devrimci Seçenek	5 months	41 m.	(P)	Book	15 Books	4 b.
49- Sirtir Öztürk	(P)	Book	5 months	41 m.	(P)	Book	12 months	100 m.
50- M. İlyas Burak	(P)	Book	24 months	100 m.	(O)	Emek	100 m.	100 m.
51- Selami İnce	(W)	Demokrat	6 months	50 m.	(E)	Miçadele	12 months	250 m.
52- Umur Erdoğdu	(E)	Demokrat	14 months	168 m.	(E)	Radio Aklı	6 months	
53- Yusuf Çacım	(E)	Yeni Ülke	10 months		(E)	Radio Aklı	6 months	
54- Mehmet Bayraktar	(R)	Özgür Halk	10 months		(E)	Azadi	18 months	
55- Ulutan Gün	(W)	Miçadele	35 months	184 m.	(E)	Tercüman	3 months	41 m.
56- Hidir Ateş	(E)	Ötek	5 months	81 m.	(O)	Zaman	3 months	250 m.
57- .....	(E)	Serketen	10 months		(W)	Zaman	3 months	3 m.
58- Eran Aydın	(Ca)	Özgür Gündem	10 months	150 m.	(W)	Book	24 months	50 m.
59- Osman Aytar	(W)	Medya Güneşi	48 months	150 m.	(P)	Book	1 b. 500 m.	
60- Salih Bal	(E)	Medya Güneşi	11 months	200 m.	(W)	Türkiye	3 m.	3 m.
61- Cemal Örcelik	(E)	Medya Güneşi	24 months	50 m.	(E)	Türkiye	3 m.	3 m.
62- Fevzi Yetkin	(O)	Book		50 m.	(W)	Türkiye	3 m.	3 m.
63- Mehmet Tanboğa	(W)	Book		50 m.	(E)	Türkiye	3 m.	3 m.

SENCTENCED IN 1994

NAME	(*)	PUBLICATION	SENTENCE	FINE					
01- Yaşar Kaya	(O)	Özgür Gündem	10 b. (73 cases)		60- M. Sadi Oransu	(W)	Çağrı	24 months	100 m.
02- Ş. Davut Karadağ	(E)	Özgür Gündem	357 months	5 b. (39 cases)	61- M. Yalçın Kaya	(W)	Çağrı	24 months	100 m.
03- İsk Yurcu	(E)	Özgür Gündem	15 months	585 m. (15 cases)	62- Hasan San	(W)	Çağrı	24 months	50 m.
04- İsmail Beşikçi	(W)	Kıtap, yazılar	224 months	1.5 b. (10 cases)	63- Levent Aslan	(E)	Yeni İnsan	6 months	241 m.
İsmail Beşikçi		23 Books	313 months	2.5 b.	64- Seher Karataş	(E)	Geçmişin Sesi	17 months	320 thousands
05- Gülay Çelik	(E)	Özgür Gündem	10 months	(4 cases)	65- Mazhar Günbat	(E)	Welat	24 months	292 m.
06- Doğan Güzel	(Ca)	Özgür Gündem	50 months		66- Pelin Şener	(E)	Gerçek	18 months	54 m.
07- M. Can Yüce	(W)	Özgür Gündem	10 months	209 m.	67- Erkan Aydın	(E)	Özgür Gündem	6 months	50 m.
08- Halil İncesu	(Ca)	Özgür Gündem	20 months		68- Emine Büyükcın	(E)	Özgür Halk	100 m.	100 m.
09- Erkan Aydın	(E)	Özgür Gündem	30 months		69- Haydar Demir	(W)	Özgür Halk	333 m.	50 m.
10- San Kaya	(E)	Özgür Gündem	10 months		70- Teslim Töre	(W)	Top. Dayanışma	6 months	50 m.
11- Murat Zeren	(E)	Özgür Gündem	10 months		71- Burhan Günel	(P)	Book	6 months	5 b.
12- Besim Döner	(E)	Özgür Gündem	10 months		Burhan Günel	(W)	Pir Sultan	24 months	250 m.
13- Mehmet Özdemir	(E)	Özgür Gündem	58 months	550 m. (8 cases)	72- İ. Halit Elçi	(W)	Pir Sultan	24 months	250 m.
14- Ragıp Zarakolu	(W)	Özgür Gündem	24 months	250 m.	73- Kemal Altıntaş	(W)	Pir Sultan	24 months	250 m.
15- Kamal Çalıklar	(E)	Özgür Gündem	40 months	276 m.	74- Metin Kuzugüdenli	(E)	Pir Sultan	6 months	2 b.
16- Şamil Batmaz	(E)	Özgür Gündem	10 months		75- Muraza Demir	(O)	Pir Sultan	24 months	2 b.
17- Bülent Balta	(E)	Özgür Gündem	10 months		76- Mustafa Pala	(P)	Book	6 months	250 m.
18- Fatih Yeşilbaş	(E)	Özgür Gündem	40 months		77- Aydın Doğan	(P)	Book	94 months	100 b.
19- Kemal Şahin	(E)	Özgür Gündem	50 m.		78- Ünal Öztürk	(P)	Book	7 months	1.5 b. (21 cases)
20- Züleyha Şahinkaya	(E)	Yeni Dünya	12 months	9 m. (4 cases)	79- Servet Engin	(E)	Zaman	3.5 months	4 m.
21- Nazım Düzenli	(O)	Özgür Gündem	20 months	500 m.	80- M. Güner Yazgan		Zaman	3.5 months	2 m.
22- Ferit İlsever	(E/C)	Aydınlık	1 b.	(2 cases)	81- Varol Bektaş	(E)	Zaman	48 months	530 m.
23- Hale Soysal	(E)	Aydınlık	36 months	41 m. (4 cases)	82- Nedime Tunç	(P)	Newroz Ateşi	12 months	250 m.
24- Fikret Onuş	(P)	Kıtap		42 m.	83- Nabi Barut	(E)	Book		
25- Mehmet Sabuncu	(O)	Aydınlık	2 months	73 m.	84- Seydi Bayram	(W)	Book		
26- Erhan Akıldız	(C)	HBB-TV	160 thousands (acquitted)		İlk Haber		Özgür Bilim	20 months	208 m.
27- Ali Tevfik Berber	(C)	HBB-TV	160 thousands		85- Medeni Ayhan	(E)	Özgür Bilim	72 months	750 m.
28- Aslı Yalçınoğlu	(E)	Berhem	208 m.		86- Rıza Doğan	(W)	Özgür Bilim	24 months	250 m.
29- Eşe Yılmaz	(E)	Top. Dayanışma	36 months	259 m. (3 cases)	87- Abdülrahim Koçbin	(W)	Özgür Bilim	24 months	250 m.
30- Sedat Karakaş	(E)	Azadi	55 months	350 m. (3 cases)	Özgür Bilim	(W)	Özgür Bilim	24 months	250 m.
31- Mehmet Bayrak	(W)	Book	54 months	400 m. (4 cases)	Özgür Bilim	(W)	Özgür Bilim	24 months	250 m.
32- Osman Ayar	(W)	Speech	24 months	100 m.	Özgür Gündem	(E)	Özgür Gündem	30 months	500 m.
33- Recep Maraşlı	(W)	Speech	24 months	100 m.	Medya Güneşi	(E)	Alınteri	6 months	250 m.
34- Garip Töre	(E)	Emek	24 months	100 m.	Özgür Gündem	(E)	Özgür Gündem	24 months	50 m.
35- Ali Demir	(O)	Emek	6 months	50 m.	Özgür Gündem	(E)	Özgür Gündem	24 months	67 m.
36- N. Kemal Cıbaroğlu(E)		Mücadele		350 m.	Özgür Gündem	(W)	Book	24 months	250 m.
37- Gülten Şeşen	(O)	Mücadele	12 months	250 m.	Book	(W)	Book	6 months	50 m.
38- Nalle Tuncer	(E)	Devrimci Proletarya	24 months	50 m.	Book	(F)	Book	12 months	250 m.
39- Nazım Taban	(E)	Emeğin Bayrağı	36 months	300 m.	Book	(W)	Book	20 months	210 m.
40- Mustafa Yılmaz	(E)	Kurtuluş	5 months	250 m.	Press Statement		Press Statement	20 months	210 m.
41- Erdal Çınar	(O)	Kurtuluş		41 m.	Press Statement		Press Statement	20 months	210 m.
42- Şahin Gül	(E)	Serketun		83 m.	Hedef	(O)	Hedef	100 m.	100 m.
43- Zeynel Aydın	(O)	Serketun		83 m.	Hedef	(E)	Hedef	5 months	125 m.
44- İbrahim Özgür	(O)	Azadi		800 m. (7 cases)	Gerçek	(E)	Gerçek	20 months	50 m.
45- Ercan Anlı	(O)	Azadi		421 m.	Mücadele	(E)	Mücadele	6 months	250 m.
46- Alev Er	(E)	Aktüel		211 m.	Newroz Atefi	(W)	Gerçek	24 months	400 m.
47- Mehdi Zana	(W)	Speech	24 months	100 m.	Op. Poll	(O)	Op. Poll	20 months	400 m.
48- Mehdi Zana		Press Conf.	48 months	100 m.	Op. Poll	(O)	Op. Poll	20 months	400 m.
49- Kemal Okuyan		Speech	24 months	100 m.	Azadi	(O)	Azadi	100 m.	100 m.
50- Can Ali Türkmen	(E)	Speech	6 months	53 m.	Özgür Gündem	(E)	Özgür Gündem	25 months	1.5 m.
51- Hüsnü Öndül	(W)	Human Rights St.	9 months	100 m.	Speech	(O)	Speech	112 m.	297 m.
52- Kurban Fişek	(P)	Hürriyet	6 months	100 m.	Cumhuriyet	(O)	Cumhuriyet	148 m.	250 m.
53- Hikmet Koçak	(W)	Book	44 months	50 m.	Zafere Doğru	(E)	Zafere Doğru	24 months	250 m.
54- İbrahim Alсой	(E)	Yurt. Emekçi	6 months	50 m.	Kıtap	(W)	Kıtap	24 months	250 m.
55- Cezmi Özdemir	(P)	Book	500 thousands						
56- Selim Okcuoğlu	(W)	Toplantı	24 months						
57- Kadir Müstroğlu	(W)	Çağrı	24 months						
58- Sungur Savran	(W)	Çağrı	24 months						
59- Ali Rıza Tura	(W)	Çağrı	24 months						

119- M.Ali Birand	(W)	TV-32.Gün	5 months	
120- Deniz Arman	(EIC)	TV-32.Gün	5 months	
121- Halim Abanoz	(Ca)	TV-32.Gün	5 months	
122- Muzaffer Erdoğan	(P)	Kitap	6 months	50 m.
123- Mustafa Aşık	(E)	Ak Zuhur	24 months	200 thousands
124- Hayrettin Soykan	(O)	Ak Zuhur		50 m.
125-.....		Kanal 6 TV		48 m.
126- Yılmaz Odabaşı	(W)	Kitap		10 months

(*)				
(E)	Editor	(EIC)	Editor-in-Chief	
(W)	Writer	(O)	Owner	
(R)	Representative	(Ca)	Cameraman-Cartoonist	
(C)	Correspondent	(P)	Publisher	

## Behind the scenes

# SI meeting on Kurds brings out question: Peace with whom?

By Aytül Gürtaş  
*Turkish Daily News*

ANKARA- A recent meeting here of a Socialist International (SI) working group on the Kurdish situation gave rise to debates on related but separate issues.

At the meeting of the SI Middle East Working Group on the Kurds, held last Friday and Saturday, representatives of European social democrat partners focused on the possibility of a peaceful solution to the Kurdish problem in Turkey.

Also Iraqi Kurdish representatives presented their list of demands to international organizations concerning their administration in northern Iraq and sought a permanent mandate for the Western Turkey-based Provide Comfort force protecting them from Iraqi attacks.

The meeting was somewhat marred by the discovery of an attempt by the secret police to tape the proceedings.

Conny Frederiksson, the Swedish chairman of the working group, complained to Foreign Minister Murat Karayalçın, also chairman of the government coalition partner Social Democrat People's Party (SHP) which hosted the conference. Karayalçın gave assurances that the police would not harass the Turkish Kurdish participants.

During the meeting, Sırrı Sakık, a pro-Kurdish politician recently

released from jail, and Feridun Yazar, a senior official of the now-banned pro-Kurdish People's Labor Party (HEP), briefed the participants on the Kurdish question and the human rights situation in Turkey, conference sources said.

Foreign relations officials from Swiss, Austrian, Danish, French, German and Swedish social democratic parties generally confined themselves to listening rather than putting forward suggestions.

Their interest seemed to focus on the possibility of a non-military solution to the Kurdish issue in Turkey. At present, Turkey is still locked in a decade-long fight with the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) in the country's southeastern provinces, home to about half of Turkey's estimated 12 million Kurds.

A peaceful solution was also at the center of a separate meeting between conference participants and the officials of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP). "For peace, you need two sides. On the one side, there is the Turkish government. Who is on the other?" the foreign delegates asked HADEP officials and inquired whether it could mediate peace between the government and the PKK.

Osman Özçelik, a leading HADEP politician, confirmed for the Turkish Daily News that HADEP was sounded

out about a mediation role. "Our response was what we have been saying all along; We are ready for any action or mission that would serve peace," he said.

The conference also heard demands from the Iraqi Kurds for support. Safeen Dizayee, the Ankara representative of the Kurdistan Democratic Party (KDP), a mainstream Iraqi Kurdish political group, called for Operation Provide Comfort II, the Western air force patrols over northern Iraq out of Turkey's Incirlik air base, to be given a permanent mandate. Turkey, uncomfortable with Kurdish self-administration in northern Iraq where the PKK is also entrenched, has been reluctantly giving six-month mandates for the force under pressure from its Western allies.

Dizayee told the conference participants that the Iraqi Kurds were seeking an understanding with Iraq based on federation, sources said. The Kurdish envoy also briefed the conference on a general election scheduled for the spring in the Kurdish area, according to sources.

Turkey has repeatedly shown its opposition to the election, seeing it as another step on the way to an independent Kurdish state whose emergence it is pledged to block along with Iran and Syria.

# Menteşe against democratic solution in the Southeast

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Arguing that the state has no problems with its Kurdish citizens, Minister of Interior Nahit Menteşe rejected a "civic and democratic solution" in the Southeast and said the problem was the lack of services in the region.

Speaking at his ministry's 1995 budget debate, Menteşe referred to the demand made by certain circles for a "civic and democratic solution" in Turkey's predominantly Kurdish populated southeastern region: "What is meant by a civic and democratic solution? Aren't citizens there electing their own representatives to Parliament? Aren't they electing their mayors, their city council members? Which of their rights have been confiscated? Aren't they speaking their mother tongue? If this is the case, what is the problem to be solved?" Menteşe asked.

The interior minister also said the state had no problem with its Kurdish citizens. He said the large majority of citizens in the region had never been seen as potential criminals. "The only problem that needs to be solved is that of the services which the state has to provide for these citizens.

We have been unable to supply them with enough services for many years," he stated. Commenting that unsatisfactory investments should not be a reason for separatism, Menteşe said the government was trying its best to bring more services to the region.

The interior minister also provided figures in his statement and said 3,116 separatist incidents had taken place in the region during 1994 while the figure for Turkey as a whole in the same year had been 6,307.

He said the bodies of 4,060 militants had been recovered while 11,852 militants had been captured during the operations. He gave the number of state security forces who had died in these operations as 1,089 and said 2,586 had been wounded. "Meanwhile 1,062 civilians died and 775 were wounded during these incidents," he stated.

Menteşe denied claims of police torture and said there were very intensive public relations and human rights courses in the police force. "Therefore the police would never resort to torture," Menteşe stated.

The interior minister also said that separatist terrorism had been badly hit by the measures taken by the state. He claimed that the separatist terrorist organization was therefore carrying out its activities in places outside the emergency law region.

## FROM THE COLUMNS

### 'We met with Öcalan to relay Özal's message'

From a Dec. 19 article entitled "The news which gets confirmed after two years" by HÜRRIYET's Ertuğrul Özkök: What former Democracy Party (DEP) deputy Ahmet Türk said during the latest episode of Mehmet Ali Birand's "32nd Day" TV program, which will be aired tonight, takes me back to two years ago. About one year before he died, we had news of a meeting which President Turgut Özal held with a number of People's Labor Party (HEP, which had preceded the DEP) deputies. I called the president and asked him about the subjects they discussed. I still remember one sentence quite clearly: "This bloodshed must come to a stop." Then I called the HEP deputies. I heard the same words from them too. I asked them, "Has Özal asked you to relay this message to Abdullah Öcalan (Apo, the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party, PKK)?" None of them said anything like "Yes, he did." But this did not satisfy my curiosity. I probed deeper and deeper and in the end I became sure that Özal did ask them to relay such a message.

On the following day HÜRRIYET banners announced, "Özal's message to Apo." At first Özal denied the news. For the first time Özal was denying something I had written. Then HEP deputies too refrained from confirming the news, saying, "There was no discussion of such a message." Yet, one-and-a-half years later I heard from HEP circles that such a message had indeed been sent. For the first time in this week's "32nd Day" program, this incident will be recounted by a person who was directly involved. I asked Mehmet Ali Birand how this topic came up. Ahmet Türk and his friends have been given prison sentences for having met with Apo. I thought that to save themselves they might now have said that Özal too had wanted something like that.

But Birand told me that he himself raised this issue. He posed the following question: "You always say that bloodshed must end. But have you done anything yourself to ensure that?" In reply to that question Ahmet Türk said, "I met with the (late) president. He said, 'Important tasks fall on all persons of Kurdish origin. They must make efforts to bring this bloodshed to an end.' We told him that we were thinking of going to Bekaa (Valley in Lebanon) to ensure a continuation of the cease-fire. He told us, 'Of course.'"

Yes, this happened. I was a witness at that time. Naturally, I am also happy that my report, which was denied at that time, is now being confirmed. Now the question is why did Özal deny that report at that time. He was a brave person who would stick to his words. All the HEP deputies I talked to afterwards said, "He did not want this dialogue to be undermined." I think that this is the right explanation, I think Özal wanted that dialogue to continue. He was quite self-confident on this issue. He believed that he would be able to persuade Apo to put his weapons down. I do not know whether that was right or wrong. It is debatable whether it was right to establish a dialogue by acknowledging Apo as the interlocutor. But it is a fact that there is a certain lack of dialogue in Turkey on legitimate grounds. For example, was it impossible for us to solve the DEP issue before it reached such proportions that made all of us feel concerned? I think it was possible.

But that should be a mutual effort rather than unilateral. For example, did the HEP deputies need, on the very day they entered Parliament, that show in the Kurdish language which was bound to draw a negative reaction from 90 percent of the country? Now from the DEP wing come messages which would facilitate the establishment of a dialogue which would help move the problem onto a legitimate platform. There are Sırrı Sakık's recent statements, even certain messages coming from the imprisoned DEP members. To be able to solve this issue Turkey must establish a legitimate platform for dialogue. This is essential.

There may be certain Kurds who pin their hopes on the pressure the European Union countries have put on Turkey recently. But the history of the past 150 years shows that rights obtained through that kind of pressure get lost very easily afterwards. What Turkey needs is a voluntary reconciliation, not "peace imposed from abroad." I see the new DEP attitude as a move in the right direction, and hope that I am not wrong.

L'Humanité — 20 décembre 1994

Ankara

# La prison pour les défenseurs des droits de l'homme

**Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat a requis, hier, de deux à cinq ans de prison pour deux dirigeants de la Fondation des droits de l'homme.**

Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, Nusrat Demiral, a requis, hier, lors de deux procès distincts, de six mois à cinq ans de prison contre cinq militants des Droits de l'homme turcs, dont deux dirigeants de la Fondation des droits de l'homme de Turquie (TIHV).

Le président de cette dernière organisation, Yavuz Onen, arrêté la semaine dernière, et un autre dirigeant, Fevzi Argun, sont poursuivis pour « propagande séparatiste ». Ils risquent de cinq à cinq ans de prison. Toute l'accusation repose simplement sur deux phrases d'un rapport sur la dégradation de la situation des droits de l'homme en Turquie qui fait état par ailleurs de 230 cas de morts sous la torture depuis 1983.

Les deux phrases incriminées comportent toutes deux le mot « kurde », ce qui suffit à les faire considérer par le procureur comme éléments de « propagande séparatiste ». La première phrase fait état de « l'interdiction du mouvement démocratique et politique kurde », en référence à l'emprisonnement, depuis le mois d'avril, de huit députés kurdes du Parlement de Turquie (six d'entre eux ont été condamnés le 8 décembre par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara à des peines de trois ans et demi à quinze ans de prison). La seconde constate tout simplement que « le fossé s'approfondit entre les peuples kurde et turc ». Parler de



Trois des cinq accusés qui comparaissent hier à Ankara. Au centre Akin Birdal, président de la Ligue des droits de l'homme de Turquie.

« peuple kurde » est un crime inexpiable pour les militaires turcs pour qui il n'existe que des « Turcs des montagnes ». Ce premier procès a été ajourné au 29 décembre.

L'autre procès concerne quatre membres de l'Association turque des droits de l'homme, dont son président Akin Birdal et son secrétaire général Husnu Undul, qui comparaissent en prévenus libres. Le procureur a demandé l'acquittement d'un des accusés et des peines de prison de six mois à deux ans pour les autres. Ils sont également accusés de « propagande séparatiste » pour avoir participé à la rédaction d'un livre intitulé : « Vue générale des villages brûlés ». L'ouvrage accuse l'armée turque de pratiquer la politique de la terre brûlée pour venir à bout du PKK dans le sud-est de la Turquie. Le chiffre de 1.800 villages incendiés a été avancé. Ce second procès a été reporté au 11 janvier.

## M. Lamassoure félicite la Turquie pour ses « bons choix »

Lors de la réunion du Conseil des affaires générales, qui s'était tenue le 31 octobre à Luxembourg, le ministre délégué aux Affaires européennes, Alain Lamassoure, qui revenait d'un voyage en Turquie, avait fait de la signature de l'Union douanière avec Ankara « l'un des objectifs importants de la présidence française ». Pour convaincre ses partenaires, il avait rappelé « l'importance pour l'Union européenne d'avoir de bonnes relations avec ce pays, qui est dans une position clé du point de vue géographique, stratégique et politique, qui a fait des choix politiques que nous considérons comme de bons choix, notamment le choix de l'Occident du temps de la guerre froide, qui a eu une contribution importante à la défense du monde libre,

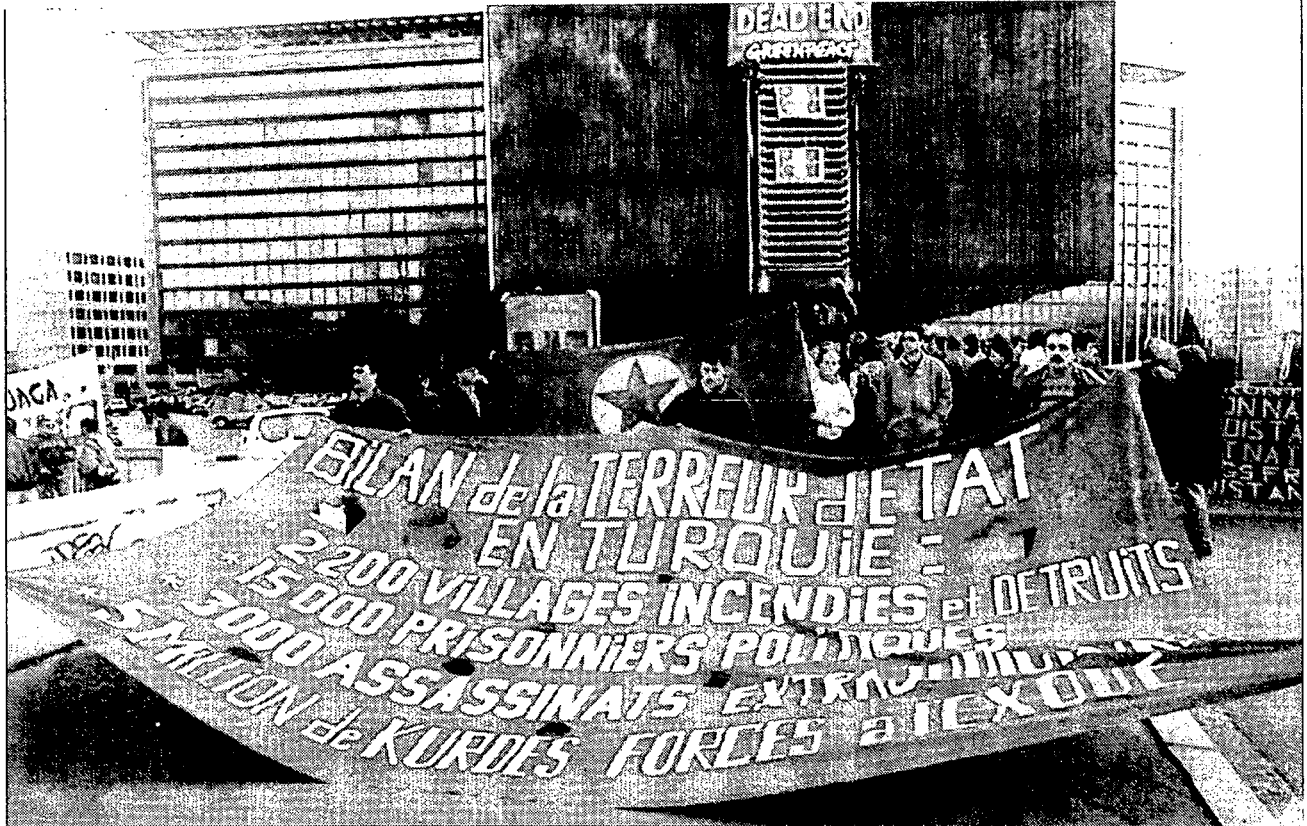
choix de coalition internationale au moment de l'agression du Koweït par l'Irak, choix philosophique de la laïcité, choix des valeurs occidentales dans son régime politique et choix européen dans son orientation générale. Certes ce n'est pas une démocratie idéale, mais c'est un vrai régime parlementaire... ». Trouvant certes « incompréhensible qu'une demi-douzaine de députés soient en prison », il s'était montré très peu regardant sur les questions de droits de l'homme : il proposait, en contrepartie de la signature de l'Union douanière, « d'inviter les Turcs à faire des signaux attestant qu'ils vont dans la bonne direction sur deux sujets importants qui sont Chypre et les Droits de l'homme ».

Le Journal de Genève - 20 décembre 1994

EUROPE Union douanière avec la Turquie

# La Grèce force ses partenaires à narguer Ankara

Athènes retarde la signature du traité d'union douanière entre la Turquie et les Quinze. Le rapprochement envisagé avec Ankara n'est pas enterré pour autant.



## Kurdes en colère à Bruxelles

A Bruxelles, quelque 150 Kurdes ont manifesté lundi leur désapprobation à la perspective d'un traité d'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie. Mais le veto de la Grèce a empêché l'Europe de donner, comme Ankara l'espérait, le signal de ce rapprochement. (Lire en page 3)

L'union douanière projetée depuis trente ans entre l'Europe et la Turquie a, encore et toujours, du plomb dans l'aile: La Grèce a en effet persisté

De notre correspondant à Bruxelles

dans son veto, invoquant l'occupation du nord de l'île de Chypre par les troupes turques pour s'opposer une nouvelle fois hier à sa mise en œuvre début 1996.

La condamnation par un tribunal d'Ankara de huit députés kurdes soupçonnés d'appartenir au Parti communiste du Kurdistan (PKK) à de lourdes peines de prison le 8 décembre dernier ne semble pas vraiment avoir pesé dans la balance. Officiellement du moins. Et

cela en dépit d'une résolution du Parlement européen qui a demandé la semaine dernière la suspension immédiate des négociations en cours avec la Turquie.

L'Union européenne n'a pas pour autant fait la sourde oreille aux revendications de l'Assemblée de Strasbourg. Les ministres des Affaires étrangères des Quinze (les Douze ainsi que l'Autriche, la Finlande et la Suède qui seront admis au sein du «club» comme membres à part entière le 1er janvier prochain) ont reçu hier soir à Bruxelles leur homologues turcs, Murat Karayalçin.

Ils lui ont fait part de leur souhait de voir les huit députés kurdes libérés au plus vite. Mais ils ont réaffirmé dans le même temps, leur volonté de signer le plus tôt possible l'accord douanier avec

la Turquie. A l'exception de la Grèce, «14 pays sont d'avis qu'il faut conclure immédiatement l'union douanière», confirmait un diplomate dans les couloirs de la réunion.

Ce n'est donc que partie remise. D'abord parce que, prédit-on à Bruxelles, la Grèce pourrait lâcher du lest au printemps lorsque les Quinze analyseront l'avis de la Commission de Bruxelles sur la candidature de Chypre. «J'ai l'impression que la Grèce va être plus flexible», confiait hier le chef de la diplomatie espagnole, Javier Solana, tout en regrettant cette «situation d'impasse malheureuse».

La Grèce, dont un diplomate faisait remarquer qu'elle n'est pas plus «un champion des Droits de l'homme» que son voisin et ennemi de toujours, de-



mande qu'une date soit fixée pour l'ouverture des négociations d'adhésion avec Chypre. Mais elle ne pourra pas compter sur le soutien de la France qui présidera l'Union au premier semestre 1995. Son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a d'ores et déjà demandé que les négociations avec Chypre ne soient pas engagées avant la conclusion du traité d'union douanière avec Ankara.

Seconde raison de penser que ce nouveau couac dans les relations euro-turques sera vite oublié: les Quinze tiennent plus que jamais à cet accord douanier avec un pays comptant 60 millions d'habitants. Ils entendent ainsi éviter que la Turquie, membre de l'OTAN depuis 1952 et allié stratégique dans la guerre du Golfe, ne sombre dans l'intégrisme islamique.

### Avocats de poids

Plusieurs Etats membres et non des moindres - la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne en particulier - se font régulièrement les avocats d'un rapprochement avec la Turquie. Et cela en dépit des violations des Droits de l'homme commises dans la « guerre totale » qu'Ankara livre à la guérilla kurde qui a déjà fait officiellement 5000 victimes cette année. Isoler la Turquie ne sert à rien, rétorque-t-on dans les milieux communautaires où l'on affirme vouloir montrer à ce pays, candidat à l'adhésion à l'Union depuis 1987, qu'il fait bel et bien partie de la famille européenne.

Dès considérations qui ne sont, à l'évidence, pas dénuées d'arrière-pensées économiques. Car l'Union et la Turquie sont fortement dépendantes l'une de l'autre. La première absorbe près de la moitié des exportations de sa voisine (7,3 milliards de dollars en 1993), tandis qu'Ankara tire 44 % de ses importations de l'Europe (13 milliards de dollars). L'union douanière étant appelée à couvrir tous les secteurs de l'économie à l'exception de l'agriculture, elle profitera aux deux parties. Ce n'est pas un hasard si un diplomate affirmait hier que « cet accord n'est pas un cadeau que nous faisons à la Turquie, c'est aussi quelque chose dont l'Union a besoin ».

Roland Krimm

20 décembre 1994

## les Echos

EUROPE ♦ Conseil Affaires étrangères à Bruxelles

# Les Douze ont approuvé la conclusion des accords de l'Uruguay Round

De notre correspondant à Bruxelles.

♦ Après leurs homologues de l'agriculture, les chefs de la diplomatie des Douze ont approuvé hier, sans surprise, l'acte de conclusion et les mesures de mise en œuvre des accords de l'Uruguay Round. L'adoption formelle de ces textes n'interviendra cependant que jeudi et sans débat, lors d'une réunion des ministres des Affaires sociales, tous les documents n'ayant pas été traduits lundi dans l'ensemble des langues communautaires, ce qui devrait permettre au Sénat français de statuer entre-temps. « Nous avons finalement obtenu de très bons résultats dans cette négociation », a expliqué, pour sa part, Alain Juppé. Il a ajouté que le renforcement des instruments de politique commerciale de l'Union, décidé en décembre dernier à l'initiative de la

France, « lui donnait entièrement satisfaction et mettait l'Union à armes égales avec les Etats-Unis ».

Dans la foulée, les Douze ont également adopté formellement l'accord sur les aides à la construction navale négociée dans le cadre de l'OCDE, cette fois (lire page 13). Paris a en revanche violemment dénoncé le mini-coup de force du Parlement européen qui a classé, la semaine dernière, une partie des dépenses agricoles dans les « dépenses non obligatoires », contrôlées par l'Assemblée. « Il s'agit d'une violation des accords entre les deux autorités budgétaires qui constitue une menace grave pour le financement futur de la politique agricole commune. La France a demandé que le Conseil engage un recours devant la Cour de justice européenne », a expliqué le chef de la diplomatie française.

Après avoir adopté les textes permettant

aux citoyens de l'Union de voter et d'être élus aux élections municipales d'ici au début de 1996, les Douze ont finalement tenu, dans la soirée, le conseil d'association prévu entre l'Union et la Turquie, malgré le conflit qui oppose ce pays à la Grèce à propos de Chypre, et en dépit de la récente condamnation de huit députés kurdes. Mais l'entrée en vigueur d'une union douanière entre ce pays et l'Union, prévue à partir de 1996, n'y a pas été décidée. Une déclaration des partenaires d'Athènes a seulement rappelé « leur volonté politique » de voir cette union douanière entrer en vigueur moyennant des progrès sur le respect des droits de l'homme dans ce pays lié depuis 1963 à l'Europe par un accord d'association qui prévoyait alors son adhésion future à la Communauté.

Jacques Docquier

# TUROQUIE 5

Libération → mardi 20 décembre 1994

EDITORIAL

PAR JACQUES AMALRIC

## La politique de la carotte

Pourquoi l'Europe vient-elle de reporter *sine die* la création d'une union douanière au profit de la Turquie? On risque d'attendre longtemps une explication officielle. Officieusement, en revanche, les responsables européens en proposent au moins trois. C'est beaucoup et c'est trop.

Première justification: la Turquie n'est toujours pas au diapason des membres de l'UE en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et la protection de leurs minorités. La guerre menée contre les Kurdes, qui va de pair avec le refus de reconnaître la spécificité de ce peuple, n'est pas compatible avec une plus grande coopération de la Turquie avec l'Europe, pour ne rien dire de son adhésion. Soit. Mais alors nous sommes ramenés aux cas bien connus du Portugal de Salazar, de l'Espagne de Franco et de la Grèce des colonels. Pourquoi ne pas le dire, alors? Oui, la Turquie a vocation à entrer dans l'Europe, mais elle ne remplit pas encore certaines conditions qui fondent une vraie démocratie.

Deuxième explication: c'est la faute à la Grèce, qui a mis son veto au projet d'union douanière car elle n'a pas obtenu la fixation d'une date précise pour l'adhésion de Chypre (dont la partie nord a fait sécession grâce à l'intervention militaire turque de 1974) à l'Union. Plausible. Mais là encore, si c'est bien le cas, qu'on le dise et qu'on n'oublie pas de se pencher aussi sur les infractions commises par les gouvernants grecs au code de bonne conduite européen: rupture de la solidarité européenne dans la guerre de l'ex-Yougoslavie, traitement plus que contestable de ses minorités albanaise, slave et musulmane.

Troisième raison, qui rend pusillanimes les deux précédentes: la Turquie n'est pas un pays européen; elle n'a pas vocation à adhérer un jour à l'UE mais il n'est pas souhaitable de le dire publiquement car on perdrait toute chance d'influencer sa politique à l'égard des Kurdes et de Chypre; et les islamistes du parti Refah tireraient profit de cette rebuffade de l'Europe pour renforcer encore leurs positions.

Cette dernière politique – celle de la carotte toujours tendue mais toujours inatteignable – semble bien être celle de l'Europe. Ce qu'elle suppose d'ambiguïté et d'hypocrisie en fait une mauvaise politique. La carotte apparaîtra vite pour ce qu'elle est, un leurre et un piège dont seront tôt ou tard victimes les dirigeants turcs qui continueront à se réclamer d'une appartenance à l'Europe. Mieux vaudrait la franchise, à l'égard de la Turquie comme de la Russie, d'ailleurs: l'Europe n'a pas vocation à une universalité où elle perdrait son essence, ce qui n'est, pour autant, exclusif d'aucune coopération.



Le 8 décembre, des députés d'origine kurde accusés de représenter le PKK ont été condamnés à la prison.

## Les points de friction entre la Turquie et l'Europe

### La question kurde.

Avec une langue et des traditions propres, les Kurdes forment un peuple de 25 millions de personnes, réparti sur plusieurs pays, dont l'existence constitue précisément l'une des sources d'instabilité permanentes de la région. Ils sont environ 12 millions en Turquie, où ils représentent le quart de la population. Depuis les années 20, la politique du gouvernement turc à l'égard des Kurdes est basée sur la crainte du séparatisme. La langue kurde est toujours officiellement interdite dans l'administration, dans l'enseignement et au Parlement. Le gouvernement a engagé une « guerre totale » contre les séparatistes du PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan (marxiste-léniniste), qui mène la guérilla depuis dix ans. D'où une répression poussée dans les départements du sud-est à majorité kurde, où les forces de l'ordre multiplient les destructions de villages et le déplacement forcé des populations civiles. Ce conflit, en une décennie, a fait au moins 16 000 morts, dont 5 130 entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 13 octobre 1994, selon des chiffres officiels.

La répression s'est étendue à tous ceux qui de, près ou de loin, demandent la reconnaissance des droits des Kurdes.

Le 8 décembre, huit députés d'origine kurde, accusés de représenter au sein du Parlement l'aile politique du PKK, ont été condamnés à des peines allant de trois ans et demi à quinze ans de prison (lire *Libération* du 9 décembre).

**Droits de l'homme.** Le dernier rapport d'Amnesty international, de juin 1994, a encore souligné l'aggravation de la situation des droits de l'homme, notamment les assassinats ou les disparitions dans le sud-est du pays (à majorité kurde), mais aussi la persistance de la censure et la multiplication des procédures judiciaires à l'encontre des journalistes ou intellectuels.

**Outre l'opposition des Grecs, la situation des droits de l'homme en Turquie représente le principal obstacle au renforcement de ses liens avec l'Europe.**

# Le poids des libertés

► LES TURCS se veulent partie prenante de l'Europe. L'instauration d'une union douanière avec les Quinze devait représenter pour les autorités d'Ankara le premier pas vers cette intégration totale dont on rêve en Turquie depuis trois décennies. Défi économique au premier chef, l'union douanière aurait aussi une portée symbolique sur le plan politique, puisque la Turquie serait le seul pays extérieur à l'Union européenne à être aussi étroitement associé au Marché unique. Mais ce rêve se heurte, outre à l'hostilité de la Grèce, à l'exigence toujours plus affirmée des Européens de voir la Turquie respecter toutes les règles de l'UE en matière de libertés et de droits de l'homme. « Pour réaliser l'union douanière, il faut que les Turcs nous donnent des gages en ce qui concerne le respect des droits de l'homme », déclarait ainsi le président de la Commission, Jacques

Delors, quelques jours après la condamnation, le 8 décembre, de cinq députés kurdes à des peines allant de trois ans et demi à quinze ans de prison pour leurs liens supposés avec les « rebelles séparatistes » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Le verdict de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a indigné une bonne partie de l'opinion européenne et embarrassé le gouvernement turc, notamment les sociaux-démocrates, l'un des deux partis de la coalition « gauche-droite » dirigée depuis deux ans par Mme Tansu Ciller. L'ex-ministre des Affaires étrangères, Mumtaz Soysal, social-démocrate et nationaliste, connu pour son franc-parler, résumait crûment alors qu'il était encore en fonctions : « Un fossé existe toujours entre notre législation intérieure en matière de droits de l'homme et nos engagements européens ; si nous ne résolvons pas rapidement cette contradiction en adaptant nos lois, nous aurons des problèmes de plus en plus grands. » Mais la Cour de sûreté de l'Etat multiplie les poursuites, au titre de l'article 8 de la loi antiterroriste de 1991, contre les journalistes et intellectuels coupables par leurs écrits et déclarations de favoriser le « séparatisme ».

C'est précisément sur ce chef d'inculpation qu'a commencé hier le procès de Yavuz Onen, président de la Fondation pour les droits de l'homme. La répression des revendications culturelles, et a fortiori politiques, des 12 millions de Kurdes de Turquie qui ont tous les droits sauf celui de se revendiquer comme kurdes, est de plus en plus critiquée. L'aggravation de la « sale guerre » dans le Sud-Est anatolien contre les rebelles du PKK, qui a fait 14.000 morts en dix ans et dévoré l'an dernier 7 milliards de dollars, soit un tiers du budget national turc, suscite des inquiétudes croissantes dans les capitales occidentales, y compris à Washington, pourtant généralement com-

préhensif à l'égard de ce fidèle allié qui joue un rôle clef sur le flanc sud-est de l'Otan.

Les autorités turques, sur la défensive, dénoncent ce qu'elles appellent les « ingérences de l'étranger » et soulignent la « spécificité » de la situation d'un pays dont « l'intégrité territoriale est menacée par les terroristes du PKK ». En même temps, elles tentent de rassurer les gouvernements et les opinions publiques occidentales. « Tout le monde a les yeux braqués sur nos faiblesses, mais il faut reconnaître la vitesse à laquelle nous avons progressé. Nous sommes le seul pays musulman laïc et démocratique de la région », va répétant Tansu Ciller dans ses interviews. Elle lance à chaque fois la même mise en garde : tout rejet de la Turquie par l'Europe ne ferait que renforcer le Refah, le parti islamique, grand vainqueur des municipales

de mars dernier où il a conquis les mairies d'une douzaine de grandes villes, dont Istanbul et Ankara. Les islamistes turcs dénoncent en effet la corruption « du club des partis imitateurs de l'Occident ».

« La montée des turbulences aux frontières turques et la poussée de l'islamisme à l'intérieur renforcent indéniablement l'intérêt pour le destin de la Turquie au sein de la Communauté. Et ces intérêts pèsent plus lourd que les préoccupations au sujet des droits de l'homme », constate Michael

Lake, représentant à Ankara de la Commission européenne. « Le procès des députés kurdes n'est que la pointe de l'iceberg. Depuis des années, nous tentons d'obtenir l'abolition d'un certain nombre de lois liberticides. Mais tout est bloqué, notamment à cause du poids de l'armée, dont le rôle politique est institutionnalisé avec le Conseil de sécurité nationale où le chef d'état-major siège aux côtés du chef de l'Etat et du Premier ministre », affirme Yavuz Onen, le président de la Fondation des droits de l'homme.

Une des premières urgences est la réforme de la Constitution de 1982 élaborée sur mesure par les militaires après le coup d'Etat, avant d'être entérinée par référendum avec 92% des voix. « Le principe d'une Constitution démocratique est de garantir les droits des citoyens face à l'Etat. Celle-ci, au contraire, défend en fin de compte les prérogatives de l'Etat face aux citoyens. Toutes les garanties données en matière de liberté de presse ou de liberté individuelle sont conditionnées à cet intérêt supérieur », témoigne Ali Sirmen, éditorialiste au quotidien *Milliyet*. Il reconnaît que les avertissements des Occidentaux ont dans l'immédiat le mérite de relancer ce débat et de mobiliser tous ceux qui, comme les hommes d'affaires, ont intérêt à ancrer leur pays dans l'Europe. ♦

## ANALYSE

MARC SEMO



Défilé hier à Bruxelles contre la répression des Kurdes.

# LE FIGARO

MARDI 20  
DÉCEMBRE 1994

L'union douanière avec Ankara repoussée

## Turquie : Athènes bloque le rapprochement

*Le veto grec interdit à l'Union européenne de s'ouvrir au marché turc.*

BRUXELLES :  
Pierre BOCEV

La Turquie devra, une fois de plus, attendre. Le texte sur son union douanière avec l'Union européenne n'a pas pu être signé hier à Bruxelles, en raison essentiellement des objections rituelles de la Grèce.

Athènes avait même essayé de faire avorter purement et simplement le Conseil d'association, la réunion à laquelle l'union douanière devait être finalisée pour pouvoir entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

La Turquie, il est vrai, y avait prêté le flanc, à la suite de la condamnation, le 8 décembre, de huit députés d'origine kurde à des peines atteignant quinze ans. De l'eau sur le moulin de l'argumentaire grec qui d'habitude motive le veto d'Athènes à toute avancée du dossier par le blocage à Chypre : l'île partagée est candidate à l'UE, et la Grèce souhaite accélérer le mouvement.

### Déclaration à « 14 »

Sur ce thème, la Grèce n'a toutefois l'appui d'aucun de ses partenaires. La plupart estiment difficile de se priver d'un marché de 60 millions d'habitants, et nombre d'entre eux jugent préférable d'amarrer la Turquie à l'UE car ils y voient un levier d'action possible en matière de droits de l'homme.

L'Allemagne, qui exerce jusqu'à la fin de l'année la présidence tournante de l'Union, a obtenu des Grecs que le Conseil d'association, au moins, puisse se tenir. Quitte, il est vrai, à ne rien décider...

C'est ainsi que les « Quatorze », les pays de l'UE élargie à quinze moins la Grèce, ont souligné dans une déclara-



Le premier ministre turc, Tansu Ciller, n'a pas réussi son pari européen. (Photo F. Mori/AP.)

tion leur « *volonté politique* » de parvenir à une signature, la prochaine tentative étant envisagée pour mars.

Les ministres des Affaires étrangères se sont également inquiétés des violations des droits de l'homme à l'occasion du dernier procès, et ils ont demandé la « *libération immédiate* » des parlementaires turcs emprisonnés.

Le ministre turc, Murat Karayalçın, a mis en avant l'indépendance de la justice de son pays et les termes de l'accusation selon lesquels les députés entretenaient « *des liens avec l'organisation terroriste PKK* ».

Mais il a indiqué qu'après épaulement des procédures nationales de recours, les parlementaires pourraient en appeler à la commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe dont Ankara respecterait la décision.

Les 14 partenaires d'Athènes en tout cas enten-

dent aller de l'avant et la France a implicitement établi un nouveau lien pour renforcer la pression sur la Grèce : tout retard sur la Turquie entraînerait également sur l'adhésion de Chypre. A bon entendeur salut.

L'union douanière contraindrait en particulier la Turquie à démanteler ses tarifs extérieurs frappant les marchandises européennes. En échange, Ankara aurait accès au marché européen dans presque tous les secteurs hormis les services et l'agriculture.

Par delà, l'enjeu est éminemment politique : une Turquie ainsi « *européanisée* », même sans entrer dans l'UE, serait davantage à l'abri d'une dérive islamiste. Lui fermer la porte de l'Europe, a souligné, Alain Juppé, serait « *une grave erreur politique et stratégique* ».

P. B.

# Western press blasts Turkey on Kurdish issue

## *The Economist accuses Turkey of 'ethnic cleansing' in Southeast*

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- The repercussions of the jail sentences passed by Ankara State Security Court on former DEP deputies continue in the West with highly critical editorials published in such respected publications as *The Economist*, *Financial Times* and *The Washington Post*.

An essay in the Dec. 17 issue of *The Economist* headlined "Turkey and the Kurds: Ethnic Cleansing," says "Turkey may be winning battles against Kurdish guerrillas, but it is losing the war for the support of ordinary Kurds." It summarized the latest campaign against the Kurdish insurgents, where "over 40,000 Turkish troops are pursuing 1,000-3,000 guerrillas in Tunceli province."

The article notes the steady evacuation of villages and the resultant migration to large urban centers. "One such city, Diyarbakır, had 380,000 people in 1990; now it is thought to have 1.25 million," it says. The bombing of the offices of the pro-Kurdish daily *Özgür Ülke* and the murder on Dec. 14 of a missing Kurdish lawyer are cited as more evidence that "there is little tolerance for those who put forward a Kurdish point of view."

"Turks like to say they do not have a Kurdish problem, only a terrorism problem. If so, they are turning the one

into the other," the *Economist* essay concluded.

A *Washington Post* editorial published Dec. 18 titled, "Friend in Trouble," said "It becomes a matter of great political and strategic worry to see a friendly, democratic and allied country, already strained by other cares, further exhausting itself in struggle with the Kurds."

The unsigned editorial went on to concede that "Of course, it is easy for Turkey's friends, from the comfort of their distance from its agony, to issue advice about the appeal of a political solution — regional autonomy for the Kurds, cultural privileges in language and education and so on."

The *Post* recommended a return to Özal's strategy: "Yet unwelcome as the message must be, it is the right message. Prime Minister Tansu Çiller's struggling government in Ankara badly needs to work its way back to the search for conciliation that was being conducted by President Turgut Özal at the time of his death only two years ago." The *Post* noted that an "unrelieved hard line" will damage not only Turkey but also "the great interest that anxious Americans and others have in the stability and good sense of a major regional partner and friend in trouble."

A *Financial Times* article published

Dec. 19 noted that "Turkey's human rights record jeopardizes customs union" with Europe. The *Times* noted that Greece managed to block the release of £472.2 million of EU aid to Turkey for the last 8 years and that the latest jail terms eight Kurdish deputies have received did not help Turkey's position. The "Ankara state security court's verdict on the MPs on the eve of the European Union's Essen summit could scarcely have come at a worse time. It embarrassed the German presidency, which had lobbied for customs union," the article said.

The *Times* was very clear as to where the responsibility lies: "Mrs. Çiller bears great responsibility for Turkey's present predicament. It was she who urged Parliament to lift the eight Kurdish MPs' parliamentary immunity, allowing them to be prosecuted... The battle against PKK guerrillas both entrenches the military's political power and is used to justify security laws that punish 'crimes of thought.'"

As Mr. Klaus Kinkel, German's foreign minister who has supported customs union, put it last week: "If Turkey wants to join Europe, it must not turn a cold shoulder to everything Europe stands for," the *Financial Times* essay concluded.

*Turkish Daily News*

## Diyarbakır DGM decides to arrest seven members for a book published by the IHD

*Turkish Daily News*

ANKARA- The State Security Court (DGM) is tightening its grip on the Turkish Human Rights Association (IHD) and the Turkish Human Rights Foundation (THIV) members.

At a hearing on Dec. 16 the Diyarbakır DGM issued warrants for the arrest of lawyers Nimetullah Gündüz, Abdullah Cager and Mahmut Sakar who are all members of the board of administration of the organization's Diyarbakır branch.

These three were in court at the time and they are now in Diyarbakır prison awaiting trial on charges related to a book entitled "Emergency Rule Region report '92," published by the IHD Diyarbakır branch. Arrest warrants were issued for four other IHD members at the same time but they were not in court at the time and are still at liberty.

These were Halit Temli, district secretary, and board members Hüseyin Yıldız, Melike Alp and Hayri Veznedaroğlu. The prosecution is seeking prison terms of 2-5 years and fines of TL 100 million for the accused Diyarbakır IHD members under the provisions of the current Anti-Terrorism Law.

"This is a policy of intimidation declared against the human rights defenders and threatens our closure.

Our members, representatives and administrators have been taken into custody and were forced to desert the area," said Temli who revealed his protest and anger against the decision through these words and added:

"Our branches in Derik, Batman, Siirt, Tunceli, Şırnak, Van, Doğubeyazıt and others in the region have been closed in order to the defenders of human rights."

Contre l'avis des autres membres de l'Union européenne

## La Grèce oppose son veto à l'union douanière avec la Turquie

BRUXELLES  
(Union européenne)

de notre correspondant

Comme l'a encore démontré le conseil d'association qui s'est tenu au niveau ministériel lundi 19 décembre à Bruxelles, l'Union européenne éprouve toujours de sérieuses difficultés à établir des relations harmonieuses avec la Turquie. La raison d'être de ce conseil était de décider les modalités de mise en œuvre d'une union douanière entre les deux parties à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996. Le veto de la Grèce l'en a empêché.

Les lourdes condamnations récemment prononcées contre huit parlementaires kurdes accusés de

complicité avec le PKK, le mouvement de guérilla des indépendantistes kurdes, ne créaient pas, il est vrai, un climat propice pour trouver un consensus. Ces condamnations avaient été dénoncées tant par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du sommet d'Essen que par le Parlement européen. Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, qui assure actuellement la présidence du conseil, avait cependant maintenu la réunion, soutenu par la majorité du conseil.

« Ce serait une grave erreur, politique et stratégique, de fermer la porte à la Turquie », estimait à Bruxelles le ministre français, Alain Juppé, reflétant un avis largement partagé. Seule la Grèce

fait exception en raison de l'absence de règlement sur la question de Chypre, dont le Nord est occupé par l'armée turque depuis 1974, et de son conflit sur la délimitation des eaux territoriales dans la mer Egée.

Les quatorze ont publié une déclaration commune à l'issue de la réunion, appelant à « la libération immédiate des parlementaires détenus ». Mais ils souhaitent néanmoins, à l'évidence, éviter que le projet d'union douanière soit enterré, conscients des dangers que recèlerait l'isolement des autorités d'Ankara.

M. Juppé estimait à l'issue de la réunion que « la Grèce pourrait faire mouvement ». La France

s'emploie à la convaincre avec énergie ! Alain Lamassoure, le ministre délégué pour les affaires européennes, a expliqué que l'ouverture de négociations sur l'adhésion à l'Union européenne de la République de Chypre, ardemment souhaitée par les Grecs, pourrait être retardée si les autorités helléniques ne manifestaient pas quelque souplesse.

Les partenaires de la Grèce veulent réunir un nouveau conseil d'association les 6 et 7 mars prochain, lorsque la France assumera la présidence de l'union, dans l'idée de parvenir alors à prendre les décisions concernant la mise en œuvre de l'union douanière.

PHILIPPE LEMAÎTRE

IACROIX  
L'ÉVÈNEMENT  
21 décembre 1994

Union européenne

## La Grèce bloque l'union douanière avec la Turquie

L'Union européenne (UE) et la Turquie tiendront un nouveau « conseil d'association », le 7 mars prochain, à Bruxelles, pour tenter de conclure leur accord sur la création d'une union douanière. Selon le commissaire européen aux relations économiques extérieures, Leon Brittan, tous les détails techniques de cette union sont réglés. Seuls les problèmes politiques la bloquent encore.

Lundi 19 décembre, à Bruxelles, lors d'une rencontre entre les ministres des affaires étrangères des Douze avec leur homologue turc, Murat Karayalçin, cet accord d'union, pourtant considéré comme un signe important de l'arrimage de la Turquie à l'UE (nos éditions du 17 décembre), n'a pas pu être signé comme prévu, essentiellement en raison de l'opposition de la Grèce. Athènes

critique l'attitude des Turcs dans les tentatives de règlement de la question chypriote et estime que les droits de l'homme ne sont pas suffisamment respectés en Turquie. Cette opposition grecque empêche aussi le versement d'une aide financière à la Turquie dont le montant est de 600 millions d'écus (un écu = 6,60 F).

Lundi, à Bruxelles, les Douze ont cependant profité de leur rencontre avec le ministre turc pour exprimer leur inquiétude au sujet de la récente condamnation à des peines de prison de huit députés d'origine kurde. Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, dont le pays préside actuellement l'UE, a précisé qu'il avait eu des informations — non encore confirmées — selon lesquelles deux de ces huit députés auraient déjà été libérés.

LIBÉRATION - 21 décembre 1994

**KIOSQUE**

**Özgür Ülke**

**Terrorisme  
gouver-  
nemental**

«C'est Ciller qui a donné l'ordre du bombardement», titrait lundi le seul quotidien kurde de Turquie, *Özgür Ülke* (le pays libre), reproduisant le fac-similé d'un document officiel signé par le Premier ministre Tansu Ciller et

barré du cachet «secret». Le 2 décembre, les trois bureaux du quotidien avaient été plastiqués, tuant un gardien de nuit et blessant quinze personnes dont deux grièvement; les locaux de la rédaction centrale et de l'administration du quotidien avaient été dévastés. Le document publié lundi par le quotidien et daté du 30 novembre, jour de la dernière réunion du Conseil national de sécurité, s'émeut des «activités des

organes de publication, en premier lieu *Özgür Ülke*, qui soutiennent les organisations séparatistes et subversives» et les juge «désormais devenues ouvertement offensives contre la perpétuité et les valeurs morales de l'Etat». Le Premier ministre y déplore ensuite «le manque d'efficacité des méthodes juridiques, malgré l'ouverture d'innombrables informations contre ce genre de publications» et prie les

responsables de «prendre d'urgence des mesures appropriées et de les exécuter pour neutraliser cette menace contre l'intégrité indivisible de la patrie et de la nation». Après l'attentat du 2 décembre, *Özgür Ülke* avait réussi à ne pas interrompre sa parution grâce à une campagne de solidarité de journalistes et intellectuels turcs et kurdes dont Yachar Kémal.

*Özgür Ülke*, quotidien kurde publié en turc à Istanbul.  
Tirage: 25.000 exemplaires.

**Die Ambivalenz zwischen der Türkei und Europa**  
*Ewige Verlobung ohne Aussicht auf eine Heirat*

Nachdem die Unterzeichnung des Zollunionsvertrags zwischen Ankara und der Europäischen Union verschoben wurde, stellt sich die Frage, wie ein drohender Bruch der Beziehungen verhindert werden kann. Die heftige Debatte zeigt das volle Ausmass der Ambivalenz trotz jahrzehntelanger Zusammenarbeit zwischen Europa und der Türkei.

it. Istanbul, 19. Dezember

Die türkische Regierungschefin Ciller hat am Wochenende Konzessionen im Bereich der Menschenrechte und im Zypernkonflikt gegenüber den Partnern der Europäischen Union aus geschlossen. Die Europäer sollten zuerst die Menschenrechte im Herzen Europas wiederherstellen, betonte sie in Hinblick auf die Lage in Bosnien; die Türkei benötige keine Lektionen, sie könne höchstens Lehren erteilen. Weiter sagte die Regierungschefin, Athen müsse nicht die Freundschaft der Türken, sondern deren Feindschaft fürchten. Die Situation der Menschenrechte in der Türkei und der ungelöste Zypernkonflikt waren am Montag der Hauptgründe für die Nichtunterzeichnung des Abkommen über eine Zollunion zwischen der EU und Ankara.

**Angst vor einer Islamisierung**

Das Abkommen über die Zollunion regelt die vertragliche Absicherung des türkischen Zugangs zum europäischen Markt. Als Gegenleistung verpflichtet sich Ankara, seine Zollschränken für Produkte aus der EU bis Anfang 1996 aufzuheben. Obwohl bei dem Abkommen wirtschaftliche Fragen im Vordergrund stehen, überwogen in der vergangenen Woche politische Überlegungen. Deutschland, das in Ankara traditionell als der grosse Freund der Türken in Europa gilt, trat für eine Übereinkunft ein. Wenn Europa Ankara den Rücken zuwende, drohe die Islamisierung in der Türkei rasch zu einer Gefahr anzuwachsen, wurde in Kreisen der deutschen EU-Präsidentschaft zu

bedenken gegeben. Am letzten Donnerstag forderte nun aber das Europaparlament die sofortige Unterbrechung der Verhandlungen über die Zollunion, weil ein Sondergericht in Ankara Anfang Dezember acht kurdische Parlamentarier zu teilweise hohen Haftstrafen wegen verbotener Meinungsäusserungen verurteilt hatte.

Gegen die Zollunion mit der Türkei sprach sich insbesondere Athen aus und forderte von Ankara eine positivere Haltung im Zypernkonflikt und in Menschenrechtsfragen. An die Forderung knüpften die Griechen die Drohung, jegliche europäische Finanzhilfe an die Türkei zu sabotieren. Ohne garantierte Finanzhilfe aus der EU werde die Türkei das Abkommen über die Zollunion nicht unterzeichnen, erwiderte Ankara. Die türkische Regierung schätzt die Verluste, die der einheimischen Wirtschaft durch das Abkommen verursacht würden, auf umgerechnet drei Milliarden Dollar. Ohne eine kräftige Unterstützung aus der EU-Kasse könne das Land diese Verluste kaum verkraften, argumentierte das Aussenministerium in Ankara.

**Reservoir von Arbeitskräften**

«Seit drei Jahrzehnten verlobt, und die Heirat ist noch immer nicht in Sicht.» So umschrieb einmal ein türkischer EU-Experte das ambivalente Verhältnis zwischen Ankara und Europa. Die Türkei wurde am 12. September 1963 assoziiertes Mitglied der Europäischen Gemeinschaft (EG). Europa glaubte damals, in der Türkei ein uner-

Mittwoch, 21. Dezember 1994 Fernausgabe Nr. 297

Neue Zürcher Zeitung



Ein Angehöriger einer Sondereinheit der türkischen Sicherheitskräfte im Einsatz in Südostanatolien. (Bild R. Maro)

schöpfliches Reservoir von Arbeitskräften gefunden zu haben. Ein Zusatzprotokoll, unterzeichnet 1970, bestätigte die «Verlobung» und trat zwei Jahre später in Kraft. Gemäss diesem Protokoll wurde der Türkei eine Frist von 22 Jahren eingeräumt, um sich auf die Zollunion mit der Gemeinschaft oder gar auf eine Vollmitgliedschaft vorzubereiten. Die am Monat in Brüssel debattierte Zollunion geht auf dieses Protokoll zurück.

Ende der siebziger Jahre schlug die Gemeinschaft der Türkei vor, gemeinsam mit Griechenland Mitglied der EG zu werden. Der sozialdemokratische Regierungschef *Ecevit* wies aber das Angebot damals schroff zurück. Er witterte keine gleichwertige Partnerschaft und befürchtete, sein Land sei für Europa nur als Markt interessant. Wenige Jahre später hatten sich die Zeichen gewendet. Nun umwarb die Türkei Europa und wurde immer wieder zurückgewiesen. Verärgert über die ewig dauernde Verlobung, wagte Ankara am 14. April 1987 den ersten Schritt und reichte in Brüssel einen offiziellen Antrag auf Vollmitgliedschaft ein. Das Begehren wurde 1989 abgelehnt. Seither versuchen die EU-Partner der Türkei manchmal feinfühlig und manchmal in grobem Ton klarzumachen, dass eine Heirat auch in den nächsten Jahrzehnten nicht in Frage komme.

#### Leere Demokratisierungsversprechen

Die Mehrheit der Türken führt die europäische Abweisung auf die Religion zurück. Die EU sei ein christlicher Klub, heisst es in Ankara, und dulde kein Mitglied mit einer muslimischen Be-

völkerungsmehrheit in ihrem Kreis. Ein wesentlicher Grund für die wachsende Kluft zwischen Brüssel und Ankara ist aber auch die Tatsache, dass die Türkei entgegen allen verbalen Beteuerungen über ihre europäische Zugehörigkeit sich nie wirklich als gleichberechtigter Partner Europas betrachtet hat. Wohl aus diesem Grund haben die wechselnden Regierungen in Ankara sämtliche Forderungen der Europäer nach Demokratisierung ignoriert und es bisher unterlassen, die wirtschaftliche Gesetzgebung an EU-Massstäbe anzupassen. So hat beispielsweise die Regierung Ciller erst in diesem Monat ein Gesetz zum Schutz von Urheberrechten und geistigem Eigentum im Eilverfahren durchs Parlament gebracht. Europa brauche die Türkei mehr als die Türkei

Europa, sagte der vor kurzem zurückgetretene Aussenminister *Soysal*. Solche Äusserungen sind nicht mehr als verbale Beschwörungen. Während der dreissigjährigen Verlobung hat die gegenseitige Abhängigkeit der beiden Partner zugenommen. Im letzten Jahr stammten 44 Prozent aller türkischen Importe aus Ländern der EU, während 47,5 Prozent aller türkischen Exporte in die EU gingen. Ohne diesen Handel wäre die türkische Wirtschaft nicht überlebensfähig. Darüber hinaus braucht die Türkei bis 1995 rund drei Milliarden Dollar an neuen Mitteln, um ihren Verpflichtungen als Schuldnerin nachzukommen. Diese Gelder hofft Ankara aus der EU zu erhalten, sobald das Abkommen über die Zollunion unterzeichnet ist.



## EU-Fragezeichen zur Zollunion mit Ankara

### *Athens Widerstand und die Missachtung der Menschenrechte*

Die Türkei nähert sich der Europäischen Union auf einem steinigem Weg. Die Unterzeichnung des Zollunionsvertrags mit Ankara ist am Montag in Brüssel verschoben worden. Vordergründig machte Griechenland im Namen der EU Menschenrechtsverletzungen in der Türkei geltend. Athen hat aber im gleichen Zug Anliegen der eigenen Textilindustrie und des griechischen Teils von Zypern in der EU verfochten.

rt. Brüssel, 19. Dezember

Die längst vorbereitete Unterzeichnung des Zollunionsvertrags zwischen der Europäischen Union und der Türkei fand am Montag nicht statt. Der enge wirtschaftliche Schulterschluss zwischen Brüssel und Ankara, der die Eliminierung sämtlicher Handelshemmnisse und die Errichtung gemeinsamer Aussenzölle verspricht, war bereits im Assoziationsabkommen von 1964 vorgesehen und soll nach mehreren Verzögerungen Anfang 1996 vollendet werden. Dass nun die Unterzeichnung der notwendigen Dokumente aufgeschoben worden ist, hat mit der Menschenrechtssituation in der Türkei im allgemeinen und mit der Verurteilung von acht kurdischen Parlamentsabgeordneten vor zehn Tagen im besonderen zu tun. Bereits am Essener Gipfel zeichnete sich ab, dass das Urteil eines türkischen Sondergerichts zu einem denkbar schlechten Zeitpunkt für den Ausbau der bilateralen Beziehungen gefällt wurde. Es geht indessen nicht ausschliesslich um Menschenrechte.

#### Gewahrter Schein

Der türkische Aussenminister *Murat Karayalçin* nahm zwar am Treffen mit den EU-Aussenministern teil und verhinderte einen politischen Eklat, der die Beziehungen zweifellos weiter abgekühlt hätte. Aber das erklärte Ziel der türkischen Regierung, mit der Unterzeichnung des Zollunionsvertrags, einer Vereinbarung, die sonst kein Drittland vorweisen kann, einen qualitativen Schritt in Richtung Europa zu tun, hat er nicht erreicht. Damit ist der Plan zur Errichtung einer Zollunion aber weder gescheitert, noch wird er zwangsläufig verzögert. Denn die technischen Arbeiten sind mittlerweile so weit abgeschlossen worden, dass der Fahrplan eingehalten werden kann, sofern der politische Wille 1995 besteht. Ob sich dieser Wille entwickelt, hängt nicht so sehr von der EU als Ganzem, sondern vielmehr von Griechenland ab. Denn elf Mitgliedstaaten – das ist in den vergangenen Tagen klageworden – würden es bei einem Verweis an die türkische Regierung bewenden lassen; sie würden die Zollunion nicht an der Menschenrechtsfrage scheitern lassen.

Der deutschen Ratspräsidentschaft ist es über das Wochenende nicht gelungen, auch Athen zu einer kompromissbereiten Haltung zu überreden. Das war abzusehen; Athen ist zwar ein weiteres Mal isoliert, aber immerhin mit achtbaren Argumenten: Wer Menschenrechte und die Immunität von Parlamentariern verletze, habe in der Zollunion, die in Aussenhandelsfragen fast eine Art Teilmitgliedschaft verkörpert, keinen Platz. Dass sich hinter diesem plausiblen vordergründigen Argument auch wirtschaftliche und politische Überlegungen verbergen, musste gar nicht betont werden. Denn die griechischen Forderungen an die Adresse der übrigen elf Mitgliedstaaten sind bekannt. Es geht um Zypern und um die einheimische Textilindustrie.

#### Zypern und Geld für Textilbranche

Die griechische Regierung forderte schon am EU-Gipfel in Essen, dass die Union einen festen Terminplan für Beitrittsverhandlungen mit Nikosia aufstellt. Zypern soll im Schnellzugsverfahren integriert werden, wozu die politisch geteilte Insel wirtschaftlich auch in der Lage wäre. Diesem Anliegen, das nicht ohne gleichzeitige Einbeziehung Maltas abgewickelt werden könnte und das politisch problematisch gegenüber Ostmitteleuropa wäre, haben sich die Elf bisher widersetzt. Die geltende Sprachregelung lautet vielmehr, dass Zypern im nächsten Kandidatenzug sitzt, aber eben nicht allein, sondern mit einigen Osteuropäern. Wie die griechische Forderung aufgeweicht werden kann, ist noch völlig unklar. Der Gedanke, Zypern in den EWR aufzunehmen, ist zwar eine denkbare Variante. Sie brächte aber bloss Binnenmarktvorteile, jedoch keine Rückenstärkung für Griechenland in den EU-Entscheidungsgremien.

Beim zweiten griechischen Anliegen, das eher unter als auf dem Verhandlungstisch liegt, geht es um Beihilfen für die griechische Textilindustrie im Umfang von 400 Millionen Ecu (rund 650 Millionen Franken). Als Kompensation für den höheren Konkurrenzdruck aus dem östlichen Nachbarland, der mit dem Wegfall der Zölle verbunden ist, will Athen die eigene Textilbranche mit EU-Strukturfondsmitteln aufrüsten. So liess sich Portugal seiner Zeit die Zustimmung zur Uruguay-Runde abkaufen. Gegenüber solchen Mitteln zur Durchsetzung von Eigeninteressen sind die übrigen EU-Mitglieder fast machtlos, weil Verträge mit Drittstaaten  *einstimmig* geschlossen werden müssen. Das griechische Beispiel, wozu auch die Blockierung jeder Finanzhilfe an die Türkei oder die Politik gegenüber Restjugoslawien zu zählen ist, wurde in den letzten Tagen verschiedentlich als Grund für eine notwendige Revision des Maastricht-Vertrags genannt, die ein Abweichen von der Einstimmigkeitsregeln erlauben würde.

#### Erklärungen aus Ankara

Der türkische Aussenminister benutzte die Aussprache im Assoziationsrat immerhin dazu, den Standpunkt der türkischen Regierung darzulegen. Er äusserte im Namen der Regierungschefin *Ciller* sein Bedauern über die Urteile gegen kurdische Parlamentarier, verwies aber auf die Unabhängigkeit der Gerichte in der Türkei. Ankara bemühe sich, die Menschenrechtssituation in den Griff zu bekommen, unter anderem durch Verfassungs- und Gesetzesänderungen, die auch ein eigenständiges Ministerium für Menschenrechte vorsehen. Die Urteile gegen die ehemaligen kurdischen Abgeordneten könnten nur durch ein Appellationsgericht aufgehoben werden. Aus Kreisen des deutschen EU-Vorsitzes verlautete, dass auch ein Urteil des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte in Strassburg, von dem die Türkei als Europaratsmitglied unmittelbar betroffen wäre, Wirkung haben könnte.

# Offensive against PKK continues in freezing conditions

## Operations by security forces focus on Tunceli as well as Cudi, Gabar mountains

By Sinan Çetin  
Turkish Daily News

ANKARA- Turkish security forces are continuing their offensive against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants right into the winter despite sub-zero conditions.

Units from the Armed Forces, special police teams as well as village guards are taking part in the offensive which has focused on the Tunceli province as well as the Cudi, Gabar, Ağrı and Tendürek mountains while Air Force jets are continuing routine raids against targets in Northern Iraq.

According to official sources more than 40,000 troops are involved in the operations in Tunceli where security forces have killed two key PKK commanders identified as Celal Barak and Erdal Gedik. PKK sources confirmed to the Turkish Daily News the loss of the two commanders.

Also according to official figures 35,571 PKK militants have been either killed or captured alive and 7,670 members of the security forces have been killed in the clashes during the past three years.

The security operation in Tunceli is regarded as the most important offensive in the current drive against the PKK where the security forces have taken on 5,000 militants in the mountains of Munzur and Kutu.

The TDN has learned from local sources that the PKK is having a difficult time because of the villages which were destroyed. The sources say the village burnings have left the PKK without any potential shelter.

Sources close to the PKK confirmed the death of commanders Barak and Gedik but strongly denied claims that Şemdin Sakik, the local top commander of the PKK had been cornered and that it was only a matter of time before he was caught.

Tunceli Governor Atıl Uzelgün reported that 500 militants had been killed in the past three months in the

intensive clashes especially in the Munzur mountains. According to Governor Uzelgün security forces are also hunting down militants of the left-wing terrorist groups led by TIKKO and TDKP. In the past year 700 people have been taken into custody in Tunceli and 200 have been formally arrested. Local sources, however, claimed in interviews with the TDN that 2,000 persons had been taken into custody and that 24 persons who were allegedly detained were "missing."

According to military officials units from the Kırklareli Infantry Division (in Thrace), Bolu Mountain Commando Units and Kayseri Paratroopers Units are involved in the operations in the mountains of eastern and southeastern Turkey.

Meanwhile security operations on the Cudi Mountain are continuing despite official announcements that the area had been cleaned of all PKK elements and that the Turkish flag had been raised on the mountain peaks.

Turkish jets are pounding various "targets" in Northern Iraq but according to local sources these raids are not creating any serious losses for the PKK.

According to figures given by the Interior Minister in the past three years 35,571 PKK militants have been killed or captured in the eastern and southeastern areas where Emergency Rule has been declared. According to official figures 666 separate terrorist incidents were reported in 1989, 527 in 1990, 823 in 1991, 1,593 in 1992, 2614 in 1,993 and 3,116 from the start of 1994 until Dec. 13.

Also according to official figures all terrorist incidents across the country totalled 6,307 as of Dec.9, 1994. This figure was 4,198 for 1993 and 1,920 for 1992.

According to official figures 7,105

PKK militants have been killed while 28,135 have been captured alive (331 were wounded) in the past three years. Also during this period 2,391 policemen, soldiers, and village guards lost their lives and 5,279 were wounded.

In the same period 3,005 civilians died and 4,140 were wounded. So in the past three years 50,055 people were killed or wounded in the separatist terrorist clashes. 2,115 villages were reportedly evacuated and more than 2 million people lost their homes.

At the moment 300,000 soldiers, policemen and village guards are deployed in eastern and southeastern provinces which are under Emergency Rule.

According to official sources there are about 4,000 PKK militants. About 2,300 are within Turkish borders and the rest are in Northern Iraq. Emergency Rule Deputy Governor Hüseyin Başkaya says the PKK is facing some tough times because it has lost its supply lines and is running out of ammunition and food supplies. Başkaya says the PKK is shifting its forces frequently to give the impression that it has more militants than it actually has.

According to local sources, however, the number of PKK militants have not been affected despite the hard blows the PKK has received from security forces.

In the eastern province of Urfa where the PKK is not so active 650 people have joined the separatist group, according to the claims of sources close to the militant group. They claim there are 30,000 PKK militants inside Turkey.

Local sources in southeastern Turkey say this is an exaggerated figure and claim there are about 15,000 militants. They say the PKK does not have a serious presence in the cities yet it does have some people in the major cities.

In the past few months the militants of the Kurdistan People's Liberation front (ERNK) which is supposed to be the political wing of the organization has joined forces with the militants of the Kurdistan Peoples Liberation Army (ARGK), the military wing of the PKK, to launch joint terrorist actions. The ERNK is behind some bombings in major cities, according to sources close to the PKK.

The ERNK was seen as a strictly political movement in many European capitals and thus officials were reluctant to clamp down on its activities in Belgium, Holland, Greece, Denmark, Sweden, Britain and Switzerland.

THURSDAY, DECEMBER 22, 1994

Turkish Daily News

TURQUIE

# ● A l'heure de la condamnation des députés kurdes

*Le gouvernement turc vient d'obtenir la condamnation des députés kurdes, au mépris de la justice la plus élémentaire. Mais la bourgeoisie elle-même est divisée. Ce dernier procès illustre l'impasse politique dans laquelle se trouve actuellement le pays.*

Istanbul,  
de notre correspondant.

**L**es députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP, nationaliste kurde, dissout par la Cour constitutionnelle en juin dernier) ont été condamnés à des peines de prison allant de trois à quinze ans, à l'issue de leur procès à la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, pour « adhésion à une bande d'hommes armés » (8 décembre 1994).

Dans une certaine mesure, on peut dire que le « pire » a été évité, puisqu'ils risquaient - à l'origine - la peine de mort, en vertu de l'article 125 du Code pénal (délit de « séparatisme » et de « haute trahison »). Sur ce point, les pressions occidentales et la peur de la bourgeoisie turque de voir remis en cause le processus de son intégration à l'Union européenne (UE) ont probablement pesé dans la balance du tribunal, qui a changé le chef d'inculpation en dernière minute, malgré les protestations du procureur, le tristement célèbre Nusret Demiral, résidu de la dictature militaire, qui voulait à tout prix les pendre !

## *Parodie de justice*

En soumettant les députés à un traitement différencié, les juges (deux civils et un militaire) ont cherché à réfuter l'accusation selon laquelle ils se livraient à une parodie de justice et s'apprêtaient à rendre un verdict politique dicté à l'avance par l'armée et le sommet de l'Etat. Pourtant, le procès a été bel et bien bâclé : les avocats de la défense et les députés ont refusé de plaider et la Cour ne s'est même pas donné la peine de vérifier les « preuves et témoignages » du dossier d'accusation. Elle a été incapable de prouver un quelconque lien organique entre ces députés et le PKK. Par ailleurs, la distribution des peines ne recoupe aucune logique, qu'elle soit juridique ou politique. Des personnalités comme Hatip Dicle (président du parti) et Leyla Zana, considérés comme tenants de la ligne « pro-PKK » au sein du DEP, étaient devenus la cible privilégiée des milieux nationalistes turcs pour avoir voulu prêter serment en kurde lors de la séance officielle d'inauguration du nouveau Parlement : ils ont écopé de quinze ans de prison. Mais le même traitement a été infligé à Ahmet Türk, grand propriétaire terrien, chef de clan, député social-démocrate depuis les années 1970 et considéré comme un « modéré ».

Les deux députés qui ont été condamnés à trois et cinq ans de prison ont été libérés (remise de peine pour bonne conduite). L'un d'entre eux, Mahmut Alinak, qui avait démissionné au préalable de DEP en raison de désaccords politiques (évitant ainsi de perdre son mandat de député après la dissolution de ce parti), a pu retrouver son siège au Parlement.

Sur le fond, il sera très difficile au gouvernement - et en particulier à Mme Çiller, Premier ministre, qui avait suscité l'opération contre le DEP (sous la pression des militaires et de l'extrême droite nationaliste) en déclarant qu'il fallait « chasser le PKK du Parlement » - d'expliquer, tant aux Kurdes qu'aux démocrates turcs (sans oublier les alliés occidentaux de la Turquie), la légitimité politique et démocratique d'une telle condamnation d'élus du peuple ; une condamnation pour avoir seulement exprimé leurs opinions et mené leurs activités de parlementaires.

## *Une bourgeoisie inquiète*

Même dans la presse bourgeoise, le ton est monté : la majorité des éditorialistes estime que la condamnation est par trop sévère, et beaucoup vont plus loin encore, critiquant le principe même du jugement de ces députés et ses conséquences négatives - non seulement en termes d'image de marque de la Turquie, mais surtout pour l'avenir de la démocratie parlementaire turque. L'organisation du grand patronat, la Tüsiad, a également fait une déclaration exigeant que la démocratie pleine et entière soit appliquée.

Cet engouement de la grande bourgeoisie pour la « démocratie » n'est pas étonnant, dans la mesure où celle-ci veut réussir son intégration à l'UE. Elle est consciente que cela nécessite le respect de certaines règles minimales et formelles de la démocratie parlementaire. Déjà, la signature de l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'UE a dû être reportée de trois mois en raison du veto grec et des réactions internationales à cette condamnation. La grande bourgeoisie



22 décembre 1994

s'irrite par conséquent de voir son personnel politique s'empêtrer dans des querelles intestines et des affaires de corruption, affaiblissant son système de domination politique et se lançant dans une fuite en avant nationaliste et « trop » réactionnaire. La ligne militariste sur la question kurde et les excès de zèle de l'appareil judiciaire et répressif de l'Etat entravent les projets économiques et internationaux des capitalistes tout en coûtant cher à l'Etat. Certes, la bourgeoisie et la grande presse se félicitent des « succès » militaires de l'armée contre le PKK, qui a subi d'importants revers sur le terrain (ainsi, plus de quatre mille militants auraient été tués dans la seule année 1994). Mais elles s'opposent aux exactions peu défendables, qui ne sont pourtant que des conséquences logiques de « l'option militaire » : villages kurdes détruits dans le Sud-Est, attentats à la bombe, comme celle de la semaine dernière qui a totalement détruit le local du quotidien nationaliste kurde *Ozgur Ulke* à Istanbul, l'assassinat de personnalités du mouvement kurde et des avocats du DEP ou d'*Ozgur Ulke* (dont certains seraient liés à la mafia), condamnation des députés du DEP ou d'intellectuels « dissidents » kurdes et turcs.

### Luttes de pouvoir

Une triple lutte pour le pouvoir s'est engagée au sommet de l'Etat, avec des alliances à géométrie variable qui traversent en diagonale les clivages politiques traditionnels. D'une part, la grande bourgeoisie et les milieux libéraux (de droite et certains sociaux-démocrates) qui veulent une réforme du système politique et une certaine démocratisation. D'autre part, les « faucons nationalistes » (kémalistes de gauche, droite musclée, extrême droite nationaliste), certaines couches de la moyenne bourgeoisie (qui souffriraient d'une suppression des barrières douanières avec l'Europe) et un secteur de l'appareil d'Etat (bureaucratie militaire et cadres intermédiaires de la bureaucratie civile), partisans d'un repli sur soi nationaliste, opposés à toute réforme du système afin de conserver leurs privilèges. Et enfin la bourgeoisie islamiste, certaines autres couches de la petite et moyenne bourgeoisie, ainsi que l'intelligentsia « anti-kémaliste », liées aux intérêts du capital américain et moyen-oriental, souhaitant l'établissement d'un régime islamique « modéré » qui supprimerait toutes les tensions sociales et ethniques en fondant toute la po-

pulation dans une nouvelle identité commune islamique. Les états-majors politiques des principaux partis sont partagés et jonglent entre ces trois composantes, pour se maintenir au pouvoir ou pour y arriver.

### Confusion, colère sociale, indignation

Quant aux travailleurs, ils sont restés assez indifférents au procès du DEP. Selon un sondage, près de 80 % de la population approuve la condamnation des députés du DEP, qu'elle estime être liés au PKK. Mais 86 % des mêmes personnes interrogées souhaitent une solution démocratique à la question kurde ! Cela reflète très bien la confusion qui règne : brisée par la crise économique et la répression des mouvements sociaux, désorientée par l'absence de direction politique et syndicale, révoltée par la collaboration gouvernementale de la social-démocratie, tentée par la démagogie sociale et morale de l'islamisme, désarmée face à la propagande du nationalisme turc en raison des erreurs d'orientation ultra-nationalistes du PKK, la classe ouvrière reste hors-jeu et n'est capable que de mener une lutte défensive pour ses salaires. Mais la colère sociale monte et pourrait déboucher sur des luttes plus massives, avec une nouvelle prise de conscience de classe.

Du côté kurde, l'indignation est grande face à la condamnation des députés. Mais *O. Ulke*, le quotidien nationaliste kurde, n'a accordé qu'un écho relativement faible à ce verdict,

étant plus préoccupé actuellement par l'attentat à la bombe qui a détruit ses locaux. Il faut aussi rappeler que le courant politique qui dirige *O. Ulke* était en rupture de ban avec la plupart des députés du DEP, certains ayant même été accusés de « trahison » dans les colonnes du journal (qui a de plus censuré leurs réponses aux accusations), alors même qu'ils étaient sous les verrous. L'expérience du DEP est dépassée de longue date et les députés de DEP n'ont plus qu'une seule utilité aux yeux de cette mouvance politique : aider à alimenter les pressions internationales contre la Turquie. En ce sens, les termes de la condamnation des députés du DEP ne répondent sans doute pas à ses attentes. A la veille du verdict, et avec le cynisme qui caractérise ce mouvement, l'avocat principal de la défense, M. Feridun Yazar (ancien président du DEP), déclarait à la presse : « Pour nous, il n'y a aucune différence entre l'acquiescement et la condamnation à mort. Une condamnation à mort serait même une excellente chose. La pire solution serait sans doute une condamnation intermédiaire. » (*Sabah*, 8 décembre).

### Double faillite

La condamnation des députés du DEP illustre une double faillite. Celle de la politique kurde du gouvernement turc, d'abord. Il n'a été capable d'aucune ouverture après le tournant historique de 1992, marqué par la « reconnaissance de la réalité kurde » par le Premier ministre de l'époque, Süleyman Demirel. Il a été incapable de tolérer une expression



La députée Leila Zana, lors du procès.

même modérée des revendications kurdes au Parlement. Il s'est finalement lancé dans une fuite en avant militariste qui engendre une crise de toutes ses institutions.

Echec, d'autre part, de l'expérience du DEP. Fondé à l'origine par une collaboration entre syndicalistes de gauche turcs et kurdes et la gauche kurde, ce parti a été rapidement placé sous l'hégémonie politique du PKK. Il n'a pas pu devenir la branche légale du PKK, mais n'a pas non plus été capable de mener une politique proprement indépendante. Ses députés sont entrés au Parlement en alliance avec le Parti social-démocrate et ont voté la confiance à l'actuelle coalition. Ils ont même servi d'intermédiaires entre l'Etat et le PKK (dans une récente émission de télévision, depuis leur prison, les députés ont expliqué qu'ils avaient rencontré le chef du PKK, Apo, à la demande du président de l'époque, Turgut Ozal). Mais ils n'ont pas su se démarquer, même formellement, des pires actions indéfendables du PKK, alliant ainsi opportunisme parlementaire et sectarisme nationaliste, pour finir par se marginaliser, tant auprès des Kurdes que des Turcs.

Cette double faillite illustre bien l'impasse dans laquelle se trouve la Turquie, incapable de trouver une solution, bourgeoise ou révolutionnaire, à la crise sociale et nationale.

Espérons que la recomposition politique en cours, aussi bien au sein de la bourgeoisie que de la classe ouvrière, et la différenciation politique naissante du mouvement national kurde permettront de changer ce tableau dans le sens des intérêts de la classe ouvrière et du peuple kurde.

Erdal Tan

## INQUIETANTES PERSPECTIVES

Promesses d'avenir : entre Russie et Turquie, elles n'ont rien qui puisse réjouir.

**P**résentement, la Russie a décidé de régler son compte au séparatisme de la Tchétchénie, qu'elle considère comme partie intégrante de son territoire. La Tchétchénie est musulmane et minuscule, caucasienne et pétrolière, sur le passage d'oléoducs stratégiques. A quelques exceptions près, la Communauté internationale estime que l'opération militaire, décidée par Boris Eltsine, relève exclusivement de la politique intérieure russe. Vision optimiste ou méthode Coué, c'est du pareil au même. Déjà, l'aventure yougoslave aura démontré les immenses capacités d'illusion de cette Communauté et les fiascos subséquents.

Or, à Casablanca s'est tenu le septième sommet de l'Organisation de la Conférence islamique, loin géographiquement du monde turco-musulman et asiatico-musulman. On a pu y constater - ce qui n'est pas une révélation - que l'Umma du Coran est aussi divisée que les sphères chrétiennes ou occidentales, que la cause palestinienne est passée de saison et que la Bosnie douloureuse est un drame providentiel pour manifester indignation et solidarité. On aura glissé pudiquement sur l'islamisme militant, financé conjointement par l'Arabie saoudite et l'Iran, hors de leur territoire, histoire de se distraire des affres de la politique intérieure. Bref, rien de neuf ni d'essentiel.

Par contre, les Européens, les Russes et les Turcs devraient s'inquiéter désormais de ce qui peut advenir, dans leurs voisinages. Les Européens parce que la Turquie, vis-à-vis des Kurdes, se soucie des droits de l'homme comme d'une guigne, mais est gagnée par l'islamisme : cependant elle voudrait rejoindre la Communauté européenne. Les Russes parce que l'héritage soviétique est très ambigu, dès lors que le ciment communiste s'est délité et que l'appel aux mânes de Pierre le Grand et de Catherine II ne suffit pas à assurer les visées stratégiques de la Russie éternelle. Les Turcs enfin, car ils ne peuvent être à la fois européens et asiatiques, sans imaginer qu'ils ne se heurteront pas à celle-ci, pour ces deux raisons et qu'ils vont, par conséquent, ouvrir une déstabilisation durable qui finira par inquiéter les Etats-Unis, tout préoccupés que soient ceux-ci à regarder leur nombril malade.

Un affrontement endémique, une guerre entre la Turquie et la Russie sont-ils possibles ? Et sur les trois théâtres aujourd'hui concernés : les Balkans, le Caucase, l'Asie centrale ? Dans les Balkans, les dés roulent déjà vers une conjonction de la Serbie et de la Grèce, bien vue des Russes, contre un bloc albanais-

croate-bulgare, appuyé par la Turquie. Le nez sur le drame bosniaque, qui perdure misérablement, les augures internationaux devraient cependant se soucier de ces lendemains, que le messianisme renaissant du califat ottoman risque d'animer brutalement. Certes, les quinze millions de Musulmans, en Russie (Tatars, Bachkirs, peuples du Caucase) seront directement concernés. D'où l'opération préventive actuelle en Tchétchénie. Mais le Caucase, c'est aussi le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, autour de la conquête du Haut-Karabakh. La Russie et la Turquie y sont déjà engagées jusqu'au cou, toute prudence ayant cédé devant les nationalismes et les Russes ayant été chassés, appartenance à la CEI ou pas. Mais le pétrole de l'Azerbaïdjan est important pour la Russie.

Plus à l'est, l'Asie centrale musulmane est une réalité en proie au fondamentalisme islamique animé par l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan. On pourrait espérer que Russes et Turcs feront, par conséquent, prudence sinon cause commune. Jusqu'ici, de Bakou, sur la Mer Caspienne, à Alma-Ata, au cœur du Kazakhstan, en passant par l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, la Kirghizie, avec les ressources pétrolières et gazières que l'on devine, le bloc turcophone n'attend qu'une succession d'incidents pour se former. Soit que des hostilités commencent entre Grèce et Serbie d'une part, Macédoine, Bulgarie et Albanie d'autre part. Soit que la Tchétchénie se montre très coriace et donne l'exemple au Daghestan et à la République tcherkesse. Soit que la rupture se fasse entre les Kazakhs et les Russes. C'est compliqué, mais tout simple, si on se livre à la fatalité. Couramment, on dit : ouvrir la boîte de Pandore, cette première femme de l'humanité qui, selon la mythologie, ouvrit le vase où Zeus avait enfermé les misères humaines. Seule y resta l'espérance. « *Ma petite sœur l'espérance* », disait un personnage du théâtre de Claudel.

Or, la Turquie est dans l'impasse kurde et la Russie dans le piège tchéchène, depuis trois ans. Toutes deux pour avoir pratiqué une politique de force sur des minorités. Tels ne sont pas les meilleurs préalables pour gérer, avec calme et prudence, un voisinage où les lézardes sont déjà béantes.

Providentiellement, dans cette mise en perspective qui n'est guère réjouissante, l'Iran, puissant mais affaibli, est marginalisé en Asie centrale où il aimerait cependant intervenir, au moins sur les antagonismes russes et turcs, tandis que la légende de l'Imam Chamil suffit à peupler la résistance des Tchétchènes.

Michel Jobert

## Human Rights Diary

### Human Rights Watch/Helsinki

**condemns the THIV trial:** In a letter to Turkish Prime Minister Tansu Çiller, Jeri Laber, the executive director of the New York-based group, Human Rights Watch/Helsinki, claimed there was a clear violation of the principle of free speech in Turkey. Laber's letter concerned the trial of Turkish Human Rights Foundation (THIV) Chairman Yavuz Önen and Research Director Fevzi Argun at the Ankara State Security Court (DGM). Both men are charged under Article 8/1 of the Turkish Anti-Terror Law with promoting "separatism" in the "The Torture File 1980-1994" booklet published by the foundation. The letter said that the indictment stemmed from three paragraphs in the 56-page booklet funded by the John Merck Foundation and the European Union. "The trial of Önen and Argun represents another clear attack on the principle of free speech, which lies at the heart of the rule of law, human rights and liberal democracy. The Republic of Turkey has clearly set these fundamental principles as its goals, evidenced in various international treaties Turkey has signed and in Turkey's desire to join the European Union (EU)," according to Laber. Laber urged Çiller "to amend Turkey's Anti-Terrorism Law so that the charges against Önen and Argun can be dropped and free speech, one self-stated principle of the Republic of Turkey, will not regularly fall victim to its own laws." Laber is executive director of the non-governmental organization, established in 1978 to monitor and promote the observance of internationally recognized treaties in Africa, the Americas, Asia, the Middle East and among the signatories of the Helsinki accords. The introduction to the booklet entitled, "Sept. 12, 1980, A Step into Darkness," written by Yavuz Önen, had been presented as the section containing the separatist messages by the court. Argun is being charged for a paragraph he wrote on Page 10 of the booklet regarding the "Kurdish problem." The first hearing will be held on Dec. 19 at the Ankara DGM court No. 2. The booklet was published on Sept. 12, 1994, coinciding with the Sept. 12, 1980 military coup. It describes the "human rights violations" which allegedly took place after the 1980 coup at the hands of the military transition government. Various "torture cases," "deaths under custody" or "while in prison" were detailed in the booklet. The book claims that "390 people have died in the past 14 years during interrogation or while in prison, 13 during hunger strikes and 17 under torture." The booklet was seized by the authorities after publication. (December 16, TDN)

**DGM issues warrants for arrest of seven IHD members:** The State Security Court (DGM) is tightening its grip on the members of the Turkish Human Rights Association (IHD) and the Turkish Human Rights Foundation (THIV). At a hearing on Dec. 16, the Diyarbakır DGM issued warrants for the arrest of lawyers Nimetullah Gündüz, Abdullah Cager and Mahmut Sakar who are members of the board of administration of the IHD's Diyarbakır branch. The three men were in court at the time, and they are now in Diyarbakır prison awaiting trial on charges related to a book entitled "Emergency Rule Region Report '92," published by the IHD's Diyarbakır branch. At the same time arrest warrants were issued for four other IHD members — district secretary Halit Temli and board members Huseyin Yıldız, Melike Alp and Hayri Veznedaroğlu — but they were not in court and are still at liberty. The prosecution is seeking prison terms of two to five years and fines of TL 100 million for the accused Diyarbakır IHD members under the provisions of the current Anti-Terrorism Law. "This is a policy of intimidation declared against the human rights defenders and threatens us with closure. Our members, representatives and administrators have been taken into custody and were forced to desert the area," said Temli, who revealed his anger over the decision with these words, adding, "Our branches in Deir, Batman, Siirt, Tunceli, Şırnak, Van, Doğubeyazıt and others in the region have been closed." (December 20, TDN)

**Turkey's lawyer to Strasbourg resigns:** Professor Bakir Çağlar, who represented and defended Turkey's rights at the European Human Rights Court in Strasbourg on Tuesday, has resigned from his post. Çağlar, who delivered his resignation to the Foreign Ministry, said, "Turkey has to start washing its own dirty laundry on its own soil and not in Strasbourg. Indicating that there were 560 open cases against Turkey and that the human rights record of Turkey was not the greatest in the European Human Rights Court, Çağlar said: "Turkey has not adjusted its own regulations according to European standards which it agreed to do after signing the European Human Rights Convention." (December 20, TDN)

Turkish Probe December 23, 1994

5

## Human Rights Leaders on Trial

İlnur Çevik

**T**he trial of two leading human rights organizations and their leaders opened at the Ankara State Security Court (DGM) on Dec. 19 just as the European Union ministers in Brussels were discussing moves to allow Turkey to join the European Customs Union amid reservations of Turkey's poor human rights record. In the trials, the heads of Turkey's two main human rights groups and four activists were accused of spreading separatist propaganda through books on alleged torture and the torching of villages in the country's mainly-Kurdish Southeast. All six, including Yavuz Önen, head of the Human Rights Foundation of Turkey (TIHV), and Akin Birdal, chairman of the Human Rights Association (IHD), were charged under Turkey's notorious Anti-Terrorism Law, which has caused scores of intellectuals to be sentenced for work on the Kurdish issue. Önen was accused of spreading propaganda to threaten the indivisible unity of the country in his essay entitled "12 September: A Step toward The Dark Ages," which appeared in "A Scene from the Burned Villages," one of the books. In addition to this essay, a paragraph in the book was also found to promote "separatism."

Fevzi Argun, the book's editor, was also tried on the same charges.

The prosecutor demands prison terms ranging from two to five years for both defendants and fines of TL 100 million. "Both the essay and the book itself do not contain any criminal elements. It only aims to maintain the present system and look at it from a critical point of view. Torture is experienced by many and this has caused political and moral discussions. The foundation rehabilitates those who suffered from torture and is also obliged to publish reports on human rights issues. All these require a critical point of view. That is why I mentioned the Kurdish problem," said Önen in his written defense.

Argun, the other defendant, said in his defense that he was a journalist and that the book was published according to journalistic rules. "The book was published to warn the public and the authorities. The information in the book is objective," said Argun. He also added that instead of prosecuting those responsible for the torture cases, they, the publishers of the book, were being tried.

The case was postponed to Dec. 29 to enable the judge to examine the defendants' previous criminal records.

Next came the turn of leading officials from the IHD to sit in the defendant's chair. Among them, were Birdal, and IHD general secretary, Hüsnü Öndül — who is also the lawyer of Önen and Argun. Birdal and Öndül are charged with promoting "separatism" in "A Scene from the Burned Villages" published by the IHD. The prosecutor, Lieut. Nuh Çetinkaya, demands prison terms rang-

ing from six months to two years and fines of TL 100 million.

The book's author, Sedat Aslantaş, is also being tried on the same charges and faces a prison term ranging from two to five years. Aslantaş, who is currently in prison, was unable to make a court appearance.

Birdal said these cases were an indication of the attitudes taken toward human rights supporters in Turkey. "There is a contradiction in application; the state recognizes many of the main human rights agreements which enable every organization to carry out research or examinations of human rights issues, but on the other hand, this contradicts with the attitudes toward us and our association. If the state does not recognize freedom of expression, how can we state the results of our research?" said Birdal.

The prosecutor released the technical director of the book, Erol Anar, without charging him. The court postponed the case to Jan. 11.

"The Torture Report 1980-1994" describes the human rights violations which allegedly took place after the 1980 coup at the hands of the transitional military government. Various torture cases and deaths in custody or while in prison were detailed in the book. It also claimed that "390 people died in the past 14 years during interrogation or while in prison, 13 during hunger strikes and 17 under torture." The book was seized by the DGM after publication.

On the other hand, the IHD's book, "A Scene from the Burned Villages," claimed that villages were burned by the security forces and gave the names of villages. It too was confiscated by the DGM.

The Human Rights Watch/Helsinki sent a letter to Prime Minister Tansu Çiller on Saturday, calling the trial "another clear attack on the principle of free speech, which lies at the heart of the rule of law, human rights and liberal democracy." The IHD also reported on Dec. 19 that three lawyers were arrested, pending trial, on Dec. 16 in the Southeastern town of Diyarbakır for a book the group published in November. The book, "The Emergency Rule Region in 1992," deals with alleged human rights abuses in the Southeast — site of a 10-year bloody separatist terrorist war.

Arrest warrants were issued for four other IHD members at the same time but they were not in court at the time and are still at liberty. These were Halit Temil, district secretary, and board members Hüseyin Yıldız, Melike Alp and Hayri Veznedaroğlu. The prosecution is seeking prison terms of two to five years and fines of TL 100 million for the accused Diyarbakır IHD members under the provisions of the current Anti-Terrorism Law. ■

## Jailed ex-DEP deputy says he was tried for speech he never made

*Turkish Daily News*

ANKARA- Sedat Yurttas, a former deputy of the now-defunct Democracy Party (DEP), in a letter to journalists said he had been tried by the Ankara State Security Court (DGM), facing the death penalty, in 28 days for a speech he had not delivered. "I was sentenced for something I have not done," said Yurttas, who is being held in an Ankara prison.

Saying that, unlike some others, he had refused to flee and stayed to continue the struggle after the DEP parliamentary immunity was lifted, Yurttas said that the sentencing decisions were not legally justified and "were taken beforehand."

Yurttas, who was sentenced to seven and a half years in prison by the DGM, said that the decision was based on speeches he delivered in the southeastern province of Hakkari and in Europe.

"My request to bring the tape recordings of my speech to the DRS station TV1 was not approved by the court," said the former DEP deputy.

He added that although the case file contained a statement by two policemen who said they did not know who the minutes of a speech delivered by one of the six DEP deputies in Hakkari belonged to since the minutes had been taken sometime after the speech, the prosecutor had ignored that statement and thus all six deputies had been held responsible for making the speech.

Therefore, he said, the court had based its verdict on a speech he had not made.

## Turkish envoy to France defends Democracy Party trial

*Turkish Daily News*

ANKARA- The trial of the former Democracy Party (DEP) deputies is not against democracy, a top Turkish diplomat said. Tansug Bleda, Turkey's ambassador in Paris, said that the court proved that there was an organic link between the former deputies and the separatist terrorist organization, the Kurdish Workers' Party (PKK), in his article published in Le Figaro newspaper, the Anatolia news agency reported on Thursday. He also pointed out that the judiciary was independent in Turkey and that governments cannot take decisions concerning cases before the courts.

Bleda recalled that former DEP deputies have the right of appeal and added that they could apply to European Commission of Human Rights if they lose their appeal in Turkey.

He also said in his article that the PKK was involved in drug trafficking.

# FROM THE COLUMNS

## The DEP trial and the way Europe views it

From a Dec.22 article by SABAH's Mehmet Ali Birand: What Professor Bakır Çağlar said during the latest episode of Güneri Civaoglu's TV program, "The Red File", must be taken seriously. Çağlar was the person who was defending Turkey at the Human Rights Court in Strasbourg. He resigned recently, not because he was fed up with the difficulties involved, but because he was fed up with Turkey's indifference.

Without any hesitation, Turkish officials sign the international agreements put before them and then forget all about them. Signing such agreements amount to a "show of democratization," even when the officials signing these documents have not given any thought to whether they would be fulfilling these commitments or not. They think that they must sign such agreements to create a favorable impression without which Europe might distance itself from Turkey.

They see that as a simple job. They sign the documents and forget all about them. This is the general approach of the Turkish Republic, signing international documents fully aware that it will not be fulfilling the requirements these entail, and then proceeding unruffled on the same path as if no such documents exist.

Çağlar said, "If Turkey wants to live in the European club, It must reorganize its legal system and adjust it to the European system." Either Turkey must do that, or stop making commitments under international agreements and stop insisting to remain in the Council of Europe.

Really, we must make up our mind. Shall we play this game fairly, according to the rules? Or shall we give up, become inward-looking, try to solve the Kurdish problem by hanging those who play a different tune, and obtain confessions from persons detained by the police under torture "as a requirement." In other words, if we do not want to play this game according to the rules, let us put into practice what certain persons seem to have in mind. Let us not treat others as if they are mentally retarded people who can be deceived so easily.

### DEP ruling bound to be overruled

The convicted Democracy Party (DEP) deputies are waiting for the Court of Appeals to announce its decision on the court ruling. The details of that trial had been shrouded in mystery. Not much had been leaked to the press.

Now that we have the details, we see certain unacceptable elements, such as the way the trial was brought to an end in 28 days with incredible speed, the way the court turned down defendants' demands to have certain points investigated, and, more importantly, the way the court found the indictment admissible though it was not based on sound data.

According to the DEP circles, this is a politically motivated case. Not only the detained deputies but also many persons not connected with the DEP expect the Court of Appeals to reverse the decision.

If the Court of Appeals upholds the decision, the convicted will take the issue to the Strasbourg Human Rights Court. And there is a strong possibility that the Strasbourg Court will overrule the court decision concerning the DEP deputies. We are faced with a chaotic situation. The dress we are wearing is coming apart at the seams. And the patches do not stay in place. Something must definitely be done. A new arrangement must be made. And the first step in that direction would be to admit that the only place to solve the problem is the Parliament, and learn to listen to people with differing views and to attach importance to the rights of other persons too.

Despite all the negative aspects of the situation, we are hopeful. Last Tuesday, I saw at a conference organized by the Istanbul University Faculty of Law hundreds of brilliant young persons debate the Kurdish problem in a civilized manner, defending conflicting views in a friendly atmosphere. I appreciated them so much, considering especially the way deputies engage in fist fights with one another in Parliament. They are the Turks of the future. Their world is quite different from ours. They too have differing views and some of them are fanatics. Yet, they speak their minds and they discuss these with one another. Unlike us, they do not swear at one another or try to beat up one another.



LE SOIR DE BRUXELLES - 23 décembre 1994

## Sur la situation au Kurdistan irakien, hors du contrôle de Bagdad.

## David Goetghebuer



Expert logistique  
chez Médecins sans frontières

■ Vous rentrez d'une mission d'évaluation au Kurdistan « autonome » irakien. Depuis quand MSF avait-elle quitté la région ?

□ Dès juin 1992, nous avons été parmi les premières ONG à quitter Bagdad, où nous ne pouvions plus travailler dans de bonnes conditions. Nous sommes restés dans le nord « libéré » jusqu'en avril 93, mais l'insécurité qui y régnait nous a poussés à partir également. En fait, les attentats visant les ONG se multipliaient, parfois mortels, comme dans le cas de Vincent Tollet, ce Belge qui travaillait pour Handicap International.

■ D'où venait cette insécurité ?

□ Les Kurdes incriminent les services de Saddam Hussein. Il est difficile de se prononcer. En tout cas, les choses se présentent de façon complexe puisque les intérêts des factions kurdes qui dirigent ce territoire sont souvent divergents, ce qui entraîne des querelles entre les deux principaux partis (de MM. Barzani et Talabani) ou avec le parti islamique. En tout cas, les enquêtes ont parfois été sabotées par les autorités kurdes. On doit aussi évoquer les intérêts iraniens et turcs qui peuvent avoir eu leur influence dans certains de ces événements.

■ La situation sécuritaire a-t-elle évolué ?

□ On constate une nette diminution des attentats. Mais on ne peut en tirer de conclusions dans cette région où les gens sont tous armés, où les comptes se règlent souvent à la kalashnikov. Les forces de sécurité, de plus, veillent surtout aux intérêts de leur faction, qui restent prioritaires : il s'agit du plus gros problème du Kurdistan irakien, car ce phénomène empêche une gestion satisfaisante en tous domaines.

■ Votre rapport n'est d'ailleurs pas tendre pour le « gouvernement » kurde...

□ C'est vrai. Il y a une mauvaise gestion et un manque de ressources. Ce second point n'est pas de leur ressort : ils n'ont pas de pétrole, pas de sources d'énergie, et doi-

vent s'en tirer grâce à l'aide internationale et le commerce qui reprend avec la Turquie malgré l'embargo officiel contre l'Irak. Mais le peu dont ils disposent est très mal géré : gaspillages, priorités politiques (factionnelles) passant avant l'efficacité économique, argent mal employé, personnel administratif pléthorique (et intouchable, car nommé en fonctions des clans). Les rares revenus de l'impôt vont dans les caisses des partis qui les ristournent au gouvernement avec parcimonie. La question de la gestion du service santé est elle-même exemplaire des erreurs graves qui aboutissent à la pénurie.

■ Une prise de conscience du rôle néfaste des intérêts claniques est-elle possible ?

□ Un début de prise de conscience, oui. Depuis les sanglants combats interkurdes de mai-juin, on entend dire que cela fait le jeu de Saddam Hussein. Les plus lucides, souvent ceux qui ont eu accès à la rationalité occidentale, tentent de servir de trait d'union entre les Kurdes et les ONG qui ont parfois du mal à se comprendre. Mais la majorité des gens restent attachés aux vieux schémas. Ainsi les Kurdes font-ils la preuve de leur incapacité à se prendre en main. Ils demandent du temps, mais j'ai peur que l'histoire ne le leur donne pas. Pourtant, ils savent que l'évolution politique, telle que la levée, un jour, des sanctions de

l'ONU contre l'Irak, ne jouera pas en leur faveur. Cela n'empêche pas la population de rêver à l'indépendance; mais les dirigeants se gardent bien de tenir ce discours, connaissant bien les données de la question d'un point de vue global : aucune puissance régionale ne veut d'un État kurde, difficilement viable, etc. Ils savent donc qu'un modèle fédéral irakien est à l'horizon.

■ Justement, est-ce que l'« Iraqi National Congress » (INC), principal mouvement (fédéraliste) d'opposition irakien, établi au Kurdistan, devient une force crédible ?

□ Il a progressé depuis mon dernier voyage, il y a deux ans, d'autant qu'il a habilement joué les médiateurs dans les combats entre peshmergas. Les forces de l'INC contrôlent des zones sensibles, et leur chef, Ahmed Chalabi, est très présent. Il se montre du reste résolument confiant. La population kurde le voit tantôt comme un allié au moins objectif, tantôt le tolère avec réticence comme un « Arabe » dont la télévision, par exemple, ne comporte aucun programme en langue kurde.

■ Que reprenez-vous de positif ?

□ Le vif sentiment de liberté des gens ! Saddam Hussein devra en tenir compte s'il revient au Kurdistan, car la population a goûté de cette liberté, devenue un capital psychologique important. La reconstruction des villages détruits par Saddam est un des domaines où cette évolution se traduit.

■ Qu'avez-vous recommandé à MSF ?

□ Il n'y a pas urgence médicale au Kurdistan aujourd'hui. Mais la vigilance est de mise : la situation demeure précaire car les choses pourraient se détériorer rapidement l'année prochaine. Notamment quand sera revu en mars le budget humanitaire de l'ONU qui est susceptible de baisser. Et si l'embargo pétrolier est levé, les donateurs se feront encore plus réticents.

■ Et l'Irak de Saddam ?

□ Je ne m'y suis pas rendu. Nos informations indirectes sont celles que tout le monde connaît : la situation est préoccupante, plus grave qu'au Kurdistan. Nous envisageons ainsi d'y reprendre le travail.

Propos recueillis par  
BAUDOUIN LOOS



German Ambassador Jurgen Oesterhelt (center) is shown with human rights activists Akin Birdal (at left) and Yavuz Onen (at right), in a display of European support for the activists, who are on trial for publishing books about human rights abuses in Turkey.

TDN Galip Ridvanoglu

## German Ambassador supports charged human rights activists

*Turkish Daily News*

ANKARA- The German ambassador to Ankara, Dr. Jurgen Oesterhelt, visiting the headquarters of the Human Rights Association to meet with activists who are currently on trial, said, "The activities of the Human Rights Association and Foundation are supported by the European Union. I don't want to hide that the cases opened against Birdal and Onen have created a disturbance in European public opinion."

The ambassador also said that the trial of eight former Kurdish deputies had repercussions in Europe, citing the European Parliament decision against Turkey.

The high number of criminal charges against human right activists in Turkey this month, occurring soon after the Kurdish deputies were handed prison sentences, has caused a strong negative reaction from the West.

The State Security Court earlier this month opened trials against the executives of the Human Rights Association and the Human Rights Foundation of Turkey. The top executives of both face prison sentences and fines for publishing books about human rights violations in Turkey.

Yavuz Onen, President of The Human Rights Foundation of Turkey, and Fevzi Argun, a member of the board, have been charged for publishing a book this year titled, "The Torture File."

Akin Birdal, chairman of the Human Rights Association, Hüsnü Öndül, secretary general, and former vice chairman of the organization, Sedat Aslantaş, who is in prison because of a speech he delivered in the annual meeting of the Association in 1992, are on trial for the book, "A Scene from the Burned Down Villages." The book describes the villages burned down allegedly by the security forces in the east and southeast, the largely Kurdish populated part of Turkey, where for 10 years security forces have been fighting militants of the separatist Kurdistan Workers Party, the PKK.

Birdal also faces charges for his speech on Dec. 10 on the occasion of Human Rights Day.

The State Security Court Prosecutor is demanding prison sentences of at least two years and fine from TL 50 million for the charged human rights activists.

In addition to the top executives of the human rights organizations, Mahmut Sakar, secretary

general of the Human Rights Association Diyarbakır branch, and two other executives in Diyarbakır, lawyer Neymetullah Gündüz and Abdullah Çağır, also were arrested earlier this month because of a book published by the Association, the "1992 Report of the State of Emergency Region," which covers human rights violations in Kurdish populated area that is under state of emergency government, which is similar to martial law.

Ambassador Oesterhelt, speaking about his visit to the Association, told the press that he went "to get information about the cases against human rights activists".

Speaking as Ambassador of Germany, who currently holds the EU term presidency, Oesterhelt said:

"I hope it is understood what Europe thinks and expects from Turkey. If Turkey wants to come closer to Europe, something we also want, it has to respond to those expectations," said Birdal and Onen, speaking to the press, expressed their hopes for democratization in Turkey. They insisted on the necessity of improving the human rights situation, starting with freedom of speech, in Turkey.

## Demirel's planned Washington visit in jeopardy

### Human rights appeal to US Embassy in Ankara raises the flag

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

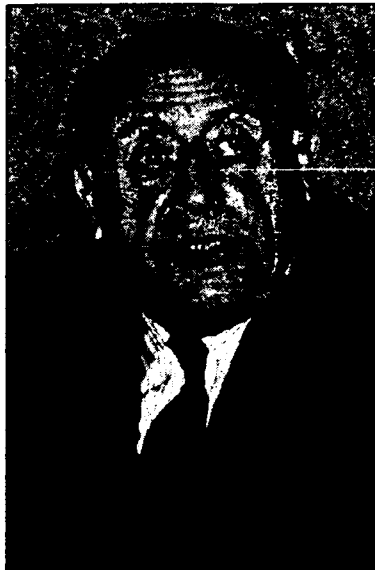
WASHINGTON- A visit by President Süleyman Demirel to Washington to attend the annual convention of the American Turkish Council (ATC) between January 18-20 may be blocked due to a recent visit by a group of activists to the U.S. Embassy in Ankara. ATC sources confirmed to the Turkish Daily News that such a visit did take place but did not say who the activists were.

TDN also learned from a different source that the reason why the activists in question visited the U.S. Embassy was related to the much-publicized human rights violations in Turkey as well as the jail sentences the Ankara State Security Court recently passed on eight former DEP deputies. Demirel himself, in a speech he delivered on Dec. 10 on the occasion of Human Rights day, admitted that in some cases the Turkish state itself was the principal violator of human rights.

The activists in question reportedly shared with embassy senior staff their concern that Demirel's visit to Washington would not be proper when Turkey is under such intense human rights scrutiny. The former U.S. ambassador to Turkey, Richard Barkley, left Ankara on Dec. 16 and his replacement Marc Grossman will arrive on Jan. 2. Currently, the embassy operates under the supervision of Barkley's deputy chief of mission Jim Holmes.

Some observers in Washington find a link between this appeal to the U.S. Embassy in Ankara and the lack of an affirmative nod from the White House to the ATC request for a meeting between the two presidents, Demirel and Clinton.

It is considered a certainty that President Demirel will not visit Washington unless he also gets to



Süleyman Demirel

meet with Clinton. A reliable source told TDN that the application to secure an appointment with Clinton has not been processed this time through the "traditional Turkish channels and intermediaries" utilized in the past.

ATC President Fred Haynes told the TDN that despite all the uncertainty, they are still working with the U.S. State Department and the White House on Demirel's visit. Haynes has just paid a week-long visit to Ankara and Istanbul during which he met with Demirel as well as a number of other Turkish officials and businessmen.

"We had a one-on-one meeting at the Çankaya Palace with President Demirel on the night of Dec. 10," Haynes said. "I told him that we would be honored to see him in Washington and repeated the invitation I first extended back on July 6. I expressed my belief that we must start working early on this new Congress. I told him we must work to get this Congress recognize the broad value of Turkey, and broad interests of the United States in the stability of Turkey in a very unsta-

ble region.

No one is better positioned to take the lead in this issue other than the elder statesman of the region, President Süleyman Demirel," he said.

Demirel, in return, reportedly told Haynes that he "recognized the need" that Haynes had described. "I will absolutely consider your invitation," Demirel told Haynes.

What is more certain is that ANAP leader Mesut Yılmaz has accepted ATC's offer and he will be attending the ATC Convention as well as the new ambassador Marc Grossman. However, Fred Haynes repudiates a story that appeared on Dec. 20 in a Turkish daily that he carried a letter from Clinton to Yılmaz. "I never carried a letter from President Clinton to Mesut Yılmaz, or to anybody else for that matter," he said. "That's a flat out lie."

Some of the other Turkish dignitaries who will be present at the ATC Convention are Emre Gönensay, Prime Minister Çiller's senior advisor; Mustafa Koç, president of American Turkish Business Council; Coşkun Ulusoy, former president of Ziraat Bankası; several ministers (Tourism, Energy, Agriculture) and undersecretary-level officials from Ministries of Energy, Agriculture, Treasury and Foreign Trade, as well as Olcay Unver, President of GAP administration. Defense Minister Mehmet Gölhan also expressed his intention to attend if he is not tied down in Ankara on Parliamentary business.

Prime Minister Tansu Çiller turned down the invitation because she said she committed herself in advance to the Turkish Festival to be held in April 1995 in Houston, Texas.

TDN learned that the opening reception of the convention will be held at the Corcoran Art Museum in Washington, a handsome landmark near the White House which will for the first time serve as a background for a Turkish American function.

## PKK 'MED TV' channel to broadcast soon

The television station, financed by Kurdish businessmen, is expected to broadcast 80 percent in Kurdish and 20 percent in Turkish

By Sinan Yılmaz  
*Turkish Daily News*

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has now become involved in the field of visual communication, through television which can reach thousands or even millions of spectators.

With PKK support, "MED TV", a Kurdish television station, is expected to start broadcasting from Britain by satellite in two months. The station, financed by wealthy Kurdish businessmen, is expected to start broadcasting 80 percent in Kurdish and 20 percent in Turkish.

The channel administrators are expected to organize a press conference before broadcasts commence.

The head of the Turkish Supreme Broadcasting Board, Ali Baransel, responding to questions put by the TDN

on the subject, said on Friday they had no information about this TV channel. He said the matter would be sent to the relevant Turkish authorities to be investigated.

"In the event that such a broadcast is made — possibly through one of the Eutelsat satellites — it is technically not possible to prevent it" Baransel said.

He added that under existing agreements on cross-border broadcasting, the only way for a country to prevent broadcasts against its interests from another country is by diplomatic means.

PKK sources indicated that the facilities for the new channel have been finished and the station will soon start test transmissions.

The sources said that viewers in Turkey will be able to receive the programs by dish antennas. The necessary

technical adjustments are underway to enable viewers to receive broadcasts with the help of normal TV antennas, and this process should be completed within six months.

The MED TV officials say they want to provide "an alternative channel" and broadcast educational and cultural programs besides news, child care and discussion programs.

It is also planned to establish a transmitter in Armenia to make it easier for people in Turkey to view the channel. An independent expert, who wished to remain anonymous, confirmed that it was not possible to stop the TV channel from broadcasting through satellites. He said that through transmitters it would be possible to receive the channel, but illegally built transmitters in Turkey would be easily spotted by the authorities.

## Iraqi Kurds clash for first time since August

*Reuters*

ANKARA- Armed clashes between supporters of rival Kurdish parties broke out in northern Iraq, leaving at least five people dead, Reuters reported on Friday, quoting Iraqi Kurdish sources.

"There were tensions in the Suleymaniah region in the past couple of days — the first since the end of August and almost exactly a month after a settlement signed on Nov. 21," indicated Saffeen Dizayee, the Ankara representative of the Kurdistan Democratic Party (KDP).

"I think about five or so peshmerga (guerrillas) were killed, but we are not sure yet whether this was a hot-headed dispute between peshmergas or something to do with the commanders," Dizayee said.

He said KDP leader Massoud Barzani and Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), were expected to meet on Friday to investigate the fighting.

The KDP and PUK have shared power since elections were held in 1992. Fighting between KDP and PUK factions, as well as religious groups

from the Islamic Movement of Iraqi Kurdistan (IMK), erupted in the three Kurdish-controlled provinces of northern Iraq in May and in August.

In November the two sides had signed a 14-point peace plan forbidding violence as a means of solving disputes, pledging the demilitarization of towns and promising elections after a May census.

Northern Iraq was set up as a Kurdish haven under Western protection after the Iraqi army crushed an uprising in 1991.

—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse

FRA0135 4 I 0363 IRA /AFP-QG99

Irak-Kurdes

Poursuite des combats inter-kurdes dans le nord de l'Irak

TEHERAN, 25 déc (AFP) - Des combats opposaient dimanche, pour la deuxième journée consécutive, les deux principales formations kurdes rivales dans le nord de l'Irak, notamment dans la région d'Erbil, rapporté l'agence d'information iranienne IRNA.

Selon l'agence, qui cite un journaliste kurde, les affrontements se sont poursuivis autour de la ville d'Erbil, siège du "gouvernement" kurde, entre le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

D'après IRNA, ce journaliste kurde qui n'a pas voulu être cité a affirmé qu'une "offensive lancée samedi soir par les forces de Jalal Talabani dans la région de Chaqlawa a été repoussée".

L'agence a affirmé que les forces du PDK ont délogé les combattants de la formation rivale des régions de Miran et de Nazmine, dans le nord du Kurdistan. Des affrontements se déroulent actuellement dans ce secteur entre les combattants de l'UPK d'une part et les forces du PDK, appuyées par le Hezbollah révolutionnaire du Kurdistan (une formation intégriste pro-iranienne), a ajouté la même source.

Les forces de l'UPK et du PDK, qui partagent le contrôle du nord de l'Irak, "sont en train de renforcer leurs positions", a ajouté IRNA.

Dans une déclaration commune diffusée dimanche par la radio de l'UPK, MM. Talabani et Barzani ont lancé "un appel au calme" et souligné qu'ils "tenaient à appliquer leur accord" en vue "de rétablir la paix" dans le Kurdistan d'Irak, selon IRNA.

Les deux dirigeants ont affirmé que ces combats constituaient un "complot" fomenté par des ennemis communs de l'UPK et du PDK, a indiqué IRNA.

Les combats ont éclaté samedi après plusieurs jours de calme. L'UPK et le PDK avaient annoncé le 25 novembre la création d'une direction commune afin de prévenir les hostilités entre eux. En août dernier, les combats entre les deux formations avaient fait près de 400 morts.

Le nord de l'Irak échappe au contrôle du pouvoir central de Bagdad depuis la révolte kurde de mars 1991, dans la foulée de la guerre du Golfe (janvier-février 1991).

kd/zy/mfo

AFP /J00245/251456

DEC 94

—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse—A.F.P.—Agence France Presse

# Iraqi Kurdish internal strife reported to be spreading

*TDN with wire dispatches*

ANKARA- Renewed clashes between the main guerrilla groups sharing power in the Kurdish-held northern Iraq threaten to reach dimensions that could split the Kurdish administration and jeopardize the general elections expected in May.

Iranian news agency IRNA reported that the fighting intensified around Irbil where the peshmergas (fighters) of Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) had repulsed an attack by the guerrillas of the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani.

Baghdad said in clashes earlier in the week, 65 people were killed and as many as 250 were wounded.

The parliament of the self-governing Kurdish region in northern Iraq met Saturday in an attempt to defuse tensions following renewed clashes between Kurdish groups, according to Kurdish officials.

A Germany-based Kurdish news agency, KURD-A, said Sunday that clashes were spreading all over the Kurdish zone.

It reported that the clashes between the guerrillas of KDP and PUK broke out on Dec. 22.

The KDP forces, attacking the town of Shaqlawa, a PUK stronghold, took control of the town. It has been an important political center for the PUK, which runs a political school there.

On Thursday, the KDP also attacked the PUK Politburo in Irbil, the unofficial capital of the Kurdish self-administered region and the seat of its

parliament. Two PUK members were killed in the rocket grenade attack, KURD-A said.

In a counter move, the KDP forces attacked a KDP military center at the town of Raniyah near the Iranian border and wrested the full control of the town from their rivals, according to the agency.

The clashes were the first known flare-up since an August cease-fire between the two main factions ended four months of fighting in which hundreds were killed.

Spokesmen for the Kurdish Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan said only two or three people were killed in fighting over the past few days.

PUK spokesman Barham Saleh, contacted by telephone in Washington, said the unrest was limited and started by "unruly elements."

But the Iraqi government press, eager to publicize inter-Kurdish friction, put casualties higher.

The Iraqi news agency, monitored in Cyprus, said al-Jumhuriya newspaper reported 65 people killed and 250 wounded at two flashpoints around the cities of Shaqlawah and Irbil, about 320 kilometers north of Baghdad.

The PUK spokesman said a summer house in Shaqlawa belonging to faction leader Jalal Talabani was set on fire by KDP fighters. The house was unoccupied at the time, he said. The leftist PUK

and the conservative KDP quarrel frequently despite a 2-year-old agreement to share power after emerging roughly equal in parliamentary elections.

Despite successive cease-fires fighting has flared intermittently in the safe haven, established by the U.S.-led coalition after the 1991 Gulf war to protect the Kurds from Saddam Hussein.

The haven's 3.5 million Kurdish inhabitants form part of a 20-million strong mountain people spread out over Iraq, Iran, Syria and Turkey and seeking autonomy in several of those nations.

Turkey, along with Iran and Syria, are opposed to any consolidation of the Kurdish self-rule, saying it would harm Iraq's territorial integrity. Foreign ministers of the three countries meet regularly to coordinate policy.

In the past, Turkey has mediated in the disputes between the rival Iraqi Kurdish groups. In return, it has asked them not to support the Turkish Kurdish rebels fighting a separatist war in south-eastern Turkish provinces bordering Iraq. Ankara has leverage on the Iraqi Kurds because it is the only route for relief supplies, and the mandate it gives to a Western air force that protects them from Iraqi attack.

## Writers and artists hope the government will free their imprisoned colleagues and show more respect

*'We always hope that we can live like civilized people, however this does not happen'*

*Turkish Daily News*

ANKARA- Artists and writers hope that politicians will show more respect to their colleagues in the coming year.

In an interview with the Anatolia news agency, artists and writers expect colleagues imprisoned on the grounds of their work to be set free in the New Year.

In general they drew a pessimistic picture about Turkey, but they said they had not lost their hope about the future.

Eminent writer Aziz Nesin, however, said that the record of the last few years suggested that the coming year would be even worse.

Author Orhan Pamuk, referring to the jailed

deputies of the now defunct Democracy Party (DEP), wanted them to be set free next year and a democratic solution to be found to the Kurdish question.

He also demanded that writers and journalists who were in prison on account of their writings be released. Poet Can Yücel complained that Turkey had lived through a bad time last year but said he was not pessimistic for the coming year.

"We always hope that we can live like civilized people in Turkey, however this does not happen," writer Pinar Kur said. Stage actor Haldun Dormen, for his part, declared: "This year politicians have not shown the proper respect for artists. I hope that they will do so next year."

MONDAY, DECEMBER 26, 1994

*Turkish Daily News*

*Turkish Daily News*

MONDAY, DECEMBER 26, 1994

**IHD'S NOVEMBER 1994 REPORT***Deaths due to executions without trial, torture or while in custody*

**A** body was found on Nov. 1 near Kızılmezra in the town of Hozat in Tunceli. Local sources said that the body belonged to Hasan Gündoğdu who was taken into custody on Oct. 13 from the hamlet of Dereköy. Cemal Yıldız, who was abducted early October by guards of the Bucak tribe in the village of Yaban in Viranşehir, was found dead with his hands and legs broken and eyes slashed.

When policemen opened fire on three individuals who hung a banner in the district of Maltepe-Gülsuyu in Istanbul on Nov. 4, Ecevit Balcı, aged 18, from Malatya died and Ayfer Acil was wounded in the leg.

Müslim Kavut, headman of the village of Bilekli in Tunceli and Aslan Yıldız from the township of Karaoğlan in Ovacık who were taken by soldiers on Oct. 13 were found dead on Nov. 5 in Çaldıran.

The body of Nihat Özcan, who was doing his military service at the border security station in the town of Hassa in Hatay, was handed over to his family three days before he was to have completed military service. Officials have made contradictory statements about his death. Two bullets were found in his back and chest and signs of electric shocks having been applied to his feet and terminals to his head.

Militants from the separatist PKK (Kurdistan Workers' Party) stopped a vehicle on Nov. 5 near the town of Savur in Mardin and killed four teachers, namely Zeki Öztürk, Mahmut Çetinkaya, Ali Yıldız and Erol Ercan. In a separate incident on the

same day, unidentified individuals sprayed a passenger bus with bullets on the Mardin-Midyat highway. Two passengers, Emine Altunbaş and Şerife Özmen, were killed and five others were wounded.

On Oct. 20, Hacı Şerif Ökmen was abducted by village guards and special teams from the village of Çatalyurt in Mardin was. He was found two weeks later tortured to death near the village of Ziyaret.

A. Rahman Canpolat, a True Path Party (DYP) mayoral candidate during the March 27 local elections in the town of Baykan in Siirt, was killed on Nov. 9 by village guards alleged to be members of the Welfare Party (RP).

Hasan Çiçek, who disappeared during September operations in Tunceli, was found dead on Nov. 15 in Hozat. Policemen who raided a house in Diyarbakır on the same day, killed three people they claimed were from the outlawed PKK organization.

Ali Patırtı, who was taken into custody on Oct. 29 in the town of Bismil in Diyarbakır, was found dead on Nov. 4.

Village guards and special teams, who raided the village of Licok in Lice on Nov. 27, beat up some villagers after quarrelling with them. Hacı Bahri Akdemir, 60, died as a result and Asiye Pehlivan was wounded.

Bekir Önder, was taken into custody on Nov. 4 in the town of Kızıltepe in Mardin, and later arrested after 15 days. His request for a doctor because of torture while in custody was subject to delay. He was hospitalized on Nov. 28, but not given any medical treatment. He died after he was taken to Mardin prison.

TURKISH DAILY NEWS  
MONDAY, DECEMBER 26, 1994

# November Human Rights violations in Turkey mount

*Human Rights Association: 383 people killed, 41 villages evacuated, 36 people tortured, 15 disappearances*

*Turkish Daily News*

ANKARA- Human rights abuses in Turkey continued to present a nightmarish picture in November, with 383 killings, 36 cases of torture, and the disappearance of 15 people. In addition there were forced evacuations of 41 villages in the Kurdish-populated Southeast and East, scene of an ongoing conflict between the security forces and militants of the Kurdistan Workers' Party, the PKK. The figures were released by the Human Rights Association.

According to the report, "Human Rights in November", published by the Association, 326 people were killed in clashes, 21 of them died during torture or while in custody, 17 were killed by unknown assailants, and 19 civilians were killed in civilian targeted attacks.

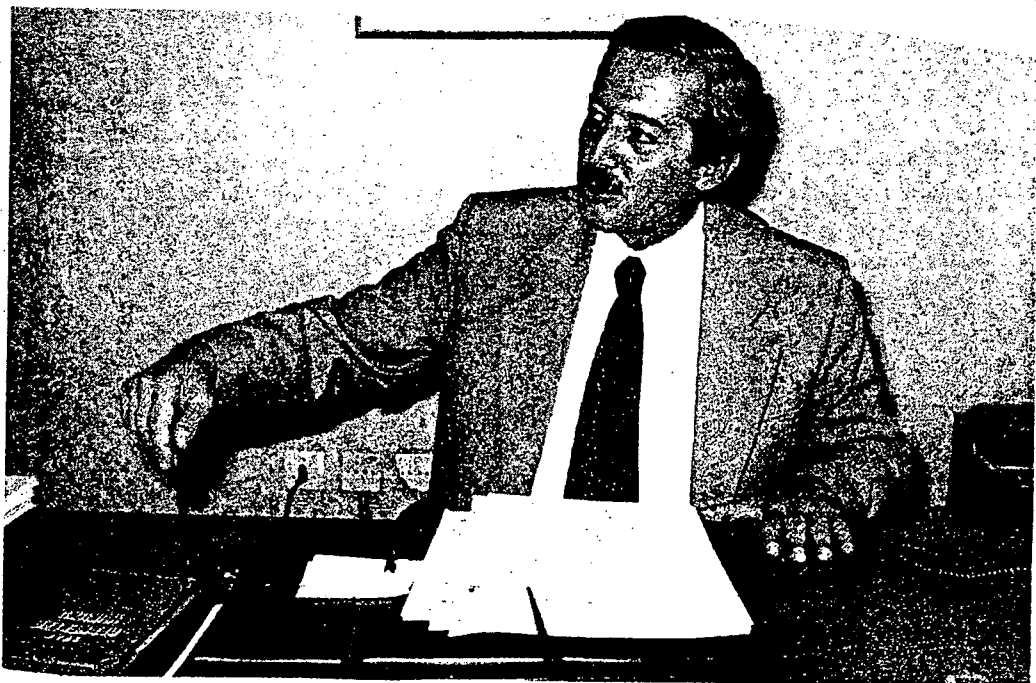
In November, security forces forcibly evacuated 41 villages, mostly near Tunceli. Some of the villages were burned down to prevent the inhabitants returning and resettling the villages. The forced evacuation of villages near Tunceli was debated in Turkey and the government decided on compensation for those who lost their houses. But deputies and human rights activists were prevented from

going to the evacuated region by security forces "for their own safety".

The Human Rights Association said that torture continued to be widespread and that 36 cases of torture during custody had been recorded, most of them in the cities of Mersin, Tunceli, Adana, Van and Istanbul. In the same period of time, 15 people disappeared, allegedly while they were detained by the security forces, mostly in the Southeast of the country.

According to the Association, 14 organizations were raided by the security forces last month, including associations, unions and publishing premises. Copies of fifty publications were confiscated.

A number of deputies, writers and journalists remained in prison, including members of the banned pro-Kurdish DEP. One hundred and seven of these are still in various Turkish prisons. Reportedly, 1,256 people were detained in November. Finally, 21 public places, including bus stations, municipal buildings and shops, were bombed by unknown criminals during last month according to the Association report.



Akin Birdal, chairman of the Human Rights Association, (IHD) has harshly criticized the government for not taking positive steps for the improvement of the human rights situation in Turkey. He was referring to the human rights record of last month. Naming 1994 a "black year for human rights", Birdal said, "The way for Turkey to be accepted into the European customs union has become a matter of establishing a democratic Turkey based on the principle of human rights and the rule of law." Birdal recalled that Turkey's next scheduled meeting on the European customs union was due on March 6, 1995, and said he hoped the government would take the necessary steps for the democratization of the country before then.



MONDAY, DECEMBER 26, 1994.

Turkish Daily News

## POLITICIANS, INTELLECTUALS AND SCIENTISTS IN PRISON AT THE END OF NOVEMBER

### IMPRISONED:

Hıdır Ateş  
Zana Sezen  
Ömer Ağın  
Tuncay Atmaca  
Hacay Yılmaz  
Naile Tuncer  
Edip Polat  
İsmail Beşikçi  
Günay Aslan  
Ergün Gümgüm  
Fethiye Pekşen  
Hikmet Çetin  
Mustafa Çubuk  
Kenan Kalyon  
Süleyman Bakırman  
Ahmet Zeki Okçuoğlu  
Hüseyin Solak  
Veysel Şahin  
Necati Önder  
Özcan Yıldız  
Cemal Dağ  
Fahrettin Dülçek  
Nebahat Polat  
Asiye Zeybek  
Hamduillah Akyol  
Hıdır Batasul  
Fikret Başkaya  
Selman Çimen  
Şükrü Ayçiçek  
Metin Bakıcı and İbrahim Polat  
Mehdi Zana  
Mustafa Kaplan  
Mustafa Çiftçi  
Münir Ceylan  
Hatip Dicle  
Leyla Zana  
Ahmet Türk  
Orhan Doğan  
Sedat Yurtaş  
Selim Sadak  
Kemal Sahir Gürel  
Mustafa Demirdağ  
Selim Okçuoğlu  
İbrahim Özen  
Kemal Topalak  
Bektaş Cansever  
Sakine Özçelik  
Hanım Harman  
Ahmet Önal  
İhman Özdemir  
Beşir Gündem  
Salih Özçelik  
Özkan Kılıç  
Selçuk Taş  
Murat Yeşilirmak  
Haluk Gerger  
Aslı Güneş  
Zeynep Korkmaz  
Recep Maraşlı  
Emine Buyrukcan  
Can Özcan  
Vedat Aydın  
Cemal Muhsinoğlu  
Metin Alkaş  
Abdullah Kiraz  
Bülent Abbasoğlu  
Abdülkerim Mecefoğlu  
Şahabettin Yılmaz  
Numan Baktas  
Rıza Dinç  
İlknur Bülbül, Mehmet Durma and Ejder Vurgun  
İmam Canpolat

### PUBLICATION/ PROFESSION:

Emek Dünyası  
Azadi Newspaper  
Writer  
Emek Magazine  
Writer  
Devrimci Proletarya Magazine  
Writer  
Writer  
Writer  
Hewdem Newspaper  
Devrimci Çözüm Magazine  
Deng Magazine  
Emek Magazine  
Toplumsal Dayanışma Magazine  
Tavir Magazine  
Writer  
Mücadele Newspaper  
Mücadele Newspaper  
Mücadele Newspaper  
Mücadele Newspaper  
Editor of Atılım Basın Yayın  
Alternatif Magazine  
Özgür Gelecek Newspaper  
İşçinin Yolu Newspaper  
Medya Güneşi Magazine  
Özgür Gelecek Newspaper  
Scientist  
Serketin Magazine  
Yunus Emre Theater  
Halk Oyuncuları Theater  
Writer  
Yeni Asya Newspaper  
Özgür Gelecek Newspaper  
Unionist  
DEP Chairman  
DEP Deputy  
DEP Deputy  
DEP Deputy  
DEP Deputy  
DEP Deputy  
Artist  
Özgür Gelecek Newspaper  
Doz Publishing house  
Devrimci Çözüm Magazine  
Devrimci Çözüm Magazine  
Devrimci Çözüm Magazine  
Mücadele Newspaper  
Mücadele Newspaper  
Newroz Ateşi Magazine  
Özgür Halk Magazine  
Azadi Newspaper  
Azadi Newspaper  
Yeni Ülke Newspaper  
Kurtuluş Magazine  
Medya Güneşi Magazine  
Writer  
Hedef Magazine  
Mücadele Newspaper  
Komal Publishing house  
Özgür Halk Magazine  
Emeğin Bayramı Newspaper  
Medya Güneşi Magazine  
Sterka Rüzgarı Magazine  
Mücadele Newspaper  
Taraf Magazine  
A member of Şahmaran music group  
Liman-İş Union  
Payaslı Municipality Major from Hadeş  
Writer  
Owner of Komal publishing house  
Members of Grup Munzur music group  
Chairman of HADEP Ankara Branch

### PRISON:

Sağmalcılar Prison  
Bursa Prison  
Gemlik Prison  
Urla Prison  
Urla Prison  
Çanakkale Prison  
Ankara Prison  
Ankara Prison  
Köyceğiz Prison  
Buca Prison  
Sağmalcılar Prison  
Sağmalcılar Prison  
Sağmalcılar Prison  
Sağmalcılar Prison  
Adana Kürkçüler Prison  
Gemlik Prison  
Malatya Prison  
Bursa Prison  
Malatya Prison  
Malatya Prison  
Diyarbakır Prison  
Sağmalcılar Prison  
Ankara Prison  
Bayrampaşa Prison  
Diyarbakır Prison  
Erzurum Prison  
Haymana Prison  
Bayrampaşa Prison  
Karaman Prison  
Bayrampaşa Prison  
Ankara Prison  
Buca Prison  
Mersin Prison  
Saray/Tekirdağ Prison  
Ankara Prison  
Ankara Prison  
Ankara Prison  
Ankara Prison  
Ankara Prison  
Ankara Prison  
Ankara Prison  
Keşan Prison  
Bayrampaşa Prison  
Gemlik Prison  
Gebze Prison  
Gebze Prison  
Buca Prison  
Diyarbakır Prison  
Malatya Prison  
Kırklareli Prison  
Malatya Prison  
Muş Prison  
Gaziantep Prison  
Bayrampaşa Prison  
Ankara Prison  
Bayrampaşa Prison  
Haymana Prison  
Ankara Prison  
Gaziantep Prison  
Bayrampaşa Prison  
Bayrampaşa Prison  
Bayrampaşa Prison  
Bayrampaşa Prison  
Malatya Prison  
Mersin Prison  
Erzurum Prison  
Mersin Prison  
Malatya Prison  
Kızılcahamam Prison  
Mersin Prison  
Erzincan Prison  
Ankara Prison

Ünsal Öztürk  
Hüsnüye Akbulut  
Mahmut Akkurt  
M. Sait Alpaslan  
Ali Asker Bal  
Mahmut Şakar  
Nimetullah Gündüz  
Abdullah Çağır  
Sedat Aslantaş  
Hayrettin Ayhan  
Mehmet Akdemir  
Havva Suiçmez  
Mir Ali Demli  
Serpil Köksal  
Tevfik Kaya  
Yusuf Şit  
Veysi Harman  
Murat Saraç  
Nevzat Bulut  
Mustafa Aladağ  
Emine Serhat  
Meral Tikiz  
Sabri Bölek  
Emine İğdi  
Hüsnüye Tekin  
Kadriye Özcanh  
Nezhat Özen  
Hasan Özgün  
Mehmet Balamir  
Mehmet Emin Ünay  
İsmail Güneş  
Çınar Yaşar  
Yılmaz Odabaşı

Owner of Yurt publishing house  
Partizan Sesi  
Chairman of İHD Balıkesir publishing house  
Newroz Newspaper  
Alinteri Newspaper  
Executive of İHD Diyarbakır Branch  
Executive of İHD Diyarbakır Branch  
Executive of İHD Diyarbakır Branch  
Former assistant chairman of İHD  
Gerçek Magazine  
İşçi Hareketi Magazine  
Devrimci Gençlik Magazine  
Yoksul Halkın Gücü Newspaper  
Owner of Kaldıraç publishing house  
Executive of HADEP Altındağ branch  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Özgür Ülke  
Alinteri  
Poet

Ankara Prison  
Sağmalcılar Prison  
Diyarbakır Prison  
Buca Prison  
Diyarbakır Prison  
Diyarbakır Prison  
Diyarbakır Prison  
Ankara Prison  
Bursa Prison  
Sağmalcılar Prison  
Sağmalcılar Prison  
Sağmalcılar Prison  
Ankara Prison  
Ankara Prison  
Bayrampaşa Prison  
Bayrampaşa Prison  
Bayrampaşa Prison  
Erzurum Prison  
Erzurum Prison  
Erzurum Prison  
Erzurum Prison  
Erzurum Prison  
Erzurum Prison  
Urfa Prison  
Urfa Prison  
Diyarbakır Prison  
Diyarbakır Prison  
Diyarbakır Prison  
Adıyaman Prison  
Buca Prison  
Erzurum Prison  
Konya Prison  
Ankara Prison

**RELEASED:**

Haydar Demir  
Suri Sakık  
Mahmut Alınak  
Türker Alp  
Deniz Gezen  
Cemal Uç  
Murat Kırsoy  
Cafer Çakmak  
Burhan Gardeş  
Ali Sinan Çağlar  
Serdar Gelir  
Yemilha Kaya  
Botan Önen

Emeğin Bayramı  
DEP deputy  
Independent deputy  
Özgür Ülke  
Mücadele Newspaper  
Mücadele Newspaper  
Mücadele Newspaper  
Mücadele Newspaper  
Mücadele Newspaper  
Mücadele Newspaper  
Mücadele Newspaper  
Yoksul Halkın Gücü Newspaper  
Özgür Ülke

## Actions against civilians

Yusuf Baykan, a shepherd from the township of Co in Siirt, was wounded on Nov. 2 in crossfire during security operations and taken to Diyarbakır State Hospital.

Yusuf Altınak, was wounded in Diyarbakır on Nov. 4, due to fire opened from a military vehicle as he was unloading goods from his truck.

A truck which was carrying food from the town of Şemdinli in Hakkari to the village of Develi struck a mine on the road. Driver Emin Er and two others died in the incident.

Harun Pala, aged nine, an elementary school student, was run over on Nov. 16 by a special team panzer in Hakkari. Two individuals, from the crowd

who gathered at the scene, protested to the policemen and were beaten up by them.

An armed group who raided the village of Col in Siirt killed ten people on Nov. 18. Five others lost their lives in the subsequent clash. Cüneyt Tarhan, aged 11, was killed in a mine blast near the village of Sarp in Bitlis.

On Nov. 22, İbrahim Sargül, his wife and son were seriously wounded by bullets sprayed by a group of village guards in village of Saraççeşme in Urfa. Also on the same day, a bomb thrown at a bakery in Diyarbakır resulted in the death of a child, Bayram Gümüş and two other children were wounded.

## UNSOLVED MURDERS

**Nov. 3**

Batman : Mehmet Sağlam (60), Midyat (Mardin): Selim Oğuz (59), Silvan (Diyarbakır): Mehmet Akin

**Nov. 5**

Diyarbakır: Bedri Kamin(21)

**Nov. 6**

Diyarbakır: Numan Çiçek (17)

**Nov. 11**

İstanbul: Medet Serhat (Lawyer), İsmail Karaalioglu

**Nov. 13**

Diyarbakır: M. İnal Özdemir

**Nov. 14**

Viranşehir (Urfa): H. Mustafa Suman

**Nov. 17**

Diyarbakır: Lokman Abık

**Nov. 18**

Midyat (Mardin): İbrahim Acar ( Head man of Çalpınarı Village)

**Nov. 22**

Batman: Şerif Gök ( Brother of Batman Mayor)

**Nov. 27**

Batman: Sait Badem (35)

**Nov. 30**

Silvan (Diyarbakır): Haşim Çelik (31)

The dead bodies of three people, a man aged 45 and two woman aged 30 and 20, were found in Van during the period Nov. 12 - 19. They have not been identified.

## HUMAN RIGHTS VIOLATIONS IN NOVEMBER

Actions	Number of people
Deaths in clashes	326
Deaths in civilian targeted offensives	19
Burned down and evacuated villages	41
Alleged disappearances during detention	15
Unsolved murders	17
Bombings	21
Raided associations, unions and publications	14
Confiscated publications	50
Deaths in custody due to torture	21
Detentions	1,256
Cases of torture	36

## BANNED AND CONFISCATED PUBLICATIONS

Name and edition	Banning Institution
23 music cassettes in Kurdish Azadi Newspaper (25, 27)	Ministry of Culture Denge Ist. State Sec. Court (DGM)
Özgür Gelecek Newspaper (38,39)	Istanbul DGM
Sosyalist Alternatif (38)	Istanbul DGM
Newroz Newspaper (38,39,40,41)	Istanbul DGM
Atılım Newspaper (6)	Istanbul DGM
Denge Azadi Newspaper (26,27)	Istanbul DGM
Kızılbayrak Newspaper (10,11)	Istanbul DGM
Devrimci Emek Magazine (27)	Istanbul DGM
Direnış Newspaper (27)	Istanbul DGM
Devrimci Çözüm Magazine (Nov.)	Istanbul DGM
Özgür Ülke Newspaper (all editions)	Istanbul DGM
Taraf Magazine (24)	Istanbul DGM
Yeryüzü Magazine (17)	Istanbul DGM
Partizan Sesi Magazine (4)	Istanbul DGM
Alinteri Newspaper (33)	Istanbul DGM
Jiyana Nu Newspaper (Nov.)	Istanbul DGM
Özgür Gençlik Magazine (5)	Istanbul DGM

## BOOKS

Human Rights Association 1992 State of Emergency Region Report	Diyarbakır DGM
Human Rights Foundation's "Torture File 1980-1994"	Ankara DGM
"Kirlenilen Kavramlar, Bilim Eşitlik, Adalet" written by İsmail Beşikçi	Ankara DGM
"Hukuksuz Adalet" written by İsmail Beşikçi	Istanbul DGM

## ALLEGED DISAPPEARANCES IN DETENTION

■ **Fikret Yağan:** He was taken from his home in Sarıçam village in Elazığ province by the security forces on Nov. 2. He has not been heard of since.

■ **Public worker İzettin Acar and taxi driver Emin Kaynar:** They were detained by soldiers in early November on the Cizre-Silopi road. There has been no further information about them.

■ **Safura Yıldırım:** She was detained four months ago accused of being a terrorist. Despite efforts made to find her, nothing has been heard of her, according to her father who is currently in Mardin Prison.

■ **Mehmet Akgün (90) and İbrahim Gencer (55)** disappeared when they went to chop down some trees in the forest near Kızıl hamlet in Tunceli province.

■ **Şehmus Özen:** Working in Germany who came to Mardin to visit his brother in prison and was detained by undercover police on Nov. 16. He has not been heard of since the day of his detention.

■ **Cemil Yakut** from Derik hamlet in Lice-Diyarbakır province, Hamit Bal, Bayram Bal and Saruhan Bal from Kuruköy village in Nusaybin-Mardin province were taken from their homes by the security forces, on Nov. 6. Nothing more has been heard of them.

■ **İskender Güneş:** A boy, born in Hakkari who was doing his military service in Edirne, was detained first by soldiers and then by Edirne police on Nov. 24 and has disappeared.

■ **Ahmet Gunbatı** disappeared while he was trying to go to Batman from Urfa on Nov. 17. His car was found on the road but nothing has been heard from him.

■ **Ozan Gürbüz:** He was taken away by the security forces on Nov. 17, on the Kızıltepe road in Mardin. Nothing has been heard of him since.

## Burned and evacuated villages and hamlets

**TUNCELİ:** The villages of Akkilise, Sekarno, Hiperko, Atadoğu (Testek), Pak, Taşıtlı, Hırsızpınar, Dest, Köklüce, Guşhane, Beroç and Karagöz (Gürle) were burned.

The villages of Koru, Ağveren, Taçkirek, Yüceldi and Büyükmezra, which were evacuated earlier, were also burned.

**ŞİRT:** The villages of Salpana, near the town of Eruh, and of Bilnavis (Ormanpınar), near Baykan, were evacuated.

**BİNGÖL:** The village of Inak (Aysaklı) near

Adaklı, and four other hamlets as well as the village of Dirî (Çobançeşme) near Genç were burned.

**DİYARBAKIR:** The village of Tepecik, which was evacuated two years ago, was burned.

**MARDİN:** The village of Ömerli near Mesken, and the village of Cale near Nusaybin, were evacuated.

**AĞRI:** The villages of Zeyt, Gezgez, Buruka, Yedimilet and Goma Temir were evacuated.

**BİTLİS:** The village of Sapor near Tatvan was evacuated.

FRA0217 4 I 0195 IRK /AFP-AL01

Irak-Kurdes

Poursuite des affrontements inter-kurdes au nord de l'Irak, selon l'ONU.

BAGDAD, 27 déc (AFP) - Les affrontements qui opposent depuis quatre jours les formations kurdes rivales dans le nord de l'Irak "se poursuivaient mardi", a affirmé à l'AFP à Bagdad le coordinateur résident des Nations unies en Irak, Mohamed Zejjari.

"La situation est totalement instable et l'ONU a dû suspendre provisoirement ses activités, notamment près de la ville de Souleimanieh, en raison de la poursuite des combats", a ajouté le responsable de l'ONU.

"Tout le personnel opérant pour le compte des différentes organisations humanitaires en Irak a été évacué vers Erbil (nord)", a-t-il ajouté.

Ces affrontements opposent le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union Patriodique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

D'autre part, le quotidien irakien Al-Joumhouriyah, organe du gouvernement, a affirmé mardi que les combats inter-kurdes avaient fait 464 morts dans les deux camps dimanche et lundi.

Le nord de l'Irak échappe au contrôle de Bagdad depuis la révolte kurde de mars 1991, au lendemain de la guerre du Golfe.

fch/chm

AFP /JO0245/271612 DEC 94

Libération — 26 décembre 1994

## Violents affrontements interkurdes au nord de l'Irak

Pour la troisième journée consécutive, les deux principales formations kurdes qui se partagent le nord de l'Irak se sont livrées à de violents affrontements, notamment autour de la région d'Erbil, siège du «gouvernement» kurde (non reconnu par la communauté internationale).

Les combats entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) ont éclaté vendredi après plusieurs jours de calme. L'UPK et le PDK

avaient pourtant annoncé, le 25 novembre, la création d'une direction commune afin de prévenir les hostilités entre eux. En août dernier, les combats entre les deux formations avaient fait près de quatre cents morts.

A présent, les radios des deux partis rivaux ont diffusé un appel commun de Barzani et Talabani exhortant leurs troupes à arrêter les combats. Le fait que nombre d'informations sur la situation dans le réduit kurde proviennent de Téhéran semble indiquer l'implication de

l'Iran dans la bataille en cours. Le régime islamique s'est toujours montré violemment hostile à l'indépendance de facto dont bénéficient les Kurdes dans le nord de l'Irak depuis leur révolte de mars 1991, dans la foulée de la guerre du Golfe (janvier-février 1991). Dans ce conflit, l'Iran a d'ailleurs choisi son camp: le Hezbollah révolutionnaire du Kurdistan (une formation islamiste émanant de Téhéran) combat aux côtés du PDK.

Selon l'agence iranienne Irna, qui cite un porte-parole du Mouvement islamique du Kurdistan

irakien (un groupuscule proche du régime de Téhéran), les forces du PDK ont pris le contrôle des bases de l'UPK dans plusieurs villes, notamment Chaqlawa, Diana et Halabja, alors que l'UPK a conquis un certain nombre de localités, dont Darbandikhan et Rania.

Les combats feraient même rage dans les rues d'Erbil, Souleimanieh et Dohouk, c'est-à-dire les principales villes du Kurdistan d'Irak, a affirmé la même source. Ces informations n'ont pu être confirmées de source indépendante.

J.-P.P. avec AFP

Turkish Daily News

TUESDAY, DECEMBER 27, 1994

# PKK opens 'Kurdish House' in Moscow

*Kurdish separatists continue efforts to enlist Russian support, lobby parliamentarians and obtain results*

By İnur Çevik  
*Turkish Daily News*

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) opened a new "Kurdish House" in Moscow on Dec. 25 in an effort to bolster its presence in the Russian capital and play on the anti-Turkish sentiment which exists in some Russian circles because of Turkey's interests in the troubled Caucasus region. The Kurdish-German News Agency (Kurd-A) based in Cologne, Germany, confirmed the opening.

On Monday the Turkish Daily News reported the PKK had sent its officials to Moscow to draw attention to "Turkey's sympathy for the Chechens" and win more support from influential sources in Russia for the separatist Kurdish movement.

The PKK officials, whose identities have not been revealed, are reportedly close associates of Cemil Bayik, the right hand man of PKK leader Abdullah Öcalan. There were unconfirmed reports that these PKK officials had also attended the opening of the "Kurdish House."

The Turkish Daily News obtained the address, telephone and fax number of the new Kurdish House. The TDN confirmed the opening had taken place on Dec. 25. The official, who did not identify himself, spoke in broken Turkish and said the Kurdish House officials feel sympathy towards the PKK and confirmed PKK officials had attended the opening. He did

not identify them. The first "Kurdish House" was opened in Moscow on Sept. 14 but was "too small" and thus the new and more spacious, 680 square meter house was inaugurated.

At least 150 Kurds close to the PKK as well as some Russians including Li Olega, the president of the Congress of Russian Minorities, representatives of Russian political parties and some academicians were reportedly at the opening while officials of the Yeltsin administration were apparently missing. Mahir Welat, the representative of the ERNK for the CIS, reportedly addressed the inauguration ceremony and asked for more Russian support against Turkey.

The Kurdish House will host the so-called Kurdish Committee, the Kurdish Association, the Cultural Center, the Kurdish Press Center as well as the "Confederation" set up by the Kurds living inside the Commonwealth of Independent States (CIS), all reportedly affiliated to the PKK.

Sources said the building was draped by flags of the PKK, ERNK, the political wing of the organization and ARGK, the PKK military wing.

A large picture of Abdullah Öcalan, the PKK terrorist leader, was also reportedly hung on the wall of a hall where the pictures of 80 PKK militants who had been killed in clashes were also present.

The Russians have been irked by Ankara's close ties with the various semi-autonomous republics in the Russian Federation, especially in the Caucasus. There are about 10 million people of Caucasian origin in Turkey.

Earlier, Turkey's alleged links with the Chechens and other autonomous republics in the Russian Federation were reportedly instrumental in the staging of at least two PKK organized conferences in Moscow in the past eighteen months.

There were reports from Kurdish sources in London on Friday that Öcalan himself was in Moscow. However, a probe by the Turkish Daily News revealed that Öcalan is currently in Syria and under close supervision by the authorities in Damascus. Syrian leaders have seriously curtailed Öcalan's movements and do not want any incidents that will attract the attention of Washington and Ankara.

However, the enquiries also revealed that the PKK has dispatched some of its members to Moscow to cultivate the current anti-Turkish sentiments in the Russian capital over the incidents in Chechnya.

The report coincided with a letter circulated in the Russian Parliament by Liberal Democratic Party Deputy Burlakov Mikhail Petrovic who drew attention to the "Kurdish problem in Turkey." He claimed in the letter that Turkey was using arms against Kurds which were banned by international treaties and called for international action against Turkey. He also called on Russia not to remain silent "in view of the repression against the Kurdish people."

# PKK congress approves exile government, general staff & liberated area Congress decisions include an umbrella Kurdistan National Congress and exclusively-PKK parliament-in-exile

By Hayri Birlir  
*Turkish Daily News*

ANKARA - The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) held its 5th congress at its Helwe camp in the (Kurdish-held) northern Iraq on Nov. 26-27, the 15th anniversary of its foundation. According to sources "concerned with the issue" the Congress adopted a number of decisions whose disclosure is still under debate. Among these are the announcement of liberated areas in some places as well as the establishment of a "Kurdistan government-in-exile" and a "general staff headquarters." It was not clear whether Abdullah Öcalan, the PKK leader, attended the congress. Öcalan is living in Damascus and Syrian authorities were recently reported to have restricted his movements.

In the 5th PKK congress, the participating delegates listened to two reports entitled "The Evaluations of the Party Leadership on 1994," and "Perspectives for 1995."

The documents defined 1994 as "a year of success" and pointed to the need for moving the "struggle" to the international diplomatic platform in 1995.

The reports, stressing the need for "making use of every opportunity" to press on with a diplomatic offensive after the recent letter sent by Öcalan to the Western capitals and addressed to the United Nations, NATO, CSCE and Council of Europe, also referred extensively to the banning in Turkey of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and the sentencing of eight deputies.

The Congress adopted the following decisions in order to "carry the developing struggle to its culmination." As a priority, Iraq's Behdman region covering the cities of Zakhō, Aqra, Nineveh, Rowanduz close to the Turkish border and

the Botan (named by the PKK) in Turkey covering the Hakkari and Şirnak provinces will be declared as liberated areas. The existence of other Kurdish organizations in the liberated areas will be recognized but their activities will be prevented. - A Kurdistan government-in-exile will be set up. Its members will include a maximum of three former DEP deputies who had fled to Europe after the banning of the party. This government will exert efforts to secure the Western recognition of the PKK's cause or at least its backing.

The exile government will be formally responsible to the PKK Central Committee, but actually will be under the authority of the Party Leadership - a term used for Öcalan's rule. - A "Kurdistan National Congress" will be set up to fill the vacuum created by the disbanding of the Kurdistan National Assembly once led by Selim Çürükkaya, a former PKK member sentenced to death by the organization for "treason" who fled to Europe and published a book titled "Apo's (Öcalan's) Verses". The Congress, also to facilitate the establishment of a broad front with other Kurdish organizations, will include members from non-PKK Kurdish groups. - A Kurdistan parliament-in-exile will be set up, to be confined exclusively to PKK members and work in line with the directives of the party leadership, i.e. Abdullah Öcalan.

The members of this parliament will be elected from among the militants engaged in activities in Europe, members attached to the PKK military command fighting in southeastern Turkey, members of the (PKK) offices in Moscow and (Armenian-occupied Azerbaijani territory of)

Lachin, and the staff of the (PKK-run) Mahsum Korkmaz Military Academy. Beside the elected representatives, members nominated by Öcalan will also sit in the Kurdistan parliament-in-exile which will control and direct the activities of the Kurdistan government-in-exile. To help inform the masses about all these activities and to facilitate the party propaganda a London-based TV station will be set up. The station, to be named MED-TV, will also broadcast programs to teach reading and writing.

Eighty percent of the programs will be in Kurdish and the rest in Turkish. Five-hundred PKK members currently engaged in activities in various European countries, headed by Germany, will be infiltrated into Turkey by the end of February. They will take part in military operations after completing their field training.

The general staff headquarters, which has not existed since the start of the PKK military campaign in 1984 - a fact which has aroused criticisms from Öcalan's opponents in the party - will be rapidly established.

The commanders of the groups operating in Turkey will be directed by this headquarters and be directly responsible to it.

The general staff headquarters, which will assume the command of the ARGK, the PKK's military wing, will also coordinate the training at the Mahsum Korkmaz Military Academy and various camps inside or outside Turkey.

It was learned that the decisions of the PKK's 5th Congress caused disagreement between the organization's center and its European organizations, delaying their announcement. It is still not known when and how the Congress decisions will be made public, if at all.

## Ancient history in Hasankeyf, is victim of fight with PKK

**Kartal: Hasankeyf was destroyed twice: first by the Mongols in the 13th century and then by the state in the 1960s when the government built houses to move us out of our mountain homes'**

Reuter

**HASANKEYF** - The soaring minaret of a 12th century mosque and houses carved into the looming mountains give hints of the many archaeological secrets the Turkish town of Hasankeyf has yet to divulge.

Archaeologists believe that Hasankeyf, an important early Islamic city, may also yield evidence of Armenian, Christian and even Judaic culture from before the time of Christ. But Hasankeyf has the bad luck of being in southeast Turkey, where a war by separatist Kurds overshadows the tales of time. "Since two archaeology students were killed nearby in 1991, I have had to stop working because I can't find anyone willing to join a team," says Oluş Arık, a professor at Ankara University who excavated in the area from 1985 to 1991.

It was never clear who placed the car bomb that killed the students. The Kurdistan Workers Party (PKK) denied responsibility. But three years later the incident still stands as a warning of the danger of working in the region. Both people and history are victims in the 10-year-old battle between the PKK and the Turkish army for control of the overwhelmingly Kurdish southeast, which archaeologists say has been inhabited for at least 10,000 years.

The war has killed more than 13,000 civilians, soldiers and PKK militants and caused the evacuation of nearly 2,000 villages, many under pressure from the security forces seeking to deny the rebels food and shelter.

For archaeologists, who like to say they care more about what is happening below the earth than above it, the tragedy of the war also lies in

the knowledge lost because of unstudied ruins in places like Hasankeyf.

"It's not my job to be an advocate for the Kurds or against the Kurds...What we do has nothing to do with denying or accepting a culture, it's purely scientific," says Arık. The situation at Hasankeyf, and at other sites around the area, is all the more crucial because Turkey's ambitious dam projects will one day put the town and others throughout the region nearby under water.

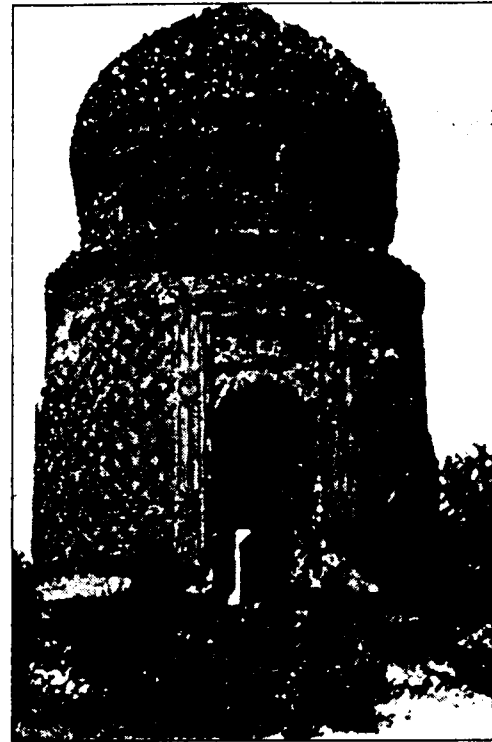
Archaeologists in the area are often working against time, trying to finish before the Southeastern Anatolian Project (GAP) is fully completed by 2006.

But the sound of gunfire can be a strong deterrent. "Because of the war there has been a general slowdown in excavations in the area and certain areas are completely impossible to investigate," says Hayat Erkanal, whose dig near Nusaybin stopped after the two students who worked with him were killed.

Places like Mount Ağrı, where some believe Noah's Ark came to rest, are completely off-limits because of heavy fighting. Four biblical scholars were kidnapped there in 1991 by the PKK, who later released them unharmed.

Some archaeologists say the pressure of soon-to-be-flowing water from the dams forces them to continue digging. Michael Rosenberg, a professor at the University of Delaware in the United States, has been excavating since 1991 at a site near Batman despite the nearby fighting.

His dig may show the oldest example of domesticated pig farming in the world, representing the point at which humans stopped being nomadic and shifted to agriculture.



Zeynelbey Tomb in Hasankeyf

"Of course we get worried, but I don't have the luxury to wait 10 years because then the site will be gone," he says. Hasankeyf's ultimate salvation may be Turkey's delays in completing GAP and the other dam projects.

At this point, officials say the project set to drown the town is at least seven years away from even being laid out. "Hasankeyf was destroyed twice: first by the Mongols in the 13th century and then by the state in the 1960s when the government built houses to move us out of our mountain homes," says Şehmus Kartal, a Hasankeyf native in the culture ministry. "With any luck, there won't be a third time," he says.

## Heavy fighting between Barzani and Talabani forces

Turkish Daily News

**ANKARA**- As clashes between the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) continue in northern Iraq, the cities of Süleymaniye and Cedcedel, which were under the control of KDP, were attacked on Friday by PUK forces and taken over on Saturday.

Heavy clashes were also reported between the KDP and PUK in the Erbil districts of Cavle and Ketnezan and reportedly fighting still continues in Saqlawa which was attacked by Barzani's forces.

According to military sources, the Soran region is under the control of the YNK forces and the Behdinan region is controlled by the KDP.

The border towns of Revanduz and Coman are said to be under the control of YNK.

The cities of Heri and Diyana on the other hand are reportedly under the control of KDP.

According to military reports, heavy fighting continues in the Diyana region and the surrounding area in Erbil.

FRA0338 4 I 0330 TUR /AFP-GK75

Turquie-Kurdes-Irak lead

Le parlement turc entérine la reconduction de la présence alliée

ANKARA, 28 déc (AFP) - Le parlement turc a entériné mercredi la reconduction pour six mois jusqu'au 30 juin de la présence en Turquie de la force multinationale de protection des Kurdes d'Irak contre Bagdad depuis la base d'Incirlik (sud, près d'Adana) dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort 2".

Le gouvernement turc avait décidé la semaine dernière de soumettre au parlement la prolongation pour six mois de la présence à Incirlik de la force aérienne alliée, dont le séjour sur le sol turc venait à échéance le 31 décembre.

La proposition gouvernementale a été adoptée par 202 voix contre 160.

Dans une intervention devant les députés avant le vote, le chef de la diplomatie turque Murat Karayalçin a demandé la prorogation du mandat de cette force contre tout "risque de nouveaux exodes" kurdes irakiens vers les frontières turques et de "nouveaux Halabja" (ndlr: le village kurde irakien gazé en mars 1988 par les troupes irakiennes, faisant 5.000 morts). "La raison d'être de cette force n'est pas encore supprimée", a-t-il ajouté.

La première phase de cette opération alliée avait assuré le retour chez eux de quelque 500.000 Kurdes d'Irak qui s'étaient massés à la frontière turque, fuyant l'armée irakienne à la suite de l'insurrection kurde manquée en mars 1991.

Cette force américano-franco-britannique, formée aux termes de la résolution 688 du Conseil de Sécurité de l'ONU de 1991, est constituée de 72 chasseurs-bombardiers, d'appareils de soutien et de ravitaillement en vol, d'hélicoptères et de "radars volants" AWACS ainsi que de 1.979 hommes.

Principalement déployée à Incirlik, les avions de cette force utilisent également l'aéroport militaire d'Antalya (500 km plus à l'ouest) et la base de Pirinçlik à Diyarbakir (sud-est). Elle a un bureau de coordination à Zakho (Irak), à une dizaine de kilomètres de la frontière turque.

CE/luc/mfo

AFP /JO0245/281853

DEC 94

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, DECEMBER 28, 1994

## U.S. Urged to Block Arms to Turkey

WASHINGTON (AP) — A major human rights group is asking Secretary of State Warren M. Christopher to block the sale of U.S. cluster bombs to Turkey on the grounds that they might be used against Kurdish civilians.

In a letter to Mr. Christopher released Tuesday, Human Rights Watch also urged tighter controls on future U.S. arms transfers to Turkey. It wants to see written guarantees that the arms would be used "only in NATO contingencies or with the prior approval of the U.S. government."

Human Rights Watch accused the Turks of attacking Kurdish villages in the guerrilla war. Alliant Techsystems of suburban Minneapolis signed a contract June 21 to sell 493 CBU-87 cluster bombs to Turkey for an estimated \$7 million to \$8 million, and the export license awaits State Department approval.



*Turkish Daily News*

WEDNESDAY, DECEMBER 28, 1994

# HADEP aims for Socialist International membership

## *State Security Court preparing to investigate Hadeep Chairman Bozlak regarding his statements on case*

Aytül Gürtaş

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) will be applying for membership in Socialist International (SI), the party's chairman Murat Bozlak said on Tuesday.

Bozlak told the Turkish Daily News that members of his party had talked to the international secretaries of several European social democratic parties during the recent SI working group on the Kurds in Ankara on Dec. 16.

Bozlak said the international secretaries had been told of the party's intention to apply for SI membership.

"We were welcomed and told that a delegation from the Socialist International would come to Turkey next month to gather information relevant to our membership application," Bozlak said.

The Hadeep chairman said their membership bid was supported by leading European social democratic parties and that the necessary preparations were being made for the long application procedure.

Asked why they wanted SI membership, Bozlak indicated that the Social Democratic People's Party (SHP), the junior coalition partner, was a member of the organization.

He maintained however that the SHP, rather than being a progressive party, as is required of social democratic organizations, actually represented an obstacle to progress in Turkey. "The SHP is responsible for every unjust practice in Turkey because it is a government partner in the cabinet. At the same time it is not a social democratic party any more with its current stance on democracy and human rights" Bozlak said.

"We, as Hadeep, want to voice our problems at the Socialist International, especially those concerning democratization and human rights in Turkey and to get international support for a peaceful solution to these problems" he added.

In a related development the Ankara State Security Court (DGM) has ordered a probe against Bozlak, accusing him of "making statements prior to the announcement of the court's verdict" in the so-called "DEP trail" of eight pro-Kurdish politicians. These deputies, the majority of them from the now banned Democracy Party (DEP), the precursor of HADEP, were sentenced to prison terms ranging from 3.5 to 15 years.

The DGM has invited Bozlak to answer questions about a statement he gave on the DEP trial to the mass circulation daily SABAH. In his statement on the last day of the DEP hearings Bozlak had charged that this was a political and not judicial trial and had alleged that the case was based on false information provided by village guards and informers.

The constitutional Court closed DEP on the basis that it violated the Constitution. DEP deputies subsequently lost their Parliamentary status and they were put on trial following accusations that they represented the political wing of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) which is waging a separatist war in the mainly Kurdish populated parts of Southeastern and Eastern Anatolia.

The verdict on the pro-Kurdish politicians by the DGM led to an outcry in the West where governments as well as private organizations who criticized Turkey severely and accused it of violating human rights.

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0218 4 I 0346 EXT /AFP-KK79

Turquie-Droitshomme

Peines de prison requises contre deux défenseurs des droits de l'Homme

ANKARA, 29 déc (AFP) - Le procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara a requis jeudi de deux à cinq ans de prison contre deux dirigeants de la Fondation des Droits de l'Homme de Turquie (TIHV), accusés de propagande séparatiste pour avoir participé à la publication d'un rapport sur la torture.

Il s'agit de Yavuz Onen, président de la TIHV, et de Fevzi Argun, membre de son comité directeur, dont le procès s'était ouvert le 19 décembre à Ankara. Le procureur a également demandé une amende allant jusqu'à 100 millions de Livres turques aux termes de la loi sur la lutte contre le terrorisme.

L'accusation portée contre eux vise une phrase faisant état de "l'interdiction du mouvement démocratique et politique kurde" en se référant à l'emprisonnement de huit députés kurdes (condamnés le 8 décembre à des peines de 3,5 à 15 ans de prison, dont deux ont immédiatement été mis en liberté) et une autre estimant que le "fossé entre les peuples kurde et turc s'approfondissait".

Le rapport, publié en septembre par la Fondation et intitulé "Le dossier de torture, 1980-1994", a été saisi en octobre. Selon le document, 420 personnes sont mortes en détention en Turquie de 1980 à 1994, dont 13 de grève de la faim et 17 sous la torture.

Le procès a été renvoyé au 11 janvier pour le verdict.

Par ailleurs, la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara doit annoncer son verdict le 11 janvier contre quatre autres défenseurs des droits de l'Homme turcs, appartenant à l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD), dont son président Akin Birdal.

Ils sont également accusés de propagande séparatiste pour avoir participé à la rédaction d'un livre intitulé "Vue générale des villages brûlés", qui accuse les forces de l'ordre turques d'incendier des villages dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Lors de l'audience du 19 décembre, le procureur a demandé l'acquiescement d'un des accusés et la condamnation de six mois à cinq ans de prison des trois autres.

CE/mm/mfo

AFP /J00245/291557

DEC 94

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

FRA0004 4 GI 0368 IRK /AFP-HL28

Irak-Turquie-Kurdes

L'Irak déplore la décision turque de reconduire la présence alliée

BAGDAD, 29 déc (AFP) - L'Irak a déploré mercredi la décision du parlement turc d'entériner la reconduction pour six mois de la présence en Turquie de la force multinationale de protection des Kurdes d'Irak contre Bagdad dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort 2".

Dans une déclaration rapportée par l'agence officielle INA, le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz a qualifié cette décision de "surprenante" et "regrettable" et estimé que la présence militaire américaine sur le sol turc constituait "une menace pour la sécurité de la Turquie" elle-même.

M. Aziz a jugé "mensongères" les affirmations selon lesquelles le but de la force multinationale, formée d'unités américaines, françaises et britanniques basées à Incirlik, dans le sud de la Turquie, était de "défendre les Kurdes d'Irak contre de prétendues attaques de Bagdad".

"Depuis la venue des forces (alliées), le nord de l'Irak (Kurdistan irakien) n'a pas connu le calme et la stabilité. Au contraire, il est la cible d'attaques militaires turques et iraniennes répétées alors que les partis qui contrôlent par la force la région avec l'appui des Etats-Unis s'entretuent, faisant des centaines voire des milliers de morts parmi les civils", a relevé Tarek Aziz, dans une allusion à la guerre opposant les formations kurdes irakiennes rivales.

Le responsable irakien a estimé que le maintien de la force multinationale "n'a plus aucune portée positive" et que "sa seule signification est de servir un objectif politique des Etats-Unis menaçant la sécurité de la Turquie autant que la souveraineté de l'Irak et son unité nationale".

Le gouvernement turc avait décidé la semaine dernière de soumettre au parlement la prolongation pour six mois de la présence à Incirlik de la force aérienne alliée, dont le séjour sur le sol turc venait à échéance le 31 décembre.

La première phase de cette opération alliée avait assuré le retour chez eux de quelque 500.000 Kurdes d'Irak qui s'étaient massés à la frontière turque, fuyant l'armée irakienne à la suite de l'insurrection kurde manquée en mars 1991.

elf/dm art+T+p

AFP /JO0245/290039 DEC 94

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

## KURDISTAN

## Réponse au lobby pro-irakien

**Le lobby pro-irakien mène campagne pour la levée des sanctions économiques contre le régime de Bagdad. Mais, ce faisant, il ignore, tait ou cache la réalité vécue par le peuple irakien, et notamment par les chiïtes et les Kurdes victimes de la répression.**

par Mohammad Ismaïl

**D**EPUIS plus d'un an, dans un grand nombre de pays européens, et en France en particulier, nous assistons à une campagne active de la part du lobby pro-irakien. Derrière les larmes de crocodile qu'il verse sur le sort du peuple irakien, il cache surtout la volonté de voir levées rapidement les sanctions économiques contre le régime de Bagdad et ses dirigeants. Cette campagne a malheureusement largement réussi à déformer la réalité.

Au sein de ce lobby, on retrouve pour l'essentiel des personnes bénéficiant du soutien direct de Saddam Hussein, mais aussi certains patrons de grandes entreprises qui, dans la perspective de contrats commerciaux avec l'Irak, ont rejoint cette campagne et, enfin, ceux qui ne disposent pas de tous les éléments d'information ou à qui l'on cache la réalité. Dans la mesure où le peuple kurde se considère comme partie intégrante des peuples d'Irak, il nous paraît légitime et nécessaire de dire notre point de vue, afin de permettre à l'opinion publique et aux défenseurs des droits de l'homme de se faire une idée plus précise.

L'Irak, sous le régime de Saddam Hussein, est devenu une

immense prison où la population souffre énormément des difficultés politiques, économiques et sociales. Mais la responsabilité première de cette souffrance incombe entièrement au régime. Le lobby pro-irakien se sert de mensonges et de propagande pour tenter de masquer la réalité. Il ne cesse de répéter par exemple qu'un demi-million d'enfants irakiens ont péri à cause de la famine et du manque de médicaments. Si cela correspondait à la réalité, le régime se serait-il privé de l'occasion d'exploiter politiquement cette affaire en montrant les images de ce drame à l'opinion internationale ? Ceux qui sont à l'origine de tels mensonges se sont-ils rendus une seule fois au Kurdistan ou dans le sud de l'Irak pour y constater les conditions de vie des enfants kurdes ou d'opposants chiïtes ?

#### **Une longue liste de méfaits**

Ce qui nous paraît pour le moins curieux, c'est que le lobby pro-irakien, sous le prétexte de défendre le peuple irakien, n'évoque que des arguments favorables au régime de Saddam Hussein, sans jamais parler de sa responsabilité concernant la situation tragique dans laquelle sont plongés les Irakiens aujourd'hui. Or la liste des méfaits de Saddam Hussein est longue.

Qui déclencha la guerre contre notre peuple en détruisant plus de 4 500 villages et villes au Kurdistan et en déportant leurs habitants ? Qui employa des armes chimiques contre ses propres citoyens dans la ville d'Halabja en 1988, tuant près de 5 000 civils

et blessant plus de 10 000 personnes ? Qui entraîna l'Irak dans une guerre meurtrière de huit ans contre l'Iran - qui s'est soldée par des centaines de milliers de morts ? Qui envahit et annexa le Koweït ? Et qui lança des missiles Scud sur Tel-Aviv et Ryad ? Qui encore, depuis l'année dernière, agresse sauvagement son peuple dans le sud de l'Irak et assèche la région des marais où vivent des populations chiïtes ?

#### **Aider le peuple, pas le régime**

Il y aurait matière à écrire de nombreux ouvrages sur les crimes commis par le régime de Saddam Hussein, qui, jusqu'à présent, n'a respecté aucune des résolutions de l'ONU favorables au peuple irakien, notamment la 688 exigeant le respect des droits de l'homme et des minorités kurdes et chiïtes. Conformément aux résolutions 706 et 712, le gouvernement irakien est autorisé, sous le contrôle des Nations unies, à vendre son pétrole tous les six mois pour un montant de 1,6 milliard de dollars, afin d'acheter de la nourriture et des médicaments correspondant aux besoins des populations. L'application de ces deux résolutions entraînerait une nette amélioration des conditions de vie en Irak. Mais le régime refuse obstinément de les appliquer, tout simplement parce qu'il ne pourrait pas disposer de cette somme d'argent pour renforcer son armée et son pouvoir. En revanche, le régime ne manque pas de moyens pour faire construire la plus grande mosquée du monde et recruter des groupes terroristes qui, au Kurdistan, tentent de déstabiliser la

situation et de liquider les responsables politiques.

Aujourd'hui, le Kurdistan d'Irak fait face à un double embargo : les sanctions internationales imposées à l'Irak, et donc également au Kurdistan, et celles que lui inflige le régime de Saddam Hussein - sans compter de temps à autre celui des pays voisins. Tous les moyens sont bons pour punir notre peuple : bombardements, coupure d'électricité, exode des populations. Pourquoi n'entendons-nous pas les « défenseurs » du peuple irakien protester contre cette politique ? Et pourquoi n'ont-ils pas dénoncé le massacre de centaines de chiïtes et l'assèchement des zones marécageuses dans le sud du pays ?

S'il faut réclamer une levée de l'embargo, cela devrait se faire au seul bénéfice du peuple irakien. Tous ceux qui veulent aider ce peuple devraient œuvrer pour empêcher le régime d'utiliser ses revenus pétroliers afin de réorganiser son armée et reconstruire ses armes de destruction massive ; pour trouver des moyens efficaces afin de le contraindre à respecter les résolutions de l'ONU ; pour le forcer à accepter la présence d'observateurs de l'ONU sur tout le territoire afin de veiller au respect des droits de l'homme ; pour le contraindre à mettre un terme à l'embargo imposé au Kurdistan ; pour l'amener, enfin, à accepter l'organisation d'élections générales libres sous le contrôle de l'ONU, qui permettraient la formation d'un régime parlementaire, pluraliste, démocratique et fédéral.

► **Mohammad Ismaïl est le représentant du « gouvernement » régional du Kurdistan d'Irak.**

Rétrospective 1994

## La jeune Kurde Rojin Ayaz a retrouvé sa liberté

**De nombreux événements ont marqué l'année 1994. A plusieurs reprises, «Le Courrier de L'Ouest» va rappeler dans ses colonnes les faits majeurs de cette année passée. Ce sera l'occasion, aussi, de faire le point sur les éventuels prolongements qu'ont pu connaître ces événements. Le premier d'entre-eux est l'assignation à résidence, jusqu'en février dernier, de la jeune Kurde Rojin Ayaz.**

Le 23 novembre 1993, la Gâtine apprenait avec surprise que leur région avait été choisie par le ministère de l'Intérieur pour y assigner à résidence une jeune Kurde. Rojin Ayaz, 19 ans, a passé à partir de cette date plusieurs se-

maines entre ses deux lieux de résidence de Saint-Pardoux et de Reffannes.

A aucun moment cette frêle jeune fille n'est apparue dans l'esprit de la population comme une «*dangereuse terroriste*», une qualification

qui justifiait pourtant son assignation à résidence. A terme, Rojin Ayaz, née au Kurdistan en 1974 devait d'ailleurs être expulsée avec le risque de l'être vers la Turquie où elle aurait été, si ce n'est exécutée, à tout le moins incarcérée.

### Ni en Turquie ni au Kurdistan

Ce n'est qu'en février dernier que la jeune Kurde a quitté Reffannes pour rejoindre la Mayenne. Pendant tout ce temps, un comité d'une quinzaine de membres, sous la responsabilité de M. Daniel Fasanino, a multiplié les procédures pour éviter l'expulsion de la jeune femme. Les membres de ce comité n'ont eu de cesse de clamer qu'il n'y avait rien dans le dossier d'accusation de Rojin Ayaz qui justifiait son assignation à résidence.

Aujourd'hui, Rojin Ayaz n'est plus placée en résidence surveillée. Depuis mars, elle a retrouvé sa liberté. Toujours en contact avec le comité, elle préfère taire le lieu où elle se trouve aujourd'hui, par souci de quiétude et de sécurité. Une chose est sûre: elle n'est ni en Turquie, ni au Kurdistan. Le regret de M. Fasanino reste de n'avoir pu blanchir totalement Rojin Ayaz.

### Tirer un trait

La section du Parti communiste de Tours a réussi, en effet, à faire admettre par le Tribunal administratif tourangeau qu'un compatriote de M<sup>me</sup> Ayaz, M. Mustafa Kisa, lui aussi assigné à résidence, n'avait rien à se reprocher. Daniel Fasanino a tenté de convaincre la protégée du comité d'engager une telle démarche.

Sans doute soucieuse de tirer un trait définitif sur cette affaire, l'hôte involontaire de la Gâtine préfère oublier désormais cet épisode qui sert au moins à illustrer les relations diplomatiques entre la France et la Turquie.

X.M.



Rojin Ayaz a passé les fêtes de fin d'année 1993 en Gâtine, une région où elle était assignée à résidence.

## Human Rights Diary

**IHD Adana branch chairman and administrators stand trial:** The Adana branch chairman and administrators of the Turkish Human Rights Association (IHD) went on trial charged with violations of the Association Act at the criminal court in Adana. Öcal Ata, the IHD Adana branch chairman, and seven members of the administration board of the association are charged with the possession of illegal publications, the illegal collection of money and making press announcements without permission. Some 30 lawyers attended the court session in defense of the IHD members. The IHD chairman said that they received many publications which were sent to them and were unaware which ones were banned or illegally in circulation. "We did not know which ones were banned. Our association has not been active in any way which violates existing laws," said Ata. The case was postponed to a later date. Prison sentences ranging from six months to one year have been requested for the IHD administrators. (December 26, TDN)

**Fundamentalist rioters jailed for 15 years:** The Ankara State Security Court (DGM) sentenced 86 Muslim extremists to prison for their part in an Islamic fundamentalist riot in which 37 leftist writers and artists were killed. Twenty-six of the convicted, for whom the prosecution had demanded the death penalty, were given 15 years each for murder. The Ankara DGM sentenced the remaining 60 to three years each for forming the mob that rampaged through the central city of Sivas on July 2, 1993. The rioters set fire to a hotel, killing 37 people. Most of the victims were writers and singers attending a cultural festival in Sivas commemorating a 16th-century poet who was hanged for his opposition to religious oppression. The festival had been organized by the Alawite sect, an esoteric branch of Islam often criticized by orthodox Sunni Moslems. Aziz Nesin, a Turkish author who published excerpts from Salman Rushdie's novel "The Satanic Verses" in a daily newspaper, escaped the burning hotel with minor injuries. Islamists say the rioters were provoked by both the Alawite festival and the presence in Sivas of the outspoken secularist Nesin. Rushdie has been in hiding since the late Iranian leader Ayatollah Ruhollah Khomeini ordered that he be killed for offending Muslims in his book. After hearing Monday's verdict, the defendants broke their chairs and hurled pieces at journalists while shouting "Islam or death" and "Allahu Akbar" (God is Greater). Riot police hustled the defendants out of the courtroom. (December 26, TDN)

**CPJ calls for charges against IHD members to be dropped:** The Committee to Protect Journalists (CPJ) has faxed a letter to Prime Minister Tansu Çiller, calling on the Turkish government to drop charges against Yavuz Önen, executive director of the Turkish Human Rights Foundation (IHD), and Fevzi Argun, director of its documentation center. The two are being tried at the Ankara State Security Court under the Anti-Terrorism Law for "separatist propaganda." The charges are based on certain passages in a book entitled "File of Torture, 1980-94," which was published by the foundation. A second hearing in their trial will take place on Dec. 29. "Although Argun and Önen are not journalists, the CPJ feels the need to appeal to your Excellency because we have collaborated closely with them over the years," CPJ president A. William Orme Jr. said in his letter. "Their foundation has provided tremendous help in our endeavor to monitor press conditions and defend journalists' rights in Turkey. Working with its staff, we have come to the conclusion that the foundation is one of the most objective, nonpartisan, independent and reliable organizations in the country. Thus we are shocked and alarmed by the recent charges against the leaders of the organizations," Orme said. "CPJ calls on the Turkish government to drop the charges against Argun and Önen." CPJ also asked Çiller "to push for the revision of the Anti-Terrorism Law which makes possible the prosecution of the written word." A copy of the letter was also sent to Minister of Justice Mehmet Moğultay, Turkish Ambassador to Washington Nuzhet Kandemir, and former U.S. Ambassador to Ankara Richard C. Barkley. (December 28, TDN)

La Croix - 29 décembre 1994

## TURQUIE La livraison de bombes américaines contestée

● L'organisation américaine de défense des droits de l'homme Middle East Watch a appelé les États-Unis à stopper une livraison de bombes à fragmentation à la Turquie, jugeant que ces armes seraient utilisées dans la lutte contre la guérilla kurde du PKK.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

FRIDAY, DECEMBER 30, 1994

## 54 Die as Jet Crashes In Storm in Turkey

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Fifty-four people were killed Thursday when a Turkish Airlines plane crashed in a snowstorm while trying to land in eastern Turkey, officials said.

Turkish Airlines said the Boeing 737 aircraft was carrying 69 passengers and 7 crew members on a flight from Ankara to the eastern city of Van when it crashed in a blizzard. All were believed to be Turkish.

Turkish television said the plane crashed after two attempts to land had been aborted.

"There are 53 dead and 23 injured — all the people aboard have now been accounted for," Murat Ozkan, Van's deputy governor, said by telephone.

Turkish television said later that one of the injured had died, bringing the death toll to 54.

Flights to Van are often canceled in winter because of bad weather and poor visibility, pi-

lots told the Anatolian News Agency.

Television pictures showed the aircraft ripped apart and lines of bodies half-buried in the snow. Rescue teams combed through the wreckage under faint flashlight beams.

The tail section of the airliner, where the survivors were said to have been seated, was intact.

Most of the passengers were members of the Turkish security forces based in the southeastern region, where the army is fighting Kurdish rebels.

Military personnel are under strict orders to avoid traveling by road in the region because Kurdish guerrillas often target passenger buses in search of security officials.

Mr. Ozkan said the aircraft had split into three pieces after hitting a hill about 10 kilometers (6 miles) from Van and 4 kilometers from the airport.

(Reuters, AFP, AP)

## Trial continues of Önen and Argun at Ankara DGM

Turkish Daily News

ANKARA- The trial continued on Thursday at Ankara State Security Court (DGM) of Yavuz Önen, executive director of the (Turkish) Human Rights Foundation (TIHV), and Fevzi Argun, director of its documentation center on charges of disseminating separatist propaganda.

The charges are based on certain passages in a book entitled "File of Torture, 1980-94," published by the Foundation. The two accused face prison terms ranging from 2-5 years under article 8-1 of the Anti-Terrorism Law. Fines of TL 50 million are also requested by the prosecution.

The presiding judge, Turgut Okyay, adjourned the court hearing to a later date to allow defense lawyers to prepare their statements.

On Wednesday the Washington based Committee to Protect Journalists (CPJ), in a faxed letter to Prime

Minister Tansu Çiller, called on the the Turkish government to drop the charges against Önen and Argun.

"Although Argun and Önen are not journalists, CPJ feels the need to appeal to your Excellency because we have collaborated closely with them over the years," CPJ president A. William Orme Jr. said in his letter.

"Their foundation has provided tremendous help in our endeavour to monitor press conditions and defend journalists' rights in Turkey. Working with its staff, we have come to the conclusion that the foundation is one of the most objective, nonpartisan, independent and reliable organizations in the country.

Thus we are shocked and alarmed by the recent charges against the leaders of the organizations," Orme said. Orme had said "CPJ calls on the Turkish government to drop the charges against Argun and Önen." CPJ also asked Çiller "to push for the revision of the Anti-Terrorism Law which makes possible the prosecution of the written word."

The CPJ also had sent a copy of the letter to Minister of Justice Mehmet Moğultay, Turkish Ambassador to Washington Nuzhet Kandemir, and former U.S. Ambassador to Ankara Richard C. Barclay.

Meanwhile, Reuters reported that the Turkish authorities had closed down the main branch of the Turkish Human Rights Association (IHD) in the southeast.

The Diyarbakır office was ordered shut on Wednesday for 30 days pending completion of a court investigation into a human rights report the branch published, Hüsnü Öndül, general secretary of the Ankara-based association, told Reuters.

Earlier this month three of the branch's board members were arrested on charges of separatist propaganda in connection with the booklet, which was ordered confiscated by a local court.

The closure of the Diyarbakır branch is certain to hobble the association's information-gathering in the southeast, where allegations of human rights abuses by both Turkish soldiers and Kurdish rebels are rife.

Öndül said many of the association's 14 branches in the southeast were no longer functioning because members had been threatened by the security forces.

# Turkish embassy rejects HR Watch accusations on cluster bomb deal

## State Dept: Export license for cluster bombs to Turkey not denied yet

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- The Turkish Embassy in Washington today categorically rejected the accusations the Human Rights Watch (HRW) made in a letter dated Dec. 21, 1994 addressed to Secretary of State Warren Christopher asking for a denial of export license for 493 CBU-87 cluster bombs destined for Turkey.

The bombs are manufactured by Alliant Techsystems of Hopkins, Minnesota, together with Olin Ordnance. HRW claimed that "Turkey will use these cluster bombs indiscriminately in its conflict with Kurdish rebels, with devastating effects on the civilian population."

HRW is a nonprofit private organization monitoring human rights violations in dozens of countries. Former U.S. ambassador to Ankara Morton Abramowitz serves on HRW's Advisory Committee. Stephen Goose, the Arms Project program director of HRW told Turkish Daily News that although these cluster bombs were developed as anti-tanks weapons they could very well be employed against soft human targets as well.

In a press statement released today, the Turkish Embassy said "allegations regarding the use by Turkey of U.S. origin

weapons for other than NATO purposes and the Human Rights Watch claims that civilians are being targeted by the Turkish security forces are totally unfounded and preposterous."

The embassy reminded HRW that "Turkey is faced with a terrorist threat perpetuated by a small group of Marxist-Leninist bandits whose aim is to dismember the country through violent methods in contravention of the will of the Turkish people en masse. Turkey is determined and capable of dealing with this issue within the confines of democracy and rule of law."

U.S. State Department spokesman Mike McCurry said that Alliant Techsystems has not yet been denied the export licence needed to ship the CBU-87 cluster bombs. "It has not been dropped," he said, concerning the application. "It is an application that is under review.... We have an obligation publicly when we've got an applications license that's pending, there's very little we can say about it because of business proprietary concerns. So... we can't tell you much about what individual export entities have applied for, but we can confirm that there is an application pending that relates to the one that the human rights group was talking about involving cluster bombs for Turkey."

Although it has come into the limelight only now, the TDN learned that the contract for these cluster bombs was signed by Alliant Techsystems on June 21, 1994 with the Turkish Ministry of Defense, Foreign Procurement Department. This means that the license could have been stalled at the State Department for as long as six months. HRW said the total value of the contract was estimated to be around \$7 to \$8 million dollars.

"According to Alliant, the deal culminated four years of negotiations, and was the first international direct commercial sale of the CBU-87," HRW said. "The purchase is to be made with the use of 'special Turkish national funds.'"

A Washington source familiar with U.S.-Turkish military aid issues told the TDN that what "added insult to injury"—from a Turkish point of view—is the fact that the CBU-87 cluster bombs in question were NATO-approved ammunition supposedly available to all NATO allies. Not only that, but these bombs were made available even to such non-NATO countries as Saudi Arabia and Egypt.

HRW asked not only that the U.S. State Department should not approve a license for Alliant Techsystems to export 493 CBU-87 cluster bombs to Turkey, but also that "the United States should suspend all military assistance and all arms sales (government-to-government and commercial) to Turkey, as required by Section 502B of the Foreign Assistance Act, because the government of Turkey clearly 'engages in a consistent pattern of gross abuses of internationally recognized human rights.'"

*Turkish Daily News*

SATURDAY, DECEMBER 31, 1994.

## Turkey, Russia discuss Chechnya, CFE, Kurdish office in Moscow

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's new ambassador in Moscow, Bilgin Unan, on Friday met a senior Russian official in the Russian capital to discuss the situation in Chechnya, the Conventional Forces in Europe (CFE) treaty and the opening in Moscow of a Kurdish office.

Unan, meeting Russian Deputy Foreign Minister Albert Chernishev, expressed Turkish views on the three issues, while the Russian side said Moscow would not tolerate activities by the outlawed separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) in Moscow, the Anatolia news agency reported.

Representatives of Kurdish groups living in the Commonwealth of Independent States member

countries recently opened a new office in Moscow. The PKK is also represented.

Chernishev said at the meeting that Kurdish groups would be free to conduct cultural activities at the office, but Russia would not permit the center to be used for PKK purposes, Anatolia said.

At the meeting, Unan also reiterated Turkey's concern over the military developments as a result of the Russian crackdown in Chechnya in North Caucasia. Unan repeated Turkey's request to send humanitarian aid to displaced people in Chechnya. Regarding the CFE treaty, the two sides exchanged views. Russia urges amendments to the CFE to have the opportunity to increase its forces in North Caucasia. Turkey objects to the move.



—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse

ECF0126 4 F 0463 TUR /AFP-OI78

Trsp.

Turquie-avion: les autorités tentent de définir les causes de la catastrophe

ANKARA, 30 déc (AFP) - Les autorités de Turkish Airlines (THY), dont un Boeing 737-400 s'est écrasé jeudi près de Van (est) avec 76 personnes à bord, tentaient vendredi de définir les causes exactes de l'accident qui a fait 55 morts et 21 blessés, selon un nouveau bilan fourni par le service de presse de la compagnie.

Un précédent bilan faisait état de 54 morts et 22 blessés. Soixante-neuf passagers, dont deux bébés, et sept membres d'équipage se trouvaient à bord de l'avion, lorsqu'il a percuté une montagne près de la sous-préfecture d'Edremit dans la région de Van, après deux tentatives d'atterrissage infructueuses en raison de mauvaises conditions météorologiques.

L'appareil, qui assurait une liaison régulière Ankara-Van, s'est trouvé pris dans une tempête de neige peu avant l'accident.

Les deux "boîtes noires" du Boeing ont été retrouvées dans la nuit de jeudi à vendredi dans les débris de l'appareil qui s'est brisé en trois parties sous la violence du choc, a-t-on indiqué de même source.

C'est le premier accident mortel d'un avion de THY depuis novembre 1983.

Le lieu de l'accident, couvert de neige, est à 5 km de l'aéroport, près du lac du Van, le plus grand de Turquie. Contrairement à ce qui avait été annoncé jeudi, la plupart des passagers n'étaient pas membres des forces de sécurité turques qui combattent depuis dix ans une guérilla séparatiste dans cette région à majorité kurde.

Les "boîtes noires", qui enregistrent les communications radio des pilotes et les paramètres techniques du vol, se trouvaient vendredi à l'aéroport de Van où le trafic aérien reste suspendu en raison de fortes chutes de neige. Une équipe technique de la THY devait s'y rendre vendredi si les conditions météorologiques le permettent, indique-t-on de mêmes sources.

Les responsables de la compagnie contactés par l'AFP se sont refusés à dire si l'accident est dû à une erreur de pilotage, avant l'analyse complète du contenu des "boîtes noires".

Selon des enregistrements des communications entre le pilote et la tour de contrôle de Van rendus publics jeudi soir, les autorités n'avaient pas autorisé l'avion à atterrir et lui avaient ordonné de retourner à Ankara ou d'aller à Diyarbakir (sud-est). Mais le pilote, Adem Ungun, lui-même tué dans l'accident, aurait insisté pour tenter une troisième fois de se poser à Van. La visibilité était à peine de 100 mètres au moment où le pilote a fait cette troisième approche, selon ces enregistrements.

L'aéroport, soumis à de dures conditions météorologiques en hiver, n'est pas équipé de systèmes électroniques permettant un atterrissage par faible visibilité, a-t-on ajouté de même source.

CE/hc/php/mlm

AFP /JO0245/301229

DEC 94

—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse—A.F.P.—AgenceFrancePresse



Mitglieder einer türkischen Spezialeinheit, von der kurdischen Bevölkerung «Rambos» genannt, im Ordnungsdienst in Südostanatolien. (Bild R. Maro)

## Türkische Lehrer als Zielscheibe im Krieg

### Schwerwiegende Folgen für das Erziehungssystem

Im Krieg zwischen den türkischen Sicherheitskräften und der Guerilla der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) sind die Lehrer als Berufsgruppe zwischen die Fronten geraten. Sie werden im Südosten sowohl von der PKK als «Instrumente einer Kolonialisierung» als auch von paramilitärischen Organisationen als vermeintliche Verräter am türkischen Staat umgebracht. Die Folgen für das Erziehungssystem sind verheerend.

it. Istanbul, 28. Dezember

Im farbigen Istanbuler Viertel *Laleli*, dem zentralen Treffpunkt der Iraner und Iraker, der Russen, Kurden und anderer Emigranten, hat die Lehrgewerkschaft Egit-Sen ihr Hauptquartier eingerichtet. Mit rund 65 000 Mitgliedern ist Egit-Sen eine der einflussreichsten Lehrgewerkschaften der Türkei. Den zahlreichen Attentaten auf ihre Mitglieder steht die Gewerkschaft laut ihrem Vorsitzenden, *Ismet Aktas*, allerdings machtlos gegenüber. Die Lehrer seien seit Beginn des Krieges in Südostanatolien vor gut zehn Jahren zur Zielscheibe sowohl der *Kurdischen Arbeiterpartei* wie auch der paramilitärischen Organisationen der *Konterguerilla* geworden, erklärt Aktas. Die Konterguerilla töte die Lehrer, weil diese angeblich Mitglieder der PKK seien. Die PKK ziele auf die Vertreter des Erziehungssystems, weil sie das Instrument einer brutalen Assimilierungspolitik bildeten. Im schmutzigen Krieg, der im Südosten der Türkei wüte und in dem sich die Parteien an keine Regel mehr hielten, seien die Lehrer als Berufsgruppe besonders hart betroffen. Keiner der Täter ziehe dabei in Betracht, dass die Lehrer Staatsangestellte ohne jedwelche Entscheidungsmacht seien, sagt Aktas verbittert. Mit einem monatlichen Durchschnittslohn von rund 6 Millionen türkischen Pfund (rund 220 Franken) gehören die Schullehrer heute zu den ärmsten Bevölkerungsschichten der Türkei.

### Schwere Folgen für die Ausbildung

Auf das mittlerweile akute Problem der Attentate auf Lehrer weist auch der Bericht der türkischen Menschenrechtsstiftung (TIHV) vom letzten November in einem speziellen Kapitel hin. Laut diesem Bericht wurden seit Beginn des Krieges im August 1984 bis zum 20. November dieses Jahres insgesamt 128 Lehrer umgebracht. Davon waren 81 Attentaten der PKK-Guerilla zum Opfer gefallen. Weitere 43 kamen bei sogenannten «anonymen Morden» um, welche meist auf die Rechnung der paramilitärischen und nach allgemeiner Auffassung vom Staat unterstützten Organisationen der Konterguerilla und des im Südosten operierenden *Hizbullah* gehen. Zwei Lehrer starben in den Jahren 1985 und 1988 während ihrer Haft unter Folter, ein weiterer wurde von der linksextremen Organisation *Tikko* getötet, und einer kam in Lice um, als dieses unweit Diyarbakirs gelegene Städtchen am 22. Oktober 1993 von der Armee massiv beschossen wurde. Die Zahl der Attentate steigt nach 1992 in einer steil ansteigenden Kurve und zeugt davon, dass immer häufiger Zivilisten diesem offiziell nie erklärten Krieg zum Opfer fallen. Von den insgesamt 128 Opfern sind 108 in den letzten drei Jahren getötet worden.

Freitag, 30. Dezember 1994 Fernausgabe Nr. 304

Neue Zürcher Zeitung

Die Folgen sind für das Erziehungssystem verheerend. Laut dem Erziehungsminister *Nevzat Ayaz* wurden in den kurdischen Provinzen Südostanatoliens von den insgesamt 4264 Schulen in diesem Schuljahr lediglich 2581 geöffnet, also rund 60 Prozent. Die übrigen 1683 Schulen blieben geschlossen, weil viele Dörfer wegen des Krieges von ihren Bewohnern verlassen oder von den Sicherheitskräften zwangsevakuiert wurden. Zudem konnte ein Teil der Schulen nicht geöffnet werden, weil die PKK die Schulgebäude in Brand gesetzt hatte oder weil die Lehrer sich weigerten, in diesem unsicheren Gebiet zu arbeiten. So haben in der Bergregion von *Hakkari* laut der linksgerichteten Tageszeitung «Cumhuriyet» in diesem Schuljahr nur 70 Prozent der Lehrer ihren Dienst aufgenommen, in der umkämpften Provinz *Sirnak* ging beinahe die Hälfte der dort angestellten Lehrer nicht mehr zur Arbeit.

«Warum wollt ihr die Kinder der Kurden zu Analphabeten machen?» soll vor kurzem ein älterer kurdischer Stammesführer in *Tunceli* den Kommandanten einer kleinen Guerilla-Einheit gefragt haben. Die Kinder seien bald nicht mehr fähig, die – gewöhnlich auf türkisch verfassten – Erklärungen der PKK zu lesen. Tatsächlich hat der Krieg und die Mordserie gegen die Lehrer zur Folge, dass in dieser Region eine Generation heranwächst, die nie eine Schule besucht hat. Das kurdische Südostanatolien war aber bereits vor dem Krieg das Gebiet mit der höchsten Analphabetenrate in der Türkei.

#### Verhärtete, absurde Standpunkte

Laut dem Egit-Sen-Vorsitzenden *Aktas* könnte in dieser Situation einzig die Einführung des Unterrichts auf kurdisch in Anatolien der Sackgasse im Erziehungswesen und der Gewalt gegen die Lehrer ein Ende setzen. Egit-Sen habe dem Erziehungsministerium diesbezüglich konkrete Vorschläge gemacht. Der Erziehungsminister habe sie aber diskussionslos abgelehnt. Wie die Mehrheit des Kabinetts befürchte auch er, dass

die Türkei auseinanderfiele, wenn der Staat zu Zugeständnissen gezwungen wäre. Der Unterricht in kurdischer Sprache in Anatolien wird in Ankara als Zugeständnis an die «PKK-Terroristen» betrachtet.

So verschanzen sich beide Gegner unbeirrt hinter ihren versteinerten Standpunkten und treiben den Konflikt gelegentlich ins Absurde. Als die PKK am ersten Schultag Mitte September in *Tunceli* sechs junge Lehrer umgebracht hatte, kommentierte die ihr nahestehende Zeitung «*Özgür Ülke*» trocken, die meisten Lehrer in der kurdischen Region seien Mitglieder des türkischen Geheimdienstes oder der rechtsextremen Nationalen Volkspartei. Was, etwas verkläuselt, nicht anderes bedeutet, als dass die Morde berechtigt waren. In Ankara meldete sich damals der Verteidigungsminister, *Mehmet Gölhan*, mit dem Vorschlag zu Wort, die Lehrer dürften in den gebirgigen Gebieten nicht allein gelassen werden; sie müssten im Waffengebrauch trainiert und bewaffnet werden. So hätten sie «die Chance, bevor sie sterben, mindestens einige der Attentäter zu töten». Seit Ende September dürfen die Lehrer im Südosten gemäss einem Erlass des Erziehungsministeriums bewaffnet werden.

#### Erinnerungen an das Osmanische Reich

Kreise der Regierung ziehen indessen zusätzliche zivile Massnahmen in Betracht. Wie Mitte November der Berater der Regierungschefin in Menschenrechtsfragen, *Hizir Eksi*, vorschlug, sollen künftig die Schüler aus Südostanatolien – notfalls auch unter Zwang – nach Istanbul geholt und in Internaten ausgebildet werden. Dieser Vorschlag rief bei Kurden und Erziehern die Erinnerung an eine Massnahme des Osmanischen Reiches wach. Jahrhundertlang holten die Osmanen in den christlichen Regionen des riesigen Reiches Knaben mit besonderen Fähigkeiten, um sie in Istanbul als Mitglieder der elitären Kampftruppe der Janitscharen auszubilden.

*Hilferuf Grosnys – Angst vor Vergleich mit dem Kurdenkonflikt*

## Dilemma Ankaras wegen Tschetschenien

Die anhaltenden Kämpfe in der russischen Teilrepublik Tschetschenien hat Ankara in ein schweres Dilemma versetzt. Der tschetschenische Führer *Dudajew* hat am Dienstag Militärlieferung aus der Türkei gefordert. Ankara kündigte vorerst humanitäre Hilfe an.

*it. Istanbul, 28. Dezember*

Zum erstenmal nach Ausbruch der Krise in Tschetschenien hat am Dienstag die türkische Regierung ihren bisherigen Standpunkt der Nichteinmischung verlassen und Moskaus Politik im Nordkaukasus offen kritisiert. Gemäss den in Ankara eintreffenden Informationen sei Moskau bemüht, in Tschetschenien eine Regierung ohne die Beteiligung *Dudajews* zu bilden, sagte im Parlament der türkische Aussenminister *Karayalcin*. Dies würde aber kaum zu einer friedlichen Lösung des Konflikts beitragen; die Krise in Tschetschenien könne nämlich mit bolschewistischen Methoden nicht gelöst werden. Eine härtere Gangart forderte auch der gemässigte, mit Formulierungen gewöhnlich besonders vorsichtige Parlamentspräsident, *Hüssametin Cindoruk*. Die russische Armee müsse erst beweisen, dass sie nicht mehr die Mentalität der Roten Armee habe, erklärte er am Wochenende. Laut *Cindoruk*

ist die Haltung Moskaus, den Konflikt in Tschetschenien weiterhin als eine interne Angelegenheit Russlands zu sehen, nicht mehr akzeptabel.

#### Unklare Motive für die Kehrtwendung

Die Erklärungen der zwei türkischen Spitzenpolitiker weichen deutlich vom bisherigen offiziellen Standpunkt der Türkei ab. Seitdem russische Truppen in Tschetschenien vorgestossen sind, hat Ankara mehrmals unterstrichen, dass dieser Konflikt eine interne Angelegenheit der russischen Föderation sei. Aus dem Aussenministerium verlautete, die türkische Regierung unterstütze eine politische Lösung im Rahmen der territorialen Integrität der russischen Föderation und auf der Basis der Menschenrechte und der demokratischen Regeln.

Was zur Wende der letzten Tage geführt hat, ist

stimmenden Angaben beider Kampfparteien wieder in der Stadt Argun rund 15 Kilometer östlich der Hauptstadt. Argun ist die letzte grössere Ortschaft, welche die russischen Truppen einnehmen müssen, wenn sie ihren Entscheidungsschlag gegen Grosny führen wollen. Westliche Korrespondenten berichteten, nach einigen ruhigeren Tagen sei es am Mittwoch bei Argun wieder zu sehr schweren Kämpfen gekommen. Nebst Bodentruppen seien auch Raketenwerfer und Kampfhelikopter eingesetzt worden. Berichte über Opfer lagen am Abend keine vor. Der tschechenische Vizepräsident Janderbijew sagte gegenüber Interfax, zwischen Argun und Petropawlowskaja sei nach wie vor ein russischer Verband eingekesselt. Von russischer Seite gab es dafür

nicht intervenieren, weil es zu Recht befürchtet, Moskau und die internationale Gemeinschaft könnten Parallelen zwischen den rebellierenden Tschetschenen im Süden Russlands und den ebenfalls rebellierenden Kurden im Südosten der Türkei ziehen. Andererseits teilt die Türkei mit den Völkern des Kaukasus eine gemeinsame Kultur und Geschichte. Einige Millionen türkische Bürger stammen ursprünglich aus dem Kaukasus, und sie üben durch ihre Lobbies Druck auf die Regierung aus. Der ehemalige Generalstabchef Güres soll beispielsweise aus Tschetschenien stammen. Er hat am Dienstag Aussenminister Karayalçin besucht und eine aktivere Politik Ankaras im Kaukasus gefordert.

### Solidaritätsgeste

Zwei weitere, politische Überlegungen vergrössern Ankaras Dilemma zusätzlich. Die Türkei hat bisher auf die genaue Einhaltung des im Vertrag über die konventionellen Streitkräfte in Europa (CFE) vorgesehenen militärischen Kräftegleichgewichts bestanden und alle Bemühungen Moskaus, mehr russische Truppen in den Kaukasus zu verlagern, konsequent bekämpft. Wegen des Konflikts in Tschetschenien hat Russland dieses Kräfteverhältnis aber faktisch verändert. Zudem glaubt Ankara, nach dem Zusammenbruch der Sowjetunion den Kaukasus zu seinem «Hinterhof» machen zu können. Falls die Türkei jetzt nicht reagiere, werde ihr ohnehin angeschlagener Einfluss auf die turksprachigen Republiken Zentralasiens weiterhin schrumpfen, lautet das Argument.

Am Dienstag kündigte Aussenminister Karayalçin an, humanitäre Hilfe für die Flüchtlinge nach Tschetschenien zu schicken. Gleichzeitig hat der türkischzypriotische Führer, *Denktaş*, die Bereitschaft der Türkischen Republik Nordzypern erklärt, Flüchtlinge aus Tschetschenien aufzunehmen. In einer Solidaritätsgeste hatten 1992 das lediglich von der Türkei anerkannte Nordzypern und Tschetschenien einander als unabhängige, souveräne Staaten anerkannt.

# Kurds campaigner escapes shooting

Duncan Campbell  
Crime Correspondent

**A** PROMINENT London Turkish community leader, who has campaigned for the Kurds and trade union rights in Turkey, was the target of an assassination attempt in east London, it emerged last night. A young Turkish refugee was shot and wounded in the attack on Thursday night.

Nafiz Bostanci, aged 49, who owns the shop where the attack took place, was warned by police two months earlier that he was a likely assassination target. Mr Bostanci says that he had also recently met a man who told him he had been offered £500,000 to kill him.

The shooting has raised fears of an escalation of political violence in the Turkish and Kurdish communities in London.

Ali Ozturk, aged 29, was shot in the back with a single bullet as he closed Mr Bostanci's grocer's and off-licence on Kingsland Road in Hackney, east London, at 10.30pm. He was taken to hospital where his con-

dition was said to be serious but stable. It was not believed to be life-threatening.

Mr Ozturk had recently arrived in this country from Sapanca, near Istanbul, and was applying for political asylum. He helped in the shop for pocket money because he is not yet allowed to work.

Mr Bostanci, who is also a political refugee from Sapanca, has lived in England for 12 years. He helped found Halkevi, the Turkish-Kurdish community centre in Stoke Newington, north London.

He was a member of the banned Turkish trade union organisation, DISK, and was jailed and tortured for his union activities in the early eighties but escaped to England. He was accused of being a member of the Turkish Communist Party and stripped of his nationality. He appeared in 1988 on the BBC2 Open Space programme to protest about civil rights abuses in Turkey and torture of political prisoners.

"I was told by a Turkish-Cypriot man in the community centre that he had been offered

£500,000 to kill me but he refused," said Mr Bostanci last night. "Later they found another two men (to carry out the shooting). One is in the United Kingdom and one is on his way. I passed this information on to the police."

The police are understood to have offered Mr Bostanci protection which he has declined. "I continue my normal life," he said. To stop any of his activities would be to offer a victory to his enemies, he added.

Mr Bostanci's brother-in-law, Zeki Guven, said yesterday that he had been bending down as the shot was fired, possibly from a block of council flats opposite. He believed the Turkish secret service was behind the shooting. He said that he had heard that 160 agents had been recently despatched to western European countries to disrupt pro-Kurdish campaigns and fund-raising movements.

Other Turkish activists believe that far-right Turkish groups, such as the Grey Wolves, could be involved. There are also fierce internal political disputes in the London end of the Turkish and Kurdish

community which can lead to violence.

No one at the Turkish embassy was available for comment but in the past they have strongly denied suggestions of secret service involvement in violence here.

A Scotland Yard spokeswoman said that all possible motives for the shooting were being examined and that a Turkish-Kurdish political angle was one avenue being explored. The possibility of mistaken identity was also being investigated.

There have been a series of shootings, firebombings and beatings in the 200,000-strong Turkish community in London over the last two years. The Kurdish separatist group, the PKK, and the revolutionary group, Dev Sol, have both been accused of extorting money from the community to pay for the Kurdish struggle in Turkey in which many have been killed or jailed. Treatment by the Turkish government of Kurdish prisoners has been the subject of Amnesty International reports.

The PKK and Dev Sol have counter-claimed that the violence has been carried out by far-right nationalist Turkish groups or by the Turkish secret service.

There has been confusion about the extent of the violence because of the involvement by a small number of Turkish criminals in the drugs trade and the professional importation of illegal immigrants.

Saturday December 31 1994

THE GUARDIAN

U.S. DEPARTMENT OF STATE  
Office of the Spokesman

For Immediate Release

December 8, 1994

STATEMENT BY CHRISTINE SHELLY, ACTING SPOKESMAN

TURKEY: VERDICTS AGAINST PARLIAMENTARIANS

The U.S. government is deeply concerned to learn of the decision by the State Security Court in Ankara, Turkey that seven Kurdish former DEP parliamentarians and one independent parliamentarian are guilty of disseminating separatist propaganda, belonging to an armed society or band, and knowingly aiding such a band.

From the inception of this case, when the Turkish Parliament stripped the accused parliamentarians of their parliamentary immunity and charged them with treasonous activities aimed at dividing the state, we have expressed our concern over the serious legal and human rights issues this case presents. The fact that some of the charges against two of the parliamentarians are based upon statements made before the Helsinki Commission of the United States Congress and the Carnegie Endowment for Peace has made our concern all the more acute. When Assistant Secretary of State Shattuck visited Turkey last July, he met with two of the imprisoned parliamentarians.

During his July visit to Turkey, and more recently during his return visit in October, Shattuck discussed this case with all the Turkish officials with whom he met, including former Foreign Minister Soysal. He stressed at that time the imperative need for fairness and impartiality in the trial procedures. According to reports, however, defense attorneys were not allowed to present sufficient evidence of their own. Once we receive the full text of the verdict, we will examine it closely.

The government of Turkey has defended the arrest and trial of these parliamentarians by the need to fight terrorism. The United States government has on many occasions condemned all acts of terrorist violence and expressed support for all appropriate measures to combat them. We have insisted, however, that the fight against terrorism be conducted in accordance with the highest standards of human rights.

These issues are first and foremost for Turkish citizens themselves to resolve. We know that all of these issues are currently under serious debate and discussion in Turkey. As a friend and ally of Turkey, we are prepared to help in any way we can.

1ST STORY of Level 1 printed in FULL format.

Copyright 1994 European Information Service  
European Report

December 14, 1994

SECTION: No. 2001

LENGTH: 440 words

HEADLINE: EU CRITICISES TURKISH PRISON SENTENCES FOR KURDISH MPS

BODY:

On December 10 in Essen, EU Heads of State and Government deplored the prison sentences of between one and fifteen years, handed down to eight Turkish MPs of Kurdish origin by the Court of State Security in Ankara on December 8. In their communique, Member States express their concern over the "sentencing of freely-elected members of Parliament" and demand "respect for human rights", in the country. A German Presidency statement issued just before the Summit said it was "seeking further detailed information from the competent Turkish authorities regarding the exact reasons given by the Court for these sentences. The European Union, in considering the matter, is also starting from the assumption that the verdicts are subject to possible revision in the Court of Appeal".

According to observers, this official rebuttal will distance the prospect of reaching agreement on the planned Customs Union between the EU and Turkey at the forthcoming EU/Turkey Association Council on December 19 in Brussels, even though the European Council in Essen confirmed the Member States' wish to reach this objective before the end of 1996. Notwithstanding, a means of overcoming the Greek veto will have to be found, since in Germany, Athens confirmed its intention to block the Euro-Trukish Customs Union until such time as the European Union agrees to the beginning of 1997 as the date for opening negotiations on EU accession with Cyprus and Malta.

Back in Paris on December 11, Jacques Delors told French television that in his opinion, "to achieve the promised customs union with Turkey, the Turks will have to make firm undertakings to respect human rights". He stressed "the need to differentiate between the question of the Kurdish MPs and that of the PKK (the separatist Kurdistan workers' party) and not to muddle the two". Mr Delors described the arrest of the MPs "who should have Parliamentary immunity for simple differences of opinion, where no complicity with the PKK has been proven" as "absolutely scandalous".

LANGUAGE: ENGLISH

LOAD-DATE-MDC: December 14, 1994